

BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES
ET DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES 1165
Publiée sous la Direction de Félix MARTEL

HISTOIRE

(Troisième Année)

par

H. VAST & R. JALLIFFIER



PARIS
LIBRAIRIE CH. DELAGRAVE
15. Rue Soufflot

BIBLIOTHÈQUE

des Écoles primaires supérieures

ET DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Publié sous la direction de **F. MARTEL** Inspecteur général de l'Instruction publique

Grammaire et composition française, par MM. GRAILLET et MYARD. 2 50
Exercices correspondant à la Grammaire et Composition française, par MM. MARTEL et MYARD.

1^{er} cahier : Nom, Article, Adjectif. » 90

2^e cahier : Pronom, Verbe. » 90

3^e cahier : Revision du verbe; verbes irréguliers » 90

Théâtre classique du XVII^e et du XVIII^e siècle, par MM. FÉLIX MARTEL et EMILE DEVINAT. 2 50

Recueil de morceaux choisis de prose et de vers du XVI^e au XIX^e siècle, par M. FÉLIX MARTEL. 2 25

LA FONTAINE : Fables. Extraits, par M. HINZELIN. 1 50

FÉNELON : Extraits (Télémaque, Dialogues et Fables), par M. POTTINEAU. 1 25

VOLTAIRE : Charles XII. Extraits, par M. GUY. » 75

CHATEAUBRIAND : Extraits, par M. MÉTIVIER. 1 50

ROUSSEAU (J.-J.) : Extraits, par M. STEEG. 1 50

SWIFT : « Extraits de Gulliver », par M. HANNEDOUCHE. 1 25

FOE (D. DE) : Robinson Crusoé. Extraits, par M. MOSSIER. » 75

SCOTT (WALTER) : Quentin Durward et quelques extraits d'autres œuvres, par M. MÉTIVIER. 2 »

ELIOT (G.) : Silas Marner. Traduction par M. MOREL. 1 60

THACKERAY : Extraits, traduction par M. MOREL. 2 »

DICKENS : Extraits, traduction de M. GUILLOTEL. 2 25

CERVANTES : Don Quichotte. Extraits, par M. E. CARLES. 1 25

FRANKLIN : Extraits, par E. HANNEDOUCHE. 1 50

Morale, par M. GÉRARD. Cours des 3 années. 2 »

Histoire, par MM. VAST et JALLIFIER. Cours de 1^{re} année. 2 »

2^e année. 2 25 | 3^e année 2 50

Lectures historiques, tirées des grands écrivains, par CAZES.

1^{re} année. 1 50 | 2^e année. 2 »

Géographie, par MM. G. BOURGOIN et G. FOUART, 1^{re} année. 3 »

Extraits de mémoires historiques et militaires du XIX^e siècle, par M. GUY. 2 »

Lectures géographiques, pour les 3 années, par M. CAZES. 2 50

Lectures sur la société française des XVII^e et XVIII^e siècles, par M. GASQUET. 2 »

Droit usuel, par MM. FÉLIX MARTEL et CHARLES LEGENDRE. 2 50

Comptabilité et notions de commerce, 3^e éd. refondue, par M. EUGÈNE LÉAUTHEY. 3 50

Cahiers-registres de cours (in-folio pot).

Comptabilité des non-commerçants. I. a série des cahiers, 2 francs. — Franco. 2 85

— Comptabilité des commerçants, 4 10 — Franco. 4 95

Les deux séries réunies, franco. 6 95

Arithmétique, par MM. GRANDGAIGNAGE et RECLUS; Cours de 1^{re}, 2^e et 3^e ann. (Ouvr. refondu). 3 »

Algèbre (HUE et VAGNIER). 2 50

Géométrie, par MM. HUE et VAGNIER, 1^{er} vol. : Géométrie plane, arpentage et lever des plans 3 » — 2^e volume : Géométrie dans l'espace, niveling. 2 25

Géométrie (Ecole de filles), par MM. HUE et VAGNIER. 2 »

Notions de mécanique, par M. TRESCA. 2 59

Physique (P. POIRÉ), 1^{re} année 1 50 — 2^e et 3^e années. 2 50

Notions de technologie, par P. JACQUEMART et J.-F. BOIS, 1 vol. in-12. 5 »

L'Électricité industrielle, par M.-C. LEBOIS, 1 vol. in-12. 3 »

Chimie (P. POIRÉ), 1 ^{re} année	1 50	Cours de langue anglaise , par M. A. GUILLAUME, 1 ^{re} année.	2 50
— 2 ^e et 3 ^e années	2 50		
Histoire naturelle , par M. BOUVIER, 1 ^{re} année (Zoologie, botanique et géologie)	2 »	Lectures anglaises , suivies de thèmes d'imitation, par M. A. GUILLAUME, 1 ^{re} année	1 25
— 2 ^e année	2 75		
Agriculture et Horticulture , par MM. MONTOUX et LAMBERT, 1 ^{re} année	2 » 2 ^e année	Eléments de la langue commerciale (Langue anglaise), par M. A. GUILLAUME	1 25
— 3 ^e année	2 »		
Hygiène , par le Dr THOINOT	2 50	Travaux manuels : garçons (texte et dessins), par M. DOIN, 1 ^{re} année	1 50
Lectures scientifiques , par M. BAUDRILLARD	2 »	— 3 ^e année	1 50
Cours de langue allemande , par MM. KUHFF et MOSSIER, 1 ^{re} année	2 50	Livre du maître , par M. DOIN, petit in-4°	1 50
— 2 ^e et 3 ^e années	3 75	Travaux manuels : filles (texte et dessins), par M ^{es} SCHÉFER et AMIS	2 50
Lectures allemandes , par MM. KUHFF et MOSSIER, 1 ^{re} année	1 80	Économie domestique , par M ^{es} SCHÉFER et AMIS	2 50
— 2 ^e et 3 ^e années	2 50		

Le Troisième Livre de GÉOGRAPHIE

par E. LEVASSEUR & G. NIOX

1^{er} LA FRANCE (Revision).

2^e L'EUROPE.

3^{er} LE MONDE.

4^{er} LES COLONIES FRANÇAISES.

In-4°, 96 pages, 67 cartes et nombreuses figures dans le texte, cartonné 3 »

Le même ouvrage avec la géographie d'un département. 3 25

Cet ouvrage est conforme au programme de l'Enseignement primaire supérieur, aux 3 années duquel ses 4 parties correspondent.

ATLAS MANUEL de Géographie Physique et Politique

par le Général NIOX

Édition complète , 60 cartes, grand in-4°, reliure souple	9 »
Le même Atlas, avec un supplément de 24 cartes historiques, dues à la collaboration de M. DARSY, professeur d'histoire au Lycée Louis-le-Grand.	12 »
L'Atlas de 60 cartes avec un Livret de Notices , rédigées pour chaque carte, par le capitaine MALLETERRE, professeur de géographie à l'Ecole de Saint-Cyr.	12 75
Le Livret de Notices se vend séparément, rel. souple	3 75

OUVRAGES CONFORMES AU PROGRAMME de l'Enseignement primaire supérieur

Le Selectæ français : Morceaux choisis de littérature française, prose et vers, à l'usage des écoles primaires supérieures (E. COUTANT).	
1 ^{re} partie. — Enseignement moral et civique (1 ^{re} année), in-12, cart.	2 »
2 ^e partie. — Les genres littéraires. Principes de rhétorique et de composition (2 ^e année) (E. COUTANT et A. POTET), in-12, cart	2 50
Recueil de morceaux choisis des auteurs français, prosateurs et poètes (N.-M. BERNARDIN).	
XVII ^e SIÈCLE, 1 vol. in-12, br.	2 25
XVIII ^e SIÈCLE, 1 vol. in-12, br.	2 25
XIX ^e SIÈCLE, 1 vol. in-12, br.	2 25
Morceaux choisis des prosateurs français du XIX^e siècle (COLLAS et V. TISSOT), 1 fort vol. in-12, br.	5 »
Le Conciones français . L'Eloquence française depuis la Révolution jusqu'à nos jours (REINACH), in-12, br. ou cart	3 »
Les grands Historiens du XIX^e siècle (G. MEUNIER). in-12, br. ou cart	3 »
Choix des moralistes français des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles (C. BOUGLÉ et A. BEAUNIER), in-12, toile.	2 50
Victor Hugo : Morceaux choisis, 3 vol. in-16. Poésie, Prose, Théâtre. Chaque volume, br., 3 fr. 50; cart., 4 fr.; relié.	5 »
Pascal Choix de pensées, par JARACH, in-12, br.	» 75
Saint-Simon par PARMENTIER, in-12, br.	1 »
Précis d'économie politique (PAUL LEROY-BEAULIEU), in-12, br., 2 fr. 50; toile.	3 »
Les meilleurs auteurs français du XVI^e au XIX^e siècle . Morceaux choisis de prose et de vers, précédé d'un <i>Abrégé de l'histoire de la littérature française</i> , par JULIEN BOITEL, directeur de l'École Turgot, 1 vol. in-12, orné de 57 portraits, cart.	3 90
Notions d'instruction civique et de droit usuel , ouvrage conforme aux programmes du 15 juin 1891 et du 21 janvier 1893, par J. BOITEL et R. FOIGNET, 1 vol. in-12. cart.	3 »
Problèmes de géométrie , résumé du cours de géométrie, 80 questions résolues et plus de 300 problèmes à résoudre (C.-A. LAISANT et E. PERRIN), in-12, cart	2 »
Géométrie pratique (ED. JOURDAN), in-12, fig., cart.	3 50
Premiers principes d'algèbre , 1.200 exercices gradués (C.-A. LAISANT et ELIE PERRIN), in-12, br. 2 fr. 50; cart	2 75
Premiers éléments de physique industrielle (ERNEST SAINT-EDME), in-12, cart.	3 »
Dictionnaire classique français-allemand , par J.-N. CHARLES, petit in-4 ^e , br., 6 fr. 50; relié toile.	8 »
Dictionnaire classique allemand-français , par L. SCHMITT, petit in-4 ^e , br., 6 fr. 50; relié toile.	8 »
Abrégé du dictionnaire classique français-allemand , par J.-N. CHARLES, petit in-4 ^e , broché, 3 fr. 75; relié toile.	4 75
Abrégé du dictionnaire classique allemand-français , par SCHMITT, petit in-4 ^e , br., 3 fr. 75; relié toile.	4 75
Dictionnaire français-anglais et anglais-français , par M. ALFRED ELWALL, agrégé de l'Université, professeur de langue anglaise au lycée Henri IV et à l'Ecole des Mines, 13 ^e édit.. refondue et aug., 1 fort vol. de xx-1930 p. en 2 parties, in-8 ^e rel. toile.	12 »
<i>On vend séparément :</i>	
Dictionnaire français-anglais , 1 vol. in-8 ^e , rel. toile.	6 50
Dictionnaire anglais-français , 1 vol. in-8 ^e , rel. toile	6 50
Petit Dictionnaire anglais-français et français-anglais , par M. ELWALL, 1 fort vol., gr. in-18, rel, toile.	5 »

HISTOIRE

COULOMMIERS
Imprimerie PAUL BRODARD.

333.938

BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES

ET DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Publiée sous la direction de Félix MARTEL, Inspecteur général de l'Instruction primaire.

HISTOIRE

(TROISIÈME ANNÉE)

PAR

H. VAST

Professeur agrégé d'histoire
au lycée Condorcet
et aux cours de l'Hôtel de Ville,
Docteur ès lettres.

R. JALLIFFIER

Professeur agrégé d'histoire
au lycée Condorcet
et à l'École normale supérieure
de l'enseignement primaire.

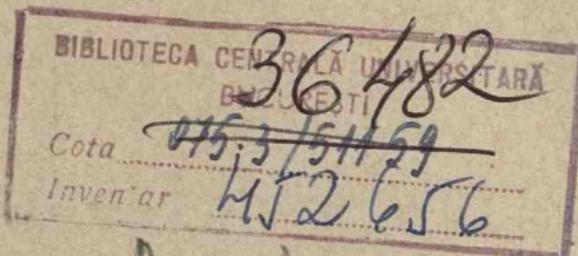
CINQUIÈME ÉDITION



CASA SCOALELOR
BIBLIOTECA PEDAGOGI
N° 11653

PARIS
LIBRAIRIE CH. DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

875.3



lc5109

B.C.U. Bucuresti



C452656

HISTOIRE

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

PRINCIPAUX TRAITS DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'EUROPE DE 1789 A 1850

Les deux périodes. — De 1789 à 1850 l'histoire générale de l'Europe présente un caractère nettement défini : c'est la lutte des principes de la Révolution contre les institutions de l'ancien régime. Cette lutte comprend deux phases distinctes séparées par la chute définitive de Napoléon en 1815 : la première phase de 1789 à 1815, marquée par le triomphe progressif des idées françaises ; la seconde, de 1815 à 1850, par une tentative de réaction farouche qui donne lieu à de nombreuses révolutions.

I. De 1789 à 1815. — La Révolution française et l'Europe. — Au XVII^e siècle, la France avait conquis l'Europe à sa civilisation. Elle l'avait remuée au XVIII^e par ses idées de réformes et de progrès. Sous la Révolution, l'influence politique de la France fut beaucoup plus étendue et plus profonde que n'avait été son influence littéraire et philosophique sous Louis XIV et Louis XV. Quand La Fayette, après la prise de la Bastille, distribua aux gardes nationaux la cocarde tricolore : « Prenez-la, leur disait-il, elle fera le tour du monde. » Cette

prophétie n'a pas tardé à se réaliser. C'est que la Déclaration des droits de l'homme intéresse tous les hommes et fait luire aux yeux de tous une ère de justice et de liberté, qui est le véritable idéal de notre pauvre humilité. En 1792, les premières conquêtes de la Révolution furent saluées de la part de ceux qui en étaient l'objet par un indescriptible enthousiasme. Dans la Savoie, sur les bords du Rhin, les populations, subissant le charme, acclamaient leur annexion à la nation sœur qui venait à eux pour les affranchir. Les plus illustres des généraux de la Révolution, Custine, Kléber, Hoche, Marceau, Desaix inspirèrent aux vaincus une admiration sans mélange, moins encore par leur courage que par leur humanité. Leurs soldats, héroïques sous leurs gueules, marchaient fièrement à la victoire pour la patrie et pour la liberté. C'était un spectacle sublime qui enleva tous les cœurs. Aussi est-ce avec le consentement unanime des vaincus que la Convention nationale réunit à la France les régions comprises dans ses frontières naturelles.

Napoléon et l'Europe. — Bonaparte ne suivit pas cet exemple. Il disposa des peuples à son gré, non au leur; suivant ses caprices, il leur imposa sa domination ou changea leurs maîtres. Il les entraîna de force dans ses entreprises; il les ruina par le système des réquisitions, par le blocus continental et par d'incessantes levées d'hommes. C'était pour les vaincus le régime du sabre dans ce qu'il a de plus tyrannique et de plus méprisant. Mais, même sous ce maître brutal, combien de bienfaits apportait avec elle chez les nations envahies la domination française! Elle abolit comme en France le servage, la corvée, la dîme, toutes les redevances féodales, dernières épaves d'un régime cruellement oppressif pour les humbles; le paysan put devenir propriétaire, l'ouvrier travailler à sa guise; les douanes intérieures disparurent; les impôts furent également répartis. Le Code civil devint la loi de ces pays, et plusieurs pro-

vinces du Rhin l'ont gardé. Le goût de la liberté, la passion de l'unité politique s'éveillèrent en Italie et en Allemagne au contact des idées françaises. Bientôt même les vaincus retournèrent contre Napoléon ces principes qui avaient aidé à les vaincre. C'est au nom de la liberté nationale foulée aux pieds qu'éclata le grand soulèvement de la patrie allemande en 1813. Par les idées, la France avait séduit l'Europe; par le glaive, elle l'irrita et la souleva tout entière.

II. De 1815 à 1850. — La Sainte-Alliance.

Réaction universelle. — La liquidation de l'Empire en 1815 amena la constitution d'une Europe nouvelle. Les territoires furent bouleversés; les grands États s'agrandirent encore aux dépens des petits. La face politique du vieux monde était profondément altérée. Son âme n'était pas moins transformée par l'empreinte ineffaçable de la Révolution française. Cependant les souverains espérèrent remettre en vigueur l'état de choses qui existait avant la grande secousse de 1789. « J'ai dormi pendant sept ans, » disait l'électeur de Hesse, et il remit le gouvernement au point où il l'avait laissé avant ce long sommeil. Partout les princes refusèrent à leurs sujets les constitutions libérales qu'ils leur avaient promises. Dans plusieurs pays, où les lois françaises, introduites depuis la conquête, avaient fait sentir au peuple tout le prix de la liberté, en Italie, en Espagne, les anciennes lois furent brutalement rétablies. Cette politique était celle de la Sainte-Alliance; les souverains, au nom de la sainte et indivisible Trinité, s'engageaient à se soutenir mutuellement contre leurs peuples. Ce fut le signal d'une véritable croisade contre tous les amis de la liberté.

Soulèvements libéraux. — Révoltes nationales. — Des soulèvements et des révoltes furent la réponse des peuples opprimés aux souverains leurs oppresseurs. Ces soulèvements sont de deux sortes : les uns sont provoqués par le parti de l'opposition libé-

rale pour substituer le régime parlementaire au régime du bon plaisir; les autres sont de grands mouvements nationaux de peuples asservis qui veulent s'affranchir d'un joug détesté. L'Angleterre reste constamment en dehors de la Sainte-Alliance. La France s'en sépare bruyamment en 1830, et elle substitue même en 1848 la république à la monarchie. Grâce à l'action politique de ces deux grands pays, la liberté triomphe aussi en Espagne et en Portugal. De 1830 à 1848, toute l'Europe occidentale semble acquise aux idées libérales. Au contraire en Italie, en Allemagne, les mouvements libéraux échouent et provoquent des répressions violentes, dues à l'action immédiate et énergique des chefs de la Sainte-Alliance, c'est-à-dire des souverains de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Les révolutions nationales sont plus complexes : la Grèce et la Belgique deviennent presque en même temps des États officiellement reconnus, tandis que la Pologne et la Hongrie échouent dans leurs revendications nationales.

Mais un travail latent s'opère dans toute l'Italie et dans toute l'Allemagne. Les libéraux sont en même temps des nationaux qui réclament à la fois une constitution libérale et l'unité de la patrie.

Triomphe prochain des idées libérales et des aspirations nationales. — Les espérances éveillées par le beau mouvement libéral et humanitaire de 1848 semblent s'évanouir par la réaction de 1850. L'esprit de la Sainte-Alliance souffle de nouveau dans toute l'Europe. Mais pour combien de temps? C'est en vain que les princes, attardés dans leur égoïsme, ont cherché à faire revivre un état de choses bien mort. Les fleuves ne remontent pas leur cours; les nations ne reviennent jamais en arrière. L'Italie, l'Allemagne, les États des Balkans ont conquis à la pointe de l'épée leur indépendance nationale. Le régime parlementaire a triomphé dans presque tous les États européens. La politique de la Sainte-Alliance s'est évanouie comme un

cauchemar malfaisant. L'esprit de la Révolution française pénètre toujours plus avant dans l'âme des peuples.

A délivrer les opprimés on fait souvent bien des ingrats. Aujourd'hui beaucoup d'historiens étrangers parlent avec haine de l'ambition de la France et de son humeur conquérante. Ils rappellent les violences de Napoléon; ils se taisent sur tout le reste. Pour nous, nous ne devons pas oublier le rôle que notre pays a joué dans l'Europe moderne, et nous pouvons dire sans faux orgueil que ce rôle a été non seulement éclatant, mais en bien des circonstances civilisateur et bienfaisant.

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDS ÉTATS EUROPÉENS DE 1789 A 1802

I. La Révolution et l'Europe. — Grand retentissement du mouvement de 1789. — Les provocations étrangères et la propagande révolutionnaire. — Politique extérieure de la Convention. — La guerre.

II. Les puissances. — L'Angleterre : William Pitt; les coalitions soudoyées contre la France. — Allemagne : le saint-empire allemand; la Prusse et Frédéric-Guillaume II; l'Autriche, les armées autrichiennes et le prince de Cobourg.

III. Les conquêtes et les traités. — Traité de Bâle (1795). — Assimilation rapide des Etats annexés. — Politique nouvelle de Bonaparte. — Traités de Campo-Formio (1797) et de Lunéville (1801). — Les Républiques sœurs. — La diète de Ratisbonne (1803). — La Russie : Catherine II et Paul I^{er}. — Traité d'Amiens (1802).

Grand retentissement de la Révolution. — Les idées de la Révolution française furent accueillies d'abord dans toute l'Europe avec une extrême faveur. A Londres, des représentations de la prise de la Bastille furent données au milieu d'un enthousiasme indescriptible. Fox, le grand orateur, porta un toast à « Sa Majesté le peuple souverain »; Shéridan déclara que, s'il y avait en France destruction totale, c'est que tout était à renouveler. A la foire de Francfort-sur-le-Mein, des mouchoirs portant imprimée la *Déclaration des droits de l'homme* firent fureur. Toute l'Allemagne pensante, Goethe en

tête, était comme fascinée. L'effet ne fut pas moins grand en Russie : « Dans les rues de Saint-Pétersbourg, dit un témoin, Français, Anglais, Russes, Danois, Allemands, Hollandais, tous se félicitaient, s'embrassaient, comme si on les eût délivrés d'une chaîne trop lourde qui pesait sur eux. » Dans le premier moment, tous les cœurs allaient à la France d'un élan spontané. Quand les rois déclarèrent la guerre à l'Assemblée législative, les peuples les suivirent à contre-cœur. On espérait beaucoup du soldat français ; on craignait au contraire le soldat allemand, « qui tient le milieu, dit un Allemand contemporain, entre le diable et le bétail ». Les premières provocations étaient venues de l'étranger : l'insolence des princes allemands possessionnés d'Alsace, qui refusèrent toutes les indemnités offertes, les bravades ridicules des émigrés expliquèrent aux Allemands la Révolution mieux que n'auraient pu faire tous les écrits et tous les émissaires de propagande. Entrés à la suite des Prussiens, ils soulevèrent partout sur leur passage le paysan français par les incendies et les massacres. Le canon de Valmy eut un incroyable retentissement : la Savoie se donna à la France. « Nous ne sommes pas un peuple conquis, mais un peuple délivré, » dit à Montesquiou le syndic de Chambéry. Dans les provinces rhénanes, en Belgique, ce fut le même enthousiasme : les murailles tombaient d'elles-mêmes au chant de la *Marseillaise*.

Politique extérieure de la Convention. — La Convention, encouragée par ses premiers succès, proclama sa célèbre formule : « Point de conquêtes, point de rois. » Elle se croyait appelée à affranchir les peuples ; mais, s'il y avait des peuples enclavés dans les bornes que la nature a mises à la France et qui voulaissent se donner à elle, la Convention pensait qu'il n'était pas juste de les repousser. « La France est un tout qui se suffit à elle-même, puisque la nature lui a donné des barrières qui la dispensent de s'agrandir, en sorte que nos intérêts sont d'accord avec nos principes » Grégoire

admettait, avec toute la Convention, que l'occupation de la Savoie, de la Belgique et de la rive gauche du Rhin n'était pas une conquête, mais une reprise de possession du territoire de l'ancienne Gaule. Les Conventionnels eussent accepté de même la formation d'une grande Allemagne affranchie au delà du Rhin : « Un siècle nouveau va s'ouvrir... La liberté planant sur toute l'Europe visitera ses domaines et cette partie du globe ne contiendra plus ni forteresses, ni frontières, ni peuples étrangers. » Beau rêve humanitaire que les peuples eussent accepté, que les souverains empêchèrent de réaliser !

L'Angleterre. William Pitt. — La guerre seule pouvait opérer d'aussi grands changements. La France la soutint pendant vingt-deux ans contre l'Europe coalisée. Elle fut malheureusement conduite à s'aliéner les peuples du continent, qui se groupèrent tous autour de l'Angleterre. La lutte séculaire des deux pays recommença avec un acharnement impitoyable ; et l'Angleterre fut l'adversaire la plus redoutable de la Révolution, parce que seule elle lui opposa des forces analogues, c'est-à-dire des principes nationaux et des passions populaires. Un homme engagea cette lutte avec passion et la continua avec plus de ténacité que de succès. Cet homme fut William Pitt. Second fils de l'illustre lord Chatam, il fut depuis sa plus tendre enfance élevé en vue du rôle politique auquel il serait appelé plus tard. A vingt et un ans il fut représentant aux communes d'un *bourg pourri*¹, ministre à vingt-trois ans, chef de cabinet à vingt-cinq ans. De haute taille, de tempérament sec et nerveux, il avait une étonnante facilité de parole, une dialectique serrée, une autorité qui s'imposait. Il posséda au plus haut degré la science des assemblées et excella dans la tactique parlementaire. A la différence de son père, l'habile comédien, qui recherchait les effets grandioses

1. Bourg jadis populeux et riche qui avait mérité alors d'avoir une représentation à la Chambre des communes, mais qui ne comptait plus qu'un petit nombre d'électeurs.

et frappait vivement les imaginations, il sut rester simple tout en étant grand. Mais, comme son père, il fut incorruptible, ce qui était une grande force dans une assemblée gangrenée, où la majorité des votes étaient à vendre : par un euphémisme galant, les prédecesseurs de Pitt appelaient ce honteux trafic « la science du maniement des consciences ». Pitt, après avoir été vingt-deux ans chef du cabinet anglais, n'avait à sa mort que 7500 francs de rente. On ne pouvait lui reprocher que son goût trop vif pour le vin de Porto. Mais l'ivrognerie était alors un vice à la mode dans la haute société anglaise.

La grande force de Pitt fut de résumer en lui le génie national. A l'encontre des autres ministres des grandes puissances qui dirigeaient la politique extérieure sans connaître les affaires de l'intérieur, Pitt gouvernait l'Europe de l'Angleterre et par l'Angleterre. Il *savait l'Angleterre*, et cela lui suffisait.

L'Angleterre et les coalitions européennes.

— C'est Pitt qui a entraîné l'Angleterre et formé contre la France les premières coalitions. L'enthousiasme en faveur de la Révolution n'avait pas tardé à se changer en antipathie. L'Angleterre, pays d'aristocratie, c'est-à-dire d'inégalités et de priviléges, fière de ses libertés politiques, ne pouvait être longtemps d'accord avec la France démocratique, où l'égalité complète fondée sur le droit naturel avait été proclamée. Aucune conciliation n'était possible. Burke, l'un des plus éloquents parmi les chefs du parti whig, se brouilla à ce sujet avec Fox, son compagnon de luttes parlementaires. Il écrivit ses réflexions sur la Révolution française : « La révolution française est une tyrannie féroce, y disait-il ; elle est aussi odieuse que la révolution anglaise de 1648 a été grande et profitable.... Il y a en elle quelque chose de maudit qui détruit les choses les plus saintes. » Les whigs et les tories firent dès lors alliance contre le parti des *radicaux* anglais, sympathiques aux idées françaises, qu'ils considéraient comme des traîtres. A la suite de l'exécution

de Louis XVI, Pitt se met à la tête de la croisade des rois contre la Révolution. Il soudoie tous les cabinets européens. L'or anglais fait pendant vingt-deux ans les frais de la guerre contre la France. L'Angleterre lutte sans défaillance jusqu'à la victoire finale, et elle y gagne la suprématie incontestée des mers.

Le Saint-Empire allemand. — L'Allemagne s'était mise plus tôt de la partie. Mais avec quelle lenteur et quelles difficultés ! Le vieux Saint-Empire romain germanique n'était plus qu'une vénérable ruine. Il ne se soutenait encore que par les intérêts particularistes des petits souverains si nombreux qui, en quelques heures, pouvaient faire le tour de leurs domaines, et surtout par l'antagonisme de la Prusse et de l'Autriche. Toutes ces ambitions contraires contribuaient à maintenir en Allemagne un équilibre toujours instable. Les provinces du Rhin vivotaient sous le despotisme amolli des princes ecclésiastiques. Dès longtemps ils étaient les clients des rois de France, et l'influence française explique la facilité de la conquête dans ces contrées. Les maisons de Saxe et de Bavière espéraient que la lutte des Hohenzollern et des Habsbourg leur permettrait de faire à leur profit l'unité de l'Allemagne.

Prusse. Frédéric-Guillaume II (1786-1797).

— La Prusse était gouvernée par le neveu du grand Frédéric, le roi Frédéric-Guillaume II. Il avait la taille et la force d'un Cent-Suisse, grand, bel homme, sanguin, robuste, « une énorme masse de chair, » le vrai type du roi, selon Metternich, mais seulement d'un roi de parade asservi à un ministre tout-puissant. Son indolence d'esprit était incurable; il ne pouvait lire quarante lignes de suite. Avec lui, Berlin devint un noble tripot; il épousa à la fois plusieurs femmes; la polygamie lui semblait une prérogative royale. Il se fit affilier à la confrérie des *rose-croix*¹. Il vivait entouré d'illuminés, de

1. Secte d'illuminés et d'imposteurs qui se livraient à des pratiques analogues à celles des spirites de nos jours.

somnambules et de magiciens. Ses ministres simulaient des apparitions avec l'aide d'un ventriloque; ils prétendaient le mettre en communication avec les ombres des personnages les plus illustres et lui dictaient leurs volontés en ayant recours aux artifices les plus grossiers.

« Pourriture avant la maturité, j'ai bien peur, disait Mirabeau, que telle soit la devise de l'État prussien; » et Mirabeau avait passé une année à Berlin. Toute cette séquelle était naturellement ennemie de la France révolutionnaire. Sous l'absolutisme somnolent de Frédéric-Guillaume II, la décadence de la Prusse fut rapide. L'administration était désemparée; l'épargne, gaspillée; l'armée, propre seulement aux manœuvres de parade; la diplomatie, désorientée; la société, livrée à l'hypocrisie et au libertinage. L'armée prussienne fit pauvre figure en face des volontaires français: le soldat ne vivait que du butin pris à l'ennemi; les officiers ne subsistaient que des privations imposées à leurs hommes par un système odieux d'économie et de brutale discipline. Lors de l'invasion de 1792, 122 000 goujats¹ et 32 000 blanchisseuses étaient à la suite de l'armée prussienne. Aussi, après Valmy, ce fut une débandade lamentable: la dysenterie faisait des milliers de victimes; « le front de bandière des troupes se reconnaissait à une longue traînée d'excréments. »

Pertes sur le Rhin. Agrandissements en Pologne. — A côté du roi, superstitieux et débauché, qui faisait prendre en dégoût la vraie religion, il y avait un parti de libres esprits, disciples enthousiastes de la philosophie du XVIII^e siècle. Le prince Henri, frère de Frédéric II, le duc de Brunswick, véritable Alcibiade, qui aimait les grâces et les voluptés, qu'on citait comme le modèle des princes éclairés, le loyal et vertueux maréchal de Mollendorf se mirent à la tête d'un parti tout disposé à se rapprocher de la France. Le roi Frédéric-

1. On appelait ainsi les suivants d'armée et les serviteurs des officiers.

Guillaume se consolait facilement de ses échecs sur les bords du Rhin par ses conquêtes sur les bords de la Vistule. Il fit mollement la guerre contre la France, et il y perdit ses domaines de la rive gauche du Rhin. Il n'eut pas à faire la guerre en Pologne, mais seulement à endormir les Polonais par de fallacieuses promesses d'alliance, qui ne l'empêchèrent pas d'envahir un pays sans défense de concert avec la Russie. Le second partage de la Pologne (1793) fut une sérieuse compensation de la défaite de Valmy : les acquisitions obtenues au troisième partage (1795) furent un dédommagement des pertes souscrites au traité de Bâle. La Prusse céda à la République française les duchés de Clèves, Juliers et Berg ; mais elle avait obtenu en 1793 Thorn et Dantzig dans la Grande Pologne, Posen, Kalish, Plock et Czestochowa dans la Petite Pologne ; en 1795, elle se fit adjuger Augustowo, Bialystock et Varsovie. Le dernier soulèvement de la Pologne avait contribué à sauver nos armées du Rhin. La Prusse semblait renoncer à sa politique traditionnelle de grouper autour d'elle tous les États allemands. Elle devenait une puissance à demi slave.

L'Autriche. Léopold II (1790-1792). — L'Autriche sembla poursuivre la guerre contre la France avec plus de passion. Elle était plus détestée que la Prusse par les hommes d'État de la Révolution ; elle avait à cœur de sauver d'abord, puis de venger une reine d'origine autrichienne, l'infortunée Marie-Antoinette. Elle espérait profiter de la tourmente révolutionnaire pour s'arrondir aux dépens de la France : le baron de Thugut, ministre autrichien, a laissé un projet de démembrément de la France qui eût étendu jusqu'à la Somme les Pays-Bas autrichiens, et donné au duc de Bavière l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté, la Bavière étant attribuée à l'Autriche. D'ailleurs l'Autriche, puissance composite, véritable échiquier d'États qui n'ont d'autre unité que d'obéir à un même maître, est

une puissance essentiellement conservatrice, adversaire née de toute révolution. Elle devait faire à la France de 1793 une guerre de principe acharnée.

Mais l'Autriche était gênée par la multiplicité et par la variété même de ses États. La Belgique en 1790 avait cherché à former une république séparée; la Hongrie était toujours en fermentation; la Turquie, toujours hostile; les affaires de Pologne réclamaient aussi l'attention des Habsbourg; ils étaient obligés de se trop disperser. L'empereur Léopold II, fils de Marie-Thérèse, habile diplomate, insinuant et souple, se rapprocha de la Prusse aux conférences de Reichenbach et à l' entrevue de Pillnitz (1790-1791) pour agir plus efficacement contre la Révolution. Son successeur François II (1792) était fort au-dessous de sa tâche royale.

Les armées autrichiennes. Le prince de Cobourg. — Les armées autrichiennes furent cependant les plus rudes adversaires de nos armées républicaines; le prince de Cobourg, leur chef, était détesté en France à l'égal de Pitt. Pitt et Cobourg, la tête et le bras de la coalition, semblaient incarner en eux toutes les forces de la réaction. Combien de nobles victimes montèrent à l'échafaud sous l'accusation d'être les complices de ces deux grands ennemis de la France! Dumouriez enleva une première fois la Belgique aux Autrichiens par la bataille de Jemmapes. Puis après les grands revers de 1793, Jourdan et Pichegru les refoulèrent au delà du Rhin. Cependant les Autrichiens ne voulurent pas signer le traité de Bâle en même temps que la Prusse. Il fallut une nouvelle campagne sur les bords du Danube et sur les rives du Pô pour les forcer à reconnaître la république française. Par le traité de Campo Formio (1797), ils perdirent non pas seulement la Belgique et leurs domaines de la rive gauche du Rhin, mais encore le Milanais. Le don de la Vénétie, que leur octroya Bonaparte malgré le Directoire, ne fut pas une compensation suffisante : c'est en Pologne qu'ils la trouvèrent. L'Au-



triche, absorbée par sa lutte contre la Révolution, n'avait pas été admise au second partage de la Pologne. Mais elle acquit par le troisième partage Cracovie avec les palatinats de Sandomir et de Lublin. Malgré ce succès, l'Autriche sortait diminuée de toutes ces guerres, tandis que les États voisins ou rivaux n'avaient pas cessé de grandir.

Rapide assimilation des Etats annexés. — Le traité de Bâle donnait à la France ses frontières naturelles. L'occupation de la Belgique et des provinces rhénanes par nos armées se fit avec la plus grande facilité; la communauté de langage avec la Belgique et la tutelle déjà ancienne de la France sur les États des électeurs ecclésiastiques de Trèves, de Cologne et de Mayence facilitèrent l'assimilation. L'Allemagne ne formait pas encore une nation et ne pouvait éprouver aucun déchirement à voir se séparer d'elle des provinces qui formaient comme une *marche*¹ indécise entre elle et la France. D'ailleurs la Convention eût accepté sans jalouzie la formation d'une Allemagne unie au delà du Rhin. L'Angleterre seule voyait avec dépit la France établie aux bouches de l'Escaut et de la Meuse. Mais son opposition isolée était peu dangereuse. Si la France avait su observer scrupuleusement la paix sur le continent, se garder de toute provocation nouvelle et de toute annexion au delà des Alpes et du Rhin, elle aurait certainement conservé ses frontières nouvelles. Les bienfaits de la Révolution étendus aux provinces annexées y firent oublier au bout de peu de temps les réquisitions et les maux inséparables d'une conquête à main armée. On le vit bien, lorsque les coalisés réoccupèrent en 1814 la Belgique et les provinces rhénanes. Ils y furent très mal accueillis. Les cœurs étaient venus d'eux-mêmes à la France. L'occupation française était parfaitement acceptée et légitimée. La France semblait égalée pour toujours aux limites de l'ancienne Gaule.

1. Une *marche* était une frontière où plusieurs nationalités étaient mêlées.

Politique de Bonaparte. Les Républiques sœurs. — Il convient de rejeter sur Napoléon la faute principale de nos usurpations et des haines inexpiables qu'elles soulevèrent. C'est lui qui suggéra au Directoire la constitution des républiques Cisalpine et Ligurienne. Ainsi la France fut amenée à occuper de proche en proche toute l'Italie. C'est lui qui fit plus tard proclamer les républiques romaine et helvétique pour trouver à Rome et à Berne les ressources nécessaires à son expédition d'Egypte. Pendant son absence, s'ouvrit à Rastadt un congrès, où l'on devait régler les indemnités promises en Allemagne aux princes allemands dépossédés par la conquête française. Ce fut une véritable foire aux convoitises : et l'Allemand Görres put célébrer sur un ton qui n'avait rien de tragique l'oraison funèbre du Saint-Empire « né en 843¹, mort à l'âge de neuf cent cinquante-six ans dans la paix du Seigneur ». L'Autriche chercha cependant à prolonger l'existence du moribond. Elle profita de l'absence de Bonaparte pour se mettre à la tête d'une seconde coalition avec l'Angleterre et la Russie. Mais ses armées furent écrasées à Marengo et à Hohenlinden (1800). Le traité de Lunéville (1801) n'imposa pas de sacrifice territorial nouveau à l'Autriche. Mais elle dut reconnaître les républiques sœurs créées par la France en Hollande, en Suisse et en Italie. L'article 7 établit le principe des sécularisations², qui devait amener la dissolution définitive du Saint-Empire.

La diète de Ratisbonne (1803). — Déjà les idées françaises pénétraient en Souabe et en Bavière ; nos armées y étaient bien vues. Pendant la campagne de 1800, les jeunes filles allemandes et autrichiennes se plaisaient à apprendre la danse aux officiers français et ne se montraient pas trop mécontentes de leurs élèves. La diète

1. Cette date de 843 rappelle le traité de Verdun qui partagea l'empire de Charlemagne en trois Etats. La Germanie y a trouvé sa première expression politique.

2. La sécularisation consistait à faire passer un domaine ecclésiastique entre les mains d'un prince laïque et héréditaire.

de Ratisbonne s'ouvrit en 1803 pour le règlement des indemnités. Les historiens allemands ne parlent que la rougeur au front de ces jours d'humiliation, où les plus nobles princes allemands faisaient antichambre dans le palais du premier consul pour quémander et obtenir à force de basses flatteries les évêchés et abbayes, les villes libres ou domaines immédiats ; comparés à ce bouleversement, les changements politiques opérés depuis cette époque en Allemagne ne paraissent plus que secondaires. Ainsi, en détruisant les petits États pour agrandir les grands, Bonaparte donna une vive impulsion à l'idée de l'unité allemande. Le *récès de 1803*, c'est-à-dire l'acte dicté à la diète par Bonaparte, régla la nouvelle situation de l'Allemagne. François II comprit qu'il ne devait plus être qu'un souverain autrichien. Il abdiqua son titre d'empereur d'Allemagne pour prendre celui de François I^{er}, empereur d'Autriche (1804).

La Russie : Catherine II. Paul I^{er}. Traité d'Amiens (1802). — Au temps de la Révolution, la Russie ne fut en guerre avec la France que pendant quelques mois. La grande Catherine régna jusqu'en 1796 : elle nourrissait une haine violente contre les principes et les hommes de la Révolution, « ces athées, ces régi-cides, ces porteurs de piques » ; elle les menaçait sans cesse de ses armées ; elle ne cessait d'exciter contre eux les ressentiments de la Prusse et de l'Autriche. Cependant elle se contenta des menaces. Pendant que les Prussiens et les Autrichiens se faisaient tuer à Wissembourg et à Fleurus, elle menaçait Constantinople et Varsovie : elle espérait profiter des luttes de ses rivaux contre la Révolution pour se tailler une bonne part aux dépens de la Turquie et de la Pologne. Le roi de Prusse ne fut pas longtemps dupe de ce manège. Il enleva une partie de ses armées du Rhin pour les transporter en Pologne et s'assura ainsi des provinces depuis longtemps convoitées. L'Autriche, qui en 1793 avait tourné toutes ses forces contre la France, sut en 1795

se mettre en ligne pour obtenir son lot de la Pologne. Ainsi, bien malgré elle, Catherine II a rendu à la France de 1793 à 1795 le service le plus signalé. Après l'énergie de la Convention, c'est à la politique de Catherine II qu'il faut attribuer le salut de la République et la conquête des Pays-Bas, de la rive gauche du Rhin et de l'Italie du Nord. Sans doute elle a légué à ses successeurs, Paul I^{er} et Alexandre, cette politique du sentiment qui la poussait à étouffer toute tentative révolutionnaire. Mais Souvarof, qui depuis longtemps avait été désigné comme le futur chef de la croisade contre la France, se lassa bien vite de servir les petites intrigues et la politique égoïste de l'Autriche et de l'Angleterre. La défécction de Paul I^{er} facilita la conclusion de la paix de Lunéville ; et, quand l'Angleterre fut isolée, elle comprit bientôt la nécessité de faire la paix. Le traité d'Amiens de 1802 fit cesser la guerre en Europe, mais pour peu de temps.

Conclusion. — Ainsi le grand mouvement de 1789 a été salué dans toute l'Europe par les acclamations enthousiastes des peuples. Les souverains inquiets pour leurs trônes ont voulu l'étouffer par la force. La France a porté chez eux « non pas le fer et la flamme, mais la liberté ». L'Angleterre aristocratique a soudoyé contre la France démocratique toutes les coalitions. La Prusse a mollement combattu à cause de sa rivalité contre l'Autriche et de ses tentatives de conquêtes en Pologne. L'Autriche a été gênée par les discordes intestines de ses sujets. La Russie, réservant pour la Pologne et pour la Turquie toutes ses forces, n'a joué qu'un rôle effacé dans les premières coalitions. Les immortelles armées de la Convention surent gagner les cœurs autant que les territoires. Aussi l'assimilation des provinces comprises dans les frontières naturelles de la France fut-elle rapide et complète. C'est la politique funeste de Bonaparte qui commença les empiétements hors de nos frontières, et qui arriva bientôt à nous aliéner les sympathies de l'Europe.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Champs de bataille. — Valmy (Champagne). Jemmapes et Fleurus (Belgique). Wissembourg (Alsace). — Traités. — Bâle (Suisse). Campo Formio (nord de la Vénétie). Lunéville et Amiens (France). — (Chercher dans la Pologne les noms des villes et provinces relatives au second et au troisième partages.)

SUJET A ÉTUDIER

L'Italie de 1789 à 1802. — 1^o *L'Italie en 1789.* — L'Italie très divisée : influence croissante de la maison de Savoie. Les Habsbourg à Milan et en Toscane. — Les Bourbons à Naples et à Parme. — Décadence des autres États (Papauté, république de Venise, etc.). — L'esprit de réformes a gagné l'Italie. Les publicistes : Beccaria et Filanghieri, disciples des philosophes français. Les ministres réformateurs : Tanucci à Naples ; du Tillot et Condillac à Parme. — Le comte Firmiani à Milan. — Les lois Léopoldines.

2^o *L'Italie et la Révolution.* — La propagande française. Conquête de la Savoie et du comté de Nice. — Guerres contre les Autrichiens. — Première campagne de Bonaparte en Italie. Traité de Campo Formio (1797). — Les Républiques sœurs (ligurienne, cislpine, romaine, parthénopeenne). — Deuxième campagne de Bonaparte en Italie. Le traité de Lunéville (1801).

Conclusion. — L'Italie placée sous l'influence politique de la France.

OUVRAGE A CONSULTER. — Zeller : *Histoire d'Italie.*

Les grands États européens de 1789 à 1802.

I. La Révolution et l'Europe.

Grand retentissement de la Révolution française en Europe. — Espérances des peuples. Craines des souverains. — Leurs projets de démembrement de la France. — Provocations des émigrés. La propagande française. — Politique extérieure de la Convention. Conflit de vingt-trois ans qui donne lieu à sept coalitions contre la France.

ANGLETERRE.	D'abord bon accueil à la Révolution; l'Angleterre est libérale. — Fox, Sheridan, Will. Pitt soudoie les premières coalitions contre la France.
	Ensuite hostilité du sentiment anglais; l'Angleterre est aristocratique. — Burke. Frédéric-Guillaume II. — Son despotisme somnolent. — Licence des mœurs. — Décadence.
PRUSSE.	La Prusse perd ses domaines des bords du Rhin, mais se dédommage en Pologne.
	Léopold II et le prince de Cobourg. — Longue résistance des armées autrichiennes. L'Autriche prend part aux deux premières coalitions — mais seulement au 3 ^e partage de la Pologne.
AUTRICHE.	Catherine II excite les rois contre la Révolution.
	Elle les reçoit par ses projets d'agrandissement en Pologne et en Turquie. Paul Ier, d'abord hostile, abandonne bientôt la coalition.
ITALIE.	L'Italie divisée entre les Habsbourg et les Bourbons.
	Faiblesse des autres Etats sauf la maison de Savoie.

RUSSIE.	L'Italie passe sous l'influence française par les conquêtes de nos armées.
	par l'établissement des républiques soeurs.
III. Les Traités.	Traité de Bâle (1795). — Acquisition de la frontière des Alpes et du Rhin. — Assimilation rapide.
	Traité de Campo Formio (1797). — L'Autriche confirme les acquisitions de la France. — L'Italie entamée.
Résultats.	Traité de Lunéville (1801). — Reconnaissance des républiques soeurs.
	Diète de Ratisbonne (1803). — L'Allemagne subit l'influence française. — Remaniements territoriaux.
	La République française a acquis à la France ses frontières naturelles.
	Bonaparte inaugure la politique dangereuse des empiétements hors de France.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE NAPOLÉONIENNE

I. Caractère de la politique étrangère sous l'Empire. — Merveilleux succès militaires. — Diplomatie violente et mobile.

II. Napoléon et les puissances. — L'Angleterre et le blocus continental. — La guerre d'Espagne. — L'asservissement de l'Italie. — Suppression de l'empire allemand. — La confédération du Rhin. — Oppression universelle.

III. Progrès de l'opposition. — Protestations universelles contre le régime du sabre. — Développement de l'esprit national en Allemagne. — Destruction de la grande armée en Russie. — L'Europe en 1813.

La politique Napoléonienne. — La politique Napoléonienne à l'étranger est un flux perpétuel de mirages éblouissants et de combinaisons avortées. Elle donne lieu à des sautes brusques d'attaques irréfléchies suivies d'alliances inattendues. L'imagination de Napoléon était inconstante; sa pensée flottait sans cesse, portée aux rêves gigantesques, mais toujours changeants. Son plan fut, dès son avènement à l'empire, de poursuivre la ruine de l'Angleterre; mais il s'en laissa constamment détourner. La bataille de Marengo et le traité de Lunéville lui avaient livré l'Italie. Le coup de tonnerre d'Austerlitz, suivi du traité de Presbourg, lui assura l'Allemagne. Il la livra à sa famille, à ses vas-

saux, à ses clients. N'ayant pas su gagner l'amitié de la Prusse, il l'accabla et la dépouilla. Le traité de Tilsitt mit à ses pieds le continent : il put alors revenir à ses projets contre l'Angleterre ; grâce à son alliance avec la Russie, il put former contre elle une vaste coalition des puissances continentales. L'Espagne lui manquait ; il tenta de l'asservir. L'Autriche s'efforça de secouer le joug : il l'y replaça en lui enlevant de nouvelles provinces. Ses parents, ses alliés se montraient indociles ; il annexa États et territoires, afin de rendre le blocus plus sévère. Il espérait que l'alliance russe durerait plus longtemps que la résistance de l'Angleterre.

Inconsistance de la diplomatie française.

— Mais il entreprit tout sans rien achever. Comme Louis XIV et Louis XV, il crut pouvoir braver l'Angleterre, en même temps qu'il repousserait les coalitions continentales ; et il ne réussit, ni à épuiser l'énergie de la défensive britannique, ni à empêcher les coalitions de se reformer. A Presbourg, l'Autriche fut amoindrie, sans être détruite ; à Tilsitt, la Prusse fut mutilée, sans être supprimée. Il conclut l'alliance avec le tsar, sans lui assurer la possession de Constantinople, ce qui l'indisposa. Il envahit brutalement l'Espagne, au lieu de laisser la famille royale des Bourbons se perdre elle-même par ses querelles intestines. Il n'osa pas reconstituer la Pologne, de peur de donner un aliment à l'esprit républicain ; ni sacrifier le Danemark à la Suède, pour enchaîner à jamais Bernadotte. Il pratiqua la politique immorale des partages, avec le même cynisme que les souverains du XVIII^e siècle à l'égard de la Pologne, mais sans les lentes préparations et les ménagements savants qui assurent une sérieuse durée aux fourberies longuement méditées. Il allait toujours plus loin, ébloui par l'éclat de son étoile, croyant à la force de la nation invincible et à la perpétuelle servilité des vaincus. Mais la France était épuisée d'hommes et de ressources, privée de tout ressort par le long despotisme auquel elle s'était

pliée ; mais les vaincus relevaient la tête. A partir de 1807, se forma graduellement en Europe le parti de l'insurrection ; Napoléon ne comprit pas la force des résistances nationales. Il s'y brisa.

Angleterre. — Le blocus continental. — Napoléon montra contre l'Angleterre un acharnement qui ne se démentit jamais. La rivalité politique et commerciale des deux nations résultait de tout leur passé. Depuis la Révolution de 1688, elle n'avait cessé qu'à de rares intervalles. La France avait presque constamment disputé aux Anglais l'empire de la mer et des colonies ; en même temps elle avait recherché toutes les occasions d'acquérir les frontières du Rhin et de jouer un rôle prépondérant en Allemagne. Elle avait perdu les deux parties sur terre et sur mer, pour avoir voulu les jouer toutes les deux à la fois. Napoléon ne fut pas instruit par l'expérience du passé. L'Angleterre, dès le début de la Révolution, pouvait opposer à la France des forces nationales et le principe de la liberté. Le traité d'Amiens (1802) fut une trêve de peu de durée. Elle refusa de rendre Malte ; elle exerça sur toutes les mers à l'égard des neutres aussi bien que des Français une épouvantable tyrannie. Napoléon mit tout en œuvre pour conquérir l'Angleterre. Mais après l'échec du camp de Boulogne, il dut se détourner vers le continent ; le triomphe d'Austerlitz eut pour compensation l'échec de Trafalgar. La France n'avait plus de marine. Napoléon ne pouvait plus accabler l'Angleterre qu'au moyen du continent. Il lui en ferma l'entrée par les décrets de Berlin et de Milan (1806-1807). Le blocus continental condamnait tous les peuples de l'Europe à se priver des marchandises anglaises, à interrompre tout trafic maritime, toute relation avec les colonies. Système contre nature, qui fut poussé jusqu'aux dernières extrémités ! On vit brûler aux yeux des populations, qui manquaient du nécessaire, des cargaisons de vêtements et de denrées coloniales confisquées sur les Anglais. On vit errer dans la Baltique des bandes

innombrables de navires anglais, qui épiaient l'occasion d'un débarquement clandestin. Napoléon ne pouvait lutter indéfiniment contre la force des choses, ni triompher des besoins les plus impérieux des hommes. L'Angleterre fut l'âme de toutes les coalitions; elle soutint partout les soulèvements nationaux. En face de la piteuse mine des coalitions continentales, elle fit grande figure, parce qu'elle était déjà une nation vivante et organisée. « L'Angleterre, a dit Montesquieu, est le peuple du monde qui a le mieux su se prévaloir de ces trois grandes choses : la religion, le commerce et la liberté. » La force morale, autant que la puissance matérielle, l'a fait triompher de son redoutable ennemi.

Espagne. L'insurrection (1808-1813). — C'est en Espagne que les armées anglaises s'exercèrent à combattre les vétérans de Napoléon. La ténacité anglaise s'unit pour vaincre au fanatisme espagnol. Quelle faute inexpiable de la part de l'empereur d'être intervenu dans les honteux dissensiments, qui, à la cour d'Espagne, mettaient aux prises la mère, le père et le favori avec le prince des Asturies Ferdinand! Depuis longtemps l'Espagne était l'alliée de la France. Ses flottes et ses régiments avaient servi avec les nôtres. Le *prince de la paix*, Godoï, avait aidé Junot dans sa campagne de Portugal. Dès lors pourquoi attirer Charles IV et Ferdinand VII au guet-apens de Bayonne? pourquoi les exiler à Compiègne et à Valençay? En volant la couronne à la dynastie nationale, Napoléon rejeta l'Espagne dans les bras de la nation anglaise; il lui fit perdre ses plus belles colonies du nouveau monde, qui, sous prétexte de protester contre l'avènement d'un Bonaparte, se révoltèrent pour l'indépendance. Mais surtout la nation entière se leva contre l'opresseur étranger. Moines et prêtres faisaient le coup de fusil à côté du paysan et du bourgeois. Toutes les classes du peuple espagnol se trouvaient réunies dans une même haine du Français. Chaque chaumière, chaque arbre cachait un ennemi. De

chaque côté les prisonniers étaient massacrés sans pitié. C'était la guérilla, dans ce qu'elle a de plus acharné et de plus sanguinaire.

La grande armée y subit son premier grand échec à Baylen (1808). La capitulation de Dupont fit courir un long frémissement d'espérance parmi toutes les victimes de l'oppression napoléonienne. En vain Napoléon vint-il avec ses meilleurs lieutenants battre les armées régulières. Les Français n'étaient réellement maîtres que de leurs camps. En vain Joseph, devenu malgré lui roi d'Espagne, prêchait-il à Napoléon la modération. L'empereur se rendait bien compte qu'il ne pouvait réduire l'Espagne que par la force et la terreur. Il trouva partout des Saragosse; ce fut une véritable guerre au coureau. Vers la fin, et pour mieux combattre les Français, l'Espagne leur emprunta les idées qui les avaient fait vaincre. La constitution espagnole de 1812 fut copiée sur celle de 1791, que la Constituante avait établie en France. Elle assurait à l'Espagne une monarchie constitutionnelle, tempérée par des Cortès électives. Après la défaite de Marmont aux Arapiles (1812) et de Joseph à Vittoria (1813), l'Espagne fut perdue pour toujours et l'armée de Wellington, salué comme le libérateur du pays, s'apprêta à pénétrer en France. « Si la guerre s'allumait en Espagne, tout serait perdu, » avait dit Napoléon, au moment de l'entrevue de Bayonne, et cependant il commit la faute d'engager cette guerre!

L'Italie. Oppression française. Spoliation du pape. — L'Italie avait été annexée pièce à pièce à l'empire ou soumise à la famille impériale. Le Piémont fut réuni en 1802, Gênes en 1805. La même année, la Vénétie fut enlevée à l'Autriche pour former avec le Milanais et la Romagne le royaume d'Italie. Napoléon prit pour lui la couronne de fer, qui était le vieil insigne des rois lombards, et il laissa à son beau-fils, le prince Eugène de Beauharnais, le gouvernement effectif du nouveau royaume avec le titre de vice-roi. En 1806,

Joseph Bonaparte devint roi de Naples : les Bourbons avaient été déclarés indignes de régner à cause de l'abominable conduite de la reine Caroline. Enfin, comme le pape refusait de reconnaître le blocus, Napoléon fit occuper Rome, s'empara des duchés de Toscane, de Parme et de Plaisance. L'Italie tout entière avait perdu ses anciens maîtres, pour passer sous la domination médiocre ou immédiate de l'empereur. Maîtres peu recommandables sans doute, véritables tyranneaux à la fois stupides, prétentieux et violents ! Les traces du régime féodal disparaissaient partout : la loi française, égale pour tous, libérale pour tous, devenait la loi commune. L'Italie pouvait prendre conscience de son unité et former un tout organique ; les aspirations nationales commençaient à poindre et Murat chercha à les exploiter en 1815.

Mais les Italiens avaient été fort mal traités par Napoléon. Il déclarait que les Italiens sont « tous faux ». « Vous êtes trop bon, surtout pour le pays où vous êtes, écrivait-il à Joseph ; il faut désarmer, faire juger, déporter... Plaisance s'était insurgée ; j'y envoyai Junot qui prétendait que le pays ne s'était pas insurgé et m'envoyait de l'esprit à la française. Je lui ordonnai de faire brûler deux villages et de faire fusiller les chefs de la révolte, parmi lesquels six prêtres. Cela fut fait et ce pays fut soumis et le sera pour longtemps... Je désirerais bien que la canaille de Naples se révoltât. Tant que vous n'aurez pas fait un exemple, vous n'en serez pas maître. A tout peuple conquis, il faut une révolte. C'est une crise salutaire. » Quand les Etats pontificaux eurent été envahis, quand le pape eut été emmené captif en France, Napoléon eut contre lui non pas seulement tous les Italiens libéraux et patriotes, mais encore tous les catholiques. Il semblait ne tenir aucun compte des forces morales : « L'empereur le veut, écrivait-il au prince Eugène ; ils savent bien que je ne me dépars pas de ma volonté. » Combien de temps encore allait-il pouvoir l'imposer aux vaincus ?

Allemagne. La confédération du Rhin. —

L'Allemagne n'avait pas été moins bouleversée ni moins étroitement asservie à la domination française. La diète de Ratisbonne avait précipité la chute du vieil empire germanique. Le traité de Presbourg le remplaça par la confédération du Rhin, où entrèrent ses vassaux, les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Berg, le prince de Neufchâtel. Napoléon en était le chef avec le titre de protecteur. Toute l'Allemagne du sud et de l'ouest passait sous l'influence française. Ce devait être, dans la pensée de Napoléon, une sorte d'Allemagne française, comme les provinces de la rive gauche du Rhin, de plus en plus assimilées, constituaient déjà une France allemande. L'Autriche était exclue de cette combinaison : la Prusse devait se mettre à la tête d'une confédération de l'Allemagne du Nord, qui serait comme le prolongement de la confédération du Rhin. Ainsi Napoléon, en supprimant une multitude de principicules allemands et d'États microscopiques, facilitait la formation de l'unité allemande ; en reconnaissant la suprématie de la Prusse dans le Nord, il la désignait à l'avance comme la grande puissance allemande, destinée à grouper autour d'elle tous les autres États.

La Prusse, au lieu d'accepter ce rôle de complice de Napoléon dans l'oppression de l'Allemagne, prit les armes pour la délivrer. On sait quel fut l'effondrement lamentable de la puissance prussienne, après l'unique journée marquée par la double défaite d'Iéna et d'Auers-tädt. L'armée ne fut pas seule écrasée ; la nation défaillit tout entière. La population de Berlin assista comme à une fête, tous les fonctionnaires en tête, au défilé de la grande armée. Napoléon pouvait encore gagner la Prusse vaincue en respectant l'intégrité de son territoire : c'est ce qu'espérait obtenir le roi Frédéric-Guillaume III à force de servilité. Il pouvait aussi éloigner à jamais la Prusse du Rhin, compenser, par la cession d'une partie de la Pologne, la perte de la ligne de l'Elbe, et l'opposer

pour toujours à la Russie ; c'était l'ancien plan de Sieyès. Mais Napoléon n'agissait que par passion ; par le traité de Tilsitt, il lui enleva à la fois ses conquêtes polonaises et la ligne de l'Elbe et la réduisit à quatre provinces. Il exaspéra le sentiment national, sans anéantir la nation. En même temps il chercha à se substituer dans le nord de l'Allemagne au rôle qu'il lui avait réservé. Il étendit la confédération du Rhin : il y fit entrer le royaume de Westphalie, créé pour son frère Jérôme, et les duchés de Saxe et de Mecklembourg ; le royaume de Saxe, avec son annexe du grand-duché de Varsovie, devait servir de contre-poids à la Prusse. Napoléon espérait avoir à jamais dompté l'Allemagne.

Souffrances de l'Allemagne. — C'est cependant de ce même traité de Tilsitt, que date le début du mouvement national qui aboutit à la grande levée de boucliers de 1813. L'Allemagne avait été horriblement foulée par les passages de troupes françaises. « L'avant-garde s'emparait du meilleur, le centre glanait, l'arrière-garde tirait la langue et incendiait de colère toutes les maisons où elle ne trouvait rien. » Après le pillage et les réquisitions, les contributions de guerre : les gazettes de Francfort avaient annoncé que la grande armée avait subi un grave échec à Austerlitz ; pour punir Francfort, Napoléon donna l'ordre aux habitants de distribuer, comme cadeau de bienvenue, un louis d'or à chaque soldat, deux aux caporaux, dix aux sous-lieutenants, etc ; de payer pour frais de table par jour, au maréchal 600 francs ; aux généraux de division 400 francs ; aux colonels 100 francs, etc. Le Sénat était tenu d'envoyer tous les mois 1 million au trésor impérial à Paris. Augereau obtint, il est vrai, de grands adoucissements à ce rigoureux traitement. En 1813, Jérôme exigeait encore à Glogau pour son entretien 1500 écus par jour et Victor 75 écus ; officiers et soldats à l'avenant. Les souffrances causées par le blocus vinrent s'ajouter à toutes les autres. L'Allemagne du Sud était mieux traitée ; les

auxiliaires bavarois et wurtembergeois servaient sans remords contre leurs frères prussiens ou autrichiens, et même ils se montraient les plus intractables dans leurs exigences en Russie, en Pologne et en Autriche. Mais la désaffection devint bientôt générale dans l'Allemagne du Nord.

Préparatifs d'insurrection nationale. — La propagande des idées françaises ouvrait les âmes à l'idée de la liberté et de l'affranchissement. Déjà avant Tilsitt le libraire Palm avait été exécuté à Nuremberg, comme ennemi des Français. Le *Tugenbund* ou association de la vertu, fondé par des francs-maçons de Kœnigsberg, groupa les plus hardis des mécontents; le grand philosophe Fichte, dans son *Discours à la nation allemande*, prêcha ouvertement la haine du tyran, avec un mépris stoïque du péril. Le jurisconsulte Savigny combattait l'adoption des codes français. Le théologien Schleiermacher, le professeur Arndt excitaient à la délivrance de la patrie allemande. Les ministres Stein, Hardenberg et Schanhorst la préparaient; les deux premiers, en faisant disparaître de la loi prussienne la plupart des entraves féodales relatives à la condition des paysans et à la propriété des terres; le dernier, en établissant en Prusse le système des *Krumpers*, c'est-à-dire la mise en congé des soldats, sitôt qu'ils ont quelque notion du service, pour incorporer sans cesse et instruire de nouvelles recrues. La nation entière fut armée; 42 000 hommes furent exercés chaque année. C'est le début de la landwehr prussienne. En Autriche, le comte de Stadion opéra des réformes analogues pour reconstituer l'armée. L'insurrection des paysans du Tyrol, bien que dirigée par les montagnards autant contre les Bavarois que contre les Français, fut une complication nouvelle pour nos troupes. Lorsqu'après les sanglantes victoires d'Essling et d'Aspern, la grande armée fut forcée de rentrer dans l'île Lobau, les espérances des patriotes allemands s'exaltèrent. La brillante victoire de Wagram en arrêta l'essor. Mais en

1811 la fermentation était à son comble; tous les esprits étaient retournés contre les Français. Napoléon ne voulait entendre aucun avertissement : il n'écoutait pas même les avis de ses frères Louis et Jérôme; il se croyait mal servi ou presque trahi. Il prenait une partie du Hanovre à Jérôme; il annexait la Hollande après la fuite de Louis ; il se lançait à la conquête de la Russie pour punir le tsar de sa défection. Il perdait de plus en plus la notion du réel et du possible.

La Russie. Destruction de la grande armée.

— La grande armée alla se fondre en Russie : Napoléon avait cru entamer la Russie en célébrant son entrée triomphale à Moscou; il en avait à peine effleuré l'épiderme. Il se heurta à une incalculable réserve de forces nationales, doublées encore par le dévouement fanatique au tsar, à la fois souverain et pontife. Les nobles et les dames du monde, qui abandonnaient leurs appartements de Moscou, pour ne pas subir la loi du vainqueur; les paysans, qui refusaient, malgré ses offres alléchantes, de lui vendre leur blé ou leurs fourrages; les soldats, qui se faisaient tuer à leur poste de combat, comme de muets automates, sur le champ de bataille de Borodino, avaient au même degré l'âme russe et contribuèrent également au salut de la patrie moscovite. La misère inouïe des rares survivants de cette horrible campagne fit comprendre aux plus apeurés des vaincus que la grande armée n'existant plus.

Le soulèvement de 1813. — Aussi la défection fut-elle générale. Le roi de Prusse, par les conventions de Breslau et de Kalish (1813), promit de joindre 80 000 hommes aux armées du tsar. Dans toute l'Allemagne retentirent les appels à la liberté. Arndt dans son vibrant opuscule « Qu'est-ce que la patrie allemande? », Körner, dans son Chant de l'épée, Ruckert, Fouqué, Collin, Steigemann, autant de poètes guerriers, échauffèrent dans les âmes le germe du patriotisme et la fureur de la revanche. Après le congrès de Prague,

l'Autriche, guidée par Metternich, se joignit à la coalition. Napoléon aurait dû au moins tenter de la gagner en acceptant de se contenter des frontières naturelles de la France et de l'Italie qui lui étaient offertes. Le beau-père de l'empereur se tourna contre son gendre. L'Italie était mûre pour la révolte. L'Espagne était victorieuse de tous les lieutenants de Napoléon. L'Angleterre faisait les derniers efforts pour acculer son ennemi et assurer à jamais le triomphe. Les alliés de la veille, les obligés de l'empereur, les rois de Bavière et de Wurtemberg et le peuple saxon, comblés de tant de bienfaits, sonnaient le glas de la trahison, afin d'avoir part à la curée. La bataille de Leipzig fut bien réellement la bataille des nations. Elle décida du sort du grand duel engagé entre le génie de Napoléon et les forces accumulées de l'Europe entière.

Conclusion. — Ainsi Napoléon n'a réussi dans aucune de ses entreprises ; il n'a pu vaincre l'Angleterre, ni soumettre l'Espagne, ni entamer la Russie. Cette Italie, cette Allemagne qu'il avait voulu à jamais enchaîner aux destinées de la France, il en prépara l'unité ; il contribua à en faire des nations rivales et peut-être ennemis pour longtemps de la France. On peut dire de lui ce que Tite-Live disait d'Annibal, qu'il était meilleur pour la bataille que pour la guerre. Il remporta les plus merveilleuses victoires que l'histoire ait jamais enregistrées et il ne sut garder d'aucune de ses campagnes aucun profit sérieux ni durable. Surtout il ne croyait qu'à la force brutale ; il ne comprenait pas les forces morales, et ce sont celles qui gouvernent réellement le monde.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

On trouvera tous les noms géographiques nécessaires à l'intelligence de ce chapitre et du suivant aux index des chapitres x à xviii de notre cours de seconde année.

SUJET A ÉTUDIER

Napoléon et l'Allemagne. — I. *Transformation de l'Allemagne à la fin du XVIII^e siècle.* — Un peuple allemand est né grâce au génie de ses penseurs et de ses écrivains : les romantiques allemands, surtout Goethe et Schiller. Éclat de la cour de Weimar. — Tableau de l'Allemagne pensante par Mme de Staël (*de l'Allemagne*).

II. *Changement de la politique française en Allemagne.* — Autrefois les princes allemands du Rhin gagnés à prix d'argent. Avec la Révolution, conquête des provinces rhénanes. Indemnités promises aux princes spoliés, aux dépens des villes libres et des principautés ecclésiastiques.

III. *L'Allemagne napoléonienne.* — 1^o Conférences de Rastadt et diète de Ratisbonne (1799-1803). Chute du Saint-Empire romain germanique. — 2^o Confédération du Rhin (22 États), et extension du système français dans l'Allemagne du Nord (1806-1807). Efforts de Napoléon pour gagner l'Allemagne pensante. Sa visite à Goethe et à Wieland lors de l'entrevue d'Erfurt. Danger résultant pour la France de la concentration en grands États des anciennes principautés allemandes. (Marbot, *Mémoires*, I, 275.)

IV. *La rupture.* — Les provinces rhénanes acquises par la France sont rapidement assimilées. — L'Allemagne du Sud partage les profits de nos victoires. — L'Allemagne du Nord, accablée de levées, de pillages et de contributions, se groupe autour de la Prusse en vue de la revanche. Excitations des romantiques allemands. Ils font vibrer l'âme allemande. Les sociétés secrètes. Tentatives anticipées de soulèvements : Katt à Stendhal, Dornberg à Cassel, le major Schill (qui, en exerçant son régiment, indique la position qu'il faut donner au sabre pour couper la tête à un Français) à Colberg. Tentatives avortées. C'est la Prusse par l'école (université de Berlin) et par l'armée (landwehr) qui se met à la tête du mouvement national de 1813.

Conclusion. — Napoléon est l'un des créateurs de l'unité allemande, et le premier auteur des implacables revanches de la Prusse en 1814, en 1815, en 1870.

OUVRAGE A CONSULTER. — E. Denis : *L'Allemagne contemporaine (Bibliothèque d'histoire illustrée, chez Quantin)*.

Napoléon et l'Europe.

I. Caractère général.

| Prodigieux succès militaires. — Diplomatie autoritaire et inconsistante.

ANGLETERRE.

} Vaine tentative de conquête. — Echec du camp de Boulogne. — Trafalgar (1805).
Le blocus continental (1806). — L'Angleterre éme de toutes les coalitions.

ESPAGNE.

} Le fuit-apens de Bayonne (1808). — Abdication forcée des Bourbons. — Joseph roi d'Espagne.
La guerre d'Espagne. — Baylen (1808). — Saragosse (1809). — Les Arapiles (1812).
Vittoria (1813).
Indépendance des colonies espagnoles.

II. Relations

avec les diverses puissances.

ITALIE.

} Le royaume d'Italie (1805). — Le royaume de Naples (1806). — Spoliation du pape (1808).
Protestation croissante des libéraux — des patriotes — des catholiques.

ALLEMAGNE.

} Destruction de l'Empire (1803). — La confédération du Rhin (1806-1807).
Exclusion de l'Autriche par les traités de Presbourg (1805) et de Vienne (1809).
Mutuation de la Prusse par le traité de Tilsit (1807).
Développement de l'esprit national. — Les romaniques allemands. — Le Tugenberg.
Préparatifs de l'insurrection. — Réformes de Stein, de Hardenberg, de Schanhors, de Stadion.

III. La revanche de l'Europe.

1812. La grande armée anéantie en Russie.

1813. La Prusse avec l'Allemagne du Nord — puis l'Autriche avec l'Allemagne du Sud entrent en campagne.

1814. La bataille de Leipzig.

1814. La campagne de France. — Chute de l'empire. — Mutilation du territoire français.

IV. Conclusion.

1^o Napoléon a perdu les conquêtes de la Révolution et excité contre la France tous les peuples de l'Europe.
2^o Il a préparé l'unité de l'Italie et de l'Allemagne.

CHAPITRE III

L'EUROPE EN 1815

- I. La dernière lutte contre Napoléon.** — Rapprochement entre les souverains et les peuples. — Le libéralisme politique. — Constitutions et essais de réformes.
- II. Le triomphe de l'Europe.** — Congrès de Vienne (1814-1815). — Principaux remaniements territoriaux. — Union des princes.
- III. La Sainte-Alliance.** — La conception du tsar Alexandre. — Ajournement des promesses libérales de 1813. — Lutte générale entre le parti libéral et le parti conservateur.

Rapprochement entre les peuples et les souverains. — De 1792 à 1797, les efforts des souverains avaient été impuissants à détruire les armées de la République française. La coalition désemparée avait reconnu sa défaite en cédant à la France régénérée ses frontières naturelles. Ce sont aussi les forces populaires qui eurent raison de Napoléon. Il excita contre lui les justes ressentiments des vaincus, cruellement foulés sous le régime du sabre; mais les peuples opprimés furent guidés dans cette lutte suprême par leurs souverains, subitement transformés pour les besoins de leur cause en réformateurs convaincus. L'Angleterre, qui dirigeait la coalition, n'était pas suspecte d'attachement à l'absolutisme. Les grands ministres Canning et Castle-reagh, les élèves de Pitt, ne gouvernaient qu'avec l'assentiment du Parlement. Le roi Georges III, frappé de

folie, ne pouvait imposer sa volonté. Son fils, le régent, plus tard Georges IV, avait peu d'autorité. L'accord était complet entre les Chambres et la couronne. La nécessité poussa de même les souverains les plus entichés de leurs prérogatives royales à se rapprocher de leurs peuples et à leur faire entrevoir l'avènement du gouvernement libéral qu'ils souhaitaient.

La constitution espagnole de 1812. — En Espagne, la constitution de 1812 fut promulguée au nom de Ferdinand VII, toujours captif de Napoléon. Cette constitution, imitée de la constitution française de 1791, abolissait les droits féodaux et les priviléges de naissance, proclamait l'égalité de tous devant la loi et la souveraineté du peuple. La monarchie était maintenue dans la maison de Bourbon. Le roi devait exercer le pouvoir par la nomination de ministres responsables et par l'exercice du droit de veto. Le pouvoir législatif était confié à une Chambre unique nommée pour deux ans par une élection à trois degrés. Les magistrats devaient être inamovibles et le service militaire serait imposé à tout Espagnol âgé de 20 ans révolus. Ferdinand VII délivré écrivit, dès qu'il mit le pied sur la terre d'Espagne (22 mars 1814), que les faits accomplis méritaient son approbation. Les Espagnols espéraient avoir acquis, par leurs souffrances et leur dévouement méritoire à la cause des Bourbons, le droit de jouir des bienfaits de la liberté. Les Italiens réclamaient une constitution du même genre. Ils eurent le malheur de ne pas s'entendre. Les uns voulaient soutenir Eugène et Murat, détachés pour toujours de Napoléon. D'autres pensaient que l'Italie devait s'unir en une seule république. Les plus nombreux étaient favorables au retour de leurs anciens maîtres. Mais tous réclamaient des constitutions. Les libéraux et les républicains, qui ne formaient qu'une petite minorité, laissèrent revenir sans protestation les princes exilés. Ils ne conservèrent pas longtemps leurs espérances.

Réformes opérées ou promises en Allemagne. — En Allemagne, les idées de la Révolution avaient fait presque autant de chemin qu'en Italie. Les Français, avant de devenir les oppresseurs du pays, avaient été salués comme des libérateurs. Pour les chasser, les souverains se mirent à opérer des réformes. Les ministres prussiens Stein et Hardenberg entreprirent une refonte complète de l'état social. Le servage fut aboli; les paysans purent devenir propriétaires, acquérir et faire valoir leurs terres, privilège jusque-là réservé aux seuls nobles. Les municipalités furent nommées à l'élection. Dans l'armée, les grades devinrent accessibles à tous, sans distinction de naissance. Le service militaire obligatoire pour tous fut institué par Schanhorst, et l'armée prussienne fut dès lors la nation armée. Il fallait éllever les âmes par la liberté : la Prusse cherchait à s'approprier nos belles réformes de 1789. En 1813, le roi conviait ses peuples à la guerre sainte pour la liberté : « Allemands, disait le roi de Prusse, nous vous ouvrons les rangs prussiens; vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince; toute distinction de rang est effacée par ces grandes idées, le roi, la liberté, l'honneur, la patrie. » Le 22 mai 1815, au moment de reprendre la dernière lutte contre Napoléon, Frédéric-Guillaume III promit à ses sujets l'organisation d'États provinciaux qui choisiraient dans leur sein les membres d'une représentation nationale chargée de voter les lois et les impôts. C'était l'ébauche d'une véritable constitution. Ainsi la Prusse semblait devoir grouper autour d'elle tous les amis de la liberté et de la patrie allemande. Il n'était pas jusqu'au tsar lui-même qui ne traversât une crise libérale. Alexandre, éclairé par son ami le prince Czartoryski, promettait aux Polonois une constitution libre, s'ils consentaient à se ranger sous ses lois. En Suède, le nom du prince royal Bernadotte, un fils de la Révolution, était comme une promesse de gouvernement libéral pour l'avenir. Il ne cessa de

flatter partout en 1813 et en 1814 les amis de la liberté, peut-être avec le secret espoir d'être appelé au trône de France à la place de Napoléon.

Le congrès de Vienne. Principaux remaniements territoriaux. — Napoléon fut deux fois renversé en 1814 et en 1815. Les souverains se réunirent à Vienne pour s'entendre sur les grands remaniements européens. Le congrès dura longtemps; ce fut une succession ininterrompue de festins, de chasses, de bals et de somptueuses réceptions. La politique se traitait beaucoup plus le verre en main, ou dans les salons, qu'autour de la table du congrès. Les quatre grandes puissances réussirent à imposer aux faibles des solutions toutes préparées, sans souci du droit historique ni des protestations des peuples. La Russie s'adjugea la Finlande et la plus grande partie de la Pologne; la Prusse, des fragments de la Saxe, la Westphalie et la province rhénane; l'Autriche, la meilleure part de l'Italie du Nord; l'Angleterre eut l'Océan. La France fut réduite à ses anciennes frontières, privée de ses plus solides défenses, occupée militairement et soumise à une surveillance jalouse. La Belgique fut unie de force à la Hollande pour former le royaume des Pays-Bas; la Norvège fut enlevée de force au Danemark, pour être enchaînée à la Suède.

La Confédération germanique. — L'Allemagne fut divisée en une confédération de quarante petits États. Les princes, souverains absous dans leurs États, pouvaient entretenir des troupes et accréditer des agents diplomatiques à l'étranger. Ils envoyoyaient leurs représentants à la diète de Francfort, sorte de congrès permanent chargé d'un arbitrage perpétuel entre les États confédérés. Cette diète comptait dix-sept membres. Mais les *lois organiques* qui intéressaient la constitution même de la Confédération ne pouvaient être votées que dans le *plenum*, où chacun des quarante États avait sa voix particulière, et où les plus importants disposaient de trois ou de deux suffrages. Le président-né et à titre

héritaire de la Confédération était l'empereur d'Autriche; mais il devait s'occuper beaucoup plus de ses États particuliers et de ses intérêts dynastiques que de la Confédération. La diète pouvait réquisitionner les troupes de la Confédération pour une exécution fédérale. Mais comme les contingents des princes confédérés, entretenus à leurs frais, formaient seuls l'armée fédérale, cette armée ne marchait que si les plus puissants y consentaient. La diète fut toujours divisée, immobile et incapable d'action. Dans tous les pays reconquis sur les Français, la *commission centrale* de la coalition opéra tous les changements politiques et administratifs qu'elle jugea nécessaires. Son œuvre fut très mal vue dans toute l'Allemagne rhénane, où l'on redoutait au-dessus de tout le retour de l'ancien régime. En somme l'ancienne machine semblait remontée au profit de l'Autriche. Mais la Prusse devenait comme le pivot nécessaire de l'unité allemande.

Union des souverains contre les peuples. —

Ainsi, Napoléon vaincu, les souverains se mirent en son lieu et place; après avoir proscrit le grand spoliateur de la société européenne, ils jugèrent de bonne prise ce qu'il s'était approprié. Ils partagèrent les peuples comme un vil troupeau; ils comptèrent les têtes et mesurèrent les territoires avec de véritables marchandages de brocanteurs. Mais cette entente pour la spoliation des faibles resserra encore les liens accidentels qui avaient réuni les vainqueurs en une même coalition. Ils étaient tous un peu parents; ils s'étaient vus longtemps et dans l'intimité durant les mois si agréablement passés à Vienne. Ils avaient été satisfaits de leurs concessions réciproques. Pourquoi cette entente si profitable ne durerait-elle pas toujours? Pourquoi se faire désormais la guerre, quand il était si facile de s'arranger à l'amiable? La guerre ne serait plus faite désormais que contre les faibles qui ne voudraient pas se plier aux arrangements convenus entre les forts; ou encore

contre les libéraux qui invoqueraient les promesses faites au moment de la crise et qui auraient le mauvais goût de réclamer des chartes et des constitutions. Pour maintenir l'union, il importait surtout d'arrêter l'invasion des détestables doctrines de la Révolution. Il fallait traiter les peuples en enfants éternellement mineurs ; ils recevraient une loi douce de souverains paternels, qui travailleraiient à leur bonheur sans jamais les consulter. Le monde serait ainsi plongé dans une douce somnolence, sous la direction de bons tyrans. Ceux-ci formeraient une grande famille, unie étroitement entre tous ses membres ; unie surtout contre toutes les revendications libérales de leurs sujets.

La Sainte-Alliance (1815). — Telle est l'idée qui présida à la Sainte-Alliance¹. Le tsar Alexandre en eut la première conception ; le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche l'accueillirent avec enthousiasme. Le ministre autrichien Metternich se fit l'exécuteur convaincu et entêté de toute la politique qui en découlait naturellement. « Conformément aux paroles des saintes Écritures, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble et se considéreront comme compatriotes ; ils se prêteront, en toute occasion et en tout lieu, assistance, aide et secours, se regardant envers leurs sujets et armées comme pères de famille ; ils les dirigeront dans le même esprit de fraternité, dont ils sont animés pour protéger la religion, la paix et la justice. » Tous les souverains étaient invités à entrer dans cette alliance. Les souverains semblaient ne former réellement qu'une seule famille. Le tsar maria son frère, le grand-duc

1. La Sainte-Alliance fut signée à Paris le 26 septembre 1816. « Acte inoffensif malgré le bruit qu'il fit en Europe, il témoigne seulement des dispositions des souverains. Mais c'est une union chimérique qui ne peut pas tenir contre les intérêts. Le roi de Prusse le signa de bon cœur, l'empereur

d'Autriche sans savoir pourquoi. Louis XVIII sûrement avec un sourire ; Castlereagh refusa son parafe à une simple déclaration de principes qui aurait reporté l'Angleterre à l'époque des saints de Cromwell et des têtes rondes. » (M. Sorel.)

Nicolas, avec la princesse Charlotte, fille du roi de Prusse, et sa plus jeune sœur, la grande-duc^hessee Anne, avec le prince d'Orange, fils du roi des Pays-Bas. Visitant avec eux le champ de bataille de Waterloo, il s'arrêta à la ferme de la Belle-Alliance et demanda du vin : « Oui, dit-il en levant son verre, c'est bien la belle alliance, aussi bien celle des États que celle des familles ; fasse le ciel qu'elle soit de longue durée ! » C'était le beau rêve de la paix perpétuelle et de la fraternité universelle, le rêve de Henri IV, de Sully et de l'abbé de Saint-Pierre qui semblait devoir être réalisé.

Ajournement des promesses libérales de 1813. — Dans la pratique, ce fut tout autre chose : une véritable croisade commença contre les idées libérales et les amis de la liberté. En France les ultra-royalistes organisèrent contre eux la *Terreur blanche*.

Dès son entrée à Madrid, Ferdinand VII déclara anarchique, séditieuse et nulle la constitution de 1812, qu'il avait approuvée quelques semaines auparavant. Le décret du 4 mai rétablit la monarchie absolue dans toute son intégrité. Les membres de la *régence*, généraux et ministres, furent arrêtés, exilés ou pendus. Ferdinand de Bourbon, roi de Naples, abrogea de même les franchises qu'il avait accordées à ses sujets de Sicile et se livra contre les anciens partisans de Murat aux plus odieuses vengeances. Le roi de Sardaigne songea à détruire la route de la Corniche, parce qu'elle avait été faite par les Français. Quelques semaines avant Waterloo, Frédéric-Guillaume III de Prusse avait promis de réunir une commission destinée à élaborer une constitution. Il se piquait d'honnêteté. Mais les rois ont toujours de bonnes raisons pour manquer à leur parole, et le droit de mentir semble être un privilège attaché de tout temps à la couronne. La convocation promise n'eut pas lieu et la promesse de constitution fut indéfiniment ajournée. Là même où les lois françaises, introduites depuis la conquête, avaient fait sentir aux peuples

tout le prix de la liberté, en Italie, en Espagne, sur les bords du Rhin, les anciennes lois furent brutalement rétablies. Le despotisme et les priviléges reparurent, la religion, l'armée, l'administration servaient d'appuis aux souverains. C'était une réaction sans merci contre les principes de la Révolution.

Conclusion. — L'Europe allait-elle donc être transformée en une sorte de Chine, engourdie dans une tradition plusieurs fois séculaire? Le progrès allait-il cesser? L'histoire allait-elle remonter son cours? Non: l'issue de la lutte qui commence entre les souverains et les peuples n'est pas douteuse. Les souverains représentent le passé : ils n'ont pour eux que la force matérielle. Les peuples représentent l'avenir : ils ont pour eux le droit et la force morale. Dans chaque pays la lutte est instituée entre le parti libéral et le parti conservateur, entre l'esprit de progrès et l'esprit de réaction. Malgré les défaites multipliées et les proscriptions des libéraux, malgré leurs angoisses et leurs découragements momentanés, ils finissent par triompher. L'histoire dans ses grandes révolutions proclame bien haut que le droit prime la force¹.

SUJET A ÉTUDIER

Talleyrand et Metternich. — 1^o *Talleyrand, un caméléon politique.* — D'une grande famille aristocratique, évêque d'Autun, se rallie à la Révolution — propose à la Constituante la confiscation des biens du clergé. — Chargé sous le Directoire, le Consulat et l'Empire des plus délicates missions diplomatiques ou de la direction des affaires étrangères. — Spirituel et sceptique, il blâme de son ironique sourire la politique de caserne qu'il est obligé d'appliquer à chaque traité nouveau. Ses menées ténébreuses à l'entrevue d'Erfurt. — Sa trahison ouverte en 1814. — Se rallie aux Bourbons, représente la France au congrès de

1. Voir l'index géographique et le tableau qui suit la leçon XVIII de notre cours de seconde année.

Vienne (1815), y soutient le principe de la légitimité. — Il a le tort de se lier trop étroitement à l'Angleterre et à l'Autriche et de contrecarrer de parti pris les bonnes intentions de la Russie. — Disgracié par l'influence des ultra-royalistes — rentre en faveur auprès de Louis-Philippe. — Meurt confessé par l'abbé Dupanloup (1758-1838).

« Il avait en même temps la naissance qui manquait à Mazarin et le conseil qui manquait à Retz. Il y joignait l'esprit de son siècle le plus léger, le plus subtil et le plus séduisant... Il était né cardinal et premier ministre; mais il était né aussi, indolent, libertin, sceptique, incapable d'une ambition forte et concentrée... Les circonstances firent de lui un illustre déclassé au milieu de grands parvenus. » (M. Sorel.)

« C'était un personnage étrange, redouté et considérable, noble comme Machiavel, prêtre comme Gondi, défroqué comme Fouché, spirituel comme Voltaire et boiteux comme le diable. Tout en lui boitait : la noblesse, qu'il avait faite servante de la République ; la prêtrise, qu'il avait traînée au Champ de Mars, puis jetée au ruisseau ; le mariage, qu'il avait rompu par vingt scandales ; l'esprit, qu'il déshonorait par la bassesse... Cet homme avait pourtant de la grandeur ; les splendeurs de deux régimes se confondaient en lui. Pendant trente ans il avait à peu près mené l'Europe... Il avait eu pour pantin Napoléon I^{er}. » (V. Hugo.)

2^e Metternich, *un roc inébranlable*. — Il a pour pantin le faible empereur François I^{er} d'Autriche ; mais il mène l'Europe pendant quarante ans (1808-1848). Il est l'adversaire né de la Révolution. Diplomate par mariage (il épouse la petite-fille de Kaunitz) ; ambassadeur à Dresde, à Berlin, à Paris. Il étudie Napoléon, lui fait épouser Marie-Louise pour le perdre. — En 1813, il prépare pour l'Autriche le passage de la neutralité à la guerre par la médiation armée.

Au congrès de 1815, il dirige toutes les négociations, se fait le parrain de la Sainte-Alliance et réprime avec la plus invariable assurance du succès tous les mouvements libéraux et nationaux jusqu'en 1848. — « L'ordre social est bouleversé ; les Juifs et les journalistes sont les maîtres du monde. » Il chercha à le leur enlever.

Jusqu'à son dernier jour, même chassé de Vienne et obligé de vivre en exil à Londres, il garda pleine foi dans son infallibilité : « Ou bien je suis un imbécile, ou le monde est fou. La postérité jugera ; je suis tranquille sur son verdict. »

Ils ont laissé tous les deux des *Mémoires* curieux.

CHAPITRE IV

LA RÉACTION EN EUROPE

I. Les signataires de la Sainte-Alliance. — Le tsar Alexandre. — L'empereur François I^e et Metternich. — Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III et Hardenberg.

II. Les agitations libérales et les congrès. — Allemagne : les sociétés secrètes. — Congrès de Carlsbad et de Vienne. — Italie : insurrections de Naples et de Turin. — Congrès de Troppau et de Laybach; l'intervention autrichienne. — Espagne : Ferdinand VII. — La Révolution de 1830. — L'intervention française (1823).

III. L'Orient. — Réformes de Mahmoud en Turquie. — La Grèce. — Guerre de l'indépendance hellénique. — Intervention des puissances. — Bataille de Navarin (1827). — Traité d'Andrinople (1829).

Les signataires de la Sainte-Alliance. — **Alexandre I^e (1801-1825).** — La Sainte-Alliance, inspirée par l'idée mystique d'une fraternité divine entre les rois, ne devait aboutir en fait qu'à une coalition contre les peuples. Deux périodes peuvent être distinguées dans cette lutte générale entre l'esprit de progrès et l'esprit de réaction : 1^o de 1815 à 1820, les souverains montrent encore quelque hésitation dans la répression ; 2^o de 1820 à 1830, la réaction est violente et sans frein. La révolution française de 1830 frappe au cœur la politique de la Sainte-Alliance.

Les signataires de ce pacte célèbre différaient entre eux par le caractère comme par les intérêts. Le tsar Alexandre I^{er} (1801-1825) était considéré en 1815 comme le sauveur de l'Europe contre Napoléon. Il fut aussi le principal auteur de la restauration des Bourbons et il arrêta les ambitions malsaines de la Prusse, qui eût voulu enlever à la France l'Alsace et la Lorraine. Fidèle à sa vieille amitié pour le prince Adam Czartoryski, il donna une charte constitutionnelle à la Pologne : un sénat et une chambre des nonces pour faire la loi, des ministres responsables, des magistrats inamovibles, la liberté des cultes, l'emploi de la langue polonaise et l'élevation des Polonais à toutes les charges du royaume, tels étaient les principaux traits de cette constitution véritablement libérale. Le grand-duc Constantin, frère du tsar, fut chargé, avec le titre de vice-roi, du gouvernement de la Pologne. Nul tsar n'avait été plus populaire. En Russie, le sénat lui donna le surnom de *béni* et lui vota l'érection d'une statue, double hommage qu'il déclina en déclarant que la postérité seule pouvait décréter qu'il en était digne. Mais l'influence croissante de Mme de Krüdner arrêta ses velléités libérales et le rattacha à la pure doctrine du droit divin. D'ailleurs le grand-duc Constantin, doué des instincts d'un despote, malmena fort les Polonais. La charte polonaise fut violée dès 1819 ; des tribunaux exceptionnels et des contributions extraordinaires furent imposés ; les libéraux furent espionnés ; les Polonais se réfugièrent dans les associations secrètes. L'orage devait éclater seulement sous Nicolas. Alexandre mourut d'une maladie mystérieuse à la suite d'accès d'une mélancolie croissante. Son successeur Nicolas I^{er} ne varia jamais dans sa haine pour toute liberté publique.

François I^{er} et Metternich. — L'empereur d'Autriche François I^{er} (1792-1835) était d'intelligence médiocre et de caractère mesquin. Incapable de comprendre les grandes choses et fort attaché aux petites, grand

amateur de paperasserie bureaucratique, de rapports de police et de musique de chambre, il avait une foi aveugle dans l'efficacité du despotisme. Il considérait ses États comme une propriété privée, ses sujets comme une famille dont il était le père, et toute conspiration politique comme une tentative de parricide. Il ne s'occupa jamais que du gouvernement intérieur. L'Autriche semblait très forte par l'étendue de ses territoires, le chiffre de sa population et de ses armées. Mais elle était gênée par la diversité des peuples. Comment faire vivre sous une même domination des Allemands et des Slaves, des Italiens, des Magyars et des Roumains ? L'empereur François I^{er} cherchait à les dépayser pour les mieux opprimer. « Je mets des Hongrois en Italie et des Italiens en Hongrie. Chacun garde son voisin ; ils ne se comprennent pas, ils se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque la paix générale. » C'est le système des despotes, diviser pour régner. Cependant les aspirations nationales de ses sujets si divers furent une continue menace pour l'existence de la monarchie autrichienne. Le ministre de l'empereur François I^{er}, le prince de Metternich, se chargea de réprimer avec la plus grande rigueur toute tentative de révolution. Infatué de l'excellence de ses doctrines, il croyait pouvoir faire marcher l'Europe et se jugeait de force à arrêter à lui seul l'ascension vers le progrès. Il resta jusqu'en 1848 l'apôtre fervent du système de la répression et le guide principal de la Sainte-Alliance.

Frédéric-Guillaume III et Hardenberg. — En Prusse, l'honnête et borné Frédéric-Guillaume III (1797-1840) ne montra de résolution que pour maintenir sa prérogative de roi absolu. Il se mit donc à la suite de Metternich. Une haine commune contre les idées libérales et la Révolution unit les deux cours de Prusse et d'Autriche dans une politique identique de compression. Dans les congrès destinés à repousser toutes les

revendications libérales des peuples, Frédéric-Guillaume III et François I^{er} s'entendirent aussi bien que leurs ministres Hardenberg et Metternich.

Allemagne. L'agitation libérale. Les congrès. — Le rêve des patriotes allemands, des combattants de 1813 comme de la jeunesse universitaire, était de constituer une Allemagne homogène, formant un État comme la France et la Russie. Mais les tendances unitaires se confondaient avec les tendances libérales : celles-ci furent impitoyablement réprimées. Les souverains, en étouffant toute manifestation extérieure en faveur de la liberté, provoquèrent la formation d'associations secrètes, où l'on travailla avec l'attrait du mystère et de la persécution à la grande œuvre de la régénération allemande. Le *Tugenbund* de 1807 fut reconstitué. La *Burschenschaft*, ou Union générale, se forma pour contraindre les princes à réaliser les promesses faites en 1813. L'*Arminia* remit en honneur les souvenirs d'Arminius et de Witikind, les soi-disant défenseurs de la liberté germanique contre l'oppression latine. Le 18 octobre 1817, les étudiants allemands célébrèrent bruyamment à la Wartbourg l'anniversaire de la bataille de Leipzig; on chanta les hymnes nationaux; on fit des feux de joie avec les écrits des absolutistes. Le châtiment fut immédiat : quatre universités furent fermées, et le congrès d'Aix-la-Chapelle (1818) décréta la recherche et la punition des affiliés aux sociétés secrètes. Persécutés, les libéraux eurent le tort de recourir à la violence : Kotzebue, correspondant du tsar, qu'on accusait de dénoncer secrètement les chefs du mouvement, fut assassiné par Frédéric Sand; une tentative de meurtre fut dirigée contre Lünig, le directeur de la régence de Nassau (1819).

Metternich et Hardenberg préparèrent dans l'entrevue de Tœplitz les mesures draconiennes qui devaient être approuvées au congrès de Carlsbad (1819) par leurs souverains respectifs et sanctionnées par la Russie au con-

grès de Vienne (1820). Des professeurs, Arndt¹, Jahn, Welker, furent emprisonnés, des publicistes comme Görres demandèrent un asile à la France dont ils avaient réclamé la mutilation et qui les accueillit généreusement. La censure fut établie pour réprimer toute doctrine, tout article de presse considéré comme subversif; des commissaires spéciaux furent placés auprès des universités pour surveiller l'enseignement et les étudiants. Tout écart devait être immédiatement réprimé par la force militaire. Enfin la diète germanique fut chargée d'écraser la révolte dans tout État confédéré, même sans l'appui des gouvernements locaux, et d'empêcher tout souverain de donner, même de son plein gré, une constitution libérale à ses sujets. Un système de délation et d'espionnage, qui aboutit à une véritable *terreur*, fut organisé contre toute l'Allemagne pensante. La contre-révolution sévit avec la plus odieuse violence. En muselant la presse, en étouffant la pensée, les souverains s'imaginaient avoir acquis la sécurité pour eux-mêmes, et pour leurs peuples le bonheur.

Italie : insurrections de Naples et de Turin (1820). — A ce même moment l'association secrète des *carbonari* faisait une propagande active dans toute l'Italie pour y détruire la tyrannie et y installer un gouvernement démocratique. Des insurrections militaires éclatèrent presque en même temps à Nola, à Avellino et à Naples, contre l'odieux Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles (1820). Le général Guillaume Pépé, devenu maître de Naples, imposa à Ferdinand de mettre en vigueur dans ses propres États la constitution espagnole de 1812. Ce roi prêta tous les serments qu'on lui imposa.

1. Arndt, l'apôtre du chauvinisme germanique jusqu'en 1859, est de cette cohorte « de niais de grandeur naturelle, qui portaient un habit noir teuto-nique, une chemise sale, qui servait également de gilet ; et par-dessus, un médaillon contenant quelques crins

blancs du cheval de Blücher. » Il inventa la devise allemande : « le Rhin non pas frontière, mais fleuve de l'Allemagne ». (M. Denis, d'après H. Heine.) Tous les libéraux allemands étaient des ennemis acharnés de la France.

sait et offrit même d'aller faire sanctionner la révolution victorieuse par les souverains réunis au congrès de Troppau. Dans le Piémont, l'armée se souleva de même à Alexandrie et à Turin sous la direction des comtes de Palma et de Santa Rosa. Cependant le roi Victor-Emmanuel, despote intolérant, mais loyal, aima mieux abdiquer que d'appliquer à ses États la constitution espagnole de 1812. Son cousin Charles-Albert, très favorable aux libéraux, fut appelé à la régence en l'absence de Charles-Félix, frère et successeur du roi. La révolution semblait triompher au nord et au sud de la péninsule.

Congrès de Troppau et de Laybach (1820-1821). La répression. — Mais Ferdinand de Naples, oublieux de toutes ses promesses, réclamait énergiquement au congrès de Troppau une intervention étrangère qui lui rendrait toute son autorité. Les souverains ajournèrent leur décision au nouveau congrès qui devait s'ouvrir à Laybach (1821). Là, Metternich obtint que l'Autriche serait seule chargée, au nom de la Sainte-Alliance, de mettre fin aux deux insurrections. Le général autrichien Frimont ramena à Naples Ferdinand I^{er} : « tyran de ses sujets, esclave des Autrichiens, il ne laissa plus aux Napolitains que leurs yeux pour pleurer. L'ignorance, la misère et le bâton le rendirent maître de son peuple. » Dans le Piémont les chefs autrichiens Bubna et Sallier de la Tour battirent à Novare (1821) le régent Charles-Albert; Charles-Félix devint roi de Sardaigne. Dans toute l'Italie les libéraux furent traités avec la dernière cruauté. On a l'émouvant récit laissé par l'un d'eux, Silvio Pellico, sujet autrichien de Lombardie, des épouvantables souffrances qu'il a endurées soit sous les plombs étouffants de Venise, soit dans les cachots glacés du Spielberg, à Brünn. La corvée fut rétablie en 1826 dans le royaume lombard-vénitien et un édit de l'empereur d'Autriche interdit d'apprendre à lire et à écrire aux enfants des parents qui avaient moins de 1500 francs de revenu! « Voilà ce que c'est qu'une

révolution prise à temps, » écrivait joyeusement Metternich au tsar (1821).

Espagne. Ferdinand VII. La révolution de 1820. — Parmi les souverains, nul n'avait plus cyniquement trahi ses serments que le roi d'Espagne Ferdinand VII. Il avait rétabli l'inquisition, la censure, les priviléges. Il avait décrété la peine de mort contre qui-conque réclamerait le rétablissement de la constitution de 1812. L'Espagne était tombée dans la plus affreuse misère. Des bandits étaient maîtres de toutes les grandes routes; l'armée sans soldes et sans vivres mendiait à la porte des couvents. Des bandes de brigands couraient impunément la campagne et menaçaient les villes ouvertes. Le roi était obligé de mendier auprès du tsar l'envoi de quelques frégates pour pouvoir transporter des troupes dans les colonies révoltées. Cet état de choses provoqua un soulèvement général (1820). Commencée à Cadix, à l'appel de Quiroga et de Riego, l'insurrection militaire gagna bientôt toute l'Espagne. Ferdinand VII, impuissant, jura de réunir des Cortès et d'observer la constitution de 1812. Cependant les libéraux eurent à combattre en Espagne même une *armée dite de la foi*, qui, sous la conduite du trappiste Antonio Marañon, se levait pour la défense de l'ancien régime.

Congrès de Vérone (1822). Intervention française (1823). — Les souverains se réunirent en un nouveau congrès à Vérone (1822) pour mettre fin à cet essai de gouvernement parlementaire. Le ministre dirigeant de France, Villèle, avait chargé ses représentants au congrès, Montmorency et Chateaubriand, de déclarer que la France n'interviendrait pas en Espagne. Ils rédigèrent au contraire une déclaration belliqueuse contre les *exaltados* d'Espagne : ils promirent l'intervention de la France en faveur des *apostoliques*. Le roi Louis XVIII dut s'exécuter, un peu malgré lui, et accomplir au nom de la Sainte-Alliance un service commandé. En vain l'opinion protesta. Le député Manuel se fit

expulser de la Chambre à cause de son ardeur à repousser l'intervention française. Le peuple chantait le refrain de Béranger :

Nous allons tirer d'la peine.
Des moines blancs, noirs et roux,
Dont on reprendra d'la graine
Pour en replanter chez nous.

L'on vit ce spectacle nouveau d'une armée française franchissant les Pyrénées pour combattre en faveur du despotisme d'un prince méprisable. L'armée française s'avança jusqu'à Cadix, sous la conduite du duc d'Angoulême, neveu du roi, et sous la surveillance du prince de Hohenlohe, commissaire de la Sainte-Alliance. La prise des ouvrages du Trocadéro livra aux Français le dernier refuge des Cortès libérales. Ferdinand VII, ce roi vingt fois parjure, tant qu'il avait été prisonnier des Cortès, avait protesté de son dévouement à la constitution. Le lendemain de la capitulation de Cadix, il révoqua sa solennelle promesse d'une amnistie complète. Il organisa dans toute l'Espagne la chasse aux libéraux et il se vengea par les plus cruels supplices de tous ceux qui l'avaient forcé si longtemps à jouer la comédie du souverain libéral¹ (1823).

Turquie. Réformes de Mahmoud. — Par un contraste singulier, tandis que les souverains de l'Europe chrétienne semblaient mettre leur point d'honneur à reconstituer de toutes pièces l'ancien régime, le sultan Mahmoud (1808-1839) s'engageait résolument dans la voie du progrès. La Turquie avait perdu la Bessarabie (1812), l'Égypte était presque indépendante, les principautés danubiennes de Serbie, de Valachie, de Moldavie étaient en pleine révolte. L'Albanie, la Grèce commençaient à se soulever. Mahmoud voulut, comme Pierre le

1. Sous le règne de Ferdinand VII les colonies espagnoles d'Amérique s'affranchirent après de longues guerres d'émancipation. Le Brésil obtint aussi son indépendance. Cette question sera traitée ultérieurement à propos de la formation de l'Amérique latine (Voir ci-après chap. XXII).

Grand, infuser à son peuple les mœurs européennes, espérant ainsi lui rendre son antique vigueur. Il introduisit les modes de l'Occident, prescrivant de remplacer le turban par le fez, la longue robe par la capote : il supprima la puissance politique du corps vénéré des *ulémas*, à la fois juristes et théologiens. Les *janissaires*, dégénérés de leur antique vigueur, se révoltèrent ; il abolit cette milice glorieuse et lui substitua des troupes armées à l'europeenne. Mais la crise d'où la Russie, jeune et pleine d'avenir, était sortie plus forte, ne fit que précipiter la ruine de l'empire turc. La Grèce profita de ces déchirements intérieurs pour se révolter.

Soulèvement de la Grèce (1821). — La vieille terre des Muses, d'Homère et de Sophocle, de Platon et de Démosthène, la terre classique de la liberté, ne faisait que changer de maîtres depuis 2000 ans ! Elle payait aux Turcs le tribut le plus honteux, celui du sang. Les jeunes garçons étaient enlevés à leurs familles pour être instruits dans le culte musulman à Constantinople ou à Brousse et pour devenir comme janissaires les oppresseurs de leur patrie. Cependant les *Klephes*, c'est-à-dire les bergers ou bandits de la montagne, avaient gardé une sauvage indépendance ; l'aristocratie des *primats* conservait certains priviléges ; les *popes* ou prêtres avaient une juridiction assez étendue en matière civile et pratiquaient en toute liberté le culte chrétien. Les grandes familles grecques du *Phanar*¹ s'enrichissaient par le commerce et par la banque, dont elles avaient le monopole ; le Coran interdit en effet le prêt à intérêt : les chrétiens seuls pouvaient l'exercer. Enfin les Grecs n'avaient pas perdu depuis l'antiquité le goût du commerce et de la mer. Leurs embarcations sillonnaient l'Archipel. Il y avait donc dans ce petit pays, en apparence si déprimé, de véritables éléments de résistance. Quand les *hétéries* et les sociétés des *Philomuses* et des

1. Quartier de Constantinople.

Philhellènes, associations à la fois littéraires et politiques, eurent ravivé tous les souvenirs de gloire de la Grèce antique et rappelé ses miracles d'énergie pour défendre son indépendance, un vent de révolte souffla par tout le pays.

Proclamation de l'indépendance hellénique (1822). La guerre. — Le congrès d'Epidaure (1822) proclama l'indépendance de la Grèce et nomma un conseil exécutif de cinq membres, sous la présidence de Mavrocordato, et un sénat ou assemblée de 59 membres, sous la présidence de Démétrius Ypsilanti. La Grèce affranchie devait former une république, où tous les cultes seraient libres, tous les citoyens égaux devant la loi et capables d'arriver à toutes les fonctions publiques. La sûreté, l'honneur et la vie de chaque citoyen étaient placés sous la sauvegarde de la loi.

Bientôt tout le pays fut couvert d'une nuée de corps francs qui résistaient dans les mille replis des montagnes ; toute la mer fut en proie à ces braves corsaires, qui s'élançaient des anses et des rades pour donner la chasse aux vaisseaux turcs. Canaris, Botzaris, Kolokotroni, Mavrocordato s'illustrèrent dans cette chasse à l'homme et au navire. De tous les points de l'Europe affluaient les volontaires : c'étaient le grand poète anglais lord Byron ; des Français, comme le colonel Fabvier, Louis Reybaud, Vauthier ; l'Italien Santa-Rosa et bien d'autres. Les libéraux opprimés partout accourraient en Grèce pour se battre au nom de la liberté.

Ce furent de part et d'autre d'épouvantables tueries. A Constantinople, le patriarche Grégoire fut arraché de son église le jour de Pâques et pendu avec 83 prêtres grecs. A Patras, à Chio, des populations inoffensives, vieillards, jeunes filles, enfants, tous ceux qui n'avaient pu prendre les armes pour l'indépendance, furent égorgés ou empalés : « Exterminez, s'écriaient les derviches ; c'est Allah, c'est le prophète, c'est le sultan qui l'ordonnent. » Les Grecs souriaient à la mort comme au

martyre, et, quand ils le pouvaient, vengeaient ces atrocités par des massacres non moins sanglants.

Intervention européenne. Navarin (1827).

Traité d'Andrinople (1829). — A la suite de l'intervention d'Ibrahim Pacha, chef de la flotte et de l'armée égyptiennes, la Grèce était sur le point de succomber. Athènes s'était rendue malgré la belle résistance du colonel Fabvier. A Missolonghi, où périt lord Byron, où le siège se prolongea pendant dix-huit mois, l'archevêque Christos fit sauter de sa main ce qui restait des défenseurs et de la ville pour ne livrer aux Turcs qu'une ruine fumante.

On ne pouvait laisser étouffer sous le fanatisme musulman cette brave petite population de chrétiens et de patriotes. Le tsar Alexandre avait favorisé les premiers soulèvements des Grecs. Il voulait faire admettre leurs représentants au congrès de Troppau. Metternich l'en empêcha, sous prétexte qu'il ne fallait pas encourager des sujets soulevés contre leur maître légitime, ce maître fût-il le sultan. Mais le tsar Nicolas comprenait que la Russie avait tout intérêt à profiter de la décadence des Turcs pour faire un nouveau pas vers Constantinople; l'Angleterre voyait le grand profit qu'elle pouvait retirer pour son influence dans la Méditerranée à se ménager la clientèle de la Grèce. Charles X songeait à une croisade nouvelle qui devait assurer le triomphe de la croix sur le croissant.

Le traité de Londres unit contre la Turquie la France, l'Angleterre et la Russie. A la suite de la glorieuse journée de Navarin (1827), et de la triple expédition des Français en Morée, des Russes dans l'Arménie et dans les Balkans, le sultan se résigna enfin à traiter. Le traité d'Andrinople (1829) consacra l'indépendance de la Grèce et prépara l'affranchissement des Principautés danubiennes. La Grèce fut déclarée indépendante; mais avec un territoire trop restreint, où n'étaient comprises ni l'Epire, ni la Thessalie, ni les îles en dehors des

Cyclades. La Serbie devint une principauté vassale de la Porte, sous la domination de Milan Obrénowitch, proclamé à titre héréditaire. La Moldavie et la Valachie furent gouvernées par des hospodars à vie, qui ne pouvaient être destitués sans l'agrément de la Russie. La Russie obtint la libre navigation de la mer Noire, le passage du Bosphore et des Dardanelles pour ses navires de commerce et un agrandissement en Arménie. Elle s'assurait des prétextes d'intervention dans le gouvernement des Principautés danubiennes. Elle était également dangereuse pour la Turquie, soit qu'elle voulût la combattre ou la protéger. Le traité de 1829 a frappé au cœur la puissance ottomane sans résoudre la question d'Orient.

Conclusion. — Le traité d'Andrinople fut le premier accroc à la politique de la Sainte-Alliance. Malgré le triomphe apparent de la réaction dans tout le reste de l'Europe, cette politique rétrograde était en réalité fort compromise. L'Angleterre était hostile à la Russie à cause de ses progrès en Orient, à la France à cause de l'expédition d'Alger. Metternich conservait toutes les apparences de l'entente cordiale avec la Prusse et la Russie ; cependant il combattait en Allemagne l'influence croissante du roi de Prusse. Il avait poussé l'Angleterre à soutenir les Grecs pour empêcher le tsar d'intervenir seul en leur faveur. Le tsar l'avait pris en flagrant délit de duplicité. Metternich appelait le ministre anglais Canning, qui avait souvent fait échec à la politique de la Sainte-Alliance, « un météore malfaisant ». Canning répondait que le ministre autrichien était « le plus fieffé coquin et le plus effronté menteur de tout le monde civilisé ». L'étoile de Metternich commençait à pâlir.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

ALLEMAGNE : Aix-la Chapelle entre Meuse et Rhin. — la Wartbourg, ancienne résidence de Luther au sud des monts du Harz. — Carlsbad et Tœplitz en Bohême; — Troppau dans la Silésie. — Laybach en Carniole. — Brünn en Moravie.

ITALIE : Novare, Alexandrie, Turin,

Vérone dans la région du Pô. — Mola, Avellino dans le royaume de Naples.

ESPAGNE : Trocadéro, près Cadix.

GRÈCE : Patras, Missolonghi, Navarin sur la mer Ionienne. — Chio, île de l'Archipel. — Andrinople, v. de Turquie, N.-O. de Constantinople.

SUJETS A ÉTUDIER

I. Les nationalités et les guerres nationales. — *Les États considérés comme patrimoine des souverains.* — Avant 1789, il y avait des rois et des sujets. Un État était considéré comme le patrimoine d'une famille : par des héritages, par des arrangements princiers, par la conquête ils étaient agrandis ou diminués. Nul ne tenait compte de la volonté ou des vœux des habitants. Ils faisaient partie d'un domaine : un prince les prenait ou les abandonnait avec ce domaine ; on pouvait mettre un peuple en pièces, ou rassembler sous le sceptre du même souverain les peuples de race et de mœurs les plus disparates. C'étaient contrats entre souverains, auxquels les sujets n'avaient rien à voir. La formation séculaire de la monarchie autrichienne par les Habsbourg et l'odieux démembrément de la Pologne sont des exemples de ces agglomérations ou de ces dislocations de peuples au gré des intérêts des princes. Au congrès de Vienne de 1814, cette théorie fut proclamée par les représentants des quatre grandes puissances. En vain Talleyrand fit insérer que l'œuvre du congrès aurait lieu *conformément au droit public*. Les quatre se partagèrent les territoires à la lieue carrée et les peuples suivant le nombre d'âmes.

2^e Différentes théories sur les nationalités. — Cependant le principe de la souveraineté nationale avait été proclamé dès 1579, par la petite république des Provinces-Unies et appliqué en Angleterre depuis 1688. La Révolution française lui donna une éclatante confirmation. Si les peuples ont le droit de se gouverner eux-mêmes, ils ont droit aussi de choisir l'État auquel ils veulent être rattachés. Chaque nation doit former un État à part. Certains hommes politiques prétendent que la nationalité n'a d'autre fondement que la communauté de la race exprimée par l'identité du langage; que dès lors les peuples de même langue doivent être réunis, même de force et sans leur consentement. Ainsi raisonnent les panslavistes, les pangermanistes, les panscandinavistes,

les panhellénistes, qui veulent la réunion en un seul Etat de tous les groupes de peuples parlant le slave, l'allemand, le scandinave, le grec, etc. Mais si certains groupes s'opposent à cette unité artificielle, s'ils réclament leur rattachement à telle autre nation d'autre langue, avec laquelle ils ont vécu depuis des siècles, et dont ils veulent continuer à partager la destinée, faudra-t-il les en arracher par la guerre? La conquête, c'est-à-dire la force, peut-elle jamais fonder le droit? Les analogies de la race et de la langue peuvent-elles présider à la formation d'une nation contre la volonté des intéressés? — Non; la nation n'existe que par la libre volonté de ses membres. La nation est l'ensemble des hommes qui veulent faire partie d'un même Etat. Quand le temps a cimenté ces liens, quand pendant des siècles les habitants d'un même pays ont vécu ensemble et qu'ils ont la ferme volonté de continuer à vivre de même, ils ne peuvent plus être séparés. Nul prince n'a le droit de leur imposer de force une annexion qu'ils repousseraient. Cette théorie des *nationalités volontaires* tend de plus en plus à prévaloir. Elle est conforme au droit naturel et à la dignité humaine.

3^e Agitations nationales. — Mouvements séparatistes ou annexionnistes. — Les agitations nationales ont produit la plupart des plus grandes guerres en Europe depuis 1815. Ainsi les Grecs et les Slaves, opprimés par la Turquie, ont élevé bien des protestations et tenté bien des révoltes; de même les Italiens, opprimés par les Autrichiens, les Belges par les Hollandais, les Polonais par les Russes, les Irlandais par les Anglais: il s'agissait dans ce cas de *mouvements séparatistes* et les guerres entamées étaient des *guerres d'affranchissement*. Deux Etats réussirent à se constituer avant 1848 : le royaume de Grèce en 1829 et celui de Belgique en 1830.

Au contraire de grandes nations morcelées, entre des dominations diverses, protestaient contre cette situation anormale : il s'agissait dans ce cas de *mouvements annexionnistes* et les guerres entamées pour les réaliser furent des *guerres d'unité*. L'Italie, l'Allemagne ont ainsi fondé leur unité. Cependant, si ce droit des nationalités volontaires a reçu beaucoup d'éclatantes confirmations, il faut reconnaître qu'il est encore odieusement violé par un grand nombre de gouvernements. La monarchie austro-hongroise opprime les Slaves et les Roumains; l'Allemagne écrase sous son joug de fer les Alsaciens-Lorrains, les Polonais, les Danois, qui protestent avec la plus tenace énergie contre l'annexion imposée de force. L'Angleterre continue de repousser toutes les revendications des Irlandais.

LECTURES A FAIRE. — A. Sorel : *L'Europe et la Révolution française*, t. I, chap. 1.
— A. Debidour : *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I, chap. 1.

II. Le carbonarisme en Italie.

1^e But des carbonari. — Société secrète dont l'origine se perd

dans les siècles du moyen âge : elle avait pour but, comme la franc-maçonnerie, de détruire la tyrannie et d'organiser des institutions démocratiques. — *Langage symbolique* emprunté au commerce du charbon : la *hutte* est le lieu d'assemblée ; la *forêt*, le pays où se tient l'assemblée ; une réunion de huttes est une *république*. *Purger la forêt des loups* veut dire délivrer la patrie des oppresseurs. Les carbonari s'appellent entre eux « les *bons cousins* ». Ils peuvent être successivement *apprentis, maîtres et grands élus*.

2^o *Leur organisation.* — Les assemblées ou *ventes* sont des groupes de vingt membres (*venti, vingt*). Les ventes sont de quatre classes : *particulières, centrales, haute, suprême*. Chaque vente choisit dans son sein un délégué qui siège à la vente de l'ordre supérieur, laquelle se compose aussi de 20 membres. De cette façon les membres des différentes ventes restent étrangers les uns aux autres. En cas d'alerte on rompt la chaîne et la police est dépistée.

3^o *Leur mode d'action.* — Prescription à chaque membre, sous la foi des serments les plus solennels, de garder le secret sur les personnes et les choses de la société ; — de se dévouer pour elle jusqu'à la mort ; — de travailler par tous les moyens et malgré tous les obstacles à l'affranchissement de la patrie ; — d'obéir aveuglément aux chefs ; — d'avoir à sa disposition un fusil et 50 cartouches à balles.

4^o *Leur histoire.* — Ont provoqué en Italie les soulèvements libéraux de 1820 et de 1830. Une société de carbonari s'est formée en France, à l'imitation de ceux d'Italie ; elle a excité d'assez nombreux complots contre le gouvernement de la Restauration.

LECTURE. — Consulter l'article *Carbonari* dans les dictionnaires et encyclopédies.

La réaction en Europe de 1815 à 1830.

Caractère général. | Lutte dans tous les Etats entre l'esprit de progrès et l'esprit de réaction.

Allemagne. { Les sociétés secrètes. — Tugembund, Arminia, Burschenschaft. — Attentats de Sand et de Lüning.
{ Aix-la-Chapelle (1818). — Tauplitz et Carlshad (1819). — Vienne (1820).
{ Surveillance des universités. — Interdiction de toute constitution libérale.

Italie. { LES SOGLIÈVEMENTS. { Guil. Pépé à Naples. — Fuite de Ferdinand Ier.
{ LES CONGRÈS. — Troppau (1820). — Comte de Palma et Santa Rosa dans le Piémont. — Abdication de Victor-Emmanuel Ier.
{ LA réPRESsION. — Les Autrichiens à Naples et dans le Piémont. — La réaction.

Espagne. { Révolution en 1820. — L'armée de la Foi. — Le congrès de Vérone (1822).
{ Intervention française (1823). — Prise du Trocadéro. — Proscription des libéraux.
{ Soulèvement des colonies espagnoles. — L'Angleterre les soutient contre l'Espagne.

Orient. { LA TURQUIE. — Sa décadence. — Tentatives de réformes de Mahmoud. — Pertes successives.
{ LA Grèce. — Symptômes de relèvement. — Les Klephthes. — Les popes et primats. — Les Phanariotes.
{ LA GRECk. — Guerre de l'indépendance hellénique (1820). — Congrès d'Epidaire (1822). — Perte de Missolonghi et d'Athènes.

{ Intervention des puissances. { Conférences de Londres (1826). — Bataille de Navarin (1827).
{ Traité d'Andrinople (1829).

Russie. { ALEXANDRE Ier. — La constitution polonoise (1815). — Retour à la politique d'oppression.
{ NICOLAS Ier. { Intervention dans les affaires de Grèce. — Nouveaux progrès vers Constantinople.
{ Projet d'alliance franco-russe avec Charles X.

Conclusion. { LA SAINTe-ALLIANCE { 1^e par l'hostilité de l'Angleterre contre l'Espagne, la France et la Russie.
{ EST THIIS COMPROMISE. { 2^e par la rivalité croissante de l'Autriche et de la Prusse.
La révolution de France de juillet 1830 va lui porter une atteinte mortelle.

CHAPITRE V

L'EUROPE DE 1830 A 1850

I. Contre-coup de la révolution de 1830. — La révolution en Belgique. — Le royaume de Belgique (1830-1839). — Guerres civiles en Espagne et en Portugal. — La quadruple alliance (1834). — Soulèvement en Italie. — L'occupation d'Ancône. — Insurrection de Pologne.

II. Aspirations nationales en Allemagne et en Italie. — La Prusse. — Formation du Zollverein. — La religion évangélique. — Italie. — La maison de Savoie. — Charles-Albert. — Le pape Pie IX.

III. Contre-coup de la révolution de 1848. — Les émeutes de Berlin, de Vienne, de Prague. L'insurrection de Hongrie. — Charles-Albert et les Autrichiens. — La république à Venise, Florence et Rome.

IV. La répression. — Défaite de Charles-Albert. — L'expédition française à Rome. — Fin de l'insurrection hongroise. — Échec complet du Parlement de Francfort. — La réaction triomphe partout en Italie et en Allemagne.

Progrès de la politique libérale de 1830 à 1850. — De 1830 à 1850, la politique de la Sainte-Alliance subit de graves échecs. En vain le triumvirat du tsar Nicolas, de l'empereur d'Autriche Ferdinand et du roi de Prusse Frédéric-Guillaume la défendent avec énergie, sous la conduite de l'implacable Metternich. Elle ne triomphé plus que dans l'est et dans le centre

de l'Europe. Tout l'occident lui échappe, grâce à l'Angleterre et surtout à la France. Tous les peuples opprimés tournent en effet les yeux vers la France, qui par la révolution de juillet 1830 a réussi à recouvrer un gouvernement libre. Mais la France, jalousement surveillée depuis 1815 par les grandes puissances, ne pouvait sans danger se livrer à une propagande imprudente. La politique de Louis-Philippe fut sage, souvent même trop timorée. Il rechercha l'*entente cordiale* avec l'Angleterre pour faire triompher aux portes de la France, en Belgique, en Espagne, en Italie, une politique libérale ou moins réactionnaire. Mais il dut se désintéresser des affaires plus lointaines, comme de celles de Pologne. Ainsi, par une marche ascensionnelle lente, mais sûre, la politique libérale l'emporta de plus en plus ; l'ancien régime céda toujours plus de terrain aux principes de la Révolution française.

Formation du royaume de Belgique (1830-1832). — Le contre-coup de la révolution de juillet se fit sentir rapidement en Belgique. Enchaînée de force à la Hollande en vertu des traités de 1815, la Belgique en différait par la langue, par la religion, par les traditions historiques ; elle avait des intérêts économiques tout opposés. Bien traitée pendant dix ans, elle subissait au contraire depuis 1825 un système de persécution destiné à l'absorber dans la Hollande. Le 25 août 1830, à la suite d'une représentation de *la Muette*, les Belges se soulevèrent à Bruxelles ; l'insurrection gagna bientôt tout le pays ; les garnisons hollandaises abandonnèrent toute la Belgique, sauf Anvers. L'occasion semblait favorable aux souverains enrôlés dans la Sainte-Alliance de mobiliser leurs armées pour faire rentrer dans la soumission des sujets rebelles. Déjà le roi de Prusse et le tsar s'y préparaient. Mais la conférence de Londres reconnut l'indépendance de la Belgique, à condition qu'une monarchie constitutionnelle y serait établie, et les Belges offrirent la couronne au second fils de Louis-Philippe,

le duc de Nemours. Celui-ci refusa par crainte de l'hostilité des puissances; il favorisa le choix de Léopold, prince de Saxe-Cobourg, candidat bien vu des Anglais, mais qui épousa la princesse Louise d'Orléans. Le nouveau roi devenait le gendre du roi de France (1831).

Le roi des Pays-Bas, Guillaume I^{er}, espérant l'appui des triumvirs de la Sainte-Alliance, refusa de se laisser déposséder. La France dut agir deux fois contre les Hollandais. La première intervention fut une simple promenade militaire. Les Hollandais se retirèrent sans combat. Mais ils gardaient encore la forte place d'Anvers. Une seconde expédition eut lieu avec l'assentiment de l'Angleterre (1832). Le maréchal Gérard et les deux fils aînés du roi, les ducs d'Orléans et de Nemours, commandaient la petite armée française. Le siège d'Anvers fut un brillant fait d'armes. La citadelle fut bombardée, sans que la population pacifique de la ville eût en rien à souffrir. Cette fois les Hollandais étaient définitivement chassés. La question de Belgique ne fut complètement réglée, à la suite d'une longue action diplomatique de l'Angleterre et de la France, que par le traité des 34 articles (1839). Le roi des Pays-Bas reconnut le nouveau royaume de Belgique, partagea avec lui les provinces de Luxembourg et de Limbourg et la dette de l'État. La Belgique fut reconnue *neutre* par l'Europe. Ainsi fut constitué un nouvel État libre, qui avait même langue, même religion, mêmes intérêts que la France et qui par sa neutralité n'a pas cessé de couvrir notre frontière du Nord.

Guerres civiles en Espagne et en Portugal. — L'Espagne à son tour, après bien des guerres intestines, réussit à se dégager des étreintes de l'absolutisme. Ferdinand VII n'avait de son mariage avec Marie-Christine que des filles. Depuis l'avènement des Bourbons, la loi salique avait été introduite en Espagne et les femmes étaient exclues du trône. Pour ménager sa succession à sa fille aînée Isabelle, Ferdinand VII abrogea la

loi salique et rétablit l'ancienne loi monarchique espagnole qui admettait le droit des femmes. A sa mort (1833), les libéraux espagnols, escomptant la faiblesse d'une longue régence, se groupèrent autour d'Isabelle; les absolutistes se battirent pour don Carlos, frère de Ferdinand, qui réclamait la couronne en vertu de la loi salique. Ce fut l'origine d'une longue guerre civile. Les libéraux obtinrent de la régente Marie-Christine d'abord le statut royal de 1833, puis la constitution encore plus libérale de 1837; les carlistes soutinrent, surtout dans les provinces montueuses du Nord, la longue et sanglante guerre de Sept ans (1834-1841).

En même temps le Portugal, qui depuis 1820 avait secoué l'onéreuse tutelle économique et politique de l'Angleterre, était agité par les mêmes querelles dynastiques, compliquées des mêmes querelles de partis. Dona Maria régnait avec l'appui des libéraux; son oncle dom Miguel, soutenu par les absolutistes, lui disputait le pouvoir. Aux conférences de Münchenerz (1833), Metternich, de concert avec les représentants de la Prusse et du tsar, venait de tenter de renouveler la Sainte-Alliance et faisait espérer son appui aux carlistes et aux miguéliques. Les libéraux de Portugal et d'Espagne s'unirent à la France et à l'Angleterre par le traité de la Quadruple alliance (1834), dernier succès diplomatique de Talleyrand.

Les mariages espagnols, c'est-à-dire l'union de la reine Isabelle avec son cousin le duc de Cadix, et de la sœur d'Isabelle, dona Luisa, avec le duc de Montpensier, dernier fils de Louis-Philippe, resserrèrent encore l'alliance intime entre les maisons de France et d'Espagne (1846). Après bien du sang versé, miguéliques et carlistes furent vaincus. La péninsule hispanique fut arrachée à l'influence de la Sainte-Alliance et rentra dans le cycle des États constitutionnels.

La révolution en Italie (1831). — Il n'en était pas de même dans l'Europe centrale et orientale. L'Italie

et l'Allemagne étaient surveillées de trop près par Metternich; la Pologne, par le tsar Nicolas. Là les peuples, bien que mûrs pour la liberté, ne purent l'obtenir à cause de la pression des baionnettes étrangères. A la nouvelle du succès de la révolution de France, un long frémissement avait parcouru toute l'Italie. Mais le souvenir des répressions sanglantes opérées par les Autrichiens à Naples et dans le Piémont était encore trop récent pour qu'aucun soulèvement pût y être tenté, soit au Nord, soit au Sud. C'est le centre de l'Italie qui se mit à la tête du mouvement. Les plus ardents des carbonari, Menotti, Armandi, les deux frères Bonaparte (dont le second devait être Napoléon III) provoquèrent à Bologne une émeute : le légat du pape fut fait prisonnier et un statut constitutionnel fut acclamé; toute l'Italie fut invitée à s'affranchir. Une armée autrichienne eut vite fait de mettre à la raison les libéraux : le gouvernement provisoire fut fait prisonnier à Ancône et échangé contre le légat pontifical, moyennant promesse d'une amnistie pour les personnes et de quelques améliorations dans l'administration des Romagnes.

Comme le pape réactionnaire Grégoire XVI se prêtait de mauvaise grâce aux réformes promises, l'énergique ministre français Casimir Perier lui adressa, sous forme de *memorandum*, une réclamation destinée à assurer les mêmes réformes administratives dans tous ses Etats. Il n'eût pas été juste que les sujets révoltés fussent à leur révolte même un traitement privilégié dont auraient été exclus les sujets restés fidèles. Cette action indirecte de la France donna aux libéraux italiens une confiance exagérée. Ils provoquèrent une insurrection nouvelle, qui fut brutalement arrêtée par la victoire de l'armée pontificale à Césène. Les Autrichiens occupèrent militairement Bologne pour être à portée d'étouffer dans l'œuf de nouvelles incartades des libéraux. Mais Bologne faisait partie des Etats pontificaux; en occupant Bologne, les Autrichiens franchissaient le Pô, que les traités de 1815

avaient assigné comme limite à leur royaume lombardo-vénitien. Ils sortaient de leur sphère d'action. Casimir Perier envoya immédiatement une brigade française occuper Ancône en déclarant aux coryphées de la Sainte-Alliance que les Français resteraient à Ancône tant que les Autrichiens n'auraient pas quitté Bologne. C'est en 1839 que la double évacuation eut lieu.

Insurrection de Pologne (1830-1831). — Le sort de l'insurrection de Pologne fut encore plus affreux. Les Polonais avaient été durement traités par le grand-duc Constantin, qu'ils avaient surnommé « le tigre ». « A quoi bon, disait-il, une noblesse et des bourgeois ? Il ne faut qu'un empereur et des paysans. » Nicolas voulait plier tous ses sujets sous un despotisme uniforme. Le sort de la Pologne empirait chaque jour ; les sociétés des francs-maçons, des faucheurs, méditaient dans l'ombre une prise d'armes. Dans la nuit du 29 au 30 novembre 1830, au moment où le tsar préparait de concert avec la Prusse une intervention en Belgique dirigée contre la France, l'école militaire de Varsovie donna le signal du soulèvement. Un immense enthousiasme accueillit cette prise d'armes. Les Russes furent chassés de toutes les places où ils tenaient garnison. Malheureusement les Polonais ne formaient qu'un état-major. C'était une noblesse très brave et très chevaleresque, mais qui opprimait les paysans. Les nobles polonais étaient incapables de discipline. Dans une insurrection qui dura dix mois, ils proclamèrent sept chefs suprêmes de leur gouvernement ou de leurs armées ! Enfin les puissances leur furent, ou hostiles comme l'Autriche et la Prusse, qui redoutaient la révolte de leurs sujets polonais ; ou indifférentes, comme l'Angleterre.

Les libéraux de France demandaient à marcher au secours des Polonais. Plusieurs insurrections eurent lieu à Paris aux cris de « Vive la Pologne ! » Louis-Philippe répondit sagement que « le sang de la France n'appartient qu'à la France. » Il proposa à lord Pal-

Palmerston une médiation diplomatique, dont ne voulut pas entendre parler le ministre anglais. Les Polonais, bien qu'abandonnés à leurs seules forces, remportèrent plusieurs belles victoires dans les environs de Varsovie. La plus sanglante fut celle d'Ostrolenka, due à la valeur du dictateur Srynecki. Le général russe Diébitch mourut du choléra. Mais son successeur Paskiéwitch, grâce à la connivence de la Prusse, dirigea sur Varsovie, par la rive gauche de la Vistule, une attaque qui réussit. La prise de Varsovie marqua la fin de la lutte, qui fut suivie d'atroces exécutions. Les libéraux prisonniers furent frappés du knout (fouet à lanières de cuir) et envoyés en Sibérie, où ils étaient condamnés aux travaux forcés dans les mines. Un grand nombre de Polonais vinrent chercher refuge en France et y furent accueillis avec le plus généreux empressement. Mais la Pologne retomba sous le joug du tsar, et tous ses efforts pour reconquérir son indépendance n'ont servi jamais qu'à serrer plus étroitement la chaîne dont elle est liée.

Progrès de la Prusse. Le Zollverein.—L'Évangélisme. — Grâce à la rigoureuse police organisée depuis 1820 contre les universités, contre la presse, contre toutes les manifestations d'une pensée active et indépendante, l'Allemagne semblait avoir abdiqué toute aspiration libérale et ignorer ce que c'est qu'un gouvernement libre. La révolution de 1830 n'effleura même pas ce calme. Jusqu'en 1848, l'Allemagne marcha au gré de Metternich, strictement soumise au régime de la Sainte-Alliance. Mais déjà à l'égard de l'Allemagne Frédéric-Guillaume III cherchait à se poser comme le représentant de l'unité. En vertu de leur souveraineté, les princes allemands avaient chacun pour ses États ses douanes particulières. Ces entraves à la circulation des produits étaient une cause de gêne extrême pour le commerce. La Bavière et le Wurtemberg formèrent les premiers une union douanière; les États du nord, ceux du centre et ceux du midi de l'Allemagne

suivirent cet exemple et constituèrent trois groupes distincts. En 1833, la Prusse réunit en une seule les trois associations. Son tarif de douanes fut accepté par tous les États de la Confédération. Trois principes communs furent adoptés : 1^o législation uniforme aux frontières avec liberté complète du commerce à l'intérieur; 2^o caisse en commun des recettes et partage proportionnel au chiffre des affaires; 3^o égalité absolue de tous les membres du Parlement douanier. L'assemblée des commissaires qui formaient ce Parlement revisait les tarifs, arrêtait les comptes et jugeait les infractions aux règlements. La Prusse prit bien vite la direction du Parlement douanier; elle habitua les petits États à subir son intervention dans leurs affaires intérieures. Ainsi fut constitué le *Zollverein*, ou union douanière de l'Allemagne. L'Autriche en était exclue. Frédéric-Guillaume III fit aussi de la Prusse la grande puissance protestante : il réunit par un éclectisme adroit toutes les sectes luthériennes et calvinistes dans l'*évangélisme*, qui devint une religion d'État. Le roi de Prusse, chef du protestantisme allemand, acquit ainsi un nouveau prestige.

Frédéric-Guillaume IV. — Par la prospérité économique, par la force morale, l'État prussien ne cessait pas de grandir. Mais il restait asservi au plus complet despotisme. Le nouveau roi Frédéric-Guillaume IV (1840-1861) était, comme un autre Charles X, entiché du pouvoir absolu : beau diseur, lettré, pédant, il considérait la Prusse comme une caserne où tout devait être soumis à la discipline militaire. Par haine de Louis-Philippe, le roi de la Révolution, il était entré avec l'Angleterre, l'Autriche et la Russie dans la quadruple alliance de 1840 contre la France¹. Il avait accordé à ses sujets en 1847, sous le nom d'États généraux, une véritable parodie de représentation nationale, où les députés des villes et des campagnes étaient en nombre

1. Voir notre cours de seconde année, chap. xx.

inférieur à ceux de la noblesse. Cette assemblée n'avait à discuter ni la loi, ni les impôts; elle ne délibérait que sur les questions qu'il plaisait au roi de lui poser et quand il trouvait bon de la réunir. Ainsi la prérogative royale restait intacte. Frédéric-Guillaume IV ne dissimulait nullement sa véritable pensée à cet égard. « Je ne vous aurais pas convoqués, dit-il dans la séance d'ouverture, si j'avais eu le moindre doute que vous puissiez songer à jouer le rôle de soi-disant représentants du peuple. »

La révolution de 1848 en Allemagne. — A Berlin et à Vienne, la sécurité était encore complète au début de l'année 1848. Depuis trente-trois ans Metternich présidait pacifiquement aux destinées de l'Allemagne et à la marche des grandes affaires européennes. Il exerçait sur le nouvel empereur Ferdinand I^{er} (1835-1848) un empire aussi absolu que sur son père François I^{er}. Il avait réussi à préserver l'Allemagne et l'Italie de ces « sottes constitutions », qui étaient à ses yeux les plus dangereuses maladies pour un État. C'est au milieu de ce ciel serein qu'éclata subitement le grand coup de tonnerre de la révolution de février 1848. L'Allemagne tout entière tressaillit. Des émeutes et des insurrections éclatèrent dans toutes les grandes villes. A Berlin, le peuple réclama la démission de ministres hostiles à tout progrès. Ceux-ci firent charger la foule par les troupes, mais l'insurrection fut victorieuse et le roi fut forcé de paraître à son balcon et de se découvrir devant les cadavres des émeutiers morts pour la cause de la liberté. A Vienne, Ferdinand I^{er}, dès le mois de mars, avait promis une constitution pour gagner du temps. Les étudiants provoquèrent une grande manifestation aux cris de : « Vive la constitution! vive la liberté de la presse! » L'empereur s'enfuit à Innsbrück; Metternich se réfugia à Londres, où il retrouva une autre grande victime de la Révolution, le ministre français Guizot. Une Constituante se réunit à Vienne, proclama l'affranchissement

des serfs et élabora une charte constitutionnelle. L'empereur Ferdinand I^{er}, ne voulant pas exercer une autorité soumise à un contrôle, abdiqua en faveur de son neveu François-Joseph et alla cultiver dans la retraite ses chères études sur l'art héraldique.

Aspirations nationales. — En Bohême, les Allemands formaient seulement un peu plus du tiers de la population. A Prague, les Tchèques d'origine slave se soulevèrent et réclamèrent un grand congrès de toutes les nations slaves de l'empire d'Autriche. En Hongrie, les Magyars, de race asiatique comme les Turcs, avaient réussi à maintenir quelques-uns de leurs priviléges nationaux. L'empereur d'Autriche ne gouvernait le pays qu'à titre de roi de Hongrie, reconnu et installé par la diète, où les nobles siégeaient armés et éperonnés. Après la chute de Metternich une insurrection éclata à Pesth; un gouvernement provisoire, composé de Magyars, fut nommé, et l'empereur dut accorder à la Hongrie un ministère spécial où entrèrent les chefs du mouvement : Kossuth, Bathanyi, Deak, Esthérazy : le magyar fut déclaré langue officielle dans tout le royaume de Hongrie. L'union personnelle des deux couronnes d'Autriche et de Hongrie sur la tête de l'empereur-roi fut seule maintenue; tous les autres liens entre les deux États furent rompus. Ainsi c'était parmi tous les peuples faisant partie de cette disparate monarchie autrichienne la même aspiration vers la liberté. Seulement chaque race la réclamait pour elle, tout en voulant maintenir l'asservissement des autres races rivales. Ainsi les Allemands applaudirent au bombardement et à la prise de Prague par le prince de Windischgrätz et à l'écrasement de l'insurrection tchèque de Bohême. Les Allemands voulaient aussi soumettre les Hongrois révoltés, tandis que ceux-ci refusaient aux Slaves de Croatie l'usage de leur langue nationale et une constitution autonome, et ils offraient leur aide valeureuse pour subjuger les Italiens révoltés contre le joug autrichien. Combien ces aspira-

tions égoïstes de chaque nationalité étaient différentes de la généreuse propagande française, qui souhaite également pour toutes les nationalités opprimées la pleine indépendance !

Aspirations vers l'unité italienne. — L'Italie de même était remuée par un ardent désir de former une grande nation unie. Depuis 1831, l'avènement de Charles-Albert au trône de Sardaigne avait relevé les espérances des libéraux. Des sociétés secrètes, comme les *Carbonari* et la *Jeune Italie*; des journaux, comme la feuille célèbre *Ora e sempre* (Maintenant et toujours), qui se publiait à Marseille, développaient le sentiment national. Des penseurs, des publicistes cherchaient à donner un corps aux revendications. Les uns (Massimo d'Azeglio, le marquis Capponi, etc.) réclamaient une monarchie constitutionnelle fortement organisée en faveur de la maison de Savoie. Les autres (Balbo, l'abbé Gioberti) préconisaient la formation d'une confédération d'États italiens, sous la présidence du pape. Rome serait la tête et Turin le bras de l'Italie. C'était l'époque où le nouveau pape Pie IX appelait le comte Rossi à diriger son ministère, créait à Rome un parlement, formé de deux Chambres, destiné à émettre des vœux qu'examinerait le Conseil d'État, composé de cardinaux. Un souffle libéral passait sur toute l'Italie; à l'exemple du pape, Charles-Albert promulguait le *Statut piémontais*; Léopold III de Toscane accordait une constitution à ses sujets; Ferdinand II de Naples, contraint par la révolte, se résignait à en octroyer une. Sauf dans les pays soumis à l'Autriche, l'Italie allait jouir de la liberté. Mais toutes ces constitutions étaient en retard de dix-huit ans. Elles étaient copiées sur la Charte française de 1830.

La révolution de 1848 en Italie. — La révolution de 1848 ébranla fortement les trônes des monarques italiens. Un même cri retentit dans toute la péninsule « *Fuori i Tedeschi!* Dehors, les Allemands! » Les contingents

de tous les États vinrent se ranger sous les étendards de Charles-Albert; Milan et Venise chassèrent les Autrichiens; et Charles-Albert, deux fois vainqueur à Goito et à Pastrengo, les repoussa dans le célèbre quadrilatère constitué par les quatre places de Mantoue, Peschiera, Vérone et Legnago. Parme, Modène, Florence se débarrassèrent de leurs ducs. La république fut proclamée à Venise sous le doge Daniel Manin; à Rome, sous le triumvirat de Mazzini, Garibaldi et Cernuschi, et à Florence sous Guerazzi.

Mais des querelles éclatèrent entre les modérés et les exaltés; les catholiques réclamaient la restauration du pape Pie IX dans les États pontificaux. Le vieux maréchal Radetzki sortit du quadrilatère avec des renforts, battit Charles-Albert à Custoza, soumit toute la Vénétie, sauf Venise, et rentra à Milan. Charles-Albert, en vertu de l'armistice de Salasco, dut reconnaître à l'empereur d'Autriche la possession de tout le royaume lombardo-vénitien. Les exaltés jetèrent les hauts cris, accusèrent Charles-Albert de trahir la cause de l'Italie, le forcèrent à reprendre les armes dans des conditions désavantageuses. Son armée de patriotes fut complètement écrasée par Radetzki à Novare (mars 1849). Charles-Albert désespéré abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II. Les Autrichiens occupèrent Bologne, Ancône, toute la Toscane. Une expédition française envoyée, malgré la vive opposition des libéraux de France, par le prince président Napoléon Bonaparte, enleva Rome à Mazzini et à Garibaldi et y rétablit le pape Pie IX dans tous ses anciens droits. Les Autrichiens reprisent Florence, et l'héroïque Manin leur rendit Venise, décimée par le choléra et par le bombardement, affamée par un long siège. Le pape Pie IX, désabusé de la liberté, se mit désormais à la tête d'une croisade acharnée contre toute idée libérale, contre tout progrès. Exécutions juridiques, proscriptions et emprisonnements frappèrent les libéraux. Les princes se vengeaient de la peur qu'ils

avaient ressentie. C'était un nouveau triomphe de la force sur le droit.

L'insurrection hongroise. — En Hongrie une épouvantable guerre de races avait éclaté. Le grand agitateur Kossuth appelait le peuple magyar à la liberté. Mais Kossuth était protestant et partisan de l'établissement d'une république démocratique. Les Hongrois étaient des catholiques fervents : leur chevaleresque noblesse exerçait dans la nation une incontestable suprématie. Leur grand tort fut de refuser aux Slaves de Croatie et aux Roumains de Transylvanie l'autonomie qu'ils réclamaient pour eux-mêmes. Le ban ou chef des Croates, Jellachich, s'unit avec ses Slaves aux Allemands de Windischgrätz et aux Russes de Paskiéwitch, gracieusement offerts par Nicolas I^e, pour accabler les Hongrois. Leur révolte fut noyée dans le sang. Le ministre Schwarzenberg, « un Metternich armé », rétablit dans son intégrité l'autorité si fortement ébranlée des Habsbourg (1849).

L'idée d'unité en Allemagne. — L'Allemagne allait-elle au moins conquérir cette indépendance nationale qu'elle refusait avec une inquiétude jalouse aux Slaves, aux Magyars et aux Italiens ! Allait-elle accomplir enfin la grande œuvre de son unité ? Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV y travailla avec activité. Il semblait vouloir se consoler, en jouant en Allemagne un grand rôle, de ses déboires au moment de l'insurrection de Berlin. Il profita du mouvement libéral de 1848 pour exciter une agitation générale en faveur de la grande patrie allemande, afin de donner un dérivatif aux prétentions de son peuple. Il proposait de transformer la confédération des États allemands en un seul État confédéré ; de faire nommer les représentants à la diète de Francfort, non par les princes, mais par le peuple allemand ; d'adopter pour toute l'Allemagne un système militaire uniforme, un pavillon unique, un même système de poids et de mesures, et d'instituer un tribunal fédéral suprême.

Le Parlement de Francfort. — Ces vœux furent bien près d'être réalisés. La diète de Francfort vota la constitution d'un Parlement allemand nommé au suffrage universel direct à raison d'un député pour 50 000 habitants. Elle élut un comité de cinquante membres chargé de diriger les affaires jusqu'à la réunion de l'assemblée nationale. Le Parlement national allemand se réunit à Francfort en mai 1848. Le président élu, Gagern, résuma très bien les aspirations des Allemands dans son discours d'ouverture : « L'Allemagne veut être une ; elle veut être un grand empire, régi par la volonté nationale, avec le concours de toutes les classes de citoyens et de tous les gouvernements. Voilà l'idéal que l'assemblée devra réaliser. » Mais comment réaliser l'unité allemande sans détruire les États particuliers ? Les petits princes souverains devaient être hostiles à toute mesure qui diminuerait leur autorité. Où fixer les limites de la nouvelle Allemagne ? L'Autriche voulait y faire comprendre tous ses États, même les non-allemands. C'eût été la *grande Allemagne*. Le Parlement de Francfort déclara qu'à l'Allemagne ne pourraient être réunis des États non allemands. Cependant il fut décidé que le Tyrol, le grand-duché de Posen et le Sleswig y seraient compris. Cette *petite Allemagne*, comme l'appelait dédaigneusement l'Autriche, faisait suffisamment litière du principe des langues et des nationalités. En somme le *Vaterland*, la patrie allemande, dépassait de beaucoup les limites de la vraie Allemagne : le Parlement allemand déclarait que le Mincio servirait de frontière à l'empire allemand ; que l'Alsace et la Lorraine devaient y être incorporées. C'était vouloir le grossir contre tout droit.

La vieille diète de Francfort, qui s'obstinait à rester en fonctions, fut dissoute ; l'archiduc autrichien Jean fut nommé viceaire de l'empire et un ministère de l'empire fut créé sous la présidence de Schmerling. Mais la difficulté de choisir le chef suprême fit tout échouer : nommer un directoire ou un triumvirat, c'était perpétuer les

divisions ; prendre l'empereur en dehors des dynasties d'Autriche et de Prusse, c'était sombrer sous le ridicule ; nommer l'empereur dans une des deux maisons, c'était avoir l'autre pour ennemie. L'Autriche refusa de se séparer de ses États de nationalité non allemande. La couronne impériale fut proposée au roi de Prusse ; Frédéric-Guillaume IV la refusa. Vainqueur de la révolution en Prusse, roi de droit divin dans ses États, il ne voulait pas devenir l'empereur constitutionnel d'un État démocratisé : c'eût été à ses yeux une déchéance.

Antagonisme croissant de l'Autriche et de la Prusse. — A ce moment, l'Autriche, victorieuse en Italie et en Hongrie, cherchait à ressaisir la domination de la confédération. Au contraire le roi de Prusse avait échoué dans sa tentative pour enlever au Danemark les duchés de Holstein et de Sleswig. Cependant, s'il avait refusé une couronne offerte par les révolutionnaires, il n'avait pas renoncé à ses projets de domination en Allemagne. Il conclut des traités particuliers avec vingt-sept des trente-huit États allemands, et parmi eux avec la Saxe et le Hanovre ; c'était *l'union restreinte* qui aurait pu s'étendre par la suite. L'Autriche s'opposa à cet accroissement de la puissance prussienne. Une guerre semblait imminente. Le circonspect Frédéric-Guillaume n'osa pas s'y engager. Par la *convention d'Olmütz* (29 nov. 1850), il renonça à l'union restreinte. L'Autriche, dans les conférences de Dresde, chercha alors à traiter avec les princes allemands pour constituer l'unité sous son patronage. Mais la Prusse, appuyée par une intervention diplomatique de la France, réclama le rétablissement pur et simple du pacte de 1815. La vieille diète de Francfort fut reconstituée : c'était l'avortement complet de cet effort vers l'unité.

Conclusion. — De 1830 à 1850, la France reste à la tête des idées et à la source des inspirations politiques. Ses deux révolutions de Juillet et de Février ont dans toute l'Europe un écho retentissant. En 1830, un premier

progrès commence. Tous les États compris dans la sphère de l'influence française obtiennent au bout de peu de temps le gouvernement parlementaire : la Belgique, l'Espagne et le Portugal, le Piémont et la Suisse. L'Allemagne féodale résiste encore : elle est la dernière citadelle de la Sainte-Alliance. En 1848, l'ébranlement est plus profond encore. L'Allemagne à son tour est entamée. Chacune des races opprimées se soulève presque en même temps. Mais elles se jaloussent entre elles et ne savent pas s'armer contre l'opresseur commun. L'Allemagne, la Hongrie, l'Italie retombent donc sous le joug, comme la France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Cependant la France a lancé dans le monde une idée nouvelle : elle a proclamé la légitimité du suffrage universel, comme condition de la souveraineté nationale. L'idée fait son chemin et achève de ruiner l'édifice chancelant de la Sainte-Alliance. Désormais les nations ne réclament plus seulement un gouvernement parlementaire : elles veulent obtenir des institutions démocratiques avec le suffrage universel comme base.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

ALLEMAGNE ET ANNEXES : Francfort-sur-le-Mein. — Olmütz en Moravie. — Münchengrätz en Bohême. — Dresden en Saxe. — Buda-Pest en Hongrie. — Ostrolenka en Pologne, au nord de Varsovie.	ITALIE : Peschiera, Mantoue sur le Mincio. — Vérone, Legnago sur l'Adige. — Goito, Pastrengo, Custoza, champs de bataille voisins du quadrilatère. — Novare, près du Tessin. — Césène dans la Romagne.
--	---

SUJET A ÉTUDIER

Le régime parlementaire. — 1^o *En quoi il consiste.* — Le parlement (une ou plusieurs chambres) chargé de faire les lois, de voter les impôts, de contrôler les actes de l'autorité exécutive, consacre le gouvernement de la nation par la nation ou *self government* (que ce soit un roi ou un président de la République qui exerce le pouvoir).

2^e Ses difficultés. — Il faut qu'il y ait équilibre entre les deux pouvoirs : toujours l'exécutif doit être subordonné au législatif. Mais le pouvoir exécutif dans sa sphère d'action doit garder une indépendance propre. — Équilibre qui a été souvent rompu : tantôt usurpation du pouvoir législatif (comme au temps de l'Assemblée législative, de la Convention et du Directoire); tantôt coups d'État de l'exécutif (18 brumaire, 2 décembre). — Ainsi fonctionnement délicat et extrême fragilité de ce régime.

3^e Ses avantages. — Son extrême souplesse. Quand il fonctionne régulièrement, il économise les coups d'État, les guerres civiles, les révolutions. Il substitue les bulletins de vote aux coups de fusil.

Le régime parlementaire est en train de faire le tour du monde.

L'Europe de 1830 à 1850.

Caractère général. { Atteintes nombreuses portées à la politique de la Sainte-Alliance.
{ L'esprit libéral fait des progrès grâce à l'Angleterre et surtout à la France.

I. Succès de la politique libérale.

1^e BELGIQUE. { La Révolution (1830). — Le royaume de Belgique (1831) : Léopold de Saxe-Cobourg.
{ Double intervention française (1831-1832). — Traité des 34 articles (1839). — Neutralité de la Belgique.
2^e ESPAGNE ET PORTUGAL. { Ferdinand VII abroge la loi salique. — Isabelle II et les libéraux. — Don Carlos et les absolutistes.
{ La quadruple alliance (1834). — Les mariages espagnols (1846).

II. Echecs de la politique libérale.

1^e ITALIE. { Soulèvement de la Romagne. — Intervention autrichienne. — Le memorandum de Casimir Perier (1831).
{ Nouveau soulèvement. — Les Autrichiens à Bologne. — Les Français à Ancône (1832).
2^e POLOGNE. { Le tsar Nicolas et le grand-duc Constantin. — Insurrection militaire de Varsovie (1830).
{ Vict. de Synecki. — Bataille d'Ostrolenka. — Prise de Varsovie par Paskiewitch (1831). — Répression sauvage.

I. Les aspirations vers la liberté et la nationalité.

1^e ALLEMAGNE. { Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. — Le Zollverein (1833). — L'Évangélisme.
{ Les émeutes de 1848 à Berlin — à Vienne — à Prague — à Buda-Pest. — Chute de Metternich.
{ Les soulèvements nationaux se compliquent de guerres de races. — Le programme du parlement de Francfort.
{ Le roi de Sardaigne Charles-Albert. — Les réformes du pape Pie IX. — Les constitutions italiennes de 1847.
2^e ITALIE. { Double conception des unitaires. { 1^o L'Italie unie sous la monarchie de Savoie.
{ 2^o L'Italie fédération d'Etats sous la présidence du Pape.
{ Mouvement de 1848. — Les Autrichiens chassés de la Lombardie et de la Vénétie. — La république à Venise, Florence et Rome.

II. La répression.

1^e ALLEMAGNE. { Sanglante répression de l'insurrection hongroise. — Echec du parlement de Francfort.
{ La Prusse ni l'Autriche ne peuvent réaliser l'unité allemande. — Rétablissement de la confédération de 1815.
2^e ITALIE. { Restauration du gouvernement autrichien et des princes bannis. — L'expédition française de Rome.
Conclusion. { Le triomphe nouveau de la politique d'oppression n'est pas de longue durée.
{ Les peuples ne vont plus seulement réclamer un gouvernement parlementaire, mais le suffrage universel et le gouvernement démocratique.

1^e période : 1830-1848
2^e période : 1848-1850
Contre-coup de la Révolution de 1848.

2^e Contre-coup de la Révolution de 1848.
Contre-coup de la Révolution de 1848.

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

L'EUROPE CONTEMPORAINE, DE 1850 A NOS JOURS

Caractère de l'époque contemporaine. — Il serait difficile de déterminer le caractère général des événements qui remplissent la seconde moitié du XIX^e siècle et de définir les tendances de l'Europe contemporaine.

La période comprise entre 1789 et 1815 avait vu l'expansion des idées et des principes de la Révolution française ; puis les nations, longtemps pliées aux caprices de Napoléon, se ressaisissant, se groupant contre lui et finissant par détruire son immense et fragile empire.

La période qui s'étend de 1815 à 1850 nous avait montré les aspirations libérales des peuples, leurs efforts comprimés par la Sainte-Alliance, stimulés par nos révoltes de 1830 et de 1848, triomphant ici, écrasés là ; l'Espagne et le Portugal dotés d'institutions parlementaires, la Belgique affranchie du joug hollandais, autour de la France et de l'Angleterre, où se développait le régime constitutionnel, pendant que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Pologne étaient à plusieurs reprises durement remises sous le joug des souverains absolus.

Depuis 1850 il n'y a plus de principes ni de grandes lignes dans la politique européenne. Certes, les luttes

n'ont pas manqué : guerre de Crimée (1854-1855), guerre d'Italie (1859), guerre austro-prussienne (1866), guerre franco-allemande (1870-71), guerre des Balkans (1877-78); ni les grands faits : création du royaume d'Italie, établissement du dualisme austro-hongrois, fondation de l'empire d'Allemagne, démembrément de l'empire ottoman, etc. Mais ce demi-siècle troublé n'est mené par aucune idée, dominé par aucune puissance. Jusqu'en 1870 l'Europe est plutôt agitée que conduite par la politique napoléonienne. De 1870 à nos jours, les rivalités des États anciens et nouveaux, leurs ambitions, leurs desseins de revanche, font l'équilibre européen plus instable qu'il n'a jamais été.

Tendances des divers Etats. — En réalité, voilà environ cinquante ans que les diverses nations suivent leur voie ou subissent leurs destinées sans qu'aucun courant général les entraîne, sans qu'aucun faisceau de forces les contienne.

Nous les étudierons donc isolément, tout en rappelant les querelles qui plusieurs fois les ont mises aux prises. Et, pour comprendre leur présent, nous rappellerons sommairement leur passé. On verra dans certains chapitres comment l'effort séculaire des vieilles dynasties porte aujourd'hui ses fruits; dans d'autres, de quelle façon le génie et l'instinct des races s'affirment par l'œuvre politique, économique et sociale des peuples.

Ainsi l'Angleterre, qui aujourd'hui développe ses libertés et accroît sa richesse, est bien l'héritière de celle qui a fait la Grande Charte et fondé le Parlement; elle est aussi la continuatrice d'Elisabeth et de Cromwell.

Si l'Allemagne s'est unifiée sous nos yeux, c'est par le Brandebourg et la Prusse, sous la dure main des Hohenzollern, avec les successeurs du grand électeur, du roi-sergent, de Frédéric II.

En Autriche, l'antagonisme des races, qui a imposé le dualisme et qui menace encore l'empire de nouvelles crises, est le résultat de la politique des Habsbourg, qui

ont beaucoup plus travaillé à soumettre l'Europe qu'à créer un peuple et un État.

Pour comprendre comment l'unité de l'Italie s'est faite si promptement, même en tenant compte du concours de la France, il faut suivre d'une part l'idée de la patrie italienne pieusement gardée au milieu des dissidences, sous la servitude étrangère, par les lettres et les arts, d'autre part la tenace et subtile politique de la maison de Savoie, depuis le jour où elle a jeté son dévolu sur la péninsule divisée.

Le démembrément de l'empire ottoman est la fin d'un « campement », d'une domination militaire qui s'est superposée à des races diverses, sans rien faire pour les pénétrer, pour se les assimiler.

La Russie, la dernière venue parmi les puissances européennes, continue, avec cette longue patience qui est son génie, le travail intérieur et extérieur des Iwan, de Pierre le Grand, de Catherine II ; elle s'enfonce peu à peu avec les éléments slaves dans les complications européennes, tout en s'étendant lentement sur l'Asie, dont elle s'est à peine dégagée.

De même pour les États de second ordre, il faut évoquer le passé militaire et religieux de l'Espagne, les précédents économiques de la Belgique et de la Hollande, les traditions de liberté rustique et d'active initiative de la Suisse pour apprécier leur situation actuelle. Enfin il convient de rappeler le souvenir du rôle brillant momentanément joué par le Portugal, le Danemark, la Suède, pour expliquer comment ces puissances n'ont pu soutenir longtemps une suprématie hors de proportion avec leurs ressources.

Essayer de deviner ce que sera *demain* est peut-être téméraire ; c'est s'y préparer toutefois que tâcher de connaître l'*histoire d'hier*.

CHAPITRE VI

ROYAUME UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE

1^{re} PARTIE : LA CONSTITUTION ANGLAISE

- I. Origines des libertés anglaises.** — La Grande Charte (1215); le Parlement (1265). — Chambre des Lords et Chambre des Communes. — Eclipse des libertés publiques sous les Tudors.
- II. Les Révolutions d'Angleterre.** — Lutte politique et religieuse de la nation contre les Stuarts. — Révolutions de 1648 et de 1688. — Guillaume III et le bill des droits (1689).
- III. Développement de la monarchie constitutionnelle.** — Hommes d'Etat et orateurs du XVIII^e siècle. — Les whigs et les tories.
- IV. Réformes accomplies dans la Constitution au XIX^e siècle.** — Hommes d'Etat libéraux et conservateurs. — Les diverses lois de réformes électorales de 1832 à 1885. — La Chambre des Lords. — Réformes politiques, sociales; l'enseignement populaire.

Le peuple anglais. — Si l'on considère les nations européennes comme autant de personnes, ayant chacune son caractère particulier, ses qualités propres, son rôle dans l'histoire, il est peu d'individualités aussi énergiques et de destinées aussi grandes que celles du peuple anglais. Deux traits surtout le distinguent entre tous les autres. D'une part, il a créé, dès le moyen âge, les institutions de liberté dont l'ensemble s'appelle le régime parlementaire; il les a énergiquement maintenues, il n'a

guère cessé de les développer et de les perfectionner. D'autre part, il a continuellement accru sa richesse, sous les formes diverses de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de l'empire colonial, et son activité économique s'étend, à cette heure, sur le monde entier.

C'est de ses institutions que nous nous occuperons d'abord, en remontant à leurs lointaines origines.

Le régime parlementaire. — Dans les sociétés contemporaines, le régime parlementaire est le seul qui puisse assurer efficacement l'intervention du peuple dans les affaires publiques. Les nations modernes sont trop populeuses, et, malgré toutes les facilités de communication, elles ont des frontières trop étendues pour que chacun en chaque circonstance puisse délibérer et voter sur les affaires d'intérêt commun. Les citoyens d'une même patrie doivent donc déléguer leurs propres pouvoirs à des représentants librement élus. Ces élus, qu'ils constituent une ou plusieurs Chambres, forment le *Parlement*. Ils sont appelés à voter les lois, à discuter le budget, à délibérer sur les questions relatives à la paix, à la guerre, aux traités avec les nations étrangères. L'ensemble des lois destinées à régler l'exercice du pouvoir législatif par le Parlement et ses rapports avec le pouvoir exécutif s'appelle *Charte* ou *constitution*. Réclamer une constitution, c'est demander à un souverain qu'il impose de lui-même des limites à son autorité absolue, en prenant l'avis d'un Parlement. Les souverains ne se résignent ordinairement à cette concession extrême que contraints par la force. Le plus souvent même ils se laissent renverser du trône plutôt que d'accéder aux vœux de leurs sujets. Dans l'Europe contemporaine, la plupart des nations n'ont obtenu que récemment et par des révolutions la satisfaction de leurs aspirations légitimes à la liberté. L'Angleterre a commencé sa révolution en plein moyen âge, au XIII^e siècle, par la *Grande Charte* et la création du Parlement. Elle l'a achevée en 1689 par le *bill des droits*.

La Grande Charte. — Jean sans Terre, un des plus misérables rois qu'ait eus l'Angleterre, après avoir perdu par sa lâcheté les provinces qu'il possédait en France, faisait peser sur son royaume la plus dure des tyrannies. Le clergé, les barons et la bourgeoisie s'unirent contre lui, et leurs délégués, réunis en armes près de Windsor, le 15 juin 1215, le forcèrent à signer un pacte qu'on a appelé la Grande Charte. Ce pacte contenait trois articles essentiels : la formation d'un *commun conseil du royaume*, composé des prélats et des barons, qui alors étaient seuls censés représenter la nation ; l'obligation de consulter ce conseil pour toute levée d'im-pôts ; le principe que nul ne pouvait être arrêté, détenu, lésé dans sa personne et dans ses biens sauf par le jugement de ses pairs (ou égaux), selon la loi. En somme, sous des formes un peu obscures, la Grande Charte renfermait les trois assises du régime parlementaire : représentation nationale, impôt consenti, liberté individuelle.

Le Parlement (1265). — Mais la base de la représentation nationale, limitée au clergé et à la noblesse, était trop étroite. Elle fut élargie, un demi-siècle plus tard, sous le faible roi Henri III. Un puissant seigneur, le comte de Leicester, ayant levé une armée et vaincu son souverain, convoqua à Londres un grand Parlement, où furent admis, avec les prélats et les barons, des bourgeois élus par les principales villes du royaume. Leicester fut peu après vaincu et tué ; mais sa création lui survécut. Les délégués de la nation allaient désormais surveiller et diriger l'action de la royauté.

Développement de cette institution. — Les deux Chambres. — Ces institutions rudimentaires se perfectionnèrent pendant tout le cours du XIV^e siècle, principalement sous les trois Édouard. Il est bon de noter ici la différence profonde qui existe à cet égard entre la France et l'Angleterre. En France, c'est la féodalité qui est l'ennemie : le roi lutte contre elle ; il trouve le plus souvent des auxiliaires dans le clergé et surtout

dans le tiers état. En Angleterre, c'est la royauté qui est suspecte, et les trois ordres de la nation sont ordinairement unis contre elle.

Un perfectionnement très important fut la division du Parlement en deux Chambres. Dans l'une, la *Chambre des Lords*, siégeaient les représentants de la haute aristocratie ecclésiastique et laïque, les prélates et les barons; l'autre, la *Chambre des Communes*, comprenait la petite noblesse, les chevaliers élus par les comtés et les bourgeois élus par les cités et les bourgs. Ces deux Chambres étendirent progressivement leur contrôle sur le pouvoir royal. Leur convocation devint fréquente, presque annuelle, par suite du besoin d'argent qu'avaient les rois, pour faire la guerre en Écosse et en France. Elles mirent en accusation des officiers de la couronne. Elles déposèrent même un roi, Richard II, et transférèrent la couronne à son cousin Henri IV de Lancastre (1399).

Les Tudors. — Après cette période de progrès, les libertés anglaises subirent un temps d'arrêt. Ce fut après une violente guerre civile, la guerre des deux Roses, qui décima l'aristocratie et bouleversa le pays. La nation, épaisse par ces longs désordres, subit par lassitude le pouvoir presque absolu d'une nouvelle dynastie, les Tudors (1485-1603). Henri VIII, un tyran capricieux et cruel, qui fut marié six fois et fit périr deux de ses femmes sur l'échafaud, sépara l'Angleterre de l'Église romaine, se fit le chef religieux de ses sujets et persécuta avec la même violence les catholiques et les protestants. Sous son fils, Édouard VI, et ses filles, Marie et Élisabeth, le peuple anglais oscilla au gré de ses souverains entre le catholicisme et le protestantisme, et finit par adopter une sorte particulière de protestantisme, l'anglicanisme. La royauté réunit ainsi les pouvoirs temporel et spirituel. Les Parlements étaient toujours convoqués, mais, sans autorité et sans énergie, ils ne faisaient qu'enregistrer les volontés monarchiques.

Les Anglais subirent ce despotisme, parce que les

Tudors leur donnaient la richesse et la puissance extérieure, en compensation des libertés perdues. On verra, au chapitre suivant, que cette période, surtout le règne d'Élisabeth, fut une des plus brillantes au point de vue du rôle extérieur de l'Angleterre.

Les Stuarts. Première révolution (1648). —

Cromwell. — Mais les traditions de liberté ne faisaient que sommeiller. Elles se réveillèrent au XVII^e siècle et leur réveil produisit deux révolutions, celle de 1648 et celle de 1688.

Aux Tudors avait succédé une dynastie d'origine écossaise, les Stuarts (1603-1688). Ceux-là ne surent ni satisfaire au dehors l'orgueil de l'Angleterre, ni développer ses ressources au dedans. Bien plus, les deux premiers, Jacques I^{er} et Charles I^{er}, prétendirent ériger en principe l'absolutisme qui n'était qu'un fait. Ils convoquèrent rarement les Parlements, entrèrent souvent en conflit avec eux, et, à plusieurs reprises, prétendirent s'en passer tout à fait. L'Angleterre revendiqua ses droits. Un Parlement, appelé le *Long Parlement* (parce qu'il siégea 13 ans), se mit en lutte ouverte contre le roi : Charles I^{er} fut vaincu, jugé, exécuté (1649) et la république proclamée.

Mais cette première victoire ne profita pas aux libertés publiques. L'Angleterre s'était donné un maître encore plus absolu, dans la personne de Cromwell. Ce *Protecteur*, véritable dictateur, appuyé sur l'armée, chassa les membres du Parlement qui ne lui obéissaient pas, puis les débris mêmes de ce long Parlement mutilé (1653). Il avait le génie d'un homme d'État ; il fit jouer à son pays un grand rôle en Europe. Le pays le supporta ; mais, dès qu'il fut mort, le peuple prit en horreur le régime militaire, qui tournait à l'anarchie, et se prononça hautement en faveur du fils du roi décapité (1660). Charles II Stuart fut rappelé sur le trône de son père.

Les Stuarts (suite). Révolution de 1688. Guillaume III. — La nation corrigée rappelait la

dynastie incorrigible, car Charles II et Jacques II recommencèrent la lutte contre les libertés publiques, le premier avec une certaine habileté, le second avec une maladresse brutale qui hâta la chute de la dynastie.

Durant toute cette crise du XVII^e siècle, les questions religieuses et les questions politiques avaient été mêlées d'une façon très compliquée. En 1688, les termes du problème devinrent plus simples. Jacques II s'annonçait hautement comme le destructeur du régime parlementaire et de l'anglicanisme. Il voulait rétablir le catholicisme et régner en roi absolu, comme Louis XIV. L'Angleterre se prononça presque tout entière contre cette double prétention. Elle appela le gendre de Jacques II, Guillaume d'Orange, stathouder de Hollande, chef d'une république protestante, adversaire résolu de Louis XIV. Il débarqua à Torbay, avec une armée sur les drapeaux de laquelle était l'inscription significative : « Pour la religion (protestante) et pour la liberté. » Il n'eut pas besoin de combattre. Jacques II, abandonné de tous, s'enfuit en France (1688). La révolution était cette fois définitive.

Le bill des droits (1689). — Guillaume III n'était pas seulement appelé au trône comme gendre du roi déchu. Il régna en vertu d'un contrat conclu avec le Parlement. Ce contrat, appelé *bill des droits*, précise les clauses de la Grande Charte et constitue définitivement le régime parlementaire. La royauté ne pourra plus désormais suspendre l'action des lois ni lever des impôts non consentis. Elle ne pourra plus priver la nation de sa représentation; le Parlement doit être élu tous les trois ans (un peu plus tard en 1715, la durée normale d'un Parlement fut fixée à sept ans.) Le roi gouvernera avec la majorité du Parlement, en appelant au ministère des membres de cette majorité, et le ministère forme un tout homogène dont les membres sont solidaires entre eux. Enfin la liberté individuelle est garantie par *l'habeas corpus*. On appelle ainsi une loi (déjà votée sous Charles II en 1679) en vertu de laquelle tout citoyen arrêté peut

demander ou faire demander sa mise en liberté sous caution, ou au moins un prompt jugement par les tribunaux réguliers. Les magistrats, au civil comme au criminel, sont assistés d'un jury, c'est-à-dire de simples citoyens, égaux (ou pairs) des justiciables.

C'est ainsi que l'Angleterre substitua, cent ans avant la France, à la royauté absolue et de droit divin la royauté constitutionnelle, dont les pouvoirs sont limités par les droits de la nation.

La constitution anglaise au XVIII^e siècle. — C'est au libre jeu de ses institutions que l'Angleterre dut son puissant développement au XVIII^e siècle. Elle fut vraiment gouvernée par le Parlement sous Anne Stuart (1702-1714) et sous les trois George, princes d'origine allemande (dynastie hanovrienne, 1714-1820). Il y avait encore bien des imperfections dans cette constitution ; mais aucune n'était irrémédiable. D'abord elle était tout au profit de l'aristocratie, qui dominait non seulement dans la Chambre des Lords, mais encore dans celle des Communes, composée en majeure partie des cadets des grandes familles. Mais cette aristocratie n'était pas fermée ; elle ouvrait ses rangs à tous les hommes de mérite, propriétaires, négociants, orateurs, que le roi pouvait créer lords et éléver à la pairie. La noblesse du talent venait ainsi renforcer la noblesse de la naissance.

Les mœurs politiques n'étaient pas très pures au XVIII^e siècle. Un grand nombre d'élus avaient acheté leur siège au Parlement, surtout ceux qui se faisaient élire dans les *bourgs pourris* (v. p. 93) ; ils se dédommaisaient des frais de leur élection en vendant eux-mêmes aux ministres leurs votes et leur conscience. Un ministre, Walpole, qui gouverna par la corruption pendant plus de vingt ans (1720-1742), se vantait de connaître exactement le tarif de toutes les consciences.

— Mais cette représentation nationale, ainsi faussée, était cependant en fin de compte obligée de subir la pression de l'opinion. Celle-ci se manifestait parfois avec

une force irrésistible par la presse, très libre, par le journal, le pamphlet, la caricature, par les réunions publiques (les *meetings*), quelquefois par l'émeute. Elle trouvait pour interprètes dans le Parlement des voix éloquentes, celles des deux Pitt, de Burke, de Fox, de Shéridan. Les annales de l'éloquence parlementaire sont plus anciennes et plus riches en Angleterre qu'en aucun pays de l'Europe moderne.

Whigs et tories. — Dès la seconde moitié du XVII^e siècle, deux grands partis, qui ont subsisté jusqu'à nos jours, s'étaient formés dans le sein du Parlement, les *whigs* et les *tories*. En principe, les *whigs* étaient les défenseurs des droits de la nation, les adversaires vigilants de toute tentative de retour à l'absolutisme; les *tories*, les partisans de la prérogative royale, les surveillants inquiets de l'esprit libéral ou révolutionnaire. Les premiers auraient dû avoir leur place marquée dans l'opposition, les seconds au gouvernement, les uns représentant la liberté, les autres l'autorité.

En fait, les *whigs*, qui avaient préparé la Révolution de 1688 et qui s'étaient fortement attachés, en haine des Stuarts, à la dynastie hanovrienne, furent au pouvoir pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle, avec Walpole, Carteret, lord Chatham (le premier Pitt). Par suite les caractères des deux partis furent profondément modifiés. Un grand historien anglais, Macaulay, a peint ce changement d'une façon saisissante : « Le *whig* crut ne pouvoir mieux servir la cause de la liberté politique et religieuse qu'en soutenant de toutes ses forces la dynastie protestante. Le *tory* crut ne pouvoir mieux prouver sa haine des révolutions qu'en attaquant un gouvernement auquel une révolution avait donné naissance. L'un et l'autre ils en vinrent peu à peu à attacher plus d'importance aux moyens qu'au but. Tous deux furent ainsi jetés dans une situation qui ne leur était pas naturelle; et, comme des animaux transportés sous un climat qui ne leur convient pas, tous deux languirent

et dégénérèrent. Le tory, éloigné du soleil de la cour, était comme un chameau dans les neiges de la Laponie. Le whig, se réchauffant aux rayons de la faveur royale, était comme un renne dans les sables de l'Arabie... Chacun d'eux revêtit peu à peu la forme et les couleurs de son ennemi, si bien que le tory finit par porter haut la tête en dévot de la liberté, et le whig par ramper et lécher la poussière aux pieds du pouvoir... Le tory était réformateur, et même réformateur immodéré et imprudent, tandis que le whig était conservateur jusqu'à la superstition. »

Les partis anglais au XIX^e siècle. — Libéraux et conservateurs — De nos jours, ces dénominations ont été peu à peu remplacées dans l'usage par celles de *libéraux* pour les whigs, de *conservateurs* pour les tories. Mais, si les partis subsistent et sont alternative-ment portés au pouvoir par l'opinion, ils n'ont pas plus qu'autrefois de démarcation bien tranchée. Plus d'un homme d'État célèbre est passé de l'un dans l'autre. Les libéraux sont, par définition, à l'avant-garde du progrès ; mais les conservateurs ne veulent pas leur laisser le mono-pole des réformes. Plus d'une mesure réformatrice a été accomplie par des conservateurs soucieux de l'avenir. Gladstone, qui fut tory avant d'être le grand chef du parti libéral, a dit : « Les vrais conservateurs des forêts sont ceux qui savent se résigner à couper des arbres. »

Après la crise formidable de la Révolution et de l'Em-pire qui a absorbé pendant vingt-cinq ans (1789-1815), dans une lutte acharnée, toutes les forces de l'Angle-terre, la nation anglaise, chargée d'une dette formidable (26 milliards) et en proie à toutes sortes de malaises, s'est mise courageusement à l'œuvre. Les règnes de Georges IV (1820-1830), de son frère Guillaume IV (1830-1837), de la nièce de celui-ci, Victoria (qui est sur le trône depuis plus d'un demi-siècle), ont vu se réaliser au milieu de mille vicissitudes des réformes capitales qui ont transformé la constitution et la société. D'illustres

hommes d'État, whigs ou tories, Canning, Robert Peel, Russell, Disraëli, Gladstone, en ont pris l'initiative ou s'y sont résignés.

Il faut mettre au premier rang celles qui ont eu pour objet le régime électoral, pour effet la transformation de la constitution anglaise et son évolution vers la démocratie.

La réforme électorale de 1832. — Jusqu'en 1832 le Parlement anglais était encore nommé suivant de vieilles lois datant du moyen âge. Ces lois accordaient le droit d'écrire un ou plusieurs députés à des bourgs jadis importants, qui ne contenaient plus qu'une ou deux fermes. On les appelait des *bourg pourris*.

« Le propriétaire d'un bourg pourri nommait pour le Parlement celui qu'il voulait, lui-même, ou son fils, ou son neveu ; ou bien, s'ils n'avaient pas l'âge, quelque ami obligeant pour les représenter à la Chambre, en attendant qu'ils eussent l'âge légal ; alors ledit ami donnait sa démission en leur faveur... La corruption se pratiquait au grand jour. Sous le misérable prétexte de donner de l'ouvrage aux électeurs, en les employant en qualité d'agents, de messagers, de porte-bannière et autres emplois aussi sérieux, on leur attribuait des salaires hors de toute proportion avec le service rendu... Des bandes de boxeurs et d'autres coquins étaient louées par les adversaires pour intimider les personnes faibles et sans défense... Ces honteuses manœuvres coûtaient des sommes fabuleuses. Une élection du Leicestershire constitua une charge annuelle de 15 000 livres sterling (375 000 fr.) pour le candidat qui l'avait emporté. » (De FONBLANQUE, *l'Angleterre, son gouvernement et ses institutions*.) En revanche de grandes et populeuses cités, mais d'origine récente, comme Manchester, n'avaient pas de représentants. Le bill de réforme électoral de 1832, proposé par lord Gray et lord Russel, supprima 60 *bourg pourris*, accorda à 27 villes nouvelles le droit d'être représentées et conféra le droit de vote à quiconque payait un

loyer de 125 francs dans les comtés, c'est-à-dire dans les campagnes, et de 250 francs dans les bourgs, c'est-à-dire dans les villes. En outre, les membres des corporations municipales, les clercs des paroisses, les maîtres d'école, la plupart des fonctionnaires obtinrent la qualité d'électeurs sans considération de leur loyer. C'était abolir toute condition de cens pour les *capacités*, même les plus humbles. La charte électorale de 1832 était donc plus libérale que la loi française sous Louis-Philippe. L'Angleterre avait déjà plus d'un million d'électeurs, quand la France n'en comptait que 250,000.

Nouvelles lois électORALES. — Mais la vénalité subsistait; les élections ne se reproduisaient que tous les sept ans. Dès 1838, un parti de plus en plus nombreux réclama le suffrage universel, le scrutin secret, le renouvellement annuel du Parlement et l'établissement d'une indemnité pour les députés. Les chefs de ce parti prirent le nom de *chartistes*, parce qu'ils prétendaient réclamer la vraie charte du peuple. C'eût été changer en une véritable démocratie les vieilles institutions de l'Angleterre. Cette transformation n'a pas réussi encore à s'effectuer complètement. Cependant plusieurs bills ont modifié heureusement le régime électoral : celui de 1867 (ministère Disraëli), celui de 1872 (ministère Gladstone) qui a établi le scrutin secret, celui de 1885 (ministère Gladstone) qui est actuellement en vigueur, et par lequel plusieurs millions d'électeurs ont été appelés à la vie politique. Il y a encore bien peu d'unité dans le régime électoral anglais. Le cens n'est pas le même en Angleterre, en Écosse et en Irlande, dans les comtés et dans les bourgs. Les élections n'ont pas lieu simultanément dans les villes et les campagnes. Néanmoins l'aristocratique Angleterre marche d'un pas régulier vers le suffrage universel, c'est-à-dire vers la démocratie, où nous sommes arrivés d'un bond en 1848. Les femmes même, exclues de l'élection politique, prennent part aux élections des Conseils de paroisse et des Conseils scolaires.

La Chambre des Lords. — Ces réformes et beaucoup d'autres ont été, avant leur adoption, rejetées à plusieurs reprises par la Chambre des Lords, gardienne obstinée et souvent imprudente du passé. Cette résistance a toujours été impuissante contre les mesures réclamées hautement par tout le pays. En Angleterre un ministère ne craint pas, en pareil cas, d'en appeler à la nation par la dissolution et de nouvelles élections. La durée normale d'une législature est de sept ans; mais il est presque sans exemple qu'un Parlement arrive, sans dissolution, au terme de son mandat.

Par cette politique de résistance condamnée à la défaite, les Lords ont singulièrement affaibli leur autorité. Récemment un ministère libéral a parlé de transformer entièrement cette citadelle des priviléges et des abus. La chose n'est pas faite encore. Mais c'est un signe du temps que l'idée ait pu être mise en circulation dans un pays aussi attaché à la tradition.

Autres réformes. — Un grand nombre d'autres réformes d'ordre politique et social marquent également ce progrès de l'Angleterre vers un régime où il doit y avoir plus de justice et de bien-être.

A la suite d'une véritable croisade, conduite par un philanthrope anglais, Wilberforce, depuis la fin du XVIII^e siècle, l'esclavage a été aboli sur tout le territoire britannique (1833), l'Angleterre donnant aux propriétaires coloniaux une indemnité de 500 millions.

En 1837, la législation pénale, très dure, a été adoucie, et la déportation a été supprimée.

L'assistance publique a été réorganisée par la loi sur les pauvres (*Poor law*, 1834), qui a rendu plus humain le régime des *Workhouses* (maisons de travail pour les indigents) et les a placées sous la surveillance d'un service public, le *Public Board*.

En 1842, Robert Peel, aidé par Gladstone, a fait adopter pour trois ans un impôt sur tout revenu supérieur à 3750 francs. Cet impôt a continué à être perçu.

Enseignement populaire. — Enfin un effort considérable a été fait en vue de développer l'instruction publique. Jusqu'à ces dernières années, l'enseignement en Angleterre était laissé presque absolument à l'initiative privée. Celle-ci avait fait beaucoup du reste. De libérales fondations avaient assuré depuis le moyen âge aux grandes Universités, telles que Cambridge et Oxford, une existence fastueuse, ainsi qu'aux collèges où se donne l'enseignement secondaire. Pour l'éducation populaire les diverses Églises, les municipalités, les associations privées avaient fait de leur mieux. Mais l'effort était très inégalement réparti et l'Angleterre restait en retard sur les nations voisines.

En 1870 (ministère Gladstone), le bill sur l'*Education publique élémentaire* a institué sur tout le territoire des conseils scolaires (*School Boards*) pour surveiller les écoles publiques, en créer là où il n'y en avait pas, faire respecter l'obligation scolaire, accorder la gratuité aux indigents, déterminer la place de l'enseignement religieux dans ces écoles. En dix ans, plus de 20 000 écoles publiques ont été créées. Le parti conservateur, qui est au pouvoir depuis plusieurs années, vient à son tour de faire une loi sur les écoles (1902) qui trouble singulièrement l'opinion anglaise : elle constitue à la fois un progrès, car elle étend et fortifie l'action de l'État sur l'enseignement, et un recul, car elle soumet les écoles pour l'instruction religieuse au contrôle de l'Église anglicane : toutes les sectes dissidentes, aussi bien que les libres penseurs, repoussent avec colère cette ingérence du clergé officiel.

Quant à l'enseignement professionnel ou spécial, il est resté aux soins de l'initiative privée ou locale qui, dans les grandes villes anglaises, a largement doté des établissements de premier ordre.

Il faut reconnaître qu'en s'exerçant ainsi dans l'ordre politique et social, par l'action publique ou l'initiative

privée, l'activité féconde du peuple anglais a donné un exemple qui ne saurait être dédaigné.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Windsor, à l'ouest de Londres, sur la Tamise. — **Torbay**, sur la côte de la Manche, à l'ouest. — **Hanovre**, électorat allemand au XVIII^e siècle, aujourd'hui province prussienne de l'Allemagne du Nord, entre l'Elbe et le Weser. — **Manchester**, ville au N.-O. de l'Angleterre, près de la mer d'Irlande. — **Leicestershire**, comté du centre de l'Angleterre.

SUJET A ÉTUDIER

Un homme d'État anglais. Gladstone. — L'intensité de la vie politique en Angleterre a produit dans ce pays un grand nombre d'hommes politiques remarquables, appartenant soit au parti libéral, soit au parti conservateur. Après les grands orateurs du siècle dernier que nous avons nommés, on peut citer, depuis 1815, Castlereagh et Wellington (*le duc de fer de Waterloo*), qui personnifièrent surtout la résistance aux réformes; Canning, l'ardent champion de l'indépendance de la Grèce; Robert Peel, le grand ministre tory qui sut imposer à son parti les sacrifices nécessaires; Palmerston, qui a longtemps dirigé la politique extérieure du Royaume-Uni; Disraëli, qui fut romancier avant d'être un des chefs les plus en vue du parti conservateur, et que la reine éleva à la pairie sous le nom de lord Beaconsfield, etc.

Mais la figure la plus originale et la plus vigoureuse peut-être est celle de l'homme que les Anglais appellent *le grand vieillard*, « the Great Old Man », Gladstone.

William Gladstone naquit en 1809. Brillant élève de l'université d'Oxford, dont il a été longtemps le représentant au Parlement (car les universités anglaises nomment des députés), il entra à la Chambre des Communes en 1833, sous les auspices du parti tory. Il fut sous-secrétaire d'État à vingt-six ans, en 1835. Depuis soixante ans, il a toujours été sur la brèche, au gouvernement ou à la tête de l'opposition. Il seconda activement Robert Peel dans son œuvre de réformes; il le dépassa bientôt en hardiesse et accomplit, vers 1850, l'évolution qui l'a placé à la tête du parti whig. Son libéralisme se montra d'abord dans les questions surtout économiques, par des doctrines franchement libre-échangistes, puis dans les questions politiques, religieuses, sociales. Il n'est pas une des innovations importantes de l'Angleterre contemporaine dont il n'ait été le promoteur ou

le défenseur : la réforme électorale, l'*income-tax*, l'abolition de la vénalité des grades dans l'armée, le désétablissement de l'Église d'Irlande, la réforme agraire, etc. C'est à la redoutable question irlandaise (Voir le chapitre suivant) qu'il a fini par se donner tout entier. Il lui a consacré les sept dernières années de sa vie politique. A quatre-vingts ans il a soutenu des campagnes électorales surprenantes, avec une éloquence à laquelle l'âge n'était rien de sa vigueur. Entre temps, il se délassait par des travaux littéraires et des études sur Homère. Il avait refusé en 1885 la pairie, que la reine lui offrait comme une retraite honorable. Il abandonna la vie politique, en 1893, à quatre-vingt-quatre ans, et mourut en 1899. Il avait lutté avec passion ; il a été attaqué avec une passion égale. Ses ennemis disaient volontiers : « Nous le combattons, mais nous sommes fiers de lui. »

CHAPITRE VII

ANGLETERRE.

2^e PARTIE : RICHESSES. — RÉFORMES ÉCONOMIQUES. — LA QUESTION D'IRLANDE.

I. Histoire de la richesse anglaise. — Le commerce : Elisabeth; Cromwell; l'acte de navigation. — L'Empire colonial anglais au XVIII^e siècle. — La lutte contre Napoléon. — L'industrie au XIX^e siècle; la vapeur, le fer, la houille.

II. Transformation économique. — L'Ecole de Manchester et la doctrine du libre-échange. — Abolition du droit sur les blés (1846). — La liberté commerciale; traités de commerce avec la France (1860). — Trades-Unions.

III. La question irlandaise. — Spoliation de l'Irlande. — L'acte d'Union (1801). — O'Connell : l'émancipation des catholiques (1827). — L'agitation irlandaise; ses diverses formes. — Gladstone et l'Irlande. — Désétablissement de l'Eglise irlandaise (1868). — Lois agraires. — Le Home rule. — La politique actuelle de l'Angleterre.

Richesses de l'Angleterre. — L'Angleterre étend aujourd'hui son empire sur 300 millions d'âmes. Pour l'industrie et le commerce, pour la puissance coloniale, la marine marchande et la marine de guerre, elle marche au premier rang dans le monde; et si cette primauté dans l'ordre économique peut lui être, au XX^e siècle,

ravie ou disputée, ce sera par une puissance qui est née d'elle, les Etats-Unis.

Elle doit cette suprématie à l'intelligence et à l'apréte au gain de sa race, à l'esprit de suite et d'initiative de quelques-uns des souverains et des ministres qui l'ont gouvernée, à sa position aussi, et aux richesses naturelles qu'elle renferme. Des réformes d'une importance capitale, dans le cours de ce siècle, ont mis tous ces éléments en valeur.

Les débuts du commerce anglais. Élisabeth.

— Au moyen âge l'Angleterre est surtout un pays agricole : l'élevage y domine. Elle vend la laine de ses moutons à la Flandre, « sa fileuse », et, s'il se fait en Angleterre un commerce déjà considérable, c'est par les étrangers, principalement par la célèbre association connue sous le nom de *Ligue hanséatique*, qui a son centre à Lubeck. Le commerce anglais n'a pris son essor qu'au XVI^e siècle ; l'industrie anglaise a envahi le monde au XIX^e.

« L'Angleterre est une île, a-t-on dit, c'est là le secret de son histoire. » Ce n'est guère cependant avant les Tudors (1485-1603) qu'elle a compris les nécessités que lui imposait, les avantages que lui conférait sa situation insulaire, et qu'elle a pris la devise que consacre son chant national : « Règne, Angleterre, règne sur les flots. » (*Rule Britannia, rule the wawes.*) Sous Henri VIII, sous Marie Tudor et surtout sous Élisabeth, lorsqu'eut été détruite l'*invincible Armada* de Philippe II, des traités de commerce furent conclus, des relations commerciales nouées avec la Russie; une grande banque (*Royal Exchange*) fut créée à Londres. De hardis marins, « les chiens de mer », comme on les appela, Davis, Hawkins, Walter Raleigh, parcoururent les océans, y cherchèrent des passages nouveaux, prirent pied sur l'Amérique du Nord où devait réussir si brillamment la colonisation anglo-saxonne. Cette colonisation se développa activement sous les Stuarts, à la faveur des révolutions

anglaises ; les partis vaincus tour à tour, presbytériens, puritains, catholiques, allaient chercher au Nouveau Monde la liberté et s'enfonçaient dans les forêts vierges.

Cromwell; l'Acte de navigation. — Un nouveau progrès fut réalisé sous Cromwell. Ce grand homme d'État sut forcer l'Angleterre à devenir une puissance maritime. Par le fameux *Acte de navigation* (1651), les produits étrangers ne devaient être reçus dans les ports anglais que sur des vaisseaux anglais ou sur des vaisseaux des pays d'où ils provenaient. Or, à cette époque, la marine marchande de l'Espagne et du Portugal était en décadence ; celles de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, etc., étaient encore peu développées ou à naître. La Hollande avait presque le monopole de tous les transports maritimes ; les Hollandais étaient les « rouliers des mers ». Cet acte les ruinait ; ils engagèrent contre Cromwell une grande guerre ; ils furent vaincus, et les Anglais se mirent à faire eux-mêmes leurs affaires. En même temps Cromwell s'emparait de la Jamaïque, l'une des îles les plus importantes des Antilles.

Formation de l'empire colonial au XVIII^e siècle. — L'Angleterre, lancée dans la voie du commerce, y fit peu de progrès pendant la seconde moitié du XVII^e siècle : elle était alors absorbée par une nouvelle révolution et entraînée dans une vaste lutte continentale contre la France. Mais au traité d'Utrecht (1713) elle se fit céder par Louis XIV l'Acadie, la baie d'Hudson, Terre-Neuve, c'est-à-dire les portes du Canada français. Elle garda Gibraltar, cette clef de la Méditerranée, enlevée à l'Espagne en 1704.

Le XVIII^e siècle fut pour elle une période d'extraordinaire accroissement colonial. Ce fut à la France qu'elle disputa et qu'elle ravit l'empire des mers. Elle n'y fut que trop aidée par la politique indifférente, maladroite et misérable de Louis XV. Nous avions alors au Canada, sur les bords du Saint-Laurent et des grands lacs, 80 000 colons qui avaient fait de ce beau pays une nou-

velle France. Nous avions aux Indes Dupleix, qui éten-
dait peu à peu notre domination sur la terre la plus
riche du monde. Nous avions, sur l'Ohio et le Mississippi,
aux Antilles, au Sénégal, dans l'océan Indien, des posi-
tions de premier ordre. Nous avons perdu presque tout
cela dans la désastreuse guerre de Sept ans. Malgré
l'héroïsme de Montcalm, tué à Québec (1759), de Lally-
Tollendal, pris dans Pondichéry (1761), le traité de Paris
(1763) ne nous laissa rien que deux petites îles dans
l'Amérique du Nord, et en Asie rien de l'Inde que
cinq villes. Un homme d'État anglais, lord Chatham,
avait dirigé cette lutte avec une extrême ardeur.

• L'Angleterre eût été alors trop puissante, si elle
n'avait provoqué à ce moment, par une série de fautes,
le soulèvement de ses colonies américaines (1776). La
France, en soutenant les *insurgeants* et en aidant à la
fondation de la république des États-Unis, prit une
honorale revanche ; mais le traité de Versailles (1783),
qui nous remit en possession du Sénégal et de quelques
Antilles, ne nous rendit ni l'Inde ni le Canada.

La lutte contre Napoléon. — On sait qu'entre
l'Angleterre et la France de la Révolution et de l'Empire,
la lutte dura plus de vingt ans, presque sans une heure
de répit. L'Angleterre demeurait souveraine des mers,
Napoléon fut presque le maître de toute l'Europe ; mais
ce fut lui qui succomba dans ce gigantesque duel. Par
les traités de Paris et de Vienne (1814-1815) l'Angle-
terre grossit encore son empire colonial aux dépens de
la France (île Maurice ou de France, Tabago, Sainte-
Lucie), de l'Espagne (la Trinité), de la Hollande (le Cap,
Ceylan). Elle garda Malte, cet autre Gibraltar.

Ainsi, à trois reprises, et comme par des alternatives
régulières, la puissance maritime et coloniale de l'Angle-
terre s'est étendue à la suite de quelque violente lutte
soutenue contre une grande puissance de l'Europe con-
tinentale ; au xv^e siècle après la victoire d'Elisabeth sur
Philippe II, au xvii^e après l'abaissement de Louis XIV

par Guillaume III, au xix^e après l'écroulement de l'empire napoléonien.

L'industrie anglaise. La vapeur, le fer, la houille. — Si elle était victorieuse en 1815, sa victoire lui coûtait cher. Elle avait fait la guerre contre Napoléon surtout à coup de livres sterling; la dernière période de la lutte du reste s'était livrée sur le terrain économique (blocus continental). Aussi sa dette était-elle de 26 milliards, et ses usines, ses ports regorgeaient de marchandises non vendues. Mais par une heureuse fortune, la grande industrie anglaise naissait à ce moment même; car l'histoire de ses progrès industriels est, à peu de chose près, celle de la vapeur et de ses applications.

En 1774, James Watt s'établit avec sa machine à Soho, près de Birmingham; en 1789 on en fait la première application à l'industrie cotonnière à Manchester. En 1814 sont tentés les premiers essais de navigation à vapeur sur la Tamise, et le premier service de bateaux à vapeur pour New-York est créé en 1819. La locomotive de Stephenson date de 1830; les compagnies de paquebots et le réseau des chemins de fer se développent aussitôt et simultanément.

Dans cet ordre, la vapeur est la vie, la machine est le corps, le charbon est l'aliment nécessaire. Or l'Angleterre est « un bloc de fer et de houille ». Elle extrait de son sol une fois et demie autant de houille que tout le reste de l'Europe; elle est riche en minerais de fer, de cuivre, d'étain. Le métal, le charbon, si précieux pour le travail qu'on a pu l'appeler le « diamant noir », lui assurent une immense supériorité. Elle se lance dans cette voie nouvelle avec une ardeur extraordinaire. Elle se constitue un outillage sans rival; sa marine lui apporte de toutes les parties du monde les matières premières, son industrie les transforme et les renvoie partout en produits manufacturés, avec des prix de revient qui défieront longtemps toute concurrence. Enfin, à cette heure déci-

sive de son histoire, son intelligence des affaires lui fait accomplir une évolution remarquable : elle passe du protectionnisme à outrance, qui avait aidé les débuts du travail national, à un système de libre-échange qui centuple son activité.

L'Ecole de Manchester. — L'initiative de ce mouvement vers la liberté commerciale appartient à un groupe d'économistes connus sous le nom d'*École de Manchester*. Cette grande cité industrielle, qui en cent ans s'est élevée de 6000 à 380 000 habitants, devait être le berceau de la réforme économique. Bright, Cobden furent les apôtres de l'idée nouvelle, Gladstone en fut l'homme d'État. Plus de protection, plus de tarifs, laisser l'Anglais acheter partout au meilleur marché, vendre partout aux meilleures conditions possibles, tel fut le mot d'ordre de l'École. La doctrine venait à son heure, puisque l'industrie anglaise était adulte et n'avait plus besoin de tutelle, et que la marine anglaise était sans rivale. A leur libéralisme économique, les théoriciens de Manchester joignaient le libéralisme politique ; ils étaient partisans de la réforme électorale, de l'émancipation religieuse de l'Irlande, de l'égalité des cultes, de l'admission des Juifs au Parlement, de l'instruction populaire. Ils joignaient à ces tendances démocratiques quelques vues chimériques, par exemple le rêve de la paix universelle, ce qui a rendu, quand ils ont été au pouvoir, leur politique extérieure indécise et embarrassée.

Abolition du droit sur les blés (1846). — La première et la plus urgente de ces mesures d'émancipation économique fut l'abolition du droit sur les blés. En 1815, le Parlement, sous l'influence d'une aristocratie égoïste de grands propriétaires, avait décidé qu'on ne permettrait l'importation des blés étrangers que lorsque les blés anglais atteindraient un prix très élevé. Des disettes successives et des émeutes cruellement réprimées, notamment à Manchester (1819), forcèrent

le Parlement à adoucir la rigueur de cette loi barbare : sous le ministre Huskisson, qui fut le précurseur du libéralisme économique, on créa en 1827 l'échelle mobile, en vertu de laquelle le droit sur l'importation diminuait en proportion de la cherté des prix à l'intérieur. Mais ce n'étaient là que des palliatifs.

En 1838, une ligue se forma à Manchester pour l'abolition de tous les droits ; elle s'organisa puissamment sous Cobden et Bright ; elle eut ses journaux, tint des meetings, remua l'opinion, finit par gagner le chef du parti tory, le grand ministre Robert Peel. Celui-ci proposa enfin et fit adopter en 1846 cette abolition. La réforme libérale venait d'un conservateur ; un autre conservateur, le mordant orateur Disraëli, accusa vainement Peel « d'avoir surpris les whigs au bain, et de s'être sauvé après avoir volé leurs vêtements ». Libérale ou conservatrice, l'œuvre était accomplie. Ce résultat marque un des plus beaux triomphes de l'esprit d'initiative propre aux Anglais.

La liberté commerciale. — Cette barrière, que maintenait l'égoïsme des grands propriétaires anglais, avait été la plus difficile à renverser ; mais le système protectionniste croulait de toutes parts. — Dès 1823, Huskisson avait fait abaisser dans des proportions considérables les droits de douanes qui grevaient les matières premières et un certain nombre de produits manufacturés. Mais l'Acte de navigation subsistait en partie, et un certain nombre de produits, dits *articles énumérés*, n'étaient admis en Angleterre que sur des navires anglais ou sous le régime de tarifs très élevés. L'École de Manchester poursuivit encore ce vestige du passé. Une enquête ouverte en 1846 établit que la marine anglaise n'avait plus rien à craindre de la concurrence étrangère, et, en 1849, un cabinet libéral, avec l'appui de Robert Peel et de Gladstone, abolit définitivement l'Acte de navigation. Le commerce maritime de l'Angleterre n'a pas eu à en souffrir. Depuis 1849 son tonnage a

presque triplé, et dans le mouvement total de ses ports les pavillons étrangers ne figurent guère que pour un quart.

Traité de commerce avec la France (1860).

— Le couronnement de cette politique, établie sur le principe du libre-échange, fut la conclusion des traités de commerce avec la France, en 1860, sous le ministère Palmerston. Ils furent négociés directement entre l'empereur Napoléon III et Richard Cobden, simple membre du Parlement, l'un des chefs de l'École de Manchester. L'Angleterre abaissait considérablement les droits sur les vins et eaux-de-vie de France, sur la plupart de nos produits manufacturés : elle affranchissait de tout droit les articles de Paris et nos soieries. La France, de son côté, levait toutes les prohibitions sur les marchandises anglaises, et abaissait considérablement les droits sur la houille, le fer, la fonte, les tissus d'Angleterre.

Trois dates marquent donc les diverses évolutions de la vie économique de l'Angleterre : de la prohibition établie en 1651 elle passe, vers 1820, à la protection, et, en 1860, au libre-échange limité et réglé par des traités commerciaux avec les divers Etats.

Trades-unions. — Les associations ouvrières connues sous le nom de *trades-unions* existaient depuis nombre d'années en Angleterre. Elles avaient des ressources considérables, et exerçaient une autorité parfois tyrannique sur leurs adhérents ; elles organisaient et soutenaient des grèves formidables. Mais elles conservaient, n'étant pas reconnues légalement, un caractère clandestin. En 1871 et en 1875, deux lois ont consacré leur existence, l'une sur les rapports entre patrons et ouvriers, l'autre sur le droit de coalition. La seconde fut présentée par le ministère Disraëli, et l'on vit ainsi une fois de plus les conservateurs emprunter aux libéraux leurs armes pour les vaincre. Il est à remarquer encore que l'Angleterre a suivi la France en ce qui concerne la reconnaissance du droit de coalition (loi française de 1864), et qu'elle

l'a précédée en ce qui concerne les associations ouvrières (loi française sur les syndicats, 1884).

Principaux centres de production. — Ainsi l'Angleterre doit sa richesse actuelle à son intelligence des affaires, à des réformes accomplies avec décision, non moins qu'à ses ressources naturelles et à ses conditions physiques. Cette richesse la met aujourd'hui au premier rang des nations. La culture a profité de tous les progrès de la science et de l'industrie; et c'est une véritable industrie que l'élevage anglais, qui *fabrique* les diverses espèces animales en vue de tel ou tel usage: le mouton Dishley pour la viande, le mouton cheviot pour sa laine, la vache d'Ayr pour son lait, le bœuf Durham en vue de la boucherie, le cheval pur sang pour la perfection de la race.

Les mines, les usines et les manufactures abondent dans les comtés de Stafford, de Lancastre, de Northumberland, d'York, dans le pays de Galles, dans l'ouest et le sud de l'Ecosse. Là se trouvent réunis tous les genres d'industries, là se pressent les fourmilières humaines, Manchester et son groupe, le domaine du « roi Coton », Birmingham, la « métropole du fer », Stoke et son « district des poteries », Leeds et ses draps, Sheffield, ses aciéries et sa coutellerie, Newcastle avec sa houille et ses verreries, Swansea, Cardiff, avec leurs fonderies de cuivre, les hauts fourneaux de Merthir-Tydwill, les ateliers de constructions de Glascow, les fabriques de toile de Belfast.

Ports. Commerce. — L'énorme ville de Londres a groupé autour d'elle toutes ces industries et d'autres encore, le sucre, les produits chimiques, le papier, la bière, etc. Elle est, de plus, le premier port du monde; on descend la Tamise pendant plusieurs heures au milieu d'une forêt de mâts et de cheminées. Liverpool et son annexe Birkenhead, Newcastle complété par Tynemouth, Glascow par Greenock, viennent ensuite avec leurs docks immenses; Southampton bien abrité, à proximité de

Londres, est le point d'attache d'un grand nombre de services maritimes. Douvres, Folkestone et New-Haven se partagent les relations avec la France. Cette activité fiévreuse se traduit par le chiffre du commerce général : près de 22 milliards, autant que pour la France et l'Allemagne réunies.

La liberté religieuse. — Une autre grande conquête de l'Angleterre en ce siècle est celle de la liberté de conscience. Jusqu'en 1829, les catholiques étaient exclus des fonctions publiques, en vertu du bill du *Test*¹; dans le pays où se développaient librement tant de variétés du protestantisme, le *papisme* longtemps exécré était encore hors la loi. Mais cette grande réforme se rattache à l'une des plus graves questions qui aient agité et qui troublent profondément encore le Royaume-Uni, la question d'Irlande.

L'Irlande : le régime des lois pénales. — Cette malheureuse île a été quatre fois conquise par les Anglais, en 1172 sous Henri II, au xvi^e siècle sous les Tudors, en 1650 sous Cromwell, en 1691 sous Guillaume III. Au xix^e siècle, les Irlandais ont repris conscience d'eux-mêmes et ils ont redemandé à leurs oppresseurs leur liberté de conscience, leurs terres, leur autonomie. Ils ont reçu complète satisfaction sur le premier point, un commencement de satisfaction sur le second. Pour le troisième, le procès est encore pendant.

Depuis 1691, l'Irlande vivait sous le régime des *lois pénales*. Les Anglais détestaient dans l'Irlandais le Celte, le catholique, le vaincu. Ils le haïssaient pour les injustices même dont ils l'avaient accablé depuis des siècles. Les catholiques irlandais étaient privés de tout droit politique, et par conséquent ne pouvaient pratiquer le commerce ni aucun métier lucratif. Ils étaient même exclus de tous les droits de l'homme à la propriété et à

1. Ce bill du *Test* (ou de la pierre de touche), voté sous Charles II Stuart, en 1673, était en substance un ser-

ment de *non-catholicisme* exigé de tous les officiers de la couronne.

la famille. Aucun catholique irlandais ne pouvait être pleinement propriétaire; s'il achetait une terre, tout protestant avait le droit de s'en saisir sans bourse délier. Le catholique ne pouvait être que fermier; mais son fermage ne devait jamais être inférieur aux deux tiers du produit de la terre, ce qui constituait la ruine pour lui. Dans une famille catholique, si le fils aîné se faisait protestant, il se trouvait investi de droit de toute la fortune de son père, qui n'en gardait que l'usufruit. « *Les lois pénales*, a dit Burke, ont été le plus habile et le plus puissant instrument d'oppression qui ait jamais été inventé par le génie pervers de l'homme pour ruiner, avilir, dépraver une nation, et corrompre en elle jusqu'aux sources les plus inaltérables de la nature humaine. »

Bref les Irlandais étaient réduits à la situation des protestants français après la révocation de l'édit de Nantes. Il y avait cependant à Dublin un parlement irlandais; mais les catholiques, c'est-à-dire les quatre cinquièmes de la population, n'étaient ni éligibles ni électeurs. Cette dernière garantie, d'ailleurs, d'un parlement soi-disant national fut enlevée à l'Irlande par Pitt en 1800. En vertu de l'*acte d'union*, 100 députés protestants devaient représenter l'Irlande à la Chambre des Communes. La spoliation était complète.

O'Connell. Emancipation des catholiques. — C'est alors qu'apparut le grand agitateur irlandais, O'Connell. C'était un orateur de taverne et de meetings, mais qui sut trouver souvent, soit au milieu de la foule enthousiaste de ses partisans, soit dans les assemblées publiques, les accents de la plus haute éloquence. Uni aux catholiques anglais, il réussit à quatre reprises à faire voter par la Chambre des Communes l'*émancipation des catholiques*. La Chambre des Lords, qui la repoussait toujours, ne céda que sur les instances du cabinet tory de Wellington et Robert Peel, qui subissaient eux-mêmes la pression de l'opinion publique; l'*acte du Test* fut aboli en 1829. O'Connell fut élu député.

Les revendications actuelles. — Mais les droits politiques n'étaient pour les Irlandais que l'instrument de leurs autres revendications. Ces revendications ont été poursuivies avec une extrême passion par O'Connell et ses successeurs, sous des formes très diverses : agitation légale, associations secrètes, voire même attentats criminels. William Smith O'Brien fonde vers 1846 *la jeune Irlande*; Stephens, en 1868, crée la redoutable association des *Fenians*, en s'appuyant sur les émigrés irlandais d'Amérique. Les Invincibles, véritables associations de malfaiteurs, épouventent un instant l'Angleterre de leurs crimes. En 1870, l'Irlande prend pour mot d'ordre le *Home rule* (gouvernement national). Enfin, en 1879, un nouvel O'Connell, Parnell, redonne à l'agitation légale sa force redoutable en organisant la ligue agraire (*Land league*)¹.

A ces revendications, que la misère irlandaise rend trop légitimes, l'Angleterre a souvent opposé la répression la plus dure. L'Irlande a été maintes fois mise sous le régime des lois de coercition. Mais depuis vingt-cinq ans plusieurs hommes d'État, et au premier rang Gladstone, ont pensé qu'il y avait autre chose à faire et ont commencé ce qu'on pourrait appeler une grande réparation.

Gladstone et l'Irlande. — En 1869, Gladstone a fait voter le *désétablissement* des Églises d'Irlande, c'est-à-dire qu'on a séparé en Irlande l'Église de l'État. Il y avait quelque chose d'inique à faire entretenir richement l'épiscopat protestant par une nation en grande partie catholique et tout à fait misérable. La dotation de l'Église officielle a été employée à des institutions de bienfaisance en faveur des Irlandais de toute religion.

En 1870 et en 1881, il tente d'élargir les droits des fermiers (*tenant right*) par diverses mesures agraires,

1. Elle a pour programme la fameuse formule des trois F : *Fixity of tenure* (droit de faire fixer une cer-

taine durée au fermage); *Free sale* (droit de vente du bail ou de la propriété); *Fair rent* (fermage modéré).

notamment en forçant le propriétaire à indemniser le fermier qu'il renvoie des améliorations que celui-ci a apportées à sa terre.

Enfin, en 1886 et en 1892, il apporte à la Chambre des Communes deux larges et hardis projets : le premier a pour objet de faciliter au fermier, au moyen d'avances faites par l'État, l'acquisition de la terre qu'il cultive ; le second, de restituer à l'Irlande son parlement national.

Devant ce dernier projet, l'Angleterre hésite, profondément troublée (1893). Le parti libéral se divise, une minorité tenant pour le maintien de l'*union*. La Chambre des Communes et l'opinion elle-même oscillent entre les *unionistes* et les *home rulers* ; la Chambre des Lords combat avec acharnement ce qu'elle croit être la ruine de la puissance britannique ; le vieux lutteur lui-même, Gladstone, se retire de la lutte (1894) ; les conservateurs unis aux unionistes arrivent au pouvoir (1895). C'est l'ajournement indéfini du *home rule*. Mais plus que jamais la question irlandaise reste un poignard au flanc de l'Angleterre.

La politique anglaise. — La question irlandaise au dedans, l'expansion coloniale au dehors, sont à l'heure actuelle les deux grandes préoccupations de l'Angleterre. Dans les affaires européennes elle défend ses intérêts : sa politique y est plutôt vigilante qu'active. Depuis 1815, elle n'a pris part qu'à deux guerres en Europe, celle de l'indépendance de la Grèce, celle de Crimée. C'est la question d'Orient en effet qui, seule ou presque seule, la touche directement. Dans l'équilibre européen, elle voit surtout l'équilibre méditerranéen.

Il y aurait beaucoup à dire sur sa politique extérieure, sur sa façon d'ériger le fait en droit et de subordonner tous les droits à ses intérêts. En revanche il y a beaucoup à admirer dans l'œuvre intérieure du peuple anglais, dans son merveilleux développement économique, dans ses réformes de tout ordre réalisant le progrès sans révolution, dans l'impulsion donnée à

l'État par l'initiative privée. Par là ce peuple remarquable participe au grand mouvement que nous avons communiqué au monde en 1789.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Lubeck, port allemand sur la mer Baltique. — Jamaïque, une des grandes Antilles; Tabago, Sainte-Lucie, Trinité, petites Antilles. — Acadie, baie d'Hudson, aux bouches du fleuve Saint-Laurent; Terre-Neuve, en face de l'estuaire. — Gibraltar, port au sud de l'Espagne, commandant le détroit; Malte, île au S. de la Sicile, commandant le passage entre les deux bassins méditerranéens. — Pondichéry, sur la côte orientale de l'Hindoustan; Ceylan, île au sud.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

ANGLETERRE

(*Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande*)

Antiquité. — Population primitive, les *Bretons*, de race celte. Conquête par les Romains, à partir de 55 avant J.-C. (*Jules César*).

Moyen âge. — Invasion des *Angles* et des *Saxons*, de race germanique (455 après J.-C.). — Conquête par les *Normands*, de race scandinave (Guillaume le Conquérant, 1066). — Dynastie des *Plantagenets*, d'origine française (1154). — Occupation de l'Irlande (1171). — Premières luttes contre la France (*Bouvines*, 1214). — Fondation des libertés anglaises (*Grande Charte*, 1215; *Parlement*, 1265). — Sous *Édouard III* et ses successeurs, lutte acharnée contre la France (*Guerre de Cent ans*, 1337-1453).

Temps modernes. — Guerre civile des *Deux Roses* (1455-1485). — Dynastie des *Tudors* au XVI^e siècle. La réforme en Angleterre sous *Henri VIII* (1532). Règne glorieux d'*Élisabeth* (1559-1603). — Au XVII^e siècle, réunion de l'*Écosse* (1603) par l'avènement de la dynastie des *Stuarts*; elle est renversée par deux révolutions (*Cromwell*, 1648; *Guillaume III*, 1688). Établissement de la monarchie constitutionnelle par la *Déclaration des droits* (1689). — En 1707, réunion définitive de l'*Écosse* par la fusion de son Parlement avec celui de l'Angleterre. En 1801, union de l'Irlande à la Grande-Bretagne.

Au XVIII^e siècle, sous la dynastie de *Hanovre* (les trois Georges), luttes contre la France. Conquête des *Indes* et du *Canada* (1763).

Fondation d'un vaste empire colonial. Perte des colonies d'Amérique (*États-Unis* 1776).

Époque contemporaine. — Luttes violentes contre la *Révolution* et l'*Empire* de 1793 à 1815. — Avènement de la maison de *Brunswick* : la reine *Victoria* (1837). — Progrès des libertés anglaises (réformes électorales). Développement de l'industrie et du commerce. Extension de l'*empire colonial* : la reine prend le titre d'*impératrice des Indes* (1876). — Intervention dans la guerre de *Crimée* (1854). — Fréquentes interventions dans les affaires d'*Orient* et d'*Extrême Orient*. — La question irlandaise au XIX^e siècle ; émancipation des catholiques (O Connel, Robert Peel, 1829) ; lois agraires ; *Home rule*, projet Gladstone (1886).

État actuel. — Superficie égale aux *trois cinquièmes* de celle de la France. Population, 39 millions d'habitants. Population *coloniale*, 280 millions, dont 250 pour l'*Inde* ; le reste pour le *Canada*, les *Antilles*, le *Cap*, l'*Australie*, etc. — Première puissance industrielle, commerciale, maritime du monde. Possession de la plupart des *détroits* et *positions maritimes* importantes du monde. Capitale *Londres*.

Roi, *Édouard VII*, depuis 1901.

SUJET A ÉTUDIER

Un Anglais. Richard Cobden (1804-1865). — Avec Gladstone, nous avons vu, dans l'une de ses plus hautes expressions, l'homme d'État anglais, une existence partagée entre l'Université et ses études classiques, la vie politique et ses luttes, le pouvoir et ses responsabilités. La physionomie de Richard Cobden n'est pas moins intéressante : aux prises avec toutes les difficultés de la vie, arrivé par le travail à la fortune, usant de celle-ci pour la défense de quelques grandes causes, audacieux en affaires, passionné pour les idées, il sacrifie au besoin ses intérêts à ses convictions.

Fils d'un petit propriétaire, orphelin sans fortune avec dix frères ou sœurs, élevé dans une misérable école, puis recueilli par la charité d'un oncle, employé, commis voyageur, il refait son éducation en plaçant des calicots, il s'enrichit en fondant près de Manchester une manufacture, il parcourt l'Europe et l'Orient, vendant, achetant, regardant, apprenant.

A trente ans il commence, par quelques articles insérés dans le *Manchester examiner*, son apostolat économique. Il s'attache avec passion à la doctrine du libre-échange. Il prend, avec son ami

John Bright, la direction de la ligue contre le droit sur les blés, et, lorsque la mesure est enfin votée en 1846, Robert Peel, en plein Parlement, rend un solennel hommage à ce simple citoyen qui en a été le plus ardent promoteur.

Comme il avait négligé, pendant cette période de luttes politiques, ses affaires personnelles, et se trouvait acculé à la ruine, ses partisans ouvrirent en sa faveur une souscription qui s'éleva promptement à deux millions : « Aucun des ducs guerriers, qui doivent leurs vastes domaines au vote du Parlement, déclara Cobden, n'a un titre de propriété comparable au mien. »

Il venait enfin d'être élu député du West-Riding (1847). Il s'attacha alors au triomphe d'une autre idée, plus difficile à faire accepter, celle de la paix universelle; il attaqua la vieille théorie de l'équilibre européen, les interventions armées, les énormes armements. Il ne fut pas suivi dans cette campagne par l'opinion; il y perdit son siège au Parlement (1857).

Alors il se remet aux affaires, va refaire sa fortune en Amérique. Bientôt d'autres électeurs, ceux de Stokport, le renvoient à la Chambre des Communes (1859). C'est un trait des mœurs politiques de l'Angleterre : une cause vaincue ici trouve à se relever là, avec l'homme qui l'incarne. Presque aussitôt lord Palmerston lui offre le ministère du Commerce; il le refuse, désaprouvant la politique extérieure du cabinet. Mais il accepte, pour les idées qui lui sont chères, d'aller négocier, simple député, auprès de Napoléon III, les traités de commerce (1860), et il réussit malgré l'opposition secrète que lui faisait l'ambassade anglaise à Paris. Il ne consent à accepter pour ce service aucune récompense, aucun titre. — Malade, il veut aller à Londres pour prendre part à une discussion parlementaire, et meurt, en bon travailleur, à la besogne.

Tous les pays peuvent envier de pareils citoyens. Cobden n'a eu d'ambition que pour ses idées. C'est un bel exemple de talent, de volonté et de désintéressement.

CHAPITRE VIII

ALLEMAGNE

1^{re} PARTIE : LA MONARCHIE PRUSSIENNE. LA PRUSSE ET L'AUTRICHE.

I. Origines et formation de la monarchie prussienne. — Le Brandebourg et la Prusse. — Les Hohenzollern. — Politique des électeurs au XVII^e siècle. — Les rois de Prusse au XVIII^e siècle. — La Prusse de 1789 à 1850.

II. Les préliminaires de l'Unité. — Guillaume I^r. — Bismarck. — Son ministère. — La question des duchés (1863). — La guerre au Danemark (1864). — La Convention de Gastein (1865).

III. La lutte contre l'Autriche. — L'Europe en 1865. — L'alliance italienne. — La rupture avec l'Autriche. — La guerre en Bohême : Sadowa (1866). — La guerre sur le Mein, en Italie. — Le traité de Prague (1866). — La Confédération du Nord.

Les deux empires d'Allemagne. — Il y a dans l'histoire deux empires d'Allemagne :

Le premier, connu sous le nom de saint-empire romain germanique, fondé en 962, a duré neuf siècles, avec des alternatives de puissance et de faiblesse; il a lutté contre la papauté au moyen âge; il a poursuivi au XVI^e et au XVII^e siècle la chimère de la monarchie universelle; puis, désagrégé et débilité, il s'est effondré sous les coups de Napoléon en 1806. — Cet empire

était électif; mais il a été pendant près de cinq cents ans sous la direction de la dynastie des Habsbourg; il a servi les desseins et suivi les destinées de la maison d'Autriche.

Le second est né d'hier; il est l'œuvre de la Prusse et de la dynastie des Hohenzollern, qui en a reçu, en 1871, la couronne héréditaire. C'est celui que nous allons étudier. Pour comprendre comment l'Allemagne du XIX^e siècle, masse molle et sans cohésion, s'est subitement solidifiée autour du dur noyau prussien, il faut rappeler sommairement les origines et le développement de ce peuple et de cette monarchie.

Les origines du Brandebourg et de la Prusse.

— La monarchie prussienne devait naître de l'union de deux pays, le Brandebourg et la Prusse, longtemps étrangers l'un à l'autre, mais formés dès le moyen âge à peu près de la même façon.

Le Brandebourg, triste région de sables et de marécages, située entre l'Elbe et l'Oder, a été conquise, à partir de 1134, sur les Slaves qui l'occupaient, par le margrave Albert l'Ours et ses successeurs. La Prusse, plateau humide « hérissé de bois et taché d'étangs », au bord de la Baltique, a été disputée pied à pied à des populations idolâtres et barbares, à partir de 1230, par un ordre religieux et militaire, les Chevaliers teutoniques. Dans l'une et l'autre province, la colonisation marchait de front avec la conquête. Des hommes de toute race, des déshérités de toute terre, venant s'enrôler sous le margrave ou sous le grand maître, combattaient le Slave, le païen, ensemençaient un champ, reprenaient les armes pour se défendre, et subissaient la rude discipline qui était nécessaire pour vaincre et pour vivre. De là le caractère militaire de ces populations, leur cohésion et leur dureté, qui sont encore les caractères du peuple prussien. Là, point de grande féodalité rebelle, point d'Église indépendante et riche. En plein moyen âge, le Brandebourg et la Prusse sont déjà

presque des États modernes par l'union des forces militaires et économiques.

Les Hohenzollern. — En 1415, le margraviat de Brandebourg avec la dignité électoral de fut donné par l'empereur Sigismond à un Hohenzollern. C'était à l'origine une pauvre et famélique dynastie sortie de l'Allemagne du Sud. Elle s'établit sur les bords de la Sprée, à Berlin, à égale distance de l'Elbe et de l'Oder, et ne tarda pas à occuper tout le pays compris entre le cours moyen de ces deux fleuves. En 1525, un cadet de cette famille, Albert de Brandebourg, grand maître des Chevaliers teutoniques, se déclare luthérien pour *séculariser* les domaines de l'ordre et faire ainsi de la Prusse son domaine héréditaire. En 1618, cette branche cadette s'éteint, et la branche aînée recueille son héritage.

La politique des électeurs de Brandebourg au XVII^e siècle. — Le Brandebourg et la Prusse unis, c'est le premier faisceau des forces prussiennes. Il y a beaucoup à travailler encore pour faire de ces membres un corps, de ce corps un grand Etat allemand, une grande puissance européenne. Mais cette dynastie avare, avide, active, opiniâtre, est capable de tous les efforts. C'est une race de *gagne-petit*, en attendant l'occasion des gros bénéfices. Elle s'accorde des terres de rebut, de la *sablière* du Brandebourg, du plateau lacustre de la Prusse, des grèves désertes de la Poméranie, des marécages de la Frise. Surtout elle profite de tout pour grossir son petit pécule et souder ces régions isolées : de la guerre de Trente ans et des traités de Westphalie, qui bouleversent l'Allemagne et affaiblissent l'Autriche (1648), des luttes furieuses qui mettent aux prises la Pologne et la Suède (1660), de l'ambition de Louis XIV qui alarme l'Europe (1673, 1686), de la révocation de l'édit de Nantes (1685) qui lui donne une précieuse colonie d'industriels, de cultivateurs, de soldats. Cet art de profiter est surtout exercé par un politique actif, celui dont Frédéric II a dit : « Nous

ui devons beaucoup », le grand électeur Frédéric-Guillaume (1640-1688). Ses successeurs profiteront de même des folies de Charles XII et de l'anarchie de la Pologne.

Les rois de Prusse au XVIII^e siècle. — En 1701, le fils du grand électeur, Frédéric I^{er}, obtint de l'empereur Léopold, contre la promesse de son adhésion à la coalition contre Louis XIV, le droit de prendre *en Prusse* la couronne royale. « On devrait pendre les ministres qui ont donné ce conseil à l'Empereur, » disait plus tard le prince Eugène. Avec Frédéric I^{er} commence la série des rois de Prusse. Ils furent tous des princes utiles, par leurs défauts autant que par leurs qualités, des souverains venus à leur heure. Le premier était un vaniteux qui ne rêvait que de royauté, d'étiquette, et imitait fort gauchement Louis XIV. Mais il fit de la Prusse un État européen. Le second fut le fameux roi-sergent Frédéric-Guillaume I^{er} (1714-1740), un maniaque féroce; il règne à coups de bâton, mais il collectionne les soldats géants, entasse les écus et transforme la petite monarchie prussienne en une vaste caserne avec un riche trésor de guerre. Il laisse cette force aux mains d'un homme de génie, son fils, Frédéric II, le grand Frédéric (1740-1786), grand capitaine, grand administrateur, grand politique surtout, avec tout ce que ce mot implique d'habileté et d'immoralité. Il inaugure son règne en volant la Silésie à Marie-Thérèse (1741-1748); il le continue en défendant cette proie héroïquement (1756-1763); il le termine en préparant et en consommant l'acte le plus inique du siècle, le partage de la Pologne (1763-1773). Il laisse à ses héritiers la Prusse doublée et devenue une puissante machine à conquêtes¹.

La Prusse de 1789 à 1830. — On a vu précédemment² les vicissitudes qu'a subies la monarchie prussienne sous les rois Frédéric-Guillaume II, III et

1. Voir le *Cours de deuxième année*.

2. Voir dans ce volume les chapitres i à v.

IV. Peu de pays ont connu de telles extrémités en si peu de temps. Vaincue par la Révolution française, la Prusse se dédommage en 1793 et en 1795 aux dépens de la Pologne. Elle croit pouvoir arrêter la fortune de Napoléon et manque de périr à Iéna, à Tilsitt. Elle prépare silencieusement sa revanche, et, de 1813 à 1815, elle contribue à écraser celui qui avait failli la détruire; elle reçoit à Vienne une part importante de ses dépouilles. Dès lors, entre les idées que la France révolutionnaire a semées dans le monde, liberté, unité nationale, elle a fait son choix : elle saura dompter le libéralisme et exploiter le patriotisme allemand. Mais, dans les convulsions qui bouleversent l'Allemagne et l'Europe de 1848 à 1850, elle soutient mal son rôle équivoque, et retombe lourdement du haut de son rêve ambitieux.

Elle allait recommencer et réussir.

Fin du règne de Frédéric-Guillaume IV (1850-1861). — La Prusse, après la reculade d'Olmütz, semblait passer au second plan. Les dix dernières années du règne de Frédéric-Guillaume IV sont peu remplies. Ce prince indécis, chimérique, maladroit, restait sous le coup de son double échec. Il n'avait ni osé recevoir de l'Allemagne révolutionnaire la couronne impériale, ni réussi à constituer une petite Allemagne (*l'Union restreinte*) sous l'hégémonie prussienne. Aussi sa monarchie ne pèse-t-elle pas d'un grand poids dans les affaires européennes de 1850 à 1861. Cependant il fait échec à l'Autriche, qui, en 1852, voulait se faire admettre dans le Zollverein; il l'empêche assez adroitemment de se joindre à la France et à l'Angleterre dans la guerre de Crimée. C'est aussi la Prusse qui, par une démonstration militaire menaçante, interrompt la marche victorieuse de Napoléon en Italie (1859) et amène le brusque dénouement de Villafranca¹.

Mais déjà la Prusse avait passé en d'autres mains. Fré-

1. Voir le chapitre XII.

déric-Guillaume ayant perdu la raison (1858), son frère Guillaume avait reçu la régence. Il devint roi en 1861. Une ère nouvelle commence : la Prusse va faire l'Allemagne.

Guillaume I^{er} (1861-1888). — Ce prince était né en 1797. Deux souvenirs ineffaçables lui inspirèrent les sentiments qui ont dirigé toute sa vie. En 1807, il avait fui après Iéna devant la grande armée. En 1848, il avait vu son frère, vaincu et humilié par l'émeute, saluer les cadavres des insurgés. L'enfant s'était juré de rendre à son pays la suprématie militaire qui lui avait un instant échappé. L'homme avait pris en horreur la souveraineté populaire et la Révolution. Il aimait le métier de soldat avec passion ; roi, il ne laissa à personne le soin de diriger l'armée, et la royauté lui apparut comme une consigne reçue de Dieu, consigne à laquelle tout le monde devait obéir, le peuple, les assemblées délibérantes et lui-même. Cette religion militaire et autoritaire n'aurait pas suffi sans doute à faire de lui autre chose qu'un *roi-sergent* moins maniaque. Mais il eut la bonne fortune de s'attacher et la sagesse de subir un homme d'une puissance d'action, d'une fécondité de moyens, d'une audace d'entreprises vraiment extraordinaires.

M. de Bismarck. — M. de Bismarck est né en 1815 à Schœnhausen, d'une de ces familles de hobereaux de Brandebourg rudes et âpres. Après une jeunesse tapageuse et quelque peu désordonnée, il fit dans les assemblées délibérantes des débuts peu parlementaires, et, dans les chancelleries, des frasques qui n'annonçaient guère un diplomate. Railleur jusqu'à la grossièreté et provocant jusqu'à la fanfaronnade, aux Parlements de Francfort et d'Erfurt, à la diète, on aurait difficilement discerné en lui le futur homme d'État. Cependant dans ses missions et ambassades, à Vienne, à Paris, à Saint-Pétersbourg, il observait d'un regard pénétrant le secret des forces et des faiblesses européennes. En 1861, il était en France ; il suivit la cour impériale à Fontainebleau et à Com-



piègne ; il l'amusait de sa verve ; on disait de lui : « C'est un drôle de corps ! » Guillaume I^{er} l'appela au ministère dès 1862.

Le ministère de Bismarck. — Ce fut un ministère de combat. Le roi voulait inaugurer son règne par l'armement de la nation prussienne. Avec le ministre de la guerre de Roon et le général de Moltke, il avait élaboré une loi militaire qui élevait l'armée au chiffre de 600.000 hommes, chiffre considérable pour la Prusse ; « mais, dit M. Lavisson, c'est la tradition des Hohenzollern de porter une épée trop longue, comme au temps du rois-sergent, où tout bon Prussien avait, pour une aune de drap, deux aunes de fer. » La Chambre des députés prussienne faisait à ce projet une violente opposition. Bismarck et Guillaume brisèrent toute résistance. La Chambre dissoute, les électeurs en renvoyèrent une encore plus hostile, qui refusa de voter le budget. Le roi passa outre, et pendant deux ans l'impôt fut levé illégalement, l'armée réorganisée par décrets, la presse soumise au régime discrétionnaire (1862-64). « C'est par le fer et le sang, disait Bismarck, et non par les discours, que les États grandissent. »

La question des duchés (1863). — C'était là une de ses maximes favorites ; il l'appliquait au dedans et au dehors. Dès 1859 il avait écrit : « La mauvaise situation de la Prusse dans les affaires fédérales est une maladie que tôt ou tard il nous faudra guérir par le fer et le feu. » Il songeait à entreprendre la cure, et, pour la commencer, il ressuscita la question des duchés de l'Elbe. Elle était complexe à plaisir, merveilleux sujet de « querelle d'Allemand ». Lord Palmerston disait : « Trois personnes seulement l'ont comprise : le prince Albert qui est mort, un diplomate danois, qui est devenu fou, et moi, qui l'ai oubliée. »

Ces trois duchés, situés sur le bas Elbe et au sud du Jutland, sont les duchés de Lauembourg, de Holstein et de Sleswig : les deux premiers, de population entière-

ment allemande, faisaient partie de la Confédération germanique. Quant au Sleswig, l'élément danois y était en majorité; il ne faisait pas partie de la Confédération, mais il avait toujours été uni au Holstein : d'où la difficulté de régler sa situation au regard de l'Allemagne et du Danemark. Une première fois, en 1848, la Prusse, qui convoitait les duchés à cause de leur importance maritime¹, avait essayé de les incorporer, au nom de la patrie allemande. Elle avait dû lâcher prise, et un règlement européen (traité de Londres, 1852), tout en maintenant les droits de la Confédération, avait garanti l'intégrité de la monarchie danoise.

La guerre des duchés (1864). Convention de Gastein (1865). — Mais le roi de Danemark Frédéric VII meurt en 1863 et a pour successeur son cousin Christian IX (de Glucksbourg). Celui-ci veut dès son avènement régler la situation de ces provinces équivoques ; il incorpore purement et simplement le Sleswig à la monarchie danoise, laissant les autres duchés sous le régime fédéral, mais sous la direction du ministère danois. Aussitôt la Prusse proteste contre cette atteinte aux droits allemands. Un candidat qui avait renoncé à ses prétentions en 1852, Frédéric d'Augstembourg, les fait valoir de nouveau : c'est Bismarck qui l'a tiré de l'ombre en attendant de l'y rejeter. C'est lui encore qui pousse la diète à occuper le Lauembourg et le Holstein, puis offre à l'Autriche de continuer la partie à deux, pour l'occupation du Sleswig (fin de 1863). Comme obscurité, la question ne laissait plus rien à désirer : la pêche en eau trouble allait commencer.

L'Autriche aurait sans doute préféré s'abstenir ; mais elle ne voulut pas laisser à la Prusse seule le bénéfice de l'action. L'armée austro-prussienne franchit l'Eyder, força le Danerwerk, prit Doppel, l'île d'Alsen (février-juin 1864). Le petit royaume avait héroïquement résisté

1. C'est là que se trouve le port de Kiel, devenu le premier port de guerre allemand et qu'un canal relie aujourd'hui à la mer du Nord.

à la force. Abandonné par l'Europe, après un appel vainement adressé aux signataires du traité de Londres, il dut céder et consentir à la paix de Vienne, qui laissait les duchés aux vainqueurs (octobre 1864).

Les marrons étaient tirés du feu : la Prusse entendait bien les croquer. Bismarck parut cependant s'accommoder d'abord d'un partage, qui fut conclu, après des négociations très difficiles, par la convention de Gastein (août 1865). Naturellement il n'était plus question du duc d'Augstembourg. La Prusse acquérait en toute propriété le Lauembourg. Le Holstein serait administré par l'Autriche, le Sleswig par la Prusse. Kiel deviendrait une forteresse fédérale.

Mais Bismarck ne voyait pas seulement dans cet arrangement le bénéfice immédiat ; il y voyait un sujet de querelle avec l'Autriche, querelle qu'il ouvrirait à son heure, quand il voudrait réaliser son grand dessein, exclure l'Autriche de la Confédération : cette heure était proche.

L'Europe en 1865. — L'homme d'État connaissait son Europe : il savait l'Autriche embarrassée dans ses conflits de races ennemis ; la Russie encore inquiète au sujet de la Pologne, dont elle avait à grand'peine empêché la résurrection en 1863 ; l'Angleterre aux prises avec le mouvement irlandais, et peu disposée à risquer une guerre pour autre chose que ses intérêts économiques ; l'Italie en quête d'un allié nouveau, pourachever la conquête du domaine italien, Rome et Venise : c'étaient là autant de circonstances favorables à l'ambition prussienne. Restait la France. Mais Bismarck vint à deux reprises à Biarritz, avant et après la convention de Gastein, et, dans des entretiens confidentiels, il n'eut pas de peine à percer le nuage dont s'entourait la politique napoléonienne. Il vit que l'on mènerait l'empereur où l'on voudrait avec des promesses ; il ne les épargna pas. Napoléon III d'ailleurs jouait sans le savoir le jeu de la Prusse ; il avait travaillé à rendre

tout système d'alliance impossible. L'Autriche gardait rancune à la France d'avoir aidé le Piémont à conquérir la Lombardie ; l'Italie, de ne pas lui permettre de prendre Rome ; la Russie ne lui pardonnait pas ses sympathies avouées en faveur des Polonais ; l'Angleterre était aigrie par son refus d'intervenir en faveur du Danemark. Entre tous ces dépits aucun rapprochement gênant pour les ambitions prussiennes n'était possible.

Assuré que l'Autriche ne trouverait pas d'allié, Bismarck en trouva un pour la Prusse. Victor-Emmanuel ne fut pas difficile à gagner par la promesse de la Vénétie. Un traité fut conclu (avril 1866.) Napoléon III lui-même l'avait conseillé au roi d'Italie. C'était le comble de l'aveuglement.

Rupture entre la Prusse et l'Autriche. — Ces années 1865 et 1866 sont celles où l'homme d'État prussien a montré le plus de ressources et d'audace. Pendant ce temps le roi, de Moltke, de Roon, faisaient leur besogne : l'armée était prête. Il ne restait plus à Bismarck qu'à susciter une querelle à l'Autriche. Il ne tarda pas à se plaindre de la conduite du général autrichien Gablenz, en Holstein, et il fit occuper ce duché, sous prétexte que la convention de Gastein était violée (juin 1866). L'empereur François-Joseph porta la question devant la diète ; les petits Etats allemands, fort effrayés d'avoir à se prononcer, se décidèrent cependant pour l'Autriche, et la diète décréta la mobilisation des contingents fédéraux contre la Prusse (14 juin). Celle-ci retira aussitôt ses représentants de Francfort, déclara la Confédération dissoute et en appela à un Parlement librement élu. Elle avait eu, comme elle l'aura en 1870, l'habileté de se faire déclarer la guerre, après l'avoir rendue inévitable.

La guerre austro-prussienne. Sadowa (3 juillet 1866). — Le succès fut foudroyant. Le duel eut pour théâtre principal la Bohême. 250 000 Prussiens divisés en trois armées, sous Herwarth, le prince royal

Frédéric et le neveu du roi, Frédéric-Charles, y pénétrèrent par la Saxe, la Lusace et la Silésie, enveloppant dans leurs mouvements concentriques le général autrichien Benedek, qui hésitait encore entre l'offensive et la défensive. Après plusieurs avantages remportés sur l'Elbe et dans les défilés des Monts des Géants (à Munchengrätz, à Nachod), Herwarth et Frédéric-Charles se trouvèrent en présence de toutes les forces ennemis à Sadowa, en avant de Kœniggrätz, le 3 juillet 1866. La situation des deux armées prussiennes fut un moment très critique. Mais vers midi l'arrivée du prince royal à la droite de l'ennemi décida de la victoire, qui fut complète. Benedek dut sacrifier sa cavalerie et son artillerie pour couvrir sa retraite, et laissa derrière lui 40 000 Autrichiens tués, blessés ou prisonniers. Les vainqueurs, aussitôt lancés à sa poursuite à travers la Moravie, le coupent de la route de Vienne et arrivent à Lundenbourg, à 25 lieues de la capitale autrichienne. C'était l'écroulement de la fortune militaire de l'Autriche.

Guerre sur le Mein et en Italie. — Sur deux autres théâtres la guerre avait eu des résultats divers. Dans l'Allemagne occidentale, Vogel de Falkenstein et Manteuffel avaient eu facilement raison des troupes fédérales; les Hanovriens avaient capitulé à Langensalza (29 juin.) Les Bavarois, les Badois, les Wurtembergeois, battus à Kissingen, à Aschaffembourg (juillet), avaient été rejetés au delà du Mein; Francfort occupé avait dû payer une lourde rançon. Moins heureux que leurs alliés, les Italiens avaient été battus par l'archiduc Albert sur le champ de bataille de Custozza (24 juin), déjà témoin de leur défaite en 1848; et leur flotte avait été complètement vaincue par l'amiral Teghetoff à Lissa (14 juillet).

Traité de Prague. — Mais ni Custozza ni Lissa n'étaient pour l'Autriche une compensation à Sadowa. Elle se résigna et signa d'abord les préliminaires

de Nicholsbourg (26 juillet), puis le traité de Prague (23 août). Elle acquiesçait à la dissolution de la Confédération germanique, à la formation d'une Confédération de l'Allemagne du Nord sous l'hégémonie prussienne, aux annexions que la Prusse devait opérer aux dépens des États allemands. Elle cédait la Vénétie à Napoléon III, qui devait la remettre au roi d'Italie. En somme, elle était éliminée de l'Allemagne future et dépossédée de ses derniers domaines italiens.

La Confédération du Nord. — La Prusse ne perdit pas de temps pour recueillir les fruits de sa victoire. D'abord elle annexa les trois duchés de l'Elbe, le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau, Francfort. « La Prusse, avait dit jadis Bismarck à Napoléon III, manque de ventre du côté de la Hesse, elle a l'épaule démise du côté du Hanovre... » Tout cela était réparé, et sa population s'élevait de 19 millions d'habitants à 23 millions et demi. — Puis une Confédération du Nord était formée, comprenant les vingt-deux États au nord de la Bohême et du Mein, sous la présidence héréditaire de la Prusse, avec une organisation que nous retrouverons bientôt dans celle de l'empire de 1871. — Quant aux États du Sud, Bavière, Wurtemberg, Bade, partie sud de la Hesse-Darmstadt, ils restaient en apparence indépendants. Mais avant même d'avoir signé le traité de Prague, Bismarck les avait liés à la Prusse par des traités secrets qui mettaient leurs armées sous la direction prussienne. Le secret d'ailleurs ne fut pas longtemps gardé. Au mois de mars 1867, M. Rouher ayant voulu démontrer au Corps législatif que l'Europe n'avait pas à redouter l'unité allemande, car l'Allemagne était divisée en *trois tronçons*, le ministre prussien répondit à cette fansaronnade par un défi : il fit publier les traités secrets.

La guerre des duchés avait été le prologue de l'unité allemande; la guerre contre l'Autriche en fut le premier acte. Une lutte contre la France, lutte plus ou moins

prochaine, mais inévitable, en devait amener le dénouement.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Prusse, province prussienne sur la Baltique ; Brandebourg, *id.*, entre l'Elbe et l'Oder ; Silésie, *id.*, sur l'Oder supérieur. — Francfort, sur le Mein, près de son confluent avec le Rhin. — Erfurth, Iéna, en Saxe. — Lauembourg, Holstein, Sleswig, duchés au nord de l'Elbe, dans la péninsule du Jutland. — Eyder, rivière du Jutland. — Kiel, port du Holstein; Doppel, *id.* du Sleswig; île d'Alsen, en face de Doppel. — Gastein, eaux thermales, au sud de Salzbourg, Autriche. — Munchengraetz, Nachod, Sadowa,

au nord de la Bohême, près de l'Elbe supérieur ; Prague, *id.* sur la Moldau. — Langensalza, près de la Werra ; Kissingen, Aschaffembourg, Francfort, dans la vallée du Mein. — Custoza, entre le Mincio et l'Adige ; Lissa, une des îles Illyriennes. — Nicholsbourg, Lundenbourg, au nord de Vienne. — Hanovre, Hesse électrale, Etats de l'Allemagne du Nord. — Hesse-Darmstadt, État composé de deux parties, au sud et au nord du Mein.

SUJET A ÉTUDIER

Un roi de Prusse d'autrefois. — Le second roi de Prusse est ce Frédéric-Guillaume que l'histoire a surnommé le *roi-sergent*. Il est célèbre surtout par ses manies fort nombreuses. La plus inoffensive était celle du tabac. Il tenait sa cour dans son fameux *collège du tabac*, fumant et faisant fumer d'innombrables pipes, buvant et faisant boire force verres de bière. Il avait aussi la manie de la réglementation : il rédigeait sur toutes choses des instructions minutieuses jusqu'à l'absurdité ; il réglementait avec la même prolixité la toilette de son fils, les exécutions capitales, les repas de ses conseillers, la tenue des troupes ; son dernier règlement est celui de ses funérailles : tout y est en détail, la toilette funéraire, l'autopsie, le défilé des troupes, l'air que joueront les fifres, le vin qui sera servi le soir aux officiers dans la grande salle.

Mais sa manie la plus redoutable était celle des coups de canne. Il rossait tout le monde, les maîtres d'école et les pasteurs, les valets, les passants, les femmes, et son fils et sa fille de préférence. Quelques heures avant de mourir, il vit par la fenêtre un domestique qui mettait sur le dos d'un cheval une selle bleue avec une housse jaune : les forces lui manquant, il cria à l'un de ceux qui l'entouraient : « Courez rosser ce coquin. » Ce fut son dernier ordre.

Il avait encore la passion des soldats géants, la « gigantomanie ». Ses embaucheurs parcouraient le monde pour enrôler, à quelque prix que ce fût, les hommes dont la tête dépassait la foule. Il se composa ainsi de véritables « bataillons de Patagons », qu'il faisait manœuvrer dans les champs de Potsdam ou de Berlin, avec la dernière précision, toujours la canne levée; mais il les aimait comme un avare son trésor, les exerçant toujours pour une guerre qu'il ne faisait jamais, par crainte de les endommager.

Et cependant dans ce cerveau confus, sous cet amas incohérent de puérilités et de brutalités, il y avait jusqu'à trois idées très simples et très utiles, et qui sont restées comme le patrimoine de la race. En matière de revenu, il faut toujours accroître, avoir *un plus* (*ein plus*); pour les forces militaires, « se rendre formidable, avoir toujours une armée prête à marcher et à se battre (*marschbereit, schlafertig*); dans les relations extérieures, profiter de tout pour gagner « quelques pelletées de terre ».

N'est-ce pas là comme la trame et la chaîne de la politique prussienne? (Voir LAVISSE, *La jeunesse du Grand Frédéric.*)

CHAPITRE IX

ALLEMAGNE

2^e PARTIE : LA PRUSSE ET LA FRANCE.

FORMATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE (1865-1871).

I. Préliminaires de la lutte. — La politique française. — Napoléon III et Sadowa. — La politique des pourboires. — Le Rhin, le Luxembourg, la Belgique. Préparatifs de guerre.

II. Le conflit. — Candidature de Léopold de Hohenzollern. — La rupture ; la dépêche. — La déclaration de guerre (17 juillet 1870). — Les forces.

III. La guerre. — Grandes divisions. — La guerre impériale. — Freschviller (6 août 1870), Sedan (1^{er} sept.), Metz (27 oct.). — La guerre nationale. — Les armées de province. — Le siège de Paris (19 sept. 1870 — 28 janvier 1871). — L'Europe et la France. — Le traité de Francfort (10 mars 1871). — Guillaume I^{er} empereur d'Allemagne (18 janvier 1871).

La politique française. — Pour faire la Confédération du Nord, la Prusse avait dû vaincre l'Autriche. Pour faire l'empire allemand, elle devait triompher de la France. La politique française lui facilita la tâche.

Dès le lendemain de Sadowa l'opinion publique en France et en Europe considéra ce conflit comme inévitable. Napoléon III avait maintes raisons d'être irrité contre la Prusse. Il en aurait eu plus encore d'être mécontent de lui-même : depuis longtemps sa politique

capricieuse, changeant à chaque instant de chimères, avait désorganisé et, pour ainsi dire, disloqué tous les systèmes d'alliances entre les grandes puissances. La Crimée et surtout la Pologne l'avaient brouillé avec la Russie, la guerre de 1859 avec l'Autriche, l'affaire du Danemark avec l'Angleterre. Il lui restait l'Italie et la Prusse : il choisissait bien ses alliés ! Ces deux puissances, enfiévrées d'ambition, prêtes à profiter de tout pour s'agrandir, il les avait unies lui-même pour consommer la ruine de l'Autriche. L'unité italienne s'était faite presque malgré lui ; l'unité allemande allait se faire contre lui, l'une et l'autre cependant avec son concours.

Napoléon III et Sadowa. — Sadowa en effet fut en partie son œuvre, mais une œuvre involontaire. A la veille de la guerre de 1866, il proclamait, dans le fameux discours d'Auxerre, que « les traités de 1815 avaient cessé d'exister ». Il se complaisait dans ces formules creuses et dangereuses, qui étaient une menace sans être un programme. Il poursuivait, avec une constance toujours malheureuse, l'idée de réunir des congrès européens, où il jouerait le rôle d'arbitre souverain. En laissant agir la Prusse et l'Italie en Bohême et en Vénétie, il s'était flatté de s'imposer au bon moment comme un médiateur, de dicter au besoin sa volonté en envoyant 100 000 hommes sur le Rhin. Mais les choses furent menées de telle sorte, la victoire fut si foudroyante, la paix si prompte, qu'il n'y eut place ni pour la médiation ni pour l'intervention. Il n'eut que la satisfaction stérile de transmettre la Vénétie de l'Autriche à l'Italie.

Il avait d'ailleurs à cette heure une autre grave préoccupation. L'expédition du Mexique finissait alors tristement. L'empereur rappelait ses troupes de ce pays, où nous laissions beaucoup de nos ressources et un peu de notre honneur. Les heures sombres commençaient ; Napoléon III dans un discours signalait lui-même des « points noirs » à l'horizon.

La politique des « pourboires ». Le Rhin. — Cependant, incorrigible dans ses illusions, l'empereur espérait recevoir de la Prusse quelques compensations. C'est là que Bismarck l'attendait; il avait certainement fait à Biarritz des promesses sur la nature desquelles il restera toujours un mystère; il en voyait venir l'échéance sans inquiétude, se disant prêt à discuter ce qu'il appelait, avec sa hautaine ironie, la *politique des pourboires*. On va le voir marchander, ajourner et finalement refuser ces pourboires.

Le premier que Napoléon demanda, ce fut la cession d'une partie du cours du Rhin, de Lauterbourg à Mayence. Bismarck commença par se retrancher derrière les scrupules de son maître; puis il alarma la Bavière et la Hesse auxquelles appartenaienr les provinces convoitées; il alléguait le patriotisme germanique, invoqua les droits du *Vaterland*; il fit si bien qu'il réveilla les vieux échos du « Rhin Allemand »; et, quand Napoléon posa le dilemme : « Mayence ou la guerre, » il répondit froidement : « Ce sera la guerre. » On commençait à parler en Allemagne « de l'ennemi héréditaire ». C'est ainsi qu'on appelait le Français.

L'affaire du Luxembourg (1867). — L'empereur recula; mais il tourna aussitôt ses batteries d'un autre côté. Le grand-duché de Luxembourg, fort petit État, mais position militaire importante, était la propriété personnelle du roi de Hollande. Napoléon III résolut de le lui acheter au prix de 90 millions; il semblait qu'il n'y eût à cela aucune difficulté. Le Luxembourg avait bien fait partie de la Confédération germanique, mais cette Confédération n'existant plus. Bismarck avait d'abord paru favorable au projet. Mais au moment où le marché allait être conclu, il se ravisa, sonna l'alarme en Allemagne contre l'ambition française, fit notifier son opposition au roi de Hollande, et déclara qu'il ne retirerait pas la garnison prussienne qui occupait cette place fédérale (avril 1867). C'était encore la

guerre ! Pour la seconde fois Napoléon III recula. Tout ce qu'il obtint, ce fut la convocation d'une conférence qui partagea le différend en ordonnant que les Prussiens évacueraiient Luxembourg et que la ville serait démantelée. La fête que Napoléon donnait alors à l'Europe, l'exposition de 1867, ne fut qu'un instant troublée par ces rumeurs de guerre. Guillaume et Bismarck vinrent à Paris, dans cette brillante fournée de souverains et de ministres dont la présence donna à l'empereur une dernière illusion de grandeur. L'homme d'Etat prussien, auquel rien n'échappait, put voir bien des choses utiles, pendant que la foule admirait avec un étonnement enfantin les beaux canons exposés par la maison Krupp au Champ de Mars.

Préparatifs de guerre. — Ne pouvant plus toucher à la terre allemande, Napoléon se rabattit sur un vague dessein d'annexer la Belgique. Bismarck, mis au courant de ce projet, l'accueillit avec une faveur marquée. « Chacun doit avoir sa part, » disait-il; l'ambassadeur français, Benedetti, écrivit de sa propre main et lui remit un mémoire détaillé sur ce sujet. L'astucieux ministre le serra précieusement dans son portefeuille... et ne l'en tira qu'en 1870, au début de la guerre, pour dénoncer une fois de plus à l'Europe l'ambition française. Il faut connaître ces dessous de notre politique, ces espérances déçues, ces humiliations dévorées, pour comprendre que la guerre était dans l'air. On s'y préparait des deux côtés; mais la Prusse avait l'avance; elle perfectionnait encore l'instrument de victoire qui l'avait si bien servie à Sadowa¹, avec de Moltke et de Roon. La France entrat tardivement dans la voie du service obligatoire. La loi militaire de Niel était péniblement votée en 1868, et l'organisation de la garde mobile n'existaient que sur le papier lorsque la lutte éclata.

1. Voir le sujet à étudier, à la fin du chapitre, et le chapitre suivant.

La candidature Hohenzollern. — Elle éclata en 1870, et Bismarck eut, une fois de plus, l'habileté de se faire déclarer une guerre qui était, depuis 1866, l'unique objectif de sa politique. Au commencement de juillet 1870, on apprit que l'Espagne, qui était en révolution depuis 1868, venait d'offrir la couronne au prince Léopold de Hohenzollern, frère du roi de Roumanie et cousin de Guillaume I^{er}. Le gouvernement français protesta aussitôt contre cette candidature; M. de Gramont, ministre des affaires étrangères, déclara au Corps législatif que la France « ne laisserait pas mettre en péril ses intérêts et son honneur, en permettant qu'une puissance étrangère plaçât un de ses princes sur le trône de Charles-Quint » (5 juillet 1870). Guillaume I^{er}, qui sans doute hésitait au moment d'entrer dans la voie où le poussait son ministre, recula cette fois, mais avec beaucoup d'habileté et une certaine dignité. Il déclara d'abord que c'était une affaire de famille, non une affaire allemande; puis, sur son conseil, le prince Antoine, père de Léopold, retira le consentement qu'il avait donné à la candidature de son fils; enfin, sur les instances bruyantes du ministère français, Guillaume fit savoir qu'il adhérait au désistement de son cousin (13 juillet).

La rupture. La dépêche. — On aurait pu s'en tenir là. Mais ce dénouement acceptable ne faisait pas l'affaire du « parti de la guerre » aux Tuilleries; car il y avait dans l'entourage de Napoléon III un parti qui voulait la guerre, pour consolider la dynastie, pour relever l'empire militaire et autoritaire sur les débris de l'empire libéral. C'était la guerre de l'impératrice pour son fils, la guerre des anciens ministres contre le ministère nouveau; chacun escomptait la victoire, et on courait à la défaite.

En conséquence le gouvernement impérial exigea que Guillaume s'engageât « à ne pas permettre que son cousin revînt jamais sur sa renonciation. » Cette fois le

roi de Prusse refusa; il quittait à ce moment Ems pour Berlin; à la gare même, il déclara à notre ambassadeur qu'il n'avait rien à ajouter à ses précédentes déclarations. Quelques heures après, une dépêche, lancée de Berlin, transformait cette réponse ferme, mais courtoise, en une sorte d'affront : Guillaume aurait fait dire à notre ambassadeur, *par l'aide de camp de service*, qu'il ne pouvait plus le recevoir. On connaît aujourd'hui l'auteur de cette fausse nouvelle qui a fait couler tant de sang : le faussaire, c'était Bismarck, qui ne voulait pas que *sa guerre* lui échappât à la dernière heure.

La déclaration de guerre (17 juillet 1870).

— Cette provocation, Bismarck le savait, allait tomber sur une opinion affolée. A Paris la foule poussait le cri : *A Berlin.* Les rodomontades de la presse répondaient aux fanfaronnades de la rue. Les législateurs n'étaient pas plus sages. Dans la séance du 15 juillet, où le gouvernement vint apporter au Corps législatif la déclaration de guerre, une majorité aveugle couvrit de ses injures la voix des bons citoyens, qui, comme Thiers, la suppliaient de ne pas s'engager dans une folle aventure; et le soir, la populace jetait des pierres dans les fenêtres de « ce traître », de « ce Prussien ». Il faut avoir le courage de rappeler ces scènes de folie. Le gouvernement s'en faisait le complice par son imperturbable assurance et son infatuation. On connaît l'affirmation du ministre de la guerre, le maréchal Lebœuf : « Il ne manque pas un bouton de guêtre »; et le mot d'Emile Olivier, déclarant qu'il acceptait sa responsabilité « d'un cœur léger ». Devant la commission chargée d'examiner le projet de déclaration de guerre, M. de Grammont laissait entendre que nous étions assurés de l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. On ne sait trop encore dans quelle mesure ces deux puissances s'étaient engagées vis-à-vis de la France : c'est un des points les plus obscurs de l'histoire diplomatique contemporaine. En tous cas, on comptait leur forcer la main par la première

victoire ; et de cette victoire personne ne doutait, excepté ceux qu'on appelait *traîtres* et *Prussiens*.

La déclaration de guerre fut lancée le 17 juillet. Le 28, laissant la régence à l'impératrice, l'empereur usé, vieilli, quittait Saint-Cloud pour la défaite et pour l'exil !

Les forces. — Il allait prendre la direction de 220 000 hommes, lentement mobilisés et dispersés, dans un désordre extrême, sur un front de 300 kilomètres, de Thionville à Belfort. Le plan de campagne, très vague, comportait une brusque irruption sur le Mein pour intimider l'Allemagne du Sud et isoler celle du Nord. Les forces allemandes de première ligne s'élevaient à 430 000 hommes qui, partis de Trèves, de Mayence et de Spire, avaient pour objectifs Strasbourg, Metz, Paris.

Grandes divisions de la guerre. — Nous n'avons ici qu'à rappeler les grandes divisions de cette douloureuse histoire, étudiée ailleurs¹.

La guerre franco-allemande comprend trois phases, terminées, la première par la capitulation de Sedan, la seconde par la capitulation de Metz, la troisième par la capitulation de Paris. Les deux premières capitulations furent des désastres inouïs, invraisemblables ; elles nous enlevèrent jusqu'au dernier soldat de cette armée impériale, merveilleuse de courage, dont le passé s'appelait Malakoff, Magenta, Solférino, mais que le désarroi, l'incapacité, la trahison allaient conduire. La capitulation de Paris fut le terme des efforts héroïques, mais impuissants, du gouvernement de la Défense nationale, la France sauvant l'honneur. En réalité il y a deux guerres successives : la guerre impériale, une leçon terrible ; la guerre nationale, une consolation et une espérance.

La guerre impériale. — Le désarroi, c'est la sur-

1. Voir le *Cours de deuxième année*, chapitre xxvi.

prise de Wissembourg (4 août), 6000 hommes écrasés par 40 000. C'est, le 6 août, la double défaite de Mac-Mahon à Freschwiller et de Frossard à Forbach, sans que les corps de Failly et de Bazaine aient rien fait pour les secourir. C'est l'Alsace et la Lorraine perdues en une seule journée; ce sont les admirables et stériles batailles de Borny, Rezonville et Saint-Privat (14, 16, 18 août), après lesquelles l'armée de Bazaine se replie sous les murs de Metz pour n'en sortir que prisonnière.

L'incapacité, c'est la funeste marche de Châlons sur Sedan, imposée par la régente et le ministère, acceptée par l'empereur sans volonté, subie par Mac-Mahon. C'est la bataille de Sedan (1^{er} septembre), l'armée française massée au fond d'un entonnoir, toutes les issues fermées, les épisodes sanglants de Bazeille et du calvaire d'Illy, la capitulation de 80 000 hommes, l'empereur prisonnier.

La trahison, c'est l'inexplicable immobilité de Bazaine à Metz, expliquée enfin par ses ténèbreuses intrigues, et aboutissant à la capitulation qui livre aux Allemands 173 000 hommes (27 octobre). Cet acte abominable a été flétrti par la conscience universelle. Devant le conseil de guerre réuni à Trianon pour le juger en 1873, Bazaine essaya de se justifier en disant que l'empire tombé, l'empereur prisonnier, l'impératrice en fuite, il n'y avait plus rien : « Il y avait la France, » lui répondit le président du conseil de guerre, le duc d'Aumale.

La guerre nationale. Les armées de province. — La France en effet avait déjà ramassé les tronçons de l'épée échappée des mains de l'empire. La république avait été proclamée le 4 septembre, à la nouvelle de Sedan. Le gouvernement de la Défense nationale mettait en état de défense Paris, investi le 19 septembre par les Allemands ; une délégation, bientôt dirigée par Gambetta, organisait sur la Loire les forces qui viendraient dégager la capitale. La capitulation de

Bazaine fut un coup terrible pour cette résistance à ses débuts; car nous venions de remporter en avant d'Orléans notre première victoire, à Coulmiers (9 novembre), lorsque Frédéric-Charles, arrivant de Metz avec 100000 hommes, reprit Orléans, et coupa en deux notre armée de la Loire.

Dès lors, c'est la guerre en province et le siège de Paris, sans que ces deux éléments de résistance puissent se rejoindre ou même se combiner. La première armée de la Loire est vaincue à Beaune-la-Rolande et à Arthenay (3 décembre), en avant d'Orléans. La seconde armée, sous Chanzy, opère une admirable retraite sur la Sarthe, et lutte trois jours autour du Mans (10-12 janvier 1871). — L'armée du Nord, sous Faidherbe, dispute la Somme à l'ennemi, le bat à Bapaume (3 janvier), mais est écrasée sous Saint-Quentin (19 janvier). — A l'est, Belfort résiste sous le colonel Denfert-Rochereau; Garibaldi lutte autour de Dijon. Bourbaki, envoyé pour délivrer Belfort, se bat à Villersexsel, à Héricourt (9, 17 janvier); puis, victime d'un déplorable malentendu qui l'exclut de l'armistice négocié à Paris, il est obligé de franchir le Jura par un froid terrible et de se réfugier en Suisse (1^{er} février). Toutes ces armées improvisées, manquant de tout excepté de courage et d'espérance, avaient eu leurs pages glorieuses dans l'histoire de nos revers.

Siège de Paris (19 septembre 1870-28 janvier 1871). — Paris eut les siennes aussi. Il y avait là 80 000 hommes de troupes régulières et 360 000 gardes nationaux ou gardes mobiles. Le général Trochu n'utilisa guère l'ardeur et l'endurance de ce peuple armé. Il ne croyait pas que Paris pût se délivrer lui-même : deux tentatives cependant furent faites. Elles échouèrent, l'une à Champigny (2 déc. 1870), l'autre à Montretout-Buzenval (19 janv. 1871). Entre temps, on avait perdu les positions importantes de Châtillon, du Bourget, du plateau d'Avron, ces deux dernières non sans une vigoureuse

défense. « A l'heure psychologique, » comme disait Bismarck, le bombardement commença ses ravages (5 janvier). Les provisions étaient épuisées. La capitulation fut signée le 28 janvier.

L'Europe et la France. — Le duel était terminé. Vainement, après la chute de l'empire, Jules Favre était allé, au nom du gouvernement de la Défense nationale, négocier à Ferrières avec le chancelier de fer (4 septembre). Celui-ci voulait faire payer à la France républicaine les ambitions impériales autrement qu'en argent. Vainement Thiers avait parcouru l'Europe pour la décider à intervenir. Il n'avait rien obtenu de l'égoïsme de l'Angleterre, des ressentiments de la Russie, de la prudence de l'Autriche, de la reconnaissance italienne. « Il n'y avait plus d'Europe », affirmait l'homme d'État prussien. On eut à subir ses conditions rigoureuses, inscrites dans les préliminaires de Versailles (1^{er} mars 1871), confirmées, avec quelques légères modifications, par le traité de Francfort (10 mai).

Le traité de Francfort (10 mai 1871). — La France abandonnait à l'Allemagne toute l'Alsace (départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, moins le territoire de Belfort), et un tiers de la Lorraine, savoir : le département de la Moselle moins l'arrondissement de Briey, une partie du département de la Meurthe (arrondissement de Château-Salins), une petite partie du département des Vosges, en tout 1 600 000 habitants, 14 000 kilomètres carrés de territoire, les deux plus fortes places de l'Est, Metz et Strasbourg.

Elle devait payer en trois ans une rançon sans précédent de 5 milliards. Les places françaises comprises entre la Seine et la frontière seraient occupées par les troupes allemandes et évacuées progressivement au fur et à mesure des payements ; un quartier de Paris avait été occupé pendant quarante-huit heures. En matière commerciale, la France assurait à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée.

Quand ces dures conditions furent rendues définitives, la France était en pleine guerre civile : la Commune était maîtresse de Paris ; un nouveau siège était commencé, celui de la capitale par le gouvernement légal. Jamais peut-être notre patrie n'a été plus près de sa ruine.

Guillaume I^{er} empereur d'Allemagne. — D'autre part l'empire d'Allemagne était fait. Le 18 janvier 1871, veille de la dernière bataille livrée par Paris, le roi Guillaume avait reçu à Versailles, dans la galerie des glaces, une délégation des États allemands venue pour lui offrir le titre d'empereur héréditaire.

Davout entrant à Berlin à la tête des vainqueurs d'Iéna et d'Auerstädt, Napoléon maniant à Potsdam l'épée du grand Frédéric, Guillaume I^{er} recevant la couronne impériale dans le palais de Louis le Grand, les troupes allemandes campées autour de l'Arc de Triomphe, étranges vicissitudes des choses humaines !

« Ainsi, dit un historien, il fallut dix ans, des souverains sans virilité sur les trônes principaux d'Allemagne, des ministres incapables à Vienne, une politique chimérique à Paris, une série d'événements extraordinaires, des fautes sans nombre, imprévues comme les accidents qui surgissent inopinément dans le cours des maladies, pour permettre à la Prusse de résoudre la question du dualisme germanique, posée depuis Charles-Quint de siècle en siècle, et de réaliser l'unité allemande. » (M. ROTHAN.)

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Biarritz, plage française sur l'Océan, Vosges. — Borny, Rezonville, Saint-près des Pyrénées. — Lauterbourg, Privat, autour de Metz. — Coulmiers, Mayence, Spire, sur le Rhin moyen ; Beaune-la-Rolande, Arthenay, au N. Ems, près de Coblenz ; Francfort, d'Orléans. — Saint-Quentin, sur la sur le Mein, près de Mayence. — Somme ; Bapaume, plus au Nord. — Luxembourg, sur l'Alzette, affluent Villers-sel, Héricourt, à l'O. de de la Moselle, au N.-E. de Metz ; fort. — Châtillon, le Bourget, le plateau de la Moselle. — Wissembourg, Champigny, Montretout Frœschviller, au N. de l'Alsace. et Buzenval, positions tout autour de — Forbach, sur la Sarre, à l'O. des Paris 1.

1. Pour préciser ces indications, relatives à la guerre de 1870, consulter les *Cartes et croquis des campagnes de 1789 à nos jours*, par JALLIFFIER et BUCHNER.

SUJET A ÉTUDIER

Les ouvriers et l'instrument de l'unité allemande. — L'Allemagne contemporaine est surtout l'œuvre de trois hommes et d'une force, l'armée.

Guillaume I^e (1861-1888) avait grandi au bruit des cris de détresse de la Prusse, au lendemain de la soudaine et terrible catastrophe de 1806; il avait les sentiments d'un burgrave du moyen âge. Adversaire né de toute idée libérale, il n'avait confiance que dans l'armée : il espérait tuer par l'armée les aspirations libérales de ses peuples. Il régna en soldat, toujours vêtu de l'uniforme, la poitrine comme soudée à sa cuirasse, tout occupé de revues, de manœuvres, de perfectionnements militaires, cherchant à remettre à la mode en plein XIX^e siècle les idées, les usages et les institutions du passé.

Il fut, comme tant d'autres souverains, Guillaume *le bien servi*. Le comte de Moltke, aidé de Roon, le ministre de la guerre, et du prince Frédéric-Charles, neveu du roi, reconstitua l'armée prussienne par la réforme de 1860. Déjà depuis 1813 avait été appliqué pour la première fois en Prusse ce principe si juste et si fécond que tous les enfants d'une même patrie doivent au même titre le service militaire. D'après la loi de 1860, le service obligatoire fut rigoureusement exigé de vingt à quarante ans : trois ans dans l'armée active, quatre ans dans la réserve, six ans dans la *landwehr* ou armée territoriale, huit ans dans le *landsturm* ou réserve de l'armée territoriale. Ainsi la Prusse put armer 750 000 hommes sans le *landsturm*. L'artillerie devint formidable. L'état-major dirigea toutes les manœuvres de l'armée avec une précision scientifique. Le courage personnel du soldat fut remplacé par une obéissance aveugle. L'emploi rationnel des chemins de fer, des télégraphes; un espionnage qui ne reculait devant aucun moyen d'information; la terreur imposée à l'ennemi au moyen des logements de troupes, des réquisitions et des contributions militaires, tels furent les perfectionnements qui firent de l'armée prussienne la première de l'Europe. La mécanique dans la tactique, la méthode rationnelle dans l'occupation progressive du territoire ennemi, en un mot tous les procédés de la science moderne introduits dans la pratique de la guerre, voilà l'œuvre remarquable de ce stratège-mathématicien, le comte de Moltke. Il a réussi à faire de l'armée prussienne une formidable machine admirablement agencée. Ce travailleur silencieux, dont on a dit qu'il savait se taire en sept langues, est sorti quelquefois de son mutisme pour dire au Reichstag les mérites et les beautés de la guerre, en formules froides et tranchantes, comme l'acier dont l'homme semblait être fait.

L'œuvre du *comte* (depuis *prince*) de Bismarck, bien que différente, tendait au même but : dominer par la Prusse l'Allemagne, et par l'Allemagne l'Europe. Ce ministre, sorte de géant taillé en Hercule, avec une tête de bouledogue, aux allures de soudard brutal et volontairement insolent, était doué en même temps d'une rare sagacité politique. Actif, énergique, tenace dans ses projets, mais déployant une étonnante souplesse pour se plier aux circonstances et une extrême facilité à changer ses combinaisons pour atteindre à ses fins, il sait aussi bien parler avec la plus rude franchise que dissimuler par les plus brillantes promesses ses desseins pernicieux. Nul mieux que lui n'a jamais connu les passions des hommes, les intrigues des cours et des cabinets, les mobiles qui peuvent entraîner les peuples. Il affecte en même temps de dédaigner tout préjugé, tout sentimentalisme. Le ministre qui a proclamé bien haut que « la force prime le droit », a bien mérité le surnom de *chancelier de fer*, à cause de l'inflexibilité de sa ligne politique et de sa rudesse pour tous indistinctement, amis comme ennemis. (Voir le *sujet à étudier* du chapitre suivant.)

CHAPITRE X

ALLEMAGNE

3^e PARTIE : L'EMPIRE. — SA CONSTITUTION. SES FORCES. — SA POLITIQUE

I. La constitution de l'empire. — Les États et le droit d'empire. — La Prusse. — L'Empereur. — Le Conseil fédéral. — Le Reichstag.

II. Les forces et les ressources de l'Allemagne. — L'armée, son organisation, son régime. — La marine de guerre. — L'industrie. — Le commerce extérieur et le protectionnisme. — L'émigration et la colonisation.

III. Politique intérieure et extérieure de l'Allemagne. — Les partis. — Les catholiques et le Kulturkampf. — Le socialisme. — Les protestataires. — La question d'Alsace-Lorraine. — Les trois empereurs. — La triple alliance.

Constitution de l'Allemagne. Les États. — En étudiant la formation de l'unité allemande, nous avons étudié un chapitre de l'histoire européenne, et particulièrement de notre propre histoire. Il nous reste à voir à l'œuvre ce nouvel empire allemand, à savoir comment il est constitué, comment il a développé ses forces et ses ressources, quelles sont depuis vingt-cinq ans sa politique intérieure et sa politique extérieure.

L'empire d'Allemagne, sous ses apparences de fédération, est en réalité fortement unitaire. Il se compose

bien de 26 États, dont chacun a sa constitution propre, son souverain, ses Chambres et la gestion de ses intérêts particuliers. Mais en premier lieu ces intérêts sont très limités : l'autonomie des États ne s'exerce guère que sur les questions de police locale, d'assistance publique, des chemins vicinaux, d'enseignement, etc. Tout le reste est le droit d'empire (*Reichsrecht*) par opposition au droit des Etats (*Landsrecht*). Puis, la véritable fédération implique une égalité approximative entre les contractants. Or il y a une prodigieuse disproportion entre la Prusse (29 millions d'habitants) et les duchés ou les principautés, débris gothiques de la vieille Allemagne, qui ont de 35 000 à 100 000 habitants, comme les trois duchés de Saxe, les deux Lippe, les deux Reuss, ou les deux Schwartzbourg. C'est comme une association de capitaux où les uns apporteraient quelques écus et les autres plusieurs millions. Même en s'unissant, les États moyens, les royaumes de Bavière (5 millions et demi), de Saxe (3 millions et demi), de Wurtemberg (2 millions), le grand-duché de Bade (1 million 700 000), ne pourraient faire échec à la Prusse. Ils n'y songent guère ; il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions sur leurs velléités d'indépendance.

Enfin aucun État ne peut sortir de l'Empire. L'union est indissoluble ; la constitution ne peut même être modifiée, s'il y a au conseil fédéral une opposition de 14 voix : or la Prusse en compte 17 à elle seule.

La Prusse. — La Prusse, dont le roi est à perpétuité l'empereur d'Allemagne, est donc, en fait, l'État souverain. Elle est aussi l'État *type*, avec son conseil des ministres et son conseil d'État, nommés par le roi, sa Chambre des seigneurs (302 membres héréditaires ou nommés à vie), sa Chambre des députés (433 membres, élus à deux degrés par le suffrage censitaire), avec ses onze provinces, divisées en régences, subdivisées en cercles, surtout avec son armée de fonctionnaires : nulle part la bureaucratie ne fonctionne avec plus d'ensemble.

et de discipline. La dynastie des Hohenzollern a mis depuis des siècles sa forte empreinte sur la Prusse, et, par la Prusse, elle la met actuellement sur l'Allemagne entière.

L'Alsace-Lorraine et les villes hanséatiques.

— Parmi les vingt-six États, quelques groupes ont, à des titres différents, un régime spécial. L'Alsace-Lorraine (1 million 600 000 habitants) n'est pas à proprement parler un État, mais une terre d'empire (*Reichsland*). Elle n'a pas en effet de souverain, pas de gouvernement autonome. Elle est administrée par les agents de l'empereur, et soumise directement au droit de l'empire (*Reichsrecht*). A sa tête est un *Stathalter*, assisté d'un secrétaire d'État et de quatre ministres. Elle a quinze députés au *Reichstag*, mais elle n'est pas représentée au Conseil fédéral.

Les trois villes hanséatiques, Hambourg, Brême et Lubeck, derniers restes de la célèbre ligue du moyen âge, sont trois républiques qui font partie de l'empire, mais non de l'union douanière, ou *Zollverein*. Elles sont gouvernées par leurs Sénats et leurs *Bourgeoisies*.

L'Empire. L'empereur. — L'institution de l'empire a pour but la sauvegarde de la Confédération et du droit en vigueur dans son ressort, ainsi que la prospérité du peuple allemand. Trois pouvoirs s'y exercent : ceux de l'empereur, du Conseil fédéral, du *Reichstag*.

Le pouvoir impérial, à la différence de celui du Saint-Empire disparu, est héréditaire dans la famille des Hohenzollern. L'empereur a seul le droit de déclarer la guerre, de faire la paix, de conclure des traités avec les puissances étrangères, de recevoir et d'accréditer les ambassadeurs. Il convoque le Conseil fédéral et le *Reichstag*; il peut dissoudre celui-ci; il proclame les lois et en surveille l'exécution. Il est essentiellement le chef des forces militaires de l'empire.

Le Conseil fédéral. — Le Conseil fédéral (*Bundesrat*) est une assemblée de délégués nommés par les

gouvernements des divers États. Il compte 58 membres (17 pour la Prusse, 6 pour la Bavière, 4 pour la Saxe, etc.) Il est le gardien de la Constitution ; il approuve ou rejette les lois votées par le Reichstag. C'est dans son sein que sont pris les secrétaires d'Etat et recrutées les commissions, formant dans leur ensemble un véritable ministère qui a dans ses attributions toutes les affaires d'Empire. Ce sont les secrétaires d'État des affaires étrangères, de l'intérieur, de la justice, de l'amirauté, de la trésorerie, des chemins de fer, des postes et télégraphes, et les commissions de la banque d'Empire, de la dette, de la Cour des comptes, des fonds des invalides, etc. Les secrétaires d'État sont nommés par l'empereur, les commissions formées par le Conseil, sauf celles de l'armée et de la marine dont l'empereur désigne les membres. C'est encore l'empereur qui nomme le président du Conseil fédéral, le chancelier, second personnage de l'empire.

Tant que Bismarck a exercé ces fonctions, il a été le maître de la politique intérieure et extérieure. Depuis sa disgrâce, le chancelier n'est guère que le commis de l'empereur.

Le Reichstag. — Si le *Bundesrath* est la représentation des gouvernements, le *Reichstag* est la représentation de la nation. Ses 463 membres sont élus, à raison de un député pour 100 000 habitants, par tous les citoyens allemands âgés de vingt-cinq ans. Lorsque fut créé le premier Reichstag, celui de la Confédération du Nord en 1866, ce fut une innovation hardie que cette introduction du suffrage universel dans le gouvernement de la vieille Allemagne. Mais l'homme d'État qui pétrissait la nouvelle de ses puissantes mains, voyant là sans doute une force pour son œuvre unitaire, espérait probablement tenir en tutelle et manier à son gré cette force inexpérimentée, susceptible d'intimidation, accessible à la corruption, telle qu'on l'avait vue à l'œuvre en France au début du second empire. Peut-être aussi pensa-t-il que la question du suffrage universel se poserait tôt ou

tard en une crise redoutable, et voulut-il faire faire à son empire l'économie d'une révolution. On verra plus loin qu'il a eu plus d'une fois maille à partir avec le suffrage universel, devenu adulte plus tôt qu'il ne l'avait prévu.

Mais, au demeurant, les choses sont réglées en Allemagne de façon à maintenir longtemps encore la volonté nationale dans les limites étroites où l'enserre le pouvoir personnel. Le *Reichstag* est contrebalancé par le *Bundesrath*, qui est dirigé par le chancelier et l'empereur. Celui-ci, par la force armée et la diplomatie, est le maître de l'ordre intérieur et de l'action extérieure. De même que la fédération allemande est en réalité unitaire, le régime de l'Empire, en apparence parlementaire, est au fond essentiellement un régime d'autorité.

L'armée. Son organisation. — C'est l'armée qui est le principal ressort du gouvernement, comme elle est la grande force de la nation. L'Empire lui doit son existence et ne compte que sur elle pour maintenir sa puissance. Elle a été constituée ainsi qu'il suit par les lois de 1860, 1866, 1871, 1874, 1880 et 1887. Le service militaire est obligatoire pour tout citoyen valide de vingt à quarante-deux ans, trois ans dans l'armée active, quatre dans la réserve, cinq dans la *Landwher*, dix ans dans le *Landsturm*. L'effectif de présence sous les drapeaux est fixé à 1 p. 100 de la population totale. L'armée comprend donc sur le pied de paix 590 000 hommes. En temps de guerre elle s'élève à 1 638 000 hommes, sans compter le *Landsturm* qui compte 1 115 000 hommes, en tout plus de 2 millions et demi de soldats.

Son régime. — Toutes ces forces sont dans la main du chef de l'Empire. Chaque soldat s'engage à l'obéissance vis-à-vis de l'empereur par le serment au drapeau. C'est l'empereur qui fixe l'état de présence et les contingents à fournir par les États particuliers; c'est lui qui, par l'inspection générale, contrôle la situation des troupes et assure l'exécution de ses ordres dans les

17 corps de l'armée allemande. Deux de ces corps cependant, ceux que fournit la Bavière, sont levés et administrés par le gouvernement bavarois¹. Ils n'en sont pas moins soumis comme tous les autres aux règlements de l'armée prussienne, qui font loi pour tout l'Empire. Enfin, depuis 1874, les dépenses de l'armée sont votées par le *Reichstag* pour une période de sept ans, pendant laquelle elles ne peuvent être modifiées. Aux approches de chaque renouvellement de ce *septennat militaire*, le gouvernement ne se fait pas faute de réchauffer par tous les moyens possibles le patriotisme allemand et la haine de l'ennemi héritaire. Le trésor de guerre de 150 millions, dont le fonds a été prélevé sur notre rançon, est déposé à la forteresse de Spandau, et toujours disponible pour une entrée en campagne.

La marine. — La marine de guerre impériale est également placée sous l'autorité directe de l'empereur et sous le régime des règlements prussiens. Elle comprend 76 navires à vapeur, dont 27 cuirassés et 24 croiseurs, avec 18 000 hommes d'équipage. Les deux grands ports de guerre sont Kiel et Wilhemshafen. L'empereur actuel Guillaume II déploie aussi dans ce domaine son exubérante activité. Il a racheté Héligoland à l'Angleterre. Il a hâté l'achèvement du canal maritime de Kiel à la mer du Nord, qui met les forces de la Baltique en communication directe avec celles de la mer du Nord. On compte en Allemagne que cette voie nouvelle ne sera pas moins utile au commerce qu'à la défense du pays.

L'industrie. — Le gouvernement allemand en effet ne s'est pas seulement préoccupé d'organiser cette force militaire, formidable à la fois par le nombre et par l'unité de direction. Il a travaillé aussi à développer toutes les ressources du pays. Le mouvement économique, créé dès 1832 par le Zollverein, a pris avec l'unité allemande

1. La Bavière a gardé dans l'Empire postes et télégraphes : ailleurs ce sera une situation quelque peu privilégiée ; vice relève de l'Empire. C'est elle aussi qui administre ses

une activité extraordinaire. Le sol exploité, une race laborieuse dotée d'un outillage perfectionné, le travail national protégé, voilà l'œuvre de ces vingt-cinq dernières années. Le nouvel empire a conquis une large place sur le marché européen comme parmi les grandes puissances; et c'est un genre de conquête auquel nous devons aussi prêter la plus grande attention.

Pour l'industrie, ses progrès sont particulièrement menaçants. L'Allemagne renferme des richesses extractives considérables, surtout la houille et le fer. Les bassins houillers de la Ruhr, de la Silésie, de la Saxe, donnent aujourd'hui 75 millions de tonnes, trois fois plus que la production française. Sur ces terrains propices et sur d'autres se sont multipliés les usines, les manufactures, les ateliers, Essen, Solingen, Saarbruck, Zwickau, Breslau, pour la métallurgie et les machines; Mulhouse, Elberfeld, Creveld, Chemnitz, pour la filature et les tissus; l'Alsace-Lorraine, les provinces rhénanes, la Saxe, pour les produits chimiques et la verrerie, forment des groupes de premier ordre; Strasbourg, Cologne, Dusseldorf, Hanovre, Leipzig, Breslau sont des centres considérables de productions variées; Berlin enfin réunit toutes les variétés de l'industrie nationale.

Le commerce intérieur. — Le commerce intérieur a bénéficié de la multiplication des voies de communication. L'Allemagne développe activement son réseau de canaux; elle a 53 000 kilomètres de voies ferrées, la plupart exploitées par l'État. Deux grandes voies internationales ont surtout pour l'Empire une importance capitale : celle qui, par Cologne et Berlin, relie l'Europe occidentale à la Russie, et plus encore celle qui, par le Rhin (depuis que le Saint-Gothard a été percé), assure à l'Allemagne une partie du transit entre l'Orient et le Nord.

Le commerce extérieur. Le protectionnisme. — Le commerce extérieur a suivi et servi les progrès de la production allemande. La flotte commer-

ciale de l'Allemagne, avec ses ports d'attache principaux, Dantzig, Stettin, Lubeck, Hambourg, Brême, Emden, occupe aujourd'hui le troisième rang dans le monde, après celles de l'Angleterre et des États-Unis, avant celle de la France. Une évolution économique importante a été accomplie par l'Allemagne dans ces dernières années. Par une série de mesures prises de 1879 à 1885, le gouvernement est passé du libre-échange à la protection. On sait que c'est une tendance à laquelle obéissent aujourd'hui tous les gouvernements de l'Europe, sans qu'on en puisse encore constater avec certitude les résultats bons ou mauvais. Dans la pensée de Guillaume I^{er} et de Bismarck, ces lois de protection n'avaient pas seulement pour objet de favoriser le travail national : elles visaient à modifier le système d'impôts, à augmenter le rendement des contributions indirectes d'où sont tirées surtout les ressources de l'Empire, à diminuer les contributions directes qui forment le budget des États particuliers. Elles avaient aussi une portée sociale que l'étude des partis nous fera connaître tout à l'heure.

L'émigration. — Enfin, à la même époque, l'Allemagne a fait ses premiers pas dans la voie de la colonisation.

La population de l'empire d'Allemagne s'accroît chaque année dans une proportion considérable (plus de 6 millions depuis 1871). Quelle que soit l'activité laborieuse de la race, le pays ne suffit pas à la nourrir. Le trop-plein se déverse par l'émigration. Celle-ci s'est élevée en moyenne dans les dernières années à 150 000 individus, et même en 1881 à 210 000. Ce sont les États-Unis qui recueillent la plus grande partie de ce flot de travailleurs (4 millions dans le Far-West). En outre, de nombreuses maisons de commerce allemandes sont établies sur les principaux marchés du monde. Pour les qualités commerciales, l'Allemand ne le cède pas, on le sait, à l'Anglais lui-même.

La colonisation. — Bismarck reprenant, après 1871, une idée qui avait déjà occupé le grand électeur Frédéric-Guillaume en 1681, a pensé qu'on pourrait empêcher ces Allemands de se *dégermaniser* en se perdant dans la grande république américaine, et trouver dans le monde quelque terre inexploitée dont on ferait une Allemagne du dehors. L'Afrique, que l'activité européenne est en train d'absorber, s'offrait naturellement à ces essais. Le premier, qui ne fut pas très heureux, fut dirigé vers l'Afrique du sud-ouest, à Angra-Pequeña, sur les tristes côtes de la Hottentotie. Les autres établissements ont plus de valeur : c'est Togo, près de notre territoire dahoméen ; c'est Cameroun, un peu plus au sud et qui offre un accès vers le Soudan ; c'est surtout la côte en face de Zanzibar, avec Bagamoyo et la route des grands lacs, où la compagnie allemande de l'Afrique Orientale trouve un large champ à son ambition. On verra plus loin (3^e partie) qu'une conférence, réunie à Berlin en 1885, a introduit officiellement, en quelque sorte, l'Empire allemand dans les affaires coloniales ; puis, un arrangement, conclu avec l'Angleterre en 1890, a tant bien que mal déterminé les zones d'influence des deux puissances. Enfin, en Océanie, l'Allemagne, après une tentative malheureuse pour s'approprier les Carolines, a fondé une compagnie de la Nouvelle-Guinée qui occupe la terre de l'Empereur-Guillaume et l'archipel Bismarck. Toutefois, en Océanie comme en Afrique, ce sont là des exploitations commerciales plutôt que des colonies de peuplement répondant au besoin d'émigration de la race.

Les partis en Allemagne. — Tous ces grands progrès ne se sont pas réalisés sans des luttes intérieures. Les institutions représentatives, même avec les restrictions dont les a entourées la constitution, n'ont pu fonctionner sans mettre aux prises, dans de fréquentes batailles parlementaires, les partis du *Reichstag* et des Chambres prussiennes. Bismarck y a déployé tour à tour sa savante stratégie et son audace provocante.

Le gros de la représentation allemande est constitué par trois groupes analogues à ce qu'on a appelé chez nous le centre, le centre droit et le centre gauche. C'est d'abord le parti *national-libéral*, celui qui a aidé à l'établissement de la constitution, et qui, plus *national* que *libéral*, dans son zèle pour l'unité, s'est résigné à suivre et à servir la politique autoritaire du « chancelier de fer ». De ce parti se sont détachés les *progressistes*, qui revendentiquent les droits du Parlement, et dont le chef, M. Richter, a eu à soutenir plusieurs assauts fameux de la part de Bismarck. Les *conservateurs* au contraire, qui se recrutent dans les *Junker*, c'est-à-dire parmi les hobereaux prussiens et les piétistes intolérants, sont les représentants du passé, les ennemis des nouveautés politiques et sociales. Parmi eux, une fraction, connue sous le nom de *parti agrarien*, a déclaré la guerre à la haute banque, au commerce, à l'industrie, et veut faire refluer vers l'agriculture toute l'activité nationale.

Les catholiques. Le Kulturkampf. — Ce sont là les groupes entre lesquels évolue la politique impériale et sur lesquels elle prend son point d'appui suivant les circonstances. Mais il y en a d'autres qui se posent plus franchement en adversaires et qui peuvent modifier la majorité par leur appoint.

Au premier rang il convient de placer le *centre* : c'est ainsi qu'on désigne en Allemagne les députés catholiques. Il y a dans l'empire 29 millions de protestants et 17 millions de catholiques. On conçoit que, dans les premières années de l'Empire, la représentation des catholiques, fortement organisée par un habile tacticien, M. Windhorst, prenant son mot d'ordre à Rome, auprès d'un pape peu disposé aux concessions, Pie IX, put peser d'un grand poids dans les débats des Chambres prussiennes et du Parlement allemand. Vers 1872, Bismarck, déjà en querelle avec Pie IX au sujet de l'infâbilité, inquiet des bruits de restauration monarchique en France (le comte de Chambord) et en Espagne (Don

Carlos), craignait de voir bientôt l'Empire enserré par des gouvernements dévoués à Rome; il prit l'offensive avec sa résolution ordinaire. Il expulsa les Jésuites (1872); il fit voter par les députés prussiens les *lois de mai* (1873): la direction du culte catholique supprimée, l'inspection des écoles enlevée aux évêques et aux curés catholiques, la juridiction disciplinaire des évêques sur leur clergé limitée, tout lien rompu entre l'épiscopat et la papauté, les faveurs accordées à la secte des *vieux-catholiques* qui n'admettait pas le dogme de l'inaffiaillibilité, telles furent les mesures qu'on baptisa alors du nom ambitieux de *Kulturkampf* (combat pour la civilisation). Bismarck déclarait fièrement qu'il *n'irait pas à Canossa*¹, et pendant cinq ou six ans des actes de rigueur, amendes, exils, emprisonnements, appuyèrent cette déclaration.

La paix entre Rome et Berlin s'est faite cependant, un peu à cause de l'avènement d'un pape conciliant et très fin diplomate, beaucoup par suite du besoin qu'avait le gouvernement de l'appoint catholique contre d'autres adversaires. La réconciliation fut scellée par une visite du prince royal à Léon XIII. Le fils de l'empereur, comme on l'avait prédit, « alla à Rome sans passer par Canossa ». A l'heure actuelle, Guillaume II est en coquetterie réglée avec le Vatican.

Le socialisme. — Ces autres ennemis contre lesquels le gouvernement a cherché des alliés, ce sont les socialistes. Les questions sociales ont surgi en Allemagne, comme il arrive dans tous les pays en voie de transformation économique. Le vigoureux ministre a d'abord tenté de les résoudre par des lois. Il a hardiment essayé du socialisme d'État. De 1878 à 1885, le gouvernement impérial a affirmé à plusieurs reprises

1. Aller à *Canossa* signifie s'humilier devant la papauté. Au moyen âge un empereur, Henri IV, excommunié par le pape Grégoire VII, était venu implorer son pardon au château de *Canossa*, près de Modène. Pendant trois jours, vêtu du costume des pénitents,

agenouillé sur la terre couverte de neige, Henri IV frappa vainement à la porte du château. Il fut enfin admis à la pénitence! Cette scène frappa vivement l'imagination des peuples, et ce sont ces souvenirs que réveille le nom de *Canossa*.

son désir « d'améliorer le sort des travailleurs et de consolider la paix entre les différentes classes professionnelles ». Des lois sur les corporations, les caisses d'assurance, les invalides du travail, ont marqué nettement cette tendance. Il ne paraît pas qu'elles aient désarmé la classe ouvrière. Les revendications sociales ont pris en Allemagne un caractère grave. Le parti socialiste s'est organisé et fonctionne, sous ses chefs, Bebel, Vollmar, avec une discipline et une stratégie parlementaire qu'il n'a pas ailleurs. Aux élections du Reichstag, il vient de remporter un succès surprenant (1903).

Les protestataires. — Il y a encore d'autres oppositions. Celle des *Guelfes*, partisans irréductibles de la dynastie de Hanovre dépossédée en 1866, est aujourd'hui désarmée par un accord intervenu avec les héritiers de cette dynastie.

La question polonaise est plus persistante. En 1885 des lois ont été soumises aux Chambres prussiennes en vue d'expulser les réfugiés polonais qui refluaient d'Autriche et de Russie sur les provinces de Posen et de Prusse (provinces baltiques). On voulait aussi créer une caisse pour acheter les terres des propriétaires polonais de ces provinces, et les germaniser par une véritable colonisation allemande. C'est une des formes de l'antagonisme, qui n'est pas près de finir, entre la race slave et la race germanique.

Enfin il y a le groupe protestataire, les représentants des pays que l'Allemagne a annexés contre leur volonté, c'est-à-dire les députés danois du Sleswig et les députés de l'Alsace-Lorraine. La protestation de ceux-ci est l'écho de celle que leurs aînés firent entendre à l'assemblée de Bordeaux, lorsqu'ils se retirèrent pour ne pas voter les préliminaires de Versailles, le 1^{er} mars 1871 : « Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine, disaient-ils, affirment de la manière la plus formelle, au nom de ces provinces, leur volonté et leur droit de rester

françaises... Nous déclarons nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement... La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun, dans la forme et dans la mesure que notre conscience nous dictera. »

La question de l'Alsace-Lorraine. — C'est en effet pour avoir arraché ces provinces à la patrie française et les avoir en quelque sorte incarcérées dans l'unité allemande que l'Allemagne est condamnée à soutenir après la victoire l'effort qu'elle a fait pour vaincre. Il fallait pour conquérir une armée formidable : il a fallu une armée plus forte encore pour conserver. Comme on ne pouvait pas obtenir de la France qu'elle acceptât comme un droit le fait qu'elle subissait, on s'est tenu prêt à prévenir toute éventualité de revanche. La France a dû, de son côté, se protéger contre toute attaque subite ; les grandes puissances n'ont pas cru devoir rester désarmées en face d'une guerre qui peut bouleverser l'Europe. C'est ainsi que toutes les nations civilisées voient leurs ressources dévorées par les monstrueux armements que l'on sait. C'est l'Allemagne qui, en abusant de sa victoire, a créé cet état de paix armée, plus ruineux que ne l'était autrefois la guerre.

Politique extérieure. Les trois empereurs (1872). — C'est aussi le désir d'isoler la France, pour la mettre dans l'impossibilité d'exercer aucune revendication, qui explique la politique extérieure de l'Allemagne depuis 1871. Nous ne pouvons qu'indiquer les grands traits de cette politique, qui a formé successivement deux systèmes d'alliances. Ce fut d'abord l'alliance des trois empereurs (1872). L'empereur d'Autriche-Hongrie, le vaincu de Sadowa, y était poussé moitié par la crainte d'une lutte qui disloquerait son empire aux races si diverses, moitié par l'espérance de quelques bénéfices dans la solution future de la question d'Orient ; il commençait sa *marche vers l'est*. L'empereur de Russie, uni d'ailleurs par des liens de famille et d'amitié

personnelle avec Guillaume I^{er}, pensait que l'accord des trois grandes puissances pourrait seul réprimer les progrès des partis révolutionnaires. Bismarck put croire alors que la France était suffisamment tenue en bride; il paraît même certain que, ne la trouvant pas assez vaincue, il songea, en 1875, à lui chercher une nouvelle querelle. Le tsar Alexandre II refusa de s'y prêter, et l'alliance avec la Russie se refroidit dès lors. L'accord cessa complètement après le congrès de Berlin (1878). (Voir chap. XIV.)

La triple alliance (1882). — Alors l'Allemagne se tourna d'un autre côté. Elle profita du dépit que notre occupation de la Tunisie causait à l'Italie; elle renoua le lien de 1866, en concluant la *triple alliance* de 1882. L'Italie n'était certes pas, dans ce faisceau, l'équivalent de la Russie qu'elle remplaçait; mais, en menaçant notre frontière des Alpes, elle pouvait servir les projets formés contre nous (Voir chap. XIII.).

Cette triple alliance dure encore, et son programme officiel est, bien entendu, le maintien de la paix européenne. Heureusement elle n'est plus seule à en avoir la garde. Depuis 1892, l'amitié de la France et de la Russie, hautement et solennellement affirmée en des circonstances mémorables, à Cronstadt, à Toulon, à Paris, veille aussi sur le repos du monde.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Principautés de Lippe, petits États sur le Weser moyen; de Schwartzbourg, id. en Thuringe, entre le Weser et la Saale; de Reuss, en Saxe, bassin de la Saale. — Brême, port de la mer du Nord (Weser), Hambourg, port de la mer du Nord (Elbe); Lübeck, port de la mer Baltique (Trave); Stettin, port de la mer Baltique (Oder); Dantzig, port de la mer Baltique (Vistule). — Kiel, port de guerre (Sleswig); Wilhemshafen, port de guerre (mer du Nord). — Spandau, citadelle près de Berlin. — Mulhouse, ville indus- trielle de la haute Alsace; Saarbrück, ville industrielle de la Lorraine. — Cologne, Dusseldorf, Crevelt, Essen, Solingen, Elberfelt, centres commerciaux et industriels du Rhin et de Ruhr (Provinces rhénanes et Westphalie). — Leipzig, Chemnitz, Zwickau, centres commerciaux et industriels en Saxe (Saale, Mulde). — Breslau, centre commercial et industriel en Silésie (Oder). — Saint-Gothard, nœud central des Alpes, tunnel de la ligne de Milan à Bâle. — Cronstadt, port de guerre et citadelle de Saint-Pétersbourg.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

ALLEMAGNE (*Empire*).

Antiquité. — C'est l'ancienne *Germanie*; la race germanique ou *teutonique* est en lutte avec les Romains depuis le second siècle avant J.-C. (invasion des Cimbres et des Teutons, 105) jusqu'à la chute de l'Empire (*grande invasion*, 395-476).

Moyen âge. — Convertie, conquise, transformée par *Charlemagne* (*guerre de Saxe*, 772-803), la Germanie devient un royaume distinct après le *traité de Verdun* (843). — *Othon le Grand* fonde le *Saint-Empire romain germanique* (962). — La couronne reste *elective*. — Luttes de l'Empire contre la *papaute* (1076-1254). L'Empire vaincu : anarchie de l'Allemagne. *La bulle d'or* (1356) donne une constitution définitive à l'Allemagne (*les sept électeurs*). — Rivalité des maisons de *Habsbourg* et de *Luxembourg*. A partir de 1439, celle de *Habsbourg* (Autriche) garde la couronne pendant plusieurs siècles.

Temps modernes. — L'histoire de l'Allemagne se confond avec celle de l'Autriche (Voir ce mot). — *La Réforme*, *Luther*. Déchirement de l'Allemagne pendant les premières luttes religieuses sous *Charles-Quint* (1519-1556) et pendant la *guerre de Trente ans* (1618-1648). — Affaiblissement du pouvoir de l'empereur par les *traités de Westphalie* (1648). — L'Allemagne est le théâtre de guerres nombreuses sous *Louis XIV* et sous *Louis XV*.

PRUSSE

Au XVIII^e siècle, la maison de *Hohenzollern*, qui possédait l'électorat de *Brandebourg* depuis 1415, fonde le *royaume de Prusse* (1701). — Ses progrès rapides sous l'ambitieux *Frédéric II* (1740-1786). Conquête de la *Silésie*, résistance à une coalition (*guerre de Sept ans*), démembrement de la *Pologne*. La Prusse est avec l'Autriche la puissance la plus considérable de l'Allemagne à la fin du XVIII^e siècle.

Époque contemporaine. — La Prusse et l'Autriche luttent contre la *Révolution* dès le début (1792). Elles sont tour à tour vaincues par Napoléon. — Bouleversement de l'Allemagne. Le Saint-Empire est supprimé après *Austerlitz* (1806). Création de la *Confédération du Rhin*, de plusieurs royaumes et grands-duché (*Bavière*, *Wurtemberg*, *Bade*, *Saxe*, *Westphalie*, *Varsovie*, etc.). — Soulèvement national de l'Allemagne en 1813. Les traités de 1815 sacrifient les petits États aux grands. Création de la *Confédération germanique*.

Au xix^e siècle, troubles réprimés par la *Sainte-Alliance* (1817-1820). La Prusse prélude par l'unité commerciale (*Zollverein*) à l'unité politique. Essai d'unité en 1848 (*Parlement de Francfort*). — Lutte entre la Prusse et l'Autriche, qui, après la bataille de *Sadowa* (1866), est exclue de la Confédération. En 1871, à la suite de la *campagne de France*, un nouvel empire est fondé et la couronne donnée à la dynastie des *Hohenzollern*. L'ancien empire était *electif* et sous l'influence de l'*Autriche*; le nouveau est *héritaire* et sous la domination de la *Prusse*.

État actuel. — Superficie un peu supérieure à celle de la France. Population : 50 millions d'habitants. Forces militaires redoutables. Activité commerciale et scientifique. Capitale : *Berlin*.

Empereur et roi de Prusse, *Guillaume II*, depuis 1888.

SUJET A ÉTUDIER

Les relations de la France et de l'Allemagne depuis 1871. — Quelques faits en indiqueront la nature : la *libération du territoire* par anticipation (convention du 15 mars 1873; évacuation des dernières places occupées, le 20 septembre) ne faisait pas seulement honneur au patriotisme de Thiers; elle montrait la vitalité de notre pays. Ce relèvement si prompt alarma l'Allemagne; et, en 1875, les relations se tendirent tout à coup entre la nation victorieuse et celle qui ne semblait pas assez vaincue. Bismarck faisait pressentir les grandes puissances sur leurs dispositions au cas où une nouvelle guerre viendrait à éclater. L'attitude de la Russie fut très nette; elle prit notre cause en main, et l'empereur Guillaume, moins belliqueux que son ministre, désavoua ces projets qu'on n'avait pas eu tout à fait tort de prêter à son gouvernement. Cet incident causa entre Berlin et Saint-Pétersbourg un premier refroidissement.

Un peu plus tard la France était représentée à ce congrès de Berlin (1878) qui brouilla définitivement l'Allemagne et le tsar. A ce moment une certaine détente s'était produite entre la France et l'Allemagne. Celle-ci nous voyait sans déplaisir nous engager dans les entreprises coloniales (Tunisie et Tonkin); elle en profitait d'ailleurs pour s'unir à l'Italie, que l'occupation de Tunis avait fort irritée. Cependant Paris et Berlin se trouvèrent momentanément d'accord à la conférence de Berlin pour le règlement des affaires du Congo et de la liberté commerciale dans l'Afrique centrale (1885).

Mais les relations se tendirent de nouveau après la chute du

ministère Ferry (1885). L'exploitation bruyante du patriotisme français par un parti et un homme réveilla en Allemagne l'inquiétude et la colère. Un incident de frontière d'une extrême gravité (affaire de Pagny, avril 1887) faillit mettre le feu aux poudres. L'incident fut réglé, mais il eut pour conséquence l'établissement du régime des passeports pour l'Alsace-Lorraine. Par une mesure sans précédents dans l'histoire des nations civilisées, une véritable muraille fut élevée entre la France et les provinces annexées. C'était peu avant la mort de Guillaume I^r.

Au vieil empereur, què la mort venait de relever de sa faction (mars 1888), succéda un prince mourant, Frédéric III, auquel l'opinion prêtait des sentiments pacifiques et humains. Trois mois après, il était remplacé par un souverain jeune, remuant, ambitieux, dont la figure est bien curieuse à étudier, mais bien difficile à définir. Il n'a pas ménagé les surprises à l'Allemagne et à l'Europe. Le régime des communications de l'Alsace a été adouci; et par instants, des manifestations imprévues, dont quelques-unes ne manquaient ni d'à-propos ni de bonne grâce, ont un peu rasséréné l'opinion. Mais les voyages et les discours de Guillaume II, grand voyageur et grand discoureur, font souvent renaître l'inquiétude. Le *fer*, le *feu*, le *sang*, toute la phraséologie provocante d'avant 1870, reparaissent par instants dans le langage impérial.

La plus grande des surprises faites à l'Europe par Guillaume II est assurément la disgrâce du chancelier de fer en 1890. L'élève, qui sans doute ne voulait pas rester en tutelle, a renvoyé, et fort brutalement, son maître, et l'a remplacé par M. de Caprivi. Il est vrai que, trois ans plus tard, la réconciliation a été solennellement fêtée en Allemagne et que M. de Caprivi a été à son tour disgracié en 1894. Mais le vieil homme d'État est resté à Friederichsruhe. Il y a vécu dans un isolement un peu farouche, insensible aux compensations honorifiques, ne pardonnant pas à ceux qui l'avaient écarté du pouvoir, les inquiétant parfois des éclats de sa colère, les menaçant de redoutables révélations. Il est mort en 1898.

Il faut reconnaître qu'avec lui a à peu près disparu cette politique de provocations et même de guet-apens qui avait longtemps rendu si inquiétantes nos relations avec l'Allemagne. La personnalité de Guillaume II est originale, ses fantaisies sont un peu capricieuses, son éloquence un peu intempérante, mais en certaines circonstances il a fait preuve vis-à-vis de la France de courtoisie et de délicatesse, et aucun de ses actes n'a sérieusement menacé la paix de l'Europe. La France et l'Allemagne se sont même trouvées associées, avec d'autres puissances, d'ailleurs, dans les graves affaires de Chine (1900).

CHAPITRE XI

L'AUTRICHE-HONGRIE

SON PASSÉ. — SA CONSTITUTION. — SES RACES.

I. Caractere général. — Peu d'unité géographique.
— Pas d'unité politique.

II. Les Habsbourg. — Leurs projets ambitieux et
leurs luttes. — Charles-Quint. — La guerre de Trente
ans. — Marie-Thérèse et la Prusse. — L'Autriche sous
la Révolution et l'Empire.

III. L'Autriche au XIX^e siècle. — La Confédération
germanique. — La Sainte-Alliance. — Politique de
Metternich. — Les Hongrois. — Crises de 1848, de
1859, de 1866.

IV. La monarchie austro-hongroise. — Constitu-
tion de 1867. — Les races de l'Empire : Allemands,
Magyars, Slaves, Roumains, Italiens. — Leurs revend-
ications. — Le péril actuel. — Acquisition de la
Bosnie et de l'Herzégovine. — Etat actuel.

Absence d'unité physique et politique. —
L'Autriche-Hongrie vient au troisième rang parmi les
Etats européens pour sa superficie et pour sa popula-
tion ; mais, pour l'importance politique et économique,
elle occupe une place moins élevée entre les grandes
puissances. Cette disproportion entre ses ressources et
son rôle s'explique par la géographie et par l'histoire.
Elle a peu d'unité géographique : sans doute elle

possède en entier le bassin moyen du Danube, région bien délimitée; mais elle déborde de tous côtés, elle touche au Rhin, franchit les Alpes, occupe un littoral étroit sur la mer Adriatique, entame la péninsule des Balkans, s'étend par delà les Carpates sur la plaine orientale, possède la haute Vistule, les sources de l'Oder, le bassin supérieur de l'Elbe. Son activité est ainsi dispersée, et ses forces engagées dans toutes les directions; aucune de ses frontières n'est une frontière naturelle.

Ce qui est plus grave, c'est qu'elle n'a pas d'unité politique. Sa population est faite de races non seulement différentes, mais ennemis; aucune d'elles n'a réussi à s'assimiler les autres, aucune n'est assez forte aujourd'hui pour s'imposer aux autres. En un mot, s'il y a un Etat autrichien, il n'y a pas de peuple autrichien.

Cette étrangeté de sa configuration et de sa constitution s'explique par son passé. L'Autriche est l'œuvre grandiose, mais incomplète, de la dynastie des Habsbourg, et, à l'heure actuelle, le représentant de cette dynastie est le seul lien qui rattache ces territoires et ces races.

Les Habsbourg au XVI^e siècle. — La famille des Habsbourg a joué pendant plusieurs siècles en Europe un très grand rôle, un trop grand rôle, que ses héritiers expient. Au commencement du XVI^e siècle, Charles-Quint (1520-1556), déjà maître de l'Espagne, d'une partie de l'Italie, des Pays-Bas, recueillit la succession de son aïeul Maximilien (l'Autriche avec les provinces du Danube moyen et des Alpes) et fut en outre élu empereur; il se trouva alors, par cette accumulation de dots, d'héritages, de conquêtes, maître du plus vaste empire qui eût existé depuis celui de Charlemagne. Possesseur d'une moitié de l'Europe, il rêva de dominer, sinon d'acquérir, l'autre moitié. Malgré son génie et ses forces, il échoua à la tâche, devant les efforts combinés de la France, des Turcs et des protestants d'Allemagne. Avant d'abdiquer, il dut partager sa succession, laisser l'Alle-

magne divisée entre deux partis religieux et céder les Trois Évêchés, Metz, Toul et Verdun, au successeur de François I^{er}, Henri II.

Les Habsbourg au XVII^e siècle. — Dans la première moitié du XVII^e siècle, un de ses successeurs, Ferdinand II (1619-1637), avec moins de génie et moins de ressources, tenta de reprendre partiellement les projets de Charles-Quint, de refaire l'unité religieuse de l'Allemagne et de la mettre tout entière sous le joug autrichien. La guerre de Trente ans (1618-1648) bouleversa l'Europe; l'Allemagne fut le champ clos où descendirent toutes les nations. Les Habsbourg échouèrent de nouveau, et cet échec fut encore l'œuvre de la France, de la France de Richelieu et de Mazarin, aidée par les protestants allemands et les Suédois. La paix de Westphalie affaiblit considérablement le pouvoir impérial de la maison d'Autriche.

Les Habsbourg au XVIII^e siècle : Marie-Thérèse et Frédéric II. — A la fin du XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e, les empereurs Léopold I^{er} (1658-1704), Joseph I^{er} (1704-1711) et Charles VI (1711-1740) poursuivirent opiniâtrément un autre dessein, celui de recueillir l'héritage de la monarchie espagnole. Le traité d'Utrecht ne leur en laissa qu'une partie, Pays-Bas, Milanais, royaume de Naples; encore ce dernier leur échappa-t-il bientôt.

Une puissance rivale de l'Autriche, et d'une constitution bien plus solide, la Prusse, grandissait alors en Allemagne. En 1740, le roi de Prusse, Frédéric II, à peine monté sur le trône, arracha la Silésie à l'impératrice Marie-Thérèse qui venait de recueillir l'héritage des Habsbourg. Cette princesse ne put reprendre la province perdue, malgré ses talents politiques et l'héroïsme qu'elle déploya dans deux guerres acharnées : guerre de la succession d'Autriche (1741-1748), guerre de Sept ans (1756-1763). Elle crut trouver un dédommagement en se faisant la complice de ce même Frédéric II et de la tsar-

rine Catherine II dans le premier partage de la Pologne (1772). Ses successeurs consommèrent, en 1793 et en 1795, la ruine de ce malheureux pays, de concert avec la Prusse et la Russie. Ils acquirent ainsi de nouvelles provinces (Galicie, etc.), qui ne firent qu'apporter de nouveaux éléments de désordre dans le chaos de l'État autrichien.

Les Habsbourg de 1789 à 1813. — Enfin l'Autriche prit part à presque toutes les coalitions contre la Révolution française et contre Napoléon. Elle subit de mémorables défaites (Jemmapes, Wattignies, Fleurus, Marengo, Ulm, Austerlitz, Wagram), signa quatre traités désastreux (Campô-Formio, 1797; Lunéville, 1801; Presbourg, 1805; Vienne, 1809); elle fut exclue de l'Italie; elle perdit une partie de ses provinces allemandes, tout le littoral de l'Adriatique; elle renonça à la couronne impériale (1806) et vit s'élever autour d'elle, parmi les ruines de son vieil empire, des royaumes de création napoléonienne. Elle dut même servir les orgueilleux projets de son vainqueur : une archiduchesse autrichienne, Marie-Louise, devint impératrice des Français (1810).

L'heure de la revanche sonna pour elle, comme pour les autres vaincus, en 1813. Elle reçut sa part des dépouilles de Napoléon aux traités de Vienne en 1815. L'empereur François I^{er}, qui avait changé en 1806 son titre d'empereur d'Allemagne contre celui d'empereur d'Autriche, ne demanda pas le rétablissement du Saint-Empire romain germanique. L'Allemagne ne fut qu'une confédération que dominaient et que devaient bientôt troubler les deux familles rivales des Habsbourg et des Hohenzollern. Quant aux compensations auxquelles elle croyait avoir droit, l'Autriche les réclama uniquement en Italie, où elle se fit restituer le Milanais et adjuger la Vénétie (royaume lombardo-vénitien). C'était un peuple rebelle ajouté à tant d'autres sur lesquels elle régnait.

Pas de nation autrichienne. — Ainsi quatre siècles de son existence avaient été presque entièrement remplis par cinq séries de luttes acharnées ; chacun de ses échecs avait affaibli son ancien pouvoir en Allemagne ; chacun de ses triomphes lui préparait pour l'avenir des guerres civiles. Le xix^e siècle lui ménageait une nouvelle rivalité et de nouvelles discordes intestines où elle a failli périr.

C'est qu'en effet ses souverains avaient consumé leur activité et leurs forces dans de vastes rêves de domination universelle ou de conquêtes. Ils n'avaient rien fait, ou presque rien, pour fondre ensemble les populations diverses sur lesquelles ils avaient établi leur domination. Ce lent travail d'unification, grâce auquel la France, l'Angleterre, l'Espagne s'étaient fortement constituées au commencement des temps modernes, n'était même pas commencé dans les États autrichiens. Même retard en ce qui concernait le développement des richesses et des forces publiques, si avancé non seulement en France, en Angleterre, mais en Hollande, en Prusse, en Russie même. Seule Marie-Thérèse y avait songé, au milieu des crises européennes dans lesquelles elle se trouvait engagée. L'Autriche n'avait pas eu d'Élisabeth ou de Cromwell, pas de Pierre le Grand, pas de Richelieu, de Colbert, de Louvois ; elle n'avait pas su faire de tous ses membres un corps. Ainsi s'expliquent les crises terribles qui l'ont ébranlée de nos jours.

La politique de Metternich. Ses dangers. — De 1815 à 1848, sous le nom des empereurs François I^{er} (1792-1835) et Ferdinand I^{er} (1835-1848), ce fut un homme d'État célèbre, le prince de Metternich, qui gouverna l'empire, par la compression et par la division, en maintenant un dur régime d'absolutisme et en excitant les haines de ses divers peuples les uns contre les autres : « Nos peuples sont étrangers les uns aux autres, disait François I^{er} ; tant mieux ! Ils ne se comprennent pas, ils se détestent : de leurs antipathies

naît l'ordre, et de leurs haines réciproques la paix générale. » Et Metternich, non content de réprimer durement en Autriche toutes les aspirations libérales ou nationales, mettait l'Autriche à la tête de la Sainte-Alliance (Voir chap. IV et V), intervenait partout pour soutenir les rois absous contre les révoltes, dirigeait la réaction européenne.

Politique dangereuse pour un État qui renferme en lui-même tant d'éléments de révolution ! Quatre races¹ surtout s'agitaient sous la domination des Habsbourg, pleines de haine les unes contre les autres, mais pleines de haine aussi pour le pouvoir central. Les Italiens du royaume lombardo-vénitien avaient essayé en 1820, en 1831, de secouer le joug autrichien ; leurs tentatives avaient été vaincues et châtiées. Milan et Venise étaient traitées en villes conquises ; les patriotes italiens avaient été entassés dans les Plombs de Venise ou les cachots du Spielberg. Les Allemands, qui semblaient être la race dominante, se plaignaient de la censure et réclamaient la liberté de la presse. Dans la ville de Vienne, jusqu'alors indolente, toute à ses plaisirs, commençaient à circuler des pamphlets, à se manifester un esprit d'opposition. Les Slaves, ceux de Bohême surtout, opprimés et exploités depuis le commencement du XVII^e siècle, s'éveillaient aux idées de liberté. Mais les plus redoutables étaient les Hongrois.

Les Hongrois. — Les Hongrois ou Magyars, peuple de cavaliers originaires de l'Asie centrale, étaient venus sous un chef légendaire, Arpad, au IX^e siècle, s'établir avec leurs chevaux et leurs chariots dans la grande plaine comprise entre les Carpates et le Danube. Ils s'étaient convertis au christianisme vers l'an 1000, sous leur roi Étienne, et avaient formé au moyen âge un puissant royaume. Vaincus par les Turcs à Mohacz (1526), ils tombèrent alors sous la domination de la

1. Voir plus loin le détail des populations de l'Autriche-Hongrie.

maison de Habsbourg. Mais ils gardèrent une autonomie au moins nominale et une attitude toujours menaçante. Tantôt ils prenaient les armes pour se joindre aux ennemis de la maison d'Autriche (avec Ragotzki sous Louis XIV); tantôt ils consentaient à la servir (sous Marie-Thérèse contre la France, sous François I^{er} contre Napoléon), mais en faisant préalablement reconnaître leurs droits : la Hongrie restait distincte des domaines autrichiens et étrangère à l'empire d'Allemagne; elle avait ses diètes, elle faisait ses conditions aux empereurs qui avaient besoin d'elle; la royauté y était élective en principe, et les Habsbourg venaient à leur avènement prendre à Presbourg la couronne hongroise, dite couronne de saint Étienne. Il y a peu d'exemples d'une nationalité aussi résistante. Elle avait tant de fois secoué sa chaîne qu'il était bien à craindre qu'elle ne la rompit.

La crise de 1848. — Notre révolution de février 1848 jeta l'Europe entière dans une extraordinaire agitation (Voir chap. v). La proclamation du suffrage universel en France réveilla chez tous les peuples opprimés des idées de liberté politique et d'indépendance nationale. Nulle part ces idées ne provoquèrent une crise plus terrible que dans les États autrichiens, composés de tant d'éléments divers et si durement gouvernés. En un instant la monarchie autrichienne sembla sur le point de se dissoudre. Les libéraux allemands se soulevaient à Vienne; les Slaves tenaient un congrès à Prague; les Hongrois demandaient un gouvernement distinct; Milan et Venise chassaient les garnisons autrichiennes et appelaient le roi de Piémont, Charles-Albert, à leur secours. Le vieux Metternich s'enfuyait de Vienne dans une voiture de blanchisseuse et gagnait Londres. Son maître, Ferdinand I^{er}, essayait de désarmer les rebelles par des promesses peu sincères; il réussissait à écraser le mouvement à Vienne et à Prague. Mais, désespérant de vaincre les autres résistances, il abdiquait en faveur de son neveu, François-Joseph I^{er}, le

2 décembre 1848. C'est le souverain qui règne encore sur l'Autriche-Hongrie : monté sur le trône dans ces circonstances tragiques, il était destiné à traverser encore bien des heures douloureuses.

Répression des soulèvements italiens et hongrois. — Il eut assez facilement raison de l'insurrection lombardo-vénitienne. Le feld-maréchal Radetzki, rentré dans Milan dès le mois d'août 1848, battit les Piémontais à Novare (mars 1849), et reprit Venise malgré l'héroïque résistance de Daniel Manin (août 1849).

La Hongrie fut plus difficile à réduire. La diète hongroise, après avoir vainement essayé de concilier l'autonomie du pays avec la fidélité à l'Autriche, rompit le lien qui la rattachait aux Habsbourg, se transporta à Debreczin, et proclama dictateur Louis Kossuth (14 avril 1849). Malheureusement pour eux, les Magyars se montraient à leur tour des maîtres exigeants et cruels pour les populations slaves et roumaines de leur domaine. L'Autriche fomenta habilement ces haines de races ; elle déchaîna contre le gouvernement de Debreczin les hordes à demi sauvages des Croates, sous leur ban Jellachich. En même temps elle appelait à l'aide les Russes ; le czar Nicolas, qui avait horreur de l'esprit révolutionnaire, envoya une armée sous Paskiewitch.

Entre ces trois ennemis, l'Autrichien Vindischgrötz, le Russe Paskiewitch, le Croate Jellachich, les Hongrois ne pouvaient que retarder leur défaite. Kossuth, Bem, Georgey disputèrent le terrain pied à pied. La capitulation de Vilagos (11 août 1849) marqua l'heure de leur ruine.

Une violente réaction suivit le triomphe de l'Autriche. Le premier ministre hongrois, Battiany, fut fusillé ; Kossuth, Manin échappèrent par la fuite au même sort. Les cachots se remplirent de nouveau ; la presse fut rendue muette ; le clergé seconda de toutes ses forces le régime de répression.

Mais des crises plus décisives allaient se produire; deux puissantes nationalités se formaient aux flancs de l'Autriche; deux hommes d'État de premier ordre, Cavour et Bismarck, se préparaient à fonder, l'un l'unité italienne par le Piémont, l'autre l'unité allemande par la Prusse. La politique flottante et chimérique de Napoléon III allait servir ces deux grandes ambitions. En deux courtes campagnes, celle d'Italie (Magenta, Solferino, mars-juin 1859), celle de Bohême (Sadowa, 3 juillet 1866), les Habsbourg furent chassés de l'Italie et de l'Allemagne¹.

Le dualisme. — Ce qui rendait leur situation plus grave encore, c'est qu'ils se trouvaient à ce moment même aux prises avec les revendications, chaque jour plus âpres et plus menaçantes, des diverses races de l'empire. Vainement, dès 1860, François-Joseph avait essayé de désarmer les oppositions en renonçant à l'absolutisme et en donnant à l'empire une charte constitutionnelle. Les Slaves de Bohême et les Hongrois n'avaient pas accepté cette satisfaction, qu'ils jugeaient insuffisante; ils avaient refusé d'envoyer des représentants au Parlement de Vienne.

Dans cette situation presque désespérée, au lendemain de Sadowa, l'empereur prit une grande résolution, inspirée par un Saxon, M. de Beust, qu'il avait appelé au ministère : à la politique de *centralisation*, qui avait jusqu'alors prévalu, il substitua le *dualisme*. Il accorda une large part d'autonomie aux Hongrois, partageant, pour ainsi dire, entre eux et les Allemands le gouvernement des races de l'empire. Cet accord, d'où résulta la Constitution de 1867, fut longuement débattu entre M. de Beust et un grand patriote hongrois, François Deak, qui, sans jamais pactiser avec les révolutionnaires hongrois, n'avait cessé de défendre les droits de la Hongrie. Aussi désintéressé qu'énergique, Deak refusa d'ac-

1. Voir les chapitres VIII, XII et XIII.

cepter un ministère dans le gouvernement qu'il avait contribué à établir.

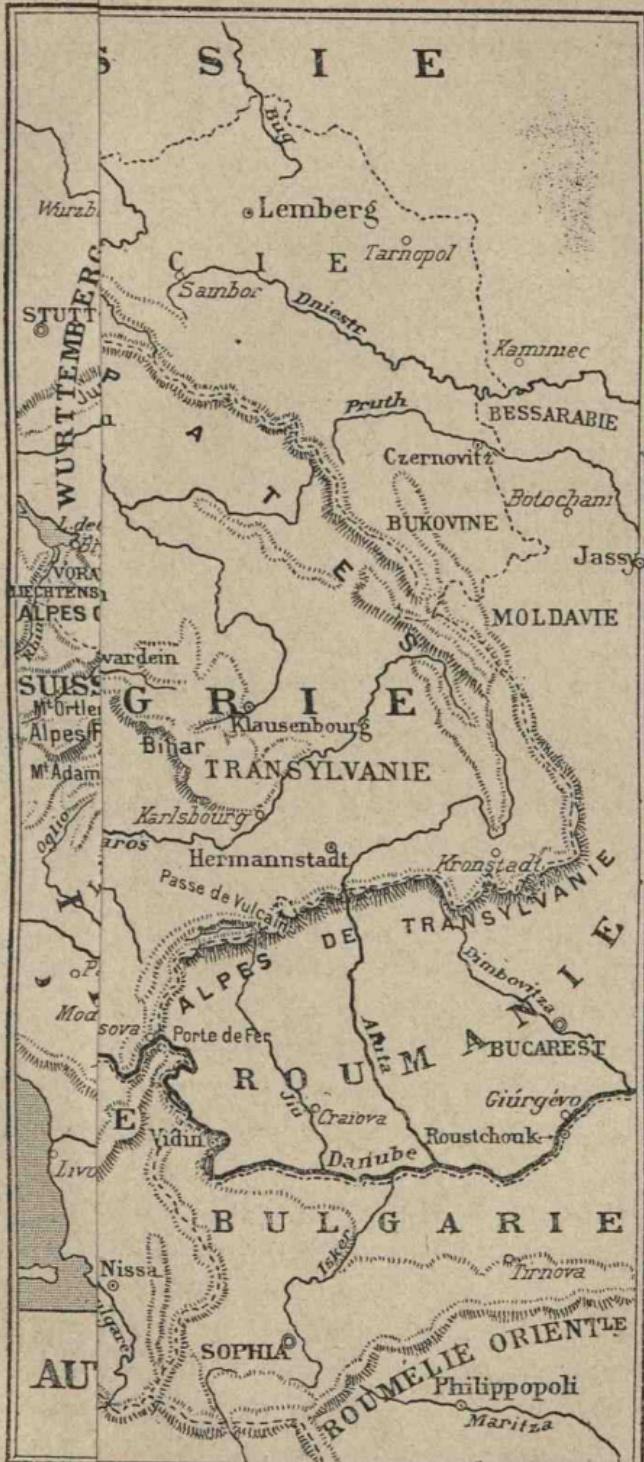
Constitution de 1867. — Voici sur quelles institutions ce gouvernement repose :

L'Autriche-Hongrie est composée de deux États distincts, mais unis, dont la limite, près de Vienne, est formée par un petit affluent du Danube, la Leitha; d'où le nom de *Cisleithanie* donné à l'État autrichien, à l'ouest de la Leitha, et *Transleithanie* à l'État hongrois, à l'est. Ils ont chacun leur Parlement. En Autriche, c'est le *Reichsrath*, composé de la Chambre des seigneurs et de la Chambre des députés; en Hongrie, c'est le *Reichstag* ou diète hongroise, comprenant aussi deux Chambres, la Chambre aristocratique ou Table des magnats et la Chambre basse ou Table des députés. Chacun des deux États a aussi son ministère distinct, composé de sept ministres en Autriche, de neuf en Hongrie. De ces ministères et de ces Parlements relèvent toutes les affaires intérieures des deux États.

L'unité est maintenue par un ministère d'Empire, qui comprend un ministre des affaires étrangères et de la maison impériale, un de la guerre, un des finances générales. D'une façon générale, tout ce qui concerne les relations extérieures, pacifiques ou belliqueuses, ressortit à ce ministère. L'Autriche-Hongrie est donc pour ainsi dire *double au dedans, une au dehors*.

Ce ministère général est responsable devant les *Délégations*. Ce sont deux groupes de députés désignés par les deux Parlements. Ils se réunissent alternativement à Vienne et à Buda-Pesth; ils délibèrent séparément, communiquent entre eux par messages, et parfois se réunissent pour voter sans discussion.

L'unité s'incarne surtout dans la personne de l'empereur-roi, chef suprême de chaque État et aussi de la monarchie. Il a le pouvoir exécutif, la proposition et la promulgation des lois; sa liste civile est payée par les deux États. Plus que jamais, la dynastie des Habsbourg-



Lorraine¹ est le lien des diverses parties de l'empire.

Les races, leurs revendications. — Mais ce lien est bien fragile encore; le dualisme semble ne pas suffire à ce pays divisé. Il ne donne satisfaction qu'à deux des races de l'Autriche-Hongrie. D'autres réclament leur part des droits que se sont arrogés les Allemands et les Magyars ou Hongrois.

Il y a dans l'empire environ 10 millions d'Allemands, qui forment l'élément le plus riche et le plus cultivé; environ 6 millions de Magyars, qui forment un élément riche aussi et surtout énergique. Mais il y a 18 millions de Slaves, 3 millions de Roumains, 700 000 Italiens, et des Bulgares et des Albanais, etc. Tous se prétendent sacrifiés et opprimés et réclament contre le dualisme un système plus large : le fédéralisme.

Dans l'État cisleithan, les Slaves sont en majorité en Galicie, dans les provinces polonaises, en Moravie, en Bohême surtout. Ces Slaves de Bohême, les Tchèques, sont les plus avancés en civilisation et les plus impatients : ils veulent *la Bohême aux Tchèques* comme la Hongrie aux Magyars. A l'heure actuelle, le parti des Vieux-Tchèques, qui se contentait de quelques concessions, a fait place aux Jeunes-Tchèques dont les revendications sont plus pressantes.

Dans l'État transleithan, où les Magyars veulent maintenir énergiquement leur situation de race dominante, ils rencontrent des adversaires opiniâtres dans les Slaves du Sud, les Croates, qui furent jadis (en 1849 notamment) leurs adversaires acharnés. La Croatie, avec sa capitale nationale Agram (ou Zagreb), voudrait sa part d'autonomie. — Les Roumains, nombreux en Transylvanie, protestent aussi vivement contre la dureté de la domination hongroise.

Enfin les Italiens des Alpes du littoral (Trente et

1. Au XVIII^e siècle, l'héritière des duc de Lorraine François, d'où le Habsbourg, Marie-Thérèse, épousa le nom de la dynastie actuelle.

Trieste) font entendre aussi de bruyantes protestations. Ils disent qu'ils sont la seule partie de l'Italie non encore délivrée (*Italia irredenta*).

Le péril actuel. — Ce qui rend ces oppositions nationales plus menaçantes encore, c'est que chacune d'elles s'appuie sur quelque grande puissance voisine. Les Allemands de Vienne regardent du côté de Berlin, les Slaves se tournent vers la Russie, les Roumains vers la Roumanie, les Italiens ont à Rome de bruyants auxiliaires dans les irrédentistes. Il semble toujours qu'une grande crise européenne va faire voler en éclats, dans des directions diverses, cette monarchie hétérogène.

Depuis 1867, la situation de l'empire est sans doute meilleure qu'auparavant. Des hommes d'État remarquables, M. de Beust, le comte Hohenwarth, le comte Taaffe, le comte Kalnicky, ont manœuvré avec une réelle habileté au milieu de tant d'écueils; mais le péril existe toujours. Par sa situation géographique et par sa complexité ethnographique, la monarchie des Habsbourg doit redouter plus qu'une autre une guerre européenne, car toutes les questions qui agitent l'Europe ont leur contre-coup chez elle.

Une alliance assez étrange, durable cependant, entre l'Autriche et la Prusse, au lendemain de la guerre franco-allemande de 1870, a surtout aidé l'empire à triompher de ses difficultés intérieures¹. C'est à cette alliance aussi qu'elle a dû le seul accroissement qu'elle ait reçu depuis cette époque.

La Bosnie et l'Herzégovine. — L'Allemagne, en effet, semble avoir pris à tâche d'engager son ancienne ennemie, devenue son alliée, dans la direction de l'Orient, de lui faire chercher dans la péninsule des Balkans une compensation aux pertes qu'elle a

1. On verra au chapitre XIII que l'Italie s'est agrégée aussi plus tard à ce système politique dit la *Triple Alliance*, ou la *Triplex*.

subies ailleurs. C'est à cette politique qu'on a donné en Allemagne le nom de « marche vers l'est ». Au traité de Berlin (1878), l'Autriche, bien qu'elle n'eût pas pris part à la guerre, a reçu sa part des dépouilles de la Turquie. On l'a chargée d'occuper et d'administrer les provinces de Bosnie et d'Herzégovine. L'occupation ne s'est pas faite sans difficultés, et l'administration de cette région, pleine de haines religieuses et de haines de races, n'est pas un des moindres soucis de l'Autriche. Mais, par là, l'empire austro-hongrois s'enfonce comme un coin dans la péninsule des Balkans, divise en deux groupes les populations slaves et s'ouvre la voie vers Salonique. Or Salonique est un port de grand avenir, qui pourrait prendre, par sa situation en face du canal de Suez, une importance commerciale considérable, et qui assurerait à l'Autriche une partie du transit à travers l'Europe.

Conclusion. — L'empire austro-hongrois est certainement dans une situation moins critique que l'empire autrichien de 1815 à 1867. Ses richesses agricoles sont considérables, son industrie plus limitée; son commerce, actif aujourd'hui, peut devenir l'un des plus prospères de l'Europe. Mais l'Autriche porte en elle des germes de destruction redoutables. C'est une grande puissance, mais on peut affirmer que ce n'est pas un peuple. Depuis quelques années l'agitation menace de nouveau de tourner à l'anarchie. Les Tchèques revendiquent leur autonomie; les Magyars voudraient modifier le compromis qui les lie à l'Autriche; la Croatie s'agit contre les Magyars. La monarchie des Habsbourg surviendra-t-elle à François-Joseph?

INDEX GÉOGRAPHIQUE

- Wagram, à l'est de Vienne, près du Danube et de la March. — Austerlitz, en Moravie, près de Brünn. — Presbourg, sur le Danube, à l'est de Vienne. — Spielberg, prison d'État, citadelle de la ville de Brünn. — Debreczin, au centre de la Hongrie. — Vilagos, plus au sud en Hongrie, près d'Arad. — Sadowa, au N.-E. de la Bohême, près de l'Elbe supérieur. — La Leitha, petite rivière qui se jette dans le Danube, rive droite, un peu à l'est de Vienne. — Agram, en Croatie, sur la Save.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

AUTRICHE-HONGRIE (*Empire*).

Antiquité. — L'Autriche est placée aux frontières de la *Germanie* : les *Romains* la conquièrent en partie et portent leur frontière au *Danube*.

Moyen âge. — Population formée de races très diverses : *Germanins*, *Huns*, *Hongrois* ou *Magyars*, *Slaves*, *Roumains* (anciens colons romains), etc. L'Autriche devient sous *Rodolphe* (1273-1291) le centre de la puissance des *Habsbourg* (Voir *Allemagne*).

Temps modernes. — Accroissement de la maison d'Autriche par héritages et mariages sous *Maximilien I^{er}* (1493-1519). *Charles-Quint*, son petit-fils, héritier des maisons d'Autriche, de Bourgogne, de Castille et d'Aragon (1519-1556). Ses luttes contre la France, les Turcs, les protestants. Paix d'Augsbourg (1555).

Projets ambitieux de *Ferdinand II* (1619-1637). Après la guerre de Trente ans, l'Autriche, affaiblie par les traités de Westphalie (1648), lutte au XVII^e siècle contre la France pour la succession d'Espagne. — Au XVIII^e siècle, *Marie-Thérèse* (1740-1780) lutte contre la Prusse, pour la Silesie. Elle prend part au démembrement de la Pologne (1772).

Époque contemporaine. — Luttes acharnées contre la Révolution et contre l'Empire. Napoléon entre deux fois à Vienne (1805, 1809). L'Autriche chassée de l'Italie, affaiblie en Allemagne. L'empereur François II renonce à l'empire d'Allemagne et prend le titre d'empereur d'Autriche.

Aux traités de 1815, l'Autriche se fait céder le nord de l'Italie (*Lombardie* et *Vénétie*) et intervient fréquemment pour réprimer les soulèvements en faveur de l'indépendance italienne. Chassée de la Lombardie par la France et le Piémont (1859), elle perd la Vénétie après Sadowa (1866), en même temps qu'elle est exclue de la Confédération germanique.

En 1867, François-Joseph I^{er} accorde à la Hongrie des droits politiques égaux à ceux de l'Autriche, pour désarmer les Hongrois qui luttaient depuis trois siècles pour leur indépendance. — Acquisition de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1878 par le traité de Berlin (démembrement de l'empire ottoman).

État actuel. — Superficie : une fois et quart celle de la France. Population : 40 millions. Grand commerce par le Danube et l'Adriatique. Production agricole considérable. Faiblesse politique par suite de la diversité et de la désunion de ses races. Capitales : Vienne et Buda-Pesth.

Empereur, François-Joseph I^{er}, depuis 1848.

SUJET A ÉTUDIER

La question des langues en Autriche-Hongrie. — La langue et la littérature ont joué un grand rôle dans le réveil des nationalités et le mouvement d'émancipation des peuples soumis au joug autrichien. Dès la fin du XVIII^e siècle, les Slaves de Bohême, ou Tchèques, se mirent à étudier, en même temps que l'histoire de leur race, leur vieille langue proscrite et presque oubliée. « De jeunes poètes, dit M. Léger ¹, donnèrent à cette langue la vie qui semblait lui manquer et en firent l'organe de leurs aspirations patriotiques : « Elle est là, disait l'un d'eux ; je la « vois à travers mes larmes, cette vaste terre, jadis le berceau et « maintenant le cercueil d'une grande nation... Quelle est donc cette « jeune et belle fille qui court dans les champs ? Elle doit être bien « pauvre pour porter une robe rapiécée de diverses étoffes ! C'est « notre Bohême bigarrée de colons étrangers. » De même les Slaves du Sud, Croates, Serbes, Dalmates, étudiaient leurs origines, créaient leurs grammaires ; ils rédigèrent des journaux slaves et commencèrent à voir que leur langue était sœur de la langue russe, leur race sœur du puissant peuple que gouvernait le tsar. C'est l'aurore du *panslavisme* (Voir le chapitre XVI). Havelicet, qui rédigeait à Prague la *Gazette officielle*, Louis Gaj, le poète croate à Agram, étaient les chefs de ce mouvement.

Il en était de même en Hongrie. Longtemps la langue politique dans ce pays avait été le latin. C'est dans un latin, fort barbare du reste, que délibéraient les magnats (les grands) à la Diète. Vers 1833, un jeune avocat, Louis Kossuth, qui rédigeait en langue magyare une gazette clandestine, agita si bien l'opinion que cette langue fut introduite dans la vie parlementaire. Une académie hongroise, un théâtre national étaient créés à Pesth. « La gloire de la Hongrie, s'écriait un grand poète, Petæfi, est comme la comète qui disparaît, mais revient, au bout de plusieurs siècles, éclatante et terrible. »

De nos jours, cette diversité des langues crée plus que jamais des difficultés à l'administration et des périls à cette « *monarchie polyglotte* », comme on a appelé l'Autriche-Hongrie. C'est une des questions les plus passionnément débattues dans les diverses provinces, quand il s'agit d'organiser l'enseignement public. « Les officiers, dit M. de Laveleye, passent une partie de leur existence à étudier des grammaires toujours nouvelles pour eux. Un propriétaire des environs de Temeswar disait qu'il avait absolument besoin de connaître cinq langues : le latin, pour les anciennes pièces officielles ; l'allemand, pour ses relations avec Vienne ; le hongrois, pour prendre la parole dans la diète, le roumain et le serbe, pour donner des ordres à ses ouvriers. »

¹. *Histoire de l'Autriche-Hongrie.*

CHAPITRE XII

ITALIE

1^{re} PARTIE : LE PASSÉ DE L'ITALIE. LA MAISON DE SAVOIE. LE PIÉMONT ET LA FRANCE (1854-1859).

I. Le passé de l'Italie. — L'unité italienne et l'unité allemande. — Rome et l'Italie. — Les guerres civiles au moyen âge. — Les tyrannies au XV^e siècle. — La Renaissance et l'idée de patrie. — L'Italie sous la domination étrangère. — La Révolution et l'Empire.

II. La maison de Savoie. — Ses origines et sa politique. — Le royaume de Piémont-Sardaigne (1713). — Le Piémont de 1789 à 1850.

III. Le Piémont et la France. — Victor-Emmanuel et Cavour. — Le libéralisme. — La guerre de Crimée et le congrès de Paris (1856). — Alliance avec Napoléon III; Plombières (1858). — La rupture avec l'Autriche (1858) : Montebello, Palestro, Magenta. — Solferino (24 juin). — Entrevue de Villafranca; paix de Zurich (novembre 1859).

L'unité italienne et l'unité allemande. — Après la formation de l'unité allemande, celle de l'unité italienne est le plus grand fait politique de la seconde moitié du XIX^e siècle. Il y a du reste entre ces deux formations un très curieux parallélisme et des ressemblances singulières.

Ces deux nationalités sont les dernières venues en Europe. Comme l'Allemagne, l'Italie a été, au moyen âge, la victime des grandes ambitions le théâtre des grands

conflits du Sacerdoce et de l'Empire; elle expia par d'interminables guerres civiles les chimères de domination universelle. Pas plus que l'Allemagne, elle n'a pu, au début des temps modernes, se constituer en État régulier et homogène, à la façon de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne. L'anarchie qui continuait à y régner, les querelles des princes et des cités y ont, comme en Allemagne, et plus encore, amené les interventions fréquentes et même la domination des puissances voisines, du xv^e siècle au milieu du xix^e. Comme en Allemagne enfin, l'unité s'y est faite par l'ambition, souvent sans scrupules, et l'esprit de suite d'une maison pauvre et âpre au gain : là, les Hohenzollern, qui par la Prusse ont constitué l'empire allemand; ici, la dynastie de Savoie, qui par le Piémont a créé le royaume d'Italie.

Les dates mêmes concordent de la façon la plus surprenante. Les électeurs de Brandebourg et les ducs de Savoie sont reconnus rois de Prusse et rois de Piémont par l'Europe au même traité, celui d'Utrecht (1713). Ces deux royaumes, bouleversées l'une et l'autre par la tourmente de la Révolution et de l'Empire, restaurées ou accrues après la chute de Napoléon par les traités de Vienne en 1815, achèvent presque en même temps leur tâche séculaire : l'unité italienne date de 1861, l'unité allemande de 1871. Enfin on verra que la politique de Napoléon III a été l'auxiliaire de l'une, la complice de l'autre, et quelque peu la dupe de toutes les deux.

Rome et l'Italie. — Il faut remonter un peu loin dans le passé de l'Italie et de la maison de Savoie pour comprendre l'œuvre et connaître l'ouvrier. Un nom, celui de Rome, domine l'histoire de l'Italie, qui a payé cher le prestige et la puissance magique de ce nom. C'est parce que la Rome impériale avait conquis et gouverné le monde antique que les barbares se précipitèrent sur l'Italie au temps des grandes invasions, moins par haine que par curiosité et par admiration. Les Germains

s'établirent, turbulents et brutaux, dans cet édifice déjà ver moulu, qui finit par s'écrouler sur eux.

Plus tard, les grands papes de l'époque théocratique, les Grégoire VII, les Alexandre III, les Innocent III, les Innocent IV, voulurent eux aussi gouverner le monde par Rome : après le Capitole ou le Palatin, le Vatican. Mais leurs prétentions se heurtèrent pendant deux siècles à celles des empereurs d'Allemagne, qui se disaient les vrais successeurs des Césars (1073-1250). L'une des deux puissances succomba dans cette lutte : ce fut l'Empire, avec Frédéric II. L'autre en sortit victorieuse, mais mortellement blessée : la papauté, qui, peu après, avec Boniface VIII, succomba dans une autre querelle contre la France (1303), au milieu de circonstances particulièrement dramatiques. Les papes joueront encore souvent un rôle dans les affaires du monde, mais ils ne ressaisiront jamais la domination de l'Europe chrétienne. Des nations se sont formées dans cette Europe ; et, si elles acceptent encore la suprématie religieuse de Rome, elles ne voudront plus subir sa direction politique.

Les guerres civiles au moyen âge. — L'Italie ne fut pas une de ces nations. Dans la violence de leur querelle, les papes et les empereurs y avaient semé, comme à plaisir, des germes de division. Ces germes levèrent trop aisément. Du XIII^e au XV^e siècle, c'est 150 ou 200 Italiens que nous trouvons dans la péninsule : il y a autant d'États distincts et hostiles que de villes, autant de guerres que d'États. Il y en a plus encore, car chaque cité est déchirée par des guerres de partis ou de classes. On s'entr'égorge sous les noms de *Guelpes* et de *Gibelins*, c'est-à-dire pour le pape ou pour l'empereur, quoiqu'il n'y ait presque plus de papauté ni d'Empire. Le *popolo minuto* (petit peuple) s'arme contre le *popolo grosso* (bourgeoisie) ; les grandes familles uttent entre elles avec fureur. Les routes sont couvertes de proscrits qui cherchent « le grand art du retour », fomentant des troubles dans les cités qui les ont exilés.

L'*Enfer* du Dante est une peinture fidèle de cette Italie désolée par les discordes.

Les tyrannies au XV^e siècle. — Peu à peu l'anarchie tourne, comme il arrive souvent, au profit du despotisme. Les habiles ont triomphé des faibles, les gros ont dévoré les petits; des tyrannies s'élèvent sur les ruines des libertés républicaines. Vers le milieu du XV^e siècle, nous trouvons sept ou huit Italiennes, celle de Rome, avec des papes qui ne s'occupent plus que de leurs domaines; celle de Naples, avec des souverains étrangers (les princes d'Aragon); celles de Venise, de Gênes, avec leur riche commerce, leurs sénats soupçonneux et égoïstes; celle de Milan, avec ses soldats de fortune, les Sforza; celle de Florence, avec ses opulents et rusés banquiers, les Médicis; enfin, dans un coin des Alpes, un petit État montagnard qui deviendra grand : la Savoie. Tous ces tronçons de la nationalité italienne luttent entre eux comme autrefois les cités, par la force, par la ruse surtout. Tous les moyens, le parjure, l'assassinat, leur paraissent bons pour se débarrasser de leurs rivaux. Ils pratiquent la politique dont un grand historien, Machiavel, va bientôt rédiger les détestables formules dans son livre du *Prince*.

La Renaissance et l'idée de patrie. — C'est un triste et immoral spectacle que celui de ce temps. Dans ce désordre, cependant, l'unité se prépare : car, s'il n'y a pas alors d'Italie politique, il y a déjà une Italie intellectuelle. Le génie italien, dont il convient de parler avec reconnaissance, a été le premier éveillé, le premier en état de produire, dans une langue formée, des chefs-d'œuvre classiques, avec Dante et Pétrarque, Machiavel, l'Arioste, le Tasse; le premier capable d'exprimer l'idée du beau, dans les œuvres impérissables de Giotto, de Donatello, de Michel-Ange, de Raphaël, de Léonard de Vinci, du Titien.

La race, le pays, les souvenirs, tout avait contribué à hâter cette éclosion. L'esprit italien eut tout d'abord

la liberté qui manquait au génie byzantin, asservi à la théologie, et la souplesse qui manquait au génie allemand. Il se développait sous un ciel lumineux fait pour éclairer les belles choses, sur un sol couvert de modèles antiques, autour des bibliothèques pleines de manuscrits que l'imprimerie allait divulguer. La Renaissance devait naître et naquit sous ce ciel, sur ce sol, dans ce milieu si favorable. Les princes, qui jouèrent pour la plupart le rôle de Mécènes, contribuèrent à ce mouvement, mais ils ne le créèrent pas. La Renaissance est sortie du cerveau et du cœur du peuple italien tout entier. Et ce fut bien là le premier germe de la patrie italienne. Elle commença par des poésies, des tableaux, des statues, des palais, son premier patrimoine national. Le sentiment du beau a fait en Italie ce que le sentiment religieux a fait en Espagne : il a mis au cœur des Italiens cette fierté qui est le fond de tout patriotisme. C'était déjà avoir une patrie qu'être du pays de Dante ou de Michel-Ange.

L'Italie sous la domination étrangère. —

Mais l'enfantement de cette patrie devait être long et douloureux. « *Ah ! serva Italia !* » (Italie esclave!) ; ce mot de Dante devint surtout une vérité au XVI^e siècle. Dans leur désir de s'entre-détruire, en effet, les princes italiens avaient appelé, dès 1494, les étrangers. Ceux-ci vinrent, le pays leur plut, ils restèrent et se disputèrent à leur tour cette terre délicieuse. Les Français semblèrent d'abord l'emporter. Nos rois Charles VIII, Louis XII, François I^r, Henri II, font en Italie des guerres de magnificence qui rapportent beaucoup de gloire et peu de profit. Ils frappent de grands coups, Fornoue (1495), Agnadel (1509), Marignan (1515), Cérisoles (1544) ; ils prennent et perdent le Milanais et le royaume de Naples. Puis ils se lassent, et, au traité de Gateau-Cambrésis, ils renoncent à leur part. L'Italie tombe alors sous l'influence espagnole : triste et stérile période ! L'art s'éteint, même à Florence, sous des

Médicis dégénérés, et à Rome, au milieu des préoccupations religieuses. Le commerce meurt à Venise, après les grandes découvertes du xvi^e siècle, qui portent ailleurs l'activité européenne; Naples et Milan dépérissent sous la domination étrangère, en essayant quelquefois de secouer le joug (Masaniello à Naples en 1648.)

Cependant, après la paix d'Utrecht (1713), il y a une amélioration. Des princes, encore étrangers, des Bourbons d'Espagne, des Habsbourg, des Lorrains, placés par divers traités sur des trônes italiens, se prennent d'affection pour ces pauvres lambeaux de la patrie italienne. Léopold de Toscane, Charles VII de Naples, Ferdinand de Parme, font des travaux, des réformes, essayent de galvaniser ce cadavre. Le génie italien se réveille avec un poète patriote, Alfieri; et une génération grandit, qui donnera aux lettres italiennes les Manzoni et les Silvio Pellico.

La Révolution et l'Empire. — Puis la Révolution survient. Là, comme en Allemagne, elle détruit et crée. Elle détruit le passé. L'Italie voit disparaître ses ducs, ses princes, jusqu'à son pape. Des Bonaparte, des Murat, des Beauharnais les remplacent. Napoléon fait servir ce pays à ses desseins capricieux et gigantesques. Mais les idées de liberté, d'égalité, d'unité, les principes de la Révolution française ont pénétré à la suite de nos armées. Voilà ce que nous avons semé là : d'autres feront la moisson. Napoléon tombe : les traités de 1815 reconstituent tant bien que mal une Italie divisée, vieillotte, avec des Autrichiens, des Bourbons, des princes, un État pontifical, — et une maison de Savoie.

La maison de Savoie. — Il faut connaître celle-ci. Ses origines sont modestes, comme celles des Hohenzollern. Elle est sortie d'une des plus pauvres vallées des Alpes, la Maurienne, avec Humbert aux Blanches Mains (1027). Ses successeurs ajoutent à la Maurienne la Savoie, le Chablais, le Faucigny, puis Suze, Aoste, Turin;

puis la Tarentaise, le Genevois, le Valais, la Bresse, le Bugey, le pays de Gex, Coni, Nice. Ils occupent les deux versants des Alpes. Ils en sont les *portiers* : au temps des querelles du Sacerdoce et de l'Empire, au temps des guerres d'Italie, ils en ouvrent ou en ferment les passages ; ils savent profiter de tout : ils sont *gagne-petit*, eux aussi.

Leur ambition reste longtemps indécise entre les deux versants des Alpes, entre la vallée du Rhône et celle du Pô. En 1602 (traité de Lyon), Henri IV les force à lui céder la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex. Dès lors, ils s'orientent plus volontiers du côté de l'Italie, où il y a plus à espérer. Cependant pendant tout le XVII^e siècle, sous Charles-Emmanuel, sous Victor-Amédée, leur politique est toute de duplicité : ils servent et trahissent tour à tour Richelieu ou Mazarin et la maison d'Autriche, Louis XIV et les coalitions (affaire de Mantoue en 1627, ligue d'Augsbourg en 1689, défection de 1703). — Ils réussissent : car le traité d'Utrecht leur donne, avec quelques territoires, la couronne royale (1713). Ils sont rois de Piémont, de Sicile et de Jérusalem. Un peu plus tard (1720), ils échangent à regret la Sicile contre la Sardaigne.

Le royaume de Piémont-Sardaigne. — Les rois de Sardaigne continuent au XVIII^e siècle leur politique de montagnards intéressés et rusés. La race piémontaise a en effet deux qualités dont le mélange est précieux : opiniâtreté et finesse. Ses souverains interviennent dans diverses guerres (succession de Pologne, succession d'Autriche) pour « manger feuille à feuille l'artichaut » dont ils convoitent le cœur, c'est-à-dire le Milanais. Il ne leur est pas difficile d'intéresser la France à leurs desseins. Plusieurs fois déjà, sous Henri IV, sous Richelieu, sous Fleury, avait été formé ce projet, que devait reprendre Napoléon III, d'aider le Piémont à conquérir le Milanais, et de lui demander la Savoie en échange.

Le Piémont de 1789 à 1850. — On a vu plus haut¹ quelles fortunes diverses la maison de Savoie traversa de 1789 à 1850. Elle est une des premières à s'armer contre la Révolution, en 1792. Puis le Piémont est le théâtre des premières victoires du général Bonaparte, en 1796. Le premier consul y remporte encore, en 1800, la victoire de Marengo, et, en 1803, il incorpore ce pays à la France. Le traité de Vienne, en 1815, y ramène la dynastie dépossédée et y restaure les vieilles institutions.

Mais à partir de 1820, sous Charles-Albert, régent, puis roi de Sardaigne, le Piémont se met à la tête du mouvement libéral et national en Italie. Deux fois, Charles-Albert prend les armes contre les Autrichiens ; deux fois, il est vaincu : en 1821 à Novare, en 1848 et en 1849 à Custoza et à Novare encore. Après chacune de ces tentatives, le petit royaume se replie sur lui-même, étroitement surveillé par l'Autriche qui, maîtresse de la Lombardie et de la Vénétie, occupe encore Bologne et Modène.

Jamais le joug étranger n'avait été plus dur à un peuple qui n'avait plus les mœurs de la servitude. Après 1821, les libéraux furent persécutés avec une impitoyable cruauté. L'aimable et doux Silvio Pellico, coupable de patriotisme, passa des ardentes fournaises des Plombs de Venise aux cachots glacés du Spielberg. Son livre *Mes prisons*, écrit sans emphase, sans récrimination violente contre ses bourreaux, reste encore aujourd'hui l'acte d'accusation le plus sérieux de l'Italie opprimée contre les Autrichiens. Le royaume lombardo-vénitien était inondé de Magyars, de Slaves, instruments inconscients d'un despotisme qui les écrasait eux-mêmes. La corvée y fut rétablie ; il fut interdit d'apprendre à lire et à écrire aux enfants dont les parents avaient un revenu de moins de 1500 livres. L'ignorance devenait un moyen de domination.

1. Voir les chapitres I à V.

« *Fuori i Tedeschi!* » (Dehors les Allemands!) tel fut désormais le cri de ralliement des patriotes. Après le mouvement révolutionnaire de 1848-49, la répression, dirigée par le feld-maréchal Radetzki, ne fut pas moins barbare. L'héroïque Daniel Manin, qui avait essayé d'affranchir Venise, et beaucoup de patriotes vinrent chercher un refuge en France; c'était plus que jamais la *serva Italia*. Mais l'heure de la libération était proche.

Victor-Emmanuel et Cavour. Le libéralisme en Piémont. — L'œuvre unitaire où avait échoué l'Italie révolutionnaire fut reprise, en effet, avec beaucoup d'habileté et d'esprit de suite, par le petit État piémontais. Le roi Victor-Emmanuel (1849-1878), fils et successeur de Charles-Albert, et son ministre Cavour¹ comprirent qu'il y avait deux belles causes à servir, la cause libérale et la cause nationale, qu'elles étaient inséparables, et, qu'en dotant le Piémont d'institutions libres ils feraient de lui l'instrument de l'indépendance italienne. Tandis qu'en Toscane, à Naples, à Rome, à Modène, les souverains, après la convulsion de 1848, se faisaient les auxiliaires de la réaction, eux seuls restèrent fidèles aux idées libérales proscribes ailleurs. La charte constitutionnelle, appelée *Statuto fondamentale*, qu'avait accordée en 1847 Charles-Albert, fut conservée et loyalement pratiquée par son fils. Le comte de Cavour, ministre dès 1850, président du Conseil en 1852, fit voter par la Chambre des députés une loi sur la liberté de la presse, l'abolition des juridictions ecclésiastiques, la suppression d'une partie des communautés religieuses, malgré les protestations de l'Autriche et du pape Pie IX. En même temps, il commençait la transformation économique du Piémont par la création de chemins de fer, de télégraphes, par la signature de traités de commerce avec la France, la Belgique, l'Angleterre. Aussi tous les regards de l'Italie opprimée se tournaient-ils vers ce

1. Voir à la fin du chapitre le sujet à étudier.

petit royaume prospère, devenu le refuge de la liberté et l'espoir de l'affranchissement.

Le Piémont en Crimée et au Congrès de Paris. — Politique très clairvoyant, Cavour cherchait en même temps un point d'appui en Europe. Charles-Albert avait dit fièrement : *Italia farà da se* (l'Italie fera elle-même sa besogne). Cavour pensa qu'un allié ne lui serait pas inutile ; la France serait cet allié. Aussi s'empressa-t-il de se joindre à la France, à l'Angleterre et à la Turquie dans la guerre de Crimée, et la jeune armée piémontaise parut honorablement, avec La Marmora, au combat de la Tchernaïa (1855). Cela permit à Cavour de prendre place au congrès de Paris (1856), d'y protester contre l'occupation autrichienne de Modène et d'une partie des États pontificaux, contre les rigueurs absolutistes des gouvernements de Rome et de Naples. Ces déclarations ne pouvaient avoir de sanction immédiate, mais la question italienne était hardiment posée devant l'Europe. On voit avec quelle méthode le roi et le ministre poursuivaient l'œuvre réformatrice et l'action diplomatique.

Le Piémont et Napoléon III. — Cavour avait bien choisi son allié en se tournant vers Napoléon III. Les qualités et les défauts de ce souverain devaient contribuer à l'engager au service de cette cause. C'était un rêveur généreux ; l'émancipation des nationalités était un de ses rêves ; l'union des races latines sous l'hégémonie de la France en était un autre. Dans sa jeunesse, il avait pris part aux conspirations des *carbonari*, et, à vrai dire, il était resté, même dans la grande politique, un peu conspirateur. Une circonstance, qui aurait pu perdre dans son esprit les patriotes italiens, leur fut au contraire favorable. Le 14 janvier 1858, un révolutionnaire italien, Orsini, pour punir l'empereur d'avoir trahi la cause de sa jeunesse, lança plusieurs bombes sur sa voiture. Arrêté et condamné à mort, il lui écrivit, avant de monter à l'échafaud, une lettre où il lui recommandait l'affran-

chissement de l'Italie. Napoléon III accepta ce legs.

Plombières (1858). — D'actives négociations étaient déjà engagées entre Cavour et l'empereur. Le ministre piémontais vint à Plombières en septembre 1858 et obtint la permission d'agir avec la promesse formelle du concours de la France. Napoléon aimait ces complots diplomatiques qui ménageaient tant de surprises à l'Europe : l'unité italienne est née à Plombières, et l'unité allemande à Biarritz.

La rupture avec l'Autriche (1859). — Alors les choses marchèrent vite. Dès les premiers jours de janvier 1859, des paroles prononcées aux Tuileries et au Parlement italien sonnèrent l'alarme en Europe. Le 23 janvier, le cousin de l'empereur, le prince Napoléon, ardent partisan de la cause italienne, épousait la princesse Clotilde, fille de Victor-Emmanuel. Ce mariage était comme la notification officielle de l'alliance. Aussitôt l'Autriche massa ses troupes en Lombardie ; le Piémont mobilisa les siennes ; la France fit en hâte ses préparatifs. Le gouvernement autrichien, ayant sommé Victor-Emmanuel de désarmer sous trois jours, reçut en réponse à cet ultimatum une déclaration de guerre (27 avril 1859). Napoléon III fit aussitôt savoir qu'il soutiendrait son allié, et, le 10 mai, il partit pour aller rendre « l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique », formule vague qu'il ne réalisa même pas, mais à laquelle le peuple italien allait donner une singulière extension.

La guerre : Montebello, Palestro, Magenta (mai, juin 1859). — La guerre fut courte et brillante pour nos armes. Sans doute, les observateurs attentifs auraient pu dès lors trouver des symptômes inquiétants dans le désarroi du commandement et le décousu des opérations. Mais l'entrain des troupes, la bravoure des chefs, des armes perfectionnées (les canons rayés) et l'emploi encore nouveau des voies ferrées pour les mouvements rapides, tout cela couvrit les défaillances de la

ITALIE
BASSIN DU PÔ

MÉDITERRANEE

AKER

Spezia

GÈNE
Savone
C.d Cadibone

PROVENCE

ILLINOIS

Plaisance

Briançon

Pavie Crémou

©MILLIAN O'CASTIGHORN

P. 7

Lecco

Vateline

C. Maloia

Gothard

卷之三

卷之三

direction générale et assura le succès. Une adroite manœuvre, conseillée d'abord par Canrobert, trompa l'ennemi. Le général en chef des Autrichiens, le feld-maréchal Giulay, crut que nous allions porter notre effort principal sur le Pô, vers la Stradella et Plaisance; il y jeta le gros de ses forces et se heurta dans la plaine déjà célèbre de Montebello contre la division Forey, qui le battit (20 mai). Mais déjà Victor-Emmanuel prenait l'offensive plus au nord, au delà de Verceil, et, appuyé par une brillante charge du 3^e zouaves, débusquait l'ennemi de Palestro (31 mai). Giulay détrompé se retrancha alors derrière le Tessin. Le 3 juin, Mac-Mahon franchit cette rivière à Turbigo, et, le 4, marchant au canon sur Magenta où l'empereur se trouvait imprudemment engagé, il rend la victoire complète. Le 7, l'armée française entre à Milan sous une pluie de fleurs, au milieu d'une population ivre d'enthousiasme. Les Autrichiens, qui battent en retraite, sont encore atteints le lendemain à Marignan. Nos soldats suivaient les traces de leurs aînés du XVI^e siècle. D'autre part, un héros d'aventures, en qui semblaient revivre les anciens *condottieri*, Garibaldi, à la tête des volontaires qu'il avait recrutés, longeait le pied des Alpes et se dirigeait vers le Tyrol.

Solferino (24 juin). — Les Autrichiens, dont l'empereur François-Joseph venait de prendre le commandement, se concentrèrent alors dans le fameux quadrilatère, entre Mantoue et Vérone, le Mincio et l'Adige. Comme ils reprenaient l'offensive, ils se heurtèrent contre les forces françaises à Solferino, tout près du champ de bataille de Castiglione, déjà illustré par Bonaparte. Près de 300 000 hommes se mesurèrent dans cette journée des deux empereurs (24 juin). Pendant que les Piémontais livraient plus au nord, à San-Martino, un combat distinct, Niel, Mac-Mahon, Baraguey d'Hilliers, Canrobert, forcèrent au prix de pertes considérables la tour et le cimetière de Solferino. Un épou-

vantable orage éclata au moment où les Autrichiens se décidaient à la retraite.

Entrevue de Villafranca (8-11 juillet). — Quinze jours après, l'Europe apprit avec stupéfaction et l'Italie avec colère la conclusion d'un armistice et l'entrevue de Napoléon III avec François-Joseph à Villafranca (8-11 juillet). Pourquoi la France s'arrêtait-elle en pleine victoire, avant d'avoir atteint l'Adriatique ? D'abord les pertes de Solferino avaient donné à l'empereur la mesure de la résistance qu'il pourrait rencontrer dans le quadrilatère. Puis la Prusse venait de mobiliser ses troupes et de les porter sur le Rhin : la guerre menaçait de devenir européenne. Mais surtout Napoléon était effrayé par l'étendue et l'intensité du mouvement révolutionnaire et unitaire que nos premiers succès avaient déchaîné en Italie. Lui-même, le 8 juin, dans une ardente proclamation, il avait crié aux Italiens : « Unissez-vous... animés du feu sacré de la patrie, ne soyez aujourd'hui que soldats. Demain vous serez les citoyens libres d'un grand pays ! » On va voir que les Italiens l'avaient trop bien entendu. Il eut la simplicité de croire qu'il les arrêterait en s'arrêtant lui-même.

Paix de Zurich (nov. 1859). — Les clauses de l'arrangement conclu à Villafranca furent définitivement arrêtées à Zurich par les plénipotentiaires français, autrichiens et sardes (novembre 1859). La Lombardie était remise à Napoléon III, qui la transmettait à Victor-Emmanuel. La Vénétie, avec le quadrilatère, restait aux Autrichiens. Mais elle devait faire partie d'une confédération de tous les États d'Italie (Piémont, Modène, Toscane, Etats pontificaux, Naples) sous la présidence du pape.

Cette création hybride, assez semblable à la Confédération germanique, n'était pas née viable. On va voir d'ailleurs que la paix de Zurich était violée avant même d'être signée.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Fornoue, champ de bataille du xvi^e siècle, au sud du Pô, près de Parme; **Agnadel**, champ de bataille du xvi^e siècle, sur l'Adda; **Marignan**, champ de bataille du xvi^e siècle, près de Milan; **Cerisoles**, champ de bataille du xvi^e siècle, près de Turin. — **Maurienne**, **Tarentaise**, hautes vallées des Alpes, aux sources de l'Are et de l'Isère; **Chablais**, **Faucigny**, hautes vallées des Alpes, sur les bords du lac de Genève (Haute-Savoie); **Valais**, haute vallée du Rhône; **Bresse**, **Bugey**, **pays de Gex**, **Valromey**, pays du Jura méridional (dép. de l'Ain). — **Suse**,

Aoste, **Coni**, en Piémont, au débouché des cols des Alpes. — **Novare**, au nord du Pô, à la frontière du Piémont et du Milanais. — **Le Quadrilatère** (Mantoue, Peschiera, Vérone, Legnano), entre le Mincio et l'Adige, affluents du Pô. — **Custoza**, **Villafranca**, dans le Quadrilatère. — **Montebello**, champ de bataille de 1859, au sud du Pô, près de Plaisance; **Palestro**, champ de bataille de 1859, près de Novare; **Turibgo**, **Magenta**, sur le Tessin, affluent du Pô; **Castiglione**, **Solferino**, **San Martino**, à l'ouest du Quadrilatère, près du lac de Garde.

CHAPITRE XIII

ITALIE

Partie : LE ROYAUME D'ITALIE. LA QUESTION ROMAINE. L'ITALIE CONTEMPORAINE.

I. **L'unité italienne.** — L'œuvre de Cavour. — Annexion des duchés au Piémont, de la Savoie et de Nice à la France (1860). — Le pape et les Deux-Siciles. — Les Mille. — Castelfidardo, Naples, Gaëte (1860-61). — Le royaume d'Italie (1861).

II. **L'achèvement de l'unité.** — Venise (1866). — La question romaine. — Mentana (1867). — Rome capitale (1870). — L'Italie et la papauté. — La loi des garanties (1871).

III. **L'Italie contemporaine.** — La Constitution italienne. — Les partis. — Les richesses. — Principaux centres d'activité. — La crise économique et sociale. — L'armée, la marine. — L'Italie et la France. — Les entreprises coloniales.

Le rôle de Cavour. — La question italienne, que Napoléon croyait fermer à Villafranca, à Zurich, était à peine ouverte. Il fallait maintenant faire du Piémont grandir le royaume d'Italie. Ce fut l'œuvre de Cavour. Les deux années qui suivent sont remplies par l'activité de cet homme d'État. Il dirige les événements avec une sûreté, une promptitude, une audace qui, comme il le disait, « était la vraie prudence ». Il va à

deux reprises forcer la main à Napoléon III : « Je l'ai fait se jeter à l'eau, disait-il, il faudra qu'il nage. » L'instrument dont Cavour a supérieurement joué, c'est la révolution italienne : il l'a déchaînée pour effrayer l'empereur, il l'a enchaînée aux pieds de Victor-Emmanuel.

Les duchés. La Savoie et Nice (1860). — Déchaînée, elle l'était déjà quand Napoléon signa la paix inattendue de Zurich. Déjà Modène, Parme, la Toscane, avaient chassé leurs ducs, et les Légations (Bologne), qui appartenaient au pape, leur garnison autrichienne. À la nouvelle du traité qui remettait ces pays sous le joug, Cavour, dans un mouvement d'indignation probablement sincère, en tout cas très habile, donna sa démission (juillet 1859). Mais il ne resta pas inactif et, pendant six mois, il fut une sorte de ministre occulte de la future Italie : il encourageait et dirigeait sous main les populations soulevées. Il était l'homme de la patrie italienne, dans la coulisse comme sur la scène ; Victor-Emmanuel, devant l'irrésistible mouvement de l'opinion, dut le rappeler au ministère (20 janvier 1860). Comme le roi de Piémont, l'empereur se reconnut impuissant à arrêter ce mouvement d'opinion. Et lorsque les pays en révolution eurent à deux reprises, par des plébiscites, manifesté leur volonté formelle de se donner à Victor-Emmanuel, Napoléon III se résigna à accepter le fait accompli : Bologne, Modène, Parme, la Toscane furent annexées au Piémont. Seulement l'empereur exigea, en vertu probablement des engagements pris à Plombières et qu'il s'était réservé de faire valoir à son heure, la cession à la France de la Savoie et du comté de Nice. Cette cession fut d'ailleurs accomplie dans des conditions qui lui ôtaient le caractère d'un acte de vive force. Les deux provinces furent consultées par voie de plébiscite et se donnèrent librement.

Le pape et le roi des Deux-Siciles. — Ainsi, après le nord de l'Italie, le Piémont absorbait le centre. C'était beaucoup plus que ce qu'avait voulu Napoléon,

c'était beaucoup moins que ne rêvait Cavour. L'empereur voulait sauver le royaume des Deux-Siciles, où un jeune souverain, François II, venait de succéder au vieux roi impopulaire, Ferdinand II, *Bomba*. Il voulait sauver aussi les États pontificaux. Mais il y avait dans ces deux pays des fermentes de révolution qui devaient servir encore les desseins du ministre piémontais. La déplorable administration napolitaine, les sociétés secrètes qui pullulaient dans l'île et sur le continent livraient d'avance ce royaume à un coup de main hardi. A Rome, Pie IX, le pape libéral de 1847, était devenu l'ardent ennemi de la révolution, du Piémont, de l'unité italienne. Il lançait des anathèmes ; il se créait à grand bruit une armée de volontaires de tous pays, sous la direction d'un ancien héros de nos guerres d'Afrique, le général Lamoricière. Il semblait appeler la lutte et provoquer le Piémont, qu'il appelait le « royaume subalpin ». Tout cela faisait l'affaire de Cavour qui, pour la seconde fois, lança son avant-garde révolutionnaire.

Les Mille (1860). — Le 5 mai 1860, sans que le gouvernement fit rien pour l'arrêter, Garibaldi partit de Gênes avec un millier de volontaires, parmi lesquels un certain nombre de libéraux français. Les *Mille*, ou les *Chemises rouges*, débarquèrent à Marsala : une insurrection venait d'éclater en Sicile ; l'un de ses chefs était Crispi, alors ardent révolutionnaire. En quelques semaines, toute l'île fut au pouvoir des Garibaldiens (prise de Palerme, combat de Milazzo, prise de Messine), et le 8 août, les Chemises rouges, franchissant le détroit, s'emparaient de Reggio. Garibaldi marche sur Naples où il entre, au milieu d'un enthousiasme délirant, le 17 septembre. François II était allé s'enfermer dans Gaète, sa dernière place.

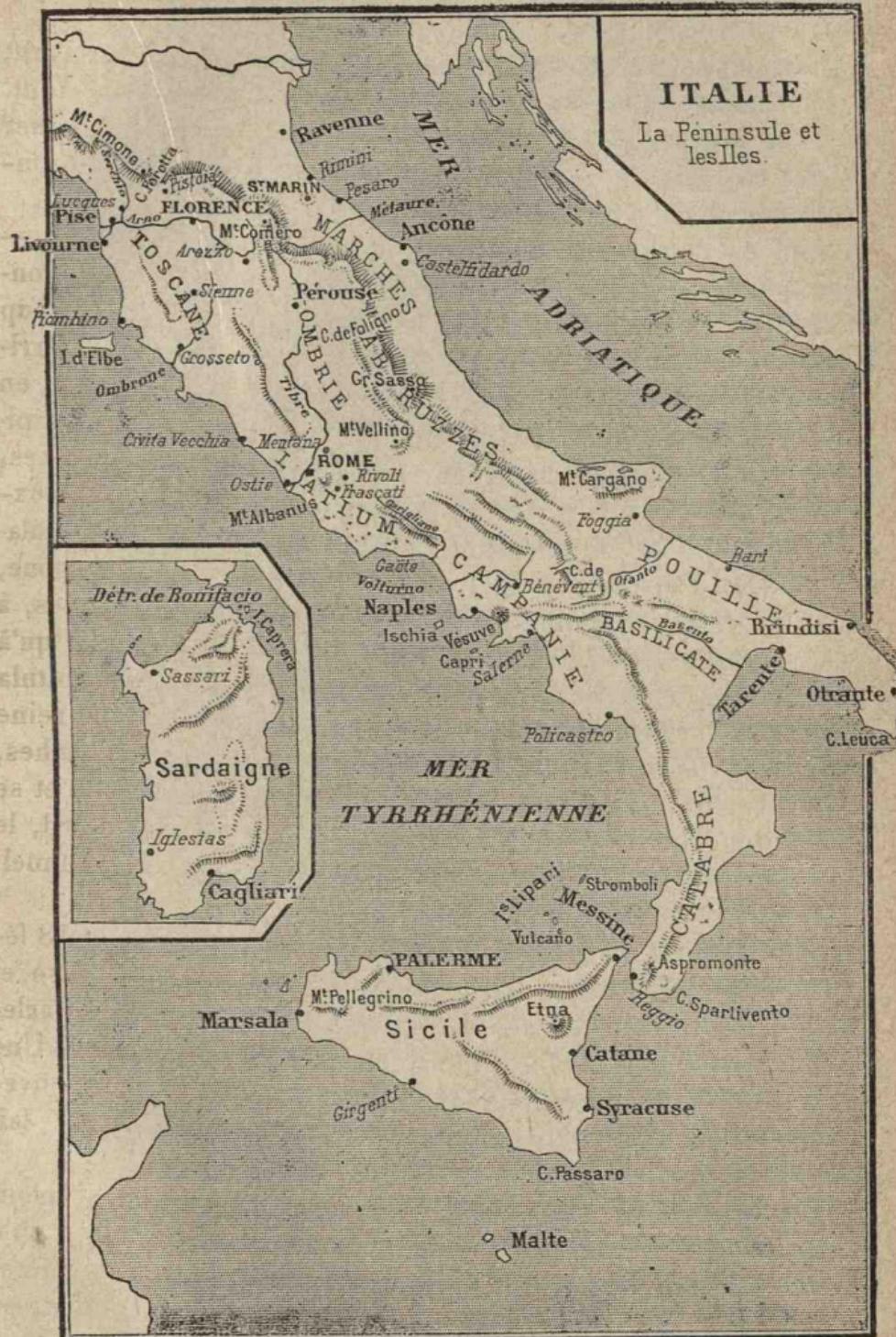
Cependant Garibaldi ne se pressait pas de provoquer l'annexion des Deux-Siciles au Piémont. Il hésitait entre Victor-Emmanuel et la république, que quelques-uns de ses partisans voulaient proclamer à Naples. C'est ce

que Cavour craignait peut-être; en tout cas, il le savait, c'est ce que Napoléon III redoutait par-dessus tout. L'empereur lui laisserait donc carte blanche pour jeter l'Italie monarchique au-devant de l'Italie révolutionnaire, à la condition que « ce fût vite fait ».

Castelfidardo. Naples. Gaète (1860-1861). — Ce fut vite fait, car tout était prêt; les troupes piémontaises étaient massées près de Bologne. Et on fit coup double. Pour arriver à Naples, il fallait franchir le territoire pontifical. Le 18 septembre, Cialdini mettait en déroute l'armée pontificale à Castelfidardo et faisait capituler ses débris à Ancône; puis, traversant les Marches, il entrait au commencement d'octobre dans les Deux-Siciles. Alors Garibaldi se décida à consulter la population; l'annexion au Piémont fut votée d'enthousiasme, et le 7 novembre, Victor-Emmanuel faisait à Naples, à son tour, son entrée triomphale. Il ne restait plus qu'à enlever Gaète à la dynastie dépossédée. La ville capitula le 13 février 1861, après un siège auquel la jeune reine de Naples avait pris une part héroïque. Les Marches, elles aussi, se soustrayaient à l'autorité pontificale et se donnaient au Piémont par un plébiscite. Le nord, le centre, le midi de l'Italie étaient à Victor-Emmanuel. L'Italie était faite.

Le royaume d'Italie (1861). — Aussi le 18 février 1861, les députés de l'Italie entière, Venise et Rome exceptées, formèrent à Turin un premier Parlement italien; ils proclamèrent l'unité le 14 mars. Une fois de plus, moitié effrayé, moitié gagné par ce mouvement vertigineux, Napoléon III reconnaissait le fait accompli.

Quelques mois plus tard, le 6 juin 1861, Cavour mourut à cinquante et un ans, usé par les luttes qu'il lui avait fallu soutenir. Il avait prodigué ses dernières forces à la réalisation de son rêve; il succombait en plein triomphe. Dans un de ses derniers discours, il avait hardiment exposé la thèse que Rome était la seule



capitale possible du nouveau royaume, et qu'il y faudrait laisser « l'Église libre dans l'État libre »; et le Parlement italien s'était approprié ce vœu par un vote.

La question de Venise. — Deux questions en effet restaient à résoudre pour l'achèvement de l'unité italienne : celle de Venise et celle de Rome. Elles seront résolues l'une et l'autre avant dix ans, et tout d'abord la question vénitienne. On a vu déjà¹, en effet, qu'au milieu des fluctuations de sa politique, Napoléon III avait lui-même, la veille de Sadowa, préparé l'alliance de l'Italie et de la Prusse, pour consommer cette ruine de l'Autriche qu'il devait bientôt regretter. Victor-Emmanuel avait été très heureux de trouver un nouvel allié pourachever ce que la France laissait en suspens. Bismarck disait de son côté : « Si l'Italie n'existe pas, il faudrait l'inventer. » Le traité fut conclu en avril 1866.

Les armes italiennes ne furent pas heureuses dans la campagne de 1866. L'armée principale, sous le roi et La Marmora, pénétra dans le Quadrilatère, pendant que Garibaldi essayait de tourner les Autrichiens au nord par le Tyrol, et Cialdini au sud par les bouches du Pô. Mais le roi fut vaincu le 24 juin à Custozza. Et, le 20 juillet, la flotte italienne, sous l'amiral Persano, éprouva une défaite complète, que lui infligea devant l'île de Lissa l'amiral Tegethoff. Mais les défaites profitent à l'Italie plus qu'à d'autres les victoires. Entre Custozza et Lissa est survenue la bataille de Sadowa (3 juillet). L'Autriche se résigna tout de suite à abandonner la Vénétie. Elle fut remise à Napoléon III, qui la transmit à Victor-Emmanuel, sans qu'on lui sût beaucoup de gré de ce tardif post-scriptum ajouté par lui, d'assez mauvaise grâce, à la paix de Villafranca.

La question romaine. — La question romaine resta plus longtemps à l'état aigu. Ce fut là le malentendu qui persista jusqu'au bout entre l'empire et la

1. Voir chapitre ix.

jeune Italie. Sur cette affaire, comme sur beaucoup d'autres, Napoléon III était tiraillé entre deux influences contraires. Si son cousin, le prince Napoléon, était l'ardent défenseur des vœux des patriotes italiens, l'imperatrice et le parti catholique ne transigeaient pas au sujet de la souveraineté temporelle du pape. L'empereur subissait tantôt une influence, tantôt une autre ; il connaît les affaires étrangères tantôt à Thouvenel favorable, tantôt à Drouyn de Lhuys hostile aux revendications italiennes. Ces tergiversations perpétuelles devaient avoir de fâcheux résultats.

Le parti révolutionnaire rentra d'abord en scène. Garibaldi, qui, après les affaires des Deux-Siciles, s'était retiré dans l'île de Caprera, essaya de recommencer un coup de main analogue à celui des Mille. Avec une poignée de volontaires, il se jeta au mois d'août 1862 sur la Calabre. Mais Victor-Emmanuel ne voulait pas se brouiller avec la France ; ses troupes arrêtèrent à Aspromonte l'aventurier, qui fut blessé et fait prisonnier.

Le 15 septembre 1864, Napoléon signa avec le roi d'Italie une convention aux termes de laquelle les troupes françaises devaient évacuer Rome en 1866 (elles y étaient depuis 1849). C'est à ce moment que Florence devint, à la place de Turin, la capitale de l'Italie.

Mentana (1867). — Mais, en 1866, les dispositions de l'empereur avaient changé ; bientôt M. Rouher répondit par son fameux « jamais » aux instances des amis de l'Italie sur la question romaine. D'autre part, le pape Pie IX se montrait plus ardent à la lutte que jamais. Il lançait, dans son *Syllabus*, l'anathème au libéralisme et à la civilisation moderne. Il semblait vouloir réorganiser son armée de 1860. Rattazzi, qui était alors aux affaires, protesta ; pour la troisième fois, Garibaldi se prépara à agir, mais alors avec la complicité du gouvernement italien. La tentative échoua : les volontaires garibaldiens furent arrêtés à Mentana (3 novembre 1867) par le corps français d'occupation, « dont les chassepots, comme

l'écrivait le général de Failly, avaient fait merveille ». Le cabinet de Florence se dégagea tant bien que mal de cette aventure, et Rome resta sous la garde des Français. Mais la haine commença à remplacer la reconnaissance dans le cœur des Italiens.

Rome capitale (1870). — Nos malheurs en 1870 eurent pour effet de hâter la solution. Aussitôt après l'invasion de l'Alsace et de la Lorraine, Victor-Emmanuel, qui se serait vraisemblablement joint à la France victorieuse, adhéra à une ligue de neutralité dont l'Angleterre avait pris l'initiative. Puis, comme notre corps d'occupation à Rome était rappelé en toute hâte, les troupes italiennes pénétrèrent immédiatement dans les Etats pontificaux, et le 20 septembre elles entrèrent à Rome presque sans coup férir. Comme pour les États italiens, comme pour Venise, la population consultée par voie de plébiscite se prononça pour l'annexion. L'unité était achevée : l'Italie avait sa capitale et n'entendait plus laisser remettre son droit en question : « Rome était intangible. »

L'Italie et la papauté; la loi des garanties (1871). — Conformément aux principes de Cavour, une loi fut aussitôt votée par le Parlement pour régler la situation respective de la royauté et de la papauté : c'est la *loi des garanties* (1871). Le gouvernement assurait au pape une liste civile de 3 225 000 francs, la propriété et l'inviolabilité des palais du Vatican, de Latran, de Castel Gandolfo (près de Rome), la liberté dans l'exercice de ses fonctions spirituelles, la franchise de ses relations diplomatiques. L'État renonçait à toute participation dans la collation des dignités ecclésiastiques ; mais il ne reconnaissait au temporel aucune juridiction ecclésiastique. C'était bien l'Église libre dans l'État libre.

La papauté a, jusqu'à ce jour, renoncé à tous les bénéfices de cette loi. Aucune conciliation d'ailleurs n'était possible avec l'ardent et mystique Pie IX, qui pensait et parlait comme un pape du moyen âge ; après

avoir anathématisé les « erreurs modernes », il avait, en 1870, proclamé au concile du Vatican l'infalibilité pontificale, malgré la vive opposition d'une fraction du clergé. Avec Léon XIII (1878-1903), le pape diplomate, la situation s'est un peu détendue, mais n'a pas été réglée. La papauté continue à ne pas reconnaître le royaume d'Italie et soutient fidèlement la fiction de sa captivité.

La constitution italienne. — « L'Italie est libre et une, disait Victor-Emmanuel à l'ouverture du Parlement, en 1870; il dépend de nous de la faire grande et heureuse. » Il nous reste à voir ce qu'ont fait pour cela Victor-Emmanuel lui-même (mort en 1878), son fils Humbert I^e (assassiné en 1900), et les hommes d'État qui ont recueilli la succession de Cavour.

Ils ont d'abord doté le nouveau royaume d'une constitution, qui n'est autre que le *Statuto fondamentale* de Charles-Albert. Le pouvoir exécutif appartient au roi avec le droit de conclure des alliances. Le pouvoir législatif est partagé entre le Sénat, composé de sénateurs nommés à vie par le roi, et la Chambre des députés. Les députés sont élus par un suffrage presque universel, qui comprend les citoyens âgés de vingt-cinq ans; mais ils ne peuvent être élus que sous certaines conditions de cens.

Les partis. — Jusqu'en 1882 environ le pouvoir a été alternativement exercé par les chefs de la droite et ceux de la gauche : parmi les premiers, on peut citer Ricasoli, Minghetti, La Marmora et Menabrea; parmi les autres, Depretis, Nicotera, Cairoli. Alors apparaît la politique agitée de Crispi, trois fois chef de cabinet de 1887 à 1896, et dont les ministères Rudini, Gioletti, etc., ont eu à réparer les fautes. Dans cette période, le pays n'a été exempt ni d'agitations, ni de crises ministérielles, ni de débats scandaleux. Il y a actuellement à la Chambre une extrême gauche, plus ardente que nombreuse, et un parti bruyant, les *irréden-*

tistes, qui pensent que l'unité italienne est inachevée tant qu'on n'aura pas délivré les pays qu'ils appellent l'*Italia irredenta* (l'Italie non affranchie), Trieste et Trente, qui appartiennent encore à l'Autriche. Certains y joignent le Tessin qui est à la Suisse, la Savoie, Nice et la Corse à la France, Malte aux Anglais.

Les richesses. — Depuis son unification, l'Italie a réalisé de grands progrès économiques. L'agriculture est sa grande source de richesses; son sol et son climat sont propres à de nombreuses cultures : le riz et le blé, le vin, l'huile, les fruits sont ses principaux produits. Pour l'industrie elle est moins favorisée par la nature : elle n'a pas de houille, elle a peu de fer et peu d'autres métaux; mais son sous-sol, par suite de l'action volcanique, est riche en soufre, en eaux thermales, en produits de combinaisons chimiques, en marbres renommés. Les grandes industries, la métallurgie, le tissage (sauf pour la soie), sont dans un état d'infériorité; mais elle excelle dans les industries d'un caractère artistique, verrerie, majolique, mosaïque, objets d'albâtre, bijoux de corail, etc. Pour le commerce, sa position de jetée au milieu de la Méditerranée lui assure de sérieux avantages.

Principaux centres d'activité. — Si l'on veut avoir le spectacle de l'activité italienne, il faut parcourir les plaines de la Lombardie, avec leur savante irrigation, les vallées de Toscane, avec la répartition élégante de leurs cultures, le royaume de Naples, « ce morceau du ciel tombé sur la terre », et en Sicile la « conque d'or » de Palerme, avec les précieux vignobles de Marsala à l'ouest. Il faut visiter Milan, le grand foyer de l'activité italienne et le centre des communications avec l'Europe, Turin, Bologne, très industrielles, Gênes et ses ateliers de construction de Saint-Pierre d'Aréna, la Spezzia, Castellamare et leurs chantiers, Brindisi, point d'attache des relations avec l'Extrême-Orient. Il faut enfin mettre au premier rang des trésors de l'Italie ces cités incomparables où toute l'Europe va accomplir son pèleri-

nage artistique, Venise, Florence, Rome, Naples.

La crise économique et sociale. — Et cependant l'Italie subit une crise économique des plus graves qui se traduit par un réel malaise social. La condition des classes rurales est, dans une grande partie du pays, fort misérable, pour diverses causes. C'est l'élévation des fermages, car dans les parties les plus productives domine la grande propriété, qui laisse peu de profits au cultivateur; c'est le ralentissement de l'exportation des produits agricoles, vins, fruits, huile, etc., depuis surtout que l'Italie a pris l'initiative de la rupture commerciale avec la France, autrefois son principal marché. C'est enfin le poids énorme de l'impôt foncier, qui s'élève à près de 25 0/0 du revenu brut. De là, les progrès redoutables de doctrines dangereuses, car c'est la misère qui recrute les armées de révoltés; de là, surtout en Sicile, où la crise sévit particulièrement, ces associations secrètes de malfaiteurs, les *fasci* (*faisceaux*), qui prennent parfois les proportions d'une véritable jacquerie. De là la pénurie des espèces métalliques, qui cependant reprennent peu à peu dans la circulation la place du papier-monnaie, et la fragilité des institutions de crédit. De là enfin l'émigration, qui chaque année jette un peu partout, dans l'ancien et le nouveau monde, près de 200 000 Italiens.

L'armée. La marine. — A ces causes de misère, il faut chercher une explication politique. On la trouve dans l'ambition de l'Italie, qui a conçu trop tôt de trop vastes projets. L'entretien des forces militaires pèse sur le pays d'un poids écrasant. La loi militaire de l'Italie impose le service de vingt ans à trente-neuf ans; elle admet les engagements conditionnels d'un an; elle divise, par le tirage au sort, la population en état de servir en trois catégories, diversement réparties entre l'armée active, la milice mobile et la milice territoriale. L'armée sur pied de paix comprend 275 000 hommes; le pied de guerre atteint sur le papier le chiffre énorme de 3 millions.

La flotte comprend 20 000 hommes d'équipage et près de 300 navires, dont 17 cuirassés ; quelques-uns de ceux-ci sont les plus grands qu'il y ait au monde.

L'Italie et la France. — Cet effort formidable et ruineux d'un pays qui ne semble pas avoir d'ennemis s'explique par les deux idées qui ont longtemps dirigé la politique italienne et que Crispi a incarnées : l'hostilité contre la France et les entreprises coloniales. Quelle pouvait être la cause de la haine de l'Italie contre nous ? On comprend qu'elle ait oublié la part que nous eûmes à son unité, et que le rappel trop fréquent de services rendus ait le don de l'exaspérer. On ne peut guère prendre au sérieux la crainte, parfois exprimée à Rome, de voir la France tenter de rendre au pape sa souveraineté temporelle. Le vrai grief, c'est que nous avions en 1881 devancé les secrets desseins de l'Italie sur la Tunisie. Sa réponse ne se fit pas attendre : dès 1882, la triple alliance était conclue. Et, pendant près de vingt ans, l'Italie a fait le jeu de l'Allemagne, se tenant prête à opérer aux Alpes une dangereuse diversion, peut-être même à la provoquer. Mais le fardeau était au-dessus de sa force ; la rupture économique avec la France, qui avait suivi la rupture politique,achevait de ruiner le pays épuisé par des armements excessifs. On est enfin revenu de l'autre côté des Alpes à des sentiments plus justes et à des vues plus sages. La triple alliance subsiste, mais semble dépourvue de son caractère agressif ; un traité de commerce franco-italien a rapproché les deux nations ; des actes de courtoisie qui ne sont pas de pure forme indiquent la possibilité d'un rapprochement désirable entre les deux grandes nations latines.

Les entreprises coloniales. — Parallèlement à cette dangereuse politique européenne, le ministère Crispi poursuivait en Afrique d'ambitieuses visées coloniales, auxquelles on a donné justement le nom de *mégalomanie*. C'était sur la mer Rouge et la région du Nil moyen qu'il avait jeté son dévolu. Les ports de Massaouah et

d'Assab avaient été occupés en 1885; c'était, sous le nom pompeux d'*Érythrée*, une triste région et une occupation coûteuse; mais c'était aussi un débouché des routes d'Abyssinie; et bientôt l'Italie, par la prise de Kassala (1894), indiqua son intention d'imposer à l'Éthiopie une sorte de protectorat. Mal lui en prit: le négus Ménélik écrasa à Ambaalagi et à Makallé (1895-1896) l'armée du général Baratieri. Ce fut la cause de la chute de Crispi; le marquis di Rudini liquida sagement cette désastreuse aventure.

Quelques événements tragiques ont marqué ces dernières années. En 1898, une insurrection socialiste d'une soudaineté et d'une violence étranges a éclaté à Milan. En 1900, le roi Humbert a été assassiné par un anarchiste. Une politique de prudence et de réparation semble s'imposer à son successeur, Victor-Emmanuel III: les sympathies de la France ne lui feront pas défaut; car nous ne demandons qu'à oublier les malentendus d'un jour, à rendre justice à ce génie, à cette civilisation, à cette race que tant de liens unissent à nous.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Modène, Parme, Bologne, au sud du Pô. — Les Légations ou la Romagne, les Marches, provinces appartenant au pape avant 1861, entre l'Apennin, le Pô et l'Adriatique. — Ancône, port sur la mer Adriatique; Castelfidardo, près d'Ancône (dans les Marches); Mentana, près de Rome. — Marsala, à l'ouest de la Sicile; Palerme, au nord de la Sicile; Messine, à l'est de la Sicile, sur le détroit; Reggio, en face de Messine, dans la Calabre, province au sud de l'Italie; Aspromonte, dans la Calabre. — Gaète, port sur la mer Tyrrhénienne, au nord de Naples. — Caprera, île de la mer Tyrrhénienne à l'est de la Sardaigne. — La Spezzia, port de guerre, à l'est de Gênes; Castellamare, chantiers, près de Naples; Brindisi, port à l'extrémité sud-est de l'Italie. — Massaouah, Assab, ports de la mer Rouge; Kassala, en Abyssinie.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

ITALIE (*Royaume*).

Antiquité. — Populations primitives: les *Gaulois* au nord, les *Grecs* au sud, les *Étrusques* et les *Latins* au centre. Fondation de

Rome vers 754 av. J.-C. Conquête de l'Italie et du monde entier par la République romaine. Guerres puniques (contre Carthage) (261-146). Etablissement de l'Empire Romain par Auguste (30). Division de l'Empire en deux parties à la mort de Théodose (395 ap. J.-C.). Invasions des barbares. Chute de l'Empire d'Occident (476).

Moyen âge. — Rome, siège de la papauté, étend de nouveau son action sur l'Italie et sur l'Europe. Les invasions étrangères et les discordes civiles remplissent l'histoire de l'Italie au moyen âge. Invasions des Ostrogoths (489), des Lombards (568), des Francs sous Charlemagne (773), des Sarrasins (ix^e siècle), des Normands au sud (x^e siècle). — L'Italie passe sous la domination germanique, avec Othon le Grand (962). Luttes entre la Papauté et l'Empire (querelle des investitures, guerres des Guelfes et des Gibelins (1073-1268). — Au xiv^e siècle, l'Italie est déchirée par les discordes et la papauté affaiblie par le grand schisme. Prospérité commerciale des républiques de Gênes et de Venise.

Temps modernes. — Au xv^e siècle, l'Italie est divisée en petits États rivaux (*Rome, Milan, Florence, Vénise, Naples, etc.*). Éclat de la Renaissance, sous les Médicis, à Florence et à Rome. — Au xvi^e siècle, l'Italie est le champ de bataille des Français, des Espagnols et des Autrichiens. — Au xvii^e, elle est sous la domination espagnole; au xviii^e, partagée entre l'influence espagnole et l'influence autrichienne.

Époque contemporaine. — Conquête de l'Italie du Nord par les Français sous le Directoire (1797). Création de la République cisalpine. Nombreux changements dans son organisation par Napoléon. Le royaume d'Italie (1805), le royaume de Naples (1806), etc. — En 1815, par les traités de Vienne, l'Autriche reste maîtresse de l'Italie du Nord; le reste est partagé entre le Piémont, le royaume des Deux-Siciles, le pape, les ducs de Toscane, de Modène, de Parme. Fréquentes tentatives d'affranchissement. — En 1859, le Piémont, avec l'aide de la France, chasse l'Autriche du Milanais et s'empare de la plus grande partie de l'Italie. Victor-Emmanuel fonde le royaume d'Italie (1861). En 1866, il acquiert la Vénétie; en 1870, Rome devient la capitale de l'Italie, unie pour la première fois.

État actuel. — Superficie : un peu plus de la moitié de celle de la France. Population : près de 30 millions d'habitants. Activité commerciale, richesses artistiques (monuments de l'antiquité et de la Renaissance : musées). Capitale, Rome.

Roi, Victor-Emmanuel III, depuis 1900.

Pape : Pie X, depuis août 1903.

SUJET A ÉTUDIER

Les ouvriers de l'unité italienne : Victor-Emmanuel, Cavour, Garibaldi. — Ils sont trois, comme ceux de l'unité allemande, un roi, un ministre, un soldat; leurs physionomies sont très originales, tout à fait italiennes; et il serait intéressant de les opposer à celles des durs artisans de la patrie allemande.

Victor-Emmanuel, le « roi galant homme », est une figure populaire, et sa popularité persistante n'a pas été sans influence sur les événements. Grand guerrier, grand chasseur, ami de tous les exercices violents et de tous les plaisirs, familier et d'accès facile, il avait de plus un caractère ouvert, loyal, et des allures chevaleresques qui n'excluaient pas chez lui le calcul et l'habileté. Par les traits extérieurs, c'est, avec un moindre génie, un Henri IV piémontais. Il se cantonnait volontairement dans son rôle constitutionnel; il laissait faire Cavour.

Cavour. Celui-ci est de la famille des grands hommes d'État. Il a, de la race piémontaise, toute l'opiniâtreté et toute la finesse. Camille Benso, comte de Cavour, était né en 1810 d'une famille noble, alliée à plusieurs grandes familles de Genève, de Savoie et de France. Il fut successivement officier du génie, avocat, publiciste; d'abord il s'occupa surtout des questions économiques. En 1847, il fonda le *Risorgimento*, organe du parti réformateur non révolutionnaire. Ministre de l'agriculture en 1850, puis des finances, il devint président du conseil en 1852.

Ce qui suivit fut son œuvre; on a vu avec quelle méthode cette œuvre fut conduite: d'abord la mise en pratique de la constitution libérale et le développement des ressources économiques; puis le Piémont introduit parmi les grandes puissances, le baptême de gloire en Crimée, la question italienne posée devant l'Europe, la conclusion de l'alliance française, la guerre de 1859; enfin la révolution italienne lancée, dirigée, confisquée avec une sûreté merveilleuse. Manzoni a dit de lui justement « qu'il eut d'un homme d'État les deux qualités maîtresses, la prudence et l'imprudence ».

Les ressorts de sa politique sont moins durs et les moyens moins brutaux que ceux de Bismarck. Ils ont, chacun à sa manière, exploité la politique française et conduit Napoléon III plus loin qu'il n'avait rêvé d'aller. Il y a toutefois entre l'Allemand et l'Italien une profonde différence: Bismarck a tout demandé à l'autorité; il a plié l'Allemagne sous une discipline de fer; au dedans, au dehors, il a toujours violenté l'opinion. Cavour a tout demandé à l'opinion et il n'a rien entrepris qu'avec elle. Il a

préparé l'unité en fondant avec Manin, La Farina, Massimo d'Azeglio la *société nationale italienne*. Il a toujours respecté la Constitution, il est resté fidèle à sa devise : « Ne touchez pas à la presse. » « Je suis fils de la liberté, disait-il encore, c'est à elle que je dois tout ce que je suis. » C'est par elle qu'il a voulu faire tout ce qu'il a fait. Il est mort prématûrément, après avoir donné toutes ses forces à la cause italienne. C'est une fin que d'autres peuvent lui envier.

Garibaldi, lui, nous offre un curieux mélange du chevalier errant, de l'aventurier et du révolutionnaire. On l'a vu successivement aux quatre coins du monde, servant le bey de Tunis, les républiques du Rio de la Plata et de l'Uruguay, défendant héroïquement la république romaine de 1848, puis fabricant de chandelles aux États-Unis, capitaine au long cours au compte d'un armateur du Pérou, directeur d'un service de cabotage entre Marseille et Nice. C'est un condottiere, mais c'est un héros, héros un peu théâtral, comme il en fallait pour entraîner les Italiens. Il a souvent géné Victor-Emmanuel et Cavour, mais en les compromettant il les servait, à Marsala, à Naples ; on le désavouait et on mettait à profit ses coups de tête. Du reste, d'un rare désintéressement, et n'acceptant pour récompense que son rocher de Caprera. Nous ne pouvons oublier enfin qu'il a cru devoir, lui au moins, payer sa dette à la France en 1870, en venant combattre avec ses volontaires pour la nation qui avait affranchi l'Italie.

CHAPITRE XIV

EMPIRE OTTOMAN

LA PÉNINSULE DES BALKANS ET LA QUESTION D'ORIENT.

I. Grandeur et décadence de l'empire ottoman. — La question d'Orient autrefois et aujourd'hui. — Les Turcs en Europe. — Apogée de l'empire ottoman. — Les races de la péninsule. — Rôle de l'Autriche et de la Russie. — Démembrement et décomposition. — Mahmoud (1808-1839). — L'homme malade.

II. La guerre de Crimée (1854-1856). — Ses causes. — L'Angleterre et la France alliées. — Commencement de la guerre. — Siège de Sébastopol (1854-1855). — Traité de Paris (1856). — Nouveaux troubles. — La Russie et la mer Noire (1870).

III. La guerre des Balkans (1877-1878). — La crise de 1876. — La guerre; Plewna (1877). — Traités de San Stefano et de Berlin (1878). — Déception de la Russie. — La question bulgare (1885). — État actuel de la Turquie. — Forces militaires et religieuses.

La question d'Orient autrefois et de nos jours. — La question d'Orient est vieille comme le monde. C'est la question des rapports de l'Europe et de l'Asie. L'Europe est beaucoup plus petite et moins peuplée que l'Asie, mais elle est plus civilisée. Les Européens, supérieurs par la civilisation, ont à se défendre

contre les Asiatiques, supérieurs par le nombre. Jadis ils ont résisté avec énergie aux invasions asiatiques, soit lors des guerres médiques, dans l'antiquité, soit lors des croisades, au moyen âge. Voilà la question d'Orient dans le passé.

Aujourd'hui, l'Europe semble reprendre sa revanche de l'Asie. Elle assiste à l'écroulement de l'empire des Turcs qui sont venus jadis d'Asie. En même temps elle commence à envahir et à dominer l'Asie.

Mais de graves difficultés naissent de cette situation nouvelle. Les populations chrétiennes sujettes des Turcs, Slaves, Roumains et Grecs, veulent reconquérir leur indépendance. L'Autriche cherche à s'agrandir à leurs dépens. La Russie convoite Constantinople et la possession des détroits qui mènent de l'Archipel à la mer Noire.

L'Angleterre ni l'Italie ne veulent permettre à la Russie de s'avancer jusqu'à la Méditerranée. Toutes les grandes puissances sont résolues à ne pas laisser leurs rivales s'agrandir sans obtenir elles-mêmes des compensations. En Asie, les Russes et les Anglais se disputent les routes de l'Inde, c'est-à-dire la Perse et l'Afghanistan. Les Français, Anglais, Allemands et Américains rivalisent pour accaparer quelques-uns des marchés de l'immense empire chinois et participer au commerce de l'Extrême-Orient. Voilà aujourd'hui la question d'Orient.

Il y a là des problèmes politiques très compliqués, où les intérêts des puissances varient sans cesse, où les événements les plus futiles et les plus inattendus peuvent amener les conséquences les plus graves et de véritables bouleversements européens. C'est ce qui explique que la question d'Orient soit depuis si longtemps l'effroi des diplomates et des hommes d'État.

Les Turcs ottomans en Europe. — Les Turcs ottomans n'étaient au XIII^e siècle qu'une peuplade barbare, qui, sortie des steppes du Turkestan, cherchait fortune en Asie Mineure. Leur premier essai d'organisa-

tion date du commencement du XIV^e siècle ; leur première capitale fut Brousse qu'ils prirent en 1326. Dès 1360, ils franchissaient les Dardanelles à Gallipoli. Ce qui faisait alors et ce qui a fait longtemps leur force, c'était le mélange du fanatisme religieux le plus ardent avec une forte discipline militaire. Avant les peuples d'Europe ils avaient une puissante artillerie, une infanterie régulière, un corps d'élite, les janissaires, redoutables par leur élan et leur solidité.

En face d'eux, l'empire byzantin, depuis longtemps décrépit, agonisait. Les sultans turcs, Amurah I^{er}, Bajazet I^{er}, Amurah II en firent la conquête, sans que l'Europe, où l'esprit des croisades était éteint, fit un effort sérieux pour les arrêter. En 1453, Mahomet II s'empara de Constantinople, ce dernier débris de l'empire romain, ce boulevard de la Chrétienté au moyen âge. Sainte-Sophie devint une mosquée musulmane.

Apogée de l'empire ottoman. — L'élan de la conquête se poursuivit quelque temps encore. Toute la péninsule des Balkans fut soumise aux Turcs. Sous Sélim I^{er}, ils conquirent encore l'Égypte, la Syrie, la côte septentrionale de l'Afrique. Avec Soliman le Magnifique (1520-1566), la puissance ottomane atteignit son apogée. Soliman inaugura son règne par la prise de Belgrade et de Rhodes, dont la possession lui permettait de lancer ses hordes sur la Hongrie et ses pirates sur toute la Méditerranée. Il menaça Vienne et l'assiégea en 1529. Il vit son alliance recherchée par François I^{er} et conclut avec lui un traité (les capitulations) par lequel la France était reconnue protectrice des intérêts chrétiens en Orient (1534). Ainsi ces infidèles devenaient une puissance européenne, ces barbares envahisseurs étaient considérés comme un élément de l'équilibre européen.

La décadence. — Mais la décadence commença bientôt. A la bataille navale de Lépante (1571), les Turcs perdirent avec leur flotte, leur prépondérance sur la

Méditerranée. Cette décadence tint en partie à l'avilissement progressif des sultans. Pendant trois siècles, les Mahomet, les Achmet, les Amurah, les Mustapha se succèdent comme des rois fainéants, faisant égorger, par précaution, leurs frères à leur avènement, celui-ci cinq, celui-là dix-neuf, ensevelis dans leur harem, avec leurs femmes, leurs serviteurs, leurs bouffons. De temps en temps quelque grand vizir ambitieux essaye de secouer cette torpeur. Mais après ces efforts momentanés, tout retombe dans l'engourdissement.

Les races de la péninsule. — Cette décadence tient aussi à la race. Elle n'a été que conquérante; elle a dépensé à la conquête toute son énergie. Maîtresse du sol, elle n'a rien fait pour assimiler les peuples soumis, pour organiser le pays, pour le mettre en valeur. On a dit avec raison : « Les Turcs sont campés en Europe. » C'est une occupation militaire en effet, non un gouvernement. Ces Asiatiques, établis dans une des plus riches contrées de l'Europe, la rançonnent et l'épuisent. Leur avidité n'a d'égale que leur incurie. Ils n'y tracent pas de routes, ils n'y créent pas d'industrie, ils ne font rien surtout pour unifier ou pour s'attacher les races qui l'habitent. On ne trouve pas de trace dans leur histoire de ce travail d'où sont sorties les nations européennes.

Aussi, sous leur domination détestée, continuent à vivre, d'une vie misérable, il est vrai, les peuples qu'ils ont soumis et qu'ils exploitent, des Grecs, des Slaves, des Bulgares, des Roumains. Ils ont gardé le souvenir de leur passé, et leur langue, et même leur religion. Car la domination turque, contrairement à l'opinion reçue, avide et souvent cruelle, n'est pas intolérante, et les vainqueurs n'ont plus que de rares accès de fanatisme. Ils ont laissé ces *giaours* (infidèles), ces *raïas* (troupeaux) garder leurs croyances : qu'importe comment ils prient, pourvu qu'ils payent ? Les Grecs en particulier ont officiellement leur patriarche à Constantinople, dans le quartier du Phanar. Aussi le lien religieux maintient unis

ces opprimés contre l'opresseur. Tôt ou tard, les Turcs porteront la peine de leur avidité barbare, de leur indolence égoïste et aussi de leur tolérance.

L'Autriche et la Russie. — Cela devient d'autant plus inévitable, dès la fin du XVII^e siècle, que les Turcs ont des voisins ambitieux et habiles qui, longtemps menacés par eux, les menacent à leur tour et convoitent leurs dépouilles. L'Autriche va leur rendre invasion pour invasion, leur disputer le Danube, la Drave, la Save. La Russie, longtemps limitée par eux au Dniéper et écartée de la mer Noire, veut s'élargir à leurs dépens. Les Russes surtout sont, à partir de Pierre le Grand, des adversaires redoutables. Peuple slave, ils appellent à la liberté les Slaves de la péninsule des Balkans en se présentant à eux comme des frères; peuple de religion grecque, ils se présentent aux Grecs comme des coreligionnaires. Ils vont agiter tous ces éléments confus que les Turcs n'ont pas su gagner ou absorber; ils vont faire trembler, surtout sous Catherine II, le sol sur lequel s'endort l'empire ottoman vieilli.

Démembrements de la Turquie au XVIII^e siècle. — En effet de 1700 à 1815, la Turquie est entamée sur toutes ses frontières. Les traités de Carlowitz (1695), de Passarowitz (1718), de Kainardji (1774), de Iassy (1792), de Bucharest (1812) marquent les étapes de la spoliation. L'Autriche y gagne l'Esclavonie, la Transylvanie, le bannat de Temeswar, le Bukowine; la Russie, tout le littoral de la mer d'Azow, la Crimée (si importante pour ses desseins de domination sur la mer Noire), la côte nord de la mer Noire, du Dnieper au Pruth, la Bessarabie. En même temps que le démembrément, commence la décomposition intérieure. Dès 1798 éclate une première révolte de la Grèce, sans succès, il est vrai. La Serbie, soulevée dès 1804, sous Czerny Georges, se donne bientôt un chef, Milan Obrenovitch. Des mouvements se produisent en Roumanie. A partir de 1806, Méhémet-Ali se rend presque indépendant de fait en Égypte. En

Epire, là où jadis Scanderbeg avait si longtemps bravé Mahomet II, le pacha de Janina, qui s'entoure de *dévoués*, comme le *vieux de la Montagne* au moyen âge s'entourait d'*assassins*, tient en échec l'autorité du sultan.

Mahmoud (1808-1839). — Ce sultan était Mahmoud (1808-1839). On a déjà vu (chapitres IV et V) avec quelle violence la crise qui se préparait depuis long-temps éclata sous son règne. Ses efforts mêmes pour relever la Turquie hâtèrent sa ruine. Il voulut arrêter la décadence en imposant à ses sujets les institutions européennes. Le fez remplaça le turban ; les janissaires durent porter la capote au lieu de la longue robe flottante. Un code fut préparé pour remplacer le Coran, des écoles furent fondées ; des ambassadeurs furent envoyés aux différentes cours. Toutes les oppositions furent brisées. Le corps des *ulémas*, à la fois prêtres et jurisconsultes, fut cassé ; des pachas, des beys furent exilés. Mais on ne change pas en un jour les mœurs et l'esprit d'une nation. Les janissaires se révoltèrent ; les *ulémas* fulminèrent contre l'impiété du sultan et l'empire turc fut encore affaibli par les divisions intérieures.

Décomposition de l'Empire. — Tous les ennemis de la Turquie profitèrent de ce désarroi. A deux reprises, comme on l'a déjà vu, l'existence de l'empire ottoman fut mise en question (guerre de l'indépendance de la Grèce, soulèvement de Méhémet-Ali). Les puissances européennes, d'ailleurs assez mal d'accord entre elles, ne sauvèrent la Turquie qu'au moyen de nouveaux démembrements. Par le traité d'Andrinople (1829), la Grèce lui fut enlevée ; la Moldavie, la Valachie, la Serbie, passèrent du rang de provinces sujettes à celui d'États tributaires. En 1840, Méhémet-Ali reçut, sous condition de vassalité, la possession héréditaire de l'Égypte. En 1841, par la convention des détroits, le Bosphore et les Dardanelles furent mis sous la protection et la surveillance des grandes puissances.

L'empire ottoman est donc, vers le milieu de ce siècle,

plus que jamais, « l'homme malade », comme on l'a appelé. Son existence est des plus précaires : on ne le sauve qu'en l'affaiblissant; vainqueur ou vaincu, d'ailleurs, toute guerre se solde pour lui par quelque nouvelle perte. C'est ce que démontrent les deux nouvelles crises qu'il a subies de 1850 à nos jours.

Causes de la guerre de Crimée. — Vers 1850, sous le règne d'Abd-ul-Medjid, fils de Mahmoud, l'« homme malade » parut vouloir reprendre des forces. Un ministre actif, Reschid-Pacha, chef du parti de la *jeune Turquie*, essayait de mettre un peu d'ordre dans l'administration. Cela inquiéta le tsar Nicolas (1825-1855), qui voulait maintenir, dans l'intérêt de la Russie, l'anarchie de la péninsule. Il profita de deux incidents pour intervenir impérieusement dans les affaires turques : à l'ouest, un petit pays sauvage, habité par une poignée de montagnards belliqueux, le Monténégro, venait de se soulever sous Danilo (1850). Le Monténégro a souvent joué ce rôle : celui d'une allumette jetée dans un amas de matières inflammables. D'autre part, des querelles avaient éclaté, à Jérusalem, entre les moines grecs et les moines latins qui gardaient les Lieux saints. Après d'assez longs pourparlers, Menschikoff vint à Constantinople poser, de la part de Nicolas, un ultimatum pressant et hautain sur ces deux questions. La Turquie aurait cédé sans doute si elle n'avait trouvé, pour l'aider à la résistance, deux alliées assez inopinément réunies, l'Angleterre et la France.

L'alliance anglo-française. — On ne peut s'étonner de l'attitude de l'Angleterre; la question de Constantinople, on le sait, a pour elle un intérêt capital. Quant à la France, elle avait un prétexte d'intervenir; car, en vertu des anciennes *capitulations*, elle avait le protectorat des chrétiens dans l'empire ottoman, et c'est à ce protectorat que Nicolas voulait soustraire les moines grecs des Lieux saints. De plus, la France, puissance méditerranéenne de premier ordre, ne pouvait se

désintéresser du sort de Constantinople. Mais des raisons personnelles poussèrent surtout Napoléon III dans la lutte. Le tsar Nicolas avait traité assez dédaigneusement le nouvel empereur des Français. Il avait affecté de ne lui donner que le titre de « bon ami », au lieu de celui de « frère et cousin », en usage entre souverains. Et puis Napoléon n'était pas fâché de donner à sa dynastie renaissante le baptême de gloire. Il se rapprocha donc des Anglais, pour soutenir la Turquie contre les revendications russes. Et c'est ainsi que fut engagée cette guerre de Crimée, dont l'utilité peut paraître contestable et dont les résultats pour nous furent médiocres et éphémères. L'Autriche aurait été volontiers de la partie, pour avoir quelques bénéfices dans l'affaire. Mais l'attitude d'expectative menaçante que gardait sur cette question la Prusse, l'immobilisa. En revanche, le Piémont, heureux de jouer un rôle auprès des grandes puissances, offrit bientôt son concours, qui fut accepté.

Commencement de la guerre. — Pris de colère en face de cette coalition inattendue, le tsar Nicolas porta les premiers coups. En même temps qu'il rappelait son envoyé Menschikoff, il lançait sur la mer Noire une escadre qui anéantit à Sinope la flotte turque (30 novembre 1853), et faisait franchir le Pruth à une armée russe qui occupa la Moldavie et la Valachie.

Les alliés se hâtèrent avec lenteur. Ce ne fut qu'au milieu de 1854 que les Français et les Anglais arrivèrent au secours d'Omer-Pacha, qui, à Routschouk et à Silistrie, disputait aux Russes le bas Danube. Notre première armée fut décimée autour de Varna, dans la malsaine Dobrudja, par le choléra (juillet 1854). Bientôt tout l'effort des alliés se concentra dans la campagne de Crimée, autour de Sébastopol, dont les Russes, dirigés par l'illustre ingénieur Totleben, avaient fait une place de premier ordre.

Siège de Sébastopol (1854-1855). — Nous n'avons pas à raconter ici en détail cette campagne de Cri-

mée¹. L'armée française fut commandée successivement par Saint-Arnaud (qui mourut dès le début), Canrobert, qui céda le commandement, et Pellissier ; l'armée anglaise par lord Raglan, qui mourut aussi en Crimée. Nos troupes se couvrirent de gloire au passage de l'Alma (sept. 1854), à Balaklava, où elles sauvèrent les Turcs, à Inkermann, où elles sauvèrent les Anglais, au pont de Traktir (Tchernaïa) où elles sauvèrent le corps piémontais de La Marmora. Elles combattirent les Russes avec bravoure et loyauté sans cesser de les estimer. Cette espèce de courtoisie chevaleresque entre adversaires est un des traits caractéristiques de cette lutte. Un premier assaut donné à la tour Malakoff, le 18 juin 1855, échoua. Le second réussit, grâce surtout à Mac-Mahon (8 septembre). Les Russes évacuèrent alors la ville en faisant sauter les ouvrages. L'hiver et les maladies nous avaient coûté presque autant d'hommes que les combats.

Traité de Paris (1856). — Sébastopol perdu, la Russie pouvait résister encore. Mais ce grand effort avait produit une lassitude générale. Le tsar Nicolas, mort au cours de la guerre, avait pour successeur un souverain plus pacifique, son fils Alexandre II. Un congrès se réunit à Paris (1856) pour régler une fois de plus la question d'Orient. La Russie perdit le protectorat des provinces danubiennes et le delta du Danube. La navigation de ce fleuve devait être libre ; la bouche centrale, celle de Sulina, était déclarée neutre et placée sous le contrôle d'une commission européenne. La mer Noire était neutralisée, et il était interdit aux Russes d'y avoir des arsenaux et des flottes de guerre. Tel était le prix dont la Russie payait sa défaite, et par suite le bénéfice que l'Angleterre retirait de sa victoire.

Celui de la Turquie était moindre. Sans doute on la délivrait de la menace immédiate d'une escadre russe. Mais, en lui laissant la domination des chrétiens de la

1. Voir le cours de *Deuxième année*.

péninsule des Balkans, on stipulait des priviléges en faveur de ceux-ci, et cela devait amener une continue ingérence de l'Europe dans les affaires turques. On détachait d'elle de plus en plus les États danubiens. La Serbie, la Valachie, la Moldavie, ainsi que le Monténégro, devaient avoir leurs princes élus et à peu près indépendants, sauf la condition du tribut.

Quelques questions d'un intérêt général furent résolues aussi par le congrès d'une façon libérale (abolition du droit de course maritime, garanties de la liberté des mers, droit des neutres en temps de guerre). Mais on remarquera : 1^o que la France ne retirait aucun avantage particulier d'une lutte qui lui avait coûté fort cher; 2^o que la Turquie sortait un peu plus faible d'une guerre entreprise pour la fortifier.

Nouveaux troubles dans la Péninsule. — Peu de traités d'ailleurs ont été aussi peu respectés que celui de Paris. L'état politique de la Péninsule, qu'il prétendait régler, n'a pas cessé d'être troublé de 1856 à 1876, époque où une nouvelle guerre remit tout en question.

Les deux principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie devaient rester séparées. Elles s'unirent en 1858 en élisant le même *hospodar*, le prince Couza (1858). La France d'abord, l'Europe ensuite reconquirent le nouvel État, la Roumanie. En 1866, Couza fut renversé par une révolution, et les Roumains choisirent un prince appartenant à la famille royale de Prusse, Charles de Hohenzollern.

En 1862, ce fut le royaume de Grèce qui chassa son roi, Othon I^{er}, et appela au trône le fils du roi de Danemark, Georges I^{er}. L'Angleterre, favorable à cette révolution, renonça en faveur de ce prince à ses droits sur les îles Ioniennes. La Grèce ne s'est pas tenue pour satisfait de cette importante acquisition. Elle n'a pas cessé de rechercher quelque agrandissement, et s'est toujours tenue prête à profiter des complications de la péninsule. Vers 1868, en particulier, elle a été sur le point d'entrer

en guerre avec la Turquie, à l'occasion du soulèvement de l'île de Candie (ou Crète).

La Russie et la mer Noire (1870). — En 1870 enfin, au plus fort de la guerre franco-allemande, la Russie déclara hardiment, par une circulaire de Gorstchakoff, qu'elle ne se considérait plus comme liée par le traité de Paris en ce qui concernait la neutralité de la mer Noire. Ses flottes reparurent sur cette mer. L'Europe était trop profondément troublée à cette heure pour résister. Au commencement de février 1871, une conférence tenue à Londres ratifia cette modification du traité de Paris, modification si profonde qu'elle en était presque l'annulation.

La crise de 1876. — En 1876, la péninsule retombe dans le chaos. Exaspérées par l'avidité, l'arbitraire, la brutalité de l'administration ottomane, les populations chrétiennes se soulèvent, d'abord la Bosnie et l'Herzégovine, puis la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie. L'Autriche et la Russie les encouragent, moitié par sympathie, moitié par calcul. L'Europe alarmée exige du gouvernement de la Sublime Porte des satisfactions. Aux exigences de l'Europe, Midhat-Pacha répond suivant l'usage par un magnifique programme de réformes : on y voyait même figurer des Chambres délibérantes, un ministère responsable : l'empire ottoman promettait de devenir une monarchie constitutionnelle ! Mais au même moment le fanatisme turc se réveillait. Le sultan Abd-ul-Azis était assassiné dans son palais, et successivement remplacé par ses deux neveux, Mahmoud V, déposé comme fou au bout de trois mois, et Abd-ul-Hamid, qui règne encore. En même temps, sous prétexte de maintenir l'ordre, la Bulgarie était horriblement ravagée par des volontaires turcs, les *Bachi-bozouks*.

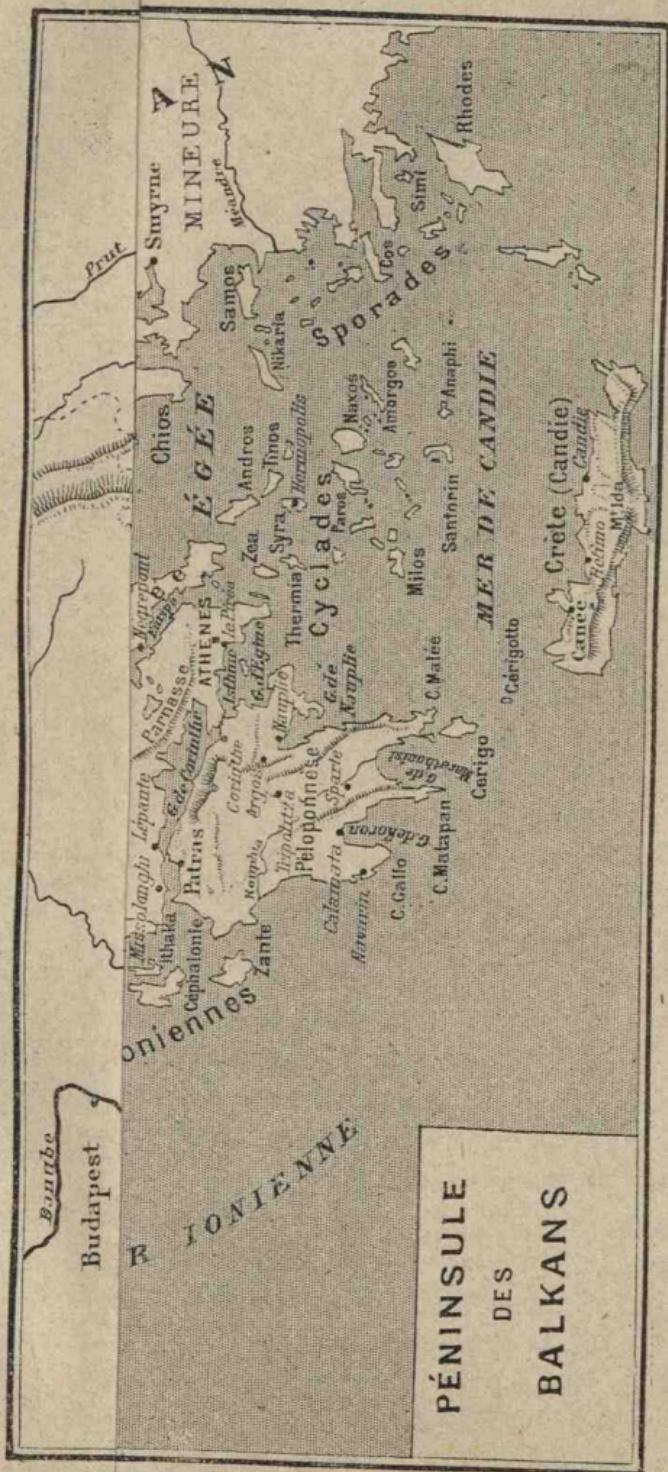
La guerre des Balkans (1877-1878). — La Russie une fois de plus perdit patience. Elle voyait que l'Europe était trop divisée pour une action commune, que la Serbie, sous le prince Milan, le Monténégro, sous

le prince Nikita, les insurgés de Bosnie et d'Herzégovine allaient succomber sous les coups des Turcs, malgré l'appui indirect qu'elle leur donnait (un Russe, Tchernaief, commandait les Serbes). Elle se lança elle-même dans la lutte (avril 1877).

Cette crise, qui semble bien devoir être l'avant-dernière de l'histoire ottomane, faillit être la dernière. C'est la guerre des Balkans (1877-1878). Les Russes, grâce à l'alliance de la Roumanie, avaient pu franchir facilement le Danube à Sistowa. Ils furent un instant arrêtés par la résistance héroïque d'un grand homme de guerre, Osman-Pacha, devant Plewna. Il fallut lui opposer le héros de Sébastopol, Totleben. Plewna succomba en décembre 1876. L'armée turque, qui gardait aux Balkans la passe de la Chipka, fut tournée par le général Gourko. Les Russes arrivèrent aux portes de Constantinople. En même temps, ils envahissaient l'Arménie turque; et, un instant arrêtés par Mouktar-Pacha devant Kars, ils allaient menacer aussi Constantinople par l'Asie. Pour sauver leur capitale, les Turcs acceptèrent la paix de San Stefano, qui les mettait à peu près dans la main de leurs vainqueurs (mars 1878).

Traité de San Stefano et de Berlin (1878). — Cette fois encore l'Europe intervint pour sauver ce débris d'Empire. La Russie accepta de laisser régler la paix par les grandes puissances réunies au congrès de Berlin (1878). Elle n'eut pas à se louer de leurs décisions. Sous l'influence de l'Angleterre et de l'Allemagne, le traité de San Stefano fut entièrement modifié, et les Russes perdirent au traité de Berlin presque tout le bénéfice de leurs succès.

Leur principal profit consista dans l'acquisition de la Bessarabie roumaine, avec la bouche septentrionale du Danube, et dans celle de Kars, en Arménie, et de Batoum, sur la côte de la mer Noire. La Roumanie, la Serbie, le Monténégro reçurent quelques accroissements; en outre ils devinrent entièrement indépendants de la Turquie et



V. ET J. — Histoire, 3^e A., p. 217.

furent constitués en Etats souverains. La Bulgarie à son tour était érigée en principauté tributaire. La Roumélie orientale (bassin supérieur de la Maritsa, capitale Philippopolis) restait sous la domination turque, tout en étant placée sous le protectorat des puissances européennes. Un accroissement de territoire était accordé en Thessalie à la Grèce. L'Autriche occupait la Bosnie et l'Herzégovine ; l'Angleterre, l'île de Chypre.

Déception de la Russie. — C'étaient en somme les puissances qui n'avaient pas pris part à la lutte qui en retiraient les plus grands avantages. La Russie resta profondément irritée contre l'homme d'État allemand qui l'avait jouée fort habilement, surtout sur la question de la Bulgarie. La Bulgarie du traité de San Stefano était un vaste État qui isolait les unes des autres toutes les parties de l'empire ottoman, et qui occupait les deux versants des Balkans ; elle devait rester sous l'influence des Russes et leur tenir toujours ouverte la route de Constantinople. La Bulgarie du traité de Berlin n'occupait que le versant nord des Balkans, et d'ailleurs le prince qu'on lui donna, Alexandre de Battemberg, essaya de prendre bientôt son point d'appui sur l'Angleterre, pour se soustraire à l'action de la Russie.

La question bulgare (1885). — Aussi, comme le traité de Paris, le traité de Berlin a produit beaucoup de déceptions et semé bien des haines. Depuis 1878, l'Empire ottoman n'a pas cessé d'être troublé ou ensanglé. C'a été d'abord la question bulgare ; union, en violation du traité de Berlin, de la Bulgarie et de la Roumélie ; révolution à Sofia, Battemberg remplacé par Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha (1885-1886). — Puis la question crétoise : la Grèce, qui vient au secours de la Crète soulevée, est battue (1897). — La question arménienne, c'est-à-dire d'horribles massacres en Arménie et à Constantinople (1898). — Et voici que s'ouvre la question macédonienne. C'est une situation singulière et grosse de périls, non seulement pour

la paix de la péninsule, mais pour celle de l'Europe.

C'est le propre, en effet, de toutes ces crises de la Turquie, et elle en a traversé en moins d'un siècle quatre d'une extrême gravité, de mettre en conflit les diverses influences européennes, et de soulever toujours la menace d'une guerre générale. Chacune de ces crises d'ailleurs ampute et débile « l'homme malade », plus malade que jamais, et dont la succession excite tant de convoitises ou d'apprehensions.

Etat actuel de la Turquie. Forces militaires et religieuses. — Mais il ne faut pas oublier que cet État qui menace ruine est encore pourvu d'une force militaire avec laquelle il faut toujours compter, et qui récemment encore a donné sa mesure sous les murs de Plewna. L'effectif de l'armée est de 140 000 hommes sur pied de paix, de 400 000 en temps de guerre, sans compter les bachi-bozouks ou volontaires, recrutés parmi les plus sauvages populations de la péninsule ou de l'Asie Mineure. De plus, si la population directement soumise (et bien mal soumise) aux Turcs en Europe est réduite à 5 millions environ, l'empire étend son autorité, plus ou moins acceptée, sur une partie de l'Afrique et sur l'Asie occidentale. Enfin, à son pouvoir politique le sultan joint, et c'est là sa principale force, un pouvoir religieux. Il est, pour les musulmans sunnites¹, le commandeur des croyants, le pape en même temps que l'empereur. A ce titre, il est assisté d'un corps de docteurs musulmans (*ulemas*) que préside le Cheik-ul-Islam, le haut interprète du Coran, Code et Évangile de tout un monde.

Ainsi, il reste à cette race amollie et engourdie une énergie militaire qui a de beaux réveils, à ce trône miné de toutes parts, une base solide, la force religieuse qui jadis lui a soumis de si vastes territoires.

1. Ceux qui acceptent la *Sunna*, Mahomet. Ce sont comme les orthodoxes les premiers successeurs de

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Brousse, au nord de l'Asie Mineure, près de la mer de Marmara. — Gallipoli, sur le détroit des Dardanelles. — Belgrade, au confluent du Danube et de la Save. — Rhodes, île au sud de l'Asie Mineure. — Lépante, en Grèce, à l'entrée du golfe de ce nom. — Drave, Save, Pruth, affluents du Danube. — Dnieper, fleuve de Russie. — Carlowitz, Passarowitz, sur le Danube. — Bucarest, Jassy, villes principales de la Roumanie. — Kai-Eardji, Roustchouk, Silistrie, Varna, nosfia, Plewna, villes de Bulgarie. — Ssclavonie, province sur la Drave et la Save ; Bannat de Temeswar, Transylvanie, au sud et à l'est de la Hongrie ; Bukowine, entre les Carpates et le Pruth ; Bessarabie, à l'est du Pruth. — Bosnie, Herzégovine, Monténégro, Épire, pays montagneux à l'ouest de la péninsule ; Janina, en Épire. — Andrinople, Philippopoli, sur la Maritsa, fleuve de l'Archipel. — Sinope, port sur la mer Noire ; Batoum, *id.* ; Kars, dans l'Arménie, au S.-O. de Batoum. — Sébastopol, port de guerre en Crimée, l'Alma, la Tchernáïa, rivières, *id.* ; Balaklava, Ingermann, villes, *id.* — Corfou, une des îles Ioniennes, à l'ouest de la Grèce ; Candie, île au sud de l'Archipel. — San Stefano, près de Constantinople.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

TURQUIE (*Empire*).

EN EUROPE

Antiquité. — Colonisée jadis par les Grecs.

Moyen âge. — Constitue la meilleure partie de l'empire grec. — Les Turcs ottomans conquièrent l'Asie Mineure, puis l'Europe (1360-1453). Prise de Constantinople par Mahomet II (1453).

Temps modernes. — Progrès des Turcs au XVI^e siècle sous Soliman le Magnifique (1520-1566). — Ils restent stationnaires au XVII^e siècle. — Leur décadence au XVIII^e siècle. La Turquie perd la Hongrie et le littoral du nord de la mer Noire.

Époque contemporaine. — Démembrements successifs de la Turquie ; elle perd sa souveraineté sur : la Bessarabie (1812), la Grèce, la Serbie, la Moldavie et la Valachie (1829), l'Égypte (1840), la Roumélie et la Bulgarie par le traité de Berlin (1878). Tous les autres États détachés de la Turquie sont agrandis par ce même traité.

État actuel. — Superficie : en Europe, le tiers de la France. 5 millions d'habitants ; hors d'Europe, 25 millions d'habitants. Capitale, Constantinople.

Sultan, Abd-ul-Hamid, depuis 1876.

(Pour les États européens formés du démembrement de la Turquie, voir le sujet à étudier.)

EN ASIE

Turquie d'Asie. C'est l'Asie Occidentale où se sont succédé les empires de *Ninive* et de *Babylone*; les colonies des *Phéniciens* et des *Grecks*; les empires des *Perse*s (vi^e siècle av. J.-C.); des *Grecks* avec Alexandre et les Séleucides (iv^e siècle av. J.-C.); celui des *Romains* (1^{er} siècle av. J.-C.); l'*empire grec* (v^e siècle apr. J.-C.); la domination arabe (vii^e siècle) avec les Ommiades, les Abbasides, les Seldjoucides; la conquête des *Croisés d'Occident* (xi^e siècle); enfin les *Turcs ottomans* (xiii^e siècle). Les villes principales sont : *Smyrne* et *Brousse* pour l'Asie Mineure; *Erzeroum* pour l'Arménie; *Bagdad* pour les vallées du Tigre et de l'Euphrate; *Damas* pour la Syrie; *Jérusalem* pour la Palestine; la *Mecque* pour l'Arabie ottomane. La superficie est trois fois et demie celle de la France. Population : 17 millions d'habitants.

EN AFRIQUE

Égypte. État vassal, capitale le *Caire*. La plus antique civilisation connue; se développe sous les nombreuses dynasties de Pharaons, occupée successivement par les Perses, par les Grecks, par les Romains (30 av. J.-C.); par les Arabes (640 apr. J.-C.); par les Turcs (1517). Expédition d'Égypte et occupation française (1798-1801). Méhémet Ali organise l'Égypte moderne depuis 1806, s'empare de la Nubie et du Soudan égyptien (1822). Sa dynastie règne toujours sous la suzeraineté des Turcs. Depuis 1882, l'Angleterre occupe l'Égypte. Le souverain de l'Égypte porte le nom de *Khédive* ou vice-roi. Population : près de 7 millions d'habitants. Richesse agricole.

Tripoli, capitale *Tripoli*. A subi les mêmes vicissitudes que l'Algérie et la Tunisie, mais reste sous la domination des Turcs. Population : 1 million d'habitants.

SUJET A ÉTUDIER

État actuel de la péninsule des Balkans.

I. — États indépendants.

1. *La Roumanie*, capitale Bucarest (6 300 000 h.). Les Roumains sont les descendants des colons romains établis en Dacie par Trajan. Les deux Etats de Moldavie et de Valachie eurent leur

période de puissance vers le XIV^e et le XV^e siècle. — D'abord tributaires des Turcs, ces provinces tombèrent au XVIII^e siècle sous leur domination. Le traité d'Andrinople (1829) leur rendit le droit d'écrire leurs hospodars. — En 1856, elles furent remises au rang d'Etats tributaires. En 1858, elles s'unissent sous le prince Couza : c'est alors qu'elles prennent le nom de Roumanie. En 1866, Couza est remplacé par Charles de Hohenzollern. En 1878, l'indépendance de la Roumanie est reconnue. En 1881, le prince Charles prend le titre de roi. La Roumanie est importante par sa situation et sa production agricole.

2. *La Serbie* (2 millions), capitale Belgrade. C'était au moyen âge un Etat de race slave, assez puissant. Les Turcs le détruisirent après la bataille de Cassovo (1389). Durement traitée par ses maîtres, elle se soulève à partir de 1804. Dès lors son histoire passe par les mêmes phases que celle de la Roumanie, en 1829, 1856, 1878, 1881. Deux familles s'y disputent le pouvoir par l'assassinat : les Karageorgewitch et les Obrenowitch. Ces derniers occupaient le pouvoir depuis 1858 ; après les scandales domestiques et les folies politiques du roi Milan, après les coups d'État affolés d'Alexandre I^{er}, la dynastie vient de disparaître dans l'affreux drame de la nuit du 10 juin 1903 : une conspiration militaire, le palais envahi par des officiers ivres de fureur, le roi et la reine Draga assassinés dans leur chambre, et leurs corps, criblés de coups, jetés par la fenêtre.

3. *Le Monténégro* (240 000 h.), capitale Cettigne, petit État de race slave, rude population dans un âpre pays. Ses *Vladikas* (princes) le défendirent longtemps contre les Turcs. Ils furent des premiers à seconder l'action des Russes dans la péninsule. En 1850 Danilo, en 1876 Nikita donnent le signal de la révolte. Tributaire à partir de 1856, indépendant en 1878, le Monténégro a vu à cette date doubler son territoire par l'acquisition de Podgoritzia et des ports de Dulcigno et d'Antivari. Il est toujours très dévoué à la Russie. Il y a quelques années, Alexandre III porta un toast à Nikita, le « seul véritable ami de la Russie ».

4. *La Grèce* (plus de 2 millions d'hab.), capitale Athènes. Avec ce petit État, plein de vie et d'ambition, est ressuscitée la race hellénique qui jeta un si vif éclat sur le monde antique. Conquise et opprimée par les Turcs, la Grèce s'affranchit par un effort héroïque de 1820 à 1829 avec le concours des Russes, des Français, des Anglais. Elle s'est donné d'abord un roi bavarois, Othon I^{er} (1831-1862), puis un roi danois, George I^{er}. Elle s'est agrandie, à l'avènement de celui-ci, des îles Ioniennes ; elle a reçu en 1878 une partie de la Thessalie. Mais ses prétentions vont plus loin. La race grecque d'ailleurs tient entre ses mains presque tout le commerce de l'archipel, des côtes et de la capitale de l'empire ottoman.

II. — État tributaire et pays occupés.

1. *La Bulgarie* (2 millions d'hab.), capitale Sofia. La population est un mélange de race slave et de tribus asiatiques établies sur le bas Danube au XI^e siècle. Jusqu'en 1352, elle formait un royaume redouté. Nul pays n'a été plus cruellement traité par les Turcs. Les Bulgares ont, comme les autres peuples de la péninsule, repris conscience d'eux-mêmes au XIX^e siècle. Soulevés en 1876, ils sont devenus principauté tributaire en 1878. On a vu leurs vicissitudes politiques sous Alexandre de Battemberg et Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha. Leur union avec la Roumelie orientale (600 000 h.), capitale Philippopoli, a une grande importance, car ils tiennent ainsi, par Sofia (chemin de fer), par les cols des Balkans, par le bon port de Varna, les routes terrestres et maritimes de Constantinople.

2. *La Bosnie et l'Herzégovine* (1 200 000 h.), capitale Seraievo, ont été, en vertu du traité de Berlin, occupées par les Autrichiens, qui s'acheminent par là vers le beau port de Salonique, l'objet de leur ambition.

On voit que les traités d'Andrinople, de Paris et de Berlin ont progressivement démembré l'empire ottoman. Celui-ci est réduit à 5 millions environ de sujets, parmi lesquels on n'en compte guère plus d'un million et demi de race turque, répartis dans les trois provinces d'Albanie (à peine soumise), de Macédoine (aujourd'hui en pleine révolte) et de Thrace ou Roumérie turque. Ce n'est guère que dans cette dernière que l'autorité du sultan est pleinement reconnue. Il n'y a que deux villes vraiment turques, Andrinople et Constantinople.

CHAPITRE XV

L'EMPIRE RUSSE

1^{re} PARTIE : EXPANSION DE LA RUSSIE EN EUROPE ET EN ASIE.

I. L'expansion en Europe. — Proportions et caractères de l'empire russe. — La race slave. — L'expansion sous Ivan IV, Pierre le Grand, Catherine II, Alexandre I^r, Nicolas I^r. — La politique d'Alexandre II. — Alexandre III. — Le panslavisme.

II. L'expansion en Asie. — Conquête de la Sibérie, de l'Amour. — Richesses; la caravane. — Les Russes au Caucase. — Schamyl et les Tcherkesses. — Les Russes dans le Turkestan. — Difficultés de cette conquête. — Khiva, Samarkande, Merw. — La puissance russe.

Caractère et proportions de l'empire russe.

— Cette revue des grandes puissances européennes nous a conduits aux confins de deux mondes. A bien des égards, la Russie est un morceau de l'Asie qui s'étend sur l'Europe. Les proportions même de cet Etat sont asiatiques. Le tsar règne sur un territoire de 22 millions de kilomètres carrés, deux fois autant que l'Europe entière, sur un empire de 120 millions de sujets. L'ambition russe se développe simultanément dans deux directions : en Occident, elle tient en échec l'Allemagne sur la Baltique et la Vistule, l'Autriche sur

le revers des Carpates; elle guette Constantinople par le bas Danube et la mer Noire; en Asie, elle pèse par le Caucase et l'Arménie sur l'Asie turque; elle étreint la Perse et vise l'Inde anglaise par le Turkestan; en escaladant le plateau de Pamir et en longeant la région de l'Amour, elle tient l'empire chinois par les deux extrémités, sans perdre de vue le Japon. On comprend de quel poids ce souverain d'un monde pèse sur les destinées du monde et avec quel intérêt nous devons suivre ses progrès.

La race slave. — D'autre part, la race slave, qui forme la plus grande partie de la population de la Russie, a été longtemps à demi barbare. Sous la menace ou le débordement des hordes asiatiques de Tatares et de Mongols, elle était restée jusqu'au XVI^e siècle étrangère aux mœurs et à la civilisation comme à la vie politique de l'Europe, soumise à un régime patriarchal, féodal, théocratique, plongée dans l'ignorance. Mais, après être demeurée à l'écart des grands mouvements intellectuels et sociaux des races latines et germaniques, elle a fait depuis trois siècles de vigoureux efforts pour regagner le temps perdu et prendre rang parmi les peuples civilisés. Seulement ces efforts sont entremêlés de défaillances, ces progrès suivis de réaction; ce travail intérieur a produit des crises gouvernementales et sociales qui donnent à cette histoire une originalité particulière et qui méritent aussi notre attention.

L'expansion sous Ivan IV. — Nous étudierons d'abord l'expansion de la puissance russe à l'ouest et à l'est. Sans remonter au grand-duché de Moscovie et à ses luttes contre la *Horde d'or*, il faut rappeler le nom d'Ivan IV le Terrible (1533-1584), qu'on a surnommé « le grand rassembleur de terre russe », ses luttes contre la Pologne, la Suède, ses relations commerciales avec l'Angleterre, ses premières conquêtes en Sibérie. Les premiers Romanof, Michel, Alexis, Féodor (1613-1682), luttent contre les mêmes ennemis, et cherchent aussi à

entrer en rapports avec l'Occident : la première ambassade moscovite vient en France sous Louis XIII.

Pierre le Grand. — Mais c'est avec Pierre le Grand (1689-1725) que se dessine à grands traits la politique russe. Essentiellement continentale encore, la Russie n'avait qu'un seul débouché maritime, le port d'Arkangel sur la mer Blanche, pris par les glaces une partie de l'année. Pierre ouvre à son pays une « fenêtre » sur la mer Baltique, au fond du golfe de Finlande et y place hardiment sa nouvelle capitale, Saint-Pétersbourg (1703). Il engage la lutte contre ce foudre de guerre, le roi de Suède Charles XII, le bat à Pultawa (1709), et hérite de ses dépouilles sur le littoral de la Baltique (1721). Il voudrait aussi une fenêtre sur la mer Noire ; il prend mais reprend Azow. Plus heureux sur la Caspienne, il s'empare de Derbent. Il renouvelle enfin les entreprises en Sibérie. Quand il meurt, il a lancé son peuple dans toutes les directions.

Catherine II. — L'expansion russe ne s'arrête pas, même sous les médiocres successeurs de Pierre. Mais elle ne reprend un caractère méthodique et un essor considérable que lorsque la Russie passe sous la domination d'un grand homme — qui est une femme, et, qui plus est, une Allemande — Catherine II (1762-1796). Alors la politique russe marche pour ainsi dire en trois colonnes à l'assaut de l'Europe. Elle entame trois Etats en décadence qui n'opposent à ses progrès qu'une faible barrière. La Suède résiste cependant, grâce à sa réorganisation intérieure sous le roi Gustave III. Mais la Pologne meurt de son anarchie savamment entretenue par ses voisins, qui, à trois reprises, se partagent son territoire (1772-1793-1795) et l'effacent du nombre des nations. Enfin, du côté de la Turquie, Catherine II ouvre la question d'Orient, s'installe sur la mer Noire, marche vers le Danube, agite les populations opprimées des Balkans ; elle conduit son peuple sur la « route de Byzance ». Ce sera

désormais le rêve de la Russie, la grande croisade slave.

Alexandre I^{er}. — Son petit-fils, Alexandre I^{er} (1801-1825), très fin politique, très curieux mélange de calcul et de générosité, fut vraiment un grand souverain européen. Il fut mêlé à tous les événements de l'épopée napoléonienne; il profita de tous. Le vaincu d'Austerlitz, d'Eylau, de Friedland, gagna, en devenant l'ami de Tilsitt et d'Erfurt, la Finlande au nord, la Bessarabie au sud, et sut empêcher Napoléon de refaire la Pologne. Puis, quand cette amitié lui parut trop lourde, il la rompit à temps. Et, lorsque la Russie fut devenue le tombeau de la grande armée, il mena l'Europe à l'assaut du colosse et lui porta les coups décisifs. Il fut un moment l'arbitre de nos destinées, et il fonda la Sainte-Alliance, gardienne de l'œuvre de 1815 (Voir les chapitres II et III).

Nicolas I^{er}. — Son successeur Nicolas I^{er} (1825-1855) continua ce rôle avec une vigilance farouche. Il fut par toute l'Europe le champion intraitable de l'absolutisme, l'ennemi mortel de toutes les révolutions : il fit avorter celle de la Pologne en 1831 ; il en écrasa une autre sans pitié, celle de la Hongrie, en 1849. Son idéal aurait été, suivant Lamartine, « l'immobilité du monde ». Il reprit aussi les desseins de Catherine. Il marcha sur la « route de Byzance » ; trois fois il faillit y arriver ; l'Europe l'arrêta en 1829 par la paix d'Andrinople, en 1841 par la convention des détroits, en 1855 par la prise de Sébastopol. Il mourut pendant la guerre de Crimée. Le traité de Paris, subi par son successeur Alexandre II, constitua un recul pour la Russie, paralysée dans son action militaire sur la mer Noire (1856).

La politique d'Alexandre II. — Très différent de son père, par son caractère et par son œuvre intérieure¹, Alexandre II poursuivit cependant sa tâche en

1. Voir le chapitre suivant.

Orient; car ce n'est pas la politique de tel ou tel prince, c'est la pensée d'un peuple, l'œuvre nationale, l'acte de foi d'une race. Avec une décision audacieuse, il rompit, en 1870, les liens dans lesquels le traité de Paris avait voulu le garrotter (Voir chapitre XIV), puis il recommença en 1877 la croisade des Balkans. On a vu ses succès, les Russes aux portes de Constantinople. Mais la diplomatie lui ôta ce que la guerre semblait lui avoir assuré; et la politique allemande le joua très subtilement au congrès de Berlin, en 1878 (Voir chap. XIV).

Ce fut le point de départ d'une évolution complète dans le système des alliances russes. Alexandre II avait d'abord une médiocre sympathie pour la France. S'il avait pardonné à Napoléon III la guerre de Crimée, il ne lui pardonnait pas d'avoir montré des sympathies, d'ailleurs stériles, à la Pologne révoltée. Il prêta à la Prusse l'appui considérable de sa neutralité bienveillante, et servit ainsi singulièrement les desseins de Bismarck. En 1870, il porta un toast enthousiaste aux succès des armes prussiennes. Son refus d'intervenir en notre faveur (mission Thiers) paralysa toute intervention européenne. En 1872, il forma avec l'Allemagne et l'Autriche l'alliance des trois empereurs, dirigée surtout contre la France. Cependant en 1875, il se prononça nettement contre le projet, que caressait alors notre ennemi, de nous chercher une nouvelle « querelle d'Allemand ». Dès ce moment la politique russe, sous la direction de Gortschakoff, faisait échec à la politique de Bismarck. L'évolution s'accentua à partir de 1878. Et, quand Alexandre II mourut assassiné (1881), l'alliance des trois empereurs était déjà rompue en fait.

Alexandre III. Le Panslavisme. — Avec Alexandre III la rupture a été complète; on sait quelle attitude silencieusement menaçante ce souverain a observée au milieu des complications de la question bulgare, et par quelle manifestation éclatante à Cronstadt (1892) il a appris à l'Europe que la Russie avait changé

d'allié. C'est de l'histoire d'hier : ce sera vraisemblablement un des chapitres importants de l'histoire de demain.

Les Russes ont fait et feront de grandes choses. Ils portent dans leur patriotisme cette exaltation et cet enthousiasme religieux qui est au fond de leur caractère. L'idée de conquête les touche moins que l'idée de délivrance. Ils se considèrent comme investis d'une mission providentielle : affranchir la race slave du joug qui pèse encore sur elle dans tant de pays d'Europe. Égale au moins en nombre (117 millions) aux grandes familles germanique et gréco-latine, cette race a eu des destinées plus obscures et plus douloureuses. Ne doit-elle pas se relever partout à l'appel de la nation russe arrivée à la puissance ? Serbes, Bulgares, Monténégrins, Croates, Tchèques, Galliciens, ne pourraient-ils pas se grouper autour de la sainte Moscou ? C'est là le rêve du *panslavisme*. Il y entre une bonne part de chimères. Il y a aussi des ombres au tableau, comme on l'a dit : la Pologne slave a été écrasée par les Slaves russes. Mais il y a là aussi, pour la politique russe en Europe, un levier puissant.

Les Russes en Asie. — Ce qui frappe dans l'étude des progrès de la Russie en Asie, c'est l'esprit de suite et la patience. Les Russes ont suivi lentement trois voies de pénétration : la Sibérie par laquelle ils enveloppent tout le nord de la Chine, la Transcaucasie qui les introduit entre la Turquie et la Perse, le Turkestan qui les porte au cœur de l'Asie, vers le grand nœud orographique au delà duquel est l'Inde. Ils ont marché lentement, ils ont souvent reculé devant les obstacles, ils n'ont jamais renoncé définitivement à leurs entreprises. La diplomatie, le commerce, la guerre ont été tour à tour employés par eux. On sent que ce peuple sait attendre et sait vouloir.

Conquête de la Sibérie. — Ils entament la Sibérie dès le règne d'Ivan IV ; vers 1560, un aventurier

resté légendaire, le cosaque Irmack, prend Sibir, ville aujourd'hui déchue qui a donné son nom au pays. Ses successeurs continuent la conquête pendant tout le XVIII^e siècle, au milieu d'invraisemblables périls : l'un d'eux, Khabarov, est le véritable Cortez de la Sibérie. Ils atteignent jusqu'à la région de l'Amour, qui leur apparaît comme une terre promise. Mais les Chinois les arrêtèrent là.

Puis ce fut la période des explorations, brillamment inaugurée en 1724 par l'illustre Behring. Celui-ci atteignit l'extrémité du continent, toucha l'Amérique, et mourut au retour (1740). On l'enterra dans une des îles de la mer qui porte son nom. Ces travaux scientifiques, aussi héroïques et aussi utiles que les exploits des aventuriers, se continuèrent jusqu'en 1845 (voyages de Midendorf et de Gavriloff aux bouches de l'Amour).

L'Amour. — Alors commença la période politique. La prise de possession méthodique du pays fut surtout l'œuvre des généraux Mouravief et Ignatieff, qui, de 1847 à 1860, surent profiter des embarras de la Chine pour se faire céder tout le cours inférieur de l'Amour avec l'Oussouri pour limite.

C'est dans cette annexe de la Sibérie, la dernière de leurs conquêtes, que les Russes trouvent le plus de ressources et mettent le plus d'espérances. Ce pays de l'Amour est riche, partout habitable et cultivable; et de plus il est politiquement très bien placé — on l'a vu tout récemment — pour permettre à la Russie d'intervenir efficacement dans les affaires de l'Extrême-Orient, entre la Chine et le Japon. Wladiyostock, « la dominatrice de l'Orient », est un port de grand avenir.

Richesses de la Sibérie. La caravane. — La vaste plaine sibérienne elle-même, malgré son terrible climat et sa faible population, n'est pas un pays à dédaigner et n'est pas seulement, comme on le croit, un immense et terrible bagne. La plaine glacée du nord (*la Toundra*) donne ses fourrures; la large zone fores-

tière du centre (la *Taïga*), ses bois ; le littoral, les fleuves, les lacs ont leurs pêcheries ; la *steppe* de l'ouest (pays des Khirghiz), les troupeaux ; les flancs de l'Oural et de l'Altaï recèlent des mines inépuisables, qui sont une des grandes richesses de la Russie : fer, platine, or, argent, cuivre, etc. Et la Sibérie tout entière est, de plus, une grande voie de communication d'Orient en Occident. Le commerce, qui s'est fait longtemps par la célèbre route de la caravane, va se faire par le Transsibérien, une voie ferrée de plus de 7 000 kilomètres qui, bientôt achevée, reliera Tcheliabinsk (dans l'Oural) à Wladivostock (sur le Pacifique), avec un embranchement sur Port-Arthur, un autre sur Pékin. Et il faudra moins de deux semaines pour gagner, d'une de nos grandes villes d'Occident, la capitale du Céleste Empire ! De plus, une ligne télégraphique de 11 000 kilomètres relie Libau, sur la Baltique, à Petrospawlosk, à l'extrémité du Kamtchatka.

Les Russes au Caucase. — Une suite d'entreprises non moins méthodiques et non moins utiles a livré à la Russie le Caucase et les régions qu'on désigne, au sud de cette chaîne, sous le nom de Transcaucasie. Les Russes se sont glissés à droite et à gauche de cette barrière formidable, le long des mers Noire et Caspienne, avant de donner l'assaut à la citadelle montagneuse. La conquête commence à l'est sous Pierre le Grand, qui conquiert, à la suite d'une guerre contre la Perse, le Daghestan (Derbent et Bakou, 1724). Catherine II ramène de ce côté l'effort de la Russie en disciplinant les Cosaques du Don, en les enrégimentant pour la lutte prochaine, en créant, comme base d'opérations, les fortresses de Stavropol et de Wladi-Caucas. Les Cosaques seront désormais d'infatigables et précieux auxiliaires de la politique russe. On a remarqué avec raison que, par un procédé qui lui est particulier, la Russie lance à la conquête des pays barbares les races à demi barbares qu'elle a prises à son service. Catherine II reçut en 1791

l'hommage du roi de Géorgie Héraclius ; son fils Paul I^e réunit ce pays et Tiflis, en 1801. De nouvelles guerres contre la Perse et contre la Turquie permirent à Alexandre I^e et à Nicolas d'occuper une partie de l'Arménie, la forte place d'Érivan, le port important de Poti (1828). L'investissement du Caucase était à peu près complet.

Schamyl et les Tcherkesses. — Quant à l'assaut, il fut rude. Il y avait là des populations musulmanes qui firent une résistance héroïque : à l'est, dans le Daghestan, la secte des *Murides* tint les Russes pendant vingt-cinq ans sous son iman, véritable Abd-el-Kader du Caucase, Schamyl. Il ne se soumit qu'en 1857. A l'ouest et au nord, dans la Caucاسie, les Tcherkesses, comme les Kabyles de notre Algérie, disputèrent aux Russes jusqu'en 1863 leurs âpres sommets et leurs vallées profondes. Vaincus, ils ne se soumirent pas. Ils émigrèrent en masse et allèrent mourir de misère dans les villes d'Asie Mineure où la Turquie avait consenti à leur donner asile. Dès lors le Caucase, cette barrière entre deux mondes, était aux Russes. Ils continuèrent en 1877, par l'escalade du massif arménien qui commande les routes de l'Asie occidentale, et reçurent au traité de Berlin les villes de Kars et de Batoum.

Déjà ils avaient mis le pays en exploitation. Bakou renferme d'intarissables puits de pétrole. Les deux vallées opposées du Rion et de la Koura offrent une voie naturelle, que suit aujourd'hui un chemin de fer reliant Poti à Bakou. C'est la route la plus directe vers la Perse et le Turkestan.

Les Russes dans le Turkestan. — Après la conquête de l'Asie septentrionale et de l'Asie occidentale, celle de l'Asie centrale. Cette conquête s'explique par bien des causes. D'abord il était nécessaire d'ouvrir à la colonisation russe de nouveaux espaces. Le *Grand Russe* continue aujourd'hui sur les bords du Syr Daria et de l'Amou Daria, la colonisation continentale et paysanne

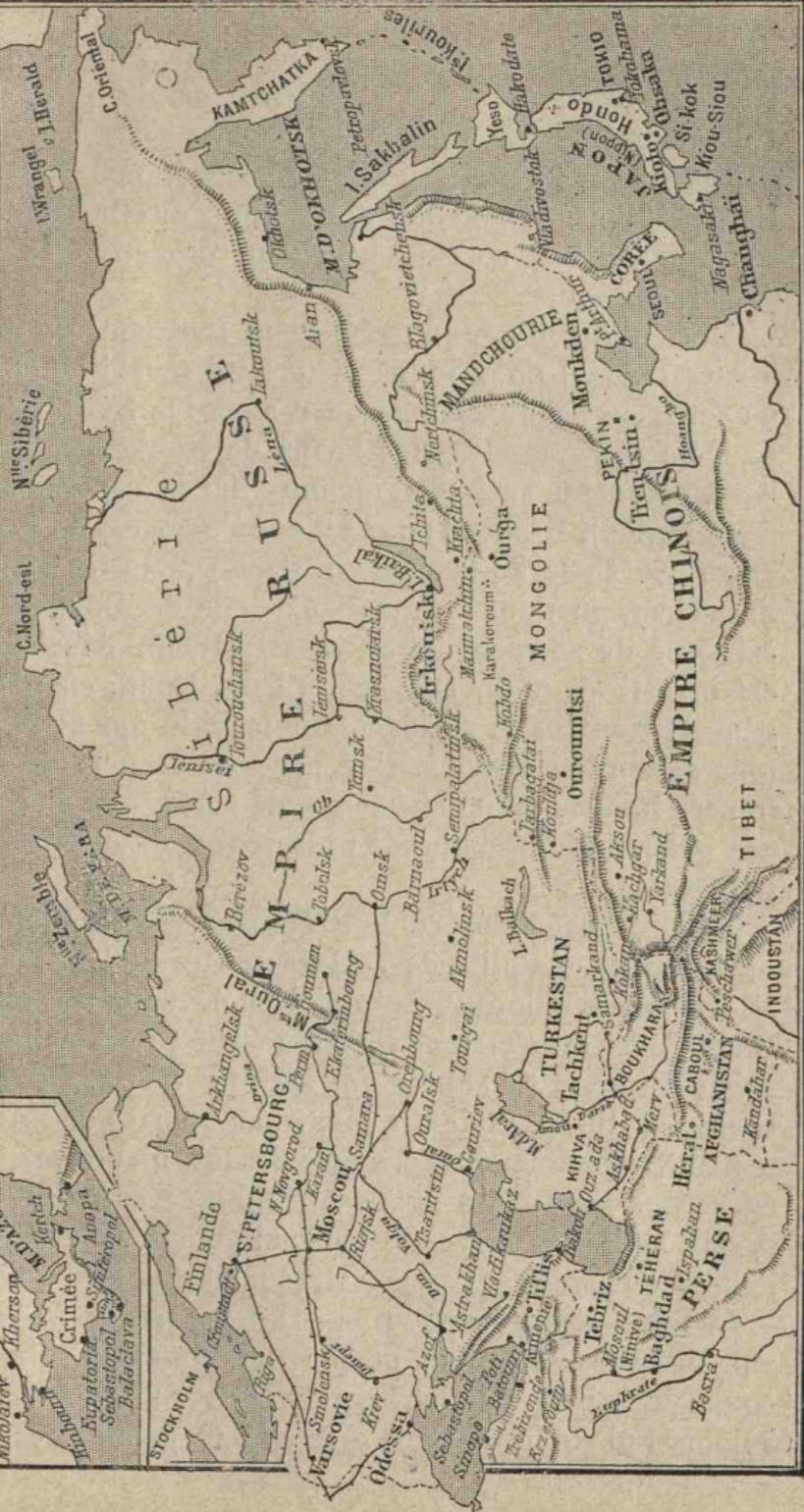
commencée jadis sur les bords du Volga. Puis il a fallu sauvegarder les premières conquêtes faites contre des hordes de pillards sauvages qui les menaçaient et les ravageaient. En ce cas une sorte d'attraction géographique s'impose. L'Etat civilisé, en contact avec des pays sauvages ou à demi barbares, est obligé de les faire entrer dans sa sphère d'action pour garantir ses possessions nouvelles. Enfin, dans ces dernières années, les Russes voulaient aussi se faire redouter de l'Angleterre. En 1854, ils ne possédaient rien du Turkestan; l'Angleterre a suscité contre eux la coalition qui aboutit à la ruine de Sébastopol et au traité de Paris. En 1877, lors de la guerre entre la Russie et la Turquie, l'Angleterre resta neutre, parce que les Russes, maîtres du Turkestan, pouvaient menacer l'Afghanistan et l'Inde. La force nouvelle qu'ils venaient d'acquérir en Asie servait aux Russes à se faire respecter en Europe.

Difficultés de cette conquête. — Cette immense région du Turkestan est par excellence la région des contrastes : contraste entre les plus hauts plateaux et les plus basses plaines du globe; contraste entre les riches vallées des hauts fleuves, Amou Daria, Syr Daria, avec leurs produits variés, leurs villes populeuses autrefois célèbres, comme Samarkande, et le cours inférieur de ces mêmes fleuves, qui se traînent dans des déserts infinis et désolés avant de se perdre dans les sables ou dans d'immenses mares salées (mer d'Aral, Caspienne); contraste entre un froid polaire et une chaleur insupportable. Sur la même route, des armées russes ont péri par le froid, d'autres dans les sables brûlants. Il fallait franchir ces terribles zones de désolation pour arriver à ces belles contrées. Il fallait surtout arracher ce pays aux ravages des Turkmènes, qui y avaient organisé le plus méthodique et le plus barbare des pillages. Les Russes ont agi là comme ailleurs avec un mélange de prudence, d'audace, de ténacité.

Khiva. Samarkande. Merw. — Une première

**RUSSIE d'EUROPE
et d'ASIE**

OCEAN GLACIAL ARCTIQUE



tentative fut faite sous Pierre le Grand, sur Khiva : elle échoua complètement (1717). Un siècle plus tard, les Russes tournaient la mer Caspienne par le nord, franchissaient le fleuve Oural et soumettaient les demi-nomades de la Grande Horde, dans la steppe de Tourgaï. Le général Pérowski fait alors une nouvelle tentative sur Khiva (1839) ; c'est encore un désastre : le froid détruit l'armée.

Alors on prolonge le mouvement tournant, on gagne la mer d'Aral ; on y fonde le fort Pérowski (1848-52) ; de cette base d'opérations on remonte le Syr Daria, on se mêle aux querelles des khans de Khokand, de Bokhara, on prend Tachkend (aujourd'hui la capitale russe de la région), Kodjend ; on finit par s'emparer de Samarkande, le cœur de la position (1867). Par les eaux du Zarafchan, on tient l'orgueilleux émir de Bokhara, qui est forcée de se reconnaître vassal (1868). Ainsi Khiva est investi au midi, au nord, à l'est. Enfin, en 1873, le général Kauffmann se lance sur la ville qui avait défié tous ses prédécesseurs. Il y parvient au prix de souffrances inouïes (7000 chameaux de son armée périrent, sur 10 000). Il la bombarde et la réduit à l'état de territoire vassal.

Mais le grand désert, le *sable noir*, était toujours en proie aux tribus pillardes. Alors la Russie lance contre elles Skobeleff, dont l'intrépidité est devenue légendaire. Géok-Tépé, où s'étaient entassés 50 000 Turkmènes, fut pris d'assaut (1881) après une affreuse tuerie. Deux ans après les Russes étaient à Merw, aux portes de l'Afghanistan. La lutte à peine terminée, les ingénieurs entrèrent en scène. De 1882 à 1889, Annenkoff jeta à travers le désert la ligne ferrée de Ouzoun Ada à Samarkande, l'une des œuvres les plus extraordinaires de ce siècle.

La puissance russe. — Ce n'est pas une histoire vulgaire que celle d'un peuple qui, considéré presque comme une peuplade barbare il y a deux siècles, domine aujourd'hui de la Baltique à la mer du Japon, des bou-

ches du Danube au plateau de Pamir, jette des lignes télégraphiques à travers les steppes, trace des voies ferrées à travers les déserts, et force l'Europe et l'Asie à compter avec lui dans toutes les questions.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

1. EUROPE ET TRANSCAUASIE. Arkan-gel, port sur la mer Blanche. — Cronstadt, port et forteresse sur le golfe de Finlande. — Libau, sur la mer Baltique. — Nijni Novgorod, sur la Volga. — Pultawa, près du Dnieper moyen. — Azow, à l'embouchure du Don. — Stavropol, Wladi Caucas, forteresses au nord du Caucase. — Tiflis, au sud du Caucase. — Rion, Koura, fleuves au sud du Caucase. — Poti, à l'embouchure du Rion. — Daghestan, Circassie, Géorgie, provinces du Caucase. — Erivan, Batoum, Kars, villes et ports de l'Arménie.
 2. ASIE. — Amour, fleuve de la Si-
- bérie occidentale; Oussouri, son affluent. — Wladivostock, port russe sur la mer du Japon. — Petropolowsk, port du Kamtchatka. — Kiatka, Maïmatchin, villes sur la frontière de la Chine et de la Sibérie. — Irkoustok, Krasnoiarks, Tomsk, Omsk, villes de la Sibérie; Irbit Ekaterinenbourg, Tfoumen, au pied de l'Oural. — Khiva, Bokhara sur l'Amou Daria. — Samarkande, sur le Zarafchan, affluent de l'Amou Daria, — Tachkend, Kokand, Khodjend, sur le Syr Daria. — Ouzoun Ada, port sur la mer Caspienne. — Géok-Tépé, plus à l'est; Merw, à la frontière de l'Afghanistan.

SUJET A ÉTUDIER

Le chemin de fer transcaspien. — L'occupation de l'Asie centrale par les Russes est un bienfait pour l'humanité. Lorsqu'ils ont imposé leur protectorat aux maîtres de Khiva et de Bokhara, leur premier acte a été de fermer ces grands marchés d'esclaves où paraissaient des milliers de Persans et d'Indiens; on leur donnait la quantité d'eau et de pain juste nécessaire pour ne point mourir d'inanition, afin que leur faiblesse les empêchât de fuir. Tous ces malheureux attendaient de la Russie leur libération. Désormais l'esclavage est rigoureusement aboli dans toute l'étendue des domaines du *tsar blanc*. En outre, les Russes cherchent à rendre accessibles au grand commerce ces contrées jusque-là impénétrables à cause de la barbarie ambiante. Le chemin de fer transcaspien de Ouzoun-Ada sur la Caspienne à Samarkande a été inauguré en 1889. C'était un problème en apparence insoluble de construire une voie ferrée à travers un désert. Le général Annenkoff, chargé de ce beau travail, a employé des wagons à deux étages où se trouvaient les ateliers, les dortoirs et réfectoires. Les locomotives marchaient au pétrole. Les trains allaient chercher sur les bords de la Caspienne toutes les pièces nécessaires. On les assemblait à mesure que

les travaux d'art avançaient ; les wagons marchaient de 7 à 8 kilomètres plus loin après chaque journée de labeur : ainsi le train construisait la voie ; le chemin de fer ressemblait à un organisme vivant, se suffisant à lui-même, et trouvant dans ses propres conditions d'existence les moyens de vivre et de se développer. Ce chemin de fer de 300 lieues de long, exécuté en trois ans au cœur de l'Asie centrale, hier encore sauvage, et qui relie à la Caspienne Merw, l'Amou Daria, Bokhara et Samarkande, ressemble à l'œuvre merveilleuse de quelque génie des *Mille et une nuits*. Il suffit maintenant de six jours pour aller en toute sûreté de Moscou à Samarkande. Il y a dix ans ce même trajet exigeait plus de deux mois, et au prix de combien de dangers ! La plus grande partie du commerce de l'Asie centrale va se trouver attirée vers les ports russes de la Caspienne et de la mer Noire. Le chemin de fer transcaspien d'ailleurs va être continué sur Tachkend et sur les villes du Syr Daria.

OUVRAGES A CONSULTER. — A. Rambaud, *Histoire de la Russie*. — Lanier, *Lectures géographiques : Asie*.

CHAPITRE XVI

L'EMPIRE RUSSE.

2^e PARTIE : TRANSFORMATION INTÉRIEURE.

LES RÉFORMES ET LES RÉVOLUTIONNAIRES.

I. Transformation intérieure de la Russie. — Son état à l'avènement de Pierre le Grand. — L'œuvre de Pierre le Grand. — Moscou et Saint-Pétersbourg. — L'œuvre de Catherine II. — Alexandre I^{er} et Nicolas I^{er}.

II. Les réformes. — Alexandre II. — La question du servage. — L'abolition. — Organisation administrative et judiciaire. — Soulèvement de la Pologne. — La Finlande et les provinces baltiques.

III. Les révolutionnaires. — Le nihilisme; ses origines. — La propagande. — Les attentats. — Assassinat d'Alexandre II. — Alexandre III. — Conclusion.

Transformation de la Russie. — L'histoire de la transformation intérieure de la Russie n'est pas moins digne d'intérêt que celle de son expansion. Elle est plus originale encore, par les saisissants contrastes et les étranges vicissitudes qu'elle présente. C'est l'œuvre de quelques souverains énergiques luttant contre la routine séculaire d'un peuple et le traînant de vive force dans la voie du progrès; c'est une œuvre de civilisation souvent accomplie par des moyens barbares; c'est une œuvre nationale faite avec le concours d'éléments étrangers.

Etat intérieur de la Russie avant Pierre le Grand. — Bien qu'il y ait eu déjà quelques progrès réalisés aux XVI^e et XVII^e siècles, la lutte entre la *vieille Russie* et l'esprit nouveau date surtout du règne de Pierre le Grand. A son avènement, la Russie offrait le curieux amalgame de la barbarie asiatique et de la décrépitude byzantine : car elle était en perpétuel contact avec l'Asie, et d'autre part elle avait reçu de l'empire byzantin sa religion et sa culture intellectuelle. Les femmes vivaient recluses, sortaient voilées, comme au pays musulman ; les hommes portaient la longue barbe et la longue robe des Orientaux. Le peuple vivait dans la plus abjecte servitude ; le clergé et les moines rejoignaient à leur grossière ignorance toutes les subtilités théologiques du vieil empire grec. Les tsars étaient à la merci de ténébreuses intrigues et leur palais était le théâtre de crimes mystérieux. Ils étaient défendus, ou plutôt opprimés, par une milice prétorienne, les Strélitz, dont les émeutes ensanglantaient souvent l'escalier rouge du Kremlin. La Russie était alors à l'Allemagne ce que la Perse et l'Afghanistan sont aujourd'hui à l'Europe. Il faut bien connaître ce point de départ pour mesurer le chemin parcouru et comprendre aujourd'hui encore certaines singularités de cette grande nation.

L'œuvre de Pierre le Grand. — Pierre le Grand se forma lui-même avant de former à son image la Russie. Dans son enfance de vagabond et de débauché, il se lia avec des aventuriers de toutes nations et apprit d'eux à connaître l'Europe. Devenu tsar (1689), il construisit une barque, puis une flotte, créa un régiment armé et discipliné à l'europeenne, puis une armée. Il alla à l'étranger chercher les secrets de l'art militaire et maritime, travailla comme ouvrier dans les chantiers de Saardam en Hollande, rapporta d'Angleterre toute une cargaison d'outils, d'instruments, avec des ingénieurs et des artisans. Il apprenait et aimait à pratiquer lui-même tous les métiers ; il était au besoin chirurgien et barbier,

arracheur de dents, charpentier, pilote, bourreau quelquesfois, et il faisait tomber de sa propre main les têtes des Strélitz révoltés. Il déclara la guerre aux longues robes, aux longues barbes, à la réclusion des femmes; il instituait des bals et des réunions à l'euro péenne, et forçait sa grossière noblesse à les fréquenter : c'est la civilisation à coups de *knout*, le progrès à coups de hache. Poussé par les partisans des vieilles coutumes, son fils conspira contre l'œuvre paternelle : il fut condamné à mort.

Moscou et Saint-Pétersbourg. — Pour être maître du clergé et par là du peuple, il supprima le patriarche de Moscou et le remplaça par un conseil à sa discrétion, le Saint-Synode. Mais son entreprise la plus audacieuse fut de créer une nouvelle capitale, en plein territoire ennemi, en plein marécage, malgré les hommes et la nature. Il voulait ainsi déraciner la vieille Russie de la terre asiatique et la transplanter en terre civilisée (1703). Aujourd'hui encore Saint-Pétersbourg est la capitale administrative, européenne; Moscou, avec son Kremlin, ses couvents, ses églises, ses dômes dorés, ses murailles peintes, ses immenses bazars, est le cœur de la *sainte Russie*, une vision d'Orient. C'est à Moscou que se célèbre à chaque avènement, au milieu des représentants des races les plus diverses, le couronnement du tsar, une cérémonie d'un incomparable éclat. On a caractérisé la violence bienfaisante de l'œuvre de Pierre le Grand en disant : « C'est de l'eau-forte qui ronge le fer. »

L'œuvre de Catherine II. — Sous ses successeurs, cette œuvre se poursuit irrégulièrement, et la cour des tsars ou des tsarines présente un bizarre alliage de raffinement et de grossièreté. Catherine II, elle, étendit comme un vernis de civilisation sur cette barbarie. Elle eut une cour élégante, un cortège de beaux-esprits, des palais dignes de l'Occident, de belles bibliothèques. Elle fut louée par les philosophes français, Voltaire, Diderot, Rousseau, dont elle semblait partager toutes

les audaces. Mais ses réformes sont plus faites pour éblouir l'Europe que pour modifier profondément le peuple russe. Elle donne à son aristocratie une éducation élevée; mais pour le peuple elle crée des écoles... sur le papier. Elle réunit à grand bruit une commission chargée d'élaborer un projet de code, de lois uniformes, et ce code demeure à l'état de projet. Elle met la question de l'abolition du servage au concours, elle récompense les plus beaux mémoires et ajourne indéfiniment la solution. Cependant la Russie lui doit beaucoup. C'est elle qui a transformé l'Ukraine, domaine des Cosaques à demi nomades, en un riche champ de culture, le *terreau noir*, aujourd'hui un des greniers de l'Europe; elle a fondé dans les steppes du Sud ou sur les pentes de l'Oural de nombreuses villes qui portent son nom (Ekaterinoslaw, Ekaterinembourg, etc.).

Alexandre I^{er} et Nicolas I^{er}. — Après elle, les tsars Paul I^{er} et Alexandre I^{er} sont trop mêlés aux révoltes de l'Europe pour s'occuper beaucoup de l'œuvre intérieure; cependant Alexandre I^{er} crée, avec l'aide d'un émigré français, M. de Richelieu (qui fut plus tard ministre de la Restauration), le grand port d'Odessa, qui rivalise aujourd'hui avec Marseille et Trieste. Libéral à ses heures, d'un caractère humain et généreux, il essaye d'adoucir le régime despotique de ses prédécesseurs. Il dote la Pologne d'une constitution libérale; il laisse à la Finlande, acquise en 1812, ses priviléges et sa diète élue. Dans son successeur Nicolas I^{er}, au contraire, se personnifient l'autocratie, la dictature militaire, le régime policier. Il réprima d'une façon cruelle le soulèvement de la Pologne en 1831 (Voir le chap. v). C'était un dur soldat, à la stature colossale, un homme tout d'une pièce, une volonté de fer. Quelques heures avant de mourir, il dicta lui-même la dépêche destinée à annoncer sa fin à ses sujets : « L'empereur se meurt! » (2 mars 1855). Mais, à ce moment, le régime de répression était universellement maudit. Si la presse était bâillonnée, des

pamphlets dénonçaient la corruption des fonctionnaires, les monstrueux abus qui échappaient à tout contrôle. La Russie se réveillait et imputait au despotisme les échecs qu'elle venait de subir en Crimée. Nicolas I^e lui-même était ébranlé dans sa foi monarchique : « Mon successeur, disait-il, fera ce qu'il voudra. »

Alexandre II. — Ce successeur, *le tsar libérateur* Alexandre II (1855-1881), a fait beaucoup en effet, et moins qu'il n'eût voulu. C'est une des belles figures de notre époque. Il n'était pas seulement libéral et généreux comme Alexandre I^e, il était largement et profondément humain. Une série de fatalités l'ont condamné à osciller entre la liberté et la répression. Sa fin tragique ajoute encore à l'intérêt de son règne. Ce règne s'ouvre par l'affranchissement des serfs qui sera, ainsi que l'abolition de l'esclavage en Amérique, inscrit au livre d'or du XIX^e siècle.

La question du servage. — Le servage n'était pas en Russie, comme dans les pays d'Occident, un état social remontant aux origines du moyen âge. C'était une institution politique datant de la fin du XVI^e siècle, l'œuvre des successeurs d'Ivan IV, de Boris Goudounof et des premiers Romanof. Pour fixer la population au sol, pour assurer l'ordre dans leurs vastes États et la mise en culture de leur immense territoire, les tsars avaient attaché le paysan à la glèbe, et donné les *âmes* aux propriétaires du sol. Au milieu du XIX^e siècle, il y avait en Russie près de 50 millions de serfs, plus de la moitié de la population. C'est à cette masse énorme qu'Alexandre II allait restituer ses droits, sa terre, sa liberté personnelle.

La moitié environ des serfs étaient serfs de l'État, c'est-à-dire des domaines de la couronne, des apanages, des mines, etc. : pour ceux-là, la question était relativement facile à résoudre. Il suffisait de les déclarer libres et de régler la redevance moyennant laquelle ils deviendraient propriétaires. Mais pour ceux qui étaient paysans

ou domestiques des propriétaires, la question se compliquait. Afin de la trancher, le tsar créa d'abord un *Comité supérieur*; puis une *commission impériale* élabora, au milieu de mille difficultés, la loi libératrice (1858-1861).

L'abolition. — Le paysan cesserait d'être attaché à la glèbe et aurait tous les droits du propriétaire libre; il obtiendrait, moyennant une redevance, la jouissance perpétuelle de son enclos, c'est-à-dire de la portion de terre qui semblerait nécessaire à sa subsistance et qui variait suivant la valeur productive des terres dans les divers pays. Cette jouissance perpétuelle pourrait se transformer en entière propriété moyennant un droit de rachat déterminé. Pour que ce rachat pût être promptement effectué, l'État se substituait aux anciens propriétaires, en les indemnisant par une certaine somme en papier-monnaie; et c'était entre les mains de l'État, devenu leur créancier, que les paysans affranchis s'acquitteraient peu à peu. L'entreprise, on le voit, était hardie autant qu'humaine, et devait imposer longtemps une lourde charge aux finances publiques. Enfin, pour mener à bien cette énorme besogne, on créait des *médiateurs de la paix*, qui devaient régler équitablement les questions de personnes et celles de propriété. On imagine aisément que de mauvais vouloirs la réforme rencontra dans l'ancienne classe des propriétaires, après le premier sacrifice obtenu ou imposé; quels obstacles aussi elle trouva dans l'ignorance ou dans les prétentions excessives des serfs! Il faut plus d'énergie pour faire le bien que pour maintenir les abus. C'est l'honneur d'Alexandre II d'avoir rendu à la moitié des Russes leur dignité d'hommes.

Organisation administrative et judiciaire.

— Il comprit aussi la nécessité de donner à ce peuple, créé par ses lois, une organisation et un rudiment de vie politique. Pour cela, il généralisa une antique institution slave, le *mir* ou commune rurale. Le *mir*, organisé partout

où il y avait un groupe de paysans affranchis, fut substitué au seigneur pour l'administration des intérêts communaux et la police locale. Élu par les paysans seuls, il choisissait son maire ou *staroste*. Plusieurs mirs étaient groupés en un *volost* ou canton, où il y avait un tribunal cantonal. Bientôt une loi (1864) organisa des conseils de districts (*zemitwo*), où entraient à la fois les délégués des mirs et ceux des gentilshommes du district; les questions de voirie, d'alimentation et d'hygiène étaient de leur compétence. Un certain nombre de districts enfin formaient ensemble un *gouvernement*, avec un conseil de gouvernement, composé des délégués des conseils de districts, et chargé du vote du budget provincial. A tous les degrés de cette hiérarchie administrative, des tribunaux étaient établis, et divers *oukazes* (lois) promulgués à cette époque introduisent dans la justice russe quelques-uns des principes qui ont depuis long-temps prévalu en Occident : débats publics et contradictoires, jury en matière criminelle, suppression d'une grande partie des châtiments corporels.

A cet édifice il manquait le couronnement, la *douma*, le régime représentatif, une assemblée élue contrôlant le gouvernement. La logique des choses y conduisait Alexandre II. De graves soucis le forcèrent à ajourner cette suprême réforme.

Soulèvement de la Pologne. — Ce furent d'abord les affaires de Pologne. La Russie contemporaine en effet expie durement ce qu'on peut appeler le crime et la faute de la Russie du XVIII^e siècle. L'âme de la Pologne survit obstinément au corps mis en pièces. Pour la troisième fois, après l'agitation de 1825 et la rébellion cruellement réprimée de 1831, la Pologne essaya de briser ses liens. Les Polonais avaient mis de grandes espérances dans le libéral successeur de Nicolas Ier. Ces espérances, manifestées avec une impatience facile à comprendre, provoquèrent des mesures répressives. Des conflits se produisirent (1861) entre

les troupes et la population célébrant les anniversaires de 1831 ; la *Société d'agriculture*, présidée par un des chefs du parti national, le comte Zamoïski, fut dissoute et son chef exilé. Bientôt la guerre de partisans commença (janvier 1863), sous Langiewicz, le Français Rochebrune, etc. La lutte prit vite un caractère sauvage. L'Europe aurait voulu intervenir, la France en particulier; mais les puissances ne purent se mettre d'accord, et la Russie repoussa avec hauteur toute idée de conférence. Facilement victorieuse, elle prit des mesures rigoureuses. Le royaume de Pologne, créé par les Russes en 1815, cessa d'exister; le nom même disparut : la Pologne devint *le gouvernement de la Vistule* (1866). La langue polonaise fut remplacée par la langue russe dans les actes publics et dans l'enseignement. La noble nation polonaise périt une fois de plus sous les coups de la grande nation slave. Ces luttes entre deux fractions d'une même race ont quelque chose de particulièrement douloureux. On dirait un combat fratricide dans quelque famille vouée à la fatalité antique.

Finlande et provinces baltiques. — Sur d'autres points au contraire, les questions de race s'apaisaient ou sommeillaient. En Finlande, Alexandre II maintint loyalement les droits du grand-duché qui, comme on le sait, a conservé sa diète. Mais, sous Alexandre III et surtout sous Nicolas II, l'antagonisme s'est réveillé; les tsars ont provoqué une vive agitation en portant atteinte à quelques-uns des priviléges de ce pays, et en commençant la russification. Dans les *provinces baltiques*, Estonie, Liyonie, Courlande, l'aristocratie est en général allemande, la classe inférieure slave ou finnoise. Les Russes songent de temps en temps à arrêter les progrès de la germanisation dans ces pays, comme les Allemands (Voir chapitre x) travaillent à germaniser leurs provinces slaves; et, de temps en temps, les colères se raniment sur cette frontière germano-slave.

Le nihilisme. Ses origines. — Cependant un

étrange malaise travaillait la Russie et allait la troubler profondément. Le *nihilisme* commença à se manifester dès 1864. C'est la doctrine de la destruction générale pour la reconstruction universelle : « Rien à garder en Russie, rien à prendre en Europe, tel serait, dit M. Rambaud, le dernier mot de cette philosophie du néant. » Les nihilistes condamnaient tout, le gouvernement, la religion, la hiérarchie sociale, la propriété, la famille ; ils méprisaient le parlementarisme occidental ; ils raillaient « l'économie politique des bourgeois ». C'était sur des ruines accumulées qu'ils voulaient recommencer le bonheur de l'humanité. Les premiers théoriciens furent Tchernichevski et Bakounine. Des théories philosophiques et sociales empruntées à l'Allemagne, interprétées par la logique outrancière et appliquées avec l'exaltation extraordinaire de la race slave : tels furent les éléments de cette secte fameuse qui passa bientôt de la rêverie à l'action.

La propagande. — Elle grandit à la faveur des diverses causes de mécontentement qui résultaient de la situation politique de la Russie : mécontentement provoqué par les réformes chez les propriétaires, qui trouvaient qu'on leur avait trop pris ; chez les paysans, qui trouvaient qu'on ne leur avait pas assez donné ; mécontentement causé par la lenteur de l'empereur à accorder les libertés attendues, par les abus d'un fonctionnarisme corrompu et souvent brutal ; mécontentement surtout chez les jeunes gens instruits dans les écoles et les universités, et qui, ne trouvant aucun débouché dans la vie administrative, aucun emploi de leurs facultés dans l'ordre social, constituaient une redoutable catégorie de déclassés ; les femmes sorties des gymnases, avec la passion de savoir et la volonté énergique qui les distinguent en Russie, apportaient encore un appoint au parti. Des répressions rigoureuses exercées contre les premiers adhérents grossirent encore le nombre des sectaires, qui avaient à la fois la fureur du crime et la folie

du martyre. Le parti recevait son inspiration des exilés d'Angleterre et de Suisse. Des journaux étaient publiés par des imprimeries clandestines, comme le fameux : *la Terre et la Liberté*. La funeste doctrine de l'anarchie revêtit ainsi en Russie une forme spéciale et terrible qu'explique le tempérament slave.

Les attentats. — Bientôt le nihilisme passa de la propagande à l'action. Des comités exécutifs se formèrent; la guerre fut déclarée au pouvoir et à la société : « Nous reconnaissons l'assassinat, disait un manifeste, comme un des principaux moyens qui soient à notre disposition pour lutter efficacement contre le despotisme russe. » Les nihilistes firent comme ils le disaient. En 1878, une femme, Vera Zassoulitch, tira un coup de pistolet sur le général Trépof. Le jury l'acquitta, et ses amis, l'arrachant à la police au sortir du tribunal, lui permirent de s'évader. Les attentats se multiplièrent sous la rigueur des châtiments. Bientôt la personne de l'empereur fut visée. En 1879, Solovief tira sur Alexandre II sans l'atteindre. Peu après, une mine éclata sous le train impérial qui entrait à Moscou. Le 17 janvier 1880, une effroyable explosion de dynamite au Palais d'hiver fit 60 morts et 40 blessés.

Assassinat d'Alexandre II (1881). — Le tsar, qui avait échappé à ces abominables tentatives, voulut enlever aux criminels l'appui qu'ils trouvaient dans le mécontentement général. Sur le conseil du général Loris-Mélikof lui-même, qui dirigeait la poursuite des nihilistes, Alexandre II avait résolu de donner à la Russie un commencement de régime représentatif. Le 13 mars 1881, il venait d'envoyer au *Messager officiel* le projet de constitution; il sortit en voiture; une bombe blessa à ses côtés plusieurs hommes de son escorte; le tsar, sain et sauf, s'approchait des blessés : une deuxième bombe lui brisa les jambes et lui ouvrit le ventre. On le rapporta mourant au palais.

Alexandre III. — Ce crime a ajourné pour long-

temps les libertés russes. Alexandre III n'a pas voulu désarmer devant la secte homicide, et son règne, remarquable au point de vue de la politique extérieure, a été, dans le développement intérieur, un temps d'arrêt. La censure et la police sont toujours les armes défensives de l'autocratie. Le règne de Nicolas II (depuis 1894) est, en politique extérieure et intérieure, la continuation du précédent. L'alliance franco-russe a été resserrée à Paris (1896), à Pétersbourg (1897), à Compiègne (1901). Une noble initiative appartient au tsar : il a proposé aux puissances européennes une réduction des armements ; ce projet, discuté dans la conférence de la Haye, a donné naissance à l'institution de l'arbitrage international (1901).

Conclusion. — Sans doute la Russie est encore fort en arrière sur cette voie de la liberté où sont engagés depuis cent ans tous les peuples civilisés. Il y a dans ses institutions, comme dans sa société, comme dans son caractère, « quelque chose d'inachevé », ainsi qu'on l'a dit. Mais, en regardant son point de départ et en constatant le chemin parcouru de Pierre le Grand à Alexandre III, on peut espérer que le terme de son évolution est proche.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Saardam, port du Zuyderzee au nord d'Amsterdam. — Odessa, port sur la mer Noire. — Esthonie, Livonie, Cour-

lande, provinces russes du littoral de la Baltique.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

RUSSIE (*Empire*).

LA RUSSIE EN EUROPE

Antiquité et moyen âge. — Appelée par les anciens *Scythie* et *Sarmatie*, traversée du *v^e* au *ix^e* siècle par toutes les invasions venues d'Asie. — Habituée par les *Slaves* au sud et au centre; par les *Finnois* au nord. — Les *Normands* venus de Suède sous la conduite de *Rurik* s'emparent de *Novgorod* (862). — *Vladimir*, grand-

duc de Moscou, embrasse le christianisme grec (980). — Conquête des Mongols de la Horde d'or (1223).

Temps modernes. — Ivan III affranchit la Russie des Mongols (xv^e siècle). — *L'expansion en Europe* (commerce et guerre) commence avec Ivan IV (1533-1584). — Avènement de la dynastie des Romanof (1613). — Pierre le Grand (1689-1725) transforme la Russie, triomphe de la Suède, conquiert les provinces Baltiques. — Catherine II (1762-1796) partage trois fois la Pologne, fait deux guerres aux Turcs; la Russie devient au xviii^e siècle une grande puissance européenne.

Époque contemporaine. — Le *tsar Alexandre*, successivement l'ennemi de Napoléon jusqu'en 1807, puis son allié jusqu'en 1812, est le vrai chef de la sixième coalition. Mais il empêche les Prussiens d'opérer le démembrement de la France. Par les traités de 1815, il obtient la *Finlande*, presque toute la *Pologne* et la *Bessarabie*. Sous Nicolas I^r, Alexandre II et Alexandre III, *trois guerres des Russes contre les Turcs*: 1^o guerre pour soutenir les Grecs, terminée au *traité d'Andrinople* (1829); 2^o guerre de Crimée (1854-1855), terminée au *traité de Paris* (1856); 3^o guerre pour soutenir les Slaves chrétiens du Danube, terminée au *traité de Berlin* (1878). — Progrès et troubles à l'intérieur : abolition du servage (1861); attentats des nihilistes.

LA RUSSIE EN ASIE

1. *Sibérie*, capitale *Tobolsk*. Conquête commencée au xvi^e siècle et complétée en 1860 par l'occupation de la région du fleuve *Amour*.

2. *Transcaucasie*, capitale *Tiflis*. Conquête commencée sous Catherine II, complétée par la prise d'*Erivan* (1828), la soumission de *Schamyl* (1857), dans le Caucase, l'annexion de *Kars* et *Batoum* (1878).

3. *Turkestan*, capitale *Tachkend*. Expédition de 1839, soumission de *Bokhara* et *Khiva* (1873), occupation de Samarkande, de Merw (1884); chemin de fer transcaspien (1889).

État actuel. — Superficie : *dix fois l'étendue de la France*. Population : 120 millions d'habitants (Europe et Asie). L'État le plus étendu et la plus grande puissance continentale du monde. Beaucoup de céréales et de très riches mines, commerce avec l'Asie. Capitale, *Saint-Pétersbourg*.

Tsar, *Nicolas II*, depuis 1894.

SUJET A ÉTUDIER

Le mouvement intellectuel en Russie au XIX^e siècle.

— C'est au XIX^e siècle seulement que le génie russe a produit des œuvres originales. Sous Pierre le Grand et Catherine II, on ne pourrait citer que de médiocres imitations et des adaptations des œuvres européennes. Mais, à mesure que la nation prend conscience d'elle-même, son tempérament se révèle dans des productions d'une réelle valeur.

Sous Alexandre I^{er} et Nicolas I^{er}, il faut nommer Pouchkine, le grand poète lyrique et dramatique de la Russie; Karamsine, l'auteur d'une brillante histoire de l'empire russe; Nicolas Gogol, qui, dans sa comédie de *Revisor* et dans son roman des *Ames mortes*, dénonça hardiment les abus de l'administration et de la société; Lermontof, le poète du Caucase.

La seconde moitié du siècle a vu éclore, en même temps que d'importants travaux sur les annales du peuple russe, une pléiade de romanciers de premier ordre : Iwan Tourguenief, l'admirable peintre des mœurs nationales (*Mémoires d'un gentilhomme de la steppe*, etc.); Dostoiewski, doué d'une rare puissance dramatique (*Crime et châtiment*); Léon Tolstoï, celui qui nous a fait pénétrer le plus avant dans l'*âme russe* (*Guerre et Paix*, *Anna Karénine*, etc.), et chez qui le grand écrivain est doublé d'un apôtre. Le journalisme contemporain a reçu une vive impulsion de Katkof (*Gazette de Moscou*), et de Herzen, qui rédigea à l'étranger son *Kolokol* (*la Cloche*).

La musique russe est représentée par trois grands noms : Glinka, Tchaikowski, Rubinstein; les arts par Vereschaguine, Bogolubof, Antokolski, etc.

OUVRAGE A CONSULTER. — A. Rambaud, *Histoire de la Russie*.

CHAPITRE XVII

PÉNINSULES HISPANIQUE ET SCANDINAVES

ESPAGNE ET PORTUGAL. — SUÈDE ET NORVÈGE,
DANEMARK.

I. Espagne et Portugal. — Foi et patrie. — L'unité de l'Espagne; le nouveau monde. — Apogée et décadence. — L'Espagne sous les Bourbons. — Le régime constitutionnel; les pronunciamentos. — Les Bourbons chassés et rétablis. — La Constitution et les partis. — Diversité de la race et du pays: le Nord, le Midi, le plateau de Castille. — Grandeur du Portugal. — Sa décadence. — Le Portugal contemporain.

II. Etats scandinaves. — L'Union. — Grandeur et décadence de la Suède. — Bernadotte. — La question norvégienne. — Le Danemark contemporain. — Mouvement économique et intellectuel.

Le passé et le présent de quelques nations.

— Voici un groupe d'Etats qui ont eu leur heure de grandeur, qui ont exercé leur prépondérance pendant un siècle sur l'Europe ou sur une partie de l'Europe. L'Espagne a été au premier rang des nations européennes au XVI^e siècle; un instant elle a menacé de les absorber. Le Portugal a possédé à la même époque un immense empire colonial et une sorte de monopole commercial. Le Danemark a dominé jusqu'au commencement du XVII^e siècle sur les mers du Nord. La Suède a pendant cent ans fait la loi à l'Europe septentrionale, orientale, centrale.

Mais ces grands efforts ont épuisé ces puissances, à qui ni leurs ressources ni leur position excentrique ne permettaient de soutenir longtemps un tel rôle. C'a été bientôt pour elles le temps de l'appauvrissement, de la décadence, du démembrement. Toutefois il serait injuste de les considérer comme des puissances absolument déchues, car elles ont reconquis par leur louable énergie une place honorable, où elles se maintiennent en gardant le souvenir et l'orgueil de leur gloire passée.

ESPAGNE ET PORTUGAL.

L'Espagne : foi et patrie. — S'il y a un sentiment qui caractérise l'Espagne et qui s'affirme dans toute son histoire, c'est le patriotisme, un patriotisme ardent, invincible. Le sentiment religieux s'y est joint si étroitement que la foi et la patrie ont formé, à travers les siècles, un tout indissoluble dans l'âme de ce peuple. Les circonstances dans lesquelles l'Espagne s'est développée expliquent la naissance, l'exaltation, l'inséparable union de ces deux sentiments.

Au VIII^e siècle de notre ère (bataille de Xérès, 711), la péninsule hispanique fut conquise presque tout entière par l'invasion musulmane. Quelques chrétiens réfugiés dans les montagnes des Asturies firent alors le serment, sous leur chef, le légendaire Pélage, de reconquérir leur pays à la foi chrétienne. Ce serment, leurs descendants l'ont tenu. Ils reprurent pied à pied le sol de l'Espagne aux infidèles. Sur chacune des provinces ressaïssies se fondaient des royaumes chrétiens, qui ne furent longtemps que des corps d'armée en marche (Oviedo, Léon, Navarre, Castille, Aragon, Portugal). La croisade nationale, ainsi pourrait-on appeler cette lutte, dura sept siècles. Le Cid, personnage demi-historique, demi-poétique, en est la personnification. A la fin, les Maures

étaient réduits au royaume de Grenade. L'union de la Castille et de l'Aragon acheva ce débris de l'antique kalifat de Cordoue. Grenade succomba en 1492 sous les coups de Ferdinand et d'Isabelle.

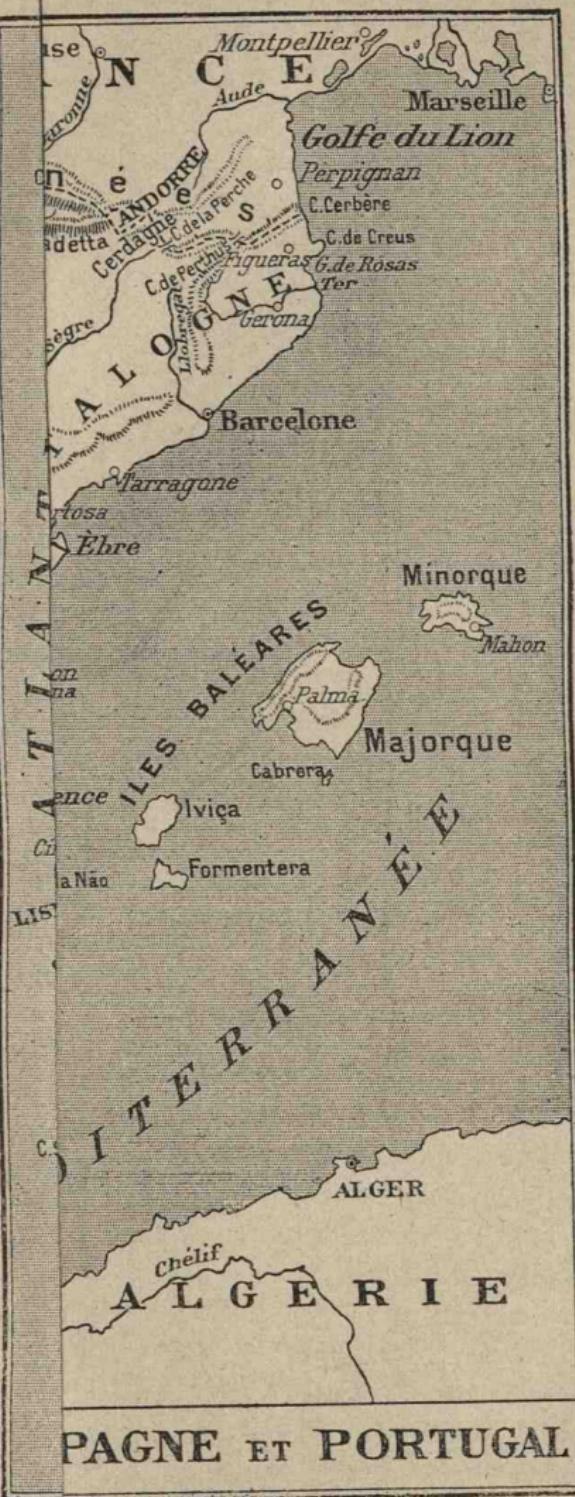
L'unité de l'Espagne. Le Nouveau Monde. — Ainsi fut faite l'unité religieuse de la péninsule ; l'unité politique se fit en même temps : sauf le Portugal qui garda son indépendance, toutes les Espagnes acceptèrent la domination absolue de leurs rois catholiques ; et, par reconnaissance ou par lassitude, elles leur sacrifièrent des libertés dont elles avaient été très jalouses. La royauté revêtit d'ailleurs des formes religieuses, et l'un de ses plus puissants moyens d'action fut le redoutable tribunal de l'Inquisition, gardien de la pureté de la foi.

L'année même où Grenade succombait, un Génois au service de l'Espagne découvrait un nouveau monde, l'Amérique. Bientôt Magellan entreprit le premier voyage de circumnavigation (1520), et des aventuriers s'emparaient, à la tête d'une poignée de *conquistadores*, du Mexique, du Pérou, du Chili, d'où l'or et l'argent allaient ruisseler sur l'Espagne en sources que l'on crut inépuisables.

Ce fut pour l'Espagne le point de départ d'une grandeur inouïe, mais doublement funeste.

Apogée et décadence. — Funeste, car lorsque Charles-Quint eut joint l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, à ses royaumes d'Espagne, lorsque Philippe II fut maître de ce vaste empire « sur lequel ne se couchait pas le soleil », ces souverains dépensèrent toutes leurs ressources à la poursuite d'une chimère, la monarchie universelle. Philippe II en particulier rêva de faire l'Europe catholique et espagnole. Il échoua contre la résistance de Guillaume le Taciturne aux Pays-Bas, d'Élisabeth en Angleterre, de Henri IV en France, et laissa l'Espagne épuisée par ses vastes entreprises.

Funeste encore au point de vue économique. L'abondance des métaux précieux extraits des mines du nou-



veau monde a ruiné l'Espagne. L'or, qui enrichit ceux qui le gagnent, appauvrit ceux qui le trouvent; car le numéraire n'est pas une richesse, si son afflux ne correspond pas à un accroissement d'activité nationale. L'agriculture et l'industrie dépériront au XVI^e siècle. Au XVII^e, lorsque les galions n'apportèrent plus les millions de l'Amérique, toutes les ressources intérieures de la péninsule étaient taries.

L'Espagne sous les Bourbons. — Alors commença pour l'Espagne, toujours orgueilleuse et ambitieuse, une longue agonie. Vers 1700, cette fière nation semblait descendre au tombeau avec sa dynastie, dans la personne de ce triste Charles II, « qui mit quarante ans à mourir ». Passée en 1700 sous la domination des Bourbons, l'Espagne se releva pendant le XVIII^e siècle, par les réformes au dedans, avec l'appui de la France au dehors. L'empire napoléonien l'emporta dans son tourbillon et voulut l'absorber (1808). Alors on vit renaître avec une extraordinaire intensité le patriotisme espagnol doublé de fanatisme. A la voix de leurs moines, sous la direction de leurs *juntas* (conseils), avec l'aide de l'Angleterre, l'Espagne fit à Napoléon l'héroïque résistance que l'on sait (Voir chap. II), une petite guerre (*guerilla*) plus terrible que la grande. Elle se ressaisit et recouvra en 1815 son roi, Ferdinand VII.

Le régime constitutionnel. Les pronunciamientos. — A ces crises nationales succédèrent les crises politiques; elles remplissent l'époque contemporaine. Après avoir lutté pour son indépendance, l'Espagne lutta pour ses libertés. Ces luttes, très honorables, affectent malheureusement au delà des Pyrénées une forme fâcheuse, celle des *pronunciamentos*; on appelle ainsi les révoltes militaires, pour ou contre un régime, les soulèvements de caserne, les coups d'État de corps de garde, la détestable immixtion de l'armée dans la politique. Il n'y a presque pas eu de changement de ministère ou de constitution, depuis trois quarts de siècle, qui

n'ait été provoqué par un général ou un régiment. La série est ouverte par l'insurrection de Riégo, Quiroga et Mina en 1820 : la Sainte-Alliance, avec l'aide des armes françaises, remit en 1823 le peuple espagnol sous le joug odieux de Ferdinand VII. Ce fut encore une insurrection de ce genre qui arracha la constitution libérale de 1837 à Marie-Christine, régente au nom de sa fille Isabelle (Voir chap. v). Ensuite quand, après sept ans de luttes, les carlistes succombèrent devant les constitutionnels, leur vainqueur, Espartero, créé duc de la Victoire, força la régente à s'éloigner et exerça une véritable dictature militaire (1840-1843). Après, c'est une suite interminable de crises déterminées, le plus souvent, par des mouvements militaires, des alternatives de ministères civils, sous Olozaga, Bravo, Sartorius, et de généraux au pouvoir, Narvaez, O'Donnell, Serrano, Prim, un va-et-vient du pouvoir entre le libéralisme et la réaction. A la fin, l'Espagne, irritée du désordre, des scandales et de l'ajournement de toute réforme, laissa les généraux Serrano, Prim et l'amiral Topete, vainqueurs des troupes royales au Pont d'Alcolea, chasser la reine Isabelle (1868).

Les Bourbons chassés et rétablis. — A partir de ce moment, l'Espagne se débattit pendant six ans dans l'anarchie. Les généraux vainqueurs cherchaient un roi. Prim songea à un Hohenzollern : cette candidature provoqua la guerre franco-allemande. Il s'adressa en Italie et fit donner la couronne à Amédée I^{er}, second fils de Victor-Emmanuel. Le jour où Amédée entrait à Madrid, Prim y était assassiné, et bientôt l'Espagne se prononça contre le roi étranger, qui abdiqua (1873).

La république eut son tour, sous Pi y Margal, Salmeron et Castelar, qui eurent à vaincre le soulèvement communaliste de Carthagène. Au bout d'un an (février 1874), la république était renversée et les Cortès chassées par un pronunciamiento du général Pavia; enfin, en décembre 1874, par un nouveau pronunciamiento

du général Martinez Campos, le fils d'Isabelle, Alphonse XII, était rappelé au trône. Ce règne ne rendit pas la tranquillité à l'Espagne; mais elle sembla l'avoir enfin recouvrée, après la mort d'Alphonse XII (1885), sous son fils posthume, Alphonse XIII, et sous la régence habile d'une reine autrichienne, Christine, qui vient de remettre le pouvoir au jeune roi devenu majeur.

Les constitutions. Les partis. — La constitution en vigueur date de 1876 : roi, ministres responsables, Cortès (ou Parlement) composées de deux Chambres, le Sénat recruté par la nomination royale ou par un suffrage restreint, la Chambre des députés élue par la nation. Le suffrage universel a été établi par la réforme électorale de 1890. D'autres réformes semblent annoncer une ère de relèvement. Les partis extrêmes sont vaincus, comme les carlistes après une nouvelle guerre civile dans les pays basques, vers 1873 ; ou bien ils ont momentanément désarmé, comme le parti républicain. Les vétérans des luttes anciennes, le grand orateur républicain Castelar, le chef du parti conservateur, Canovas del Castillo, sont morts ; l'homme d'État des progressistes, Sagasta, vient de prendre une retraite définitive ; l'orientation politique des Cortès est indécise ; ce qu'on peut craindre toujours, c'est que l'ère des *pronunciamientos* ne soit pas fermée. Pour la puissance extérieure de l'Espagne, un fait grave s'est produit. Elle soutenait depuis longtemps, et fort péniblement, une lutte contre ses deux colonies les plus importantes, Cuba et les îles Philippines, en pleine rébellion. Les États-Unis ont pris parti pour les rebelles : la lutte a été courte entre la jeune république et la vieille monarchie. Elle s'est terminée par la ruine de l'empire colonial de l'Espagne (1898), dont quelques débris seulement subsistent en Afrique.

Diversité de la race et du pays. Le Nord. — La forte unité de cette nation, si jalouse de son indépendance, se concilie avec beaucoup de variété ; il y a plusieurs Espagnes en Espagne : on en peut distinguer

trois principalement. Celle du Nord, de la mer des Baléares au cap Finistère, est comme un prolongement de l'Europe le long des Pyrénées et rappelle par certains traits nos provinces du Plateau Central et de l'Ouest. Il y a là des mines de houille et de fer, dans les pays Basques et les Asturies, et une grande activité économique à Barcelone, Bilbao, Santander. Sur cette terre dure, couverte en grande partie de forêts et de pâturages, et « où l'on fait du pain avec de la pierre », vit une population robuste et industrielle dans son ensemble, avec des nuances caractéristiques. Le Catalan est subtil et violent, porté aux affaires et aux entreprises maritimes. L'Aragonais est brave, opiniâtre, jaloux de son indépendance. L'habitant des Asturies et de la Galice est lourd, patient, acharné au travail. Ces populations font songer à nos Provençaux, à nos Auvergnats, à nos Bretons. Seuls les Basques sont une race d'une rare originalité, par leur langue, par leurs mœurs, inventifs, audacieux, propres à toute besogne, mais d'une insoumission extraordinaire. Les carlistes à deux reprises ont su exploiter leur esprit séparatiste et leur attachement aux vieux *fueros* (priviléges).

Le midi. — Sur la côte méditerranéenne, de Valence à Gibraltar, et dans tout le bassin du Guadalquivir, s'étend une Espagne plutôt africaine. Avec ses magnifiques plaines couvertes d'une végétation exubérante (*huerta* de Valence, *vega* de Grenade), avec ses fruits d'or (jardins d'orangers de Majorque, de Valence), ses raisins et ses vins (Malaga, Alicante, Xérès), ses bananiers, ses figuiers, ses grenadiers, elle évoque la vision d'un autre monde. Elle bénéficie encore des beaux travaux d'irrigation que les Maures y exécutèrent il y a mille ans. Le sol y est riche, la vie facile. La race aussi, vive, capricieuse, ardente au plaisir, d'une grâce originale et d'une élégance naturelle, a du sang mauresque dans les veines. Le pays a quelques industries; et les montagnes qui l'encadrent sont renommées, depuis les

Carthaginois et les Romains, pour leurs richesses minières (argent, cuivre, mercure).

Le plateau de Castille. — Entre ces morceaux d'Europe et d'Afrique il y a, sur le plateau central, l'Espagne vraiment espagnole, les Castilles : ce nom, qui signifie forteresse, rappelle la lutte séculaire contre les infidèles, le sol conquis pied à pied et hérisse de citadelles. Ces citadelles sont devenues des villes qui, comme Tolède, Léon, Burgos, gardent encore dans leur demi-déchéance leurs pittoresques remparts, leurs châteaux, leurs églises gothiques, leur fière allure. La plus importante, Madrid, est cependant la moins originale. C'est une création de la politique, une capitale artificielle dont Philippe II a fait le centre de sa politique. Le plateau castillan, coupé de hautes chaînes et de sombres défilés, est taché de vastes plaines sablonneuses ou pierreuses, de véritables solitudes (*parameras, despoblados*). L'air y est vif et aigre; la production agricole médiocre, la vie industrielle plus médiocre encore. Le Castillan d'ailleurs n'est pas laborieux; mais il supporte fièrement sa demi-misère. Il est sobre, religieux, chevaleresque, enthousiaste, comme au temps de la croisade sept fois séculaire dont il semble le survivant.

Grandeur du Portugal. — Le Portugal est un petit État qui a eu son heure de grandeur. Pendant que les autres royaumes chrétiens de la péninsule achevaient la lutte contre les Maures, lui, limité par la nature, isolé par le talus occidental du plateau central, il choisissait l'Océan pour domaine. Il se lançait dès 1420 à la recherche de la route des Indes, longeait l'Afrique, la tournait enfin en 1497 par le cap de Bonne-Espérance. Pendant cinquante ans, il domina sur une partie des côtes du monde connu. Des explorateurs et des hommes d'État comme Alvarez Cabral, Albuquerque, Alméida, Jean de Castro, lui donnèrent un empire colonial comme il n'y en avait jamais eu : ses comptoirs s'étendaient

sur 3000 lieues de littoral, de Lisbonne à Macao, sans compter le Brésil.

La décadence. — Cette fortune, hors de proportion avec l'étendue et les ressources du petit royaume, tomba tout d'un coup. Le Portugal fut conquis par l'Espagne en 1580; Philippe II ne sut pas recueillir les colonies portugaises des Indes, qui passèrent peu à peu entre les mains d'autres peuples maritimes, Hollandais, Anglais, Français. La nation portugaise, il est vrai, s'affranchit du joug de l'Espagne en 1640, avec l'aide de la France; mais ce fut pour tomber bientôt sous le joug économique de l'Angleterre, par le traité de lord Méthuen en 1703. Alors le Portugal végéta pendant un siècle sous cette espèce de vassalité, vendant ses vins, sa principale richesse, aux Anglais, recevant d'eux les produits manufacturés et laissant entre leurs mains tout le commerce.

Le Portugal contemporain. — Ce qui frappe dans l'histoire contemporaine du Portugal, c'est la singulière similitude de ses destinées avec celles de l'Espagne. Comme elle, il est victime de la politique ambitieuse et brutale de Napoléon (1807). Comme elle, il se délivre avec le secours des Anglais. Comme elle, après 1815, ayant recouvré sa dynastie nationale de Bragance, il lutte contre l'absolutisme. Comme elle et aux mêmes dates (1820-1834), il a sa crise constitutionnelle, ses carlistes, qui sont les Miguelistes. Il entre enfin, comme elle, avec le concours de la France et de l'Angleterre, dans le cycle des États parlementaires affranchis du joug de la Sainte-Alliance (Voir chapitre v). Mais depuis ce temps, il est aux prises avec de graves difficultés financières, et il dispute à l'apreté anglaise son empire colonial d'Afrique, qui n'est plus guère considérable que sur la carte.

ÉTATS SCANDINAVES.

Les États scandinaves. L'Union. — Les deux péninsules septentrionales, qui paraissent comme enchevêtrées l'une dans l'autre et que baignent la mer Baltique, la mer du Nord, l'Océan Glacial, semblaient destinées à former un tout. Elles sont peuplées d'une même race, cette race scandinave qui, dès le ix^e siècle, lançait dans toutes les directions, de la Russie à l'Amérique, ses audacieux conquérants et ses pirates Normands, « rois de la mer ». Après que le christianisme eût été prêché chez ces adorateurs d'Odin, l'unité se fit politiquement, en 1397 (union de Calmar), entre la Suède, la Norvège et le Danemark, sous Marguerite de Waldemar, la Sémiramis du Nord. Le Danemark, centre de cette vaste puissance, maître des détroits qui relient les deux mers, fut jusqu'au début du xvii^e siècle un puissant royaume maritime.

Grandeur et décadence de la Suède. — Mais dès 1520, la Suède s'était affranchie sous un roi national, Gustave Wasa. La Suède et le Danemark avaient à peu près en même temps embrassé la réforme luthérienne. Les deux États n'en restèrent pas moins rivaux. Au xvii^e siècle, la Suède passe au premier rang. Un grand capitaine, qui fut aussi un grand politique, Gustave-Adolphe (1611-1632), la conduisit de victoires en victoires à travers la Pologne, la Russie, l'Allemagne. Alliée de la France, elle triompha en même temps qu'elle, et les traités de 1660 firent presque de la Baltique « un lac suédois ». Mais un autre grand capitaine, Charles XII (1697-1718), la ruina à force de gloire. Véritable héros des anciennes légendes scandinaves, il dilapida les ressources modestes de son pays en brillants et stériles exploits. La Suède à sa mort perdit toutes ses provinces du sud de la Baltique.

Gustave III. — Bernadotte. — D'ailleurs en face d'elle grandissaient la Russie et la Prusse. Avec ces voisins envahissants, sa situation fut précaire; elle était intérieurement livrée à l'anarchie aristocratique. Les réformes de Gustave III (1771-1792) la sauvèrent du sort de la Pologne. Mais elle ne fut pas à l'abri de la tourmente napoléonienne, qui a mêlé, nous l'avons dit plusieurs fois, toutes les choses européennes. Le Danemark, pris dans le conflit de Napoléon avec l'Angleterre, a vu deux fois (1800-1807) sa capitale bombardée par les Anglais. Quant aux Suédois, ils se choisirent un roi, d'une façon fort inattendue, dans les rangs de la grande armée. Le maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, fut élu prince héritier de la couronne suédoise en 1810. Le fils d'un avocat de Pau, le sergent-major de 1789, a régné sur la Suède, sous le nom de Charles-Jean XIV, de 1818 à 1844; et la dynastie suédoise actuelle est d'origine béarnaise!

La question norvégienne. — Bernadotte avait été l'un des moins sûrs parmi les serviteurs de Napoléon; il fut plus qu'un médiocre Français, car l'un des premiers il se joignit à la Russie en 1812; il fit contre nous les campagnes de 1813 et de 1814. Mais il a été un bon roi de Suède. En 1815, il reçut de la coalition, pour prix de ses services, la Norvège, enlevée au Danemark. Il n'est pas certain que cette acquisition lui ait beaucoup profité. L'union de la Suède et de la Norvège est un peu comme celle de la Hollande et de la Belgique. Celle-ci a été rompue: l'autre menace de se rompre. Les deux royaumes ont gardé cependant leur existence distincte. Ils ont chacun leur Parlement (*Rigsdag* en Suède, *Storthing* en Norvège), chacun leur ministère; ils n'ont de commun que le ministère des affaires étrangères et la dynastie royale. Mais les Norvégiens trouvent que c'est trop encore; ils manifestent des tendances séparatistes, des aspirations républiques. C'est une question qui pourrait bien quelque

jour troubler l'Europe, et non pas seulement celle du Nord.

Le Danemark contemporain. — Quant au Danemark, il n'a pas à se louer de l'Europe. Elle l'a dépouillé de la Norvège en 1815; elle l'a laissé dépouiller des duchés (Sleswig, Holstein, Lauenbourg) en 1864. (Voir chapitre VIII.) Ce petit peuple a résisté avec énergie et a subi sa défaite avec dignité. La dynastie danoise occupe d'ailleurs par ses alliances un rang singulièrement élevé entre les familles régnantes. Le fils de Christian IX, le roi actuel, est souverain de Grèce; un de ses gendres est le roi d'Angleterre; un autre était le tsar Alexandre III. Les maîtres des deux plus grands empires du monde se rencontraient souvent dans l'intimité familiale à Copenhague.

Le roi est fort estimé de ses sujets. Un conflit parlementaire qui a duré plus de quinze ans, le *Folkething*, refusant de voter le budget, a pris fin récemment.

Mouvement économique et intellectuel. — Ces trois pays, médiocrement favorisés par la nature, sont cependant assez riches, parce qu'ils sont laborieux. La Suède et la Norvège ont leurs mines, leurs bois, leurs pêcheries. Le Danemark est très bien cultivé. La possession du détroit du Sund lui donne une certaine activité commerciale. Les droits de péage sur ce passage ont été rachetés à frais communs par les grandes puissances, en 1857.

Un des traits les plus honorables de la race scandinave, c'est son goût pour l'instruction. Nulle part elle n'est aussi développée. Le goût des sciences, surtout des sciences préhistoriques, celui des arts, y sont très répandus. Une des grandes explorations de notre siècle est celle du Suédois Nordenskiold, qui, en 1878, a enfin franchi le passage du Nord-Est. La Norvège a vu éclore récemment un mouvement littéraire dont les œuvres, quoiqu'un peu « brumeuses », sont dignes d'attention : les noms d'Ibsen et de Björnson sont aujourd'hui universellement connus.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Oviedo, Santander, Bilbao, villes du nord de l'Espagne, sur le littoral du golfe de Gascogne. — Barcelone, Valence, Alicante, Carthagène, Malaga, Gibraltar, sur le littoral de la Méditerranée. — Xérès, Grenade, Cordoue, au sud de l'Espagne. — Tolède, Madrid, Burgos, Léon, sur le plateau central. — Calmar, port au S. de la Suède.

OUVRAGE À CONSULTER : Vidal-Lablache, *États et nations de l'Europe* (pour l'Espagne).

RÉSUMÉ HISTORIQUE

PÉNINSULE IBERIENNE. — ESPAGNE (*Royaume*).

Antiquité. — Premiers habitants, les Gaulois. — Conquêtes successives. Romains (1^{er} siècle av. J.-C.).

Moyen âge. — Wisigoths (Germains) (V^e s. ap. J.-C.). — Arabes ou Maures musulmans (711). — Croisade contre les Maures (711-1492). — Formation des royaumes de Navarre, de Castille, d'Aragon, de Portugal.

Temps modernes. — Unité de l'Espagne sous Ferdinand et Isabelle (1479). — Grandeur de l'Espagne sous Charles-Quint et Philippe II; sa lutte contre le protestantisme; sa décadence pendant le XVII^e siècle. — Avec Philippe V, petit-fils de Louis XIV, elle passe sous la domination de la maison de Bourbon (1700). — Elle se relève au XVIII^e siècle.

Époque contemporaine. — Vaine tentative de Napoléon pour conquérir l'Espagne (1808-1813). — Révolte des colonies espagnoles d'Amérique. Elles s'érigent en républiques indépendantes (1808-1830). — Rétablissement des Bourbons. Règne de Ferdinand VII (1815-1833). Soulèvement libéral de 1823. — Isabelle II (1833-1868). Insurrection des carlistes. Révoltes militaires. — La république (1868). — Amédée de Savoie (1871). — La république (1873). — Rétablissement des Bourbons (1874). Alphonse XII (1874-1885).

État actuel. — Superficie presque égale à la France. Population : 17 millions d'habitants; population coloniale (Cuba, Canaries, Philippines, etc.), 8 millions d'habitants. Capitale, Madrid. Roi, Alphonse XIII, depuis 1902.

PORTUGAL (*Royaume*).

Moyen âge. — Appelé dans l'antiquité Lusitanie. — Royaume chrétien conquis sur les Maures par un prince français, créé en 1139.

Temps modernes. — Grandes découvertes en Afrique; Vasco de Gama aux Indes; réuni à l'Espagne en 1580; redevenu indépendant en 1640.

Époque contemporaine. — Soumis à la dynastie de Bragance. Luttes de don Miguel contre dona Maria (1826-1834).

État actuel. — Superficie : le *cinquième* de la France; population : 4 700 000 habitants; population coloniale, 3 300 000 habitants, surtout en Afrique (Congo et Mozambique). Capitale, *Lisbonne*.

Roi, *Carlos I^{er}*, depuis 1889.

ÉTATS SCANDINAVES
SUÈDE ET NORVÈGE (*Royaumes*).

Antiquité. — Populations primitives : les *Finnois*, de race tartare, les *Scandinaves* et les *Goths*, de même origine que les Germains.

Moyen âge. — Piraterie et conquêtes lointaines, en *Russie*, en *France*, en *Angleterre*, en *Amérique* même (1001); les *Northmans*. — Conversion au christianisme au xi^e siècle. Fondation de *Stockholm* (1254). La Suède et la Norvège réunies au Danemark par l'*Union de Calmar* (1397).

Temps modernes. — Au xv^e siècle, la Suède reprend son indépendance sous *Gustave-Wasa* (1523-1560). — Au xvii^e siècle, puissance de la Suède dans le Nord sous *Gustave-Adolphe* (1611-1632) et *Charles-Gustave* (1654-1660). Guerres de *Charles XII* en Pologne, en Russie, en Turquie (1697-1718). Perte d'une partie des provinces de la Baltique, par les traités de *Stockholm* et *Nystadt* (1720-1721). — Au xviii^e siècle, épuisement et décadence de la Suède. Réformes de *Gustave III* (1771-1792).

Époque contemporaine. — La Suède prend part à la 1^{re} coalition contre la *Révolution* (1793) et à la dernière contre *Napoléon* (1812). En 1815, elle reçoit la *Norvège* par les traités de Vienne. Avènement d'une maison française avec *Bernadotte*, *Charles-Jean XIV* (1818-1844).

État actuel. — La Suède et la Norvège forment deux royaumes entièrement distincts sous le même roi. Superficie égale à une fois et demie celle de la France. Population : 6 millions d'habitants. Capitales, Stockholm et Christiania.

Roi, Oscar II Frédéric, depuis 1872.

DANEMARK (*Royaume*).

Antiquité. — Population primitive, les *Danes ou Danois*, de race scandinave.

Moyen âge. — Conversion au christianisme au xi^e siècle. Réunion du Danemark, de la Norvège et de la Suède par l'*Union de Calmar* (1397), rompue en 1448.

Temps modernes. — Le Danemark embrasse le *luthéranisme* au xvi^e siècle. Au xvii^e siècle, intervention dans la *guerre de Trente ans* sous *Christian IV* (1624-1629).

Époque contemporaine. — En 1815, la Norvège est enlevée au Danemark. En 1865, la Prusse lui enlève le *Sleswig et le Holstein*.

État actuel. — Superficie égale au quatorzième de celle de la France. Population : 2 millions d'habitants. Quelques colonies, principalement dans les régions septentrionales (Islande) et aux Antilles. Possession des détroits qui ferment l'entrée de la mer Baltique. Capitale, *Copenhague*.

Roi, *Christian IX*, depuis 1863.

CHAPITRE XVIII

LES PETITS ÉTATS

SUISSE. — PAYS-BAS. — BELGIQUE.

- I. La Suisse.** — Sa formation. — La Réforme en Suisse. — Les Suisses et la royauté française. — Changements dans la Constitution. — Les pouvoirs publics; le Referendum. — L'instruction. — L'armée. — La richesse. — L'unité.
- II. Les Pays-Bas (Hollande).** — Le sol et la race. — Les luttes de la Hollande. — Son apogée. — Ses vicissitudes. — Gouvernement et populations. — Richesses. — Expansion coloniale. — La vie maritime.
- III. La Belgique.** — La Flandre au moyen âge. — Dominations étrangères. — Décadence économique. — Richesse de la Belgique; la vie ouvrière. — Les races: Wallons et Flamands. — Les partis politiques; le suffrage universel. — La question sociale.

Les petits États. — Le tableau politique de l'Europe contemporaine ne serait pas complet, si nous ne montrions, à côté des grandes puissances actuelles et de celles qui ont passé au second plan, trois petits Etats qui ont réussi à conquérir et à garder leur indépendance, qui sont en pleine activité économique, et qui, par leur caractère autant que par leurs ressources, tiennent un rang bien supérieur à celui que leur superficie et leur population semblent leur assigner. La

Suisse, la plus ancienne république de l'Europe, donne à tous les peuples le bon exemple de la pratique régulière et féconde de la liberté; la Hollande a un passé héroïque et un présent laborieux; la Belgique, née d'hier, a pris une des premières places dans l'ordre économique.

LA SUISSE.

Sa formation. — Ce fut au commencement du XIV^e siècle (1308) que quelques communautés de paysans, vivant sur les bords pittoresques du lac des Quatre-Cantons (Schwitz, Uri, Unterwalden, Lucerne), se groupèrent pour résister à la tyrannie des Habsbourg. Les Suisses se plaisent à évoquer, dans ce magnifique décor de lacs, de forêts, de glaciers, le souvenir du serment des conjurés au Grutli et les exploits de Guillaume Tell. C'est peut-être seulement une admirable légende. Ce qui est de l'histoire, c'est que ces paysans, bientôt unis à ceux de Berne, de Soleure, de Fribourg, d'Appenzell, de Bâle, etc., réussirent à défendre leur jeune liberté contre la maison d'Autriche par les victoires de Morgarten et de Sempach (1315-1386); contre la maison de Bourgogne (Charles le Téméraire), par les victoires de Granson et de Morat (1476). L'Autriche devait reconnaître l'indépendance des *Treize Cantons* aux traités de Westphalie (1648).

La Réforme en Suisse. — En même temps qu'elle se formait, la Suisse servait de berceau à une réforme protestante plus hardie et plus démocratique que celle de Luther. Zwingle, puis Calvin, fondèrent cette réforme à Zurich et à Genève au milieu du XVI^e siècle. De là elle se répandit sur les bords du Rhin, aux Pays-Bas, en France et jusqu'en Écosse; les cantons se partagèrent entre le catholicisme et le protestantisme, et les deux religions y ont vécu côté à côté presque sans guerres civiles.

Les Suisses et la royauté française. — Les

Suisses en effet avaient mieux à faire que de se livrer aux guerres civiles. Dans leurs luttes pour l'indépendance, ils avaient pris conscience de leur force militaire. Ils formaient au XVI^e siècle la première infanterie de l'Europe. Ils se louèrent d'abord aux diverses puissances européennes qui guerroyaient en Italie; puis, après Marignan (1515), pris d'estime pour les Français qui les avaient vaincus dans cette « bataille de géants », ils s'engagèrent exclusivement au service de la France par la *paix perpétuelle*. Il y avait au XVII^e siècle 20 000 Suisses dans nos armées. Les Cent-Suisses furent les derniers à combattre pour la monarchie française expirante, dans la journée du 10 août 1792.

Changements dans la constitution. — La Suisse subit, comme tous les États, le contre-coup de la Révolution et de l'Empire. Le Directoire, en 1798, prit parti pour les pays sujets opprimés par les Cantons, et créa la République Helvétique, unitaire et égalitaire. Bonaparte, premier consul, modifia cette constitution par l'Acte de médiation (1803) et créa à peu de chose près le régime sous lequel les vingt-deux cantons actuels vivent encore. Les traités de 1815 respectèrent ce régime et confirmèrent la neutralité de la Suisse, déjà reconnue par les traités de Westphalie.

La Suisse n'a traversé qu'une crise au cours de ce siècle. En 1847, sept cantons catholiques formèrent une ligue, le *Sonderbund*, en vue de rompre le pacte fédéral et de former un État à part. Ils furent vaincus par l'armée fédérale, que commandait le général Dufour. La Suisse se donna alors ses institutions actuelles; la constitution de 1848 n'a subi que de légères modifications en 1874 et en 1891.

Les pouvoirs publics. — La Suisse offre en Europe le type le plus complet et le plus sincère du régime fédéral, c'est-à-dire d'une association de groupes politiques dont chacun garde la plus grande somme possible d'autonomie. « Le mécanisme du pouvoir cen-

tral y est, a-t-on dit, limité au strict nécessaire. » Les vingt-deux cantons, dont trois (Bâle, Appenzell, Unterwalden) sont dédoublés, s'administrent eux-mêmes par leurs élus et décident de tout ce qui intéresse leur vie intérieure. Les constitutions des cantons sont très diverses. Celui des Grisons n'est lui-même qu'une fédération de ligues. Plusieurs ont des assemblées générales de tous les citoyens. Dans celui du Tessin, les autorités cantonales siègent à Bellinzona.

Le gouvernement central comprend trois éléments : le pouvoir législatif est aux mains de l'*Assemblée fédérale*, composée elle-même du Conseil national (1 député par 20 000 habitants) et du Conseil des États (2 députés par canton). Ainsi se maintient l'équilibre entre les grands et les petits cantons.

Le pouvoir exécutif est exercé par le *Conseil fédéral*, composé de 7 membres élus par l'Assemblée fédérale. C'est comme la monnaie d'un Président de la République. Comme il faut un chef nominal de l'État, un des sept conseillers, élu pour un an par ses collègues, en fait fonction. Ce chef annuel de l'État a un traitement de 12 000 francs.

Le pouvoir judiciaire appartient à un *tribunal fédéral*, élu aussi par l'Assemblée fédérale, et chargé de juger les différends entre les cantons. Il siège à Lausanne. L'Assemblée fédérale et le Conseil fédéral siègent à Berne, capitale fédérale.

Le Referendum. — On voit à quel degré ces institutions sont pénétrées de l'esprit républicain, et à quel point la Suisse se gouverne elle-même. Cette participation incessante au gouvernement du canton ou de l'État a donné aux citoyens une connaissance des affaires et un sentiment de leur responsabilité qu'on ne trouve guère ailleurs. C'est ce qui rend possible une institution qu'on aurait peut-être grand'peine à acclimater dans d'autres pays, le *Referendum*. Une loi peut être sou-

mise au suffrage de tous les citoyens, si le gouvernement le juge bon, si huit cantons le demandent, ou si une pétition émanant de 30 000 citoyens le réclame. On a soumis dernièrement à cette espèce de plébiscite la question de la création d'une banque d'Etat, celle du rachat d'une ligne de chemin de fer, etc.

L'instruction. — Cette pratique des institutions libres par un peuple qui a vraiment les mœurs de la liberté est un des caractères par lesquels la Suisse s'impose à l'estime de l'Europe. Il y en a d'autres. C'est aussi un des peuples les plus amis de l'instruction. Le gouvernement fédéral peut imposer aux cantons l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire; le nombre des illettrés est très faible. L'enseignement secondaire est donné dans les lycées ou gymnases, dans les écoles normales ou professionnelles; l'enseignement supérieur dans huit universités, et dans la grande école polytechnique de Zurich. Le nombre des bibliothèques est considérable. Les Suisses ont compris de bonne heure qu'un peuple libre doit être un peuple éclairé.

L'armée. — Ils savent aussi qu'ils doivent être un peuple fort. Leur neutralité les protège, mais, pour garantir leur neutralité, ils ne comptent que sur eux-mêmes. Ils ont une armée qui ne ressemble pas aux autres et qui, sans être permanente, n'en est pas moins fortement organisée. Tout citoyen doit le service de vingt à cinquante ans dans l'*Élite*, la landwehr ou la landsturm. Ce service se fait par périodes d'instruction de quelques semaines. Les éléments d'instruction militaire reçus dans les écoles, les exercices de tir très fréquents donnent dans une certaine mesure les avantages que procure ailleurs la durée continue du service. Le général en chef est nommé par l'Assemblée fédérale.

La richesse. — Enfin les Suisses sont arrivés à un remarquable développement économique. Après avoir exercé longtemps et fructueusement le « métier des armes » (d'où le proverbe connu : Pas d'argent, pas

de Suisses), ils se sont mis bravement en ce siècle-ci à l'apprentissage de tous les autres métiers. Et leur réussite est d'autant plus étonnante que leur pays leur offrait moins d'éléments utilisables : peu ou point de houille ni de fer, peu de matières premières : voilà pour l'industrie. Pas de mer, pas de rivières navigables ; de hautes montagnes interceptant presque de toutes parts les communications : voilà pour le commerce. A l'heure actuelle cependant, Bâle, Zurich, Saint-Gall, sont de grands centres industriels pour les cotonnades et la soie ; Zurich, Winterthur ont des ateliers de construction de premier ordre. Liestal et Schaffhouse ont des forges et des aciéries ; Genève est sans rivale pour l'horlogerie. Des chemins de fer longent ou escaladent les Alpes, le Jura, notamment une grande ligne internationale, celle du Saint-Gothard, achevée en 1881. — Ces beaux résultats s'expliquent un peu par l'excellente position de ce carrefour des routes de l'Europe centrale, beaucoup par le prix peu élevé de la main-d'œuvre, résultant de la simplicité de la vie, et aussi par les puissantes forces motrices que la nature fournit gratuitement à l'industrie, les chutes d'eau. Mais, à côté et au-dessus de toutes ces raisons, il convient de placer l'activité ingénieuse et opiniâtre de ce peuple.

L'unité. — Une dernière remarque. La Suisse n'a pas d'unité physique : elle est comme éparsillée sur les divers versants des Alpes et envoie ses eaux à toutes les mers. Elle n'a pas d'unité de race : elle compte environ 2 millions d'habitants de langue allemande, 700 000 de langue française, 150 000 de langue italienne. Elle n'a pas d'unité religieuse : elle est partagée entre 1 700 000 protestants, 1 200 000 catholiques. Et cependant on ne peut contester la forte unité politique et patriotique du pays.

Riche en dépit de la nature, forte malgré sa petitesse, une quoique formée des éléments les plus divers, cette république doit tout à la volonté, à la liberté, au travail.

De nombreux liens de sympathie l'unissent à la nôtre; et nous ne saurions oublier l'hospitalité touchante que notre malheureuse armée de l'Est reçut en 1871 au delà du Jura.

LES PAYS-BAS (HOLLANDE).

Les Pays-Bas. — Le sol et la race. — Le royaume des Pays-Bas (*Neerland*), que nous appelons improprement, du nom d'une de ses provinces les plus importantes, le royaume de Hollande, n'est guère autre chose que le delta du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut. Aux bouches de ces fleuves, dans les îles boueuses de la Zélande formées par leurs alluvions, sur les bords du Zuyderzée, sans cesse entamés par l'irruption de la mer, au milieu des tourbières et des eaux dormantes de la Frise, s'est développée au moyen âge une population robuste et résistante, un de ces peuples obligés, comme on l'a dit, « d'être ingénieurs sous peine de mort ». Le pays est en effet le théâtre d'une lutte continue entre la terre et la mer; la mer envahit la terre en minant le rivage bas et peu solide (Zuyderzée); la terre, jetée dans la mer par les alluvions fluviales, comble peu à peu les golfes (archipel de la Zélande). Dans cette éternelle bataille, l'homme a pris parti pour la terre et assuré les conquêtes qu'elle faisait sur le domaine maritime (*les polders*). Il a en quelque sorte cuirassé de digues le sol pour l'exploiter. Suivant un dicton du pays, « Dieu a fait la terre et l'onde, mais c'est le Hollandais qui a fait les côtes ».

Les luttes de la Hollande. — Formés par ce rude labeur, les Hollandais ont dû soutenir d'autres luttes et repousser d'autres envahissements. Persécutés dans leur religion (le calvinisme) et opprimés dans leurs libertés par l'Espagne, les Hollandais se soule-

vèrent au XVI^e siècle contre Philippe II et formèrent en 1579 la république des Provinces-Unies. Ils avaient eu la bonne fortune de trouver pour les conduire un héros doublé d'un habile politique, Guillaume le Taciturne, de la maison d'Orange. Un siècle plus tard, sous un autre prince de la maison d'Orange, le stathouder Guillaume III, ils résistaient au tout-puissant Louis XIV (1672) ; ils n'hésitaient pas, pour sauver leur indépendance, à rompre leurs digues, à se ruiner momentanément pour s'affranchir. Grâce à ce sacrifice admirable, ils furent vainqueurs. Guillaume III passa toute sa vie à faire échec à l'ambition de Louis XIV, et, quelques années après sa mort, ses successeurs virent le grand roi humilié les implorer à son tour (1710).

Son apogée. — Le XVII^e siècle fut le siècle héroïque et aussi le siècle éclatant de la Hollande. En même temps qu'elle dirige la politique européenne, elle exerce dans l'ordre économique une incontestable suprématie. Elle est le principal foyer industriel, le grand atelier des toiles, des draps, des velours, du papier, des constructions navales : c'est à Saardam que Pierre-le-Grand va en 1697 apprendre son métier de constructeur. Elle a le monopole du commerce maritime ; les Hollandais sont « les rouliers des mers » et les intermédiaires de tous les échanges entre les divers pays. Elle produit une admirable école de peinture, dont les œuvres de Rembrandt sont la plus haute expression. Elle est aussi le foyer de la liberté, le refuge des penseurs, comme Descartes ou Spinoza ; de ses imprimeries sortent les livres, les pamphlets, les gazettes que redoutent les monarchies voisines.

Ses vicissitudes. — Cet éclat pâlit au XVIII^e siècle. En s'alliant à l'Angleterre, à laquelle elle a donné en 1688 un roi et un type nouveau de monarchie, la monarchie constitutionnelle, elle devient un satellite de ce puissant pays. Jusqu'en 1789, elle est à la remorque de la politique anglaise, « petite barque dans le sillage d'un grand navire ». Puis elle est emportée dans le tour-

billon de la période révolutionnaire et impériale. Deux fois conquise (en 1795 et en 1799) par les armées de la Révolution, elle subit et reflète nos diverses transformations politiques. Elle est tour à tour une république dictatoriale, une république consulaire, un royaume napoléonien en 1806, sous Louis, frère de l'Empereur. A la fin, Napoléon, pour la mieux soumettre au régime du blocus continental, la confisque (1810) et la réduit en départements français.

En 1815, les traités de Vienne y rétablissent la maison d'Orange-Nassau, et, pour rendre plus fort ce royaume destiné à tenir au nord la France en échec, les Anglais réunissent à la Hollande la Belgique (anciens Pays-Bas autrichiens). Mais en 1830 la Belgique brise ce lien qui lui pèse. C'est à cette date que commence à vivre, dans ses limites et ses conditions actuelles, le royaume des Pays-Bas.

Gouvernement et population. — C'est une monarchie constitutionnelle, gouvernée par un roi (depuis 1890, une reine, Wilhelmine) et des États généraux, composés de deux Chambres : l'une est élue par les Etats provinciaux parmi les citoyens les plus imposés, l'autre par les citoyens payant un cens. La question du suffrage universel est déjà posée en Hollande¹, ainsi que la question sociale.

La population (4 millions 1/2), une des plus denses de l'Europe, comprend environ un tiers de catholiques contre deux tiers de protestants. Elle est d'origine germanique avec des variétés de dialectes (Hollandais, Frisons, Flamands). L'instruction est fort développée, en particulier l'étude des langues, dont la position de la Hollande et ses relations commerciales font une néces-

1. Une nouvelle loi électoral a été votée en 1896 par les États généraux : elle confère le droit de suffrage à tous ceux qui ont acquitté une des contributions directes ou personnelles du royaume, et à ceux qui sont propriétaires ou locataires d'un logement d'une valeur déterminée, ou d'un bateau d'au moins 30 tonnes. Voilà un article de loi bien hollandais.

sité. Il n'est pas rare de voir des Hollandais parler quatre langues, outre la leur : le français, l'anglais, l'allemand, le malais.

Richesses. Expansion coloniale. — La Hollande est encore un des pays les plus riches de l'Europe. Elle a perdu sa suprématie industrielle ; mais elle cultive admirablement son sol, en prairies et en terres labourables. Elle a un magnifique empire colonial : en Amérique, la Guyane et quelques Antilles ; en Océanie, les îles de la Sonde (Java, Sumatra, Bornéo, Célèbes, les Moluques, etc.). Trente millions de sujets cultivent pour elle le riz, le thé, le sucre, les épices, extraient l'étain, le cuivre, les diamants. La capitale de ces établissements, Batavia, égale, sinon pour la population, au moins pour le trafic et pour le luxe, les plus grandes villes anglaises des Indes. Cet archipel océanien est comme une ferme immense, exploitée avec une rigueur que déjà certains écrivains hollandais dénoncent comme excessive, et qui provoque à Sumatra, à Bornéo, des révoltes assez dangereuses.

La vie maritime. — A cette expansion coloniale correspond naturellement une grande activité commerciale. A défaut de sa royaute des mers, la Hollande a gardé la science du négoce, la tradition des grandes affaires. Bien que sa flotte marchande ne soit plus qu'au cinquième rang en Europe, elle est considérable par rapport à l'étendue du pays et fait un chiffre d'exportations et d'importations très élevé. C'est dans ses grands ports qu'il faut voir la Hollande à l'œuvre. Amsterdam, bâtie sur pilotis, dans les eaux mêmes du golfe de l'Y; Rotterdam, le véritable port rhénan, plus jeune, mais déjà presque aussi riche, font bien connaître l'intensité de sa vie maritime.

BELGIQUE.

La Flandre du moyen âge. — La Belgique est un des plus jeunes États européens et l'un des plus prospères. Mais cette prospérité n'est en réalité qu'une résurrection, ou, si l'on veut, un héritage recouvré après de longues vicissitudes. Dès le moyen âge en effet, au XIV^e siècle surtout, on voit dans les grasses plaines de Flandre de populeuses cités : Gand, Bruges, Ypres, Courtray, de 150 à 200 000 habitants ; 350 villes fermées, 6000 bourgs, une race pullulante, défrichant le sol, fabriquant la bière, le drap, les tapis. C'est comme un immense atelier rempli du bruit des métiers et du tapage des querelles ; car c'est aussi une ruche irritable, d'où les abeilles se précipitent, l'aiguillon en avant, sur les passants, sur les voisins, sur les troupes du comte ou les chevaliers du roi de France. Entre temps ces cités indomptables se battent entre elles furieusement ; elles élèvent des dictateurs, comme Jacques Artewelde, et les renversent. Nulle part plus de travail, de richesses, de colères.

Dominations étrangères. — Aussi l'unité ne s'y fit-elle pas, et peu à peu les guerres civiles livrèrent aux ambitions voisines ce plantureux et laborieux pays. A partir du XV^e siècle, ces provinces (Flandre, Brabant, Hainaut, Luxembourg, etc.) passent de main en main par conquête ou héritage : de la maison de Bourgogne à Charles-Quint, puis à Philippe II ; de l'Espagne à l'Autriche, en 1713 (traité d'Utrecht) ; de l'Autriche à la France, en 1797 (traité de Campo-Formio) ; de la France à la Hollande, en 1815 (traité de Vienne). On a vu comment en 1830 elles recouvrèrent leur indépendance. L'Angleterre défit alors, avec l'aide de la France, ce qu'elle avait fait, quinze ans auparavant, contre la France. La Belgique (elle reprit alors officiellement

ce vieux nom de l'époque gallo-romaine) se donna pour roi Léopold I^{er} de Saxe-Cobourg-Gotha (1831-1865), dont le fils, Léopold II, règne encore.

La neutralité du royaume de Belgique a été établie au moment de sa création : elle est garantie par les grandes puissances. Pour faire respecter cette neutralité, la Belgique a une armée qui peut s'élever à 100 000 hommes sur pied de guerre. Anvers est sa grande citadelle ; en outre, depuis 1887, les Belges ont construit plusieurs ouvrages, autour de Namur et de Liège, pour défendre le passage de la Meuse.

Décadence économique. — Sous ces dominations étrangères et surtout sous le joug très dur de l'Espagne, la prospérité du pays s'était éteinte. Gand languissait, Bruges était morte, le port d'Anvers était désert, Anvers dont Napoléon aurait voulu faire un « pistolet chargé au cœur de l'Angleterre ». Mais le coup ne partit pas ! La Hollande avait tiré à elle l'activité industrielle et commerciale des Flandres. La Belgique se stérilisait : elle ne produisait plus que des batailles ; car toutes les querelles européennes venaient se vider dans ces pays ardemment convoités, de Senef à Nerwinden, de Malplaquet à Fontenoy, de Jemmapes et Fleurus à Waterloo.

Richesses de la Belgique. La vie ouvrière. — Mais la Belgique affranchie retrouva son ancienne activité et fit revivre la Flandre du temps d'Artewelde. Par sa culture savante d'un sol en grande partie fertile, par son outillage industriel, par l'intensité de sa production et la multiplicité de ses échanges, la Belgique est une petite Angleterre. Cela est dû d'abord à la magnifique série de bassins houillers qui, de Mons à Liège, bordent la Haine, la Sambre et la Meuse. La Belgique extrait presque autant de houille que la France, et beaucoup de fer, et le zinc de la Vieille-Montagne. Aussi toutes les industries qui ont besoin du charbon et du métal jalonnent cette ligne, qui est en même temps une

des grandes voies internationales de l'Europe (chemin de fer de Paris à Berlin et Saint-Pétersbourg) : les verreries autour de Mons et de Charleroi, les produits chimiques à Namur, les machines autour de Liège, à Seraing, où sont les immenses ateliers Cockerill, les aînés du Creusot et d'Essen. — Au delà, Verviers ressuscite l'industrie lainière de la vieille Flandre. La Flandre, elle, s'est vouée au tissage du lin (Courtrai); la cité d'Artewelde, Gand, n'est plus « fondée sur draperie »; c'est le coton qui fait sa fortune, le coton que lui apporte Anvers, redevenu l'un des premiers ports de l'Europe, depuis qu'un arrangement avec la Hollande (1863) l'a affranchi de tout péage. — Autour de Bruxelles se groupent toutes ces industries et d'autres encore, comme l'industrie sucrière. Les hautes cheminées, empanachées de fumée noire, le flamboiement des fourneaux, le bruit des chemins de fer (dont le réseau est proportionnellement le plus développé de l'Europe), tout cela a modifié un peu le décor des Flandres du xive siècle; mais c'est la même fièvre de production, d'un bout à l'autre du territoire, dans cette population d'une extraordinaire densité (plus de 200 habitants par kilomètre carré).

Les races : Wallons et Flamands. — Rien ne manque à la ressemblance avec le moyen âge, pas même les querelles et les luttes, bien qu'elles n'aillent pas jusqu'à la guerre civile. La Belgique vit librement sous le gouvernement de son choix, une monarchie constitutionnelle (roi, Sénat, Chambre des députés). Mais les causes de conflit ne manquent pas et les rivalités des partis sont ardentes, pour diverses raisons.

D'abord le peuple belge (plus de 6 millions d'âmes) est partagé, à peu près par moitié, entre deux races qui diffèrent d'origine et de tempérament. A l'est et au sud de Bruxelles, sur la Sambre, la Meuse, le plateau des Ardennes, c'est la race wallonne, issue de la race gauloise dont elle a gardé la vivacité, l'esprit sati-

rique, le sens artistique et littéraire, la fibre guerrière. A l'ouest et au nord, sur la Lys et l'Escaut, dans la riche et monotone plaine de Flandre, ou dans la froide et stérile Campine, c'est la race flamande qui semble une épaisse coulée de matière germanique, dure au travail, lente et lourde, avec de soudaines explosions de colère. La langue française est la langue officielle du royaume en même temps que la langue des Wallons; mais le flamand, parlé par trois millions de Belges, commence à revendiquer ses droits.

Les partis politiques. Le suffrage universel.

— Politiquement la Belgique est divisée entre deux partis qui se contrebalaient à peu près et se succèdent au pouvoir, presque à intervalles réguliers : les libéraux et les catholiques. C'est surtout sur les questions d'écoles et d'enseignement, ou de développement des ordres religieux, que la lutte est ardente. Les ministères libéraux (Baras, Frère-Orban, etc.), multiplient les écoles d'État et combattent l'ingérence du clergé dans la politique; les ministères catholiques (Malou, Bernaert, etc.), favorisent la propagande religieuse et l'enseignement ecclésiastique. Actuellement, pour l'enseignement supérieur, la Belgique a deux Universités d'État, Gand et Liège, et deux Universités libres, celle de Bruxelles, libérale, celle de Louvain, catholique. Du parti libéral s'est détaché, sous M. Janson, un parti radical et démocratique, qui a si bien agité l'opinion qu'il a pu arracher au ministère catholique, après une campagne violente, le suffrage universel. On a établi en 1894 le *vote plural*. Tout citoyen a une voix; les chefs de famille en ont une de plus; certains titres capacitaires en confèrent une troisième. L'agitation recommence (1903) en faveur du suffrage universel pur et simple.

La question sociale. — Enfin sous ces diverses rivalités politiques se révèle et gronde la question sociale, celle-là inévitable dans un pays où il y a plus de 100 000 mineurs, et où plus d'un dixième de la

population est dans les manufactures ou les ateliers. L'organisation ouvrière se complète; il y a eu des grèves formidables, des menaces de grève générale, et à certains moments, dans les verreries qui avoisinent Charleroi et Mons, de véritables essais de *Jacquerie d'artisans*. C'est la rançon et le péril des merveilleux progrès économiques réalisés en un demi-siècle par ce pays si digne d'intérêt et que tant de liens rattachent au nôtre.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

On trouvera aisément, sur la carte de chaque État, les cantons ou provinces et leurs capitales. Nous indiquerons seulement les localités moins importantes.

1. SUISSE. — *Morgarten*, près de Zug, au centre de la Suisse. — *Sempach*, près de Lucerne. — *Granson*, sur les bords du lac de Neufchâtel. — *Morat*, sur un petit lac, à l'est de celui de Neufchâtel. — *Winterthur*, près de Zurich. — *Liestal*, au sud-est de Bâle.

2. PAYS-BAS. — *Saardam*, sur l'*Y*,

au nord d'Amsterdam. — *Rotterdam*, sur un des bras du Rhin, au sud de la province de Hollande. — *Les îles de la Sonde*, en Océanie, entre l'Indochine et l'Australie.

3. BELGIQUE. — *Ypres*, *Courtray*, dans la Flandre occidentale, entre la *Lys* et la mer. — *Charleroi*, sur la *Sambre*. — *Seraing*, près de Liège. — *Vieille-Montagne*, territoire neutre (capitale *Moresnet*) au nord de Liège. — *Verviers*, à l'est de Liège, près de la frontière allemande,

RÉSUMÉ HISTORIQUE

SUISSE (*République*).

Antiquité et moyen âge. — Population primitive, les *Helvètes* soumis par Jules César (58 av. J-C.). — Après le partage de l'Empire de Charlemagne, le pays fait partie du royaume de *Bourgogne*, du royaume d'*Arles*, de l'empire d'*Allemagne* (1033).

Temps modernes. — Au XIV^e siècle, soulèvement des quatre cantons (*Uri*, *Schwitz*, *Unterwalden*, *Lucerne*, 1308) contre la maison de *Habsbourg*. Au XV^e siècle, lutte contre *Charles le Téméraire* (1476). — Au XVI^e siècle, les cantons suisses s'allient à la France et prennent part avec elle aux *guerres d'Italie*. L'indépendance des cantons est reconnue par l'Empire aux traités de *Westphalie* (1648).

Époque contemporaine. — La constitution helvétique est deux fois remaniée par suite de l'intervention de la France (1798)

et 1803). En 1815, les traités de Vienne portent le nombre des cantons à 22 et donnent à la Suisse une constitution qui a été modifiée en 1848.

État actuel. — Superficie égale à un treizième de celle de la France. Population : près de trois millions d'habitants de langue française, allemande et italienne. Industrie active.

République fédérale, pas de président.

HOLLANDE ou PAYS-BAS (*Royaume*)

Antiquité. — Population primitive, les *Bataves*, de race germanique ; ils restent indépendants des Romains et luttent contre l'Empire (69 ap. J.-C.).

Moyen âge. — Fait partie des *Pays-Bas* : son histoire se confond avec celle de la *Belgique* (maisons de Bourgogne, d'Autriche, d'Espagne) (V. *Belgique*.)

Temps modernes. — Au XVI^e siècle, la Hollande embrasse la Réforme calviniste. Persécutions religieuses sous Philippe II. En 1572, révolte des *gueux* contre l'Espagne. Proclamation de l'indépendance (1579) et organisation des *Sept Provinces-Unies*, sous la direction d'un *stathouder*, Guillaume le Taciturne, de la maison d'Orange (1579-1584). Longue lutte. Indépendance reconnue par l'Espagne (1609).

Au XVII^e siècle, grande activité commerciale, acquisition de colonies. Guerre contre l'Angleterre (*Acte de navigation*, 1651). — Luttes contre la France sous la direction du stathouder Guillaume d'Orange (1672-1702).

Au XVIII^e siècle, décadence politique : la Hollande subit l'influence de l'Angleterre.

Époque contemporaine. — Coalition contre la Révolution (1793). Conquête par la Convention (1795). Organisation de la République Batave (1797). Création du royaume de Hollande (1806) pour Louis, frère de Napoléon. Confiscation par Napoléon (1810).

En 1815, réunion de la Belgique et de la Hollande et organisation de la monarchie constitutionnelle sous la dynastie de Nassau-Orange. Séparation en 1830 ; frontières des deux États fixées en 1839. — Le Grand-Duché de Luxembourg qui appartenait au roi de Hollande, sans faire partie du royaume, est passé en 1890 à un prince de Nassau.

État actuel. — Superficie égale au seizeième de celle de la France. Population : 4 millions d'habitants. Importance commerciale considérable. Bel empire colonial de 30 millions d'habitants,

principalement en *Océanie*. Capitale, *Amsterdam*; résidence du gouvernement, *La Haye*.

Reine, *Wilhelmine*, depuis 1890.

BELGIQUE (*Royaume*)

Moyen âge. — Conquête par les *Francs* (420 après J.-C.). Elle fait partie de la *Neustrie*. — Au traité de *Verdun* (843), elle est presque entièrement comprise dans la part de Lothaire (*Basse-Lorraine ou Pays-Bas*), puis partagée entre un grand nombre de seigneurs. — La partie la plus importante, la *Flandre*, est florissante par son commerce, son industrie, ses grandes villes, *Gand*, *Ypres*, *Bruges*. Fréquentes révoltes populaires et luttes contre la France, pendant la guerre de Cent ans. Elle passe sous la domination de la maison de *Bourgogne* (1384).

Temps modernes. — A la mort de *Charles le Téméraire* (1477), elle passe à la maison d'*Autriche*; puis, après l'abdication de *Charles-Quint* (1556), à la branche *espagnole* de cette maison, et au traité d'*Utrecht* (1713) à la branche *allemande*. — Champ de bataille des puissances voisines, Angleterre, France, Autriche, Hollande, sous Louis XIII, Louis XIV, Louis XV.

Époque contemporaine. — Conquête par la *Convention* (1794). Réunion à la France et division en départements. Théâtre de la dernière lutte de Napoléon (*Waterloo*, 1815).

Réunion à la *Hollande* par les traités de Vienne (1815). Révolution et affranchissement en 1830, avec l'appui de la France et de l'Angleterre (siège d'*Anvers*, 1832). Établissement de la monarchie constitutionnelle sous *Léopold de Saxe-Cobourg* (1831-1865). Elle forme alors, pour la première fois, un Etat indépendant.

Etat actuel. — Superficie égale au *dix-huitième* de celle de la France. Population : 6 millions d'habitants environ. Grande activité commerciale et industrielle. Capitale, *Bruxelles*.

Roi, *Léopold II*, depuis 1865.

SUJETS A ÉTUDIER

I. La Hollande et les eaux. — La vie maritime, ce n'est pas assez dire en parlant de la Hollande; il faudrait dire la vie aquatique; car le peuple hollandais passe sa vie à débrouiller, à transformer et à utiliser les deux éléments, la terre et l'eau. Dans la plus grande partie du pays, les routes sont des canaux, dont les bateaux sont les omnibus ou les chars. C'est par eux, beau-

coup plus que par les chemins de fer, dont le réseau n'est pas très considérable, que se fait l'échange des riches produits des *polders* hollandais, de la *région verte* de Frise. Ces terres ont été conquises sur les eaux intérieures ou extérieures par des travaux d'endiguement et de desséchement. On a épuisé en effet, au moyen de puissantes machines à vapeur, les étangs, les mers intérieures, comme la mer de Harlem. On songe à dessécher le Zuyderzee (au moins en partie), pour le livrer à la culture. Pour cette lutte de chaque jour, la Hollande a comme une armée admirablement organisée, ou, si l'on veut, un ministère de la mer, le *Waterstadt* le corps d'ingénieurs, sur la vigilance duquel reposent la sécurité et la prospérité du pays. On voit qu'il n'y a qu'un mot de trop dans l'amusante boutade de Voltaire, qui, mécontent des Hollandais, leur crierait en partant : « Adieu, canaux, canards, canailles ! »

II. La question du Luxembourg. — Après avoir été une grande province suivant les destinées des Pays-Bas, le Luxembourg était réduit en 1815 à un petit territoire de 213 000 habitants, dont on fit le grand-duché de Luxembourg. Le traité de Vienne le donna, non à la Hollande, mais au roi de Hollande. Il gardait sa constitution spéciale, il fut rattaché commercialement au Zollverein allemand. Mais en 1890 le roi des Pays-Bas, Guillaume, étant mort sans héritier mâle, le grand-duché a fait retour à la branche ainée de la maison de Nassau. Le grand-duc actuel est Adolphe de Nassau, un des princes allemands dépossédés en 1866. Toutefois les Luxembourgeois ont montré clairement qu'ils ne voulaient pas être germanisés. La question est intéressante pour l'Europe. Le Luxembourg n'est pas seulement un pays industriel et riche en minerai de fer : c'est une position militaire importante, une des routes de l'invasion en France. La place a été démantelée en 1867 à la suite d'un conflit entre la France et la Prusse. (Voir le chapitre IX.)

TROISIÈME PARTIE

EXPANSION DES EUROPÉENS DANS LE MONDE

Causes de l'expansion des Européens.— Cette histoire est comme un appendice naturel de l'histoire de l'Europe elle-même. Tous les hommes d'État comprennent que les temps sont passés des grandes conquêtes en Europe, que le respect des nationalités s'impose de plus en plus, que les hommes n'aiment pas la guerre, qui ne profite qu'aux souverains. L'Europe d'ailleurs est comme une étroite prison, trop petite pour contenir ses habitants; ses richesses de tout ordre sont depuis longtemps appropriées et ne peuvent plus satisfaire à l'appétit des nouveaux venus qui désirent leur part légitime des biens de ce monde. Les travailleurs les plus énergiques, à qui ne répugnent pas les aventures, doivent donc tenter ailleurs la fortune. Dans les autres continents, ils trouvent des races moins actives ou même presque complètement inertes, qui ne savent pas utiliser les richesses de leur propre sol. Ailleurs ce sont d'immenses étendues de terres vacantes, où le premier occupant peut surveiller librement son domaine. On comprend dès lors l'émigration des Européens vers des contrées absolument neuves, ou encore insuffisamment

exploitées. Les États encouragent ces efforts individuels, qui deviennent au bout de quelque temps le point de départ d'une action publique. Quand des citoyens d'une même patrie ont multiplié dans un même pays les explorations et les comptoirs, il est tout naturel qu'ils s'y abritent du drapeau national. Ainsi s'expliquent les guerres coloniales, l'établissement par la force des colonies ou des protectorats. Chaque État y fait preuve de vigueur, et se propose d'en obtenir un accroissement de richesse et d'influence.

Lors même que l'enfant est devenu majeur et se suffit à lui-même, il ne cesse de garder avec la mère patrie un lien familial intime. La langue, la religion, les traditions se maintiennent dans l'État nouveau avec une sorte de piété filiale. Les besoins sont les mêmes et la métropole ne cesse pas d'être le principal marché d'approvisionnement de la colonie affranchie. C'est un essaimage où les deux intéressés profitent également. Ici une distinction s'impose entre les établissements dans l'ancien et dans le nouveau monde.

L'ancien monde et les colonies d'exploitation. — Dans l'ancien monde, en Asie et en Afrique, les Européens rencontrent en face d'eux des populations indigènes fortement constituées, condensées en grand nombre sur bien des points, et presque partout susceptibles, au contact de races d'intelligence supérieure, d'arriver à un niveau de civilisation plus élevé. Là les Européens sont des chefs et des guides : ils ne peuvent songer à se substituer complètement aux indigènes ; la terre est occupée, mais mal travaillée ; les populations ne savent pas en recueillir les richesses ; elles restent à la fois oisives et misérables. Que l'Europe envoie dans ces contrées des contremaîtres, des ingénieurs, des chefs d'industrie ; tout changera en peu de temps : la main-d'œuvre indigène, qui se paye à un prix dérisoire, fera les gros travaux ; les Européens surveilleront et dirigeront. Tout le monde y aura profit, et

la richesse publique augmentera rapidement. Il suffit donc d'un petit nombre d'Européens pour mettre en exploitation ces riches contrées, en prenant le mot d'exploitation dans sa meilleure et sa plus honnête acception. Ce sont donc seulement des *colonies d'exploitation* qui sont possibles dans l'ancien monde. Les Français ne peuvent guère en fonder d'autres à cause du petit nombre des émigrants qui résulte du faible accroissement actuel de la population et de la répugnance générale à émigrer.

Le nouveau monde et les colonies de peuplement. — Dans l'Australie et l'Amérique au contraire, la population est clairsemée. Elle est composée de sauvages dont la plupart ne s'élèvent guère au-dessus des derniers échelons de l'espèce humaine. Ils sont incapables de tout progrès, vivant nus, de chasse et de pêche, n'apprécient de la civilisation européenne que l'ivrognerie. Ils ont d'immenses étendues de terre qu'ils ne suffiraient pas à exploiter, à supposer qu'ils fussent capables d'aucun travail sérieux. Les Européens trouvent dans ces contrées des terres à bon marché, de riches mines sans emploi. Ils doivent s'y établir en grand nombre, et se substituer peu à peu aux indigènes qui disparaissent rapidement par un simple effet de la sélection naturelle et de la concurrence vitale. Le nouveau monde est donc destiné à devenir une succursale de l'Europe. Les Européens y affluent de plus en plus, deviennent les possesseurs uniques de la terre et fondent des États où les institutions de l'Europe sont introduites de toutes pièces. Ces colonies sont des *colonies de peuplement*. Les Espagnols et les Portugais ont fondé les premières, qui se sont affranchies dès le commencement de ce siècle. Les Anglo-Saxons sont venus ensuite. Déjà les Etats-Unis vivent de leur vie propre : et le temps n'est pas loin où les autres colonies anglaises du nouveau monde feront reconnaître à leur tour leur indépendance.

Colonisation slave, germanique, latine. —

Dans ces dernières années l'expansion coloniale des différents peuples a pris toutes les allures d'une rivalité fiévreuse. C'est une course effrénée à la poursuite des terres vacantes et de la tutelle des États indigènes encore trop faibles pour sauvegarder leur autonomie. Les Russes s'étendent de proche en proche parmi les peuples barbares de l'Asie centrale et septentrionale. C'est la colonisation slave. Les Anglais et les Français ont acquis en Asie et en Afrique de grands empires sur lesquels ils ont à temps fait valoir des droits. Les Allemands et les Italiens, les derniers venus dans ce concours, ont pu faire flotter leur drapeau sur quelques domaines encore inoccupés de l'Afrique; mais ils se portent en masses encore plus compactes vers l'Amérique. Ainsi la colonisation anglo-saxonne s'oppose à la colonisation latine dans l'ancien comme dans le nouveau monde. Ainsi la diversité des intérêts coloniaux est une raison de plus pour les peuples d'Europe de s'observer jalousement entre eux et de maintenir le pied de paix armée qui les épuse.

Conséquences heureuses pour les Européens et pour les indigènes. — Cependant tout le monde profite de cette expansion coloniale. Les établissements ainsi créés sont de grands marchés, où s'approvisionne largement de matières premières la métropole, et des débouchés commerciaux, précieux pour les produits de son industrie. Même affranchis, les nouveaux Etats ne cessent pas de vivre suivant les habitudes de la mère patrie et d'entretenir avec elle leurs plus nombreux échanges. Ils sont comme son image rajeunie. Les peuples soumis tirent encore de plus grands profits de cette association laborieuse avec leurs aînés dans la vie civilisée. Le temps n'est plus des proscriptions en masse des indigènes par un Pizarre ou un Cortez. L'Européen sait qu'il n'y a pour lui ni profit ni honneur, s'il n'élève peu à peu jusqu'à lui les indigènes. Mettre en

valeur des terres incultes, exploiter des mines ignorées, asservir plus étroitement une nature indomptée jusque-là et qui rapporte une abondante contribution aux besoins de l'homme; surtout élever l'indigène par l'instruction, faire cesser les guerres, extirper l'esclavage, multiplier les voies de communication, développer la prospérité publique et améliorer la vie de chacun, telle est la tâche qui incombe à l'Européen et qu'il devra accomplir partout où il s'établit, au grand profit de l'humanité. Déjà les Européens ont peuplé ou conquis l'Amérique, l'Australie, l'Afrique; l'Asie elle-même est entamée toujours plus loin. Bientôt il ne restera plus une seule place inoccupée sur toute la surface du globe.

CHAPITRE XIX

LES ÉTATS-UNIS AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

I. Formation politique des États-Unis. — Origine des treize colonies. — La guerre de l'indépendance (1776-1783). — Les partis : fédéralistes et républicains. — La Constitution (1787-1789). — Son caractère fédéral. — Extension des États-Unis au XIX^e siècle. — Traité de Guadalupe (1848).

II. Les difficultés intérieures. — Les crises intérieures : intérêts opposés des États du Nord et du Sud. — La question des tarifs. — La question de l'esclavage. — Les nouveaux partis : les démocrates et les républicains. — Union prolongée des démocrates avec les esclavagistes. — Progrès de l'esclavage.

III. La guerre de sécession (1861-1865). — Election d'Abraham Lincoln (1860). — La sécession : Jefferson Davis. — Fédéraux et confédérés ; leurs forces respectives. — La guerre : 1^o Succès partagés (1861-1862). — 2^o Grant et Lee. — Victoire définitive des fédéraux (1863-1865). — Abolition de l'esclavage.

L'Amérique. Les États-Unis. — L'Amérique est devenue au XIX^e siècle une sorte de prolongement de l'Europe. Elle a emprunté à l'Europe ses populations, ses langues, ses institutions. A l'image de l'Europe, elle a multiplié les grandes entreprises et demandé à la culture du sol ou à l'exploitation des mines les richesses qui commencent à devenir plus rares sur notre vieux sol, exploité depuis tant de générations.

Parmi les États américains, nul n'est arrivé à une fortune plus brillante que la république des Etats-Unis. Son histoire montre le plus frappant exemple de la formation d'un grand peuple. Sur un sol riche et vierge, une puissante démocratie est née en pleine liberté et grâce à une complète égalité entre ses membres. Les institutions libres de l'Angleterre transplantées au delà des mers s'y sont transformées au souffle égalitaire de nos principes français. C'est un des phénomènes historiques les plus intéressants et les plus féconds.

Formation des treize colonies américaines.

— Les commencements furent humbles : les premiers colons, venus au temps d'Élisabeth, ne trouvèrent point l'or qu'ils cherchaient ; ils se livrèrent à la pêche au nord, sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre ; à la culture du tabac, plus au sud, dans la Virginie. En 1620, ceux-ci échangeaient quelques livres de tabac contre des « femmes pures et sans tache », qu'un industriel s'était chargé de leur faire venir d'Angleterre. Les puritains chassés par la persécution s'établirent à Boston ; les catholiques de lord Baltimore, dans le Maryland ; les quakers de Guillaume Penn, dans la Pensylvanie ; les courtisans de Charles II, dans les deux Carolines. C'était un monde très disparate. Les puritains n'admirent d'abord aux droits politiques que leurs coreligionnaires. Les *cavaliers* de la Virginie apportèrent avec eux le droit d'aînesse et certains autres priviléges féodaux. Berkeley, l'un de leurs gouverneurs, se vantait de proscrire l'instruction : « Il n'y a ici, j'en remercie Dieu, ni écoles publiques, ni imprimerie, et j'espère qu'il n'y en aura pas de cent ans. »

Mais, en présence de la nature vierge à mettre en valeur, un homme vaut un homme. Les priviléges s'effacent vite ; l'égalité naît d'elle-même. De plus, ces colons, d'origines si diverses, n'étaient pas la lie d'une population familière. La plupart s'étaient exilés pour une *idée*. Ils voulaient conserver intactes leurs croyances

religieuses, leur liberté politique. Ils étaient pour la plupart protestants convaincus, grands lecteurs de la Bible et par suite avides de l'instruction qui permet la lecture et qui rend la méditation féconde. Jouissance de la liberté et de l'égalité, rapide développement de l'instruction populaire, tels furent avec la fertilité du sol les éléments de prospérité du nouvel établissement. Treize colonies se formèrent ainsi entre les Alleghanies et la mer, dans la Nouvelle-Angleterre et la Virginie. Elles furent fondées soit par des compagnies, soit par des propriétaires, soit directement par la couronne. Mais, malgré leurs différentes origines, elles eurent toutes un gouvernement à l'image de la métropole : un gouverneur chargé du pouvoir exécutif, nommé par l'autorité dont dépendait la colonie ; une chambre haute, nommée de même parmi les propriétaires du pays ; une chambre basse, choisie par le suffrage populaire, tel était le type commun de chaque gouvernement local.

L'indépendance (1776-1783). Discussions intérieures. — On sait comment les colons anglais se soulevèrent au milieu du XVIII^e siècle : ils voulaient échapper aux monopoles commerciaux de l'Angleterre et éviter de payer les taxes que la métropole prétendait leur imposer, sans qu'elles eussent été votées par les intéressés. Grâce à leur ardeur patriotique, grâce au concours désintéressé de la France, les Américains, après une lutte mémorable de sept années, obtinrent gain de cause. Leur indépendance fut solennellement reconnue par l'Angleterre au traité de Paris (1783)¹. Cependant avec l'ère du triomphe, l'ère des difficultés commençait : les finances étaient dans le plus grand désarroi ; industrie, commerce, marine, tout dépérissait. Chaque État menaçait de s'isoler et de former une république à part. On comprenait la nécessité de donner une constitution fédérale aux treize colonies ; mais deux

1. Voir notre cours de première année, chap. xxix.

partis hostiles travaillaient dans un esprit absolument opposé : les *fédéralistes*, Hamilton, John Adams, Jay, voulaient fortifier le pouvoir central, tandis que les *républicains*, Jefferson, Madison, Livingstone, Munroë voulaient au contraire étendre la liberté de chaque État. L'Angleterre épiait d'un œil jaloux cette décomposition croissante, dans l'espoir de rétablir bientôt son autorité à la faveur des querelles intérieures. A force de patriotisme et d'habileté, en imposant leur ascendant incontesté aux deux partis, Washington et Franklin rendirent à leur pays ce suprême service de trouver un compromis entre les opinions opposées. La *convention de Philadelphie* (1787) discuta et adopta la constitution qui régit les États-Unis depuis cette époque.

Constitution des Etats-Unis (1789). — Le pouvoir législatif fut attribué au Congrès, comprenant deux chambres : une *chambre des représentants*, élue pour deux ans à raison d'un représentant par 30 000 habitants au moins¹, par le suffrage universel et direct ; et un *Sénat*, élue pour six ans, se renouvelant tous les deux ans par tiers, nommée par la législature de chaque État, à raison de deux sénateurs par État, quelle qu'en soit la population. Le congrès vote les lois et les impôts fédéraux, lève les contingents de l'armée et de la flotte et constitue les tribunaux inférieurs à la cour suprême. Le pouvoir exécutif est confié à un *président* ; il est nommé pour quatre ans par des électeurs choisis dans chaque État, en nombre égal à celui des représentants et sénateurs qu'envoie cet État. Le président a le commandement de l'armée et de la flotte, choisit librement ses ministres, qu'il couvre de sa responsabilité : il nomme les ambassadeurs, les officiers supérieurs et les neuf membres de la cour suprême de justice, déclare la guerre et signe

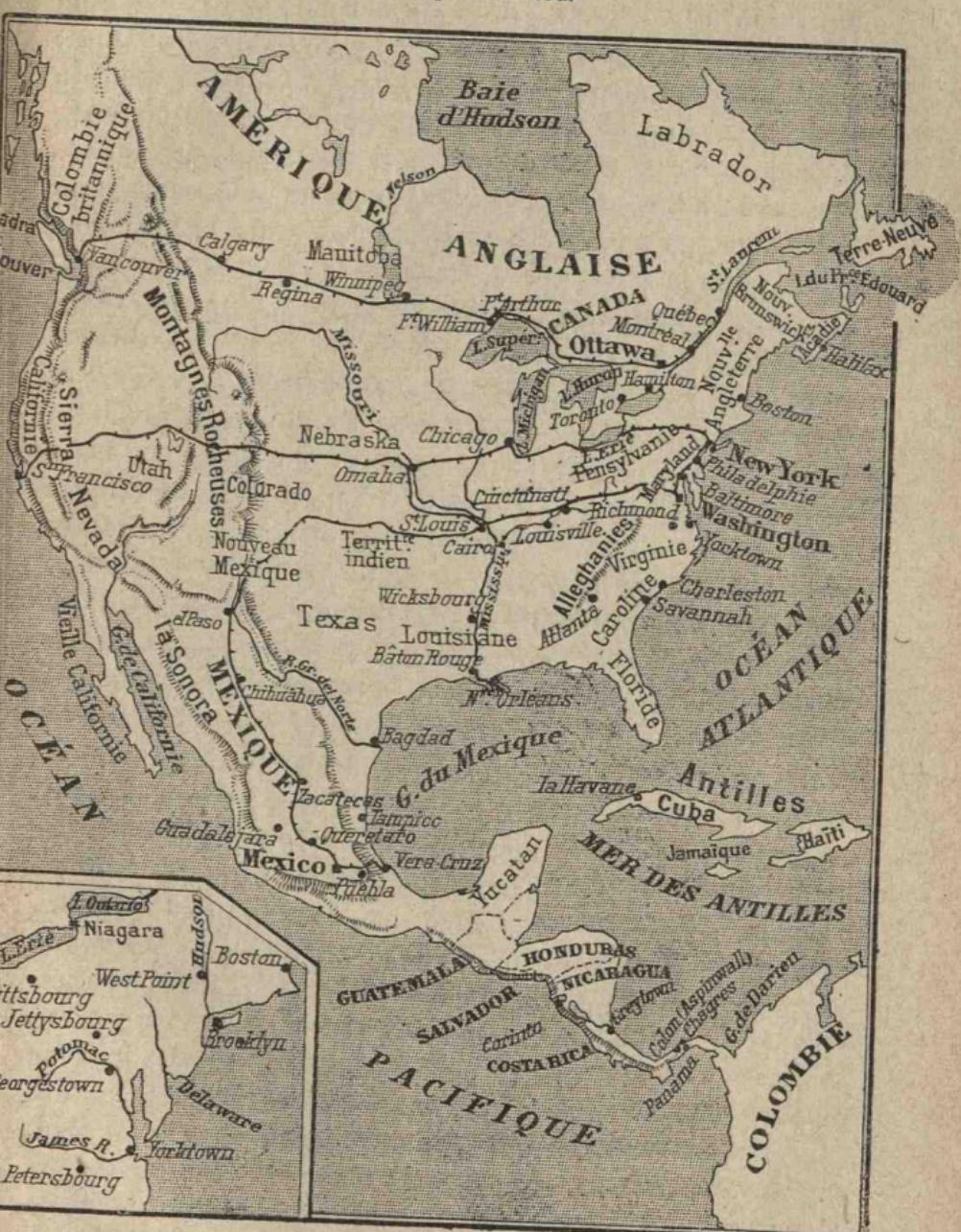
1. Tous les dix ans le Congrès fixe à nouveau le nombre des sièges attribués aux représentants en proportion de la population. En 1890, le nombre des

sièges a été fixé à 356, à raison de 1 pour 174 000 habitants. Il y a actuellement 47 Etats et par conséquent 94 sénateurs.

les traités de paix, mais seulement avec l'approbation du Sénat. Le pouvoir judiciaire est exercé par les neuf membres de la *Cour suprême*, qui juge les conflits entre les États et approuve ou rejette les amendements à la constitution. Les juges de la cour suprême sont nommés à vie. Il faut vingt-cinq ans au moins pour être représentant, trente ans pour être sénateur et trente-cinq pour être président. Chaque État se donne à lui-même sa constitution, mais cette constitution doit être république : partout un gouverneur exerce le pouvoir exécutif, et une législature composée de deux Chambres a le pouvoir législatif. Mais le mode de nomination, la durée des pouvoirs, les taxes, les tribunaux, la législation civile et la procédure criminelle présentent d'assez notables différences, bien que se rapportant à quelques types peu nombreux, qui sont invariablement adoptés par les États de formation nouvelle.

Caractère fédéral de la constitution. — Pour bien comprendre l'esprit de cette constitution, il faut se souvenir qu'elle est avant tout fédérale ; que les États y ont leur vie propre et leur large part d'autonomie ; qu'ils n'ont laissé à la disposition du Congrès que le règlement des matières législatives qui étaient d'un intérêt exclusivement national. Dans la déclaration des droits qui précède la constitution, le texte rappelle toutes les vieilles libertés anglaises : liberté de la presse, d'association, des cultes, jugement par le jury, inviolabilité du domicile et de la propriété privée. En réalité cette déclaration implique seulement que le Congrès est tenu de laisser en toutes ces matières pleine liberté aux législatures de chaque État, et que, par conséquent, ce sont autant de questions sur lesquelles le Congrès n'a pas le droit de légiférer. De même le Sénat n'est pas, comme il l'est devenu dans la suite, une chambre modératrice de la Chambre des représentants. Les sénateurs, qui représentent non la population, mais les États, sont les chargés de pouvoir de chaque État dans le gouvernement fédéral.

Amérique du Nord.



On comprend dès lors qu'ils soient associés à l'exercice du pouvoir présidentiel, par l'approbation des choix faits pour les plus hautes fonctions ou pour la décision des affaires les plus importantes. Le Sénat fut d'abord une sorte de conseil d'État avant d'être une vraie Chambre législative. Malgré cette défiance des États particuliers, la constitution nouvelle consacrait l'existence d'un président, de ministres, de troupes et de finances fédérales; elle avait toute l'élasticité nécessaire pour permettre à de nouveaux États de se joindre aux plus anciennes colonies. C'était une république qui pouvait durer, une fédération qui pouvait agir.

Extension du territoire de l'Union. — Depuis un siècle que cette constitution est entrée en vigueur, l'essor des Etats-Unis ne s'est pas un instant ralenti. Les immigrants sont venus s'établir en grand nombre sur un sol qui leur prodigue les richesses. L'extrême bon marché de la terre, le taux peu élevé des taxes, l'entièvre liberté, la paix profonde étaient autant d'attrait pour des hommes jeunes, robustes, entreprenants, qui attendaient tout de leur travail. L'ancienne frontière des Alleghanies a été franchie au bout de peu de temps; la vallée de l'Ohio, puis bientôt celle du Mississippi ont été couvertes de pionniers. Le nombre des États s'est rapidement accru et le territoire de l'Union s'est agrandi par d'importantes acquisitions. La Louisiane a été achetée au premier consul au prix de 80 millions (1803)¹. Les États-Unis ont soutenu avec les Anglais une guerre heureuse pour protester contre leur tyrannie maritime à l'époque du blocus continental (1811-1814). La Floride a été cédée en 1819 par l'Espagne. L'annexion du Texas (1845) a amené une guerre avec le Mexique, terminée par le traité de Guadalupe (1848), qui donna aux

1. La Louisiane, colonisée au temps de Colbert par le Français Cavelier de la Salle, fut cédée à l'Espagne par le traité de Paris (1763), pour la dédommager de la perte de la Floride. Au

traité de Versailles (1783), l'Espagne recouvrira la Floride et promit de restituer la Louisiane à la France. Cette restitution ne fut opérée qu'en 1801.

États-Unis les solitudes sans bornes de la Californie et du Nouveau-Mexique. Enfin le territoire d'Alaska a été acheté aux Russes en 1867. Ainsi s'est formée une fédération d'États dont le territoire, étendu de l'un à l'autre Océan, est presque aussi grand que celui de l'Europe et vaut 17 Frances juxtaposées. La constitution américaine de 1789 a été assez élastique pour se prêter sans modification sérieuse à cette extension inespérée. En 1860, le nombre des États était passé de 13 à 33, le chiffre de la population de 4 à 31 millions d'habitants. Les Etats-Unis exerçaient dès cette époque une prépondérance incontestée dans tout le Nouveau Monde. Le rayonnement de leur prospérité matérielle causait à l'Europe comme un éblouissement.

Difficultés intérieures. — Cependant des crises intérieures s'étaient déjà produites; d'autres plus menaçantes encore semblaient poindre à l'horizon. Les intérêts n'étaient pas les mêmes pour les différents États de l'Union. Ceux du Nord, formés par l'expansion de la Nouvelle-Angleterre, habitée par les *Yankees*, avaient une marine nombreuse, un commerce étendu, une industrie naissante qu'il fallait protéger contre la concurrence des produits manufacturés de l'Europe. Ils ne connaissaient que le travail libre. Ceux du Sud, qui formaient le prolongement de l'ancienne Virginie, enrichis par la culture de la canne à sucre et surtout du coton, n'avaient ni marine, ni industrie, ni commerce, et prétendaient recevoir en toute franchise les produits européens en échange de leurs balles de coton; c'étaient des planteurs, qui faisaient travailler leurs terres par des esclaves noirs. Les uns réclamaient des tarifs protecteurs, les autres étaient libre-échangistes. Les uns avaient mis en culture leurs terres à l'aide de travailleurs libres; les autres prétendaient ne pouvoir se passer de l'esclavage.

En outre, les anciens partis s'étaient reconstitués avec d'autres principes ou sous d'autres noms; les *républicains* avaient repris la plupart des anciennes doc-

trines des fédéralistes et prétendaient sacrifier au besoin quelques-unes des libertés particulières des États à la nécessité suprême de maintenir et de resserrer l'Union. Les *démocrates*, s'appuyant au contraire sur la thèse chère aux anciens républicains, soutenaient que le gouvernement central devait toujours s'effacer devant les décisions légales des États particuliers. Les républicains étaient devenus des fédéralistes ardents ; les démocrates étaient des décentralisateurs convaincus.

La question de l'esclavage. — La question de l'esclavage était précisément une de celles qui depuis 1820 étaient réservées à la décision de chaque État particulier. Aucun parti ne prétendait la régler d'une façon uniforme dans les États déjà existants. Mais dans les États nouveaux qui se formaient, ou dans les territoires qui s'ajoutaient à l'Union, le Congrès n'avait-il pas le droit d'imposer comme loi fondamentale que l'esclavage n'existerait pas ? Les républicains se prononçaient nettement en faveur de cette intervention du Congrès pour empêcher toute extension nouvelle de la plaie de l'esclavage. Les démocrates y étaient opposés. Leur alliance avec les esclavagistes du Sud assura pendant longtemps les progrès de l'esclavage. Sur 19 présidents qui se succéderent depuis la mise en vigueur de la constitution, 13 d'entre eux se montrèrent favorables à l'esclavage. Le *compromis de 1850* laissa aux premiers occupants dans le Texas et le Nouveau-Mexique le choix entre le régime de la liberté et celui de l'esclavage, et le *bill de Nebraska* permit aux propriétaires de rechercher leurs esclaves fugitifs même dans les États où l'esclavage avait été proscribt. Maintenir l'esclavage dans la libre Amérique semblait à la fois une anomalie et une monstruosité.

Cependant les démocrates perdaient du terrain dans les États du Nord : l'opinion publique protestait avec une énergie croissante contre toute extension nouvelle de l'esclavage. L'exécution de John Brown, du Kansas, pendu pour avoir appelé les esclaves à la liberté, et le

touchant récit des misères de « l'oncle Tom¹ » qui fit couler tant de larmes, amenèrent un revirement. A l'élection de 1860, Abraham Lincoln fut nommé président. « La liberté, avait-il dit dans ses proclamations, est la condition naturelle de l'homme. Dès lors ni le Congrès, ni aucune législature locale, ni aucune personne n'a le droit d'établir l'esclavage dans aucun territoire de l'Union. » Cette élection fut le signal d'une épouvantable guerre civile.

La sécession. Fédéraux et confédérés (1861).

— Onze Etats à esclaves, tous situés au sud, firent sécession, et, sous le nom d'*États confédérés*, élèverent à la présidence Jefferson Davis. Les fédéraux restèrent fidèles à l'Union et à Lincoln. Ceux-ci avaient l'avantage du nombre (22 États contre 11) et de la population (21 millions d'âmes contre 10 millions, sur lesquels environ quatre millions de nègres). Mais les hommes du Sud étaient personnellement supérieurs à ceux du Nord. Beaucoup de leurs officiers étaient sortis de l'école militaire de West-Point. Ils étaient de race aristocratique et avaient une réelle entente de l'art militaire : d'ailleurs ils conservèrent longtemps de secrètes sympathies parmi les démocrates du Nord, qui, tout en condamnant l'esclavage, ne croyaient pas, à l'égard de cette question particulière, que le pouvoir central eût le droit d'empêter sur l'autorité locale des États. On s'explique dès lors les succès prolongés des confédérés, malgré l'infériorité évidente de leurs ressources. Mais la foi aveugle de Lincoln, l'ardente passion des fédéraux, leurs héroïques sacrifices à une cause qu'ils croyaient avec raison humaine et juste leur assurèrent en fin de compte un triomphe complet. La guerre fut faite d'abord en vue du maintien de l'Union. Elle aboutit fatallement à l'abolition de l'esclavage. Lincoln n'avait ni armée, ni trésor ; il fit appel aux volontaires ; il mit en circulation du papier-

1. *La Case de l'oncle Tom* est un récit de miss Beecher Stowe, qui décrit avec une simplicité touchante la misérable condition des esclaves et les mauvais traitements dont ils étaient victimes.

monnaie ; des avocats, des agriculteurs, des professeurs, furent improvisés généraux : il s'arrogea, en vue de hâter la victoire, une sorte de dictature militaire que nul de ses partisans ne lui contesta.

Lincoln et Jefferson Davis. Les plans militaires. — Le plan de Jefferson Davis et des généraux du Sud, Beauregard, Johnston et Jackson, surtout de Lee, grand homme de guerre, d'une inépuisable fécondité en ressources, était de bloquer Washington, capitale des fédéraux, et d'y faire prisonnier le Congrès. Lincoln imposa à ses lieutenants, Mac-Clellan, Meade, Grant, Butler, Sherman, Sheridan et à l'amiral Farragut, de bloquer les ports, afin d'enlever aux confédérés tous les secours de l'Europe ; de s'emparer de la ligne du Mississippi, pour les priver des ressources des Etats de l'Ouest. Une fois réduits à leurs seules forces, les confédérés seraient poussés de toutes parts vers leur capitale Richmond, enfermés dans un cercle de fer et de feu et contraints à se rendre. Plan gigantesque, qui nécessitait des forces énormes, une énergie implacable, une persévérence exceptionnelle, mais qui devait fatallement réussir avec le temps. Il fallait lutter, disait Lincoln, « jusqu'à ce que chaque goutte de sang versée sous le fouet eût été payée par une autre versée par l'épée ».

Les deux premières années se passèrent en allées et venues des deux armées entre Washington et Richmond, dans les parages du James River, où Lee garda presque toujours l'avantage sur Mac-Clellan. Mais déjà la faible marine du Sud avait été détruite, et Cairo, la Nouvelle-Orléans, étaient aux mains des fédéraux. A partir du 1^{er} janvier 1863, tous les esclaves des États en guerre avec l'Union furent déclarés libres : la mesure fut suspendue seulement pour les États mixtes qui, tout en gardant leurs esclaves, ne s'étaient pas séparés de l'Union. Dans ceux-ci, l'affranchissement devait avoir lieu plus tard, par des moyens amiables. Bientôt les deux derniers postes des confédérés sur le Mississippi, Wicks-

burg et Bâton-Rouge, tombèrent entre les mains du général Grant à la suite d'assauts horriblement meurtriers. Meade, par la sanglante bataille de Gettysburg, qui dura trois jours, rejeta Lee au delà du Potomac. La rébellion était circonscrite dans les États de la Géorgie, des deux Carolines et de la Virginie (1863).

L'année 1864 amena les succès décisifs. Grant, mis à la tête de l'armée du Potomac, livra à Lee « avec une téna-cité de bouledogue » des attaques multipliées. Il opéra sa jonction avec Butler, le chef de l'armée du James River. Ses lieutenants se rapprochaient. Sherman, un grand général d'inspiration, le Condé de cette guerre, refoula triomphalement les confédérés des bords du Mississippi à ceux de l'Atlantique, enlevant sur son passage Atlanta et Savannah, et ne laissant après lui que des ruines. Sheridan ferma à Lee tout espoir de s'échapper par le nord-ouest. Le cercle de fer et de feu se resserrait. La prise de Charleston par Sherman enleva aux confédérés leur dernière place maritime. Enfin le grand coup fut frappé dans la *campagne des 10 jours*. Grant, Butler, Sherman et Sheridan, ayant opéré leur jonction, s'emparèrent de Pétersbourg, forcèrent Lee à évacuer Richmond, et enfin à se rendre à discréption avec son lieutenant Johnston. Lee n'avait plus que 25 000 hommes. Grant en avait fait manœuvrer 367 000¹ !

Conclusion. — Ainsi se termina par l'écrasement complet des sécessionnistes cette guerre, où la fureur fut portée de part et d'autre aux dernières extrémités. Elle coûta aux États du Nord 15 milliards et 280 000 hommes dont un tiers morts à l'ennemi : les pertes des sécessionnistes, quoique vaincus, furent certainement moindres, parce que leurs ressources étaient plus faibles. Aucune statistique sérieuse n'a d'ailleurs été faite du nombre de leurs victimes et leur dette n'a pas été reconnue par les vainqueurs. De part et d'autre les adversaires ont

¹. Pour l'index géographique et le résumé historique, voir le chapitre suivant.

déployé cette énergie, cet acharnement, ce mépris de la vie humaine qu'ils apportent dans toutes leurs entreprises. Le Nord a triomphé malgré d'épouvantables hécatombes humaines, parce qu'il représentait la grande cause de l'*Union*, c'est-à-dire la patrie elle-même, et la cause non moins noble de la liberté humaine. Malgré le culte du succès à tout prix et le dédain apparent des forces morales qu'affiche l'Américain, comme une preuve trompeuse de sa force, c'est *l'idée* qui a triomphé. Elle avait été bien représentée par le digne président Lincoln, la plus haute incarnation de la grande patrie américaine, frappé à mort dans un théâtre par un misérable fanatique esclavagiste; mais sa noble figure domine et purifie les champs de massacre de cette horrible tuerie fratricide.

SUJET A ÉTUDIER

L'esclavage en Amérique. — 1^o *Origines.* — La race indigène des Peaux-Rouges est trop faible pour le travail des mines. Réclamation de l'évêque Las Casas en leur faveur. — Dès la fin du xvi^e siècle, des convois de nègres sont envoyés d'Afrique en Amérique pour le travail des plantations et l'exploitation des métaux précieux. — C'est le point de départ de *la traite*.

2^o *La traite.* — Faveur de la traite en Europe à cause des grands profits qu'elle rapporte. Compagnies formées dans tous les pays. Les plus grands personnages s'y intéressent : Jacques II, roi d'Angleterre; Voltaire (« J'ai fait une bonne affaire et une bonne action », dit-il à ce propos). Colbert cherche seulement à adoucir le sort des esclaves grâce aux prescriptions du *Code noir* (1685). — Excès de la traite au xviii^e siècle. — Les guerres en Guinée et au Soudan, pour faire des prisonniers qui seront vendus comme esclaves. « A chaque plantation d'Amérique correspond un cabanon de Guinée. » Cinq nègres tués pour obtenir trois prisonniers vivants; 25 0/0 des survivants meurent dans la traversée (on les embarque à sept pour un espace de trois tonneaux de capacité, alors que la législation britannique exigeait au moins deux tonneaux pour trois soldats ou marins). Epouvantable cruauté des maîtres.

3^o *L'affranchissement.* — 1793. La Convention abolit l'esclavage et proclame l'égalité des noirs et des blancs dans les colonies

françaises. — Mais Bonaparte le rétablit aux Antilles françaises et à la Réunion. — Le congrès de 1815 le laisse subsister. — En Angleterre, *Wilberforce*, dès 1787, réclame l'abolition de l'esclavage, et lord Melbourne fait voter cette mesure en 1834. — *Victor Schœlcher*, en 1848, fait prononcer l'affranchissement immédiat des noirs dans les colonies françaises. La guerre de Sécession a pour résultat l'abolition de l'esclavage aux États-Unis (1865). — Au Brésil, les noirs sont affranchis en vertu de plusieurs lois votées par les Chambres, de 1870 à 1885, sur l'initiative de l'empereur Dom Pedro. — A Cuba, l'abolition de l'esclavage, promise par le maréchal Martinez Campos, à la suite de la répression d'une insurrection qui dura dix ans (1868-78), a été consommée en 1886.

La plaie odieuse de l'esclavage n'existe plus aujourd'hui que dans les Etats musulmans.

OUVRAGES A CONSULTER. — Rambaud : *Histoire de la civilisation française*, t. II, p. 256, et t. III, p. 575. — Miss Beecher Stowe : *La Case de l'oncle Tom. Sur les États-Unis* : A. Moireau : *Histoire des États-Unis d'Amérique*.

CHAPITRE XX

LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS

I. La population. — Progrès nouveaux depuis la guerre de sécession. — Les immigrants. — Leur répartition d'après leur origine. — Prédominance des Allemands. — Les noirs. — Disparition progressive des indigènes. — La question chinoise dans l'Ouest. — Prospérité croissante. — Les grandes villes.

II. La richesse publique. — La grande culture : céréales, coton, prairies et bétail. — La grande industrie. — Métaux précieux, pétrole, machines, conserves. — Les chemins de fer. — Le Transcontinental railway. — Les ouvriers et les grèves. — Défauts de la civilisation américaine.

Résultats de la guerre de sécession. — La tâche était lourde au lendemain de la guerre de sécession. Il fallait nourrir les populations affamées du Sud, licencier l'armée, payer la dette, habituer les blancs à considérer les nègres comme des citoyens libres, sinon encore comme des égaux, surtout ramener la paix dans les âmes endurcies par une lutte si atroce, et reconstituer avec l'Union le culte de la patrie commune. L'armée avait donné un bel exemple de patriotisme et de devoir ; elle n'avait été composée que de volontaires engagés pour la durée de la guerre, moyennant une prime¹.

1. La prime, qui avait été de 100 dollars, monta progressivement jusqu'à 350 dollars. Le dollar vaut 5 francs.

qui alla toujours en s'élevant; elle fut licenciée sans qu'aucun général vainqueur cherchât à s'assurer la dictature militaire. Grant, qui ne l'eût peut-être pas refusée, comme fit Washington, se contenta de rechercher la présidence après l'expiration légale des pouvoirs du vice-président Johnson, qui avait remplacé Lincoln assassiné. Sherman renvoya ses compagnons d'armes. Meade reprit sa chaire dans une université, Banks son cabinet d'avocat. Un million d'hommes déposèrent de même le fusil et l'épée. La vie civile recommença avec une intensité nouvelle.

Pour assurer leur victoire, les *fédéraux* mirent en vigueur le treizième amendement à la constitution, qui sanctionna l'abolition complète de l'esclavage. Du jour au lendemain, les noirs furent proclamés les égaux de leurs maîtres de la veille et investis sans instruction, sans préparation préalable, de tous les droits politiques. Des gouverneurs militaires furent envoyés dans les États sécessionnistes pour y rétablir l'ordre en y appliquant les violences de l'état de siège; les noirs furent portés sur les listes électorales. Les propriétaires qui avaient exercé des fonctions politiques ou judiciaires dans le gouvernement sécessioniste, furent rigoureusement exclus. Mais, dans la libre Amérique, ce régime arbitraire ne pouvait être de longue durée. L'apaisement se fit rapidement. Au bout de deux ans, les sénateurs et représentants des anciens Etats sécessionnistes furent de nouveau admis au Congrès. L'ex-président séparatiste, Jefferson Davis, fut remis en liberté. Le héros de la guerre, Ulysse Grant, devint président de la République. Le triomphe de l'idée de l'Union et de l'abolition de l'esclavage était assez complet pour que l'amnistie fût sans restriction.

L'immigration. — Les progrès des États-Unis, arrêtés par cette longue et sanguinaire mêlée, ont commencé plus rapides depuis 1868. Le courant de l'immigration est devenu un véritable torrent.

Dans ces dernières années, il est venu en moyenne un demi-million d'immigrants par an. Ils recevaient par tête gratuitement à leur arrivée 64 hectares de terre, à condition de devenir citoyens américains, de cultiver le sol pendant cinq ans et de payer un droit de transmission de 10 dollars. Ils pouvaient choisir à leur gré leur concession dans les forêts ou dans les prairies, au nord ou au sud, sur les bords d'un fleuve ou dans le voisinage de la mer, suivant leurs aptitudes et leurs préférences¹. Chaque immigrant pouvait donc devenir propriétaire sans bourse délier, avantage incomparable et qui a constitué si vite la forte population des travailleurs américains.

Ces travailleurs viennent de tous les grands pays d'Europe et se groupent en général par nation, à leur arrivée. Cela explique les diversités qui tendent à s'accuser de plus en plus entre les populations des différentes régions. Les Anglais s'établissent entre les Alleghanies et la mer, dans les États primitivement formés ; les Irlandais affluent au sud du Saint-Laurent et des grands lacs, La vallée de l'Ohio et la Louisiane possèdent encore quelques groupes de colons français ; Louisville, Paris, Vincennes, Versailles, Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans sont des localités qui ont une bonne consonance française. Les Canadiens français forment un groupe assez important dans les États du Nord-Est et ont réussi à envoyer plusieurs des leurs à la Chambre des représentants. Les Allemands, qui sont très nombreux, partent en masse compacte au delà du Mississippi dans les vastes prairies du Far-West. Enfin l'on trouve encore plusieurs millions de nègres, surtout au sud-est, dans les anciens Etats à esclaves ; quelques tribus d'Indiens, dans les prairies du Far-West ; des Chinois, dans la Californie.

Les noirs. — Les nègres sont devenus les égaux

1. Les Américains dans ces dernières années ont pris un certain nombre de mesures pour restreindre l'immigration. Ils cherchent surtout à arrêter l'afflux

toujours croissant des Italiens, des Hongrois et des Polonais ; ils interdisent l'accès de leur sol à ceux qui n'ont pas des ressources pécuniaires ou un métier.

des blancs au regard de la loi : ils ont les mêmes droits civils et politiques. Mais le préjugé de la couleur subsiste contre eux ; ils ne peuvent séjourner dans un grand hôtel, ni s'asseoir qu'à certaines places dans un chemin de fer ou un tramway ; les unions entre nègres et blancs sont peut-être plus rares qu'avant la guerre de sécession. Ils s'adonnent dans les villes aux métiers de domestiques, de décrotteurs ou de commissionnaires. Dans les Etats du Sud, beaucoup de nègres sont restés comme colons libres sur les plantations où ils travaillaient jadis sous le fouet, comme esclaves. Plusieurs sont propriétaires et arrivent aux fonctions publiques. Ils restent une race de grands enfants, légers, mobiles, peu capables d'occupations qui demandent de l'énergie et de la ténacité. Leur nombre s'accroît beaucoup plus rapidement par l'excès des naissances sur les décès que celui des blancs.

Disparition progressive des Indiens. — Les *Indiens*, qui ont toujours reculé devant l'invasion des immigrants, sont dans une situation lamentable. Ils ne vivent guère que de la chasse du bison, et le bison disparaît en même temps que diminue l'immensité des prairies devant la culture. Le gouvernement s'est chargé officiellement de leur tutelle. Il a organisé pour eux des réserves, c'est-à-dire d'immenses territoires où la prairie est respectée, où ils peuvent par conséquent continuer leur vie de chasse. Des agents officiellement accrédités doivent leur distribuer au nom du gouvernement des vivres et des vêtements. Mais ces agents sont souvent des aventuriers qui volent odieusement les malheureux Peaux-Rouges ; ceux-ci se vengent en scalpant quelques crânes de blancs. L'opinion réclame alors la destruction des Indiens, et le gouvernement, pour donner une demi-satisfaction aux plus acharnés des réclamants, restreint les réserves et en distrait une partie qu'il donne aux premiers occupants. Ainsi fut ouvert à la culture des blancs en 1889 le territoire de l'*Ocklahoma*, à la

suite de scènes de sauvage conquête, dignes de l'âge de pierre.

Les Indiens sont donc condamnés à disparaître de plus en plus, s'ils n'arrivent à se mêler par le sang aux vainqueurs, à leur prendre leurs habitudes de travail pacifique et régulier. Quelques-uns se font cultivateurs et fermiers, renonçant à la vie nomade des aventuriers chasseurs de bisons. Mais ils n'arriveront même pas à perpétuer la race des Peaux-Rouges, parce qu'ils se fondront de plus en plus avec les blancs.

La question chinoise dans l'Ouest. — Les Chinois au contraire sont très appliqués, sobres, dociles et laborieux. Une poignée de riz pour la nourriture, une pincée de thé pour la boisson, une bouffée d'opium pour le plaisir : voilà un Chinois satisfait. Il marche calme, toujours grave, sans jamais dérider sa jaune et plate face aux yeux bridés, impénétrable, semblable à tous ses compatriotes, sans physionomie particulière, sans aucun signe distinctif, toujours identique à lui-même. Il se charge de tous les métiers de femmes. A San-Francisco, les blanchisseuses, les coiffeuses, les bonnes d'enfants sont des Chinois. Mais ils peinent dur aussi aux métiers d'hommes. Ils ont fait les chemins de fer du Pacifique et de l'isthme de Panama, moissonnés à la tâche par la fièvre dans ce dernier travail. On a pu dire que chaque traverse de bois de ce railway reposait sur le corps d'un Chinois. Dans toute la Californie, ils lavent les sables aurifères avec une rare ténacité, même dans les placers abandonnés par les blancs comme improductifs. Leurs négociants sont sérieux et habiles en affaires. Cependant le Chinois est mal vu et considéré par le blanc comme l'ennemi. A San-Francisco, le mineur qui a perdu au jeu ses dollars, va, après une nuit d'orgie, au quartier chinois, « manger son homme ». Tuer un Chinois, ce n'est pas tuer un homme d'après les idées des Californiens, et les autorités locales laissent faire

La raison de cette antipathie est tout économique. Les Chinois se chargent au rabais de tous les métiers ; ils se contentent de modiques salaires, qui n'empêcheraient pas de mourir de faim un travailleur blanc. En contribuant ainsi à abaisser les salaires, ils ameument contre eux tous les ouvriers d'origine européenne. Le gouvernement ne leur est guère plus favorable, parce que le Chinois ne quitte jamais son pays sans esprit de retour. Après avoir amassé quelques économies et parfois de grosses fortunes, les Chinois reviennent en Chine et ils contribuent ainsi à appauvrir le pays où ils ont travaillé, au lieu de l'enrichir. En 1892, le *Chinese exclusion act*, adopté par le Congrès, a fermé le territoire des États-Unis à l'immigration chinoise, a imposé aux Chinois l'obligation de se munir d'un certificat de résidence, sous peine d'amende et d'emprisonnement. Le gouvernement chinois a menacé de représailles et violemment protesté. On ne sait encore quelle sailles et violemment protesté¹.

Prospérité croissante. Les grandes villes.

— C'est cependant l'immigration si abondante des étrangers aux États-Unis qui a été la principale cause de leur fortune. Depuis le commencement du siècle, les États-Unis ont reçu à peu près 17 millions d'immigrants. Chacun apportait en moyenne 500 francs, ce qui donne pour la somme de leurs apports 8 milliards et demi. Mais ils valaient eux-mêmes beaucoup plus. On payait un bon esclave nègre 5 000 francs avant l'émancipation : à ce compte les 17 millions de travailleurs eussent été achetés 85 milliards. Et combien plus vaut un travailleur libre qu'un esclave ! Aujourd'hui la république des États-Unis rivalise avec la France et l'Angleterre pour la puissance matérielle. Les villes y sont sorties de terre et ont grandi comme des champignons :

1. D'après la statistique de 1902, on comptait aux États-Unis, sur une population totale d'environ 76 millions d'habitants : 7 500 000 nègres, 250 000 Peaux-

Rouges dans les réserves et 120 000 autres confondus parmi les blancs, enfin 220 000 Chinois. La population a augmenté de 20 % en dix ans.

c'est New-York, la cité-empire, peuplée avec ses banlieues de deux millions et demi d'habitants, la métropole du commerce de l'Atlantique, le point de débarquement des innombrables immigrants. Onze lignes régulières de paquebots relient New-York avec l'Europe.

C'est Chicago (1 200 000 hab.), la reine des lacs, le grand marché des céréales et du bétail américains, naguère la première ville du monde pour le commerce des blés et qui occupe aussi la première place pour l'industrie des conserves de viandes. Chicago comptait quelques baraques de bois en 1830 : un incendie a détruit la moitié de la ville en 1871; aujourd'hui Chicago a plus d'un million d'habitants. Son exposition de 1893 a fait courir toute l'Europe. Les *elevators* de sa halle aux grains, les tueries de ses bœufs et de ses porcs sont des curiosités dont les habitants sont fiers : on ne saurait imaginer « la grotesque et lamentable procession des porcs qui glissent accrochés par la patte à une poulie, tour à tour égorgés, baignés, découpés, raclés à chaque étape de leur épouvantable voyage... La fonction de Chicago est de changer de la viande vivante en viande de boucherie, que l'on envoie partout sous forme de conserves. »

C'est encore Philadelphie, la première métropole politique, où a été proclamée l'indépendance (1 040 000 hab.). C'est Boston (450 000 hab.), la ville de la grande pêche, la vieille cité puritaine, centre actif de l'industrie des machines et des tissus. C'est Saint-Louis (450 000 hab.), fondé en 1764 par des Français au point de rencontre des deux plus grandes routes des États-Unis, celle du Mississippi du N. au S., et celles de l'Ohio et du Missouri de l'E. à l'O. C'est Cincinnati (300 000 hab.), qui, comme Chicago, doit sa prospérité à ses jambons et à ses porcs salés. C'est San-Francisco (300 000 hab.), la reine de l'or et la métropole de la belle contrée du Pacifique. Quinze autres villes, dans ce pays si jeune, ont déjà plus de 100 000 hab., c'est-à-dire sont peuplées comme

Toulouse, Nantes et Rouen. Que sera devenu ce pays dans un siècle, si la population et les ressources continuent à se développer dans la même proportion ?

La grande culture. — Souvenons-nous d'ailleurs que les États-Unis ne ressemblent pas pour l'étendue à la France ou à l'Allemagne, ou à tel Etat particulier, mais bien plutôt à l'Europe tout entière. Nul pays n'a un sol plus fertile, des richesses minières plus variées ou plus considérables, un climat plus favorable aux immigrants. La culture est presque barbare : le cultivateur ne donne jamais à sa terre ni fumure ni engrais ; il épouse le sol sans aucun souci de l'avenir. Mais il cultive d'énormes étendues de terrain ; pour diminuer les frais de la main-d'œuvre, il excelle à employer les machines agricoles les plus perfectionnées. La petite culture s'efface de plus en plus devant les grandes exploitations, qui sont de plus en plus accaparées par de puissantes sociétés. Les États-Unis peuvent exporter, année moyenne, 60 millions d'hectolitres de blé, la moitié de la production totale de la France, et dans des conditions telles de bon marché que, malgré les frais de transport et les droits de douane toujours plus élevés, leurs blés se vendent sur nos marchés à meilleur compte que nos blés français. Le maïs vient à profusion et sert à engrasser le bétail. La Virginie et le Maryland n'ont pas cessé de prospérer par la vente de leurs tabacs. Le sucre de canne ou d'éryable se récolte dans la Louisiane ; le coton surtout, *le roi coton*, si fort éprouvé pendant la guerre de sécession, reste le produit principal des Etats du Sud-Est. Les États-Unis en récoltent autant que tous les autres pays producteurs réunis.

Le bétail donne lieu aussi à toute une industrie nouvelle, celle de Cincinnati et de Chicago ; il prospère surtout dans les belles prairies de l'Ouest, où les immigrants allemands se transportent de préférence. Là les *cattle-kings* ou rois du bétail ont leurs *ranches* ou fermes modèles, éparses dans la prairie illimitée ; ils constituent

une classe de riches éleveurs, intelligents, entreprenants. Ils aiment le confortable et la vie intellectuelle et ils reçoivent journaux et *magazines*; ils ont une bibliothèque choisie; leurs femmes et leurs filles sont instruites et ont le goût artistique; ils sont très peu semblables en somme à nos fermiers français. Ainsi c'est l'agriculture qui donne en Amérique les plus riches produits. Le mot de Sully est toujours vrai : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles d'un pays, plus riches que toutes les mines du Pérou. »

La grande industrie. — A la grande culture correspond la grande industrie. Pendant longtemps l'industrie consista uniquement aux États-Unis dans l'extraction des minerais de la région des Alleghanies et des grands lacs.

La découverte des mines d'or de la Californie provoqua en 1848 un afflux considérable d'aventuriers de tous les pays. En quelques mois, 100 000 hommes accourent dans ces déserts pour tamiser le sable des *placers* et y chercher les précieuses *pépites*. Les premiers venus s'exposèrent à mourir de faim, entourés de sacs d'or. Les moins heureux volaient les autres. D'horribles désordres se produisirent. Des fortunes furent faites, défaites, refaites et quelquefois reperdues en l'espace de quelques mois. On vit bientôt que les risques de cette vie aventureuse n'en valaient pas les profits. La fièvre de l'or tomba; on se mit à défricher la terre qui est excellente et dont le produit est moins trompeur. Mais en même temps de grandes compagnies se formèrent et remplacèrent partout les laveurs de sables isolés ou les petites associations de mineurs. Grâce à ces grandes compagnies, ou à de richissimes financiers qui disposent à eux seuls d'autant de capitaux que de puissantes sociétés, les richesses minières des États-Unis sont soumises à une exploitation intensive, mais régulière. Ils produisent 140 millions de tonnes de houille, dix fois autant que la France (Pensylvanie, Ohio, Illinois);

4 millions de tonnes de fer (région des Alleghanies); les deux cinquièmes de la production du cuivre dans le monde entier (Michigan, Montana, Arizona); le cinquième de l'or et du mercure (Californie, Nouveau-Mexique, Arizona, Colorado); les deux cinquièmes de l'argent (Nevada, Californie, Arizona).

Le « roi pétrole », qui n'est guère recherché que depuis un quart de siècle, a donné lieu à des entreprises et à des spéculations aussi désordonnées que l'or dans la Californie. On en extrait 2 millions de litres par jour des puits de la Pensylvanie et de la Virginie occidentale; mais déjà certaines concessions s'épuisent et l'on peut prévoir une diminution graduelle de l'extraction¹. Favorisées par un admirable réseau de chemins de fer, par un outillage excellent et surtout par l'esprit d'initiative hardie des Yankees, les autres industries se sont développées très rapidement; les tissus, les machines, les conserves de viande sont fabriqués dans des milliers d'usines, dont quelques-unes sont connues du monde entier. A Chicago, les ateliers Pulmann fabriquent un wagon de marchandises tous les quarts d'heure, et aussi ces merveilleux wagons avec lits et cabinets de toilette, installés comme des cabines de paquebots, où le voyageur, comme dans la maison la mieux montée, est mis à l'abri du froid et de la chaleur, du bruit, de la poussière et des cahots. M. Pulmann a bâti tout un faubourg de la ville, dans le voisinage de ses innombrables ateliers, pour y loger les ouvriers qu'il emploie.

A Cincinnati, des machines tuent chaque année plus de 2 millions de porcs, les découpent, les séchent, les fument avec une précision toute scientifique. Dans l'usine Armour, de Chicago, vous voyez les bœufs poussés à grands coups de fouet dans un couloir étroit où les attend un tireur, chargé de les abattre d'une seule balle, puis plongés dans des piscines bouillantes, brossés,

1. Les chiffres donnés se rapportent à l'année 1890.

dépecés, écorchés, débités, cuits, fumés et mis en boîtes au moyen de machines d'une absolue correction.

Les chemins de fer. Puissance du capital.

— Les chemins de fer sont dus à l'initiative privée, et la concurrence a suscité d'innombrables compagnies qui se sont fait la guerre à coups d'abaissement de tarifs, au grand avantage du public et au grand détriment des actionnaires. Actuellement 300 000 kilomètres de voies ferrées forment aux États-Unis le réseau le plus étendu du monde entier. Le plus long et le plus connu de ces railways est le *Transcontinental Pacific* qui unit New-York à San-Francisco, de l'un à l'autre Océan, sur un parcours de 5600 kilomètres, plus de six fois la distance de Paris à Marseille. 2600 kilomètres étaient déjà achevés en 1866, de New-York à Omaha-City. Le reste, c'est-à-dire plus de la moitié, mais la moitié la plus difficile, puisqu'il fallait franchir les hautes chaînes des Montagnes Rocheuses et de la Sierra Nevada, fut achevé en trois ans. 20 000 à 25 000 Chinois y furent employés. Deux compagnies rivales, parties en sens contraire des deux points extrêmes, luttaient de vitesse : l'une d'elles, dans les derniers jours, était arrivée à pouvoir commencer etachever en onze heures de travail l'établissement de 17 kilomètres de voie ferrée !

Ce chemin de fer traversait une contrée presque inhabitée, mais une gare était placée à chaque endroit favorable. Autour de la gare se groupent immédiatement un hôtel, une banque, une imprimerie, un journal, une épicerie où l'on vend tabac, sucre et café, bottes, selles de cheval, pioches et haches ; une scierie mécanique débite des maisons transportables de deux ou trois types et grandeurs différents ; et voici une ville qui se forme autour de la gare, comme pendant le moyen âge autour d'un monastère ; voici les spéculations qui commencent sur les terrains, les coupes de bois dans les forêts, les sondages à la recherche des mines.

Sans doute les travaux d'art d'un railway établi ainsi

à la vapeur sont des plus rudimentaires; les ponts sur les rivières et les torrents, formés de troncs d'arbres non équarris, sont simplement attachés par des câbles, les tunnels sont remplacés par des pentes droites en lacets, où les trains à la descente sont abandonnés à toute leur vitesse. Si quelques wagons ont été oubliés à la gare d'en bas sur la voie ouverte, ils sont *télescopés*: c'est le mot employé pour caractériser ce genre d'accidents très fréquents, où les locomotives et wagons, par suite de la violence du choc, entrent les uns dans les autres. Mais le voyageur est pressé; on déblaie les morts, et les vivants passent sans émotion.

Les constructeurs de chemins de fer et les spéculateurs de terrains, comme les Vanderbilt et les Jay Gould, les propriétaires de mines comme les Mackay, les banquiers dont les bureaux occupent six étages comme les Astor, les fondateurs des plus puissants organes de publicité comme le *New York Herald* de Gordon Bennett, les propriétaires d'hôtels *Mammouths*, où un ascenseur monte le voyageur à un huitième étage et à une chambre portant le n° 1500, voilà les rois actuels de la richesse, dont la fortune dépasse souvent celle de nos plus gros banquiers et même de beaucoup de souverains. Et maintenant les milliardaires américains, tels que Pierpont-Morgan, emploient leurs énormes capitaux à des accaparements de produits ou de trafics qui alarment le monde entier. C'est ce qu'on appelle des *trusts*: celui du blé a échoué, celui de l'acier, celui de l'Océan (services transatlantiques) sont des entreprises très hasardeuses, mais grosses de menaces.

Les ouvriers. Les grèves. — Dans cette poursuite fiévreuse de la fortune, dans ce déplacement progressif de la population qui abandonne les campagnes pour les villes, qui renonce aux profits trop lents de l'agriculture pour les gains plus hasardeux de la grande industrie et des spéculations commerciales, le type primitif du Yankee s'est profondément modifié. Les États-Unis sont comme un colossal creuset d'hommes, où

viennent se fondre les transfuges de vingt civilisations différentes : parmi les nouveaux arrivants, prédominent les Irlandais et surtout les Allemands.

L'Irlandais est peu laborieux, imprévoyant et tapageur ; l'Allemand, infatigable au travail, est sale, ivrogne et brutal. Jadis le Yankee était surtout agriculteur et propriétaire rural ; actuellement la prédominance est passée des campagnes aux villes, de l'agriculture à l'industrie et au commerce. Les sociétés communistes se développent ; les ouvriers allemands font entendre les mots inconnus jusque-là de mutualisme, de haine aux riches, de guerre au capital. Les socialistes et anarchistes commencent à protester contre la grande industrie, les colossales exploitations et les fortunes excessives. Les rigueurs du bill Mac Kinley, destiné à arrêter les produits européens par des droits de douanes très élevés, n'ont pas facilité la vie de l'ouvrier américain. Il faudrait, pour lui venir en aide, arrêter de même les immigrants européens, Irlandais, Italiens, Polonais, qui, pour vivre, acceptent du travail au rabais.

De ce malaise croissant est sortie l'organisation de syndicats ouvriers puissants comme les *Chevaliers du travail*, qui ont groupé plus d'un million d'adhérents et ont provoqué des grèves formidables parmi les ouvriers des chemins de fer ou des grandes industries de New-York et de Chicago. Ces conflits industriels prouvent que, malgré l'abondance des richesses, la vie devient moins facile aux États-Unis. Les crises de la question sociale n'y sont pas inconnues. L'Américain avec sa rudesse, son féroce égoïsme, sa jactance, son ambition d'éclipser tous ses rivaux et de briller à tout prix, ne sait pas assez se faire pardonner son luxe de parvenu.

Conclusion. — Cette civilisation américaine, qui est toute matérielle, est d'un niveau bien inférieur à la civilisation européenne. En Amérique, on cherche à dompter la nature, à appliquer toutes les forces de la science et de l'industrie au développement du bien-être et du

confort. Mais la haute culture littéraire, la poursuite désintéressée de la science et de l'art sont encore trop peu goûtées et par une trop petite élite. L'enseignement, qui est très répandu, n'a encore pour but que la recherche de l'utile. Sans doute les romans descriptifs de Fenimore Cooper, les étranges conceptions d'Edgar Poë, les poésies de Longfellow, les œuvres historiques de Washington Irving, de W. Prescott, de G. Bancroft et de John Morley témoignent d'une grande énergie de travail et d'une imagination puissante et originale. Quelques savants, comme Bell et Edison, doivent être comptés parmi les vulgarisateurs les plus distingués des applications de l'électricité. Cependant on ne peut encore citer depuis un siècle aucun homme de génie parmi les écrivains ou artistes américains. Les Américains, pour s'élever à la hauteur des Européens, leurs ancêtres ou leurs frères, ont à rendre des services éminents dans le domaine de la pensée, de la science et de l'art. L'Amérique tend à devenir le pôle matériel du monde, mais il semble que l'Europe doive en rester longtemps encore le pôle intellectuel et moral.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Nous considérons comme connue dans ses grandes lignes la géographie physique et politique des États-Unis. Nous ne donnons donc ici que la place des localités secondaires :

Guadalupe v. du Mexique près de Mexico. — West-Point, école militaire sur l'Hudson. — Washington, sur le Potomac. — Richmond, sur le James River. — Pétersbourg, au S. de Rich-

mond. — Gettysbourg, à l'O. de Philadelphie. — Charleston, port de la Caroline du S., et Savannah, port de la Géorgie. — Atlanta, v. de la Géorgie. — Louisville, Paris, Versailles, v. de la région de l'Ohio. — St-Louis, Cairo, Wicksbourg, Bâton-Rouge, Nouvelle-Orléans, v. du cours inférieur du Mississippi. — Omaha City, sur le Missouri, au confluent de la Nébraska.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

La république des États-Unis. — Les treize colonies anglaises fondées au XVII^e et au XVIII^e siècle. Leur révolte à l'occasion de taxes (1765). La déclaration d'indépendance (1776). Indépendance reconnue par le traité de Versailles (1783). Con-

stitution fédérale (1787). *Washington* président (1789). — Rapides progrès économiques et extension territoriale au XIX^e siècle. Annexion de la Louisiane (1803), de la Floride (1819), de la Californie et du Nouveau-Mexique (1848). — Acquisition de l'*Alaska* au nord (ancienne *Asie russe*) (1867). — La question de l'esclavage; la guerre de sécession (1860-1865). Le président *Lincoln* assassiné (1865).

La république fédérative comprend 47 États, ayant chacun leur gouvernement, et 3 territoires non encore érigés en États. Les pouvoirs publics sont le président et le Congrès (composé du Sénat et de la Chambre des représentants). La capitale est Washington.

Superficie presque égale à celle de l'Europe. Population : 65 millions d'habitants, s'accroissant sans cesse par l'immigration anglaise, allemande, irlandaise. Égalité civile des noirs et des blancs depuis 1865. Disparition rapide des Indiens. Proscription des Chinois. — Grande activité agricole, industrielle et commerciale : mines, coton, tabac, blé, viandes salées.

CHAPITRE XXI

LE DOMINION DU CANADA

I. Historique. — Les Français. — Découverte et premières explorations. — Œuvre des Français. — François I^{er} et Jacques Cartier. — Henri IV et Champlain. — Colbert.

II. La conquête anglaise. — Rivalité de la Nouvelle-Angleterre et de la Nouvelle-France. — La lutte suprême. — Montcalm. — La paix de Paris (1763). — Persécutions contre les Français.

III. État actuel. — Constitution du Dominion (1867). — Le self government. — Persistance de la race française. — Prospérité économique. — Le Transcanadian railway. — Développement de la culture. — Emigration vers l'Ouest.

Caractère général. — L'histoire du Canada est à la fois l'une des plus glorieuses et l'une des plus douloureuses pour notre pays. On y voit comment les Français, arrivés les premiers dans le pays, y ont perdu l'avantage des premières explorations, de la prise de possession effective, d'établissements déjà viables et prospères; comment les Anglais, des nouveaux venus, se sont rendus maîtres de toute la contrée grâce à un concours inespéré de chances imprévues. Ainsi l'effort de tant d'énergiques explorateurs français, de tant de chevaleresques aventuriers, qui avaient réussi à force de souffrances et de bonne humeur à enchaîner la fortune, a été

perdu pour la patrie française. Pas complètement cependant : sur les bords du Saint-Laurent notre langue, notre religion, nos traditions, l'affection filiale envers la France ont été fidèlement gardées. La race française, au lieu de disparaître, a pullulé avec une remarquable fécondité ; les Français du Canada, bien que devenus loyaux sujets anglais, n'ont pas cessé de s'associer à toutes les joies et à toutes les douleurs de leurs frères ainés de la vieille France.

Premières explorations. Jacques Cartier.

— La première révélation de la contrée a été faite par deux navigateurs italiens au service du roi d'Angleterre Henri VII : Jean et Sébastien Cabotto (1497). Mais très peu de temps après, les Français commencent la véritable exploration. Jean Denis de Honfleur fait connaître Terre-Neuve et l'embouchure du Saint-Laurent (1506) ; Thomas Aubert de Dieppe dépose un premier convoi de colons français à 80 lieues à l'intérieur du Saint-Laurent (1508). Des Bretons baptisent l'île du Cap-Breton. Nos marins faisaient sur ces côtes des pêches fructueuses ; nos colons, en compagnie des Indiens, dont ils avaient gagné l'amitié, se livraient à des chasses merveilleuses. François I^{er} voulut donner un appui officiel à ces tentatives privées. Il était jaloux de la fortune coloniale des Portugais et des Espagnols ; il voulait leur disputer l'Amérique : « Qu'on me montre, disait-il, l'article du testament d'Adam qui leur lègue cet héritage. » Verrazani fit pour lui une première exploration heureuse. Puis Jacques Cartier de Saint-Malo entreprit, à l'instigation du roi, trois voyages dans les parages de Terre-Neuve et remonta le cours du Saint-Laurent (1534-1541). Le sire de Roberval fut nommé vice-roi de la *Nouvelle-France* (1540). La pêche de la morue, le commerce des pelleteries prirent un développement inespéré. Mais la colonie naissante fut délaissée presque aussitôt à cause de la longue tourmente des guerres de religion.

Oeuvre de Champlain et de Colbert. — Elle se releva avec le Saintongeais Samuel Champlain. Henri IV le protégea malgré Sully, qui déclarait qu'il n'y a aucune sorte de richesse à espérer de tous les pays du Nouveau-Monde qui sont au nord du 40^e degré de latitude. Champlain fonda Québec, fonda Montréal, traversa vingt fois l'Océan pour transporter, non plus des colons isolés, mais des familles françaises, et pour assurer à ses compagnons l'appui du grand cardinal de Richelieu. Les colons anglais du Sud s'étaient emparés de Québec (1626); Champlain obtint par une clause du traité de Saint-Germain (1632) la restitution de cette place. Il mourut au Canada en 1635 et son tombeau, récemment découvert à Québec, a été l'objet des honneurs posthumes les mieux mérités. Mazarin ne songeait pas, comme Richelieu, « à faire fleurir les lis même sur la mer »; il lui suffisait d'agrandir la France sur le continent. La Nouvelle-France fut de nouveau abandonnée à elle-même.

Elle se releva avec Colbert. Le Père Marquette et Cavelier de la Salle relièrent par leurs belles explorations la région du Saint-Laurent et des grands lacs à celle du Mississippi. Le chevalier d'Iberville délogea les Anglais des postes qu'ils avaient établis dans les parages de la baie d'Hudson. Malheureusement ce grand ministre voulut imposer au delà des mers la même centralisation, la même étroite tutelle administrative qu'il faisait prévaloir dans les différents services de l'organisation métropolitaine : gouverneurs, intendants, commissaires et subdélégués s'abattaient sur le pays et en dévoraient toute la substance. Les Récollets, les Jésuites, les Ursulines et autres ordres religieux, qui tous faisaient vœu de chasteté, furent introduits en grand nombre dans un pays où le premier besoin était la multiplication rapide des colons; les protestants et les juifs en furent exclus. Des nobles obtinrent par faveur d'immenses concessions de terres qu'ils céde-

rent en roture, grecées d'une infinité de droits féodaux à des colons qui n'avaient pas comme eux le privilège d'une illustre naissance. Ainsi la plaie des charges, les mille entraves religieuses et féodales allaient arrêter le libre essor de la colonie. Louis XIV, entraîné par ses entreprises continentales véritablement démesurées, ne put plus après la mort de Colbert prêter aux colonies aucune aide efficace. La paix d'Utrecht coûta à la Nouvelle-France Terre-Neuve, l'Acadie, les territoires de la baie d'Hudson. Les Canadiens français allaient se trouver presque bloqués du côté de la mer par leurs adversaires les Anglais (1713).

Conquête du Canada par les Anglais (1763).

— La Nouvelle-Angleterre s'était développée sur l'étroite bande de terre située entre les Alleghanies et la mer par une méthode tout opposée : la pleine et entière liberté. Le gouvernement anglais était resté témoin à peu près indifférent des efforts de ses compatriotes pour prendre pied dans ces terres lointaines. Mais, lorsqu'il s'agit d'engager la lutte contre la Nouvelle-France, l'Angleterre n'épargna plus rien pour soutenir ses colons ; et ce fut au contraire le moment où les ministres de Louis XV, complètement absorbés par leur déplorable politique continentale, se désintéressèrent absolument de nos possessions d'outre-mer. L'héroïque Montcalm, avec les Algonquins, les Hurons, tous ces vieux amis, ces compagnons de chasse et de pêche des Français, qui détestaient la morgue britannique, disputa pied à pied le terrain et arrêta par la victoire du fort Carillon la triple invasion tentée par les Anglais. Mais la faiblesse du gouverneur, le marquis de Vaudreuil, les vols éhontés de l'intendant Bigot et de ses subordonnés paralysaient les efforts les mieux combinés. Montcalm envoya à Versailles l'un de ses plus braves lieutenants, Bougainville, pour demander des secours. On promit à celui-ci 326 recrues au lieu de 5000 hommes et le tiers des vivres qu'il était venu implorer comme indispensables. « Mon-

sieur, lui dit cyniquement le ministre de la marine Berryer, quand le feu est à la maison, l'on ne s'occupe pas des écuries. — On ne dira pas au moins que vous parlez en cheval », répliqua Bougainville. Il n'y avait plus qu'à bien mourir en vendant chèrement sa vie : en armant tous les hommes valides, de quinze à soixante ans, Français et Indiens, Montcalm put opposer seulement 15 000 combattants aux 60 000 Anglais. Il tomba sur le champ de bataille d'Abraham, en vue de cette ville de Québec qu'il avait tant aimée ; il mourut en même temps que son vainqueur l'amiral Wolf (1759). Un même monument réunit leurs cendres également glorieuses. La paix de Paris (1763) livra aux Anglais tout le Canada. Il ne nous resta plus dans ces parages, en témoignage de nos anciens exploits, que les deux îlots de Saint-Pierre et de Miquelon. « La Nouvelle-France disparut pour s'absorber dans le sein de la Nouvelle-Angleterre. »

Persécution des Canadiens français. —

Devenus sujets anglais, les Canadiens français déployèrent une incroyable énergie pour ne pas perdre leur nationalité. Les Anglais pratiquèrent à leur égard tour à tour une politique de persécution ou de conciliation, suivant qu'ils avaient ou non besoin de leurs bons offices. Les Français furent d'abord très maltraités : on voulait les contraindre à abjurer le catholicisme. Il y eut une véritable chasse à l'homme organisée dans les forêts de l'Acadie : 7000 Acadiens catholiques furent déportés au loin. Au contraire, pendant la guerre d'Amérique, la persécution cessa. Les Canadiens repoussèrent des murs de Québec les Bostoniens, dont ils avaient eu tant à se plaindre pendant la guerre de Sept ans. Les *loyalistes* anglais, c'est-à-dire les colons qui restaient fidèles au roi d'Angleterre, abandonnèrent les États-Unis et vinrent s'établir au nord des grands lacs. Ainsi commença à se former, dans la région du haut Saint-Laurent, un Canada anglais. En 1791, la contrée fut divisée en deux grandes provinces : le haut Canada ou Canada anglais,

et le bas Canada ou Canada français. Chacune d'elles eut son Parlement. Mais les Anglais ne voulaient reconnaître pour l'un et l'autre de ces Parlements que l'usage officiel de la langue anglaise. Le plus grand péril couru par la nationalité française fut pendant la période qui s'étend de 1826 à 1849. Les Anglais avaient décrété par un bill l'absorption du Canada français dans le Canada anglais, la proscription de la langue française et des entraves au libre exercice du culte catholique. Le journal *le Canadien* répliqua à cette prétention en prenant pour devise : « Nos institutions, notre langue, nos lois. » A la suite d'une lutte légale acharnée, entremêlée de quelques émeutes (1837 et 1838), les Canadiens obtinrent enfin en 1849 que la langue française eût, au même titre que l'anglais, le caractère de langue officielle. Les catholiques recouvrèrent la liberté de leur culte.

Constitution du Dominion (1867). — Enfin l'acte du 1^{er} juillet 1867 a proclamé l'égalité complète des deux Canadas et organisé le *self government*. Le nouvel Etat, connu sous le nom officiel de *Dominion of Canada*, c'est-à-dire puissance du Canada, se compose de toute l'ancienne Amérique anglaise, sauf l'île de Terre-Neuve, qui reste à part. C'est une puissante république fédérale déjà presque indépendante à l'égard de l'Angleterre. La couronne nomme le *gouverneur général*, personnage presque exclusivement décoratif, choisi parmi les lords anglais qui parlent également bien le français et l'anglais, puisque les deux langues sont indifféremment employées dans les actes publics. Comme les rois constitutionnels, le gouverneur général a pour mission de choisir les ministres dans la majorité du Parlement. Ceux-ci exercent le pouvoir exécutif; ils désignent aussi les membres du *Sénat*, qui sont au nombre de 80 et nommés pour la vie. La *Chambre des députés* est composée d'un peu plus de 200 membres, dont 65 d'origine française, qui sont nommés par les Canadiens d'après un mode de suffrage censitaire assez compliqué. Dans chaque État fédéré, le

gouverneur général nomme de même un lieutenant-gouverneur, dont l'autorité est purement nominale; les ministres qu'il choisit gouvernent avec un Conseil législatif élu. La capitale fédérale est la ville d'Ottawa, à la limite du Canada français et du Canada anglais. Le lieutenant-gouverneur et le Conseil législatif résident dans la capitale de chaque État confédéré. Les sept États qui forment le Dominion sont gouvernés de même; ce sont l'*Ile du Prince-Édouard*, la *Nouvelle-Écosse* ou Acadie avec l'île du Cap-Breton, le *Nouveau-Brunswick*, l'*État de Québec* ou bas Canada, l'*État d'Ontario* ou haut Canada, le *Manitoba*, et la *Colombie britannique*. Quatre territoires situés entre le lac Ouinnipeg et les Montagnes Rocheuses n'ont encore qu'un rudiment d'organisation; ce sont *Assiniboïa*, *Saskatchewân*, *Alberta* et *Athabasca*; ils deviendront bientôt des États complets grâce à l'énorme poussée de l'émigration et de la culture vers l'ouest. Quatre autres, *Keawtin*, le *Nord-Ouest*, le *Nord-Est* et le *Labrador oriental*, sont presque dénués d'habitants et placés sous la dépendance directe du gouvernement central.

La race française au Canada. — Sauf le gouverneur général, tous les fonctionnaires, ministres et lieutenants-gouverneurs des États particuliers, membres du Parlement, etc., doivent être de nationalité canadienne. L'autonomie de la colonie est donc presque complète. L'Angleterre s'est résignée à l'accorder au lendemain de la guerre de sécession américaine par crainte, soit d'une conquête possible des États-Unis, soit de soulèvements qu'auraient pu provoquer contre les Anglo-Saxons du Canada les Français et les Irlandais qui y sont très nombreux.

C'est qu'en effet, sur près de cinq millions de Canadiens, il y a un bon tiers de Français catholiques ardents, parlant un français classique qui rappelle celui de la Fontaine et de Mme de Sévigné. On accuse quelquefois les Français de ne point être aptes à coloniser :

l'exemple du Canada prouve le contraire. Lors de la cession du Canada à l'Angleterre en 1763, on comptait environ 60 000 colons français. Bien qu'il n'y ait eu aucune immigration de la métropole, bien que pendant longtemps les Anglais aient fait tous leurs efforts pour arracher du cœur de leurs nouveaux sujets l'attachement à leur ancienne patrie, proscrivant la langue française, persécutant le catholicisme, les 60 000 anciens colons sont devenus en un peu plus d'un siècle plus d'un million et demi. Où trouver un exemple d'une si forte vitalité ?

Prospérité économique. Le Transcanadian railway. — Aujourd'hui les deux langues sont regardées comme officielles au même titre ; tous les cultes sont librement exercés. Les Français, sans renier leur vieille affection pour la France, sont ralliés à un gouvernement qui satisfait à toutes leurs légitimes aspirations. Montréal, Québec, Toronto, Hamilton, Ottawa, deviennent d'importantes cités commerciales, aménagées à l'euro-pénne et dotées de tous les progrès de la civilisation contemporaine. Depuis peu de temps une grande ligne, le *Transcanadian railway*, a été ouverte à la circulation pour relier les ports de l'un à l'autre Océan. Cette voie ferrée commence à Halifax et dessert toutes les villes importantes du Saint-Laurent et ses grands lacs ; elle enrichit des villes toutes nouvelles, Fort-Arthur et Fort-William au nord du lac Supérieur, Ouinnipeg sur le lac du même nom, Régina, Calgary dans les belles prairies de l'Ouest ; Vancouver avec ses annexes de New-Wesminster et de Port-Moody, point terminus de la ligne, port du plus grand avenir sur le Pacifique. En effet on peut effectuer par cette voie le trajet de Liverpool à Yokohama du Japon en trente jours. Il faut quarante-cinq jours pour le même trajet effectué par Suez et Singapour. Comme aux États-Unis, la plus grande étendue de ce chemin de fer a été construite en plein désert. La population s'est agglomérée autour de la gare, et des

villes sont nées comme par enchantement avec leurs distributions d'eau, leur éclairage au gaz ou à l'électricité, leurs imprimeries, leurs journaux, leurs hôtels et leurs banques. C'est tout un monde nouveau, grand comme plusieurs Frances, qui se trouve par cette construction audacieuse appelé à la vie civilisée.

Développement de la culture. Emigration vers l'ouest. — Combien d'éléments nouveaux de prospérité se sont ajoutés en effet dans ce *Far-West* canadien qui, de même que le *Far-West* des États-Unis, devient le champ favori de l'immigration! Ce n'est plus seulement la grande pêche sur le banc de Terre-Neuve, ou dans les fjords de la Colombie britannique; ni l'abattage des forêts, où l'on a trouvé, le long des affluents de la rive gauche du Saint-Laurent, des *wellingtonia* géants mesurant jusqu'à 137 mètres de haut et 35 mètres de diamètre, où l'on exploite le *pichpin* d'aspect si gracieux; voici que les agriculteurs jusqu'ici resserrés sur un étroit ruban de terres voisines du Saint-Laurent et des grands lacs voient s'ouvrir les plaines étendues du Manitoba, formées d'un gras humus qu'il suffit de gratter légèrement pour en obtenir d'admirables moissons. Le Manitoba, ouvert seulement depuis quelques années à la culture, semble devoir être dans un avenir prochain l'un des plus riches greniers à céréales du monde entier. Plus à l'ouest, les plateaux qui s'étendent en pente douce des Montagnes Rocheuses jusqu'aux grands lacs, attirent par leurs immenses prairies des éleveurs toujours plus nombreux. Le mineur trouve en abondance dans les montagnes de l'Ouest, non seulement l'or et l'argent autant qu'en Californie et au Nevada, mais la houille, qui n'existe pas plus au sud, le cuivre, enfin le pétrole, qui paraît devoir réservier beaucoup d'heureuses surprises aux chercheurs. Dans le Nord, les Indiens, les métis, les Ecossais et les Français, unis par le même goût des aventures, pratiquent en toute liberté leur métier de chasseurs et de trappeurs et con-

tinuent d'alimenter des plus riches pelleteries les forts et comptoirs fondés par l'ancienne compagnie de la baie d'Hudson, dont le territoire a été absorbé dans la grande confédération du *Dominion*. Ainsi les ressources les plus variées sous un climat souvent rigoureux, mais éminemment salubre, et avec un gouvernement qui laisse au complet développement de l'individu une absolue liberté, voilà des séductions qui peuvent attirer vers ce monde du *Dominion* une population toujours plus nombreuse d'immigrants. Un jour viendra, qui n'est pas loin sans doute, où le Canada, comme un fruit arrivé à maturité, se détachera complètement de l'Angleterre, sa métropole. Ce jour-là, les hommes d'État de la grande république des États-Unis chercheront peut-être à faire entrer dans leur puissante fédération cette république sœur. Mais ni les Canadiens anglais, ni surtout les Français, n'accepteraient cette solution sans protester les armes à la main. Devant une tentative d'annexion de leurs ambitieux voisins, ils ne céderaient qu'à la force.

Conclusion. — L'histoire du Canada doit être pour nous un grand enseignement. Les Français auraient dû y conserver l'avantage ; leur initiative particulière ne s'est jamais lassée ; nulle part plus d'énergie n'a été mise au service de plus d'intelligence et de plus d'entrain. Mais l'État a manqué ici à son rôle de protecteur continu et méthodique. Une suite de tentatives officielles d'occupation presque aussitôt abandonnées, une tutelle administrative qui arrêtait tout élan, décourageait toute immigration nouvelle ; puis, au moment décisif, quand il s'agit de lutter pour l'existence, le complet abandon du gouvernement de Louis XV, telles ont été les raisons de la perte du Canada par les Français. Les Anglais ont procédé par une méthode toute différente : ils ne se sont inquiétés de leurs colons, cernés sur les côtes de l'Atlantique, que quand il s'est agi de les défendre. Mais alors le gouvernement n'a pas un instant failli à sa tâche, et, sans empiéter en rien sur la libre autonomie de ses

sujets, il a mis à leur service toutes les forces navales britanniques. Cette histoire est consolante aussi, puisqu'elle nous montre la vitalité, la fécondité exceptionnelle des familles canadiennes françaises. Elle nous prouve que notre vieille race latine transplantée sur un sol favorable ne dégénère pas : et cette race de sang si généreux saura défendre contre tous, comme elle l'a fait dans le passé, sa pleine indépendance. Le Canada restera aux Canadiens.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

- FLEUVE : Saint-Laurent, se jette dans l'Atlantique.
- ILES : Terre-Neuve, Prince-Edouard, Cap-Breton et presqu'île de l'Acadie à l'embouchure du Saint-Laurent.
- VILLES : Halifax, Québec, Montréal, Ottawa, Fort-Arthur, Fort-William, Winnipeg, Régina, Calgary, Vancouver, échelonnées de l'E. à l'O. sur le cours du chemin de fer transcanadien, — Toronto et Hamilton, plus au S. sur le lac Ontario.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

Le Canada découvert par Sébastien Cabot (1497), colonisé d'abord par les Français (XVI^e et XVII^e siècle). — Sous François I^r : Verrazani, Jacques Cartier et Roberval; sous Henri IV et Richelieu Champlain : fondation de Québec (1608), de Montréal (1611); la colonie organisée par Colbert. Progrès sous le gouvernement du comte de Frontenac.

Lutte avec les Anglais pendant tout le XVIII^e siècle. — Au traité d'Utrecht (1713), abandon de Terre-Neuve, de l'Acadie et de la baie d'Hudson ; à la paix de Paris (1763), perte du reste du Canada. Persécutions contre les Français.

État actuel. — Constitution du Dominion (1867-1873). Sept États; huit territoires. Cap. fédérale : Ottawa. Superficie équivalente aux quatre cinquièmes de l'Europe. Popul. de cinq millions d'habitants (1895).

SUJETS A ÉTUDIER

- I. **La race française au Canada.** — Une France s'est perpétuée qui parle encore la langue de Colbert et du bon La Fontaine, qui rappelle par ses traditions et ses mœurs patriarcales la France du drapeau blanc fleurdelisé.

1^e Étonnante vitalité. — Nombreuses familles de 12 à 15 enfants : en 1890, une loi du Parlement de Québec a octroyé 40 hectares de terre à tout père de famille ayant 12 enfants vivants. Dans une commune de 300 familles, 17 d'entre elles avaient droit aux 40 hectares. — *Remarquable longévité* : dans la petite commune de l'Assomption on a pu célébrer le même jour, en 1888, le cinquantenaire du mariage de 40 conjoints. Il semble que le froid active la vie et la conserve.

2^e Expansion des Français. — Jadis cantonnés sur les bords du cours inférieur du Saint-Laurent, ils se répandent dans le Manitoba et dans les prairies de l'Ouest, franchissent le grand fleuve, gagnent du terrain dans tout le nord-est des États-Unis. (Le Maine et le New-Hampshire ont au congrès de Washington plusieurs représentants qui sont des Canadiens français.) Ils regagnent de ce côté le terrain enlevé au Canada par les citoyens des États-Unis.

3^e Leur patriotisme. — Les Canadiens français ont gardé un cœur vraiment français. Nombreux enrôlements et souscriptions ouvertes parmi eux, au moment de la guerre franco-allemande ; ils célèbrent nos fêtes nationales, s'associent à tous nos deuils.

Littérature française du Canada. — Très riche et très vivante : M. Fréchette, poète canadien récemment couronné par l'Académie française. — M. Rameau, le grand historien national du Canada, l'apôtre éloquent des idées françaises.

La population française double en vingt-cinq ans. On estime qu'à la fin du xx^e siècle il y aura, sans aucune immigration étrangère, 30 millions de Français au Canada, si la progression de la population se maintient aussi rapide que dans ces dernières années.

II. Les indigènes au Canada. — 1^e Zone glacée du nord.

— Les *Esquimaux*, mangeurs de poissons crus (c'est la signification du mot *esquimau*), buveurs d'huile, vivent misérables au nombre de 4000 au plus sur les bords de l'Océan Glacial arctique, dans des *toundras*, c'est-à-dire des marécages glacés pendant 9 à 10 mois de l'année. Chasse à l'ours, aux gros cétacés, baleines, narvals, cachalots, aux morses et phoques. La vie n'est nullement éteinte dans ces parages où l'on a constaté des froids de 55°. Elle se réveille avec une intensité singulière pendant les quelques semaines que dure l'été.

2^e Les *Indiens*, dans la région forestière située entre 62° et 55° de latitude. Ils sont au nombre de 120 000 à 130 000 — plutôt en augmentation ; — ils ont été mieux traités qu'aux États-Unis et surtout qu'en Australie, grâce aux Français, leurs alliés des premiers jours. Beaucoup de *métis*, les *bois-brûlés*, sont parmi les plus hardis chasseurs et trappeurs. — La plupart convertis ; beaucoup parlent anglais ou français ; vivent dans les villes : une femme

poète de langue anglaise, d'un grand mérite, Pauline Jonhston, est une *Iroquoise*. Les *Hurons*, *Algonquins*, *Ottaouais*, etc., constituent des groupes encore assez nombreux. Ils vivent de préférence dans les *réserves* que le gouvernement leur a laissées. — Ils ont besoin d'une complète liberté, ne savent pas se fixer, mais forment avec les métis une excellente avant-garde pour les vrais colons; ils reculent vers le Nord devant l'invasion progressive des visages pâles.

OUVRAGE A CONSULTER. — De Lamotte. *Cinq mois chez les Français d'Amérique.*

CHAPITRE XXII

L'AMÉRIQUE LATINE

I. Œuvre des Espagnols en Amérique. — La conquête. — Les grands empires. — Exploitation à outrance des Indiens. — Monopoles commerciaux.

II. La formation des Républiques hispano-américaines. — Causes du soulèvement. — La lutte pour l'indépendance (1808-1825). — Bolivar, Saint-Martin; secours indirects des Anglais. — Constitution des Républiques. — Fréquentes révoltes. — Centralistes et fédéralistes.

III. État actuel. — Influence des Yankees dans le Mexique et l'Amérique centrale. — Immobilité de la Colombie, du Pérou. — Le progrès dû à l'immigration européenne. — La vie au Chili. — Prospérité croissante de la République argentine. — Le Brésil : dom Pedro II; l'affranchissement des esclaves; la république. — Avenir de l'Amérique latine.

L'Amérique latine. — L'Amérique latine est toute la partie du continent américain colonisée par les Espagnols et les Portugais. Les premiers aventuriers y sont venus en chercheurs d'or : ils y ont commis tous les crimes qu'engendre la soif de l'or. La race indienne, si douce, a été décimée par eux en quelques années. Il a fallu, pour sauver ce qui en restait, substituer aux Indiens les nègres plus résistants. De grands empires ont été fondés : les vice-royautés de Mexico, de Santa-Fé de Bogota, de Lima, de Buenos-Ayres par les Espagnols ; le Brésil

par les Portugais. Ils se développaient sur une centaine de degrés de latitude, depuis le nord de la Californie jusqu'au cap Horn et sur une superficie égale à celle de tout le continent africain. Les habitants de l'Espagne et du Portugal étaient trop peu nombreux pour suffire à peupler de si vastes étendues de territoires. Aussi de nombreuses unions eurent-elles lieu avec les indigènes. La race actuelle est une race métisse fortement mêlée des deux sangs, race pleine d'endurance et de vigueur qui a gardé la belle fierté des hidalgos espagnols, leurs prétentions à la noblesse et malheureusement aussi leur dédain trop général pour le travail de l'industrie et du commerce.

Organisation des colonies espagnoles. —

L'Espagne, qui a opéré si brillamment la conquête, n'a pas su donner une bonne organisation à ses colonies. Au commencement de ce siècle, la couronne était encore propriétaire unique des terres. Les Espagnols venant d'Europe exerçaient seuls les emplois. Les créoles étaient possesseurs des plantations ou des exploitations minières. Les métis, avilis légalement, subissaient des avanies de toute sorte. Les nègres, chargés du service intérieur ou des travaux les plus durs, maltraitaient les Indiens. Ceux-ci, convertis par le clergé, mais non considérés comme des « êtres de raison », étaient parqués dans leurs villages ou répartis dans les *encomiendas*, c'est-à-dire dans les grands domaines ruraux, assimilés aux bêtes de somme pour le travail de la terre ; ils devaient aussi fournir aux mines un contingent fixé par une sorte de conscription ; il était si rare que celui qui était pris par la *mita* ou conscription pût sortir vivant de l'enfer des mines où il était plongé, que ses amis et parents célébraient avant son départ l'office des morts sur sa personne. Les vice-rois et leurs subordonnés, les capitaines généraux exerçaient une autorité absolue dans leur circonscription : « Dieu est très haut, dit l'un d'eux, le roi est très loin et le maître ici, c'est moi. » Les *audiencias* ou cours de justice étaient inves-

ties de pouvoirs étendus, mais ne jugeaient que dans l'intérêt de la métropole. Gouverneur, magistrats et fonctionnaires de tout ordre ne songeaient qu'à s'enrichir au plus vite aux dépens de leurs administrés, pour aller jouir en Espagne de la fortune acquise par les procédés les moins scrupuleux. L'esprit de leur gouvernement se résume en un seul mot : *la défiance*. Maintenir parmi les colons une ignorance crasse était le premier article de leur programme. « Apprenez à lire, à écrire et à dire vos prières, dit un vice-roi au corps enseignant du collège de Lima ; c'est tout ce qu'un Américain doit savoir. »

Les monopoles commerciaux. — Tout le commerce, toute l'industrie étaient réservés à la métropole. Les *galions* (vaisseaux de transport) et la flotte de guerre qui les convoyait partaient chaque année de Séville, pour aller porter à Vera-Cruz, à Porto-Belio et à Carthagène les produits de l'industrie espagnole et le rebut des manufactures européennes. On força un jour les Indiens presque nus à acheter à un prix très élevé un lot de bas de soie et de lunettes qui n'avaient pu trouver un autre placement. Les galions rapportaient le sucre, l'indigo, le coton et surtout les riches produits des mines. Mais les colonies ne pouvaient fournir que les matières qui manquaient à la métropole. Défense absolue leur était faite de se servir du fer de leurs mines, ou de cultiver la vigne ; le fer et les vins d'Espagne ne pouvaient supporter cette concurrence. Le contrevenant était traité comme contrebandier, livré à l'inquisition et puni de mort comme impie. Les étrangers ne pouvaient visiter les colonies, même comme touristes ou comme savants. L'illustre Humboldt dut se livrer à de nombreuses démarches pour obtenir d'y faire un voyage purement scientifique. Aussi les plus odieux monopoles étaient-ils encore en vigueur. Une sorte de muraille de Chine séparait du monde extérieur tous ces colons hispano-américains.

Les soulèvements. — Mais les idées pénètrent

quand même. Déjà les Anglais, depuis 1713, avaient obtenu d'envoyer chaque année à Carthagène un navire, dit de *permission*, dont le chargement devait entrer en franchise dans les colonies espagnoles. Ce navire y resta presque constamment à l'ancre; sa cargaison se renouvelait sans cesse et servait à alimenter les colonies espagnoles des produits manufacturés de l'Angleterre. La déclaration d'indépendance des États-Unis, les principes de la Révolution française exercèrent une influence considérable. Les colons cherchaient désormais à s'affranchir du despotisme politique et des monopoles commerciaux de la métropole. Déjà le ministre espagnol d'Aranda avait conseillé au roi Charles III de constituer en Amérique de grands empires, vassaux de l'Espagne, dont la souveraineté serait donnée à des princes de sa famille. Les colons étaient mûrs pour la révolte, sinon encore pour l'exercice de la liberté. Le prétexte du soulèvement fut l'intervention de Napoléon en Espagne. Les Américains refusèrent de reconnaître le roi Joseph. Mais ils ne voulurent pas davantage se soumettre aux *juntas* de Cadix ou des Asturies, qui prétendaient continuer à donner des ordres aux colonies. La métropole était livrée à l'anarchie; les colons en profitèrent pour s'affranchir. De 1808 à 1815, ils prennent pour prétexte la nécessité de lutter contre les Français. De 1815 à 1825, ils se mettent en révolte ouverte contre Ferdinand VII rétabli. Après 1825, commence la période de l'organisation : les républiques nouvelles se donnent une constitution politique au milieu des luttes civiles et des bouleversements.

Luttes pour l'indépendance (1808-1825). — De 1808 à 1810, l'insurrection éclata presque en même temps au Mexique, dans la Colombie et dans les États du Rio de la Plata. Le curé de Dolorès, Hidalgo, et, après lui, Iturbide et Santa-Anna proclamèrent l'indépendance du Mexique. A Caracas, Miranda et Bolivar se mirent à la tête du soulèvement, qui fut très sanglant. Chassé

pendant quelques mois par les chefs royalistes Monte-verde et Morillo, Bolivar revint victorieux et son char triomphal, dételé par une foule enthousiaste, fut traîné par douze jeunes filles. Sa réputation devint populaire en Europe : on y porta des chapeaux « à la Bolivar ». Ses compagnons d'armes et ses amis, les généraux Sucre et Saint-Martin, proclamèrent l'indépendance de la Bolivie, qui prit le nom de son libérateur, du Pérou, du Chili et des États du Rio de la Plata.

Ferdinand VII fit, après 1816, les plus grands efforts pour soumettre ses sujets révoltés. Mais il n'avait ni armée ni ressources d'aucun genre : le tsar Alexandre lui fit l'aumône de quelques frégates, pour l'aider à transporter ses troupes. Chateaubriand, à la suite de l'intervention française de 1823 en Espagne, proposait de transformer les colonies espagnoles en empires souverains, à la tête desquels seraient placés des princes Bourbons des maisons d'Espagne et de France. Cela ne faisait pas le compte des États-Unis, qui, par la voix du président Munroë, proclamaient que *l'Amérique devait appartenir aux Américains* et que l'Europe n'avait pas à intervenir dans ses affaires intérieures.

D'autre part, le ministre anglais Canning craignait de voir les colonies, affranchies de l'Espagne, passer sous la suzeraineté des États-Unis ; le commerce anglais avait un intérêt capital à assurer à ses produits le libre marché de toute l'Amérique espagnole. Aussi les Anglais ne ménagèrent-ils pas aux Hispano-Américains un appui déguisé, mais efficace. C'est avec des capitaux anglais qu'Iтурбide chercha à fonder au Mexique un empire héréditaire (1822). L'Écossais Mac-Gregor secourut Bolivar dans le Vénézuéla. O'Higgins et l'amiral Cochrane aidèrent le général argentin Saint-Martin à affranchir le Chili et le Pérou. Les États-Unis et l'Angleterre reconurent les premiers l'indépendance des nouvelles républiques (1823-25). Depuis 1825, Ferdinand VII renonça à les replacer sous son autorité.

L'organisation politique. Les républiques.

— Le libérateur Bolívar projetait de fonder en une immense confédération tous les États affranchis. Il réunit leurs représentants en un congrès solennel à Panama (1826). Le congrès vota un traité d'alliance offensive et défensive entre toutes les républiques américaines. Mais, malgré les éloquentes appels de Bolívar en faveur de l'union, la division prévalut. L'Amérique centrale forma cinq petites républiques (Guatémala, Honduras, San-Salvador, Nicaragua et Costa-Rica); la Colombie en forma trois autres beaucoup plus grandes : la Nouvelle-Grenade, le Vénézuéla et l'Équateur. L'ancienne vice-royauté de Lima se scinda en trois États : le Pérou, le Haut-Pérou ou Bolivie et le Chili; et l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres forma de même les trois républiques du Rio de la Plata, du Paraguay et de l'Uruguay.

Les partis : centralistes et fédéralistes. —

Cependant le triomphe de l'indépendance ne fut pas le signal d'une pacification générale. Les Espagnols d'Amérique passaient sans transition de la plus écrasante servitude à la pleine et entière liberté. Ils étaient incapables de se gouverner eux-mêmes; des partis irréconciliaires s'y disputèrent longtemps le pouvoir. Les uns voulaient constituer fortement le pouvoir central, sous le nom de *conservateurs*, de *centralistes* ou *d'unitaires*. Les autres, sous le nom de *libéraux*, de *radicaux*, de *fédéraux*, prétendaient au contraire que les diverses provinces devaient former des États presque autonomes avec une grande somme de libertés locales. Les partis se sont constamment disputé le pouvoir à coups de force ou de surprise. Les révolutions et les changements apportés à ces constitutions ont été aussi nombreux que dans les républiques italiennes du moyen âge. Cependant toutes ces constitutions ressemblent à celle des États-Unis : un président, investi du pouvoir exécutif, un Sénat et une Chambre des représentants, qui

exercent le pouvoir législatif, se retrouvent partout. Mais, dans les constitutions unitaires, les États sont qualifiés du nom de provinces ou de départements; de plus le Sénat et la Chambre des représentants sont nommés en général par un mode différent de suffrage, mais toujours d'après le chiffre de la population. Au contraire, dans les constitutions fédératives chaque État nomme un nombre identique de sénateurs quelle que soit sa population¹.

Avenir des républiques hispano-américaines. — Actuellement, la situation de ces différentes républiques, qui ont eu pendant si longtemps la même histoire, est très différente. Toutes ont gardé fidèlement la langue espagnole et le catholicisme. Mais plusieurs languissent, sans pouvoir s'affranchir de la funeste coutume des guerres civiles et des révolutions, et surtout sans recevoir de l'Europe cet appoint si précieux d'une forte immigration de travailleurs. On peut dire que l'avenir de ces États hispano-américains est lié d'une façon intime à l'immigration des colons et des capitaux. Mais les Européens ne viennent s'établir que dans les régions où le climat leur est favorable. C'est au sud des tropiques qu'ils se portent en plus grand nombre. Les républiques de la zone torride semblent donc condamnées à une longue immobilité.

Mexique et Amérique centrale. — Le Mexique, peuplé de 12 millions d'habitants, est avec le Brésil le plus puissant État de l'Amérique latine. Si les côtes en sont basses, malsaines, sans cesse exposées à l'horrible fléau de la fièvre jaune, le Mexique jouit au contraire dans ses hauts plateaux d'un climat salubre. Il renferme en abondance d'incomparables richesses minières et de

1. Actuellement, dans l'Amérique du Sud, la Nouvelle-Grenade, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili, la Bolivie et le Pérou ont des constitutions unitaires; le Vénézuéla, le Brésil, la République

argentine et l'Equateur, des constitutions fédératives. Mais il y a eu beaucoup de changements et il peut y en avoir encore.

grandes ressources agricoles. Depuis 1876, l'administration d'un président habile, Porfirio Diaz, a fait tomber les barrières élevées contre l'intrusion des étrangers. Les capitalistes des États-Unis y ont construit 10 000 kilomètres de chemins de fer, bâti des écoles, amélioré les ports, créé des industries métallurgiques et des filatures. Mais l'ambition des hommes d'État *yankee*, de pouvoir conquérir un jour le Mexique semble devoir être reléguée dans le domaine du rêve. Le Mexicain ne se laisserait pas assimiler; d'ailleurs l'Anglo-Saxon ne fait point souche sous les tropiques.

Les cinq petites républiques de l'Amérique centrale ont compris qu'elles n'avaient pas la force de vivre isolées. Elles cherchent à se rapprocher. L'établissement de nouveaux chemins de fer, qui uniront ces petits États, le percement d'un des nombreux isthmes américains, aideront à cette solution. Déjà, en 1889, elles ont conclu, sous le nom de *Centro-America*, un traité d'alliance qui les unit pour dix ans en une fédération. Il est possible que dans l'avenir cette union devienne encore plus étroite au grand profit des États confédérés. Là aussi, les grandes entreprises sont dues aux capitalistes des États-Unis. Ce sont eux qui, après l'échec de M. de Lesseps à Panama, ont commencé les travaux du percement de l'isthme de Nicaragua.

Le *Yankee* joue donc dans l'Amérique centrale le même rôle que l'Européen dans l'Amérique du Sud. Par son initiative et ses capitaux, il met en valeur les grandes richesses naturelles du pays. Mais c'est en vain qu'il prétend l'absorber; l'Amérique centrale ne veut pas se fondre dans l'Amérique anglo-saxonne.

La Colombie et le Pérou. — La partie septentrionale de l'Amérique du Sud est la moins propre à l'acclimatation des Européens. C'est le domaine de la forêt vierge, où la nature est trop débordante pour l'homme; l'immigration étrangère y est presque nulle. Le Vénézuéla l'emporte par la production agricole; la

Nouvelle-Grenade, par la production minière; l'Équateur, par les troubles intérieurs : de 1852 à 1887, en trente-cinq ans, on y a compté huit révolutions ou changements de constitution : « Cacao, fièvre, révolutions, voilà tout l'Équateur », dit un voyageur désabusé.

La situation politique du Pérou et de la Bolivie n'est guère plus stable : le développement de l'instruction n'y est guère plus avancé. Aussi, dans leur guerre contre le Chili, ces deux républiques coalisées ont-elles subi un échec complet (1879-1883). Elles ont perdu l'enjeu de la querelle, c'est-à-dire les solitudes désertes du Tamarugal et de l'Atacama, riches seulement par leur terre à salpêtre et leurs minerais précieux.

La vie au Chili. — Quand on arrive au Chili, une activité plus grande commence à se manifester. Sans doute le climat n'y présente pas partout de grandes séductions : dans le nord, la sécheresse est extrême; l'apparition d'un nuage dans le ciel toujours serein est un phénomène rare, que les vieillards ont quelque peine à expliquer aux petits enfants. Pour boisson, il faut distiller l'eau de mer; aux jours brûlants succèdent des nuits glacées. Mais dans ce sol ingrat nulle roche qui ne soit un minerai de cuivre, d'argent ou d'or, ou du *caliche*, c'est-à-dire de la terre à salpêtre. La fièvre du riche filon y a été aussi ardente en ces dernières années que dans la Californie, au moment de la révélation des placers; elle a donné lieu au même afflux d'aventuriers, au même jeu, aux mêmes crimes. Presque assurés de faire fortune, s'ils ne se ruinent pas par la débauche, ces aventuriers mènent une horrible vie, sous un horrible climat.

La partie centrale du Chili jouit au contraire du climat de l'Italie ou de notre côte méditerranéenne, avec une humidité croissante en allant vers le Sud. Les palmiers, la vigne, les fruits, les céréales, les pâturages donnent là d'excellents produits qui n'excluent pas l'exploitation des mines. La partie méridionale du Chili, très pittoresque à cause de ses cimes altières, dont

Amérique du Sud.



le pied baigne dans des fjords d'une merveilleuse couleur et d'un calme idéal, n'est plus habitée que par des Araucans nomades, ou des pêcheurs fuégiens, misérables et dégradés. Les trois millions de Chiliens n'augmentent que par l'excédent des naissances; bien peu d'Européens viennent chercher fortune dans un pays si reculé, où les communications intérieures sont encore si rares et si difficiles. On constate même depuis quelques années un certain essaimage des Chiliens vers la Plata et vers le Pérou.

Cependant le Chilien a dans les veines plus de sang d'Européen que le Bolivien ou le Péruvien. Il a plus d'aptitude à se laisser gouverner. Nulle part les révoltes n'ont été moins fréquentes; nulle part l'instruction n'est plus développée. Le Chili a sa carte d'état-major soigneusement dressée, sa marine de guerre puissamment armée, ses ingénieurs et ses savants. Le budget est en équilibre et le peuple très travailleur. Quand la Cordillère aura été percée, quand le chemin de fer *transandin* reliera Valparaiso à Buenos-Ayres, les riches produits du Chili trouveront pour s'exporter en Europe de plus grandes facilités. La prospérité de la courageuse république en sera doublée.

La République argentine. L'immigration. — La République argentine a vu sa population doubler en moins de vingt ans. De toute l'Amérique du Sud, c'est elle qui reçoit la plus forte proportion d'immigrants. Les Italiens y sont les plus nombreux : ils cultivent la terre avec beaucoup d'énergie, mais vivent sans aucun souci du bien-être dans le *rancho*¹ primitif de l'indigène. Les céréales, la vigne, le manioc, la canne à sucre prospèrent surtout dans la région centrale. Nos Basques viennent aussi en grand nombre, attirés par des parents déjà établis; ils se portent surtout dans les *pampas* du

1. Le *rancho* est une mesure recouverte de chaume avec des murs en pisé recrépits de bouse de vache et le sol nu pour plancher; on n'y trouve que des meubles et des ustensiles rudimentaires.

Sud, c'est-à-dire dans les grandes plaines herbeuses qui sont le paradis du bétail. Ils vivent de préférence dans les *estancias*, grandes fermes isolées, fortifiées comme un château fort, munies comme un magasin de tout ce qui est indispensable à la vie primitive du pasteur, adjointes à de grands bâtiments d'exploitation pour la préparation de la viande, des graisses et des cuirs. Là le Basque dispute au *gaucho*, métis presque sauvage, fier comme l'Espagnol, fourbe et rusé comme l'Indien, tous les métiers que comporte l'élevage en grand du bétail. Il est dompteur de jeunes poulains, marqueur de bœufs : la marque s'opère au printemps ; chaque *estancia* a la sienne ; le bétail, une fois marqué au fer rouge, de son état civil indélébile, peut errer partout en liberté. Tous ces travaux sont accomplis à cheval, à l'aide du *lazzo*, avec une incroyable dextérité. Jadis on tuait l'animal pour le cuir ; la viande pourrissait sur place. De nos jours, elle est séchée, boucanée, salée ou emmagasinée dans des boîtes de conserves, ou transportée dans des navires à courants d'air frigorifique. La viande est cependant encore d'un bon marché surprenant : à Buenos-Ayres le mouton se paie 4 francs les 25 livres ; le bœuf, 6 francs.

Les Français viennent aussi en nombre appréciable : ils recherchent les situations plus élevées dans les exploitations minières de la région andine, ou dans les maisons de commerce et de banque des grandes villes. Les Allemands et Suisses semblent se détourner de ces pays. Ils apprennent difficilement l'espagnol ; mais une fois acclimatés, ils sont de solides et courageux travailleurs. La région du Nord, connue sous le nom de *Grand-Chaco*, est la moins propice aux Européens ; c'est un pays de grandes savanes herbeuses, de fourrés et de forêts ; on y fait de belles chasses ; mais l'Européen s'y anémie vite.

Grand avenir. — La République argentine a beaucoup gagné depuis vingt ans : sans doute elle fait de

grands sacrifices pour attirer l'étranger : transport gratuit, fourniture d'une année de vivres, du bétail, des semences, des meubles et outils indispensables à l'installation, cela jusqu'à concurrence d'une somme de 5000 fr. remboursable en trois ans, la terre vendue à raison de 10 fr. l'hectare, voilà de grands avantages, bien faits pour séduire le travailleur pauvre qui a tant de difficultés à gagner en Europe une vie misérable. Aussi l'Europe envoie-t-elle chaque année à la République argentine de 80 000 à 100 000 de ses enfants. Les capitaux européens ont servi à la construction d'un réseau assez avancé de chemins de fer, à l'aide duquel tout le pays peut être mis en valeur. L'avenir de cette grande république est illimité, si elle évite avec un soin jaloux les révolutions politiques et les crises financières.

Le Brésil. Les régions naturelles. — Le Brésil, colonisé par les Portugais, a eu une histoire peu différente des républiques purement espagnoles. Il vaut seize fois la France et n'a encore que 15 millions d'habitants ; mais il reçoit d'Europe de 250 000 à 300 000 immigrants par an et semble à cause de cela appelé à un grand avenir économique.

Toutes les parties de son immense territoire ne sont pas également propres à les recevoir. Le colossal bassin de l'Amazone, le plus chaud et le plus arrosé du monde entier, alimente les intenses poussées végétatives de la forêt vierge ; mais l'homme y est comme écrasé par la colossale nature ; quelques nègres insouciants, des Indiens apathiques ou des demi-blancs anémiés y vivent sans énergie ; l'Européen languit vite dans la forêt amazonienne. Tout autre est l'aspect du plateau triangulaire de l'est et de la côte, au sud du cap Saint-Roch. La houille, le fer se trouvent en abondance dans les provinces de Minas-Geraes, d'Ouro-Preto et de Matto Grosso. On y lave même et on y concasse avec succès le *cascalho*, quartz mêlé d'argile, pour y trouver le précieux diamant. Mais plus riches que toutes les mines

sont les cultures agricoles de cette région : le coton, qui pendant la guerre de sécession des États-Unis a alimenté presque seul les marchés européens, mais dont la culture est en décadence; la canne, qui a donné lieu aussi à quelques mécomptes, à cause de la concurrence européenne de la betterave. Mais le gouvernement favorise par d'importantes primes l'industrie sucrière, qui recommence à prospérer. La *ciposeda*, ou liane-soie, d'une blancheur remarquable et d'une grande résistance, peut remplacer les cotons des plus belles qualités. Mais la plus riche des productions, celle qui sans cesse prend des développements nouveaux, c'est le café. Dans les riches *fazendas*, qui sont les *estancias* du Brésil, et où l'on prépare le précieux grain, les frais de production ne dépassent pas le cinquième des recettes. On plante le café au Brésil comme la vigne en Algérie.

L'histoire. Dom Pedro II (1831-1889). La république. — Le Brésil a été jusqu'à ces dernières années un empire isolé au milieu de toutes les républiques hispano-latines. La dynastie de Bragance, chassée par Napoléon du Portugal, vint régner à Rio de Janeiro (1808). En 1822, le Brésil proclama son indépendance et forma un empire constitutionnel sous dom Pedro I^{er}. Celui-ci abdiqua en 1831 en faveur de son fils. Dom Pedro II (1831-1889) gouverna avec intelligence, assura à ses sujets une longue paix et fut le promoteur de plusieurs mesures libérales, dont la plus connue est l'abolition de l'esclavage. La loi dite *du ventre libre* (1871) décida que tous les enfants nés de parents esclaves seraient libres. Les esclaves des domaines de la couronne furent affranchis sans rançon; enfin la *loi d'or* (1888) donna la liberté à environ un million de noirs qui restaient encore en servitude. En même temps des chemins de fer furent tracés; un service régulier de bateaux à vapeur fut établi sur l'Amazone; de grandes écoles furent créées. Le français y était très en faveur: on l'apprenait dans les écoles primaires conjointement

avec le portugais. Une révolution inattendue força ce prince généreux à s'exiler en France (nov. 1889). Une république fédérative fut constituée, non sans opposition. Elle semble devoir s'affermir de plus en plus. Les immigrants européens s'y portent en plus grand nombre que jamais. Les Italiens tiennent la première place par le nombre; puis les Portugais, qui sont restés en relations particulières avec leur colonie. Les Allemands forment deux groupes compacts de population dans l'Es-pírito-Santo et dans le Rio Grande do Sul; mais ce sont de chétifs îlots dans un océan étranger; les Allemands perdent peu à peu leur langue; ils sont ou deviennent catholiques; ils se fondent dans l'Amérique latine.

Conclusion. — Ainsi la fière nation espagnole, épuisée par l'effort de la conquête, a eu le tort de trop dédaigner le travail et d'exploiter avec trop d'égoïsme son grand empire colonial; mais elle a laissé partout son empreinte. La langue, la religion, le caractère national de l'Espagne se retrouvent nettement marqués dans les populations, bien que mêlées de sang indien, de l'Amérique latine. Cette empreinte est assez forte pour subsister dans l'avenir. Les Hispano-Américains absorbent et s'assimilent les Européens de toute origine qui viennent chercher fortune sur leur sol. Les États-Unis ont cherché à arrêter ce mouvement d'immigration, à fermer l'Amérique du Sud aux produits de l'Europe. Ainsi ils vendraient seuls leurs objets manufacturés à leurs frères latins; ils vendraient au plus haut prix, puisqu'ils n'auraient plus à redouter aucune concurrence. Ils fermeraient l'Amérique espagnole aux immigrants et aux capitaux européens et la placeraient sous leur mainmise avec l'espoir de l'absorber complètement. Mais l'Amérique latine a refusé un si dangereux présent. Elle ne veut pas se laisser dévorer par l'Amérique anglo-saxonne: et, quand celle-ci aura une population assez compacte pour rejeter au dehors le trop-plein de ses habitants, l'Amérique espagnole aura acquis de son côté

la vitalité nécessaire pour s'assimiler les Anglo-Saxons comme elle fait en ce moment pour les Allemands. Elle restera l'Amérique latine.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Porto-Bello, Carthagène, ports de la Nouvelle-Grenade aux deux extrémités du golfe de Darien. — **Déserts de Tamarugal et d'Atacama,** situés entre le Chili, la Bolivie et le Pérou. — **Espirito-Santo, Rio Grande do Sul,** provinces maritimes du Brésil. — **Grand-Chaco, Pampa,** régions au nord et au sud de la République argentine. — On trouvera facilement sur la carte les différents Etats et leurs capitales.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

1^e ÉTATS D'ORIGINE ESPAGNOLE. — Toutes les colonies fondées au XVI^e siècle par les aventuriers espagnols (Fernand Cortez, Pizarre, etc.), et durement exploitées par la métropole, se sont affranchies de 1808 à 1825, sous la conduite de Hidalgo, Saint-Martin, Miranda, Bolivar, etc. Ce dernier essaye en vain, au congrès de Panama (1826), de réunir tous ces États en une seule république ; ils sont restés isolés, souvent aux prises les uns avec les autres, et troublés par de fréquentes révoltes intérieures.

Amérique centrale. — Cinq petites républiques : *Guatemala*, capitale Guatemala ; *San-Salvador*, capitale San-Salvador ; *Honduras*, capitale *Tegucigalpa* ; *Nicaragua*, capitale *Managua* ; *Costa-Rica*, capitale *San-José*.

Superficie totale égale aux quatre cinquièmes de la France. Population : 3 500 000 habitants.

République argentine. — *République fédérative (ou la Plata)*, capitale *Buenos-Ayres*. Commerce assez important, grand élevage de bétail et de chevaux dans les plaines appelées les *pampas*.

Superficie égale au tiers de l'Europe. Population : 4 000 000 d'habitants.

Bolivie. — *République unitaire*, capitale *Chuquisaca* ou *Sucre* ; riches mines de cuivre et d'argent.

Superficie deux fois celle de la France. Population : 1 500 000 habitants.

Chili. — *République unitaire*, capitale *Santiago*, port important de *Valparaiso* ; grand commerce et riches mines de cuivre. Le plus florissant des Etats d'origine espagnole.

Superficie égale aux trois cinquièmes de celle de la France. Population : 3 millions d'habitants.

Colombie (*États-Unis de*) ou *Nouvelle-Grenade*. — Capitale, Bogota. République unitaire.

Superficie, deux fois celle de la France; vastes territoires inhabités. Population : 3 400 000 habitants.

Équateur. — République fédérative, capitale Quito.

Superficie plus considérable que celle de la France. Population : plus de 1 200 000 habitants.

Mexique. — République fédérative, capitale Mexico. Tentative d'établissement d'un empire mexicain sous un archiduc autrichien, Maximilien, avec l'appui de Napoléon III (1863-1867). Maximilien fusillé (1867). Riches mines, cultures.

Superficie : deux cinquièmes de celle de la France. Population : près de 15 000 000 d'habitants.

Paraguay. — République unitaire, capitale Assomption.

Superficie égale à la moitié de celle de la France. Population : 500 000 habitants.

Pérou. — République unitaire, capitale Lima; riches mines, guano. Pays très affaibli par suite de sa lutte récente contre le Chili.

Superficie double de celle de la France. Population : 3 000 000 d'habitants.

Uruguay. — République unitaire, capitale Montevideo; élevage de bétail et de chevaux.

Superficie, un tiers de celle de la France. Population : 650 000 habitants.

Vénézuéla. — République fédérative, capitale Caracas, réunie à la Colombie et à l'Équateur jusqu'en 1822.

Superficie double de celle de la France. Population : 2 500 000 habitants.

2^e ÉTAT D'ORIGINE PORTUGAISE. — **Brésil**, capitale Rio de Janeiro, colonie fondée par les Portugais en 1500; s'est affranchi en 1821, sous dom Pedro; indépendance reconnue par le Portugal en 1825. Rapides progrès au XIX^e siècle. — Végétation extraordinairement variée et riche, magnifiques forêts, mines d'or, diamants, etc.; abolition de l'esclavage depuis 1871.

Superficie presque égale à celle de l'Europe. Population : 15 000 000 d'habitants. République fédérative depuis 1889.

3^e DEUX RÉPUBLIQUES DE NOIRS ET DE MULATRES. — En 1792, soulèvement des noirs dans l'île de Haïti ou Saint-Domingue, qui appartenait alors par moitié à la France et à l'Espagne. Toussaint-Louverture et Dessalines, chefs des rebelles. Une expédition

française, envoyée pour soumettre l'île, échoue en 1802. La France reconnaît l'indépendance (1825). Division en deux républiques souvent troublées. **République dominicaine** (ancienne partie espagnole), capitale *Saint-Domingue*. **République haïtienne** (ancienne partie française), capitale *Port-au-Prince*. Population totale : 800 000 habitants.

Il faut y joindre la **République de Cuba**, capitale *La Havane*, fondée en 1898, après quatre années de luttes contre l'Espagne; créée avec l'appui des États-Unis, elle demeure sous leur influence.

SUJETS A ÉTUDIER

I. Le percement des isthmes américains. — Grande utilité pratique à joindre les deux Océans. — Le percement déjà proposé au roi d'Espagne Philippe II, qui refuse, par la raison que « Dieu aurait créé un détroit à la place d'un isthme, s'il avait voulu cette jonction ».

1^o *Chemins de fer.* — On a proposé d'établir des chemins de fer à l'isthme de Tehuantépec; — à l'isthme de Honduras; — à l'isthme de Costa-Rica; — à l'isthme de Panama. — Le premier est en projet; le second a été abandonné; le troisième s'achève; le quatrième est en exploitation depuis 1855. Il relie *Aspinwall* sur l'Atlantique avec *Panama*.

2^o *Canaux.* — Trois projets ont été préconisés : par l'isthme de Nicaragua, par l'isthme de Panama, par l'isthme de Darien. — Le canal par le Darien n'a jamais reçu de commencement d'exécution (projet Armand Reclus et Napoléon Wyse).

Projet de Lesseps. — Le percement par l'isthme de Panama a été entrepris par M. de Lesseps. La largeur est de 73 kilomètres seulement. Mais la masse granitique de la *Culebra* se dresse à 102 mètres. Les travaux ont été commencés des deux côtés (du côté de l'Atlantique, régularisation du rio Chagres et formidable barrage destiné à emmagasiner ses eaux). On a songé d'abord à percer un *canal à niveau*, c'est-à-dire une tranchée à travers les terres qui séparent les deux Océans; puis, à partir de 1888, on a substitué au premier projet celui d'un *canal à écluses*. L'entreprise était trop coûteuse. Les travaux ont été abandonnés depuis 1889.

Projet américain par l'isthme de Nicaragua. — Largeur de 500 kilomètres diminuée par le cours du rio San-Juan, mais qu'il faut creuser notamment et régulariser. — Puissantes écluses pour s'élever jusqu'aux lacs de Nicaragua et de Managua. Point culminant à 34 mètres. Nouvelles écluses pour redescendre vers le Pacifique. — Les deux ports rejoints seraient Greytown (Atlan-

tique) et Corintho (Pacificque). Les États-Unis, qui étaient à la tête de l'entreprise, l'abandonneront probablement s'ils parviennent à racheter la concession de Panama.

Les difficultés sont énormes : 1^o à cause de l'insalubrité extrême du climat; 2^o à cause de l'étonnante fécondité de la forêt vierge : les sentiers non pratiqués pendant quelque temps se changent en forêts; les arbres se pressent l'un contre l'autre comme une muraille continue qu'il faut saper. Il n'est pas douteux cependant que l'on n'arrive à percer un des isthmes.

OUVRAGE A CONSULTER. — Elisée Reclus, *Géographie générale*, t. XVII, ch. IV et V.

II. — Les missions dans l'Amérique espagnole. — « L'autorité de l'Espagne tient surtout au succès de ses missions. » (Heeren.)

États intermédiaires entre les vraies colonies et le désert. — En dehors des membres de la mission, nulle autre population que les Indiens. — Les étrangers soigneusement exclus, même les voyageurs comme Humboldt.

Organisation communiste. — Huttes toutes semblables; rues tirées au cordeau et à angles droits; chaque Indien tenu de travailler chaque jour une heure le matin et une heure le soir aux terres de la communauté. Le prêtre fait la répartition des produits. — Au centre, sur la place, l'église, l'école, et la *casa del rey*, sorte d'auberge pour les voyageurs indigents. Jusqu'à une distance de 40 lieues carrées, des *haciendas* ou grandes fermes isolées pour l'élevage, avec *presidios* ou petits forts bien armés. — Vie des Indiens réglée dans le plus grand détail par les missionnaires.

Les plus célèbres des missions sont celles du Paraguay, d'où les Jésuites ont été chassés en 1767, et celle de Saint-Gabriel-Archange, dans la Californie, qui n'a été supprimée qu'en 1846, lors de la conquête du pays par les Etats-Unis.

OUVRAGE A CONSULTER. — Paul Leroy-Beaulieu, *Colonisation chez les peuples modernes*, ch. I.

CHAPITRE XXIII

EXPANSION FRANÇAISE EN AFRIQUE

I Algérie et Tunisie. — Soumission récente. — Grandes richesses naturelles. — Accroissement rapide de la population. — La dépense et le profit en Algérie. — Résultats du protectorat en Tunisie.

II Le Soudan français. — Le Sénégal. — Œuvre de Faidherbe. — La route du Niger. — Les explorations et les conquêtes. — Le capitaine Binger dans la Guinée française. — Le colonel Dodds au Dahomey.

III Le Congo. — M. de Brazza. — Ogooué et Congo. Efforts pour relier le Soudan, le Congo et le Tchad.

IV Les autres établissements. — Madagascar; les antécédents. — Le traité de 1885. — La campagne de 1895. — Les îles de l'océan Indien. — Obock.

Importance de l'œuvre des Français en Afrique. — De tous les continents, l'Afrique est celui où la France a laissé le plus de souvenirs et où elle exerce l'influence prépondérante. Elle a reculé sur quelques points; mais elle avance rapidement dans la direction des plus grands fleuves qui servent à pénétrer vers l'intérieur de cette terre encore mal connue. Elle contribue plus qu'aucune autre nation européenne à combattre la hideuse plaie de l'esclavage, à faire sortir les indigènes de la sauvagerie où ils sont encore plongés.

Algérie et Tunisie. — La France possède à ses portes une colonie bien plus précieuse que n'est l'Inde

même pour les Anglais : c'est notre belle Algérie, la France d'outre-Méditerranée. La conquête, commencée seulement en 1830, n'en a été achevée vraiment qu'en 1870, c'est-à-dire il y a un quart de siècle. La Tunisie, annexe naturelle de l'Algérie, n'a été placée sous notre protectorat que depuis 1881, après une rapide et brillante expédition qui s'est achevée presque sans effusion de sang en trois semaines par le traité du Bardo (22 avril-12 mai 1881). Ainsi l'occupation de ces deux pays date d'hier; la colonisation ne fait que commencer et déjà nous avons atteint des résultats presque aussi surprenants que les Romains au bout de quatre siècles.

Déjà les terres sont en culture dans toute l'étendue du Tell algérien : les champs de blé, les vergers, les oliviers donnent de merveilleuses récoltes¹. Les vignobles algériens doublent l'importance de nos vignobles français en partie détruits par l'épouvantable fléau du phyloxéra. En 1878, il y avait seulement 17 000 hectares plantés en vigne : en 1887, il y en avait 80 000, et 140 000 en 1899. Les plantations ont même été trop nombreuses ; les vignobles français étant en grande partie reconstitués, les Algériens ont quelque difficulté à vendre à bon compte leurs trop abondantes récoltes. « Toute la Tunisie, disait naguère un grand propriétaire du pays, est un grand vignoble sans la vigne » ; elle commence à être un vignoble avec la vigne. Dans les hauts plateaux de l'intérieur, situés au sud du Tell, paissent d'innombrables troupeaux de chevaux, de moutons, de chèvres et de chameaux. Là aussi croît de lui-même l'*alfa*, cette plante textile qui ne réclame pas d'autre soin que la récolte et qui sert à fabriquer les nattes, les cordes, le carton et le papier. Plus au sud la datte est le principal produit des oasis algériennes.

1. Un Français a obtenu pour quelques milliers de francs une montagne voisine de la frontière de l'Algérie et de la Tunisie, couverte d'oliviers sauvages, dont personne ne faisait rien. Il em-

baucha quatre Italiens, leur fit greffer ces oliviers, qui lui produisent en moyenne 1 fr. par pied. En cinq ans il est arrivé à en faire greffer 400 000 !

riennes. Et en outre de toutes ces richesses, que de belles forêts de chênes-lièges, que de carrières de marbre et d'onyx; on trouve même quelques mines de fer, et des eaux minérales!

Accroissement de la population. Les travaux publics. — Pour exploiter toutes ces richesses, il faut des colons; et l'on a l'habitude de reprocher à la France de ne point savoir coloniser. L'Algérie compte actuellement plus de 4 millions et demi d'habitants, dont les 4/5 sont accumulés dans la région du Tell, grand à peu près comme vingt-cinq de nos départements. Sans doute cette zone fertile et très saine pour les Européens pourrait être quatre fois plus peuplée. Cependant le progrès est rapide; en trente-cinq ans (1866 à 1901), le nombre des Français s'est élevé de 112 000 à 364 000, c'est-à-dire qu'il a plus que triplé. Pour trouver un accroissement de population aussi rapide, il faut aller, non pas en Europe, ni même aux États-Unis : c'est l'Australie seule qui nous en donne un exemple.

Cependant les difficultés à vaincre étaient énormes. La population de l'Algérie est disséminée sur d'immenses territoires. L'étendue moyenne d'une commune algérienne dépasse celle d'un arrondissement français et sa population moyenne atteint 11 000 habitants. En outre l'Algérie a passé par toutes sortes d'expériences administratives : pour y résister, il lui a fallu un tempérament robuste. Le régime civil, inauguré graduellement depuis 1870, a eu la plus grande part au développement de cette prospérité. Des ports améliorés, des forêts savamment aménagées, des barrages pour recueillir et distribuer selon les besoins l'eau des torrents, des télégraphes sillonnant le pays, 10 000 kilomètres de belles routes tracées, 3000 kilomètres de chemins de fer reliant les plus grandes villes, attestent l'activité de nos travailleurs français et la sollicitude du gouvernement sur ce beau sol qui ne demande qu'à produire. Les chemins de fer en particulier se

développent rapidement. Dès maintenant, on peut aller d'Oran à Tunis. Les lignes secondaires, perpendiculaires à la principale, pénètrent dans les vallées des cours d'eau, atténuent les seuils par des courbes, des pentes ou des lacets, percent par des tunnels les murailles de roc. Ces *lignes de pénétration* créent ainsi des vallées nouvelles, non pas artificielles sans doute, mais rectifiées par l'art. Les deux plus importantes sont celles d'Oran à Aïn Sefra et Beni-Ounif (près de Figuig) et de Bône à Biskra.

Ce que coûte et ce que rapporte l'Algérie.

— Tous ces travaux sont très coûteux. L'Algérie a exigé de la France d'énormes sacrifices, et sur 70 millions de dépenses, elle ne lui rapporte en impôts que 55 millions environ. A ce compte le déficit serait donc de 15 millions, sans compter les dépenses de la guerre et de la marine qui atteignent 50 millions en ces dernières années. — Il est nécessaire de rectifier ce calcul brutal, qui n'a que l'apparence de la réalité. Au produit des impôts il faut ajouter :

	Millions.
1 ^o Recettes des chemins de fer.	28
2 ^o Recettes des établissements de crédit, des grandes compagnies agricoles ou maritimes.	20
3 ^o Bénéfices sur un commerce de 540 millions entre la France et l'Algérie.	54
4 ^o Produit du travail de 320 000 Français estimé au minimum annuel de 1 000 francs par tête, prix d'entretien d'un soldat.	320
	<hr/> 422

Le bénéfice total pour la France de la possession de l'Algérie, défaillance faite du déficit apparent de 15 millions, dépasse donc encore 400 millions. Voilà comment se chiffre le profit matériel, sans tenir compte de l'importance morale et du prestige qui résulte pour la France de cette habile et heureuse colonisation.

Le protectorat français en Tunisie. — Pour

la Tunisie, le progrès tient véritablement du prodige. Grâce au protectorat, le gouvernement indigène du bey de Tunis a été respecté; mais il ne fait qu'exécuter les volontés du résident français et du commandant de nos forces militaires. Ainsi les Français n'apparaissent pas comme des maîtres et des usurpateurs, mais comme de simples redresseurs d'abus. En quatre ans, la justice a été réformée et les indigènes viennent d'eux-mêmes aux tribunaux français, délaissant leurs anciens juges, dont ils connaissent la partialité et la vénalité. Les impôts ont été diminués et cependant, grâce à une bonne gestion et à une surveillance sévère, ils fournissent un rendement supérieur. L'étude de la langue française se propage rapidement et les chefs mêmes de l'islamisme font apprendre le français à leurs enfants. Les ports ensablés de la Goulette près de Tunis et de Bizerte ont été transformés en bassins profonds et sûrs. De nouveaux chemins de fer sont en construction et doivent achever la mise en valeur de tout le pays. La Tunisie se suffit à elle-même et, grâce à ses ressources croissantes, la dotation des travaux publics et des écoles augmente chaque année. L'expérience acquise, l'énergie et l'habileté de nos résidents ont accompli en quelques années toutes ces merveilles.

Progrès nouveaux à réaliser. — Il reste à la France à accomplir ce que les Romains en quatre siècles d'occupation n'avaient pu réaliser. Rapprocher progressivement les indigènes des Français, les associer à tous les progrès, et peu à peu à tous les droits exercés par les Français. La tâche est difficile et lente : les résultats obtenus déjà peuvent cependant bien faire augurer de l'avenir. On y arrivera : 1^o en facilitant la naturalisation d'abord des Européens non français¹, puis des Berbères ; 2^o en transformant la propriété collective, qui appartient

1. Les Espagnols sont au nombre de 50 000 en Algérie et de 12 000 en Tunisie. On compte aussi 18 000 Maltais d'Oran, les Italiens au nombre de 150 000 surtout dans la province d'Oran, les Italiens au nombre de 10 000 en Tunisie.

aux tribus, en propriétés individuelles; 3^e surtout en multipliant les écoles pour apprendre à tous les enfants notre langue. Déjà les Berbères fréquentent volontiers nos écoles, nos marchés, nos chemins de fer. Ils entrevoient les profits qu'ils peuvent tirer de notre civilisation. Toutes les expériences du passé ont appris les véritables méthodes à suivre. Nos administrateurs d'outre-Méditerranée ne failliront pas à leur devoir, et ne tromperont pas nos espérances.

Tentatives pour pénétrer le Sahara. — On a pensé longtemps que l'Algérie serait le point de départ du commerce français pour pénétrer dans le Soudan à travers le Sahara. Les missions de MM. Duveyrier, Largau et Paul Soleillet ont entretenu ces espérances, et des ingénieurs distingués, M. Duponchel et M. Rolland, ont même proposé d'établir à travers le Sahara un chemin de fer qui relierait Alger à Tombouctou sur un parcours de plus de 500 lieues. Mais ce chemin de fer eût couté 400 millions: il eût fallu 20 millions rien que pour amener l'eau nécessaire à la consommation des locomotives. Dans un désert sans villes, où des nomades vivent sous la tente au milieu de rares oasis, n'ayant pour monnaie que des bâtons de sel ou des coquillages enfilés dans une corde, il eût été impossible de trouver le moindre trafic rémunérateur. D'ailleurs les Touareg ou nomades du désert sont des musulmans fanatiques, des pillards éhontés rebelles à toute ingérence de l'étranger. Ils ont massacré par trahison la mission du colonel Flatters (1881), et cette tragique catastrophe a arrêté pour longtemps les tentatives de pénétration au cœur du Sahara. Cependant le commandant Monteil a pu le traverser sans grande escorte de la région du Tchad jusqu'à Tripoli (1893). Diverses négociations heureuses ont été engagées avec les Touareg du Touat et de l'Azjer. Toute la partie centrale du Sahara, depuis l'Algérie jusqu'au Niger et au lac Tchad, a été sillonnée par trois belles missions, celles de Foureau-Lamy, de

Joalland-Meynier et de Gentil (1887-1900), qui ont dispersé les bandes esclavagistes, établi un lien entre nos possessions du Nord, du Soudan, du Congo, et augmenté la sécurité des caravanes. C'est comme un travail préparatoire à la grande entreprise, encore chimérique, du Transsaharien.

Le Sénégal. Le général Faidherbe (1854-1866). — C'est par le Sénégal que l'on peut vraiment atteindre le Soudan. La France y est établie solidement et fait rayonner son influence jusqu'à Tombouctou. Les premiers comptoirs français au Sénégal datent du temps de Richelieu; mais jusqu'à l'arrivée du général Faidherbe nos nationaux n'y étaient en quelque sorte que campés. Trente-sept gouverneurs généraux ou intérimaires se succédèrent en trente-sept ans (1817-1854). Les seuls postes de Saint-Louis et de Gorée étaient occupés solidement. On prodiguait, sous le nom de *coutumes* et de cadeaux, de véritables tributs aux rois indigènes, pour obtenir d'eux une protection aléatoire. La situation des Français était mal assurée et peu digne. Le général Faidherbe a conquis tout le littoral, garni de postes fortifiés, solidement reliés entre eux, tout le cours du Sénégal; aboli les *coutumes* et fait comprendre aux petits chefs indépendants qu'ils avaient grand intérêt à protéger notre commerce en retour des droits de douanes qui leur seraient régulièrement payés. Les fanatiques musulmans ont été tenus en respect.

Ouverture du haut Niger au commerce français. — La France est devenue suzeraine de tout le pays. Cependant le général Faidherbe eût souhaité plus encore. Il eût voulu ouvrir la voie du Niger par la route du haut Sénégal. Il n'eut pas le temps de réaliser ses grands desseins. Mais ils furent repris et exécutés par d'habiles et énergiques continuateurs : le colonel Brière de Lisle, les lieutenants Vallière et Piétri, le capitaine Galliéni, le commandant Borgnis-Desbordes. De 1879 à 1881 ces brillants officiers ont établi sur le haut Sénégal

les postes avancés de Bafoulabé, de Kita ; forcé Ahmadou, chef fanatique des Bambaras, à se placer sous le protectorat français avec tout le pays de Sego sur le haut Niger. Le 1^{er} février 1883 un poste français fut établi à Bammakou sur le grand fleuve. Enfin, dans les premiers mois de l'année 1887, une canonnière française qui porte le nom significatif de *Niger*, a descendu le fleuve de Bammakou à Tombouctou. Tombouctou, la ville mystérieuse où trois Européens seulement ont pénétré en ce siècle, Tombouctou est occupé par nous (1894) et s'est ouvert au commerce français. Le Niger est coupé avant d'arriver à la mer par les hautes cataractes de Boussa. Le commerce vers la mer est arrêté net en cette région. Au contraire il se fait librement par le Sénégal, c'est-à-dire par le territoire bien soumis à la France.

Ressources considérables du pays. — Tous ces pays du Soudan français grouillent de vie. Il n'est question que de chemins défoncés par le passage de bandes d'éléphants, de bivouacs tenus en haleine par le rugissement des lions ou le grognement des hippopotames ; de caïmans qui dévorent les cadavres des Bambaras ; de nuées d'abeilles qui mettent en fuite les conducteurs des convois et les bêtes de somme ; de girafes renversant les poteaux télégraphiques. « Il y a terriblement de bêtes en ce pays. » (M. Rambaud). Mais il y a aussi beaucoup de richesses animales et végétales à exploiter. Le Sénégal est navigable pendant la plus grande partie de l'année jusqu'à Médine. Un chemin de fer y existe entre Kayes et Kita. Il doit être continué de là sur Bammakou. Il assurera la pénétration facile vers le Soudan ; c'est la vraie route pour arriver dans le cours du haut Niger. Actuellement le Sénégal et le Soudan font plus de 50 millions d'affaires avec la métropole. D'ailleurs il suffit d'environ un millier de soldats, dont les deux tiers sont des indigènes et des Algériens, pour tenir tout ce pays. Ces grands résultats acquis avec de si médiocres ressources font le plus grand honneur à nos officiers.

Soumission du Soudan français (1886-1893)¹.

— Ce sont nos officiers aussi qui ont exploré ou soumis tout le Soudan français. Les colonels Frey, Galliéni, Archinard, Humbert (1886-1892), à la suite de campagnes hardiment poussées aux sources et dans la boucle du Niger, ont soumis les États d'Ahmadou et sa capitale Sego Sikouro, écrasé l'almamy Samori, réduit à l'état de vassalité le roi Tiéba, échelonné les postes français dans tout le plateau du Fouta Djalon et sur tout le cours supérieur du Niger. Le capitaine Binger en deux voyages heureux (1887-1889 et 1892), à travers les plateaux et le pays de Kong, a placé sous le protectorat français tout le pays compris entre les sources du Sénégal et la côte d'Ivoire. Le colonel Monteil, ouvrant la route de l'est à travers le Mossi, a coupé la boucle du Niger, de Sego-Sikouro a passé à Say, à Sokoto et au lac Tchad. Nos ennemis les plus opiniâtres, Samory, Rabah, sont morts (1899-1901). Le général Dodds, chargé de réprimer par la force les folles provocations de l'infâme roitelet nègre Behanzin, a marché de Kotonou à Abomey et a conquis le Dahomey dans une belle campagne préparée avec le soin le plus diligent par le regretté Burdeau (1893).

Grâce à la France, les épouvantables massacres humains qui signalaient chacune des fêtes dahoméennes ont pris fin; l'esclavage est aboli partout où flotte le drapeau tricolore; les guerres intestines qui avaient pour but de faire des prisonniers pour la vente ou pour les sacrifices ordonnés par les féticheurs, ont cessé; le calme renait, la culture s'étend; les grandes richesses agricoles sont soumises à une exploitation régulière, la France a accompli en quelques années au Soudan une œuvre considérable qui fait le plus grand honneur au courage, à l'endurance, à l'habileté consommée de ses

1. Nos possessions actuelles, dans cette région, comprennent sous le nom d'Afrique occidentale française: le Sénégal, les colonies côtières de la Guinée

française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, et, à l'intérieur, les territoires de la Sénégambie et du Niger.

chefs militaires, qui profitera à son commerce et qui servira encore bien plus la grande cause de la civilisation et de l'humanité.

M. de Brazza et le Congo français. — Au Congo l'analogie est grande avec le Sénégal. Là aussi le territoire occupé par les Français sert à tourner l'embouchure du grand fleuve qui se précipite comme le Niger par de formidables cataractes et qui est inaccessible au commerce par la mer. Le cours de l'Ogooué, de la Passa et de l'Alima est la route la plus directe et la plus commode pour pénétrer dans la région moyenne du Congo.

Cette route a été trouvée par M. de Brazza. Sur tout son parcours, il a fait reconnaître des indigènes le protectorat français. Perdu dans un pays encore inexploré, presque sans escorte et sans pacotille d'échanges pour les indigènes, M. de Brazza, au lieu de s'ouvrir la route à coups de feu, s'est contenté de s'abriter fièrement avec le drapeau français. Il a si bien réussi à gagner la confiance des indigènes, il leur a montré de tels exemples de courage et de dignité morale et leur a inspiré un tel respect pour cette civilisation supérieure dont il apparaissait comme la plus brillante expression, qu'ils se sont soumis naturellement à lui comme à un protecteur envoyé par la Providence pour les faire sortir de la barbarie. Les Batékés du roi Makoko, fort éprouvés par les balles de Stanley, ont été facilement gagnés par les bons procédés de l'explorateur français. M. de Brazza et Makoko ont apporté chacun leurs armes : poudre, balles et fusils d'un côté; arcs et lances de l'autre. Tout cela a été enterré dans un grand trou : c'était *l'enterrement de la guerre* et le symbole d'une paix qui doit durer « jusqu'au moment où la poudre et les flèches auraient poussé en une verdoyante forêt ». Toutes les belles productions des pays tropicaux : les forêts de toutes essences, le bétail, les mines de fer et de toutes sortes de métaux sont les richesses multiples que recèle cette

riche contrée. Le congrès de Berlin de 1885 a reconnu officiellement le Congo français.

Ainsi se trouve consacrée l'œuvre de M. de Brazza, une œuvre d'amélioration et de véritable progrès, accomplie à la suite d'une campagne « sans larmes ». Cette œuvre n'est pas complète encore. Entre les régions du Niger, du Tchad et du Congo quelques contrées sont encore inexplorées ; quelques taches blanches subsistent sur la carte d'Afrique. Nos hardis explorateurs se lancent avec une héroïque confiance à la découverte de l'inconnu. D'un côté le lieutenant Mizon, malgré les mauvais traitements des Anglais, a pu, de la Benoué, atteindre le Congo, reliant ainsi au sud du Tchad en arrière de l'*hinterland*¹ anglais et allemand nos possessions du Soudan à celles du Congo. MM. Crampel, Dybowski, Maistre, le duc d'Uzès ont commencé à frayer la route du Congo au Tchad. Le commandant Marchand a conduit, de l'Oubanghi à Fachoda sur le Nil, une exploration qui reste admirable, malgré la déception politique qui l'a terminée (1896-1898). (Voir plus loin, p. 371.)

NOMBREUSES FONDATIONS FRANÇAISES. — Sur tous les points de l'Afrique on retrouve la trace des efforts des Français. Au cap de Bonne-Espérance, les Français ont introduit, dès l'époque de Louis XIV, les vignes qui produisent les excellents vins de Constance. Parmi les rudes familles de Boers qui ont fui dans les républiques du Fleuve-Orange et du Transvaal, pour ne point subir la domination anglaise, on trouve beaucoup de noms français. Ceux qui les portent sont des descendants de familles exilées lors de la révocation de l'Édit de Nantes. A l'île Maurice, l'ancienne île de France, la population entière est restée française de langue, de religion et de cœur. L'île de la Réunion continue d'être l'une des perles les plus précieuses de notre écrin colonial.

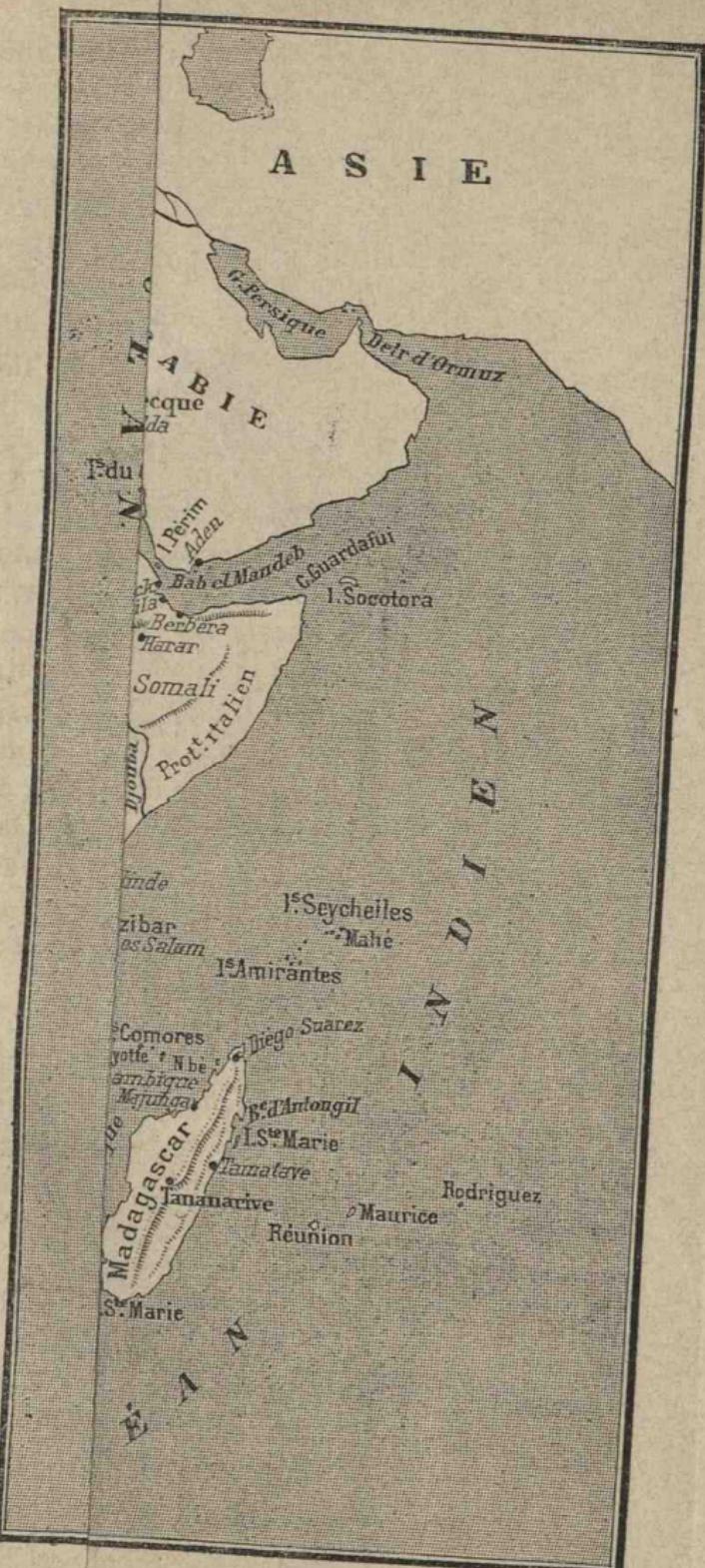
1. On appelle *hinterland*, les régions du continent africain qui sont dans le prolongement du littoral vers l'intérieur. La puissance qui possède le littoral prétend avoir droit à étendre son autorité dans l'*hinterland*, jusqu'à une limite à déterminer par les arbitres.

Protectorat de Madagascar (1885-1895). —

Enfin notre influence dans l'océan Indien s'est étendue et affermie par notre campagne de 1895 à Madagascar. Les Hovas, sauvages dominateurs de l'intérieur de la grande île africaine, contestaient à notre gouvernement des droits séculaires, datant de Richelieu, confirmés sans cesse depuis cette époque par une multitude de traités et d'essais de colonisation. Excités par les missionnaires méthodistes anglais, ils avaient confisqué les grands établissements de nos nationaux, fondés sur la foi des traités, et avaient forcé ceux-ci à fuir à la côte. Une expédition fut décrétée en 1883. Elle aboutit à un traité favorable, qui donna à la France la souveraineté de la baie de Diego-Suarez au N. et le protectorat de toute l'île. Mais il fallut recommencer. Les Anglais avaient repris sur les Hovas un ascendant funeste. En 1895, une armée française, sous le général Duchesne, marcha de Majunga sur la capitale; elle endura de cruelles souffrances, et eut plus à lutter contre la nature que contre les hommes. Le 30 septembre, elle entrait dans Tananarive. On conclut d'abord un nouveau traité de protectorat avec la reine Ranavalô : mais de nouvelles perfidies des Hovas nous ont obligés à transformer le protectorat en annexion (1896). Depuis lors, le général Gallieni administre avec intelligence et énergie cette France orientale.

Djibouti. — Enfin, à l'entrée de la mer Rouge et pour garder une des portes du canal de Suez, la France a considérablement développé, en ces dernières années, ses comptoirs de la côte des Somalis, et particulièrement le port de Djibouti, près du détroit de Bab-el-Mandeb. En 1870 et en 1884, les Anglais nous ont fermé le port d'Aden sous prétexte d'observer la neutralité à l'égard de l'Allemagne et de la Chine. Aujourd'hui, grâce à notre établissement à Djibouti, où l'on a créé un abondant dépôt de charbon, nous ne sommes plus, comme autrefois, à la merci de l'Angleterre. Djibouti est en outre l'entrepôt naturel du commerce de l'Abyssinie à la mer et un

A S I E



mouillage sûr. Obock est d'ailleurs l'entrepôt naturel du commerce de l'Abyssinie avec la mer. Des traités de commerce et d'amitié nous lient à l'intelligent et puissant *négus* (empereur) d'Abyssinie, Ménélik. Un chemin de fer entre ses états et nos possessions est en voie d'achèvement.

Conclusion. — Telle est l'œuvre de la France en Afrique : elle pénètre dans toutes les directions le continent noir ; elle y trouve d'importants marchés de production et de consommation, des débouchés très étendus pour son commerce et un élément sérieux pour son activité industrielle. Elle y propage avec ses marchandises sa belle langue et ses idées généreuses. Toute occupation de la France est synonyme d'affranchissement, d'assimilation graduelle des indigènes. La France est en Afrique, plus que toute autre nation européenne, le soldat armé pour la cause du progrès. Et ces généraux qui font au loin respecter notre prestige et nos droits, ces explorateurs qui marchent à la conquête de l'inconnu, sont les héritiers de la vieille chevalerie française.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

- | | |
|---|---|
| ALGÉRIE : Aïn-Sefra au S.-O., Biskra au S.-E. | Tombouctou, Say, Boussa, localités échelonnées sur le fleuve. — Sokoto, Bénoué, affl. de la rive gauche. — Macina et Mossi, pays situés dans la boucle du fleuve. |
| TUNISIE : le Bardo, résidence royale près Tunis. | GUINÉE : Kong, pays et ville. — Abomey, capitale, et Kotonou, port du Dahomey. |
| SAHARA : Touat, groupes d'oasis du N. ; Azdjer, groupes d'oasis du centre. | CONGO : Passa, affluent de l'Ogooué. — Alima, affl. du Congo. — Djibouti, près du détroit de Bab-el-Mandeb. |
| SÉNÉGAL : Kayes sur le Sénégal. — Bafoulabé, Kita sur deux des sources. — Fouta Djalon, plateau au sud du fleuve. | |
| NIGER : Bammakou, Sego-Sikouro, | |

RÉSUMÉ HISTORIQUE

L'Algérie, colonie, et la Tunisie, protectorat. Depuis 1830, conquête de l'Algérie, conquête achevée en 1857 par la soumission de la Kabylie. En 1870, répression des derniers soulèvements. — La Tunisie subit le protectorat français (1881).

L'Algérie a une superficie égale aux trois quarts de la France sans

compter le Sahara algérien. Population : quatre millions et demi d'habitants. — *Tunisie*, superficie : environ le quart du territoire français. Un million et demi d'habitants. Production importante de céréales, vins, fruits, bétail, marbres et métaux.

— *Sénégal*. Colonisé par les Français dès le commencement du XVII^e siècle; colonie véritablement créée par le général *Faidherbe* (1854-1867). Progrès vers la vallée du Niger depuis 1880. Capitale *Saint-Louis*. Population soumise aux Français, environ un million d'habitants. Production d'huile, ivoire et gomme.

— *Soudan français* (avec la Guinée et le Dahomey) explorés et conquis ou protégés de 1886 à 1893. Pop. 1 300 000 hab.

— *Congo*. Avec le territoire de l'*Ogooué* et l'ancienne colonie du *Gabon*, exploré par M. de Brazza; reconnu comme possession française au congrès de Berlin (1885). Popul. probable, 5 millions d'hab.

— *Iles de l'Océan Indien* : *La Réunion*, colonisée depuis Richelieu; *Mayotte*, *Nossi-bé* et *Sainte-Marie de Madagascar* (1841). Port de *Djibouti* à l'entrée de la mer Ronge. Population, 200 000 habitants. Production de denrées coloniales.

— *Madagascar*. Capitale, *Tananarive*, colonie acquise par la France en 1895 à la suite de plusieurs guerres contre les Hovas, et en vertu d'anciens droits remontant au temps de Richelieu. Superficie plus grande d'un cinquième que la France. Population, 3 millions et demi d'habitants.

SUJET A ÉTUDIER

Campagnes et explorations principales des Français au Soudan, dans la Guinée et au Congo.

1^o *Soudan*. Région du haut Niger.

1880-81. Mission Gallieni, auprès d'Ahmadou.

1880-83. Campagnes du colonel Borgnis-Desbordes. Crédit des postes de Bafoulabé, Kita, Bammakou. Ouverture du haut Niger.

1885-86. Colonels Frey et Gallieni. — Guerre contre Mahmadou Lamine et contre Ahmadou.

1888-92. Colonels Archinard, Humbert, Combes. Soumission d'Ahmadou, de Samory, de Tiéba.

1892-93. Mission du commandant Monteil dans le Macina et le Mossi. Traversée du Sahara.

1894. Colonel Bonnier, occupation de Tombouctou.

2^o *Guinée et Dahomey*.

1887-89. Exploration du capitaine Binger de Bammakou à Sikasso

(États de Tiéba), à Ouaghadougou (Mossi), à Kong et à Grand-Bassam. Ravitaillé par M. Treich-Laplène.

1892. Second voyage. Le pays de Kong placé sous le protectorat français.

1889-90. Premières négociations au Dahomey avec les rois Glélé et Behanzin conduites par le docteur Bayol, le commandant Terillon et le contre-amiral de Cuverville.

1892-93. Guerre du Dahomey, prise d'Abomey par le général Dodds. Captivité de Behanzin. Établissement du protectorat du Benin.

3^e Congo.

1856. M. du Chaillu.

1872-74. MM. Marche et de Compiègne remontent l'Ogooué explorant le pays des Pahouins.

1876-78. Premier voyage de M. de Brazza. Exploration du haut Ogooué (avec le Dr Ballay).

1880-81. Deuxième voyage. Exploration de la Licona, de l'Alima, de la Lefimi, de Niari-Quillou. Fondation de Franceville et de Brazzaville. Soumission du pays des Batékés.

1883-95. Explorations entreprises sous la direction de M. de Brazza.

1890 (5 août). Convention anglo-française reconnaissant les droits de la France sur la région qui avoisine le N.-O. du lac Tchad.

1890. M. Crampel, de l'Oubanghi au Chary, massacré.

1891. M. Dybowski dans la même région venge le meurtre de Crampel : riche pays, mais rançonné par les peuplades anthropophages du N.-E.

1890-92. Le lieutenant de vaisseau Mizon remonte le Niger et la Bénoué, blessé et retenu prisonnier par les agents de la Royal-Niger-Company; délivré, il traverse l'Adamaoua et revient par le Congo.

1892-93. M. Maistre, de l'Oubanghi au Chary, à Yola, retour par la Bénoué et le Niger.

L'hinterland allemand du Cameroun et l'hinterland anglais du bas Niger deux fois fermés par les explorateurs français.

Le lac Tchad, atteint de tous côtés par les Français, est comme le lieu géométrique de toutes leurs explorations vers le centre africain.

4^e Expéditions et explorations à travers l'Afrique intérieure.

1896-98. Mission Marchand, de l'Oubanghi à Fachoda, sur le haut Nil.

1899-1900. Mission Foureau-Lamy, du Sahara au Tchad; mission Joalland-Meynier, du Niger au Tchad; mission Gentil, du Tchad au Congo, par le Chary.

CHAPITRE XXIV

L'ÉGYPTE ANGLAISE

LE PARTAGE DU CONTINENT AFRICAIN.

I. Renaissance de l'Égypte. — L'expédition de Bonaparte. — L'égyptologie. — Méhémet-Ali (1805-1848). — Ses conquêtes. — Réorganisation de l'Égypte. — Prospérité nouvelle. — Ismaïl (1863-1879). — Le canal de Suez (1869). — Conquête du Soudan égyptien.

II. Les Anglais en Égypte. — Leur ambition sur le canal de Suez. — Les difficultés financières. — Le condominium anglo-français. — Révolte d'Arabi-pacha. — Bombardement d'Alexandrie (1882). — Les Anglais s'installent en Égypte. — Perte du Soudan égyptien. — Protestations des puissances européennes et des Égyptiens.

III. Le partage de l'Afrique (1885-1895). — Les autres colonies anglaises : l'Afrique orientale. — Le Cap et ses annexes : le diamant et l'or. — La Guinée anglaise et les îles. — Etablissements des Espagnols, des Portugais, des Allemands. — L'Erythrée. — L'État libre du Congo.

Progrès des Européens en Afrique. — Les Français occupent une grande et belle portion du continent africain. Mais ils y ont des rivaux : les Anglais, les Allemands, les Italiens qui, avec les anciens maîtres du littoral, les Espagnols et les Portugais, se sont partagé la plus grande partie du territoire du continent noir. En

Afrique, les Anglais disputent à la France la première place. La possession de l'Egypte, si elle leur était assurée définitivement, leur donnerait une incontestable supériorité.

Les Français en Égypte. — Cependant l'Égypte, la mystérieuse contrée des vieux Pharaons, a été ouverte à la civilisation moderne par la France. Bonaparte, en 1798, y avait conduit l'élite de nos armées, de nos généraux et de nos savants. Son ambition fut trompée; les résultats politiques qu'il poursuivait de ce côté ne furent pas atteints. Mais les Français de l'*Institut d'Égypte* commencèrent à fouiller ces antiques monuments, où se déroulent, gravées sur la pierre, les annales de l'histoire la plus reculée. Un Français, Champollion, découvrit au retour de cette expédition le secret de la lecture des hiéroglyphes. Depuis cette époque les Français ont toujours été à la tête de cette science moderne qu'on appelle l'*égyptologie*. MM. de Rougé, Mariette, Maspéro, de Morgan ont continué la glorieuse tradition de Champollion.

Méhémet-Ali et Mahmoud. — Quand Méhémet-Ali chercha à se rendre indépendant en Égypte, il s'appuya encore sur les Français. Ce fils d'un scaptié ou gendarme turc, qui n'apprit à lire qu'à quarante ans, était un barbare de génie, sorte de Pierre le Grand de l'Égypte, qui imposa brutalement la civilisation à son peuple à coups de despotisme. C'est un Français, le négociant Lion, qui lui avait inspiré le goût des choses de l'Europe et l'admiration de la France. Il commença sa fortune dans l'armée, où il s'éleva rapidement aux grades supérieurs. Chef de la légion albanaise qui occupait l'Égypte au nom du sultan, il se fit nommer par les Mamelucks pacha du Caire (1805) et força le sultan à lui confirmer son nouveau titre. Quelque temps après, il se débarrassa des chefs mamelucks, en les massacrant au Caire, à la suite d'un festin; il les fit tuer en même temps dans toute l'Égypte par ses officiers, à la

grande satisfaction des fellahs dont ils étaient les oppresseurs. Il envoya ses Albanais, désormais sans emploi, conquérir les villes saintes de la Mecque et de Médine (1818), puis la Nubie (1820-1822). Son fils Ibrahim, son meilleur général, mena ses troupes victorieuses au secours de son maître aux abois. C'était l'époque en effet où le sultan Mahmoud, après avoir cédé la Bessarabie aux Russes, après avoir accordé aux Roumains et aux Serbes une autonomie presque complète, était menacé encore de perdre l'Albanie et la Grèce. Pour obtenir les secours de Méhémet-Ali contre les Grecs, Mahmoud lui promit le pachalik de Candie immédiatement, et celui de la Morée, quand elle serait reconquise. On sait que la bataille de Navarin détruisit la flotte naissante de l'Égypte et que le traité d'Andriople força Mahmoud à reconnaître l'indépendance de la Grèce (1827-1829).

Méhémet-Ali et les Français. — Méhémet-Ali n'en voulut pas aux Français de leur présence à Navarin. C'est avec leur concours qu'il avait réussi à mettre en valeur les immenses richesses de l'Égypte. Le consul français d'Alexandrie, Mimaut, était l'un de ses conseillers les plus intimes. Le colonel Selves lui avait organisé son armée ; le médecin Clot fonda l'école de médecine du Caire ; le capitaine de vaisseau Arnaud présida à la création de la flotte égyptienne ; l'ingénieur Linant de Bellefonds travailla à améliorer les canaux d'irrigation. Le canal du Mahmoudiéh fut creusé, la digue d'Aboukir refaite ; Khartoum fut créé à la rencontre des deux Nil (1822) : le fleuve fut remonté jusqu'au 4^e degré de latitude au delà de Gondokoro. Des cultures nouvelles, le sésame, la canne à sucre et surtout le coton, furent introduites. Mais Méhémet agissait en despote ; il s'attribua la propriété de toutes les terres de ses sujets, le monopole du commerce des produits agricoles ; il força le fellah à accomplir d'écrasantes corvées ; il en fit travailler à la fois 313 000 à la réfection des canaux du Nil. C'était le

régime de la tyrannie, mais d'une tyrannie bienfaisante dans ses effets, destinée à secouer l'Égypte et à la tirer de sa torpeur séculaire.

Méhémet eut l'ambition de tous les maîtres de l'Égypte, de s'emparer des ports de la Syrie et des forêts du Liban, afin d'assurer à sa flotte naissante de bons ports de refuge et les bois de construction qui manquent à l'Égypte. Ibrahim-Pacha enleva en quelques mois Saint-Jean-d'Acre et Damas, écrasa l'armée ottomane à Konieh (1833). Le traité de Koutayeh laissa à Méhémet-Ali sa nouvelle conquête, c'est-à-dire la Syrie et le pachalik d'Adana. Mahmoud voulut ressaisir ces dernières provinces; mais son armée fut vaincue sur les bords de l'Euphrate à Nézib; l'armée égyptienne franchit le Taurus, se dirigea à marches forcées vers Constantinople; et, à la mort de Mahmoud, le capitain pacha, chef de la flotte turque, craignant d'être disgracié par le nouveau sultan, cingla vers Alexandrie et livra ses vaisseaux à Méhémet-Ali. L'empire ottoman semblait à la veille d'un effondrement complet (1839). L'Angleterre résolut de sauver les Turcs. Louis-Philippe ne sut ni s'unir à elle pour arrêter Méhémet-Ali, ni le soutenir franchement. Les quatre grandes puissances formèrent en dehors de la France une coalition contre le pacha d'Égypte. Méhémet-Ali fut chassé de la Syrie. La convention des détroits de 1841 ne lui laissa que l'Égypte à titre héréditaire avec la Nubie. Il perdait donc toutes les annexes de l'Égypte; mais son usurpation était reconnue et confirmée par les puissances européennes, et sa dynastie assurée de garder le trône d'Égypte.

Le canal de Suez (1859-1869). — L'impulsion donnée à l'Égypte continua sous les successeurs de Méhémet-Ali. Son quatrième fils, Saïd-Pacha, qui avait la même énergie, avec une instruction européenne très étendue, abolit l'esclavage, rendit aux fellahs la propriété de leurs terres, supprima les monopoles, acheva le barrage du Nil. Enfin, grâce à son amitié, un illustre fran-

çais, M. de Lesseps, put réaliser la plus gigantesque entreprise des temps contemporains : le percement du canal de Suez. Il lui fallut dix années d'un véritable apostolat pour convaincre les incrédules, désarmer les envieux, obtenir à prix d'argent les *firmans* ou concessions nécessaires de la Turquie et de l'Égypte, réunir d'immenses capitaux et constituer la légion d'ingénieurs, de contremaîtres et d'ouvriers indispensables pour ce travail colossal. En dix autres années (1859-1869) le canal fut percé. Il a 160 kilomètres de longueur, c'est-à-dire la distance à vol d'oiseau de Paris à Dieppe. On le traverse en quinze heures. Il rapproche de 3 000 lieues c'est-à-dire de la moitié environ du trajet total, 300 millions d'Européens et 600 millions d'Asiatiques. Il a rendu à notre grand port de Marseille et à toutes les villes de la Méditerranée leur ancienne importance, fort diminuée depuis le xvi^e siècle. La Méditerranée redevient, comme par le passé, le grand lac intérieur qui baigne les pays les plus riches et du plus grand avenir. Déjà le canal semble insuffisant pour l'importance du trafic et le nombre des navires qui le traversent. On peut le comparer actuellement à un chemin de fer à une seule voie. Il est question de l'élargir pour permettre aux navires de faire la traversée dans les deux sens, sans perdre de temps dans les garages : il rendrait alors les mêmes services qu'un chemin de fer à deux voies. Le percement du canal de Suez a été un grand succès pour notre pays. L'ascendant de la France a augmenté en raison du grand service rendu à l'Égypte. Nos modes, nos idées, notre langue y dominent; Alexandrie est une ville toute française.

Ismaïl-Pacha (1863-1879). — L'époque de l'inauguration du canal de Suez fut celle de la plus grande prospérité de l'Égypte. Ismaïl-Pacha (1863-79) ouvrit le musée de Boulacq, où notre compatriote, Mariette-bey, entassa les restes les plus curieux de la vieille civilisation égyptienne, arrachés au prix d'un savant labeur à

la terre qui les cachait depuis l'époque des Pharaons. Ismail obtint du sultan le titre de *khédive*, c'est-à-dire de vice-roi, qui donne au maître de l'Égypte le second rang dans l'empire ottoman, immédiatement après le sultan. Ne pouvant s'agrandir du côté de l'Europe à cause de la surveillance jalouse de l'Angleterre, il chercha des compensations dans le haut bassin du Nil. Deux grands explorateurs Anglais, Samuel Baker et Gordon, qui travaillaient avec énergie à l'abolition de l'esclavage, soumirent à l'Egypte le Darfour, le Kordofan, toute la région des lacs du haut Nil : c'était un territoire quatre fois grand comme la France et peuplé de 10 millions d'habitants (1871-1876).

Mais le succès continu de tant de grandes entreprises éblouit le khédive : il était orientalement voluptueux ; il se livra aux plus folles prodigalités pour satisfaire ses fantaisies, ou enrichir tous les parasites qui gravitaient dans son orbite et vivaient de ses folies. On a ri longtemps de ses bateaux à musique, des souliers vernis qu'il avait fait acheter pour ses gardes. En dix ans, il dut emprunter deux milliards et demi. La banqueroute, la hideuse banqueroute était aux portes. Ismaïl chercha à désarmer les Anglais en leur cédant ses 176 000 actions du canal de Suez, qui firent d'eux les plus forts actionnaires de la grande entreprise, jusque-là exclusivement française. Les porteurs des titres de la dette égyptienne s'adressèrent à leurs gouvernements respectifs. La France et l'Angleterre imposèrent au khédive de laisser le contrôle de l'administration de la dette à deux ministres, l'un français et l'autre anglais (1876). Mais Ismaïl voulut s'affranchir du contrôle européen. Il fut déposé par le sultan sur la demande des deux gouvernements intéressés, et remplacé par son fils Tewfick-Pacha (1879-1892). Le *condominium* c'est-à-dire le partage entre la France et l'Angleterre du contrôle souverain sur les affaires intérieures de l'Égypte semblait assuré pour longtemps.

Occupation de l'Egypte par les Anglais. —

Mais alors se forma un soi-disant parti national qui se proposait de se débarrasser de l'étranger. Arabi-Pacha, chef de ce parti, demanda l'éloignement des ministres européens, l'augmentation de l'armée, la réunion d'une assemblée de notables. Devenu ministre de la guerre, Arabi chassa du cabinet les contrôleurs français et anglais et suscita une émeute à Alexandrie contre les étrangers. La France eût dû agir d'un commun accord avec l'Angleterre. Dans un moment de défaillance fatale, nos hommes politiques se prononcèrent pour l'abstention. Les Anglais intervinrent avec une brutalité sauvage : ils bombardèrent odieusement Alexandrie ; les Français l'eussent épargnée. Puis l'armée du général Garnet Wolseley dispersa en quelques minutes les troupes égyptiennes qu'Arabi fit semblant de lui opposer : ces troupes avaient été achetées à prix d'or. Le lendemain, l'avant-garde anglaise s'embarquait tranquillement sur le chemin de fer et arrivait sans encombre au Caire. Arabi fut condamné à mort, après un semblant de procès, et fut interné dans une somptueuse retraite de l'Inde. Le contrôle anglo-français fut supprimé. Depuis cette époque l'Angleterre n'a pas cessé d'occuper l'Égypte et de disposer souverainement de ses destinées.

Perte du Soudan Égyptien. — L'occupation anglaise ne semble pas avoir porté bonheur à l'Égypte. Une guerre sainte s'est allumée dans la Nubie : le *mahdi* (ou prophète) Mohammed-Ahmed a prêché l'extermination des Anglais. Le désastre de l'expédition du général Hicks, les échecs répétés de sir Garnet Wolseley, le massacre de l'héroïque Gordon à Khartoum, décidèrent les Anglais à évacuer tout le Soudan égyptien et à ramener la frontière de l'Egypte à la deuxième cataracte, c'est-à-dire à Ouady-Halfa. Ce n'est qu'en 1896 qu'ils recommencèrent la lutte contre le mahdi ; ils la poursuivirent avec l'énergie opiniâtre qui les caractérise ; et, en 1898, ils anéantissaient à Omdurman l'armée des Derviches. Ce fut même grâce à cette victoire, qui leur ouvrait

l'accès du haut Nil, qu'ils arrivèrent à Fachoda, où Marchand venait de s'établir, et imposèrent le rappel de son expédition au gouvernement français. Depuis lors, les Anglais détruisent sûrement et méthodiquement sur les bords du Nil l'influence française; ils ont moins de peine encore à annuler la fiction de la souveraineté turque. Ils tiennent à la vallée du Nil pour relier tous leurs établissements de l'Afrique orientale (chemin de fer du Cap au Caire). Ils tiennent à l'Égypte à cause de sa richesse, mais surtout parce que le canal de Suez est la grande route stratégique de l'Inde. Malgré le traité de neutralisation du canal, signé en 1887, ils veulent en cas de guerre en être les seuls maîtres.

Les Anglais dans l'Afrique orientale et australe. — L'Angleterre, dans le partage de l'Afrique, s'est adjugé encore l'*Afrique orientale anglaise*, c'est-à-dire la région voisine des sources du Nil, avec la moitié du lac Victoria Nyanza et tout le lac Albert Nyanza; et l'île de Zanzibar, si précieuse comme port de relâche, et comme entrepôt de tout le pays des sources du Nil et du lac Tanganyka. Elle a constamment agrandi son beau domaine du Cap, en y ajoutant successivement le Natal, le pays des Bassoutos, des Zoulous, le Griqualand et tout le Kalahari. Malgré le droit évident du Portugal à tout l'*hinterland* compris entre les côtes de l'Angola et du Mozambique, la *compagnie Sud-Africaine* anglaise a revendiqué et s'est attribué de vive force les territoires des Matébélés et des Barotsés, de chaque côté du Zambèze. Un ennemi plus redoutable s'est dressé devant eux : quelques centaines de milliers de paysans d'origine hollandaise et française, les Boers des deux Républiques du Transvaal et du fleuve Orange. Déjà l'Angleterre s'était mesurée avec ces héros : à la suite d'une défaite fameuse à Majuba, elle avait dû reconnaître leur indépendance. Mais l'exploitation des mines de diamant de Kimberley, des mines d'or de Johannesburg, surtout le désir de briser tout obstacle à son développement dans l'Afrique

orientale, tout cela a ramené les Anglais à la charge. Mal leur en a pris d'abord : pendant trois ans, les Boers ont étonné le monde en soutenant victorieusement le choc des forces de tout l'Empire britannique (1899-1902). Le temps et le nombre ont eu raison d'eux. Mais c'est une victoire qui, ni militairement, ni moralement, ne fait grand honneur aux vainqueurs.

Les Anglais dans l'Afrique occidentale. —

Sur la côte occidentale, les Anglais sont un peu moins bien partagés. Cependant ils ont le Bénin avec les embouchures du Niger jusqu'à Boussa et le cours de son principal affluent, la Bénoué, jusqu'à Yola; les établissements de la Côte d'Or avec le pays des Achantis en Guinée; la côte mortelle de Sierra-Leone, « le tombeau du blanc », disent les indigènes, et le cours de la Gambie, tout aussi peu salubre. Ici leurs possessions forment des groupes épars ; elles sont enclavées au milieu des possessions françaises et allemandes. Situation pleine de périls, car les fantaisies imprévues des indigènes, l'ardeur intempérante des fonctionnaires anglais ou l'ambition jalouse des compagnies à chartes, auxquelles l'Angleterre a abandonné la souveraineté de ses plus grands territoires africains, peuvent toujours amener des conflits imprévus. Ainsi la compagnie du Sud-Africain s'est approprié aux dépens du Portugal les territoires du cours central du Zambèze. Ainsi l'ancienne compagnie du Niger a longtemps fait une farouche police pour arrêter tout rival essayant dans la région du Tchad quelque tentative de pénétration ; l'aventure du lieutenant Mizon, blessé et retenu en captivité par les Anglais, a prouvé l'âpreté de ces revendications.

Heureusement le gouvernement anglais est plus prudent que ses agents ou ses missionnaires méthodistes. Il comprend la nécessité de respecter les droits bien établis des autres puissances ; il se soumet sans trop de mauvaise grâce aux décisions d'arbitres ou de congrès. D'ailleurs il tient les deux océans avec l'Ascension et

Sainte-Hélène, avec les îles Maurice et Rodrigue, les Amirantes et les Seychelles, Socotra et Périm. Partout l'Angleterre s'est assuré la domination des mers.

Le partage du continent africain. — Comparés à ceux de la France et de l'Angleterre, les établissements des autres puissances n'ont qu'une importance secondaire. Les premiers venus, les Portugais et les Espagnols, ont vu restreindre leur domaine. Les Espagnols ont les Canaries et la côte qui leur fait face, mais qui n'est que l'extrémité déserte du Sahara; et, en outre, quelques îles du golfe de Guinée. Les Portugais possèdent les Açores, les îles Madère et du Cap-Vert, quelques points de la côte de Guinée, le Congo portugais et le Mozambique. Les Allemands, très tard venus, se sont adjugé depuis 1884 toutes les terres vacantes sur le littoral africain : le Togoland et le Cameroun en Guinée; une vaste colonie qui, sous le nom de Sud-Ouest africain allemand, s'étend sur la côte occidentale depuis l'embouchure de la Counéné jusqu'à celle du fleuve Orange; enfin l'Afrique orientale allemande en face de Zanzibar, et jusqu'au lac Tanganyka. Cette dernière colonie est la plus étendue et la plus riche. Le gouvernement allemand espère détourner en Afrique le courant de l'émigration qui entraîne chaque année un si grand nombre de travailleurs pauvres vers les deux Amériques. L'Italie, maîtresse de Massaouah et d'Assab, sur la mer Rouge, a été moins heureuse dans ses visées *mégalomanes*. On a vu plus haut comment les armes de Ménélik ont dissipé le rêve *crispiniens* d'un empire italien d'Ethiopie. Enfin, le roi des Belges a créé, de ses deniers, l'État libre du Congo, auquel la Belgique a déjà plusieurs fois alloué des subsides, sans se décider toutefois à le racheter.

Conclusion. — Ainsi se restreint chaque jour la partie de l'Afrique occupée par des États indigènes; et encore, ceux qui subsistent sont-ils convoités par les diverses puissances européennes : le Maroc est l'objet d'une surveillance nécessaire de la part de la France,

d'une attention jalouse de la part de l'Angleterre et de l'Espagne ; la Tripolitaine est visée par l'Italie ; les Républiques Sud-Africaines ont perdu leur indépendance.

Reconnaissons toutefois que cette rivalité des peuples européens, pour implanter leur domination ou leur influence dans les diverses parties du continent noir, est féconde en grands résultats. L'intérieur est pénétré de tous les points de la côte et de mieux en mieux connu. L'esclavage est combattu avec succès ; l'on peut espérer voir cesser les guerres odieuses entre les peuplades nègres et les sanguinaires tueries destinées à fournir les marchés encore secrètement ouverts à la traite pour les pays musulmans. Des chemins de fer partant des entrepôts maritimes les mieux situés forment autant de voies faciles de pénétration vers le centre. Peut-être un jour le Sahara sera-t-il traversé par les locomotives, et les voyageurs avides de nouveautés pourront-ils prendre à Alexandrie le train pour le cap de Bonne-Espérance ! La grande œuvre du xx^e siècle sera la mise en valeur du continent africain.

INDEX GÉOGRAPHIQUE¹

Konieh, Koutayeh, v. d'Asie Mineure au nord du Taurus et Adana au sud. — Nezib sur l'Euphrate. — Boulacq, banlieue du Caire. — Syène, Ouady-Halfa sur le Nil, marquent l'ancienne et la nouvelle frontière de l'Egypte. — Périm, Socotora, Seychelles, Amirantes, Zanzibar, Maurice, Rodrigue, îles de l'océan Indien. — Natal, Bas-soutos, Zoulous, Griquas, pays situés au N.-E. du Cap. — Kimberley, ville

du Griqualand. — Pretoria, Johannisburg, villes du Transvaal. — Kalahari Matébélés, Barotsés, Manica, territoires ou peuplades entre les colonies du Cap et du Congo. — Angra-Pequena port du pays des Namaquas au N.-O. du Cap. — Boussa sur le Niger. — Yola sur la Benoué. — Massaouah, Assab, établissements italiens au S.-O. de la mer Rouge.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

Égypte. — État vassal de la Turquie, capitale le *Caire*. Expédition d'Égypte et occupation française (1798-1800). — Méhémet-Ali organise l'Égypte moderne depuis 1806, s'empare de la Nubie et du Soudan égyptien (1822). Sa dynastie règne toujours sous la suze-

1. Nous n'indiquons ici que les localités peu connues : les noms d'États, de provinces et de grandes villes sont faciles à trouver sur la carte.

rainereté des Turcs. Le souverain de l'Égypte porte le nom de *khédive* ou vice-roi. L'Égypte proprement dite est à peu près restreinte à la vallée inférieure du Nil. Territoire cultivable, à peu près le *vingt-cinquième* de la France. Population, près de 7 millions d'habitants. Production abondante de céréales. Depuis 1882, les Anglais occupent en fait l'Égypte, malgré les protestations des puissances. Le Soudan égyptien conquis de 1871 à 1876 a été perdu en 1885, mais recouvré par les Anglais en 1898.

SUJET A ÉTUDIER

Deux explorateurs anglais : Livingstone, Stanley. — L'un est un grand homme et l'autre seulement un grand Anglais.

Les trois voyages de Livingstone : 1^o 1849 à 1855. Du Cap au Zambèze et toute la traversée de l'Afrique, de Saint-Paul de Loanda à Quilimane, en suivant le cours du Zambèze. — 2^o 1858. Exploration au nord des bouches du Zambèze : découverte des lacs Nyassa et Chirwa. — 3^o 1865-1873. Exploration du Tanganyka et des sources du Congo qu'il croit être les sources du Nil. Mort de Livingstone.

Livingstone a eu l'honneur à lui seul de faire connaître presque tout l'intérieur de l'Afrique australe. Médecin, pasteur, parlant la langue des indigènes, il se présente à eux comme un génie bienfaisant, avec sa femme, ses enfants, ses compagnons, missionnaires comme lui. Il proteste contre les excès sauvages des traînards et dénonce à l'Europe les funestes conséquences de l'esclavage. Il honore l'humanité tout entière. Il fait aimer la civilisation européenne.

Stanley, né en Angleterre, successivement au service du directeur du journal américain le *New York Herald*, comme reporter; puis du roi Léopold de Belgique, comme agent de la Société internationale africaine; puis du gouvernement égyptien, pour délivrer Emin-pacha. — Doué du même courage, il déploie le même dévouement à la science que Livingstone. Mais il ne part qu'avec beaucoup d'argent, une nombreuse escorte, des armes et des munitions en abondance : 1^o 1871-1872. Il ravitailler Livingstone sur le lac Tanganyka. — 2^o 1875-1877. Exploration des lacs Victoria et Albert Nyanza; fixation des véritables sources du Nil. Son accord avec le grand traitant d'esclaves Tippou Tib. Il descend le Congo depuis le lac Tanganyka jusqu'à son embouchure et livre 57 combats heureux aux indigènes. — 3^o 1887-1889. Il remonte le Congo et l'Arrouhimi, brave la fièvre, la faim, les anthropophages, les ténèbres de la grande forêt africaine, qu'il

met quatre mois et demi à traverser et délivre Emin-pacha, qui tenait encore, assiégué par les partisans du Mahdi, dans la province de l'Égypte équatoriale. Sa colonne, composée au départ de 1500 personnes, n'en comptait plus que 750 à son arrivée à Zanzibar.

Stanley est une sorte de Cortez moderne; mais il fait trop facilement parler la poudre. Il fait détester des indigènes la civilisation européenne.

LECTURE A FAIRE : Livingstone, *Explorations dans l'Afrique australe*. — Stanley *A travers le continent mystérieux*. — *Dans les ténèbres de l'Afrique*.

CHAPITRE XXV

L'INDE ANGLAISE

- I. **La compagnie des Indes.** — Importance de l'Inde anglaise. — Rôle mercantile et militaire de la Compagnie des Indes. — Progrès de l'occupation (1757-1857). — Révolte des Cipayes.
- II. **Le gouvernement impérial.** — Les travaux publics, l'instruction, l'armée nouvelle. — Divisions administratives. — Princes vassaux. — Proclamation de l'empire des Indes (1877).
- III. **État actuel de l'Inde.** — Persistance des castes et du Brahmanisme. — Progrès matériel. — Développement de l'agriculture et du commerce. — Aspirations politiques et nationales des Hindous.

Importance de l'Inde. — Avant de pénétrer à l'intérieur de l'Afrique, les Européens ont profondément entamé le monde asiatique. Trois peuples y occupent par leurs établissements une place considérable : l'Angleterre, la Russie et la France; l'Angleterre avec le premier rang. Elle y est maîtresse de l'Inde, le plus beau joyau de la couronne britannique. On a pu dire que l'Angleterre est *captive de l'Inde*. Ce n'est pas impunément en effet qu'un Etat de 35 millions d'âmes domine un empire de près de 300 millions de sujets, qui ne peuvent se défendre tout seuls contre l'étranger. En s'emparant de l'Inde, les Anglais ont dû renoncer à leur vieille habitude de n'avoir point d'autre défense que

leur flotte. Ils ont organisé des armées de terre. Le sort de l'Inde est devenu la principale préoccupation de leur politique extérieure : sort d'ailleurs très incertain. Des soulèvements ont eu lieu ; un nouvel état d'âme semble devoir prévaloir parmi les indigènes ; si, profitant de toutes les ressources que leur offre la civilisation européenne, dont ils goûtent de plus en plus les bienfaits, ils formaient entre eux une union solide, qu'adviendrait-il de l'empire anglais ?

La Compagnie des Indes. — L'Inde a été acquise par les Anglais pour ainsi dire les yeux fermés, grâce à une corporation de marchands. Leurs premiers comptoirs n'avaient fait que végéter. Deux compagnies rivales s'en disputaient l'exploitation. Elles fusionnèrent en 1708. Ce fut l'époque où la disparition du Grand Mogol Aureng-Zeb, rompit le lien, d'ailleurs si lâche, qui reliait entre elles les populations multiples de l'Hindoustan. Il n'y a pas en effet à vrai dire de nation indienne, mais une infinité de petites principautés hostiles entre elles. L'Inde au XVIII^e siècle était aussi divisée que la Gaule au temps de César, que l'Italie ou l'Allemagne au temps de Napoléon. Elle constitue encore aujourd'hui un véritable monde qui ressemble bien plus à l'Europe entière qu'à tel ou tel État de notre continent. Les Français y eurent d'abord la prépondérance. Mais les Anglais apprirent d'eux la tactique à suivre pour soumettre sans trop d'efforts les indigènes. Il fallait profiter de leurs divisions intestines, de leur faible résistance en présence des armes et de la discipline européennes, et de la facilité de communiquer cette même discipline aux indigènes en les exerçant à l'europeenne et en les encadrant d'officiers européens. Notre grand Dupleix nous eût donné l'Inde, en appliquant ces procédés d'occupation. Les Anglais n'ont fait qu'imiter son exemple. Leurs marchands, placés en contact permanent avec des petits princes barbares et agressifs, ont dû prendre un rôle de plus en plus militaire. La célèbre Compagnie des Indes

a équipé des flottes, mis sur pied des armées de cipayes¹, conclu des traités avec les princes, rançonné les peuples, exploité les vaincus et tout soumis à sa puissance souveraine. Une incurable anarchie désolait l'Inde. Les Anglais y ont ramassé l'autorité et imposé la paix publique comme autrefois les Césars au monde romain. C'est seulement pour l'Inde une révolution intérieure de plus.

La conquête de l'Inde. — Dès l'année 1754, le traité de Madras enleva aux Français toutes les conquêtes de Dupleix; la paix de Paris de 1763 ne leur laissa que les cinq villes qui nous restent encore aujourd'hui comme les reliques de notre gloire passée. Aux Indes, les Français, abandonnés par leur gouvernement, ont perdu galamment la partie, sauvant du moins l'honneur. Les créateurs de l'empire anglais l'ont au contraire gagnée par les plus détestables procédés : lord Clive, Warren Hastings, spoliateurs des princes indigènes et des sanctuaires les plus vénérés, accapareurs du riz, sauf à faire périr de faim des milliers de malheureux, ont sans doute donné à la Compagnie des domaines immenses, mais par d'odieuses rapines. La conscience britannique les a justement flétris dans deux procès restés fameux. Ce fut une guerre des loups contre les brebis. De 1748 à 1785, les Anglais n'avaient encore acquis que le Bengale, les provinces de Madras et de Bombay. De 1798 à 1820, les lords Wellesley, Minto et Hastings soumirent les États du sultan de Maïssour, des Mahrattes et des Sikes. Pour contrebalancer l'influence russe en Afghanistan et compenser le sanglant échec de 1842 dans les passes de Khaïber, lord Dalhousie réunit en 1849 tout le pays du Sindh et le Pendjab. La domination anglaise s'arrêtait dès lors aux pieds des terrasses orientales du plateau afghan. La Compagnie n'avait pas cessé d'étendre son domaine ; mais ses priviléges avaient été graduelle-

1. On appelle *cipayes* les indigènes armés, et commandés par les Européens.

ment diminués. Dès 1813, tout sujet britannique put trafiquer librement dans l'Inde; en 1833 les nations étrangères furent même admises au commerce de ce grand pays. Engourdie dans une politique de routine égoïste, la Compagnie ne songeait qu'au profit immédiat; elle exploitait les Indiens avec la plus hautaine indifférence, négligeait tous les travaux actifs, maintenait ses sujets dans une honteuse ignorance; elle ne cherchait à légitimer sa conquête par aucune amélioration du sort des indigènes, par aucun souci de leur progrès.

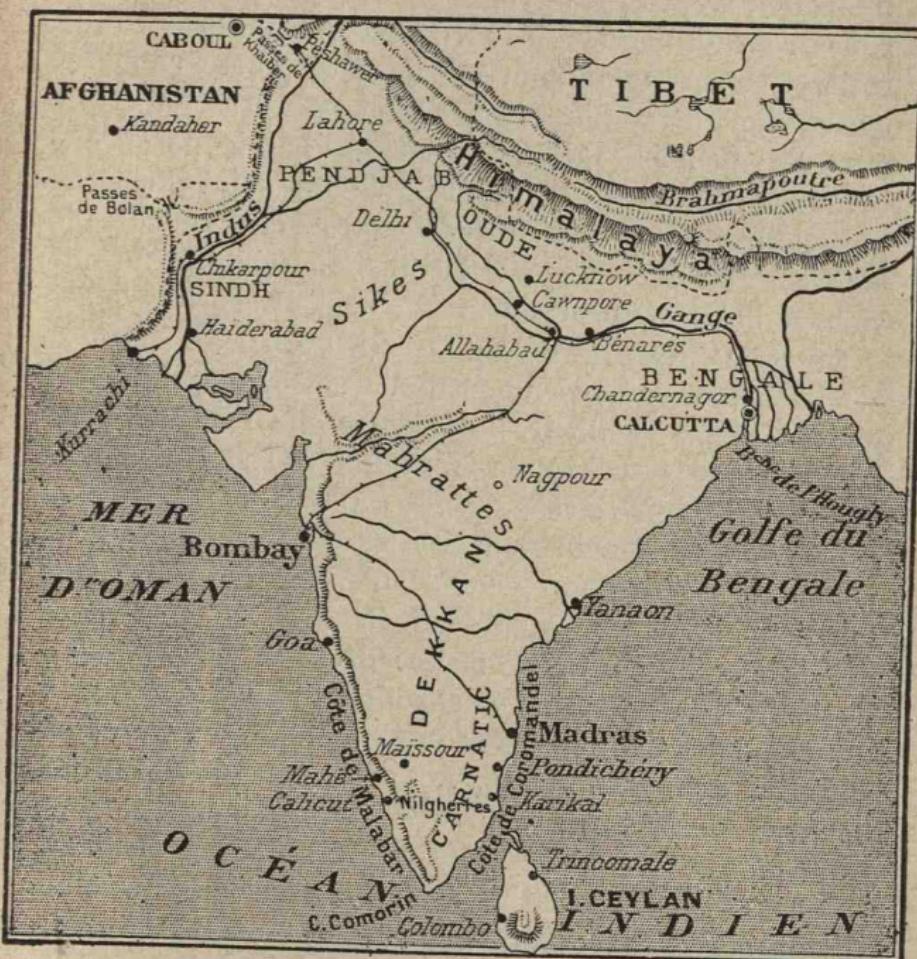
La révolte des cipayes (1857-1858). — Ce monstrueux égoïsme porta ses fruits. Le souverain de l'Oude venait d'être expulsé (1856); de vieilles légendes courraient le pays, affirmant que la domination anglaise, commencée en 1757 par la victoire de Plassey, devait disparaître au bout d'un siècle. Sous prétexte qu'ils avaient reçu des cartouches enduites de graisse de vache¹, les cipayes se révoltèrent au centre même de l'Inde, à Delhi, à Lucknow. Il n'existant pas encore de chemin de fer : les Anglais surpris furent massacrés en grand nombre. A Cawnpour, le farouche Nana Sahib fit hacher à coups de sabre, assommer à coups de crosse, précipiter pêle-mêle morts et mourants dans un puits 180 femmes et enfants qu'il avait faits prisonniers. A Lucknow, un millier d'Européens, dont un quart à peine de soldats, assiégés dans le palais de la résidence, attaqués par la fusillade, le canon, la sape et la mine, résistèrent pendant près de trois mois, au milieu des cadavres en décomposition de leurs morts, à l'attaque furieuse de 22 000 cipayes, sans recevoir aucune nouvelle du dehors. Le général Havelock pénétra enfin dans la place après vingt-deux jours de combats contre Nana Sahib. Il y fut assiégué à son tour et y résista avec le

1. La vache est considérée parmi les Hindous comme une des incarnations de Brahma, inférieure au brahmane, mais supérieure à toute l'humanité. Quand un Hindou est sorti de sa caste,

il doit, s'il obtient d'y rentrer, avaler un gâteau fait des quatre produits les plus sacrés du plus sacré des animaux : lait, beurre, urine et fiente de vache.

même héroïsme jusqu'à l'arrivée de sir Colin Campbell. Celui-ci n'ayant que 5000 hommes se contenta de délivrer les survivants et d'évacuer Lucknow, qui ne fut

L'Inde anglaise.



repris que quatre mois plus tard. Havelock, nommé baronnet avec une pension de 1000 livres sterling, mourut aux portes de Lucknow : « Pendant quarante ans, s'écria-t-il, j'ai réglé ma vie de manière que la mort me trouvât toujours prêt. Aussi n'ai-je pas peur : mourir c'est gagner. » (Juillet 1867-janvier 1858.) Delhi ne fut

repris qu'après un assaut meurtrier et une guerre de rues de sept jours. Pour terrifier les vaincus, le major Hodson, avec une escorte de 100 hommes, alla arrêter au milieu de 6000 cipayes armés les trois fils du roi et les tua lui-même, à coups de pistolet, sur le chariot où ils étaient traînés. Les Anglais se vengèrent par d'horribles représailles et plongèrent dans la stupeur l'Inde entière. Malgré toute l'horreur de cette guerre, ce ne fut encore qu'un soulèvement particulier. Les Anglais, pour le réprimer, profitèrent comme par le passé des divisions intestines : ils firent agir leurs sujets du Bengale contre les révoltés d'Oude et les Sikes musulmans contre les brahmanistes de Delhi. Leur victoire fut une victoire de la civilisation sur une demi-barbarie.

Le gouvernement de la couronne. L'armée.

— Ils comprirent cependant qu'ils devaient à l'Inde un gouvernement meilleur. La Compagnie des Indes fut supprimée ; la couronne investie du gouvernement direct. Un ministre responsable à Londres, assisté d'un conseil de 15 membres, traite les affaires de l'Inde et nomme le gouverneur général ainsi que les plus hauts fonctionnaires. De grands efforts ont été faits pour développer la prospérité matérielle et la culture intellectuelle. Routes, canaux, chemins de fer, télégraphes ont été multipliés ; écoles et grands établissements d'instruction se sont ouverts. Actuellement 140 000 écoles donnent l'instruction à près de 4 millions d'enfants. Cinq universités existent à Calcutta, Madras, Bombay, Lahore et Allahabad. Une école de médecine, une université musulmane, deux collèges de sanscrit, de nombreuses bibliothèques, musées archéologiques et jardins botaniques fournissent les matériaux de la science ou le haut enseignement. Les Hindous commencent à s'initier aux sciences et à la philosophie européennes. Ils comprennent les bienfaits qu'ils en peuvent retirer. Désormais les indigènes peuvent être admis à la plupart des fonctions publiques ; ils ne sont plus traités en

vaincus, mais en enfants qui avec le temps peuvent arriver à sortir de tutelle. L'armée anglaise a été portée au nombre de 72 000 hommes. Les cipayes ont été réorganisés avec de grandes précautions : on en compte à présent 143 000. Peu soucieux de fournir aux populations de l'Inde les éléments d'une révolte, les Anglais ont pris soin de diviser cette armée en trois corps différents par l'origine, par la langue et par l'organisation.

Les princes vassaux. L'empire. — L'Inde est divisée en huit gouvernements, ou commissariats ayant à leur tête des gouverneurs ou lieutenants dont quelques-uns gouvernent avec l'aide d'un conseil législatif. Il y a deux sortes de territoires : les territoires britanniques et les territoires indigènes, vassaux ou alliés. Ceux-ci sont soumis à un régime variable, protectorat, tutelle ou vassalité. Quelques-uns paient tribut ; la plupart sont tenus à n'entretenir aucun ambassadeur auprès d'aucun État étranger ; à renoncer au droit de paix et de guerre ; à accepter dans leur cour un *résident* anglais, qui sert d'arbitre suprême et dirige les relations étrangères ; à limiter à un chiffre déterminé le nombre de leurs soldats ; à accepter les lois de police générale imposées par les Anglais dans l'Inde entière, comme celles qui interdisent le suicide des veuves ou l'infanticide des filles. Les souverains indigènes peuvent faire des lois, infliger des supplices, battre monnaie, percevoir des impôts ; ils ont des rangs soigneusement assignés dans les *durbars*, c'est-à-dire dans les cérémonies officielles de l'Inde. Les plus somptueux de ces *durbars* ont eu lieu en 1876 lors du voyage du prince de Galles dans l'Inde. Ce fut une merveilleuse chevauchée princière, une promenade triomphale destinée à faire éclater à tous les yeux la puissance et la majesté britanniques. A la suite de cette splendide apothéose, la reine Victoria a pris le titre officiel d'impératrice des Indes (janvier 1877), comme si le modeste royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande

n'était plus désormais qu'une humble province de ce grand empire oriental !

Persiste des castes et du Brahmanisme.

— Cependant, malgré toutes ces transformations extérieures, l'âme indienne a peu changé; elle est comme jadis assaillie de préjugés antiques. Les Indiens sont toujours parqués en castes sévèrement fermées. Les Brahmanes, caste religieuse, sont, dit-on, sortis de la bouche du Créateur; les *Kchatrias* ou guerriers, de sa poitrine; les *Vaïcias* ou marchands, de son ventre; les *soudras* ou artisans, de ses pieds. Les *parias* sont ceux qui n'ont pas de caste, ou qui, par leur faute, ont été chassés de celle où les rangeait leur naissance. Il suffit de manger de la viande pour devenir un paria. Aussi les Anglais sont-ils considérés comme des parias. Une union entre personnes de deux castes différentes leur paraît une monstruosité. Un long atavisme de plus de trente siècles a pénétré l'Hindou de tous ces préjugés. Beaucoup d'entre eux savent l'anglais, lisent des journaux et revues, et passent des examens de mathématiques; et ces mêmes hommes s'évanouissent s'ils touchent par mégarde à un plat chargé de viande ou s'ils aperçoivent dans leur bol de lait un poil de vache.

Leur religion a eu pour expression première les hymnes des Védas, dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Elle est d'une complication infinie. La trinité hindoue de Brahma, Vichnou et Siva préside à tous les autres dieux; mais ceux-ci sont au nombre de plusieurs millions; Vichnou a 108 transformations différentes, et Siva, le dieu destructeur, peut prendre plus d'un millier de façons d'être et de noms. Le culte consiste en des pratiques extérieures dont le sens est incompréhensible le plus souvent, mais qui se perpétuent d'âge en âge. Y désobéir est un péché irrémissible qui flétrit et qui tue. Il faut voir dans la ville sainte de Bénarès, sur les bords du Gange, la foule des fidèles haletante autour des brahmanes, immerger dans le fleuve sacré les cadavres de

leurs morts, prodiguer des offrandes au soleil, à l'eau, aux animaux utiles ou malfaisants, même aux plantes et aux pierres; multiplier les ablutions, les prières et les vœux. Ils sont là plus de 25 000 brahmanes qui, de l'aube jusqu'au coucher du soleil, n'ont pas une minute de repos. D'autres parcourent les provinces en pénitents pour exciter la pitié ou le fanatisme : les uns ont le cou pris dans un gril de fer qui les empêche de jamais appuyer la tête; d'autres ont la joue traversée par un cadenas ou mors; d'autres fixent le soleil jusqu'à s'aveugler, ou se coupent la langue pour s'enlever l'usage de la parole. Les légendes poétiques des Védas ont dégénéré en une idolâtrie grossière, et le mépris de la douleur et de la mort contribue à entretenir parmi les Hindous un fanatisme hostile à l'Angleterre. Ainsi malgré les bouleversements des conditions qu'entraîne parmi les Hindous l'acquisition de la richesse ou l'imitation de la vie anglaise, l'esprit de caste subsiste toujours; l'Indien reste en proie à tous les plus vieux préjugés de sa race; son âme n'a pu encore se façonner à la moderne.

Progrès matériel. L'agriculture. Le commerce. — Cependant le progrès matériel dû à l'organisation nouvelle de l'Inde est incontestable. Le percement d'un réseau complet de chemins de fer a mis en valeur des terres nouvelles et abaissé le prix des transports. De nombreux canaux d'irrigation dans la région moyenne du Gange et dans les hauts plateaux du Dekkan ont facilité la culture partout où l'humidité est insuffisante.

D'importantes réserves de vivres sont accumulées dans des greniers publics pour parer à ces épouvantables famines qui vingt fois en un siècle ont affolé les populations hindoues. Et cependant on revoit de temps en temps ces troupes hâves et décharnées de squelettes ambulants, refluant des campagnes dans les villes, pour se disputer jusqu'au sang les misérables distributions opérées par les agents anglais. La famine de 1877

encore coûté la vie à quatre millions d'indigènes ! Les progrès de la culture rendront toujours plus rares ces épouvantables fléaux. Le blé remplace désormais sur les hauts plateaux le coton. Après les États-Unis et la Russie, c'est l'Inde qui exporte le plus de blé. Au contraire, les madras, les calicots, les madapolam fabriqués avec le coton de l'Inde ne se vendent que dans le pays même. Les admirables tissus de cachemir ne sont plus guère achetés que par les plus riches indigènes. La fabrication de la soie est en baisse. Le jute seul est en progrès. Mais des cultures nouvelles prospèrent : le quinquina, récemment importé d'Amérique, le thé planté dans beaucoup de provinces du Dekkan et à Ceylan. Les quatre cinquièmes du thé consommé en Angleterre viennent de l'Inde.

L'Inde n'est pas un pays d'élevage : la viande, dont l'usage est prohibé par la religion, est d'ailleurs peu hygiénique. Mais combien d'essences d'arbres précieux pour l'ébénisterie, pour la médecine s'échelonnent sur les pentes verdoyantes des Nilgherries et sur les flancs majestueux de l'Himalaya. L'Inde est essentiellement un pays agricole, où l'on trouve tous les climats et toutes les zones de température ; sa flore est comme un abrégé de celle du monde entier. Les quatre cinquièmes de sa population sont employés aux travaux agricoles. En laissant dépérir les tissages de l'Inde et en favorisant l'extension des cultures, du blé, du thé et des autres denrées alimentaires, les Anglais ont supprimé une concurrence qui pouvait devenir redoutable pour leurs usines, et éloigné en même temps le péril de la faim.

Les mines sont peu nombreuses et l'exploitation n'en est pas très développée. La houille produit cependant 12 millions de tonnes : mais le fer et le cuivre sont très peu abondants ; l'Inde restera toujours pour les métaux travaillés tributaire de la métropole. Le commerce s'est au contraire développé avec rapidité : il était d'environ 25 millions vers 1760 ; il est aujourd'hui de plus de

5 milliards, dont environ la moitié avec l'Angleterre ; le jour où la voie ferrée du grand central asiatique viendrait doubler le canal de Suez les échanges atteindraient un chiffre encore beaucoup plus élevé.

Conclusion. — Les Anglais ont beaucoup fait pour l'Inde depuis un demi-siècle ; ils l'ont transformée par leurs grands travaux ; ils ont cherché par l'instruction à éléver les indigènes. Cependant ils n'ont pas réussi à se les assimiler : l'Anglais garde dans l'Inde ses habitudes, sa morgue, ses attitudes de conquérant ; l'Hindou d'autre part reste fidèlement attaché aux préjugés et aux coutumes des ancêtres. L'Anglais et l'indigène s'associent selon une expression populaire comme l'huile et l'eau. L'Hindou semble devoir puiser surtout dans l'instruction qui lui est libéralement distribuée la conscience de sa force, l'esprit de nationalité. Il cherche à pénétrer dans les conseils du gouvernement, à exercer les fonctions publiques, à obtenir des libertés locales plus étendues. Ses aspirations politiques s'éveillent. Il se sent plus instruit, plus fort, plus capable de sortir d'une tutelle humiliante, profitable surtout à ses maîtres hautains. Les journaux en langue hindoue prennent pour thème habituel la critique passionnée des actes de l'administration anglaise. Ils comparent les Anglais aux sauterelles qui s'abattent sur les récoltes, aux « chenilles qui dévorent la substance des arbres ». La domination anglaise n'est pas établie sur la force, mais sur l'extrême passivité des Hindous, sur les divisions de leurs anciens gouvernements, sur les rivalités des deux religions hostiles, brahmanisme et islamisme. Le jour où l'esprit national aurait fait de notables progrès, où un chef naîtrait capable d'unir les incalculables forces, éparses en ce moment, contre « les diables étrangers », ce jour-là, la petite armée britannique, dont un tiers seulement est composée d'Anglais, ne résisterait pas longtemps aux 360 000 hommes, aux 4000 canons que possèdent les princes indigènes, qui seraient soutenus par toute la

nation. Le péril pour l'empire anglais de l'Inde ne semble devoir venir ni de la Russie, ni de la France; mais bien de l'Inde elle-même, si les Anglais ne trouvent pas le moyen d'y perpétuer les divisions intestines.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

INDE, MONTAGNES : Himalaya, au N. — Nilgherries, au S.-O. — FLEUVES : Gange, au N.-E. — Indus, au N.-O. — PAYS : le Dekkan, grand plateau triangulaire, avec Etats du Maissour au centre; — des Mahrattes, au N.; — Sikes, Sindh, Pendjab, à l'E. de l'Indus; — Oude, centre de la vallée du Gange; — Bengale, dans le cours inférieur.
 VILLES : Calcutta, Madras, Bombay, ports. — Lahore, à l'E. de l'Indus. —

Delhi, Allahabad, Lucknow, Cawnpour, Bénarès, région du Gange.
 AFGHANISTAN : passes de Khaïber.
 VILLES : Caboul, Kandahar, Hérat.
 INDO-CHINE, FLEUVES : Iraouaddy, Salouen, Mékong, fleuve Rouge. — PAYS : Assam, Arakan, Birmanie, Pégou, Martaban, Tennassérim, Singapour, Cambodge, Cochinchine, Annam, Tonkin.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

L'*Inde*, peuplée par les *Ariens* de race blanche, qui parlaient le *sanscrit*, souche commune des langues européennes; pratique la *religion de Brahma*; colonisée par les Portugais avec Vasco de Gama (xv^e siècle); par les Français (xvii^e et xviii^e siècles) : conquise par les Anglais (1757-1857). — Occupation progressive opérée par la Compagnie des Indes grâce aux divisions des indigènes. Révolte des Cipayes (1857-1858). Le pouvoir passe de la Compagnie à la couronne. Proclamation de l'Empire (1877). — L'Indo-Chine anglaise en est l'annexe : conquise en trois fois : 1826, 1854 et 1886; comprend Assam, Arakan, Pégou, Tennassérim, établissements des détroits, Singapour et depuis 1886 toute la Birmanie.

Superficie : vaut environ huit fois la France. Population : près de 287 millions d'habitants. Production importante de blé, thé, bois précieux, denrées coloniales et médicinales. Industrie peu développée, sauf celle des tissus. Commerce très actif. Agriculture florissante.

SUJETS À ÉTUDIER

I. Rivalité des Russes et des Anglais en Asie. — 1^o La question d'Orient en Asie. — C'est le malheur de notre temps : les questions s'étendent et se compliquent. Intime connexion des

événements d'Europe et d'Asie : on a dit que *les clefs du Bosphore sont dans l'Afghanistan*.

2^e Opposition entre la conquête russe et la conquête anglaise. — Les Russes s'avancent en caravanes de proche en proche et conquièrent par leurs armées ; les Anglais établissent des comptoirs dispersés, et les réunissent grâce à leurs flottes.

3^e L'Afghanistan. — C'est la Suisse asiatique, ses habitants très indépendants et belliqueux, indomptables et pillards. — *Tentatives de conquête par les Anglais* : 1^o 1840-1842. Expédition sur Kandahar et sur Caboul. Désastre des passes de Khaïber. Un seul Anglais, sur 17 000, échappé au massacre. — 2^o 1878-81. Nouvelle tentative pour répondre aux progrès des Russes. Schere-Ali et Jacoub-Khan successivement chassés du trône. Massacre de la mission du major Cavagnari. Les Anglais évacuent l'Afghanistan, mais ils en protègent le nouveau souverain Abdur Raman. Le traité de Gandamack (1881) leur assure en Afghanistan une influence prépondérante. Ils fortifient Hérat et construisent le chemin de fer de l'Indus à Kandahar.

4^e Conflit possible mais peu probable. — Les Anglais trouveraient difficilement des alliés, pour une nouvelle guerre de Crimée ; les Russes, difficilement de l'argent, pour une guerre purement offensive. Comment les flottes de l'Angleterre arriveraient-elles à se mesurer contre les massives armées de la Russie ? Ce serait le duel fantaisiste de la baleine contre l'éléphant. L'enjeu à saisir des deux côtés ne vaudrait pas les frais de la guerre. Il faut donc espérer pour le bien de l'humanité qu'elle n'éclatera pas.

OUVRAGE A CONSULTER. — Fagnier, *la Russie et l'Angleterre dans l'Asie centrale*.

II. Rivalité des Français et des Anglais en Asie. —

1^e Objet de la rivalité. — L'ouverture de routes commerciales vers la Chine par la possession de l'Indo-Chine.

2^e Conquête de l'Indo-Chine anglaise. — 1^o 1824 à 1826. Première guerre contre les Birmans. Occupation de l'Arakan et du Tennassérim. — 2^o 1852-1854. Seconde guerre. Annexion du Pégou et du Martaban. Toute la côte conquise du Gange à la presqu'île de Malacca. Tentatives infructueuses des Anglais pour pénétrer en Chine par l'Iraouaddy et par le Salouen.

3^e Les Français en Indo-Chine. — Les antécédents : l'intendant Poivre et Pigneau de Béhaine au XVIII^e siècle. — 1787. Mission militaire française appelée par l'empereur d'Annam Gia-Long à Hué. Relations vieilles de cent ans. Démêlés avec Tu-Duc (1862-1867). Conquête de la Cochinchine française. Mission de Lagrée à la recherche de la route de Chine par le Mékong. — 1863-1872. Dupuis au Tonkin ; démonstration de la navigabilité du fleuve Rouge, la plus courte et la plus facile des voies de pénétration

en Chine. Le Tonkin deux fois conquis et perdu par Francis Garnier (1873), par le commandant Rivière (1882). Guerre du Tonkin. Exploits héroïques de l'amiral Courbet. Le Tonkin protégé (1885).

4^e Attitude de l'Angleterre. — Mauvaise humeur des Anglais. Fermeture des dépôts anglais de charbon au ravitaillement de nos navires de guerre, sous prétexte d'observer la neutralité avec la Chine. Conquête de la Birmanie par crainte d'une nouvelle extension française.

Conclusion : l'alliance franco-russe, excellente garantie en Asie comme en Europe contre la jalousie de nos ennemis, en faveur de la paix du monde.

OUVRAGE À CONSULTER. — De Lanessan, *l'Indo-Chine française*.

CHAPITRE XXVI

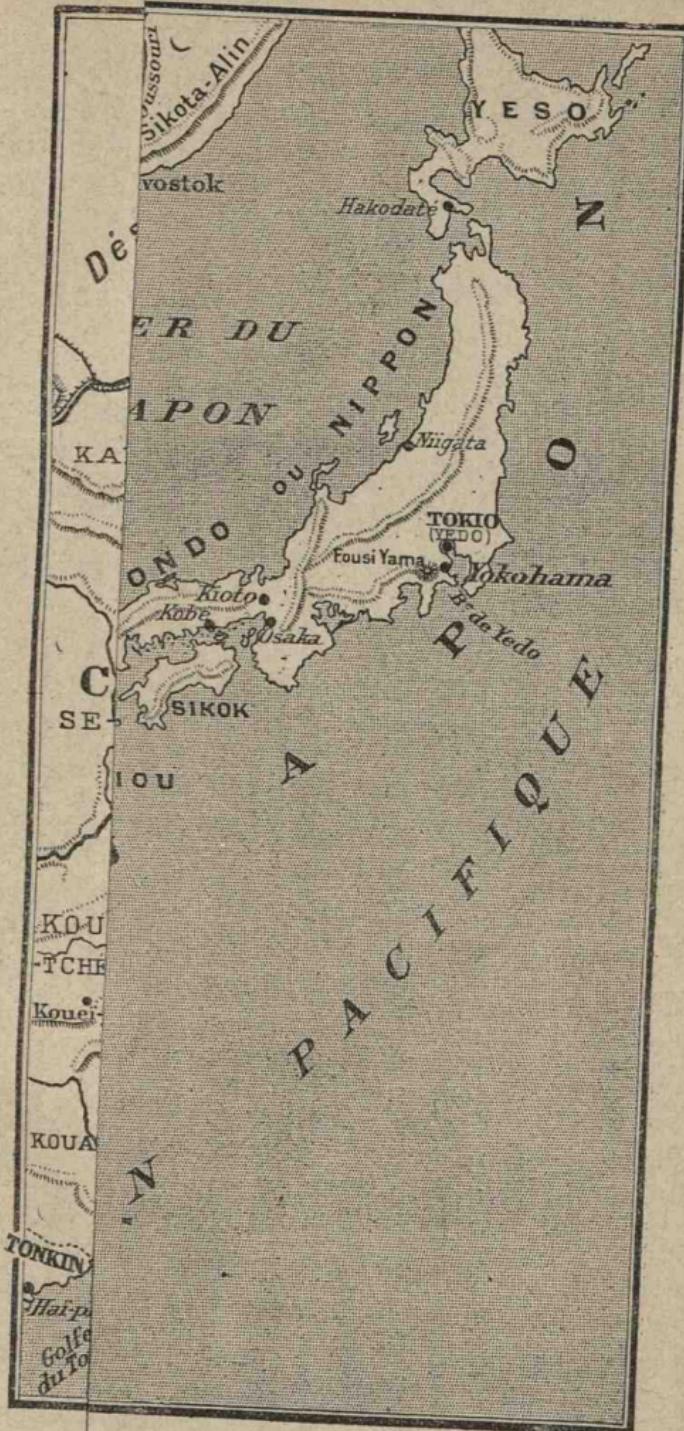
CHINE ET JAPON

- I. Le monde chinois.** — La race, la langue, la religion. — Antiquité de la civilisation chinoise. — Respect de la tradition. — Exclusion des étrangers.
- II. Ouverture progressive de la Chine.** — Les missionnaires. — La guerre de l'Opium (1840-1842). — La guerre de Chine (1860). — Les ports ouverts. — La vie commerciale à Changai.
- III. Le Japon.** — Analogies et contrastes avec la Chine. — La révolution de 1868. — Transformation politique, intellectuelle et économique du Japon.
- IV. Conclusion.** — L'avenir de la Chine. — Le péril Chinois.

Le monde chinois. — La Chine est un monde véritable, mystérieux, presque fermé aux Européens; un grand réservoir de peuples dont le pullulement peut devenir une menace pour notre civilisation européenne. Son territoire est un peu plus étendu que celui de l'Europe. Sa population à peu près égale. Par la race, par la langue, par la religion, les Chinois forment un tout indivisible d'une incroyable unité. Leur civilisation est vieille de quinze à vingt siècles, et semble s'être figée pour toujours. Leur culte de la tradition, leur horreur de tout changement, leur répugnance pour le progrès sont des traits tout particuliers de leur caractère. Ce monde chinois commence à s'entr'ouvrir aux Européens.

Comme la terre de Chine, malgré sa fécondité, ne peut nourrir tous ses enfants, beaucoup d'entre eux vont chercher fortune au loin. L'homme jaune apparaît depuis quelques années seulement en Australie, aux États-Unis et plus tard encore en Europe et s'y multiplie avec une rapidité inquiétante. Sommes-nous donc exposés à une nouvelle invasion venue de l'Asie? Le blanc doit-il disparaître devant le jaune? L'avenir est-il aux « fils du ciel »? Grave question qui préoccupe non plus seulement les géographes et les voyageurs, mais même certains hommes d'État.

La race chinoise. La langue. — Tout le monde connaît le Chinois, et qui en a vu un, les a vus tous. Ils ont tous la même petite taille, la même complexion délicate, le teint jaune olivâtre, la face écrasée et en forme de losange, les pommettes saillantes, la longue tresse de cheveux noirs, durs et plats. Mais avec cela sobres, sérieux, acharnés au travail et se chargeant des travaux les plus humbles et les plus répugnans, pourvu qu'ils n'exigent pas trop de forces; ils ont au plus haut degré l'amour de la famille et le respect des ancêtres. La *salle des ancêtres* est la plus ornée de chaque maison; là s'accomplissent les actes les plus importants de la famille chinoise : mariages et adoptions, lecture des testaments, jugements et condamnations. Les fils offrent à leur père son cercueil à l'âge de soixante ans, si le père ne l'a pas acheté auparavant. Tout Chinois tient avant toute chose à être enterré suivant les rites; il veut avoir des enfants capables de lui rendre après la mort les mêmes honneurs qu'il a rendus lui-même à ses pères. Quand une femme est stérile, la loi permet au mari d'épouser plusieurs autres femmes, jusqu'à ce qu'il ait enfin une postérité. Leur code date du III^e siècle avant l'ère chrétienne. Leurs traités de médecine sont vieux de 2000 ans, et tout autre livre plus moderne leur paraîtrait dangereux. Les examens pour les grades inférieurs d'officiers consistent à bander des arcs de plus en plus



ET J. — Histoire, 3^e A., p. 393.

résistants, et faire le moulinet avec des hallebardes de plus en plus lourdes; arcs et hallebardes, armes antiques qu'ils échangeront une fois gradés pour des fusils. Mais ainsi l'exige la tradition, et les programmes d'examen ne varient guère en Chine.

Leur langue est peut-être cause en grande partie de leur état arriéré. Elle compte environ 40 000 signes différents; elle est relativement facile à parler, mais il faut toute une vie pour savoir l'écrire. Aussi les *lettres* sont-ils l'objet d'une vénération toute particulière. Nous les appelons à tort des *mandarins*. Ils passent des examens de plus en plus difficiles pour s'élever des plus humbles aux plus hautes fonctions. Les moins instruits et les moins intelligents des mandarins sont réservés pour la carrière des armes. Le Chinois est éminemment pacifique. Pour faire de lui un guerrier, il faut vaincre, souvent à coups de bambou, ses plus instinctives répugnances. Cependant son mépris complet de la mort fait de lui un soldat très capable d'une défensive acharnée. L'empereur de la Chine est un maître absolu; aucune aristocratie ne limite son autorité; les Chinois vivent sous un régime démocratique et égalitaire. Grâce aux examens, le fils du *coolie*¹ peut arriver aussi haut que le fils du prince. Mais si haut placé fût-il, son sort est à la discrétion de l'empereur. Tout mandarin doit toujours porter avec lui ses insignes pour pouvoir les rendre sur-le-champ en cas de disgrâce.

La religion. Le bouddhisme. — Leur religion, le bouddhisme, remonte au VII^e siècle avant l'ère chrétienne. Prêchée d'abord dans l'Inde par Çâkyâ-Mouni, elle a été réformée au VI^e siècle par Confucius. Celui-ci était un grand philosophe qui n'a pas fait de miracles, mais qui a prêché la réforme morale. Il recommande l'accomplissement fidèle du devoir, l'observation des coutumes établies, la soumission au prince. En se détachant de tous

1. Le *coolie*, c'est le Chinois adonné au travail manuel.

les biens terrestres, en diminuant tous ses besoins, l'homme devient un sage; il mérite à sa mort de s'absorber dans le sein de la nature, qui est Dieu; il se confond dans le néant ou *nirvâna*, ce qui est la félicité suprême. Le bouddhisme a été adopté comme religion officielle en Chine l'an 61 de l'ère chrétienne. Cette sagesse austère ne convient qu'aux lettrés. Les *bonzes*, ou prêtres de Bouddha, entretiennent parmi les illétrés les superstitions les plus grossières et en vivent. Ils ont des *moulins à prière*, où ils tournent continuellement les livres sacrés, pour dispenser les fidèles du soin de marmonter les oraisons qu'ils contiennent. Leur tête est marquée d'autant de petites taches blanches, résultats de brûlures, qu'ils ont fait de vœux : vœu d'abstention de vin et de viande, vœu de respecter la vie des carpes dans les étangs des temples... etc. Ils prédisent l'avenir, tantôt en dressant un oiseau savant à choisir une carte dans un jeu, tantôt en lançant en l'air deux noix de coco. Si elles retombent toutes deux à plat, la prière sera exaucée; toutes deux sur la partie convexe, la prière ne le sera pas; si l'une est à plat et l'autre sur la partie convexe, c'est que la divinité ne veut pas se prononcer. Tous ces procédés nous semblent grotesques. Cependant, en prêchant le détachement des biens terrestres et le mépris de la mort, ces prêtres exercent une salutaire influence sur la foule.

Exclusion des étrangers. Guerre de l'Opium (1840-1842). — La Chine a été de tout temps strictement fermée à tout contact étranger. Dès le second siècle avant l'ère chrétienne, la grande muraille fut élevée sur une longueur d'environ 200 lieues, à peu près la distance de Paris à Marseille, pour empêcher les incursions des Mongols. Nul ne pouvait plus pénétrer par terre, pas même pour faire le commerce. Par mer les relations étaient très rares; si un Chinois rentrait dans son pays après avoir réussi à s'en échapper, la loi voulait qu'il fût puni de mort. Au xvi^e siècle, les Portugais s'établirent

dans la presqu'île de Macao, et des missionnaires chrétiens cherchèrent à évangéliser le pays.

Cependant c'est de nos jours seulement que la Chine a commencé à s'entr'ouvrir. Les Chinois ont la passion funeste de fumer l'opium qui leur procure une ivresse malfaisante, suivie de la folie au bout de quelques années d'abus. L'opium, recueilli dans la province indienne du Bengale, était fourni aux Chinois par les Anglais. Le gouvernement chinois en interdit l'importation. Les Anglais bravèrent la défense : 22 000 caisses d'opium furent jetées à la mer sur l'ordre du vice-roi de Canton. Les Anglais, qui voulaient, pour le plus grand profit de leur commerce, forcer les Chinois à continuer de s'empoisonner, déclarèrent la guerre (1839). Deux fois ils crurent avoir arraché la paix à la lenteur calculée, aux promesses fallacieuses des mandarins chinois. Ils avaient d'abord bloqué la rivière de Canton (1840), puis enlevé les forts du Tigre, les ports de Ning-Po et de Changaï (1841). Le second traité ne fut pas plus exécuté que le premier. Alors l'amiral Parker remonta le Yang-tse-Kiang, coupant en deux la Chine du nord et celle du midi; il entra à Nankin et força les mandarins terrifiés à exécuter enfin leurs promesses. Le traité de Nankin (1842) stipula en faveur des Anglais une indemnité de 115 millions, la cession de Hong-Kong, et l'ouverture de cinq ports : Changaï, Ning-Po, Fou-Tcheou, Amoy, Souatow. Peu de temps après, une mission française envoyée en Chine par Louis-Philippe, sous les ordres du marquis de Lagrené, obtint facilement les mêmes avantages pour les Français. Bientôt les Américains et les autres nations européennes furent admis indistinctement à en jouir. Les Chinois étaient bien aises d'opposer à l'influence anglaise celle des autres peuples européens (1844).

La guerre de Chine (1860). — Les étrangers étaient cependant toujours mal vus en Chine. Des marchands et surtout des missionnaires européens furent à diverses reprises victimes du fanatisme chinois. A toutes

les réclamations la diplomatie chinoise n'opposait que des réponses dilatoires ou des promesses de satisfaction qui n'étaient pas tenues. En 1857, une démonstration armée fut décidée de concert par la France et l'Angleterre. Canton fut pris, le Pei-ho fut remonté, Pékin menacé. Les mandarins signèrent alors le traité de Tientsin (1858), qui assurait des satisfactions raisonnables. Mais, quand les diplomates chargés d'échanger les ratifications se rendirent à Tien-tsin, leurs canonnières furent accueillies à coups de canon.

Il fallait venger cette félonie par un châtiment exemplaire. Une expédition fut préparée. Le général Cousin-Montauban et le vice-amiral Charner étaient à la tête des Français ; S. Hope Grant commandait les forces anglaises ; le baron Gros et lord Elgin étaient chargés des négociations. La campagne fut vivement menée. Les troupes, débarquées près de Takou, remontèrent la rive droite du Péïho, délogèrent les innombrables bandes chinoises du pont de Palikao et entrèrent à Pékin au son d'une fanfare guerrière. La capitale du céleste Empire était profanée par l'étranger. L'empereur était en fuite ; sa belle résidence du palais d'été fut mise au pillage. Cette fois la Chine dut subir toutes les conditions des vainqueurs. Elle paya une forte indemnité de guerre ; huit ports nouveaux furent ouverts aux étrangers : enfin les puissances purent avoir à Pékin leurs ambassadeurs. Depuis cette époque, et en vertu de conventions nouvelles, d'autres ports et même des villes de l'intérieur, situées sur la grande artère navigable du Yang-tse-Kiang, ont été rendus accessibles aux étrangers. La Chine n'avait pas cessé de les détester, mais elle était contrainte de les subir.

La vie commerciale à Changai. — De tous les ports chinois, Changai est de beaucoup le plus animé. Il occupe à peu près le centre du littoral chinois sur les rives du Hoang-Pou, qui est l'un des bras multiples du delta du puissant Yang-tse-Kiang. La ville européenne, située en avant de la ville chinoise, fut fondée en

1842 par les « diables étrangers » sur un terrain marécageux, où n'existaient que quelques cabanes de pêcheurs. La concession américaine encore peu peuplée se présente la première quand on vient de la mer. La concession anglaise ou *British Settlement* et la concession française, qui lui font suite, sont au contraire de véritables villes, annexes de la ville chinoise. Les consulats des diverses autres puissances ont reçu l'hospitalité dans ces deux concessions. Le consul anglais, investi seulement des attributions judiciaires, est assisté d'un conseil municipal, nommé par les résidents de toutes les nations, qui est chargé de l'administration et de la police. Au contraire le consul français est le maître absolu : le conseil municipal n'a que voix consultative ; ses décisions peuvent toujours être entravées par le veto du consul. C'est le régime de la tutelle, beaucoup moins favorable aux intérêts du commerce que le *self-government* établi dans la concession anglaise.

Le *Bund* ou quai est bordé par les habitations des plus riches commerçants, des princes du négoce et de la finance. Parmi ceux-ci, beaucoup de Chinois disputent les plus grandes affaires aux Européens les plus habiles. Beaucoup de maisons de Changai ont des succursales dans les principaux ports de la Chine : plusieurs ont leurs services particuliers de steamers ; cependant la compagnie des messageries maritimes et beaucoup d'autres services réguliers de paquebots postaux mettent en relations régulières Changai avec les plus grands ports de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique. Les Anglais font à eux seuls plus de la moitié du commerce total de Changai : les Allemands y font un chiffre d'affaires presque double de celui des Français. Changai est, après Bombay, l'entrepôt le plus important de l'Asie et le sixième port du monde par le mouvement de sa marine.

Le Japon. Ancienne organisation politique.

— Le Japon peut être envisagé comme faisant partie du monde chinois ; il a reçu de la Chine sa langue, sa

religion, sa civilisation. Mais il en diffère beaucoup aussi et il semble s'éloigner d'elle de plus en plus. Le Japon a été surnommé avec raison l'Angleterre de l'Asie : comme l'Angleterre, c'est une contrée exclusivement insulaire, avec un sol agricole très riche, un sous-sol abondant en minéraux, un climat très tempéré, une population très condensée.

Le Japon compte environ 40 millions d'habitants, un peu plus de 100 habitants par kilomètre carré. Le Japonais présente beaucoup de ressemblance extérieure avec le Chinois ; mais il est doux, poli, rieur et enfant, autant que le Chinois est sérieux, défiant et sournois. La vision du Japon, avec ses paysages variés, ses maisons aux cloisons intérieures en papier, sa population toujours en fête, qui s'amuse de tout et à tout âge, est une sorte de féerie et semble réaliser les contes des *Mille et une Nuits*. Longtemps le Japon a été aussi mystérieux que la Chine. Les jésuites missionnaires n'y ont pas été mieux traités ; et les Hollandais n'avaient pu s'établir en face de Nagasaki, dans la petite île de Detsima, qu'à la condition humiliante d'envoyer tous les quatre ans au souverain du Japon une ambassade d'obédience chargée de présents, dont les membres devaient simuler quelques scènes d'ivresse et autres bouffonneries grossières, afin de dérider le maître à leurs dépens. Le Japon était alors gouverné par deux chefs : le *mikado*, chef religieux résidant à Kioto, était réduit à l'état d'idole vénérée, mais invisible. Depuis de nombreux siècles, le pouvoir effectif était passé entre les mains du *taïcoun* ou *schogoun*, son lieutenant, résidant à Tokio, qui exerçait dans toute sa plénitude l'autorité temporelle. Le pays était partagé en principautés féodales qui étaient entre les mains de l'aristocratie seigneuriale des *daïmios*.

Révolution de 1868. Transformation du Japon. — Une première atteinte à cette organisation séculaire fut portée en 1858 par les Américains. Ils obtinrent par la menace que trois ports seraient ouverts

au commerce étranger. En vain la carte guerrière des *samouraï*, ou soldats à deux glaives, s'arma contre les « barbares », quelques-uns furent massacrés. Mais une escadre de navires français, anglais et hollandais vint croiser dans les eaux du Japon : 12 *samouraï* et 635 de leurs serviteurs furent condamnés à s'ouvrir le ventre en présence du consul britannique.

Ce fut le prélude d'une des révolutions les plus étonnantes des temps modernes. A la suite d'une guerre civile assez longue, le mikado triompha du schogoun, abolit sa charge, abandonna le sanctuaire fermé de Kioto pour aller exercer tous les droits effectifs de la souveraineté dans la résidence vivante de Tokio. Les daimios perdirent leur souveraineté territoriale héréditaire et furent réduits à la situation de fonctionnaires révocables, analogues à nos préfets (1868). Pour consolider le nouvel état de choses, le mikado fit largement appel au concours des étrangers. Les Français instruisirent la nouvelle armée et arrivèrent à accommoder les coutumes japonaises avec les principes de notre code civil. Les Anglais vendirent des navires et construisirent des arsenaux. Les Allemands percèrent des routes, établirent les chemins de fer et les télégraphes. Les Japonais viennent toujours plus nombreux en Europe pour étudier les procédés de nos industries et travailler aux côtés de nos savants.

Le grand port de Yokohama, le Changaï du Japon, est comme une succursale de l'Europe, où nos usages et même nos costumes se répandent de plus en plus. Tandis que le Chinois se borne à imiter avec la plus grande minutie et souvent avec une rare perfection nos produits manufacturés, le Japonais est doué du génie créateur. Les uns ne réussissent encore que dans le commerce et la banque, les autres sont en outre des industriels avisés, très capables de perfectionnements, très aptes au rigoureux service de la guerre et de la marine. Ils ont l'esprit militaire que les Chinois ne possèdent à aucun degré.

L'avenir de la Chine. L'émigration chinoise.

— On le vit bien au moment (1895) où la Chine et le Japon entrèrent en lutte à propos de la Corée. L'armée chinoise se vit chassée de la Corée, refoulée en Mandchourie et jusque sur Pékin, tandis que la flotte cherchait vainement à défendre les arsenaux de Port-Arthur et de Wei-Hai-Wei, les deux avant-postes de Pékin à l'entrée du Pé-tchi-li. Ce fut comme le commencement de l'écroulement. Chacun voulut prendre une part de proie. Dès que les Japonais se furent fait céder Formose et les îles Pescadores par le traité de Simonosaki (1895), les Russes se saisirent de Port-Arthur; les Allemands s'installèrent à Kiao-Tchéou, les Anglais à Wei-Hai-Wei; le golfe de Pé-tchi-li, l'accès de la capitale, était gardé à vue; les Français prenaient position plus au sud à Kouang-Tchéou (1896). L'orgueil chinois rebondit sous ces outrages; la société secrète des *Boxers* organisa avec la complicité des autorités un soulèvement contre les missionnaires et les Chinois convertis par eux. Brusquement, à Pékin et dans les provinces, une populace furieuse déchaîna le meurtre et l'incendie (1900). L'ambassadeur allemand fut massacré : les légations européennes soutinrent pendant cinq semaines un épouvantable assaut. Pour les délivrer, l'Europe fit trêve à ses rivalités et organisa une action commune; un Allemand, le maréchal Waldersee, conduisit à l'assaut de Tientsin et de Pékin « l'armée des Européens ». La Chine, encore vaincue, a dû payer une forte rançon; mais que sera le lendemain? Les Chinois commencent à essaimer au dehors et à prendre tous les humbles métiers dont ne veulent pas les blancs. En Australie, ils ont réussi à exploiter avec profit des mines d'or où les Européens ne trouvaient plus d'assez gros bénéfices. En Californie, ils sont fleuristes, bonnes d'enfants et blanchisseuses. Partout où ils s'établissent en nombre, ils contribuent à faire baisser les salaires à cause de la modicité de leurs prétentions, ce qui les fait détester des

travailleurs blancs. Les ouvriers à cinq francs veulent à tout prix supprimer la concurrence des ouvriers à cinq sous. Les gouvernements ne les soutiennent pas plus que les particuliers, parce qu'ils ne viennent jamais dans un pays que pour y réunir les économies qui leur permettront de retourner vivre avec plus d'aisance en Chine. Ils drainent donc l'or partout où ils paraissent et appauvissent le pays où ils vivent momentanément, au profit de la Chine qui s'enrichit toujours davantage. Aussi l'émigration jaune est-elle considérée dans plusieurs pays comme un fléau. Le congrès américain a pris des mesures pour l'arrêter.

Conclusion. — Quelques penseurs timorés ont peur que l'émigration chinoise ne devienne à courte échéance une véritable invasion. Ils affirment avec une assurance mêlée de terreur que le monde doit un jour appartenir aux Chinois, comme aux plus prolifiques et aux plus travailleurs d'entre les hommes. Danger bien lointain, sinon tout à fait chimérique! Tant que la Chine restera fidèle à son éducation vieillotte, à ses usages surannés, elle ne sera pas à craindre pour l'Europe. Ses défaites de 1895 et de 1900 en sont une preuve éclatante. Le jour où les Chinois seraient sortis de leur immobilité séculaire, pour adopter nos usages et se lancer dans la voie du progrès, ils seraient sans doute beaucoup plus dangereux; mais alors ils ne seraient plus des barbares et notre civilisation ne courrait plus risque de sombrer devant leur triomphe.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

Pei-hô, Yang-tse-Kiang, Tigre ou rivière de Canton, fleuves de Chine. — Pékin, Palikao, Tien-tsin, Takou sur le Peihô. — Port-Arthur, Wei-Hai-Wei, arsenaux à l'entrée du golfe de Pé-tchili. — Nankin, sur le Yang-tse-Kiang. — Changai, Ning-Po, Fou-tchéou, Amoy, Souatow, Canton, Hong-Kong.

Macao, ports de la Chine échelonnés du nord au sud. — Formose, île chinoise. — Tokio, Yokohama, Kioto, Nagasaki, Detsima, ports du Japon. — Dzoungarie, prov. chinoise aux confins du Turkestan et de la Sibérie. — Bengale, prov. indienne à l'embouchure du Gange.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

Chine. Capitale *Pékin*; l'un des pays les plus anciennement civilisés. Au VII^e siècle (av. J.-C.), la religion du *bouddhisme* s'y répandit; au VI^e siècle (av. J.-C.), *Confucius* réforma le *boudhisme*. Les inventions de la *boussole*, de la *poudre à canon*, du *papier* nous sont venues de la Chine. — Conquise par les *Mongols* au XIII^e siècle (ap. J.-C.) et par les *Mandchoux*, qui la gouvernent encore aujourd'hui, au XVI^e siècle. *Missionnaires chrétiens* depuis le XVI^e siècle. — *Ports ouverts* aux Européens depuis 1840 et surtout depuis l'expédition des Anglais et des Français en Chine (1859-1860). Immense territoire qui vaut plus de vingt fois celui de la France; population considérable de 350 à 400 millions d'habitants. Production abondante de soie, de thé, de porcelaine, de bois précieux et de denrées pharmaceutiques. Importation de riz, d'opium, de tissus et de métaux travaillés. C'est le plus grand marché d'échanges du monde entier.

Japon, capitale *Tokio*, a subi à peu près les mêmes vicissitudes que la Chine. — Ouvert aux Européens depuis la révolution de 1868. — Superficie : les trois cinquièmes du territoire français; population, 40 millions d'habitants.

SUJETS A ÉTUDIER

I. L'art chinois. — L'art chinois se rattache intimement à la religion et remonte comme elle à une très haute antiquité. À l'origine le ciel et la terre étaient adorés comme les formes matérielles d'un « Souverain suprême ». L'empereur seul avait le droit de lui sacrifier. À côté de ce culte supérieur, on adorait les Esprits des montagnes, des vents, des astres, des fleuves. Le culte des ancêtres était le culte intime de la famille. Toutes les formes qui furent créées dès cette époque reculée ont été scrupuleusement fixées par la loi des rites et n'ont plus varié depuis cette époque. Les vases de bronze fabriqués pour les sacrifices officiels ont encore aujourd'hui la même forme, le même alliage et le même poids qu'il y a 2500 ans.

L'art chinois est donc avant tout un art *bouddhique*. Il apparaît dans les temples formés de différents pavillons aux toits relevés à chaque angle, dans les pagodes aux étages multiples, dans les représentations de Bouddha, souriant avec les oreilles tombantes le ventre obèse, les jambes croisées en tailleur. La fantaisie se

donne toute carrière dans les ivoires délicatement fouillés, dans les porcelaines et les laques, où les fleurs, les animaux réels ou fantastiques, les personnages qui se jouent ou se poursuivent dans un paysage imaginaire, donnent lieu aux motifs les plus variés et les plus gracieux. Les émaux cloisonnés sont de fabrication plus récente et ne remontent guère au delà du XVI^e siècle. — La peinture est plus fantaisiste encore que réaliste et se rapproche beaucoup de la décoration employée pour la céramique.

Dans l'art, la Chine n'est cependant pas restée aussi immuable qu'on pourrait le croire. L'Inde lui a révélé ses bronzes dorés et sa peinture. L'Assyrie a inspiré l'architecture de quelques antiques palais; le verre est venu de la Syrie; l'art de l'émaillerie a été apporté par des orfèvres européens.

Malgré elle la Chine a subi dans une certaine mesure l'empreinte de l'étranger.

OUVRAGE A CONSULTER. — Michel Paléologue, *l'Art chinois*.

II. L'art japonais. — Il a beaucoup d'analogies avec l'art chinois, mais il a plus de liberté.

La peinture brille comme en Chine par une fantaisie exubérante, mais révèle souvent dans le détail une imitation exacte de la nature. Les monuments japonais se distinguent par une décoration à la fois minutieuse et touffue; leurs bronzes et leurs masques ont des formes plus variées, leur ciselure est plus fine. Leurs porcelaines sont inférieures à celles de la Chine. Mais leurs faïences et leurs poteries occupent un rang très supérieur.

Le Japonais excelle dans la décoration, il porte jusque dans les plus humbles objets son goût pour tout ce qui est rare, délicat, joli. L'art japonais est souriant et léger; il est l'expression exacte du caractère japonais.

OUVRAGE A CONSULTER. — Louis Gonse, *l'Art japonais*. — Visiter les musées.

CHAPITRE XXVII

L'AUSTRALIE

I. Le continent australien. — La découverte. — Exploration du littoral. — Création de Sydney (1788). — Les convicts. — Explorations à l'intérieur. — Découverte des mines d'or (1847-51). — Traversée du continent. — Burke et Stuart (1860-61).

II. État actuel des colonies australiennes. — Disparition rapide des indigènes. — Le squatter, le mineur, le settler. — Les chemins de fer. — Le télégraphe central. — Melbourne et Sydney. — Le commerce.

III. Constitution politique. — Le self-government. — Tendances à l'union. — Convention de Sydney (1883). — La confédération australasienne. — L'avenir.

L'Australie, colonie de peuplement. — L'Australie est située à l'extrême de ce long trajet pendant lequel un navire anglais, parti de Southampton, doublant le cap de Bonne-Espérance, et passant par Ceylan et Singapour pour s'arrêter à Melbourne, peut ne relâcher que sur terre anglaise sur un parcours d'environ 26 000 kilomètres. Ainsi l'Anglais en faisant le tour du monde, entend constamment parler sa langue et peut s'imaginer ne point sortir de chez lui. Mais tandis que dans l'ancien monde, Afrique et Asie, les Anglais ne sont pour ainsi dire que campés en petit groupe au milieu d'une masse compacte d'indigènes, ils sont appelés au contraire en Australie à former le fond même

de la population et à remplacer les indigènes qui auront disparu dans quelques années. Ce ne sont plus dans cette partie du Nouveau Monde des colonies d'exploitation qu'ils tentent; ce sont des colonies de peuplement, comme au Canada. La race anglo-saxonne est très prolifique : elle est très portée par atavisme aux voyages maritimes et aux établissements lointains. Elle a donc toutes les qualités requises pour le peuplement des mondes inoccupés. L'Australie est sincèrement anglaise. Mais se résignera-t-elle longtemps à subir une dépendance si faible qu'elle soit à l'égard de sa métropole ? C'est un problème dont la solution est proche et que nous essayerons de résoudre quand nous en aurons bien expliqué les termes.

Création de Sydney (1788). Les convicts.

— Le continent australien est une sorte de bloc mal dégrossi par la nature et qui n'a pris quelque importance que grâce au labeur intelligent d'une race énergique. Le Portugais Emmanuel Godinho de Eredia et le Hollandais Wilhelm Janz, au début du xvi^e siècle, se disputent l'honneur d'en avoir révélé l'existence. Ce qui est hors de doute c'est que, sous le nom de *Jave la Grande* ou de *terre Australie*, un continent aux formes mal définies figurait déjà dans les mappemondes de la seconde moitié du xvi^e siècle. Les Hollandais Torres, Carpentarie, Tasman en ont exploré les côtes et l'ont baptisé du nom de Nouvelle-Hollande. Les Anglais Dampier, Wallis et surtout le capitaine Cook, les Français Bougainville, la Pérouse, d'Entrecasteaux, Baudin ont achevé d'en faire connaître les contours. L'abordage en est très difficile au nord de la côte orientale. La grande barrière de corail longe ce littoral à environ 150 kilomètres au large et ne laisse que d'étroits et difficiles passages. Les infusoires, à peine visibles au microscope, ont sécrété les roches corallines qui forment ces dangereux récifs à raison de la valeur d'environ un millième de grain de sable par animal. La barrière s'est

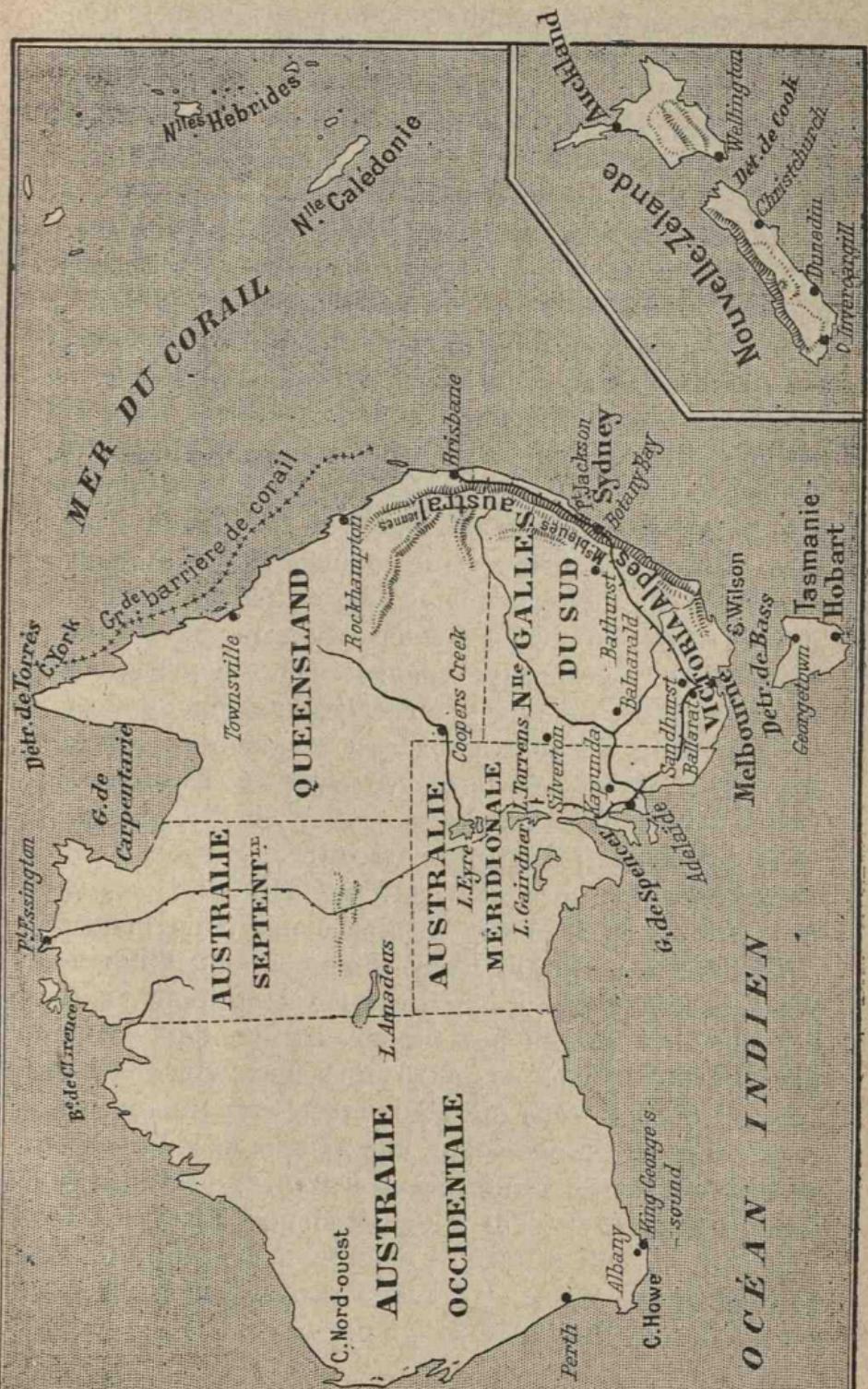
élevée jusqu'à fleur d'eau d'environ 3 millimètres par an. Il a fallu pour l'édifier complètement plus de 10 000 siècles. Au sud de cette grande barrière, la côte devient plus hospitalière : des fjords profondément creusés sur l'emplacement d'anciens glaciers dessinent des ports très sûrs et très pittoresques.

Dans l'un d'eux, *Botany bay*, aborda le 25 janvier 1788 le commodore Philips avec un convoi de 1030 blancs dont 787 forçats : il les établit presque aussitôt un peu plus au nord dans le *port Jackson*, c'est l'origine de Sydney. Les convicts libérés obtinrent des concessions et se livrèrent à la vie facile du pasteur. Bientôt les convicts incorrigibles furent réservés pour la Tasmanie : puis on les interna à l'ouest dans la colonie récemment créée de Perth, sur la rivière des Cygnes. A partir de 1840, l'Australie occidentale reçut seule les condamnés venant d'Angleterre : la transportation n'y a cessé qu'en 1868. Les convicts furent donc les premiers et rudes pionniers de cette terre vierge. La génération actuelle des Australiens renie volontiers ses origines premières. Sans doute quelques aventuriers libres se sont groupés dès le début à côté des convicts libérés. Mais à quoi bon rougir de ces premiers ancêtres, puisqu'ils ont fait souche d'honnêtes gens ?

Les premières explorations à l'intérieur.

— La terre semblait devoir manquer bientôt aux *squatters*¹, que l'attrait d'une rapide fortune obtenue par la vie pastorale multipliait assez rapidement ; il fallait reconnaître toute l'étendue du domaine qu'offrait à l'activité britannique le continent nouveau. Le capitaine Sturt franchit les Alpes australiennes, et découvrit des terres fertiles arrosées par d'assez nombreux cours d'eau qui se rendent tous dans le Murray. Mais dans la région située plus à l'ouest il manqua de périr de chaleur et de soif dans un désert aride : « les manches en corne de

1. Les squatters sont les propriétaires et conducteurs de bestiaux.



nos instruments se fendillaient en petites lamelles; le plomb s'échappait des crayons, nos cheveux cessaient de croître ainsi que la laine des moutons : nos ongles étaient devenus cassants comme du verre. » Il nota pendant plusieurs jours 40° à l'ombre et presque le double au soleil! Eyre partit du golfe Spencer, découvrit vers le nord des lagunes saumâtres, lacs Torrens et lac Eyre, qui semblent être comme les traces d'une Caspienne temporaire formée au centre du continent dans les années pluvieuses. Revenu plus au sud et longeant la côte vers l'ouest, il serait mort lui aussi de soif, de chaleur, ou enlisé dans des dunes mouvantes, s'il n'avait été recueilli par un navire croisant fort à propos. Dans une troisième direction, Leichardt alla de Brisebane à Port Essington à la pointe la plus septentrionale du continent. Il traversa d'abord de belles terres couvertes d'une végétation tropicale. Mais il dut ensuite se frayer une route au prix des plus horribles difficultés à travers le *scrub*, c'est-à-dire une brousse dangereuse composée d'un inextricable lacis d'ajoncs, d'eucalyptus nains : son sentier était taillé à travers la brousse comme une tranchée aux arêtes vives. Leichardt repartit pour traverser de l'est à l'ouest le continent australien; il disparut sans qu'on ait jamais pu retrouver sa trace.

Découverte des mines d'or (1847-51). — Ces trois tentatives s'étaient terminées par trois insuccès (1828-1848); c'était le temps cependant où d'illustres géologues, Strelecki et Murchison, avaient prédit d'après l'examen des roches des Alpes australiennes qu'elles devaient être riches en métaux précieux. En 1847, un berger des environs de Bathurst trouva une grosse pépite d'or enveloppée dans une gangue de quartz. Un célèbre mineur de Californie, Hargreaves pratiqua des fouilles heureuses : l'or abondait depuis Bathurst aux environs de Sydney jusqu'à Sandhurst et Ballarat dans le voisinage de Melbourne. L'annonce officielle de la précieuse découverte (1851) provoqua un *rush*, c'est-à-dire

une immigration considérable d'aventuriers de tout pays, qui, un pic à la main, un tamis sur le dos, recherchaient ardemment les pépites, fouillaient les placers, tamisaient les sables. Tous les crimes qu'engendre la soif de l'or, l'Australie les connut dans cet âge, qui ne ressembla que par le nom à l'âge d'or des poètes. Beaucoup trouvèrent la misère au lieu de la fortune rêvée. Mais ceux que le sort n'avait point favorisés se firent cultivateurs pour nourrir les autres : et ainsi un nouvel élément de prospérité s'ajoutait à tant d'autres dans les parages privilégiés du littoral de l'Est : au mineur et au *squatter* ou berger venait s'adjointre le *settler* ou cultivateur. Les céréales, la vigne, les fruits d'Europe donnaient d'excellents produits et devaient constituer la plus durable des richesses.

La traversée du continent. Burke et Stuart.

— Il fallait refouler les squatters plus au centre du continent; mais y découvrirait-on des terres favorables à l'élevage? De hardis pionniers résolurent de traverser tout le continent du sud au nord. Burke trouva, depuis Melbourne jusqu'à la station de ravitaillement qu'il établit sur le *Coopers Creek*, l'herbe à kangourou tendre, drue, onctueuse aux troupeaux. Plus au nord, traversant, avec deux compagnons seulement, de nombreux lits de fleuves presque à sec, il ne rencontra plus que l'herbe à piquants désignée sous le nom d'herbe à porc-épic; plus loin encore le dangereux *scrub*, la brousse épineuse, où il s'ouvrit un chemin presque jusqu'au golfe de Carpentarie : forcé par la disette de hâter son retour, il revint au dépôt, le soir même du jour où son lieutenant l'avait quitté, après l'avoir attendu le double du temps convenu. Burke mourut de fatigue et de faim avec un de ses deux compagnons. Le dernier, King, trouva asile dans une tribu de misérables Australiens, où il se nourrit comme eux de lézards et de chenilles et fut recueilli quelques mois plus tard, maigre comme un squelette ambulant (1860-61). Mac Douall Stuart fut plus

heureux : il partit d'Adélaïde : mais il fit deux tentatives infructueuses, l'une avec une escorte trop nombreuse, l'autre avec trop peu de compagnons, l'une trop à l'ouest, l'autre trop à l'est. A la fin il se dirigea droit vers le nord avec une escorte d'une quarantaine de personnes. Il fut assez heureux pour arriver jusqu'à la baie de Clarence et put revenir par le chemin déjà suivi (1860-1862). La route, tracée par Mac Douall Stuart à travers le continent australien, est maintenant jalonnée par un télégraphe qui relie Adélaïde à Palmerston et à Port Essington. Les stations multiples, échelonnées le long de la ligne télégraphique, ont servi de points de départ pour des explorations nouvelles. Gilles, le major Warburton, Forrest sont partis de plusieurs d'entre elles pour aborder à la côte occidentale, à travers un désert de sable d'une complète aridité.

Le squatter, le mineur et le settler. — Grâce à ces hardis voyageurs, dont le grand souci était pendant des journées et des semaines entières de trouver une mare, un ruisseau, une goutte d'eau, ou de se frayer un étroit sentier au milieu des épines de la brousse qu'ils teintaient de leur sang, l'exploration première du continent austral est terminée, sans que cependant le détail de chaque partie soit scientifiquement connu. On sait que les riches régions du Queensland, que les terrasses orientales des Alpes Australiennes sont propres à de belles cultures : c'est le domaine du *settler*; que les flancs des montagnes recèlent des richesses, d'un prix incalculable pour le *mineur*; que sur les pentes occidentales, s'étendent jusque vers la région centrale des grands lacs des plaines herbeuses, qui feront longtemps encore la fortune des *squatters*. Au delà commence l'implacable désert des sables mouvants qui aboutissent dans le voisinage des côtes au *scrub* épineux et malfaisant. Quelques établissements maritimes existent déjà sur les côtes du sud, de l'ouest et du nord à l'embouchure de maigres ruisseaux. Ils peuvent servir de bons ports de relâche

comme Albany, Perth et Port Essington. Ils ne semblent pas destinés à devenir jamais de grands entrepôts agricoles ou commerciaux.

Disparition rapide des indigènes. — De nos jours l'indigène a presque disparu : avec sa petite taille, ses membres grêles, son ventre bombé, sa chevelure laineuse, son crâne pyramidal, il présentait un aspect repoussant. Aucun costume ne voilait ses laideurs. Il n'avait que des rudiments de religion et d'institutions. Dans la plupart des peuplades un seul mot signifie encore aujourd'hui esclave et femme. C'est la femme qui est condamnée aux plus rudes travaux. Plus l'homme a de femmes, mieux il est servi. L'homme porte sur lui sa généalogie en tatouages plus ou moins compliqués et artistiques : il y ajoute ses propres prouesses qu'il fait graver sur les parties les plus imprévues de son individu. Le cannibalisme était encore en usage parmi ces misérables tribus. On mangeait un ami, mort jeune, pour lui témoigner son affection ; un ennemi pour s'approprier sa force et ses vertus : il suffisait dans certains districts de manger la graisse des reins que l'on considérait comme le siège de l'âme.

L'arrivée des Anglais a été le signal d'une disparition rapide de la race indigène. Ils ont payé ses services avec l'eau-de-vie : et l'ivrognerie est devenue le vice préféré de ces sauvages : ils leur ont imposé des vêtements dans les villes naissantes ; et quand les noirs, de retour au sein de leurs tribus, revenaient à leur nudité primitive, ils périssaient de la phthisie ; ils leur ont communiqué la petite vérole : et le vaccin n'a pas d'effet sur le noir australien. Surtout ils l'ont refoulé dans les plus mauvaises terres ; ils ont détruit le kangourou, qui était son meilleur gibier ; ils l'ont réduit à se nourrir d'animaux immondes. Ils ont organisé contre les malheureux qui s'approchaient de leurs anciennes terres, désormais occupées par les enclos des moutons et des bœufs, de véritables chasses à l'homme. Ces chasses ont réussi au gré

des colons : en 1876 est morte la dernière des indigènes de la Tasmanie. On estime à moins de 50 000 le nombre des nègres australiens existant encore aujourd'hui. Ils devaient être plus de 200 000 il y a un siècle.

Etat actuel. Melbourne et Sydney. — Pour les indigènes, la civilisation n'a apporté que des souffrances, la misère et la ruine. Mais elle a doté de véritables merveilles ces terres, naguère encore vierges. Cinq colonies ont été successivement créées ; des villes qui datent d'hier dépassent déjà Bordeaux et Marseille. Brisebane a près de 100 000 habitants, Adélaïde 150 000, Sydney 400 000 et Melbourne plus de 500 000. On y voit de beaux monuments, des places inondées de lumière électrique, des hôtels mammouths avec élévators et ascenseurs ; il y paraît une foule de journaux, revues et magazines ; les universités ont leur population toujours croissante d'étudiants ; les bibliothèques et les musées, leur clientèle de lecteurs et de visiteurs. Les ports sont comme une forêt de mâts, et les quais une *babel*, où l'on entend toutes les langues, où se déchargent les productions de tous les pays. 20 000 kilomètres de chemins de fer transportent voyageurs et marchandises tout le long de la côte orientale d'Adélaïde à Brisebane : et de nombreuses lignes de pénétration partent de cette ligne côtière vers les plus fertiles vallées de l'intérieur. 60 000 kilomètres de fils télégraphiques font circuler la pensée et les nouvelles jusqu'à Palmerston et jusqu'à Perth de part en part du continent.

Avec ses quatre-vingts millions de moutons, ses dix millions de têtes de gros bétail, l'Australie est le premier pays de production de la laine et l'un des premiers pour la viande. Son bétail lui vaut un trafic annuel de plus d'un milliard. Les champs d'or de Ballarat, de Bendigo ou Sandhurst, de Bathurst ou d'Ophir ont produit jusqu'à cent millions par an. Les mines d'argent de Silverton et de Balnarald, les cuivres de Kapunda et de Burra-Burra, l'étain et la houille du Queensland

n'ont pas été moins recherchés. Les mineurs isolés ont fait place à de riches compagnies qui broient dans de puissantes machines le quartz aurifère. Aussi l'Australie dans sa partie vivante est une véritable ruche de travailleurs robustes, animés par l'espoir de la fortune rapidement acquise, ou tout au moins d'une vie large et abondante. L'Anglais australien, énergique et fier, a la pleine conscience de sa force, une foi absolue dans son avenir, et veut chasser l'étranger des approches mêmes de son continent. Il admettra volontiers dans sa fédération ses compatriotes de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, des îles Fidji. Mais pourquoi le Français est-il maître de la Nouvelle-Calédonie et l'Allemand de l'archipel Bismarck et d'une partie de la Nouvelle-Guinée? N'est-ce pas un crime de lèse-patrie australienne?

Constitution politique. Le self-government.

— L'Angleterre a transmis à ses colons d'Australie son esprit politique et ses habitudes d'autonomie. A l'exception de l'Australie occidentale, qui reste une colonie de la couronne, chacun des autres États australiens jouit d'un gouvernement parlementaire analogue à celui de la métropole, c'est le *self-government*. Un gouverneur, nommé par la couronne, choisit dans chacune des colonies un ministère responsable qui est chargé du gouvernement. Le Parlement fait les lois; il est composé d'un *Conseil législatif*, sorte de chambre haute, nommée soit par la couronne, soit par un suffrage restreint; et d'une *Assemblée législative*, chambre basse, élue par un suffrage beaucoup plus large et même presque universel. Il y a entre chacun des Etats australiens des nuances politiques et économiques; aux deux pôles opposés sont : 1^o Victoria, où l'esprit est démocratique et les tendances protectionnistes : pour favoriser les manufactures locales, on y a voté des droits d'importation jusqu'à 25 p. 100 sur les produits anglais; 2^o la Nouvelle-Galles, aristocratique et agricole, qui pratique le libre-échange. A Rochampton, dans le Nord de Queens-

land, on impose aux travailleurs importés de l'étranger pour la culture de la canne à sucre des contrats à longue échéance. A Brisebane, dans le Sud, on condamne tout esclavage déguisé.

Tendances à la fédération. L'Australasie. —

Les huit États de l'Australie anglaise (Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie méridionale, Australie occidentale, Tasmanie, Nouvelle-Zélande, et les Fidji) vivaient encore récemment d'une vie séparée. Cependant une tentative d'union avait été faite lors de la réunion de la *convention de Sydney* (décembre 1883). La majorité des délégués demandait : 1^o la formation d'une sorte de *dominion* des colonies anglaises de l'Australie; 2^o l'annexion de la Nouvelle-Guinée, de toutes les îles restées libres du Pacifique, et des Nouvelles-Hébrides, malgré l'accord conclu en 1878 entre la France et l'Angleterre pour l'exploitation indivise de ce dernier archipel; 3^o des mesures énergiques de protection contre l'envoi des récidivistes français en Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement anglais fut obligé de modérer le zèle d'annexion des colons australiens et d'apaiser leurs sentiments de jalousie et de défiance à l'égard des Français. Quant à l'union australienne, elle se réalise progressivement. L'Angleterre a d'abord autorisé la formation d'un *Conseil fédéral australasien* (1885). Mais la Nouvelle-Galles du Sud et la Nouvelle-Zélande, pour des raisons d'ordre économique, refusaient leur adhésion. En 1900, les cinq Etats continentaux de l'Australie se sont groupés en une République (*Commonwealth*), qui est très semblable au *Dominion* canadien; seulement il reste à régler l'organisation de ce peuple en formation et à concilier beaucoup d'intérêts contraires.

Conclusion. — Une colonie est comme un fruit qui se détache de l'arbre quand il est mûr. Il semble que le moment de la maturité soit arrivé pour l'Australie et que les différents États qui la composent ne tarderont pas à former, à l'instar du Canada, un *dominion* à peu près

indépendant. Qu'importe aux Anglais? Ils ont créé vers l'Australie un grand courant d'émigration; la langue, les lois, les mœurs sont toutes britanniques. Les produits anglais seront toujours préférés à tous les autres produits étrangers sur les marchés australiens. Même vivant complètement de sa vie propre, l'Australie restera, par ses institutions politiques et sociales autant que par ses habitudes commerciales, une fille ou tout au moins une sœur cadette de l'Angleterre; et pendant la guerre de l'Afrique australe (1900), elle a manifesté, comme toutes les parties de l'Empire britannique, son zèle pour l'honneur et les intérêts anglais.

INDEX GÉOGRAPHIQUE

AUSTRALIE. — Montagnes : Alpes Australiennes et Montagnes Bleues. — Fleuves : Murray, Darling. — Lacs : Torrens, Eyre. — Côtes (du N. au S. et de l'E. à l'O.) : Rochampton, Brisbane, Port Jackson, Sydney, Botany-bay, Melbourne, Adélaïde, g. de Spencer, Albany, Perth, Palmerston, Port Essington, g. de Carpenterie. — Localités à l'intérieur : Bathurst et Ophir à l'E. de Sydney. — Ballarat, Bendigo, Sandhurst au N. et à l'E. de Melbourne. — Kapunda, Burra Burra, au N. d'Adélaïde. — Balnarald. Silverton, près le confluent du Darling et du Murray.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

Australie. — 1^o *Explorations* : Continent découvert au commencement du XVII^e siècle; littoral exploré dans les années suivantes, prend le nom de Nouvelle-Hollande. L'intérieur reconnu par Sturt, Eyre et Leichardt (1828-48); par Burke et Mac Douall Stuart (1860-62); par Gilles, Warburton et Forrest (1870-80).

2^o *Établissements* : 1788. Les convicts dans la Nouvelle-Galles du Sud à Sydney. — Fortune rapide des *Squatters*. — 1851. Victoria, les mines d'or, capitale Melbourne — 1856. Australie méridionale, le cuivre, cap. Adélaïde. — 1859. Queensland, la culture, cap. Brisbane. — L'Australie occidentale, depuis 1829, colonie de la couronne, cap. Perth. — *Annexes* : Tasmanie, cap. Hobart-Town. — Nouvelle-Zélande, cap. Auckland; — îles Fidji, cap. Levuka.

Superficie, les huit dixièmes de l'Europe. — *Population*, 4 millions d'hab. Elevage du bétail et commerce de l'or.

SUJET A ÉTUDIER

Les Chinois en Australie. — Emmenés en Australie en vertu de contrats de louage à longue échéance. — Très laborieux et économes, — trouvent leur profit dans l'exploitation de champs d'or abandonnés par les Européens. — S'accommodeent de tous le métiers. — Acceptent un salaire de 30 francs par mois, où l'Européen demande 8 francs par jour, et travaille avec moins de conscience. — « N'était l'opium, ils conquerraient le monde par la puissance de l'épargne, de l'économie sordide et l'absence complète de scrupules et d'amour-propre. »

Dédaigneux de nos idées et de nos institutions sociales et politiques, mais commencent à étudier nos machines et à profiter du progrès matériel.

Mal vus du gouvernement, puisqu'ils ne se fixent jamais, — et des travailleurs européens puisqu'ils font baisser les salaires.

Voir *Crosnier de Varigny*, Géographie, chap. de l'Australie.

CONCLUSION

ROLE ACTUEL DE LA FRANCE DANS LE MONDE

I. L'Europe au XIX^e siècle.

Trois grands faits se dégagent de l'histoire de l'Europe au XIX^e siècle.

1. **Progrès économique.** — D'abord un progrès économique formidable, culture perfectionnée, industrie et machines, commerce par les voies ferrées et les bateaux à vapeur. La surproduction a amené un malaise général qui se traduit par le protectionnisme à outrance qui a peu d'avenir — et par l'expansion coloniale, une nécessité qui n'est pas sans périls.

La France a reconstitué, non sans des sacrifices assez lourds, son empire colonial. Elle a dû entrer aussi dans la voie du protectionnisme. Elle l'a fait avec modération. Nulle part, quoiqu'il y ait encore trop de misère, les salaires ne sont plus élevés. Nulle part le travailleur ne jouit de plus de liberté, et ne participe plus largement à l'instruction. Nulle part les institutions ne sont empreintes d'un esprit plus généreux de justice et de solidarité sociales. C'est le devoir de tous de chercher à diminuer encore la misère et à faire régner entre tous les enfants d'une même patrie un véritable esprit de fraternité civique.

2. **Progrès démocratique.** — Ensuite une marche rapide dans le sens du *self-government*, de la démocratie. Presque tous les Etats ont des institutions libres. Beau-

coup arrivent ou sont arrivés au suffrage universel. C'est la France qui la première a adopté ce mode de suffrage. Par son bulletin de vote chacun peut exercer une action sérieuse sur la marche et le contrôle du gouvernement. Le bulletin de vote devrait supprimer à jamais les coups d'État, les révolutions et les guerres civiles. Il remplace avantageusement le fusil pour faire triompher le droit. Le suffrage universel est un progrès du droit et de la justice sociale, il n'est pas non plus sans péril : le nombre est quelquefois brutal, il peut être ivre de sa force, surtout si on le grise de promesses. Il peut, en cherchant un bien-être irréalisable, trouver sa ruine.

3. Progrès national. — Enfin et par suite de la souveraineté populaire, la formation de grandes unités politiques, Italie, Allemagne, et même des rêves d'absorption de toute une race, le panslavisme, le pangermanisme, etc.

La France, fidèle à ses traditions de générosité chevaleresque, a combattu pour les Grecs à Navarin, pour les Belges à Anvers, pour les Italiens à Magenta et à Solférino. Si l'Allemagne a pu arriver à l'unité lors de la bataille de Sadova, c'est grâce à une sorte de connivence de l'opinion publique française et à la sympathie avouée de l'empereur Napoléon III. La France est restée en ce siècle le peuple secourable entre tous, pitoyable aux opprimés, le soldat armé du progrès et des idées généreuses.

Ces puissantes associations, analogues aux grandes banques et aux grands magasins, sont un fait désormais inéluctable. La politique qui semait et maintenait les divisions entre petits Etats, celle de Richelieu et de Mazarin, est désormais impuissante. Mais ces grandioses créations sont brutales elles aussi ; sous prétexte de se défendre, elles usurpent, elles confisquent. Entre elles, par elles, les causes de conflits sont multipliées.

II. La situation actuelle.

Deux courants contraires sollicitent le monde contemporain, l'un dans le sens des grands conflits et des perturbations profondes, l'autre vers l'apaisement et les règlements équitables.

Les questions européennes. — L'horizon européen est encore chargé de gros nuages. Il y a d'abord, à l'occident, la question du Rhin, bien ancienne, mais que le traité de 1871 a fait passer à l'état aigu; c'est une de ces questions qui n'intéressent pas seulement deux nations, mais toutes les nations. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit nouveau (il n'apparut guère qu'en 1813), mais dont on commence à connaître la force, a été violé, et contre cette violation toutes les revendications restent ouvertes.

Il y a ensuite l'inextricable question d'Orient. Qui héritera de « l'homme malade », s'il vient à mourir? La Russie, l'Angleterre, l'Autriche sont les plus intéressées à en décider, et par suite, cela tient l'Europe entière dans une perpétuelle anxiété. Dans ce chaos de races et de religions qu'est la péninsule des Balkans, il y a vingt querelles d'où peut jaillir l'étincelle qui deviendra l'incendie. Hier c'étaient les affaires de Crète, celles d'Arménie; aujourd'hui c'est l'insurrection macédonienne, autour de laquelle s'agitent les ambitions bulgares et serbes et les appétits belliqueux des Albanais.

Une autre question tient l'Europe centrale en émoi, et pourrait bien être la grande question de demain : celle de la monarchie des Habsbourg. Qu'adviendra-t-il de cet empire, déchiré par tant de haines, travaillé par tant d'ambitions rivales, dont l'existence semble liée à celle d'un vieux souverain habile, conciliant et respecté?

Et ce n'est pas seulement en Europe, c'est dans le monde entier que la paix générale est à la merci d'un incident. Cet incident peut se produire dans l'Extrême-Orient, dans l'Asie centrale, aux bords du Nil, dans le

Maroc, en Amérique : l'émotion récente produite par les affaires du Vénézuela montre assez que toute affaire intéresse toutes les nations ; c'est là un des caractères de ce qu'on a appelé la « politique mondiale ».

En vue de ces perturbations possibles, des groupements se sont formés. D'abord la Triple Alliance, hau-taine et menaçante tant qu'elle a été le seul faisceau de forces constitué. Puis est venue l'alliance franco-russe qui a rétabli l'équilibre ; équilibre instable, placé sous la garde de cette paix armée qui dévore les ressources des États, sous le fardeau de laquelle beaucoup succombent, dont tous souffrent.

Les tendances nouvelles. — Mais le remède peut sortir de l'excès du mal. La science, mise au service de l'art de la guerre, rend la guerre plus effroyable et par là plus impraticable ! Les nations sur lesquelles s'appesantissent les charges énormes de la paix armée éprouvent un besoin instinctif et pressant de soulagement. Une initiative généreuse s'est produite à ce sujet : en proposant à tous les peuples de diminuer les armements, le tsar Nicolas II a peut-être devancé l'heure, mais il a préparé l'œuvre. Les délégués des puissances réunis à la conférence de la Haye ont fait un grand pas dans cette voie en organisant un tribunal permanent d'arbitrage ; l'intérêt et l'humanité finiront par triompher des défiances qu'inspire encore cette magistrature internationale. Entre la justice et la force, il faut espérer que les peuples n'hésiteront pas éternellement.

Et, parfois, le besoin d'une action commune les rapproche. On a vu en Chine une *armée européenne* faire respecter le droit des gens, en face d'une sauvage insurrection. Les questions africaines ont été à maintes reprises réglées par des congrès. Les rapports de la France et de l'Italie se sont heureusement modifiés. Entre la France et l'Angleterre le désir s'affirme des transactions et des solutions amiables. Les visites que les chefs d'État échangent sont des actes de courtoisie

qui ont leur signification. Si les États-Unis d'Europe sont loin, bien loin encore d'être une réalité, ils sont déjà quelque chose de plus qu'une chimère.

III. Le nouveau monde.

1. Affranchissement politique. — Le nouveau monde cherche en effet à s'affranchir de la tutelle de l'ancien, comme les enfants dont parle La Bruyère, « drus et forts d'un bon lait qu'ils ont sucé, qui battent leur nourrice ». Déjà les États-Unis et les républiques espagnoles se sont rendus indépendants de leur métropole. Le Canada, l'Australie, sous sa forme nouvelle, ne tarderont peut-être pas à imiter cet exemple. L'Égypte et le Japon ont des assemblées délibérantes et un rudiment de gouvernement parlementaire; peut-être l'Inde et la Chine se donneront-elles ces mêmes institutions; car les nations qui semblaient jusqu'à ces dernières années les plus attachées à leurs traditions antiques se rajeunissent rapidement au contact des Européens. Elles font donc aussi partie du nouveau monde.

2. Affranchissement économique. — Toutes ont l'ambition de se suffire à elles-mêmes et d'arriver dans un bref délai à se passer des produits manufacturés de l'Europe. Les États-Unis, depuis le vote du bill Mac Kinley, sont à peu près fermés à tous les objets de provenance européenne. Ils ont même cherché sans succès à étendre à toute l'Amérique latine leur système de protection à outrance. La Chine et le Japon, en vertu de la paix de Sémonosaki (1895), vont avoir leurs filatures de coton et leurs chemins de fer. Les Européens pourront y entrer leurs produits pour peu de temps sans doute, et encore trouveront-ils sur place des marchandises similaires de fabrication indigène obtenues à meilleur compte. Les Chinois sont proscrits de l'Australie et de la Californie. Mais voici même que les États-Unis au lieu d'encourager l'immigration européenne cherchent à l'en-

traver. Ils trouvent qu'il leur vient trop d'Irlandais, trop d'Allemands, trop d'Italiens. Ainsi les peuples du nouveau monde cherchent comme les Européens à former des États complets ; ils aspirent tous au *self-government*, ils songent à protéger efficacement leur sol, leur industrie, leur commerce, contre toute exploitation étrangère.

3. Empire colonial français. — Cette tendance à se replier sur soi-même, à s'entourer de barrières infranchissables, à une époque où la vapeur et l'électricité diminuent toutes les distances dans le temps et dans l'espace et amènent la pénétration intime des peuples, peut-elle durer bien longtemps ? Nous ne le croyons pas. La France n'a pas pu rester fidèle au libre-échange en présence de ce mouvement général vers le protectionnisme. Mais elle a dû chercher au dehors des sources nouvelles pour la production des matières premières, des débouchés pour ses objets manufacturés, et pour sa marine. De là le rapide essor de l'empire colonial français depuis un quart de siècle.

4. Caractère humanitaire de la colonisation française. — Tandis que l'Angleterre s'impose par la force à des millions d'Hindous, supprime les races indigènes en Amérique et en Océanie, et sème partout la haine et la révolte, la France, fidèle à son génie profondément humain, s'efforce d'élever à son niveau les races inférieures. Nulle part elle n'a pratiqué systématiquement une œuvre de spoliation. Elle seule en Afrique cherche d'une façon absolument désintéressée à extirper la hideuse coutume de l'esclavage. Si même un jour quelques-une de nos jeunes colonies semées au delà des mers se séparait de la métropole, elle garderait fidèlement, comme les Canadiens, notre langue, notre religion, nos traditions nationales. Elle continuerait de s'associer à nos joies et à nos peines, en un mot de faire partie de la grande famille française. Les enfants ne cessent pas d'aimer leurs parents une fois qu'ils ont fondé une famille nouvelle.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION. — Principaux traits de l'histoire générale de l'Europe de 1789 à 1850.....	5
CHAP.	
— I. — Les grands États européens de 1789 à 1802.	10
— II. — La politique napoléonienne.....	24
— III. — L'Europe en 1815.....	37
— IV. — La réaction de 1815 à 1830. — Politique de la Sainte-Alliance.....	46
— V. — L'Europe de 1830 à 1850. — Progrès des idées libérales.....	62

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION. — L'Europe contemporaine de 1850 à nos jours.	81
CHAP.	
— VI. — ROYAUME UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE. — 1 ^{re} partie : la constitution anglaise.....	84
— VII. — ANGLETERRE. — 2 ^e partie : Richesses. — Réformes économiques. — La question d'Irlande	99
— VIII. — ALLEMAGNE. — 1 ^{re} partie : La monarchie prussienne. — La Prusse et l'Autriche...	115
— IX. — ALLEMAGNE. — 2 ^e partie : La Prusse et la France. — Formation de l'unité allemande (1865-1871)	129
— X. — ALLEMAGNE. — 3 ^e partie : L'Empire. — Sa constitution. — Ses forces. — Sa politique.	142
— XI. — L'AUTRICHE-HONGRIE. — Son passé. — Sa constitution. — Ses races.....	159
— XII. — ITALIE. — 1 ^{re} partie : Le passé de l'Italie. — La maison de Savoie. Le Piémont et la France (1854-1859).....	174

CHAP. XIII. — ITALIE. — 2 ^e partie : Le royaume d'Italie. — La question romaine. — L'Italie contemporaine.....	189
— XIV. — EMPIRE OTTOMAN. — La péninsule des Balkans et la question d'Orient.....	205
— XV. — EMPIRE RUSSE. — 1 ^{re} partie : Expansion de la Russie en Europe et en Asie.....	223
— XVI. — EMPIRE RUSSE. — 2 ^e partie : Transformation intérieure. — Les réformes et les révolutionnaires.....	237
— XVII. — PÉNINSULES HISPANIQUE ET SCANDINAVES. — Espagne et Portugal. — Suède et Norvège; Danemark.....	250
— XVIII. — LES PETITS ÉTATS. — Suisse. — Pays-Bas. — Belgique.....	265

TROISIÈME PARTIE

INTRODUCTION. — Expansion des Européens dans le monde.	283
CHAP. XIX. — LES ÉTATS-UNIS AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE. — Formation historique.....	288
— XX. — LES ÉTATS-UNIS. — Puissance économique.	302
— XXI. — LE DOMINION DU CANADA. — Les Français et les Anglais.....	317
— XXII. — L'AMÉRIQUE LATINE. — Importance de l'immigration européenne.....	330
— XXIII. — LES FRANÇAIS EN AFRIQUE. — L'Algérie. — Les établissements nouveaux.....	349
— XXIV. — L'ÉGYPTE ANGLAISE. — Le partage du continent africain.....	364
— XXV. — L'INDE ANGLAISE. — La révolte des Cipayes. — Le progrès et l'avenir.....	377
— XXVI. — LA CHINE ET LE JAPON. — Danger de l'expansion chinoise.....	391
— XXVII. — L'AUSTRALIE. — L'union australienne.....	404
CONCLUSION. — Rôle actuel de la France dans le monde...	417
TABLE DES MATIÈRES.....	423

CARTES

Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.....	89
Europe centrale (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Suisse)...	121
Autriche-Hongrie.....	169
Italie (Bassin du Pô).....	185
Italie (La Péninsule et les Iles).....	193
Péninsule des Balkans.....	217
Russie d'Europe et d'Asie.....	233
Espagne et Portugal.....	253
Amérique du Nord.....	293
Amérique du Sud.....	339
Afrique	361
Inde anglaise.....	381
Chine et Japon.....	393
Australie.....	407

SOMMAIRES

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

PRINCIPAUX TRAITS DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'EUROPE DE 1789 A 1850

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDS ÉTATS EUROPÉENS DE 1789 A 1802

La Révolution française a un caractère universel; elle excite dans toute l'Europe un retentissement considérable; les souverains, pris de peur, veulent étouffer le mouvement. Les peuples attendent l'affranchissement de la propagande révolutionnaire. La Convention appelle les peuples à la liberté, au cri de guerre aux tyrans.

Mais les maux de la guerre excitent les revanches de l'étranger. L'Angleterre, poussée par son grand ministre William Pitt, se mêle à la tête des coalitions européennes.

La Prusse, en décadence sous Frédéric Guillaume II, se fait battre par les Français, mais trouve des compensations dans les deux derniers partages de la Pologne (1793-1795).

Les armées autrichiennes, sous les ordres du prince de Cobourg, luttent avec plus d'énergie et de ténacité.

Le traité de Bâle (1795) laisse la France en possession de la rive gauche du Rhin. Le traité de Campo Formio (1797) confirme la conquête de la Belgique. L'assimilation des provinces conquises est rapide et complète.

La politique de Bonaparte entraîne la France à des empiétements excessifs. Il crée en Italie les premières républiques

sœurs. Ce système, exagéré par le Directoire, est la cause de la seconde coalition. La Russie, qui n'était pas intervenue sous Catherine II, prend les armes contre la France sous le tsar Paul I^{er}. La France sort victorieuse de cette nouvelle épreuve. Les traités de Lunéville et d'Amiens (1801-1802) consacrent l'acquisition des frontières naturelles et l'existence des républiques vassales. La diète de Ratisbonne (1803) met fin au Saint Empire allemand.

C'est le commencement du bouleversement de la vieille Europe.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE NAPOLÉONIENNE

Les victoires de Napoléon lui permettent de réaliser ses rêves d'agrandissement. Sa diplomatie est violente et mobile.

L'Angleterre, l'ennemie qui ne désarma jamais sous l'Empire, est frappée par le *blocus continental*. L'Espagne est menacée dans son indépendance. L'Italie est asservie à Napoléon et à sa famille. Le vieil *empire allemand* est remplacé par la *Confédération du Rhin*, qui est aux ordres de l'empereur. C'est le système de l'oppression universelle.

Mais la protestation grandit contre le régime du sabre. L'*esprit national* se développe en Allemagne : les *sociétés secrètes*, surtout le *Tugenbund*, excitent les esprits : des conspirations et des émeutes partielles dénoncent le malaise général ; les armées prussiennes et autrichiennes se préparent pour la revanche.

Quand la grande armée a disparu dans la *retraite de Russie*, l'*Europe de 1813* est prête à secouer le joug de Napoléon.

CHAPITRE III

L'EUROPE EN 1815

La dernière lutte contre Napoléon amène un rapprochement momentané entre les souverains et les peuples. Les rois entraînent leurs sujets dans la lutte au nom de la liberté. Ils leur promettent des constitutions libérales et le sacrifice des priviléges féodaux. La constitution espagnole de 1812, les réformes de Stein et de Hardenberg en Prusse procèdent de cet esprit nouveau.

Après la chute de Napoléon, le *congrès de Vienne* travaille à la réorganisation de l'Europe. La France rentre dans ses limites de

1792. La Russie s'agrandit en Pologne, la Prusse sur les bords du Rhin, l'Autriche dans le nord de l'Italie, l'Angleterre achève de constituer son empire maritime et colonial.

L'Allemagne reste morcelée malgré la création de la Confédération germanique. L'Italie est aussi divisée qu'avant la Révolution. Les petits États sont sacrifiés à l'ambition des grandes puissances.

Mais les souverains veulent maintenir leur œuvre. Le tsar Alexandre conçoit l'idée de les réunir en une même famille par la Sainte Alliance (1815). Ils s'entendront pour régler leurs différents par des congrès. Ils éviteront à leurs peuples les maux de la guerre et les tribulations de la liberté.

Dès lors toutes les promesses libérales de 1813 sont ajournées. Les peuples protestent contre cet asservissement et une lutte générale commence en Europe entre le parti conservateur et le parti libéral.

CHAPITRE IV

LA RÉACTION EN EUROPE (1815-1830)

Les signataires de la Sainte-Alliance diffèrent par le caractère, mais s'entendent pour garantir leur despotisme de toute atteinte.

Le tsar Alexandre confisque peu à peu les libertés laissées au royaume de Pologne. L'empereur d'Autriche François I^r se laisse mener par son ministre Metternich, l'adversaire intraitable de la Révolution. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III sacrifie sa jalousie contre l'Autriche à sa haine contre toute idée libérale.

Les Allemands réclament les premiers des constitutions ; les étudiants des universités et les sociétés secrètes cherchent à les obtenir par la force. Les congrès de Carlsbad et de Vienne répriment brutalement ces tentatives (1820).

Des insurrections libérales ont éclaté à Naples, à Turin et en Espagne (1820). Les congrès de Troppau et de Laybach confient aux Autrichiens le soin de réprimer les libéraux italiens. Le congrès de Vérone entraîne la France dans l'expédition espagnole de 1823. Ferdinand VII est rétabli dans ses droits de monarque absolu.

En Orient, les intérêts politiques sont opposés à la Sainte-Alliance. Les réformes maladroites du sultan Mahmoud ont provoqué des soulèvements dans tout l'Empire ottoman. La Grèce en profite pour revendiquer son indépendance. Metternich est d'avis d'abandonner à eux-mêmes les Grecs révoltés contre leur légitime souverain. La Russie, l'Angleterre et la France inter-

viennent pour sauver les chrétiens des musulmans. La *victoire de Navarin* (1827) hâte le succès définitif.

Le *traité d'Andrinople* (1829) porte un premier coup à la Sainte-Alliance en proclamant l'indépendance de la Grèce.

CHAPITRE V

L'EUROPE DE 1830 A 1850

De 1830 à 1850 la politique de la Sainte-Alliance subit de graves échecs. Les *Bourbons* de la branche ainée, rétablis en 1814 par les souverains, sont renversés au profit de Louis-Philippe.

La *Belgique* se sépare de la Hollande, et grâce à l'appui militaire de la France devient un *royaume indépendant* (1830-1839). Les *libéraux d'Espagne et de Portugal* sont soutenus par la France et l'Angleterre, qui forment avec eux la *quadruple alliance* (1834). En Italie, les soulèvements sont de nouveau comprimés par l'Autriche. Cependant l'énergique Casimir Périer arrête par l'*occupation d'Ancône* (1832) les progrès des armées autrichiennes. Mais les Polonais, laissés sans secours par l'Angleterre et par la France, sont écrasés par le tsar Nicolas.

Les *aspirations nationales* se développent en Allemagne et en Italie. La Prusse établit le *Zollverein* ou *union douanière*, commune à tous les États allemands : elle réunit dans le *culte officiel évangélique* toutes les sectes protestantes. En Italie le chef de la maison de Savoie, le *roi de Sardaigne Charles Albert* et le *pape Pie IX* encouragent à la fois les revendications des libéraux et leurs efforts pour chasser les Autrichiens.

Le contre-coup de la révolution de février 1848 se fait rapidement sentir dans toute l'Europe centrale. Des *émeutes* éclatent à Berlin, à Vienne et à Prague. Toute la Hongrie se soulève contre la domination des Autrichiens. Charles Albert leur arrache l'Italie du Nord. La *république* est proclamée à Venise, à Florence et à Rome.

Mais la répression ne se fait pas attendre. À la suite des *défaites de Charles-Albert* à Custozza et à Novare, les Autrichiens ressassent l'Italie du Nord. L'*expédition française de 1849* détruit la république romaine et rétablit Pie IX dans tous ses pouvoirs. L'*insurrection hongroise* est vaincue par l'union des Autrichiens, des Croates et des Russes. Enfin le *parlement de Francfort* ne peut faire accepter sa *constitution nationale* à cause de la mauvaise volonté des souverains de la Prusse et de l'Autriche. L'*ancienne Confédération germanique* est reconstituée. La réaction triomphe partout, en Italie et en Allemagne comme en France.

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

L'EUROPE CONTEMPORAINE DE 1850 A NOS JOURS

CHAPITRE VI

ROYAUME UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE

1^{re} PARTIE : LA CONSTITUTION ANGLAISE

Deux grands faits dominent l'histoire de l'Angleterre : la création des *institutions libres* et le développement de la *richesse*.

Les institutions libres consistent essentiellement dans une *Charte*, qui établit la limite entre les droits des rois et ceux de la nation, et dans un *Parlement* composé des élus du pays. En 1215, les Anglais imposèrent au roi Jean-Sans-Terre la *Grande Charte*, qui contenait les deux grands principes de l'*impôt consenti* et de la *liberté individuelle*. En 1265, fut convoqué le *premier Parlement*, qui comprenait les représentants du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie. Bientôt le Parlement se divisa en deux *Chambres*, celle des *Lords* et celle des *Communes*. Tout impôt devait être voté par le Parlement.

Au XVII^e siècle la dynastie des Stuarts voulut rétablir l'absolutisme. Le peuple se souleva : Charles I^{er} fut vaincu par ses sujets et décapité (1649). Un soldat de fortune, Cromwell, fut un instant maître du pays. Les Stuarts rappelés essayèrent de rendre l'Angleterre catholique. Une nouvelle Révolution (1688) les renversa définitivement, et le peuple imposa la Déclaration des droits à un roi de son choix, Guillaume III.

Il y eut alors au Parlement deux grands partis, les *whigs* et les *tories*, c'est-à-dire les *libéraux* et les *conservateurs*. Tous les deux ont rivalisé de zèle pour les réformes. On a réformé la *loi électorale*, en étendant à un plus grand nombre de citoyens le droit de suffrage, supprimé l'*esclavage*, organisé l'*assistance publique*, développé l'*instruction*, etc.

CHAPITRE VII

ANGLETERRE.

2^e PARTIE : RICHESSE. — RÉFORMES
ÉCONOMIQUES. — LA QUESTION D'IRLANDE.

Le peuple anglais a le *goût et la science du gain*.

Longtemps l'Angleterre fut exclusivement un peuple *agricole*. Elle se lança dans le *commerce maritime* sous *Élisabeth*, et surtout sous *Cromwell*, par l'*Acte de navigation* (1651). Ce fut alors qu'elle jeta les bases de son *empire colonial*. Il s'accrut au XVIII^e siècle aux dépens de la France, à laquelle le *Canada* et les *Indes* furent enlevés. Affaibli par l'*émancipation des États-Unis* (1776), il s'enrichit encore, pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, de *positions de premier ordre*, telles que Malte, la Trinité, Ceylan, Maurice, etc.

L'Angleterre, étant un *bloc de fer et de houille*, profita plus qu'aucun pays de l'invention de la *vapeur* et de l'emploi des *machines*. Puis, devenue la première des puissances commerciales et industrielles, elle abandonna son *protectionisme rigoureux*, et inaugura le *libre échange* (abolition des *droits sur les blés*, *traités de commerce* avec la France, 1860). Elle favorisa le développement des *sociétés ouvrières*. Aujourd'hui ses grandes villes et ses ports sont les foyers d'une activité sans rivale.

L'Irlande, cruellement opprimée par les Anglais depuis huit siècles, a essayé de recouvrer ses droits : *catholique*, elle a forcé l'Angleterre à rendre aux catholiques leurs droits politiques (1829). Elle réclame encore la propriété de son sol et le droit de se gouverner. Un grand homme d'Etat Anglais, *Gladstone*, a essayé, sans y réussir complètement, de résoudre la question irlandaise.

CHAPITRE VIII

ALLEMAGNE

1^{re} PARTIE : LA MONARCHIE PRUSSIENNE.
LA PRUSSE ET L'AUTRICHE.

Le *vieil empire d'Allemagne*, celui qui fut longtemps sous la domination de l'Autriche a disparu en 1806. Un *nouvel empire allemand*, œuvre de la Prusse, est né en 1871.

Le Brandebourg et la Prusse furent longtemps au nombre des plus pauvres pays d'Allemagne. Une dynastie patiente et âpre au gain, les *Hohenzollern*, s'y établit (1425), y développa, la richesse, la force militaire, profita de tout. Au XVIII^e siècle, les électeurs de Brandebourg se firent rois de Prusse (1701). Un de ces rois, Frédéric II, homme de génie sans scrupules, vola la Silésie, démembra la Pologne (1773), doubla ses États.

La Prusse *faillit périr* sous les coups de Napoléon I^{er} (1806). Elle se releva en 1813 en faisant appel au *patriotisme allemand*. Elle rêva dès lors de faire l'*unité de l'Allemagne*. Un roi zélé, Guillaume I^{er}, un ministre audacieux, Bismarck, entreprirent cette œuvre. Une *armée formidable* fut créée (1862).

Puis la Prusse s'unit à l'Autriche pour dépouiller le Danemark des duchés de *Sleswig* et de *Holstein* (1864). Alors la Prusse chercha querelle à l'Autriche pour le partage des dépouilles. Bismarck s'était assuré la *neutralité de la France*, l'alliance de l'Italie. L'armée Autrichienne fut écrasée à *Sadowa* (1866). L'Autriche fut exclue de la Confédération germanique par le *traité de Prague*. La Prusse groupa sous sa direction une partie des États allemands (*Confédération du Nord*). Mais ce n'était là que le *prologue de l'unité*.

CHAPITRE IX

ALLEMAGNE

2^e PARTIE : LA PRUSSE ET LA FRANCE. FORMATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE (1865-1871)

Napoléon III, dont la politique extérieure était chimérique et indécise, avait favorisé les ambitions prussiennes, espérant en tirer profit. Après Sadowa, Bismarck refusa à la France ce qu'il appelait insolemment « *des pourboires* ». Les conflits se multiplièrent au sujet de la *rive gauche du Rhin*, du *Luxembourg* (1867) etc. On sentait la lutte inévitable et on s'y préparait des deux côtés, mais *bien mollement* du côté de la France.

Le conflit éclata à l'occasion de la candidature d'un cousin du roi de Prusse, Léopold de Hohenzollern, au trône d'*Espagne* (1870). Le gouvernement français déclara qu'il s'opposerait à cette candidature. Le roi Guillaume y avait déjà renoncé, quand une *dépêche falsifiée par Bismarck* ralluma toutes les colères et rendit la guerre inévitable.

Un gouvernement *aveugle* et des chambres *dociles* engagèrent

follement la France dans cette terrible aventure. Nos forces étaient bien au-dessous de celles de nos adversaires, pour le nombre et surtout pour l'organisation. L'armée impériale, héroïque, mais mal commandée, succomba à Wissembourg, Frœschwiller, Forbach, capitula à Sedan, où l'Empereur se rendit (2 septembre 1870), à Metz, où le traître Bazaine livra 170 000 hommes à l'ennemi.

Le gouvernement de la *Défense nationale*, qui s'était formé à la chute de l'Empire (4 septembre), fit des efforts héroïques et malheureux. Paris soutint cinq mois de siège. Les armées républicaines improvisées par Gambetta essayèrent en vain de délivrer la capitale. La guerre se termina par le traité de Francfort (mai 1871) qui livra aux Allemands l'*Alsace* et une partie de la *Lorraine*.

A Versailles, le 18 janvier 1871, Guillaume I^{er} s'était couronné Empereur d'Allemagne.

CHAPITRE X

ALLEMAGNE

3^e PARTIE : L'EMPIRE. — SA CONSTITUTION. SES FORCES. — SA POLITIQUE.

L'Empire allemand est composé de 26 États, qui ont chacun leur existence propre et leur gouvernement, mais qui sont placés sous la suprématie de la Prusse, plus puissante à elle seule que tous les autres ensemble.

Le pouvoir impérial est hérititaire dans la maison royale de Prusse. L'Empereur seul a le droit de paix et de guerre et la direction de la politique extérieure. Le pouvoir législatif est partagé entre le *Bundesrath* dont les membres sont désignés par les gouvernements des divers États, et le *Reichstag*, élu par le suffrage universel au prorata de la population.

L'armée est sous l'autorité directe de l'Empereur. Le service militaire est obligatoire de dix-huit à quarante-cinq ans. Le budget de la guerre est voté pour sept ans. L'Allemagne a aussi une marine de guerre au développement de laquelle elle attache une grande importance.

La richesse de l'Allemagne s'est accrue depuis 1871, dans d'énormes proportions, par l'industrie et le commerce, par l'exploitation de la houille, la création des canaux et chemins de fer, l'extension de la marine marchande, le protectionnisme et la création de colonies en Afrique et en Océanie.

A l'intérieur, le gouvernement allemand a rencontré des adversaires dans le parti *catholique* et le parti *socialiste*. A l'extérieur, il s'est appuyé d'abord sur l'alliance de l'*Autriche* et de la *Russie*. La Russie s'étant retirée de ce système après le traité de Berlin (1878), c'est l'*Italie* qui a pris sa place (*Triple alliance*, 1881).

GHAPITRE XI

L'AUTRICHE-HONGRIE

SON PASSÉ. — SA CONSTITUTION. — SES RACES.

L'*Autriche* est un *grand État*; elle n'est pas une *nation*. Elle a peu d'unité géographique, aucune unité politique.

La dynastie des *Habsbourgs*, qui règne sur elle depuis le moyen âge, a dépensé ses forces en de vastes projets de *domination universelle*, comme celui de Charles-Quint au xvi^e siècle : elle n'a pas pris soin d'unir et de fondre en un peuple les diverses races qu'elle avait soumises.

Au xviii^e siècle, une grande impératrice, *Marie-Thérèse*, rencontra un rival redoutable en Frédéric II. Au commencement du xix^e l'*Autriche* soutint contre la Révolution et l'Empire des *luttes acharnées*. Au sortir de cette crise, *Metternich*, le grand homme d'État autrichien, entretint l'antagonisme des races de l'Empire, pensant le gouverner plus aisément ainsi. En 1848, l'Empire faillit être anéanti par le *soulèvement de toutes ces races*. Il sortit cependant intact de cette terrible convulsion.

Mais en 1867, après la défaite de l'*Autriche* en Italie et en Allemagne, les *Hongrois* allaient encore se soulever. C'était la plus belliqueuse des races opprimées par les *Habsbourgs*. Cette fois on leur accorda satisfaction en créant le *dualisme*. L'*Autriche-Hongrie* est un *État un au dehors, double au dedans*. François-Joseph I^{er} est *Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie*, et ces deux États ont chacun leur Parlement et leur ministère.

Mais si les *Hongrois* ou *Madgyars* sont satisfaits, les *Slaves*, les *Koumans*, les *Italiens* ne le sont pas. Les revendications des *Tchèques* notamment (*Slaves de Bohême*), mettent sans cesse en question l'existence de la monarchie.

CHAPITRE XII

ITALIE

1^{re} PARTIE : LE PASSÉ DE L'ITALIE. LA MAISON DE SAVOIE. LE PIÉMONT ET LA FRANCE (1854-1859).

Comme l'unité allemande, l'*unité italienne* s'est faite dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

L'Italie a été grande par les *armes* et la conquête dans l'antiquité, par la *papaute* au moyen-âge, par les *lettres et les arts* au temps de la Renaissance. Mais elle a expié ces âges de gloire par les invasions et les guerres civiles. Depuis le XVI^e siècle elle fut morcelée en petits États et asservie aux nations voisines. Les armées de la révolution française, la domination napoléonienne, y firent germer les idées d'*indépendance et d'unité*.

Un petit État, le *Piémont*, a joué en Italie le même rôle que la Prusse en Allemagne et a été l'artisan de l'unité. Les *ducs de Savoie* accurent lentement leurs possessions dans le Nord, « mangeant l'artichaut feuille à feuille ». Devenus *rois de Piémont* en 1713, ils traversèrent de nombreuses crises de 1789 à 1848; ils essayèrent en vain de faire seuls l'*unité de la péninsule*.

Alors un roi entreprenant, un ministre habile, un soldat de fortune, *Victor-Emmanuel*, *Cavour*, *Garibaldi*, recommencèrent l'œuvre, avec le concours de la France. Ils favorisèrent en Italie les sentiments libéraux. Cavour s'allia à Napoléon III dans la guerre de Crimée et, en retour, obtint son appui pour lutter contre l'Autriche (entrevue de *Plombières* 1858). La guerre fut courte et heureuse. Les Français et les Piémontais furent vainqueurs à *Magenta*, à *Solferino* (1859).

Par la paix de *Villafranca*, Napoléon III fit céder la *Lombardie* au Piémont. Mais le Piémont voulait davantage.

CHAPITRE XIII

ITALIE

2^e PARTIE : LE ROYAUME D'ITALIE. LA QUESTION ROMAINE. L'ITALIE CONTEMPORAINE.

La politique de Napoléon III à l'égard de l'Italie fut *généreuse, imprudente, capricieuse*; celle de Cavour, *subtile et hardie*. Quand le ministre piémontais vit que Napoléon III s'arrêtait après

Villafranca, il résolut de continuer l'œuvre de l'unité en déchaînant la Révolution italienne. Partout les peuples de la péninsule se soulevaient et appelaient le Piémont comme un libérateur. La Toscane, les duchés de Parme et de Modène chassaient leurs souverains, Garibaldi et ses volontaires (*les Mille*) débarrassaient la Sicile et Naples des Bourbons. Le général Cialdini battait les troupes pontificales (1860). Le 18 février 1861, l'existence du royaume d'Italie était formellement affirmée par un Parlement réuni à Turin. Cavour mourut peu après.

Napoléon III n'avait pas osé contrarier ce mouvement. Il avait voulu du moins en profiter : Nice et la Savoie furent cédés à la France (1860); un plébiscite ratifia la cession.

L'Italie n'était pas complète. Elle se compléta en 1866. Elle s'allia à la Prusse, et obtint ainsi, malgré deux défaites, la cession de Venise par l'Autriche. Il lui manquait Rome. Napoléon III hésitait à la lui laisser occuper, et protégea même le pape contre les armes italiennes (*Mentana*, 1867). Mais en 1870, dès nos premiers revers, Victor-Emmanuel occupa la ville éternelle, qui devint la Capitale « intangible » du nouveau royaume.

L'Italie fut dotée d'une constitution libérale. Elle a essayé de développer sa richesse, sans réussir à éviter des crises économiques. Elle a eu des ambitions militaires et coloniales qui lui ont coûté cher. Sa politique (la triple alliance) a été pendant quelque temps très hostile à la France.

CHAPITRE XIV

EMPIRE OTTOMAN

LA PÉNINSULE DES BALKANS ET LA QUESTION D'ORIENT.

On a comparé l'Empire ottoman à un « homme malade »; ses héritiers, la plupart des grandes puissances européennes, prolongent son agonie, chacun espérant accaparer la plus grande part de la succession.

Il fut fondé en 1453, lorsque les Turcs, musulmans fanatiques, détruisirent l'Empire byzantin et s'emparèrent de Constantinople.

Au xvi^e siècle, sous Soliman le magnifique, ils jouèrent un grand rôle en Europe. Mais ils tombèrent bientôt en décadence. Alors les races qu'ils avaient opprimées (Slaves, Roumains, Grecs), commencèrent à revendiquer leur indépendance. Le sentiment national et le zèle religieux se soulevèrent contre la barbarie

ottomane, à l'instigation de voisins ambitieux, les *Autrichiens*, les *Russes* surtout, qui espéraient profiter du démembrément.

Quelques sultans, *Mahmoud*, *Abdul-Medjid*, etc., essayèrent vainement de réformer les abus de leur gouvernement en décomposition. La *Grèce* leur échappa (1829), l'*Égypte* faillit leur échapper (1840). Les *crises* se succédèrent rapidement.

En 1854, les Turcs, menacés par la Russie, furent secourus par les *Anglais* et les *Français*. Ce fut la *guerre de Crimée*. Les alliés s'emparèrent de *Sébastopol* en 1855 après un long siège. Le traité de Paris interdit la mer Noire aux vaisseaux de guerre russes (1856).

L'Empire ottoman faillit succomber dans une dernière lutte contre les Russes (*guerre des Balkans*) qui arrivèrent aux portes de Constantinople (1878). On le sauva encore au *traité de Berlin*, mais en le démembrant de nouveau. Il ne possède plus qu'un tiers de la péninsule, et son existence est sans cesse remise en question.

CHAPITRE XV

EMPIRE RUSSE

1^{re} PARTIE : EXPANSION DE LA RUSSIE EN EUROPE ET EN ASIE.

L'Empire russe fut longtemps un État *plutôt asiatique qu'euro-péen*. Il est maintenant l'un et l'autre, et sa domination s'étend de la *Baltique* à la *mer du Japon*.

Ses premiers progrès du côté de l'Europe furent l'œuvre de la dynastie des *Ivans*, à la fin du moyen-âge. Ils devinrent plus rapides sous les *Romanoff*, et surtout sous *Pierre-le-Grand* (1689-1725) qui ouvrit des *fenêtres* à son peuple sur la *Baltique*, sur la mer Noire, sur la mer Caspienne. Puis vinrent au XVIII^e et au XIX^e siècle *Catherine II*, qui participa au *démembrement* de la Pologne et commença celui de la Turquie; *Alexandre I^{er}*, tour à tour allié et adversaire de *Napoléon I^{er}*, et qui fit de nombreuses acquisitions aux *traites de 1815*; *Nicolas I^{er}*, *Alexandre II*, dont les efforts se portèrent surtout sur la *question d'Orient*. Sous *Alexandre III*, la Russie a accompli une importante évolution politique en passant de l'alliance avec l'Allemagne à l'alliance *française* (1892).

Du côté de l'*Asie*, la Russie poursuit, depuis le XVI^e siècle, trois conquêtes : celle de la *Sibérie*, aujourd'hui complétée par la possession de l'*Amour* et du port de *Wladivostock*; celle du *Caucase*, où *Schamyl* succomba en 1857, après une résistance héroïque;

celle du *Turkestan* (Samarkand, Khiva) opérée au prix d'efforts opiniâtres (1839-1876). Par ces trois possessions, elle surveille ou menace la Turquie, la Perse, l'Inde et la Chine. La conquête a été aussitôt suivie de l'*exploitation*, par le moyen de magnifiques voies ferrées, le *Transcaucasien*, le *Transcaspien*, le *Transsibérien*.

CHAPITRE XVI

EMPIRE RUSSE

2^e PARTIE : TRANSFORMATION INTÉRIEURE. LES RÉFORMES ET LES RÉVOLUTIONNAIRES.

En même temps qu'elle s'étendait sur l'Europe et l'Asie, la Russie, encore très *barbare* au XVII^e siècle, travaillait à se dépouiller des mœurs asiatiques et s'initiait à la *civilisation européenne*.

Ce fut surtout l'œuvre de *Pierre le Grand*, qui l'accomplit par des procédés énergiques et parfois féroces. Il fit dès son enfance son *apprentissage d'Européen*. Il voyagea en Occident pour apprendre, et appliqua violemment à son peuple les mœurs et les institutions des grands États. Il créa une *marine*, une *armée*, une *administration*. Pour arracher les Russes à l'influence de l'Asie, il fonda une *capitale nouvelle*, *Saint-Pétersbourg*, sur les bords de la Baltique (1703).

Catherine II (1762-1796), lettrée, *amie des philosophes français*, donna à la Russie un vernis de civilisation. Elle fit défricher des steppes, fonda des villes.

Au XIX^e siècle, il faut signaler les nobles efforts d'*Alexandre II* (1855-1881) le « *Tsar libérateur* ». Il *abolit le servage* (1859) et rendit hommes libres et propriétaires 50 millions de paysans attachés à la glèbe.

Mais son règne fut d'abord troublé par une *révolte de la Pologne*, qu'il réprima durement (1863). Puis on vit apparaître une secte d'étranges fanatiques, les *nihilistes*, qui voulaient tout détruire pour tout reconstruire. Les assassinats politiques se multiplièrent. Le généreux souverain fut lui-même victime d'un *attentat* (1881) au moment où il songeait à donner à la Russie un commencement de *liberté politique*.

CHAPITRE XVII

PÉNINSULES HISPANIQUE ET SCANDINAVE

ESPAGNE ET PORTUGAL. — SUÈDE ET NORVÈGE.
DANEMARK.

Il y a un certain nombre d'États dont la situation présente est modeste et dont le passé fut éclatant.

Au premier rang, l'*Espagne*. Elle s'est formée en chassant les musulmans (ou *Maures*) de son sol par une *croisade* de sept siècles, que termina la prise de *Grenade* (1492). Aussi le sentiment religieux fut-il toujours inséparable du patriotisme dans l'âme espagnole.

La découverte du *Nouveau-Monde* et de ses trésors (1492) donna aux souverains de l'Espagne, *Charles-Quint*, *Philippe II*, d'immenses ressources et d'immenses ambitions ; ils épuisèrent leurs forces sans réaliser leurs vastes desseins. En 1700, l'Espagne accepta une dynastie française, les *Bourbons*. De 1808, à 1814, elle s'affranchit par une lutte héroïque de la domination *napoléonienne*.

En 1837 elle a adopté le *régime constitutionnel*. Mais il est sans cesse troublé par des révolutions et surtout des *coups d'État militaires*. L'activité économique du pays est languissante et son empire colonial lui échappe.

Le *Portugal* a eu son heure de prospérité, lorsqu'au XVI^e siècle il possédait une grande partie des côtes de l'*Afrique* et de l'*Asie*. Il a subi, depuis, la conquête *espagnole* (1580), la conquête *française* (1807). Il a ressaisi son indépendance sans recouvrer sa puissance.

La *Suède* brilla d'un vis éclat au XVII^e siècle, avec *Gustave-Adolphe* (1611-1632) et *Charles XII* (1697-1718). Les folies guerrières de ce dernier l'épuisèrent. Une dynastie d'origine française, celle de *Bernadotte*, règne aujourd'hui sur la *Suède* et sur la *Norvège*. Mais l'union de ces deux pays (qui date de 1815) est fort précaire.

Le *Danemark* a été dépouillé par la Prusse du *Sleswig* et du *Holstein* en 1864.



CHAPITRE XVIII

LES PETITS ÉTATS

SUISSE. — PAYS-BAS. — BELGIQUE.

Liberté, travail, richesse, voilà les traits communs à ces trois petits États.

Les *Cantons suisses* se sont affranchis du joug de l'*Autriche* dès le moyen-âge, au temps du légendaire *Guillaume Tell*. Ils ont en partie adopté la *Réforme* au xvi^e siècle, accepté le protectorat napoléonien en 1803, adopté leur constitution actuelle en 1848. C'est une *république fédérale*. Les *cantons* se gouvernent eux-mêmes; le pouvoir central est exercé par deux assemblées et un *Conseil fédéral* qui tient lieu de président de la République. Certaines questions sont soumises à une sorte de plébiscite ou *Référendum*. L'instruction est très développée. Le pays est naturellement pauvre. Mais l'activité ingénieuse de ses habitants l'a rendu riche. L'*unité nationale* est forte, en dépit des différences de races et de religions.

Les *Pays-Bas* (ou *Hollande*), conquis par leurs habitants sur la mer, se sont affranchis du joug de l'*Espagne* au xvi^e siècle, sous *Guillaume le Taciturne*. Sous un de ses descendants, *Guillaume III*, ils ont résisté victorieusement à la puissance de Louis XIV. La *Hollande* fut au xvii^e siècle l'un des premiers pays de l'Europe pour la *richesse*, la *science*, les *arts*. Depuis elle a subi le protectorat anglais, la conquête française. Le pays est aujourd'hui laborieux et maître d'un bel empire maritime en Océanie.

La *Belgique*, après avoir pendant dix siècles subi des dominations et des conquêtes diverses, s'est affranchie en 1830 du joug de la *Hollande* et s'est érigée en monarchie constitutionnelle sous la dynastie de *Saxe-Cobourg-Gotha*. Elle a retrouvé aujourd'hui sa prospérité du moyen âge, alors qu'elle s'appelait la *Flandre*. Pour l'industrie et le commerce, c'est une *petite Angleterre*. Son sol est fertile, sa population très dense. Elle est souvent agitée par des questions religieuses, des conflits de races et des *crises*.

TROISIÈME PARTIE

INTRODUCTION

EXPANSION DES EUROPÉENS DANS LE MONDE

CHAPITRE XIX

LES ÉTATS-UNIS AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

L'origine des *États-Unis* est humble. Des colons anglais fuyant la persécution religieuse avaient formé sur le littoral de l'Amérique *treize colonies*. Elles se révoltèrent contre la métropole pour protester contre les monopoles commerciaux et les taxes imposées par l'Angleterre. A la suite d'une lutte de sept ans, avec l'aide de la France, les États-Unis acquirent l'*indépendance* (1776-1783). Leur *constitution* (1787-1789) a un caractère nettement fédéral. Elle leur a permis d'annexer la Louisiane (1803), la Floride (1819), et après une longue guerre contre le Mexique (1814-1848), de s'étendre jusqu'au Pacifique.

Mais les *États du nord*, qui vivent surtout de la marine et du commerce, avaient besoin de la protection : ceux *du sud*, qui faisaient cultiver par leurs *esclaves* les plantations de coton et de canne, étaient libre-échangistes. La question de l'*esclavage* a mené des dissensiments profonds. Le parti *démocrate* s'unit pendant longtemps aux esclavagistes du sud; mais les *républicains*, adversaires de l'*esclavage*, devenaient plus nombreux et plus ardents.

L'élection présidentielle d'*Abraham Lincoln* (1860) était le triomphe des républicains. Les esclavagistes firent sécession et opposèrent à Lincoln *Jefferson Davis*. Il y eut dès lors des *féderaux*, qui voulaient abolir l'*esclavage* et maintenir l'*union*, et des *confédérés*, partisans du maintien de l'*esclavage* et de la séparation.

La guerre de sécession fut une horrible guerre civile qui dura cinq ans (1861-1865). Les *confédérés* gardèrent longtemps l'avantage à cause de leurs généraux, mais les *fédéraux* avaient pour eux, outre le nombre et les ressources, le bon droit. A la suite d'un grand duel entre *Grant* et *Lee*, *Grant* l'emporta et les *fédéraux* abolirent l'*esclavage*.

CHAPITRE XX

LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS

Depuis la guerre de sécession la puissance des États-Unis s'est développée avec une rapidité inouïe. Les *immigrants* affluent en grand nombre, surtout les *Allemands* qui peuplent le *Far West*. Les *noirs*, malgré le préjugé persistant de la couleur, ont obtenu l'égalité des droits politiques avec les blancs. Les *Indiens* disparaissent progressivement. Les *Chinois* sont mal vus et peu protégés. Les *grandes villes* se peuplent de plus en plus.

La richesse publique ne cesse de croître. La *grande culture* est partout en faveur; elle produit en abondance les céréales, le coton, les prairies qui nourrissent un abondant bétail. La *grande industrie* n'est pas moins prospère, surtout celles des mines, des tissus, des machines, des conserves de viande. Les *chemins de fer* forment le réseau le plus étendu dans le monde : plusieurs lignes doublent le *Transcontinental railway* et unissent maintenant les deux océans.

Mais le développement intense de la vie économique commence à amener les mêmes malaises et les mêmes revendications de la population ouvrière qu'on signale partout en Europe. La *civilisation* américaine reste toute *materielle*. Elle est encore trop peu sensible à la haute culture littéraire, aux recherches désintéressées de la science et de l'art.

CHAPITRE XXI

LE DOMINION DU CANADA

Si les Français n'ont pas découvert le littoral du Canada, ils en ont été les premiers colons. *Jacques Cartier*, dès l'époque de *François I^r*, y a créé les établissements de la *Nouvelle France*; *Champlain*, protégé par *Henri IV* et par *Richelieu* y a fondé, *Québec* et *Montréal*. *Cavalier de la Salle*, encouragé par *Colbert*, lui a donné la *Louisiane* pour annexe.

Mais la *Nouvelle France* était en rivalité avec la *Nouvelle Angleterre*. La perte de Terre Neuve et de l'*Acadie* (1713) prépara la lutte suprême. Louis XV abandonnait les colonies pour consacrer les ressources de la France à la guerre continentale. Malgré l'héroïsme de *Montcalm*, la *paix de Paris* nous coûta le Canada (1763).

Pendant longtemps les Anglais s'acharnèrent contre les Canadiens français : ils voulaient leur enlever leur langue et leur religion. La constitution du *Dominion du Canada* (1866) a mis fin à cet antagonisme. Les sept États confédérés du Dominion ont un gouvernement autonome, et l'égalité des droits politiques dans le gouvernement central. La nomination du gouverneur général par la couronne d'Angleterre est le seul lien entre la colonie et la métropole. La religion catholique est librement exercée. La langue française est officielle comme l'anglais. Les *Canadiens français* forment un groupe très important, très attaché à son ancienne patrie, sans vouloir cependant se détacher de la nouvelle.

La prospérité s'accroît rapidement, les belles cultures du *Manitoba*, les riches mines des *montagnes Rocheuses*, la pêche et la chasse sont des éléments de richesse susceptibles d'être beaucoup développés. L'*émigration* se porte toujours plus loin vers l'occident et le *Transcanadian railway* favorise cette expansion.

CHAPITRE XXII

L'AMÉRIQUE LATINE

La meilleure partie de l'Amérique a été colonisée par les *Espagnols* et les *Portugais*, de race latine. Ils y ont fondé de grands empires. Mais ils étaient trop peu nombreux pour les peupler. Ils ont eu le tort de maltraiter les *Indiens* et d'y favoriser la *traite des nègres*. Ils rendirent odieuse leur domination en la fondant sur la *rivalité des classes* et sur les *monopoles commerciaux*.

L'*insurrection* éclata dans toutes les colonies espagnoles, lors du renversement des Bourbons par Napoléon 1^{er}. Mais Ferdinand VII rétabli ne put soumettre ses sujets révoltés. *Iturbide* au Mexique, *Bolivar* dans la Colombie, *Saint-Martin* dans la région de la Plata, furent les principaux libérateurs. Le *Brésil* devint depuis 1822 un empire gouverné par les *Bragance*. Il s'est érigé en république en 1889.

Actuellement les États de l'Amérique latine forment, d'après leur situation géographique et leur climat, des groupes assez différents. Le Mexique et l'Amérique centrale se développent grâce aux *capitaux des États-Unis*; la Colombie et le Pérou restent dans une immobilité relative, soit à cause du climat malsain, soit à cause de l'éloignement des ports du Pacifique. Le Chili, la République argentine et le Brésil ont plus d'avenir. Un climat plus sain, une *émigration européenne* plus abondante favorisent le développement de ces républiques.

Les États-Unis cherchent à accaparer le commerce et l'influence politique en écartant les Européens de toutes ces contrées. L'Amérique latine a pu se garder jusqu'ici de la mainmise des Anglo-Saxons.

CHAPITRE XXIII

EXPANSION FRANÇAISE EN AFRIQUE

La France possède en Afrique son plus beau domaine colonial. C'est d'abord l'*Algérie* avec la *Tunisie*, cette dernière soumise seulement en 1881. Les richesses de toutes sortes agricoles et minières y abondent. Les travaux d'amélioration et l'augmentation progressive de la population permettent de les mieux exploiter. Les sacrifices d'argent que l'*Algérie* coûte à la métropole sont largement compensés par les profits du commerce. Le *système du protectorat* appliqué à la *Tunisie* a donné des résultats encore plus satisfaisants.

Déjà l'on pénètre le *Sahara* qui est placé tout entier dans la zone d'influence de la France. Le *Sénégal*, véritablement créé par Faidherbe (1854-1866), est la voie naturelle pour la pénétration du *haut Niger*. Les rudes et brillantes campagnes de nos officiers nous ont valu la soumission du *Soudan*. Le capitaine *Binger* l'a relié à la *côte d'Ivoire*; le général *Dodds* l'a agrandi de tout le *Dahomey* (1883-1893).

M. de *Brazza* a occupé sans guerre le *Congo français*. De nombreux explorateurs ont cherché à le relier avec notre *Soudan*. Le capitaine *Marchand* y a réussi en plantant le drapeau français à l'est du lac *Tchad*.

Les Français possèdent encore *Djibouti*, à l'entrée de la mer Rouge, en contact avec l'*Abyssinie*.

Enfin à la suite de deux expéditions (1885 et 1895), *Madagascar* a été conquis. Le général *Duchesne* est entré à *Tananarive* (30 sept. 1895) et le général *Gallieni* a assuré la pacification de l'île.

Désormais les Français n'ont plus à étendre leur domaine d'Afrique, mais à le coloniser et à en exploiter les richesses.

CHAPITRE XXIV

L'EGYPTE ANGLAISE

LE PARTAGE DU CONTINENT AFRICAIN.

L'Égypte contemporaine doit beaucoup aux Français. L'*expédition de Bonaparte* (1798-1799) a commencé à la tirer de sa torpeur. Méhémet Ali a confié à des Français le soin d'en faire un État civilisé. Ferdinand de Lesseps, avec des capitaux français, a percé le *canal de Suez* (1859-1869).

Cependant les Anglais ont occupé militairement l'Égypte à la suite du *bombardement d'Alexandrie* (1882). Chassés du Soudan égyptien par les fanatiques du Mahdi, ils ont réussi à le reconquérir (1898).

Dans le *partage de l'Afrique*, ils se sont attribué toute la région du Nil depuis l'embouchure jusqu'aux grands lacs; l'Afrique australe avec le cours moyen du Zambèze, le cours inférieur du Niger et les établissements de la Côte-d'Or et de Sierra Leone.

Les Allemands sont maîtres de l'Afrique orientale allemande, du Sud-Ouest africain allemand, du Cameroun et du Togo; les Italiens de Massaouah et de l'Érythrée; les Belges du Congo intérieur.

Les Portugais gardent le Congo méridional et le Mozambique; les Espagnols, quelques îles ou comptoirs.

Les Anglais ont détruit l'autonomie des deux républiques du fleuve Orange et du Transvaal. Le Maroc garde encore son indépendance.

CHAPITRE XXV

L'INDE ANGLAISE

L'*Inde* n'est pas un État particulier, mais une *réunion d'États* très divers. Ce n'est pas l'Angleterre qui l'a progressivement occupée; c'est l'œuvre d'une compagnie commerciale, la célèbre *compagnie des Indes*. Commencée en 1757 par Clive et Warren Hastings, poursuivie par les lords Wellesley, Minto, Hastings et Dalhousie, la prise de possession n'est devenue définitive qu'après la répression de la formidable *révolte des cipayes* (1857).

Dès lors, la *compagnie* a perdu son autorité qui a été transférée à la *couronne* d'Angleterre. Les provinces directement soumises

entourent et isolent les principautés vassales dont le traitement est d'ailleurs très différent. A la suite du *voyage du prince de Galles* (1876), la reine *Victoria* a pris le titre d'*impératrice des Indes* (1877).

Les vieilles distinctions des castes ne sont pas effacées. Le *brahmanisme* reste toujours la religion dominante, malgré le nombre considérable des musulmans.

La couronne anglaise a cherché, mieux que la compagnie, à justifier sa domination par ses services. La création d'un grand réseau de chemins de fer, d'écoles et d'hôpitaux, le développement de l'agriculture sont les principaux biensfaits du nouveau régime.

Mais le développement même de l'esprit public parmi les Hindous peut devenir un péril pour l'Angleterre. Son empire serait très compromis le jour où ses sujets sauraient s'unir au lieu de s'abandonner à leurs incurables rivalités.

CHAPITRE XXVI

CHINE ET JAPON

Le monde des Chinois est un monde à part, d'une merveilleuse unité. Leur *race* occupe la Chine depuis les temps les plus reculés. Leur *langue*, très facile à parler, ne peut être écrite que par les *lettres*. Leur *religion*, le *bouddhisme*, prêche le détachement de toutes les choses humaines pour arriver au bonheur. Ils ont un culte inaltérable pour les coutumes des ancêtres et une haine instinctive pour le progrès.

Ce monde chinois rigoureusement fermé à tout ce qui venait de l'étranger n'a commencé à s'ouvrir qu'à la suite de la *guerre de l'opium* (1840-1842). Plus tard la *guerre de Chine*, où les Français ont eu la principale part, a forcé les Chinois à subir de plus en plus le contact de l'étranger (1857-1860). De nos jours la Chine devient, malgré sa résistance, une proie que se disputent les puissances européennes.

Changaï reste le principal entrepôt du commerce européen; et de même que les Européens s'introduisent toujours plus avant en Chine, les Chinois vont chercher fortune toujours plus loin de leur sol natal.

L'ancienne organisation du Japon présentait beaucoup de ressemblance avec celle de la Chine. Dès 1858, *Yokohama* fut ouvert aux étrangers. La *révolution de 1868* a produit un bouleversement complet. L'*empereur du Japon*, pour dompter les factions hostiles, a confié lui-même aux Européens le soin de présider à la trans-

formation de son peuple. La civilisation européenne est introduite de toutes pièces parmi les Japonais, qui en ont profité pour battre les Chinois dans une récente guerre (1895).

L'invasion jaune ne semble pas à craindre. Mais l'on peut redouter d'instruire et d'armer trop vite Chinois et Japonais, qui pourraient être tentés de se servir contre leurs maîtres des leçons qu'ils en auraient reçues.

CHAPITRE XXVII

L'AUSTRALIE

L'Australie n'est pas comme les colonies anglaises d'Asie et d'Afrique une colonie d'exploitation; c'est une colonie de peuplement. Elle est dès maintenant foncièrement anglaise.

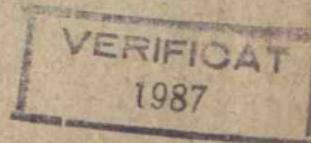
Elle fut reconnue d'abord par les Hollandais; puis peuplée par des *convicts* anglais, pour lesquels fut créé l'établissement de *Sydney* (1788). Bientôt commencèrent dans l'intérieur des *explorations* anglaises. La traversée du continent fut opérée à deux reprises par *Burke*, et par *Stuart* (1860-1862).

Déjà à côté de la Nouvelle-Galles du Sud, les établissements de Victoria, du Queensland, de l'Australie du Sud et de l'Australie occidentale étaient formés. Au *squatter*, dont la richesse consistait en innombrables *troupeaux*, était venu se joindre le *mineur* qui exploite les riches gisements miniers des Alpes australiennes, et le *settler* ou cultivateur sur les côtes orientales.

Les *indigènes*, très peu nombreux d'ailleurs, sont des êtres inférieurs qui ont disparu presque complètement, soit par le contact même avec une civilisation dont ils n'ont adopté que les vices, soit par les mauvais traitements des Anglais.

Comme les Canadiens, les Anglais d'Australie jouissent du *self-government*: comme eux aussi, ils viennent de s'unir en une confédération d'États, qui forme l'*Australasie* (1900).

L'union une fois accomplie, le lien rattachant l'Australie à la couronne d'Angleterre devient purement nominal.



DICTIONNAIRE GÉNÉRAL

de la

LANGUE FRANÇAISE

Par MM. GUÉRARD et SARDOU

Seizième édition, rendue conforme à la dernière édition du Dictionnaire de l'Académie

1 vol. in-18, relié, percaline... 1 fr. 90

Ce dictionnaire contient : 1^e Tous les termes littéraires et ceux du langage usuel, avec leur sens propre et leurs sens figurés; 2^e Un vocabulaire des principaux termes usités dans les sciences et dans les arts; 3^e Un *Dictionnaire biographique et mythologique*, ou dictionnaire des noms propres, de grands personnages, de divinités fabuleuses, de personnes qui ont marqué dans l'histoire ou qui se sont illustrées dans les lettres, dans les sciences ou dans les arts; 4^e Un *Dictionnaire de géographie ancienne et moderne*. Il indique : 1^e La prononciation figurée dans les cas exceptionnels ou douteux; 2^e Les étymologies propres à déterminer et à rappeler le sens précis des termes scientifiques, et se termine par une liste de citations ou locutions latines, italiennes et anglaises, le plus fréquemment employées par les Français dans leurs conversations ou dans leurs écrits.

COURS DE LECTURE EXPRESSIVE

Par Léon RICQUER

Président de la Société de Lecture et de Récitation

Lecture expressive à l'usage de toutes les écoles. Recueil de morceaux choisis de prose et de vers avec de nombreuses annotations sur le ton, l'infexion, l'accent et la manière de phrasier.

Petit cours. In-12, cart... » 90
 Cours moyen. In-12, cart... 1 25
 Cours sup. In-12, cart... 1 75
 Méthode de lecture et de récitation. In-12, cart... 1 20
 Lectures et récitations pour les enfants de 6 à 12 ans. In-12, cartonné... » 90

Cours de Lecture à haute voix des écoles normales primaires. In-12, broché... 1 50

Le même ouvrage, cart... 2 »

Contes, poésies, récits, nouvelles en prose et en vers, choisis dans Victor Hugo, Lamartine, A. de Musset, A. Daudet, F. Manuel, Nadaud, F. Coppée, J. Normand, V. Sardou, etc., avec de nombreuses anno-

tations sur le ton, l'infexion, l'accent et la manière de phrasier. In-12, broché... 2 30

Scènes classiques et modernes, à 2, 3 et 4 personnages, et Monologues, extraits des œuvres de Molière, Regnard, Boursault, V. Hugo, Th. Gautier, A. de Musset, E. Augier, E. Labiche, V. Sardou, Th. Barrière, J. Claretie, E. Manuel, J. Normand, A. de Launay, Grenet-Dancourt, avec de nombreuses notes sur la manière de dire et de jouer ces scènes et ces monologues. In-12, broché... 3 50

Lectures et récitations des auteurs classiques, avec notices biographiques, piqûres in-12 (18 fascicules), chaque fascicule... » 10

Fablier scolaire, à l'usage de toutes les écoles. Choix de fables, avec de nombreuses annotations, précédées d'une notice sur l'art de dire la fable. In-8°, cart... 1 25

La farce de maître Pathelin, arrangée en vers modernes, par GASSIES DES BRULIES, édit. illust., in-16, br. 2 »
 La farce du pâté et de la tarte, arrangée en vers modernes, par GASSIES DE BRULIES, édition illustrée, in-16, br... 1 25
 La farce du cuvier, arrangée en vers modernes, par GASSIES DES BRULIES, ill. in-16, br., 1 »

Brevet Supérieur

AUTEURS PRESCRITS (1903-1905)

(Arrêté ministériel du 3 Janvier 1902)

I. AUTEURS FRANÇAIS

Auteurs prescrits pour le Brevet supérieur : Corneille : Horace, Polyeucte. — Racine : Britannicus, Mithridate. — Molière : L'Avare, Les Femmes Savantes, Le Tartuffe. — La Fontaine : Choix de Fables. — La Bruyère : Les Caractères. — Voltaire : Essai sur les Mœurs, Choix de Lettres. — Les Orateurs Politiques de la France : Mirabeau, Michelet, Isnard, Victor Hugo.

1 vol. in-16 avec notice et notes, par M. VIAL, professeur au Lycée Lakanal. Contenant seulement les extraits des auteurs ci-dessus, prescrits par l'arrêté ministériel pour le Brevet supérieur. Cartonné 3 75

ÉTUDES sur les auteurs prescrits pour le Brevet supérieur, par F. HÉMON, inspecteur de l'Académie de Paris. 1 vol. in-12, br 4 50

Corneille. — *Polyeucte*, tragédie, par F. HÉMON, inspecteur de l'Académie de Paris, in-12, cartonné 1 »
— *Horace*, tragédie, par F. HÉMON, in-12, cart 1 »

Racine. — *Mithridate*, tragédie, par BERNARDIN, professeur de rhétorique au lycée Charlemagne, 1 vol. in-12, cart 1 »
— *Britannicus*, tragédie, nouv. édit., par BERNARDIN, in-12, cart.. 1 »

Molière. — *L'Avare*, par MAURICE PELLISSON, agrégé des lettres, ins-

pecteur d'Académie, in-12, cartonné 1 »

— *Tartuffe*, avec une étude biographique et des notes, par ROUBIER, in-12, cart 1 »

— *Les Femmes savantes*, comédie (L. ROUBIER), in-12, cart 1 »

Victor Hugo. — Morceaux choisis : *Poésies*, contenant toutes les pièces désignées par l'arrêté ministériel, 1 vol. in-16.

Br. 3 50 ; — cart. 4 » ; — élégamment relié 5 »

II. AUTEURS ÉTRANGERS

AUTEURS ALLEMANDS

E.-Th.-A. Hoffmann, H. Heine, Goethe, Schiller.—1 vol. in-12. contenant toutes les pièces prescrites par l'arrêté ministériel, par L. SCHMITT, professeur au lycée Condorcet, cartonné 1 75

Traduction des Auteurs allemands, par L. SCHMITT, in-12, br 1 25

AUTEURS ANGLAIS

Aikin and Barband, Miss Carpenter, Wordsworth, Longfellow. 1 vol. in-12, contenant toutes les pièces prescrites par l'arrêté ministériel, par A. GUILLAUME, prof. au coll. Chaptal, cart.. 1 25

Traduction des Auteurs anglais, par E. DUSSAUZE, in-12, br 2 »

Bibliothèque des Grands Écrivains

Publiée sous la direction de

E.-C. COUTANT, Directeur du Collège Chaptal

Notice, Analyse et Extraits

Chaque ouvrage forme un volume in-18 jésus, broché



L'ÉPOPÉE

Poèmes épiques, Homère, Virgile, Le Tasse. — Romans épiques, Fénelon (Télémaque), Cervantes (Don Qui- chotte)	3 50
--	------

HISTORIENS ANCIENS

Hérodote, Xénophon, Plutarque, Sal- luste, Tite-Live, Tacite	3 50
---	------

HISTORIENS DES XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

Bossuet (Discours sur l'Histoire uni- verselle), Saint-Simon, Voltaire, (Charles XII), Montesquieu	2 »
--	-----

LA TRAGÉDIE ET LA COMÉDIE ANCIENNES

Eschyle, Sophocle, Euripide, Aristophane, Plaute et Térence.	3 50
---	------

LA TRAGÉDIE AU XVII^e SIÈCLE

Corneille, le Cid, Horace, Cinna, Polyeucte	3 »
— Racine, Andromaque, les Plaideurs, Britannicus, Iphigénie, Esther, Athalie	3 »

LA COMÉDIE AU XVII^e SIÈCLE

Molière, les Précieuses Ridicules, Tartuffe, le Misanthrope, l'Avare, les Femmes Savantes, le Malade Imaginaire.	3 50
---	------

MORALISTES MODERNES

Montaigne, Pascal (Pensées), La Bruyère (Les Caractères).	2 »
--	-----

LE XVIII^e SIÈCLE, PRINCIPAUX ÉCRIVAINS

Voltaire, J.-J. Rousseau, Diderot, Buffon	3 »
--	-----

PETIT DICTIONNAIRE ÉTYMOLOGIQUE

de la

Langue Française

Rédigé conformément au Dictionnaire de l'Académie

à l'Usage de l'Enseignement secondaire

et de l'Enseignement primaire

Contenant les mots de la langue usuelle groupés par familles
avec indication de leur origine

Par LAURENT et RICHARDOT

Agrégés de l'Université, Professeurs au Collège Stanislas

Un Volume petit in-18, relié percaline 2 fr. 75

30 francs